
Commerces de détail non alimentaires

(dits «groupe des 10»)

(1)

(1) Le titre complet de la CCN est le suivant : convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires : antiquités, brocante, galeries d'art (œuvres d'art), arts de la table, coutellerie, droguerie, équipement du foyer, bazars, commerces ménagers, modélisme, jeux, jouets, puérinatalité, maroquinerie et articles de voyage, (instruments de musique, partitions et accessoires ; termes ajoutés par avenant n° 13, 4 avr. 2023 non étendu, applicable à compter du lendemain de la publication au JO de son arrêté d'extension), presse et jeux de hasard ou pronostics, produits de la vape.

BROCHURE JO 3251

IDCC 1517

Convention collective nationale du 14 juin 1988 révisée le 9 mai 2012

[Étendue par arr. 18 déc. 2013, JO 4 janv. 2014, applicable à compter de la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat national des antiquaires négociants en objets d'art, tableaux anciens et modernes ;
Syndicat national du commerce de l'antiquité et de l'occasion ;
Comité professionnel des galeries d'art ;
Chambre syndicale de l'estampe, du dessin et du tableau ;
Fédération française des détaillants en droguerie, équipement du foyer, bazar - section arts de la table et cadeaux ;
Chambre syndicale nationale de l'équipement du foyer, bazars et commerces ménagers ;
Fédération des commerces spécialistes des jouets et des produits de l'enfant ;
Fédération nationale des détaillants en maroquinerie et voyage ;
Chambre syndicale des métiers de la musique.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services / CFE CGC ;
Fédération des syndicats CFTC Commerce, services et force de vente ;
Fédération des services CFDT.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Chapitre I **Clauses générales**

Article 1 **Champ d'application**

Mod. par Avenant 6 mai 2020, étendu par arr. 17 sept. 2021, JO 28 sept., applicable le 1^{er} jour du mois qui suivra une période de 2 mois après la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Mod. par Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 19 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicats de salariés :

CFTC CSFV ;

Mod. par Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu par arr. 12 mars 2024, JO 3 avr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Avenant n° 15, 14 mai 2025, non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2027, sous réserve de son extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT.

(Voir également Avenant du 6 mai 2020 et Avenant du 9 juillet 2020)

(Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) La présente convention règle les rapports entre les employeurs et les salariés (ouvriers, employés, agents de maîtrise et cadres) des entreprises du commerce situés sur l'ensemble du territoire national dont l'activité principale est le commerce de détail non alimentaire quel que soit le mode de distribution (y compris le e-commerce...), et avec ou sans activité complémentaire (réparation, maintenance, fabrication, location...), centré sur l'un ou les produits suivants :

- maroquinerie et articles de voyage ;
- coutellerie ;
- arts de la table ;
- droguerie, les commerces de couleurs et vernis ;
- (Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) équipement du foyer (notamment les commerces d'articles et d'accessoires de décoration de la maison), bazars (notamment les solderies, magasins discounters et/ou de déstockage) ;
- (Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) antiquités et brocante, y compris les livres anciens et/ou de valeur ;
- galeries d'art (œuvres d'art) ;
- (Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) jeux (y compris les jeux de société), jouets (y compris les figurines), modélisme (y compris les drones-jouets), articles pour fêtes et divertissements, produits de loisirs créatifs (à l'exclusion des produits en lien avec l'univers de la papeterie) ;
- (Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) puériculture et produits de l'enfant ;
- (Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) instruments de musique, partitions et accessoires de musique ;
- presse et jeux de hasard ou pronostics agréés par l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ) ;
- (Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu, Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) commerces spécialisés en produits de la vape ;
- (Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) souvenirs, objets artisanaux et articles religieux.

(Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) Les entreprises visées par le présent champ d'application sont le plus souvent répertoriées sous les codes APE suivants, déterminés par rapport (Avenant n° 15, 14 mai 2025, non étendu : le terme « rapport » est remplacé par le terme « référence ») à la nomenclature des activités françaises (NAF) de l'INSEE :

- 47.19B Autre commerce de détail en magasin non spécialisé (surface inférieure à 2 500 m²) ;
- 47.52A Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (surface inférieure à 400 m²) ;
- 47.59B Commerce de détail d'autres équipements du foyer ;
- 47.65Z Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé ;
- 47.72B Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage ;
- 47.78C Autres commerces de détail spécialisés divers ;
- 47.79Z Commerce de détail de biens d'occasion en magasin ;
- 47.89Z Autres commerces de détail sur éventaies et marchés ;
- 47.62Z Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé

(Al. précédents remplacés par Avenant n° 15, 14 mai 2025, non étendu)

(Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) Nota relatif aux codes APE : - À l'exception des secteurs de la maroquinerie

Code APE (NAF 2025)	Intitulé
47.12H	Autre commerce de détail non spécialisé en magasin de moins de 2 500 m ² ou hors magasin
47.26Y	Commerce de détail de produits à base de tabac
47.51Y	Commerce de détail de textiles
47.52G	Commerce de détail de quincaillerie, de matériaux de construction et de bricolage, de peinture et de verre en magasin de moins de 400 m ²
47.52H	Commerce de détail de quincaillerie, de matériaux de construction et de bricolage, de peinture et de verre en magasin de plus de 400 m ² ou hors magasin
47.53Y	Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols
47.55H	Commerce de détail d'appareils d'éclairage, de vaisselle et d'autres équipements du foyer
47.62Y	Commerce de détail de journaux et autres publications périodiques et de papeterie
47.64Y	Commerce de détail de jeux et jouets
47.69Y	Commerce de détail de biens culturels et de loisirs non classés ailleurs
47.72H	Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
47.78H	Commerce de détail spécialisé d'autres biens neufs non classés ailleurs
47.79G	Commerce de détail d'antiquités et livres anciens
47.79H	Commerce de détail d'autres biens d'occasion
47.91Y	Activités de service d'intermédiation pour le commerce de détail non spécialisé
47.92H	Activités de service d'intermédiation pour le commerce de détail de journaux et de produits à base de tabac
47.92J	Activités de service d'intermédiation pour le commerce de détail spécialisé d'autres biens

et articles de voyage (code 47.72B) et du jouet (code 47.65Z), l'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'un présomption d'exercice d'une activité donnée, mais n'en est pas la preuve. C'est qu'un indice : il peut fournir une

(Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) La liste des codes APE ci-dessus n'est pas exhaustive : la table de concordance entre conventions collectives et activités principales de la DARES (données 2020) fait ainsi apparaître qu'au regard de la diversité des activités dans la branche, de nombreuses entreprises faisant application de la présente convention collective sont répertoriées des codes APE autres que ceux listés ci-dessus.

(Al. précédents remplacés par Avenant n° 15, 14 mai 2025, non étendu) (Nota relatif aux codes APE: à l'exception des secteurs de la maroquinerie et articles de voyage (code 47.72H) et du jouet (code 47.64Y), l'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'un même code peut couvrir plusieurs conventions collectives. Le code APE n'est qu'un indice : il peut fournir une présomption d'exercice d'une activité donnée, mais n'en constitue pas la preuve.

La liste des codes APE ci-dessus n'est pas exhaustive : la table de concordance entre conventions collectives (codes IDCC) et secteurs d'activité (codes APE) diffusée par la DARES fait ainsi apparaître qu'au regard de la diversité des activités exercées dans la branche, de nombreuses entreprises faisant application de la présente convention collective sont répertoriées sous des codes APE autres que ceux listés ci-dessus.

(Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) En cas de conflit de conventions collectives de branche applicables, le critère de détermination de la convention collective applicable est celui de l'activité principale. Dès lors que la vente de l'un ou des produits cités au premier paragraphe (Avenant n° 15, 14 mai 2025, non étendu : les termes «cités au premier paragraphe» sont remplacés par les termes : «visés par la liste aux alinéas 2 et suivants») constitue l'activité principale d'une entreprise, la présente convention doit être appliquée).

(Avenant n° 14, 3 oct. 2023, étendu) Les dispositions de la présente convention collective sont également applicables :

— aux personnels des entreprises dont l'activité principale est le commerce de détail des produits visés au premier alinéa (Avenant n° 15, 14 mai 2025, non étendu : les termes «au premier alinéa» sont remplacés par les termes «par la liste aux alinéas 2 et suivants») du présent article, et qui travaillent dans tous établissements liés à l'activité principale (holdings, sièges sociaux, établissements administratifs et de gestion, entrepôts...);

— le cas échéant, aux personnels des organisations professionnelles, patronales et consulaires, ainsi que des organisations associatives dont l'activité principale se rapporte au commerce de détail des produits visés au premier alinéa (Avenant n° 15, 14 mai 2025, non étendu : les termes «au premier alinéa» sont remplacés par les termes

«par la liste aux alinéas 2 et suivants») du présent article.

Il est en outre précisé :

- que le commerce de détail se caractérise par la vente à un utilisateur final, quels que soient les volumes, et que cet utilisateur soit un particulier, une entreprise ou une organisation publique ou privée ;
 - que les produits visés au premier alinéa (*Avenant n° 15, 14 mai 2025, non étendu : les termes «au premier alinéa» sont remplacés par les termes «par la liste aux alinéas 2 et suivants»*) du présent article comprennent les biens neufs aussi bien que les biens d'occasion (seconde main) ;
 - que lesdits produits peuvent être des biens physiques aussi bien que des biens numériques (à l'exception cependant du streaming et du téléchargement de logiciels et de contenus numériques sur le site des éditeurs).
- Les dispositions du présent article n'ont pas en soi pour effet d'empêcher un employeur non visé de faire une application volontaire de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires conformément aux dispositions légales régissant l'application des conventions collectives.

Article 2 **Durée et portée**

Mod. par Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 19 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicats de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle prend effet à compter de la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française.

(Avenant n° 1, 12 juin 2022, étendu) Les clauses générales de la présente convention s'imposent aux entreprises entrant dans son champ d'application dans les conditions définies par la législation sociale en vigueur.

Article 3 **Égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes égalité des salariés devant l'emploi**

Mod. par Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 19 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicats de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

L'égalité entre les hommes et les femmes est un facteur de dynamisme social et de croissance économique.

Les signataires de la présente convention rappellent aux entreprises de la branche :

- de veiller à respecter la mixité et l'égalité professionnelle au travail,
- de garantir une réelle égalité des droits et de traitement entre les femmes et les hommes en matière de recrutement, d'orientation, de formation, de promotion, de déroulement de carrière, de conditions de travail et de rémunération et par voie de conséquence de droits à la retraite,
- d'offrir les mêmes possibilités d'évolution de carrière et d'accès aux postes de responsabilité aux femmes et aux hommes.

D'une manière générale, dans le domaine de l'emploi et de la formation, les entreprises de la branche doivent garantir aux salariés la non discrimination directe ou indirecte et l'égalité de traitement.

Sous réserve des dispositions particulières du code du travail, nul ne peut :

1° Mentionner ou faire mentionner dans une offre d'emploi le sexe ou la situation de famille du candidat recherché. Cette interdiction est applicable pour toute forme de publicité relative à une embauche et quels que soient les caractères du contrat de travail envisagé ;

2° Refuser d'embaucher une personne, prononcer une mutation, résilier ou refuser de renouveler le contrat de travail d'un salarié en considération du sexe, de la situation de famille ou de la grossesse sur la base de critères de choix différents selon le sexe, la situation de famille ou la grossesse ;

3° Prendre en considération du sexe ou de la grossesse toute mesure, notamment en matière de rémunération, de formation, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle ou de mutation.

(Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu) L'employeur est tenu d'afficher dans les lieux de travail et dans les locaux où se fait l'embauche (ou à la porte de ses locaux) le texte des articles L. 3221-1 à L. 3221-7 du Code du travail relatifs à l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes ainsi que ses textes d'application.

Les signataires rappellent par ailleurs aux entreprises entre autres obligations en matière d'affichage celles concernant les dispositions pénales relatives au principe de non-discrimination.

En application des dispositions de l'article L. 1132-1 du Code du travail :

(Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu ; Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement ou de nomination ou de l'accès à un stage ou à une période de formation en entreprise, aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, telle que définie à l'article 1^{er} de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, notamment en matière de rémunération, au sens de l'article L. 3221-3, de mesures d'intéressement ou de distribution d'actions, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son orientation sexuelle, de son identité de genre, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de la particulière vulnérabilité résultant de sa situation économique, apparente ou connue de son auteur, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une prétendue race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de son exercice d'un mandat électif, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son nom de famille, de son lieu de résidence ou de sa domiciliation bancaire, ou en raison de son état de santé, de sa perte d'autonomie ou de son handicap, de sa capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de sa qualité de lanceur d'alerte, de facilitateur ou de personne en lien avec un lanceur d'alerte, au sens, respectivement, du I de l'article 6 et des 1^o et 2^o de l'article 6-1 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Conformément à l'article 1 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008, auquel renvoie l'article L. 1132-1 du code du travail :

— constitue une discrimination directe la situation dans laquelle, sur le fondement de l'un des motifs énumérés par la loi, une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne l'aura été dans une situation comparable ;

— constitue une discrimination indirecte une disposition, un critère ou une pratique neutre en apparence, mais susceptible d'entraîner, pour l'un des motifs énumérés par la loi, un désavantage particulier pour des personnes par rapport à d'autres personnes, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par un but légitime et que les moyens pour réaliser ce but ne soient nécessaires et appropriés.

(Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu) L'employeur est tenu d'afficher dans les lieux de travail et dans les locaux où se fait l'embauche (ou à la porte de ses locaux) le texte des articles 225-1 à 225-4 du Code pénal relatifs à la non-discrimination ainsi que les coordonnées du service d'accueil téléphonique chargé de la prévention et de la lutte contre les discriminations (Défenseur des droits).

3.1

Recrutement et Affectation à un niveau ou catégorie

Les critères de recrutement doivent être strictement fondés sur les compétences requises à tous les niveaux hiérarchiques y compris l'expérience professionnelle.

Les offres d'emploi internes et externes doivent s'adresser sans distinction aux femmes et aux hommes.

3.2

Rémunération

L'employeur doit assurer pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

3.3

Rattrapage salarial

À l'issue de congés de maternité ou d'adoption, l'employeur doit majorer la rémunération des salariés concernés des augmentations générales, et de la moyenne des augmentations individuelle perçues pendant la durée de ces congés par les salariés relevant de la même catégorie professionnelle ou à défaut, de la moyenne des augmentations individuelles dans l'entreprise en application des dispositions de l'article L. 1225-26 du Code du Travail.

3.4

Formation professionnelle et déroulement de carrière

(Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu) La branche professionnelle veille particulièrement à l'égalité d'accès aux formations professionnelles en suivant la proportion de femmes et d'hommes ayant accès aux différents dispositifs mis en place et pris en charge par l'OPCO, opérateur de compétences, désigné par la branche.

Les signataires recommandent particulièrement aux entreprises :

- de veiller aux contraintes liées à la vie familiale notamment les déplacements géographiques pour l'organisation des stages de formation,
- (Avenant n° 1, 12 juin 2022, étendu) de veiller à l'accès des salariés à la formation professionnelle pendant et après le congé de maternité, le congé d'adoption et le congé parental d'éducation ;
- d'étudier une compensation pour les salariés amenés à engager des frais supplémentaires de garde d'enfant afin de suivre une action de formation.

3.5

(Avenant n° 1, 12 juin 2022, étendu) - Obligations des entreprises

Les obligations des entreprises évoluent avec le nombre de salarié(e)s que compte l'entreprise.

3.5.1

Index de l'égalité professionnelle

Les parties signataires rappellent que chaque année, les entreprises de plus de 50 salariés doivent calculer et publier un «Index de l'égalité professionnelle Femmes-Hommes» :

- comprenant des indicateurs définis à l'article D. 1142-2-1 du code du travail pour les entreprises de 50 à 250 salariés ;
- comprenant des indicateurs définis à l'article D. 1142-2 du code du travail, pour les entreprises de plus de 250 salariés.

Cet index est publié au plus tard le 1^{er} mars de l'année en cours, au titre de l'année précédente, sur le site internet de l'entreprise lorsqu'il en existe un. À défaut, il est porté à la connaissance des salariés par tout moyen. L'«Index de l'égalité professionnelle Femmes-Hommes» est également mis à disposition du comité social et économique (CSE) lorsqu'il existe et transmis, par télédéclaration, à la DREETS.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Lorsque les résultats obtenus par l'entreprise se situent en deçà du niveau de 75 points, l'employeur doit mettre en œuvre les mesures de correction et, le cas échéant, la programmation de mesures financières de rattrapage salarial, prévues à l'article L. 1142-9 du code du travail. Ces mesures sont publiées sur le site internet de l'entreprise lorsqu'il en existe un, sur la même page que les informations mentionnées à l'article D. 1142-4, jusqu'à ce que l'entreprise obtienne un niveau de résultat au moins égal à 75 points. En outre, l'employeur porte ces mesures à la connaissance des salariés par tout moyen. (Art. L. 1142-6 et D. 1142-6 du code du travail.)

Lorsque les résultats obtenus par l'entreprise se situent en deçà du niveau de 85 points, l'employeur doit fixer des objectifs de progression pour chaque indicateur. Ces objectifs sont publiés sur le site internet de l'entreprise lorsqu'il en existe un, sur la même page que les informations mentionnées à l'article D. 1142-4 du code du travail, jusqu'à ce que l'entreprise obtienne un niveau de résultat au moins égal à 85 points. À défaut de site internet, ils sont portés à la connaissance des salariés par tout moyen. (Art. L. 1142-6-1 et D. 1142-6-1 du code du travail.)

Dans ce cas, l'entreprise dispose d'un délai de 3 ans pour se mettre en conformité. À l'expiration de ce délai, si les résultats obtenus sont toujours en deçà de ce niveau, l'employeur pourra se voir appliquer une pénalité financière.

3.5.2

Entreprises pourvues d'institutions représentatives du personnel

Dans les entreprises où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives, l'employeur engage tous les ans (ou au moins une fois tous les quatre ans si un accord collectif portant sur la périodicité des négociations obligatoires a été conclu) :

- une négociation sur la rémunération, notamment les salaires effectifs, le temps de travail et le partage de la

valeur ajoutée dans l'entreprise ;

— une négociation sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, portant notamment sur les mesures visant à supprimer les écarts de rémunération, et la qualité de vie au travail.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) En l'absence d'accord, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, l'employeur établit un plan d'action annuel destiné à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'accord collectif ou, à défaut, le plan d'action fixe les objectifs de progression et les actions permettant de les atteindre portant sur au moins 3 des domaines d'action suivants pour les entreprises de moins de 300 salariés et sur au moins 4 de ces domaines pour les entreprises de 300 salariés et plus : l'embauche, la formation, la promotion professionnelle, les qualifications, la classification, les conditions de travail, les rémunérations effectives, l'articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la vie personnelle et familiale.

Les objectifs de progression et les actions permettant de les atteindre figurant dans l'accord collectif ou, à défaut, dans le plan d'action sont accompagnés d'indicateurs chiffrés.

La rémunération effective est obligatoirement comprise dans les domaines d'action retenus par l'accord collectif ou, à défaut, le plan d'action.

3.5.3 Consultation du CSE

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) En l'absence d'accord prévu à l'article L. 2312-19 du code du travail, le comité social et économique (CSE), lorsqu'il existe, est consulté chaque année sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi, et notamment sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Les articles L. 2312-17 et L. 2312-37 du code du travail prévoient les autres thèmes et cas donnant lieu à une information ou à une consultation, ponctuelle ou récurrente, du CSE.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) L'ensemble des informations que l'employeur met à disposition du CSE, qui serviront notamment dans le cadre de ces consultations, est rassemblé dans une base de données économiques, sociales et environnementales (BDESE) ; ces informations comportent en particulier des indicateurs relatifs à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, notamment ceux permettant de mesurer les écarts de rémunération.

3.5.4 Négociation sur la GPEC

Une négociation sur la gestion des emplois et des parcours professionnels doit également être engagée par l'employeur, au moins une fois tous les quatre ans :

— dans les entreprises et les groupes d'entreprises au sens de l'article L. 2331-1 du code du travail d'au moins 300 salariés ;

dans les entreprises et groupes d'entreprises de dimension communautaire au sens des articles L. 2341-1 et L. 2341-2 du même code, comportant au moins un établissement ou une entreprise d'au moins 150 salariés en France.

Article 4 Commissions paritaires nationales

Mod. par Accord du 13 avril 2017, étendu par arr. 19 déc. 2017, JO 12 janv. 2018, applicable à compter de sa signature⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;

SNAN ;

CSNEDT ;

CPGA ;

FNDMV ;

CSNEFBCM ;

CSMM ;

FFDDEFB ;

FCSJPE, CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE CGC ;

CFTC CSFV.

Mod. par Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 19 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.
Syndicats de salariés :
CFTC CSFV ;
FS CFDT.

Compte tenu de l'importance qu'ils confèrent au dialogue social, les partenaires sociaux de la branche des commerces de détail non alimentaires décident de fixer, dans le présent article, le rôle, les missions et les règles de fonctionnement des commissions paritaires nationales.

La branche dispose :

- d'une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) qui constitue l'instance de gouvernance de la branche, au sein de laquelle se déroule l'ensemble des négociations paritaires nationales (article 4.1 ci-dessous) ;
- d'une commission paritaire nationale de conciliation (CPNC), dont les règles sont définies à l'article 4.2 ci-dessous ;
- d'une commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) et d'une section professionnelle paritaire (SPP), régies respectivement par les articles 4.3 et 4.4 ci-dessous.

4.1

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI)

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) constitue l'instance de gouvernance de la branche des commerces de détail non alimentaires au sein de laquelle se déroulent les négociations paritaires nationales.

À ce titre, elle a pour mission :

- de définir, par la négociation, conformément aux dispositions légales en vigueur, les thèmes pour lesquels la branche a le monopole de la négociation, c'est-à-dire les thèmes sur lesquels l'accord d'entreprise ne peut prévoir des dispositions moins favorables que les accords, avenants et/ou annexes de branche ;
- de négocier les thèmes dévolus à la négociation de branche, que ce soit ceux rendus obligatoires par la loi, ou ceux sur lesquels les partenaires sociaux ont décidé que les accords d'entreprise ne pourraient pas être moins favorables que les dispositions conventionnelles (convention collective nationale, accords, avenants et/ou ses annexes), à l'exception des domaines pour lesquels la loi confère à l'accord d'entreprise la primauté ;
- de négocier les thèmes correspondant au 3^e bloc pour lesquels la primauté est accordée à l'accord d'entreprise mais qui s'appliquent dans tous les cas où il n'existe pas d'accord d'entreprise, étant rappelé que la branche est composée en très forte majorité de TPE qui ne disposent ni du temps, ni des moyens nécessaires pour négocier des accords d'entreprise dans tous les champs concernés ;
- de formuler un avis sur les difficultés d'interprétation et d'application de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires ;
- de concilier, autant que faire se peut, les parties en litige sur l'application des textes conventionnels lorsqu'ils n'auront pas pu être réglés au sein de l'entreprise ;
- de réguler la concurrence entre les entreprises relevant de son champ d'application ;
- de représenter la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- d'exercer un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi ;
- d'établir un rapport annuel d'activité.

Pour mener à bien les missions dévolues à la CPPNI, les membres de la commission peuvent se faire assister d'experts techniques.

4.1.1

Composition de la CPPNI

La commission est composée de deux collèges :

- un collège salariés comprenant trois représentants par organisation syndicale reconnue représentative dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, quel que soit le nombre d'organisations représentatives relevant de la même affiliation confédérale ;
- un collège employeurs comprenant un nombre de représentants égal à celui du collège salariés, désignés par la ou les organisations patronales reconnues représentatives dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires.

Les organisations syndicales et patronales communiquent au secrétariat de la CPPNI les coordonnées complètes de leurs représentants.

En cas de changement dans leur délégation, les organisations concernées en informent le secrétariat de la commis-

sion dans les meilleurs délais.

4.1.2

La CPPNI dans sa mission de négociation

En application de l'article L. 2261-19 du code du travail, les membres de la commission négocient et concluent les accords de branche ainsi que leurs avenants ou annexes.

4.1.2.1

Mission de négociation paritaire nationale de la commission

4.1.2.1.1. Négociations de branche

Les partenaires sociaux conviennent que dans sa mission de négociation, la CPPNI s'attache à remplir les missions dévolues à la branche professionnelle prévues à l'article L. 2232-5-1 du code du travail.

4.1.2.1.2. Négociations portant sur des accords types pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les membres de la CPPNI ont la possibilité d'ouvrir des négociations portant sur les accords types prévus par les dispositions de l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Ces accords types ont vocation à instituer des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés en indiquant les différents choix laissés à l'employeur.

En tout état de cause, la négociation et la signature des accords collectifs s'effectuent selon les modalités définies par les dispositions légales et réglementaires.

4.1.2.2

Organisation de la CPPNI dans sa mission de négociation

4.1.2.2.1. Calendrier des négociations

Au regard des obligations légales et des objectifs de négociation de la branche des commerces de détail non alimentaires, les partenaires sociaux établissent, une fois par an lors de la dernière réunion de l'année en cours, le calendrier prévisionnel des négociations paritaires pour l'année à venir.

Ce calendrier est défini dans les conditions prévues à l'article L. 2222-3 du code du travail.

En vue de l'établissement de ce calendrier, chaque délégation communique à l'autre au moins 15 jours avant la date fixée pour la CPPNI, les thèmes de négociation qu'elle propose pour l'année considérée. Ces thèmes sont ensuite choisis et actés en séance.

En application des dispositions de l'article L. 2232-9 du code du travail, la commission se réunit au moins 3 fois par an en vue des négociations de branche annuelles, triennales et quinquennales prévues aux articles L. 2241-1 et suivants du code du travail.

Les partenaires sociaux conviennent que des réunions supplémentaires peuvent être organisées à la demande écrite conjointe d'au moins deux organisations syndicales de salariés ou d'une organisation patronale, membres de la CPPNI. Dans ce cas, la commission se réunit dans le mois qui suit la réception de la demande par le secrétariat de la CPPNI.

4.1.2.2.2. Ordre du jour des réunions

L'ordre du jour des réunions est fixé par les membres de la CPPNI, à l'issue de la réunion paritaire de négociation précédente et ce, en cohérence avec le calendrier prévisionnel visé à l'article 4.1.2.2.1 ci-dessus. Le cas échéant, il peut être complété en cas de nécessité notamment liée à l'agenda social ou à de nouvelles dispositions légales et/ou réglementaires.

4.1.2.2.3. Convocation aux réunions

Pour chaque réunion de négociation de la CPPNI, 15 jours au moins avant la date fixée pour la CPPNI, le secrétariat adresse une convocation par courriel ou par tout autre moyen, à chaque membre de la commission.

Les documents de travail, s'ils ne sont pas joints à la convocation, devront être adressés à chacun des membres de la CPPNI, au plus tard 10 jours avant la réunion.

4.1.2.2.4. Décisions de la CPPNI dans sa mission de négociation

Les décisions de la CPPNI sont prises selon les règles majoritaires telles que définies par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Les accords doivent être signés d'une part, par les organisations patronales représentatives dans la branche et d'autre part par les organisations syndicales représentatives dans la branche dans les conditions des articles L. 2231-9 et L. 2232-6 du code du travail.

4.1.2.2.5. Relevé de décisions ou compte-rendu des réunions

Avant chaque réunion de la commission, les partenaires sociaux décident si la réunion de négociation de la CPPNI

donne lieu à la rédaction d'un relevé de décisions ou d'un compte-rendu par le secrétariat de la commission.

4.1.3

La CPPNI dans sa mission d'interprétation

Lorsqu'elle est saisie conformément aux dispositions prévues aux articles 4.1.3.2.1 et 4.1.3.2.2 ci-dessous, la CPPNI a compétence pour émettre des avis d'interprétation de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, de ses avenants et annexes ou d'un accord collectif, dans les conditions définies ci-après.

4.1.3.1

Mission d'interprétation de la commission

4.1.3.1.1. Avis d'interprétation d'une disposition conventionnelle

Dans sa mission d'interprétation, la CPPNI est chargée de résoudre les difficultés d'interprétation nées de l'application des textes conventionnels ou des accords collectifs.

4.1.3.1.2. Avis d'interprétation à la demande d'une juridiction

Conformément à l'article L. 2232-9 II du code du travail, la CPPNI peut rendre un avis à la demande d'une juridiction judiciaire, sur l'interprétation d'une ou plusieurs dispositions conventionnelles, y compris les avenants et annexes, ou d'un accord collectif présentant une difficulté sérieuse et se posant dans de nombreux litiges, dans les conditions mentionnées à l'article L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire.

4.1.3.2

Fonctionnement de la commission

4.1.3.2.1. Présentation des demandes

Pour toute demande d'interprétation, la CPPNI doit être saisie par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au secrétariat de la commission.

À réception de la demande, les membres de la CPPNI auront la possibilité de solliciter toutes pièces nécessaires à l'instruction de la demande. Dans ce cas, le secrétariat adresse, par courriel ou par tout autre moyen, la liste des éléments complémentaires à communiquer à la CPPNI.

4.1.3.2.2. Modalités de saisine

Dans le cadre de sa mission d'interprétation, la CPPNI peut être saisie :

- à l'initiative de l'un de ses membres ;
- à l'initiative d'une organisation syndicale ou d'une organisation patronale ;
- directement par un salarié ou plusieurs salariés relevant du champ d'application de la convention collective nationale des commerces de détails non alimentaires ;
- directement par un employeur relevant du champ d'application de la convention collective nationale des commerces de détails non alimentaires ;
- par une juridiction de l'ordre judiciaire dans le cadre de l'article L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire.

La CPPNI se réunit, dans la mesure du possible, dans le mois qui suit la réception de la demande dont elle est saisie, à l'exception d'un délai plus court imparti en cas de saisine émanant d'une juridiction. À défaut, elle se réunit au plus tard dans les 2 mois suivant la réception de la demande.

4.1.3.2.3. Désignation des membres de la CPPNI dans sa mission d'interprétation

Dans la mesure du possible, les partenaires sociaux conviennent que les membres de la CPPNI siégeant en commission d'interprétation doivent être désignés en fonction de leur connaissance du sujet faisant l'objet de la saisine de la commission.

Dans tous les cas, un membre de la CPPNI ne pourra pas siéger lorsqu'il aura un lien professionnel direct ou indirect avec l'entreprise qui a saisi la commission d'interprétation.

4.1.3.2.4. Convocation

Les membres de la CPPNI sont convoqués par le secrétariat au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion par courriel ou par tout autre moyen.

La convocation comprend :

- la date, le lieu et l'heure de la réunion ;
- l'ordre du jour fixé par le ou la président(e) et le ou la vice-président(e) ;
- le dossier de demande d'interprétation.

4.1.3.2.5. Décisions de la CPPNI dans sa mission d'interprétation

La commission rend ses avis dans les conditions suivantes :

— L'avis d'interprétation est adopté s'il est signé, d'une part, par les organisations patronales représentatives dans la branche et, d'autre part, par les organisations syndicales représentatives dans la branche dans les conditions des articles L. 2231-9 et L. 2232-6 du code du travail.

Dans cette hypothèse, l'avis vaut avenant interprétatif et aura la même valeur contractuelle qu'un texte conventionnel. Il sera alors soumis à la procédure d'extension et annexé à la convention collective.

— À défaut d'avis adopté dans les conditions ci-dessus, la commission sera réputée être dans l'impossibilité de rendre un avis d'interprétation. Un procès-verbal de désaccord faisant état de la position de chaque collègue (patronal et salarial) sera alors rédigé sur le sujet.

Ces règles s'appliquent à toutes les situations de saisine de la commission d'interprétation.

4.1.3.2.6. Rédaction et notification de l'avis d'interprétation

L'avis d'interprétation devra être établi par la commission, conformément à la décision arrêtée. Ce dernier sera notifié, par le secrétariat, dans le délai d'un mois suivant la réunion au cours de laquelle il a été pris :

— à l'auteur de la saisine ;

— à l'ensemble des organisations syndicales et patronale(s) représentatives au sein de la branche.

En application des dispositions de l'article L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire, les avis d'interprétation pourront être transmis au juge à sa demande.

4.1.4

Autres missions de la CPPNI

4.1.4.1

Missions d'intérêt général de la CPPNI

Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-9 du code du travail, la CPPNI exerce également, dans son champ d'application, des missions d'intérêt général.

Elle représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics.

Elle exerce un rôle prépondérant en matière de veille sur les conditions de travail et l'emploi des salariés des commerces de détail non alimentaires. À ce titre, les membres de la CPPNI sont informés des travaux de la commission nationale pour l'emploi et la formation professionnelle (CPNEFP) de la branche.

4.1.4.2

Rapport annuel d'activité

En application de l'article L. 2232-9 3° du code du travail, la CPPNI établit, tous les ans, un rapport d'activité sur la base d'un projet rédigé par le secrétariat de la commission.

Ce rapport annuel comprend :

— un bilan des accords collectifs d'entreprise dans les conditions prévues à l'article 4.1.4.3.2 ci-dessous ;

— une étude des éventuels impacts de ces accords sur les conditions de travail des salariés de la branche et sur la concurrence entre les entreprises de la branche ;

— les éventuelles recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées ;

— un bilan de l'action de la branche en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, notamment en matière de classifications, de promotion de la mixité des emplois et d'établissement des certificats de qualification professionnelle, des données chiffrées sur la répartition et la nature des postes entre les femmes et les hommes ainsi qu'un bilan des outils mis à disposition des entreprises pour prévenir et agir contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes.

Ce rapport sera transmis par le secrétariat de la commission au ministère du travail et versé dans la base de données nationale prévue à l'article L. 2231-5-1 du code du travail. Tout changement d'adresse éventuel devra être notifié par le secrétariat de la CPPNI au ministère du travail.

4.1.4.3

Observatoire paritaire de la négociation collective

4.1.4.3.1. Missions de l'observatoire paritaire

La CPPNI exerce les missions de l'observatoire paritaire prévu à l'article L. 2232-10 du code du travail.

Cet observatoire est chargé d'établir, une fois par an, un bilan quantitatif et qualitatif de la négociation collective d'entreprise ou d'établissement relevant du champ d'application de la convention collective nationale.

Ce bilan, réalisé par thèmes de négociation et par tailles d'entreprise, est présenté à la CPPNI.

4.1.4.3.2. Communication obligatoire des accords d'entreprise ou d'établissement à la CPPNI

Le bilan de la négociation collective d'entreprise ou d'établissement sert à réaliser le rapport annuel d'activité de la CPPNI.

À ce titre, les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires sont tenues de communiquer, à la CPPNI, les accords qu'elles ont conclus dans le cadre du titre II, des chapitres I et III du titre III et des titres IV et V du livre I^{er} de la troisième partie du code du travail.

La communication de ces accords, signés et rendus anonymes, doit être effectuée par la partie la plus diligente par courriel à l'adresse du secrétariat de la commission figurant à l'article 5.2.2 du présent chapitre. L'envoi doit être accompagné :

- d'une fiche de dépôt de l'accord ;
- d'une version de l'accord signé par les parties en format PDF ;
- et d'une version de l'accord signé en format WORD.

Dès réception, le secrétariat accuse réception des conventions et accords transmis, puis les adresse à chaque membre de la CPPNI.

4.2

Commission paritaire nationale de conciliation (CPNC)

4.2.1

Attributions de la CPNC

La CPPNI peut être saisie d'une demande de conciliation par un salarié ou un employeur de la branche pour tenter de concilier les parties sur un litige les opposant concernant l'application de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, d'un de ses accords, avenants et/ou annexes, et que ce dernier n'a pu être réglé au niveau de l'entreprise.

4.2.2

Fonctionnement de la CPNC

4.2.2.1

Présentation de la demande et modalités de saisine

La commission paritaire nationale de conciliation (CPNC) peut être saisie par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au secrétariat de la commission.

La demande de saisine doit être motivée et préciser l'objet et l'historique du différend.

La CPNC se réunit, au plus tard, dans les 2 mois qui suivent la réception de la demande de saisine.

4.2.2.2

Composition de la CPNC

La commission est composée de deux collèges :

- un collège salariés comprenant trois représentants par organisation syndicale reconnue représentative dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, quel que soit le nombre d'organisations représentatives relevant de la même affiliation confédérale ;
- un collège employeurs comprenant un nombre de représentants égal à celui du collège salariés, désignés par la ou les organisations patronales reconnues représentatives dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires.

Un membre salarié ou employeur ne peut siéger à une réunion ayant à examiner un différend dans lequel son entreprise est partie ; il doit alors se faire remplacer.

Les organisations syndicales et patronales communiquent au secrétariat de la CPNC les coordonnées complètes de leurs représentants.

En cas de changement dans leur délégation, les organisations concernées en informent le secrétariat de la commission dans les meilleurs délais.

4.2.2.3

Convocation

Les membres de la commission sont convoqués par le secrétariat au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion par courriel ou par tout autre moyen.

La convocation, adressée aux représentants désignés conformément à l'article 4.2.2.2 ci-dessus, comprend :

- la date, le lieu et l'heure de la réunion ;

-
- l'ordre du jour fixé par le ou la président(e) et le ou la vice-président(e) ;
 - le dossier de demande de conciliation.

4.2.2.4 Décisions

4.2.2.4.1. Présence des parties au litige à la réunion de conciliation

Avant toute délibération, la commission reçoit chaque partie au litige afin d'une part, de recueillir leurs explications et d'autre part, de poser ses questions. Elles peuvent être assistées de toute personne de leur choix.

À défaut de pouvoir se présenter à la réunion de conciliation, la commission demande à chaque partie leurs observations écrites dans un délai raisonnable qui devront être envoyées par courrier avec accusé de réception conformément au calendrier fixé par la commission.

Les observations écrites devront être adressées à l'ensemble des parties intéressées au litige dans les mêmes formes. Chaque partie pourra répondre, dans les mêmes formes, aux premières observations écrites conformément au calendrier fixé par la commission.

Toute observation parvenue hors délai, le cachet de la poste faisant foi, sera écartée des débats.

À défaut de présentation à la réunion de conciliation et à défaut de présentation d'observations écrites d'une des parties dans les délais prévus, le cachet de la poste faisant foi, la commission considérera que la partie refuse de participer à la tentative de conciliation.

Le refus d'une des parties au litige de participer à la réunion de conciliation n'empêche pas la commission de statuer.

4.2.2.4.2. Conciliation des parties

Lorsqu'un accord est intervenu devant la commission paritaire nationale de conciliation, un procès-verbal en est dressé sur le champ. Il est signé des membres de la commission ainsi que des parties au conflit. Le procès-verbal est notifié sans délai aux parties, par le secrétariat de la CPPNI.

4.2.2.4.3. Échec de la conciliation

Si les parties ne se mettent pas d'accord sur tout ou partie du litige, un procès-verbal de non-conciliation précisant les points sur lesquels le différend persiste est aussitôt dressé. Il est signé des membres présents de la commission ainsi que des parties concernées.

4.2.2.4.4. Notification et conservation des décisions rendues par la CPNC

Le secrétariat de la CPNC notifie ces décisions à chacune des parties par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de 8 jours ouvrés.

Les conciliations et décisions rendues par la CPNC sont conservées par le secrétariat qui les tient à la disposition des membres de la CPPNI.

4.2.2.5 Compte-rendu de la CPNC

À l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est établi par le secrétariat de la commission, puis adressé à chaque membre.

4.3 Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP)

Conformément aux dispositions définies par les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur, la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) procède à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle dans la branche des commerces de détail non alimentaires.

4.3.1 Missions

La CPNEFP a pour mission générale de promouvoir la formation professionnelle en liaison avec l'évolution de l'emploi dans la branche des commerces de détail non alimentaires.

4.3.1.1 Missions de la CPNEFP en matière d'emploi

La CPNEFP permet l'information réciproque des organisations signataires sur la situation de l'emploi dans la branche.

Elle a également un rôle d'étude des emplois de la branche, de leur évolution et en particulier :

-
- l'analyse de la structure des emplois ;
 - l'analyse de l'évolution des qualifications en fonction notamment de l'évolution des technologies :
 - m** analyse de l'adéquation des formations existantes aux besoins des entreprises,
 - m** analyse des flux d'emploi et contribution à leur régulation en vue de prévenir, ou, à défaut, de corriger, les déséquilibres entre l'offre et la demande.
- Elle contribue à l'insertion professionnelle des jeunes et au maintien dans l'emploi.

4.3.1.2

Missions de la CPNEFP en matière de formation

La CPNEFP définit la politique de formation de la branche, adaptée aux besoins des salariés et des entreprises et en fixe les priorités et les orientations, notamment au regard des informations issues de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Pour ce faire, la commission :

- met en œuvre une politique de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC). Dans ce cadre, avec l'appui de l'opérateur de compétences qu'ils ont désigné, les partenaires sociaux de la branche pourront définir des actions pour accompagner les TPE/PME dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle et faciliter l'accès à la formation des salariés de ces entreprises ;
- fixe les grandes orientations en matière de formation professionnelle et d'alternance, qui seront mises en œuvre par l'opérateur de compétences dont relève la branche ;
- s'assure de la mise en œuvre effective des priorités et orientations définies ;
- met à disposition des chefs d'entreprise et des institutions représentatives du personnel les résultats des études menées au sein de la branche ainsi que les conclusions et les recommandations formulées par la CPNEFP en matière de priorités de formation professionnelle et d'alternance ;
- suit les accords conclus à l'issue de la négociation triennale sur les orientations, les objectifs et les moyens de la formation professionnelle.

La CPNEFP intervient notamment :

- a)** dans la co-construction des certifications adaptées aux besoins des salariés et des entreprises des commerces de détail non alimentaires ;
- b)** en matière de formation initiale et de validation des acquis de l'expérience (VAE) en participant :
 - m** à la définition des formations professionnelles ou techniques spécifiques à la branche,
 - m** à la politique de la branche pour la formation des formateurs et l'accueil des stagiaires en entreprises, y compris la politique en matière de tutorat,
 - m** à des jurys nationaux de délivrance de titres et diplômes ;
- c)** en participant à la définition des formations de reconversion souhaitées par la branche ;
- d)** en matière de formation en alternance (apprentissage, contrats de professionnalisation, promotion et reconversion par l'alternance [Pro-A], etc.) :
 - m** en contribuant à la définition des priorités de la branche dans ces domaines,
 - m** en déterminant des niveaux de prises en charge des contrats d'apprentissage et des contrats de professionnalisation en fonction notamment du niveau de qualification et du type de certification professionnelle ;
- e)** en contribuant à l'étude des moyens de formation, de perfectionnement et de réadaptation professionnelle existant pour les différents niveaux de qualification ou à créer (exemples : promotion ou reconversion par l'alternance [Pro-A], projet de transition professionnelle).

4.3.1.3

Missions de la CPNEFP en matière d'observatoire prospectif des métiers et des qualifications

La CPNEFP est chargée d'élaborer la liste des travaux à réaliser et d'examiner les résultats obtenus par l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

4.3.2

Composition de la commission

La commission est composée de deux collèges :

- un collège salariés comprenant trois représentants par organisation syndicale reconnue représentative dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, quel que soit le nombre d'organisations représentatives relevant de la même affiliation confédérale ;

— un collège employeurs comprenant un nombre de représentants égal à celui du collège salariés, désignés par la ou les organisations patronales reconnues représentatives dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires.

Les organisations syndicales et patronales communiquent au secrétariat de la CPNEFP les coordonnées complètes de leurs représentants.

En cas de changement dans leur délégation, les organisations concernées en informent le secrétariat de la commission dans les meilleurs délais.

Tous les 2 ans, la commission choisit parmi ses membres :

- un ou une président(e) ;
- un ou une vice-président(e).

Chacun appartient à un collège différent. L'un est désigné par le collège employeurs, l'autre par le collège salariés. La présidence est assurée alternativement par chaque collège pour une durée de 2 ans, le collège qui n'a pas la présidence assumant la vice-présidence.

Le collège qui détient la présidence de la commission détient la vice-présidence de la section professionnelle paritaire (SPP) prévue à l'article 4.4 ci-dessous.

À chaque renouvellement, la répartition des postes s'effectue alternativement et paritairement entre les organisations patronales et les organisations syndicales de salariés.

4.3.3

Fonctionnement de la commission

4.3.3.1

Convocation des membres et participation aux réunions

La CPNEFP se réunit au moins 3 fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le ou la président(e) et le ou la vice-président(e).

Des réunions exceptionnelles peuvent être fixées à l'initiative :

- soit du ou de la président(e),
- soit d'au moins deux organisations membres de la CPNEFP. Dans ce cas, le ou la président(e) prend acte de la demande et fait établir la convocation sur l'ordre du jour proposé par les auteurs de la demande.

La convocation est adressée au moins 15 jours à l'avance. Les documents nécessaires à la discussion sont envoyés au moins 8 jours avant la date fixée pour la réunion.

Le ou la président(e) fixe l'ordre du jour conjointement avec le ou la vice-président(e). En cas de désaccord sur l'ordre du jour, chacun des points y est inscrit avec mention du demandeur.

Le ou la président(e) et le ou la vice-président(e) assurent la préparation, la tenue des réunions et l'exécution des décisions de la commission. Ils conduisent les débats et font établir le relevé de décisions par le secrétariat. En cas d'absence des deux, ils sont remplacés par un membre de leur collège d'appartenance.

Les relevés de décisions sont signés par le ou la président(e) et le ou la vice-président(e) et proposés pour approbation des membres de la CPNEFP lors de la réunion suivante.

4.3.3.2

Modalités des délibérations

La CPNEFP prend ses décisions à la majorité des membres présents ou représentés.

La présence d'au moins deux représentants de chacun des collèges est requise pour la validité des décisions arrêtées par la CPNEFP.

Un membre peut donner pouvoir au membre de la CPNEFP de son choix.

Le formulaire donnant pouvoir doit être joint à la convocation.

4.3.3.3

Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la CPNEFP est assuré par le secrétariat des commissions paritaires nationales prévu à l'article 5.2.2 du présent chapitre.

4.3.4

Concours et contributions extérieurs

Pour assurer ses missions, la CPNEFP s'appuie, entre autres, sur les travaux réalisés par l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche.

La CPNEFP peut également solliciter des concours, avis et conseils extérieurs, ou tous organismes appropriés pour les inviter à contribuer à ses objectifs.

4.3.5 Communication

Le ou la président(e) et le ou la vice-président(e) rendent compte au moins une fois par an, aux membres de la CPPNI, des activités et des décisions de la CPNEFP.

Ils font connaître les décisions et recommandations, arrêtées par la CPNEFP, aux commissions paritaires nationales de la branche, afin de mettre en œuvre une communication pour en faire la publicité auprès des entreprises et de leurs salariés.

4.4 Section professionnelle paritaire (SPP)

La section professionnelle paritaire (SPP) met en œuvre les orientations et la politique de formation définies par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP).

Elle est créée au sein de l'opérateur de compétences désigné par la branche.

Cette commission a pour objet de réguler et de suivre l'emploi des fonds de la formation professionnelle de la branche. Elle remplit les missions définies par les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Conventionnellement, la composition et le fonctionnement interne à la branche sont les mêmes que ceux de la CPNEFP définis à l'article 4.3 ci-dessus. Ils pourront être adaptés selon les modalités définies par l'opérateur de compétences désigné par la branche.

4.4.1 Composition de la SPP

La commission est composée de deux collèges :

- un collège salariés comprenant trois représentants par organisation syndicale reconnue représentative dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, quel que soit le nombre d'organisations représentatives relevant de la même affiliation confédérale ;
- un collège employeurs comprenant un nombre de représentants égal à celui du collège salariés, désignés par la ou les organisations patronales reconnues représentatives dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires.

Les organisations syndicales et patronales communiquent au secrétariat de la SPP les coordonnées complètes de leurs représentants.

En cas de changement dans leur délégation, les organisations concernées en informent le secrétariat de la commission dans les meilleurs délais.

Tous les 2 ans, la commission choisit parmi ses membres :

- un ou une président(e) ;
- un ou une vice-président(e).

Chacun appartient à un collège différent. L'un est désigné par le collège employeurs, l'autre par le collège salariés. La présidence est assurée alternativement par chaque collège pour une durée de 2 ans, le collège qui n'a pas la présidence assumant la vice-présidence.

Le collège qui détient la présidence de la SPP détient la vice-présidence de la CPNEFP prévue à l'article 4.3 ci-dessus.

À chaque renouvellement, la répartition des postes s'effectue alternativement et paritairement entre les organisations patronales et les organisations syndicales de salariés.

4.4.2 Fonctionnement de la SPP

4.4.2.1 Convocation des membres et participation aux réunions

La SPP se réunit au moins 3 fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le ou la président(e) et le ou la vice-président(e).

Des réunions exceptionnelles peuvent être fixées à l'initiative :

- soit du ou de la président(e) ;
- soit d'au moins deux organisations membres de la SPP. Dans ce cas, le ou la président(e) prend acte de la

demande et fait établir la convocation sur l'ordre du jour proposé par les auteurs de la demande.

La convocation est adressée au moins 15 jours à l'avance. Les documents nécessaires à la discussion sont envoyés au moins 8 jours avant la date fixée pour la réunion.

Le ou la président(e) fixe l'ordre du jour conjointement avec le ou la vice-président(e). En cas de désaccord sur l'ordre du jour, chacun des points y est inscrit avec mention du demandeur.

Le ou la président(e) et le ou la vice-président(e) assurent la préparation, la tenue des réunions et l'exécution des décisions de la SPP. Ils conduisent les débats et font établir le relevé de décisions par le secrétariat. En cas d'absence des deux, ils sont remplacés par un membre de leur collège d'appartenance.

Les relevés de décisions sont signés par le ou la président(e) et le ou la vice-président(e) et proposés pour approbation des membres de la SPP lors de la réunion suivante.

4.4.2.2

Modalités des délibérations

La SPP prend ses décisions à la majorité des membres présents ou représentés. La présence d'au moins deux représentants de chacun des collèges est requise pour la validité des décisions arrêtées par la SPP.

Un membre peut donner pouvoir au membre de la SPP de son choix.

Le formulaire donnant pouvoir doit être joint à la convocation.

4.4.2.3

Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la SPP est assuré par l'opérateur de compétences désigné par la branche.

4.4.3

Missions de la SPP

La SPP a pour missions notamment :

- de réguler les fonds collectés et destinés au financement des différents dispositifs de formation ;
- de mettre en application les axes prioritaires de formation continue des entreprises, conformément aux recommandations de la CPNEFP ;
- de définir des priorités de formation et des règles de prise en charge pour accompagner les entreprises de moins de 50 salariés dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et dans leurs projets de formation, en cohérence avec les dispositions conventionnelles, les avis et les orientations de la CPNEFP.

La SPP veillera à ce que les orientations définies par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) soient prises en accord avec les prérogatives de gestion et les décisions de l'opérateur de compétences au regard de l'équilibre des fonds gérés.

Article 5

Dispositions communes à toutes les commissions

Mod. par Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 19 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicats de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFTD.

5.1

Domiciliation des commissions paritaires nationales

Les commissions paritaires nationales (CPPNI, CPNC, CPNEFP) sont domiciliées au siège social du CDNA, actuellement situé au 45, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris.

La section professionnelle paritaire est créée au sein de l'OPCO.

5.2

Organisation des commissions paritaires nationales

5.2.1

Présidence des commissions

Tous les deux ans, les membres des différentes commissions paritaires nationales choisissent parmi leurs membres

un ou une président(e) et un ou une vice-président(e), chacun(e) appartenant à un collège différent.

À chaque renouvellement, la répartition des postes se fait alternativement entre les organisations patronales et les organisations syndicales de salariés.

Le ou la président(e) anime les débats.

5.2.2

Secrétariat des commissions

Le secrétariat des commissions paritaires nationales est assuré par le CDNA, actuellement situé au 45, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris.

L'adresse courriel du secrétariat des commissions est la suivante : contact@cdna.pro.

Article 6

Garanties accordées aux salariés participant à la négociation

Mod. par Avenant 13 avr. 2017, étendu par arr. 19 déc. 2017, JO 27 déc., applicable à compter de sa signature⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;

SNAN ;

CSNEDT ;

CPGA ;

FNDMV ;

CSNEFBCM ;

CSMM ;

FFDDEFB ;

FCSJPE ;

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE CGC ;

CFTC CQFV.

Mod. par Accord 27 juin 2019, non étendu, applicable à compter de sa signature⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des services CFDT ;

Fédération des services CFDT ;

Fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

Fédération CSFV/CFTC.

Mod. par Avenant n° 1, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 19 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicats de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

6.1

Participation aux réunions

Lorsqu'un salarié d'une entreprise comprise dans le champ d'application de la convention collective nationale est appelé à siéger dans les différentes commissions paritaires ou mixtes prévues par la présente convention, ses avenants ou accords, le temps passé sera rémunéré par l'employeur comme temps de travail effectif dans le cadre de l'horaire normal de l'entreprise.

Les salariés des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, appelés à participer aux réunions des commissions paritaires nationales de la branche bénéficient d'une autorisation d'absence, pour participer à ces réunions, sans perte de rémunération.

Cette autorisation est subordonnée à l'information de l'employeur, par les salariés, au moins 5 jours ouvrés avant la date prévue de leur absence et à la production de leur convocation émanant soit de l'organisation syndicale qui les a désignés, soit de l'organisme ou de l'instance paritaire concerné.

Cette convocation indique la nature et l'objet de la réunion, sa date, son lieu et sa durée (demi-journée ou journée).

La participation des salariés à la réunion est attestée par la feuille de présence.

Ces salariés, désignés par une des organisations syndicales représentatives dans la branche, bénéficient, pendant toute la durée de leur mandat, de la protection conférée aux délégués syndicaux par l'article L. 2411-1 du code du travail. Ils sont protégés jusqu'à 6 mois après la fin de leur mandat.

6.2

Préparation des réunions

Le chef d'entreprise est tenu de laisser au salarié le temps nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Les salariés participant aux négociations dans le cadre des commissions mixtes ou paritaires bénéficient d'un crédit d'heures pour préparer les réunions :

- 2 heures pour préparer une réunion d'une demi-journée;
- 4 heures pour préparer une réunion d'une journée.

Cette prise en charge est limitée par réunion :

- à trois représentants maximum par organisation syndicale;
- et à deux représentants maximum d'une même organisation syndicale par entreprise.

6.3

Natures des heures

Ces heures seront de plein droit considérées comme temps de travail et payées à l'échéance normale par l'employeur.

Ce crédit d'heures s'ajoutera le cas échéant au crédit d'heures alloué aux représentants du personnel dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires.

La participation à ces réunions ne pourra être un motif de sanction de la part de l'employeur.

6.4

Prise en charge

a

Indemnisation des membres de la CPPNI

Le temps de participation et les heures de préparation aux réunions sont remboursés à l'entreprise par la ou les organisation(s) professionnelle(s) patronale(s) signataire(s) de la présente convention, sur la base du salaire minimum horaire brut conventionnel de classification du salarié, charges patronales comprises, dans les limites suivantes :

- les heures de participation aux réunions sont intégralement remboursées à l'entreprise ;
- les heures de préparation des réunions sont remboursées dans la limite de 36 heures par an par organisation syndicale.

À chaque fin de trimestre, l'entreprise adresse au secrétariat des commissions paritaires nationales les éléments permettant ce remboursement : justificatifs originaux, niveau de qualification et nombre d'heures.

Pour être prises en compte, les demandes de remboursement doivent être présentées 2 mois après la fin de l'année civile au cours de laquelle la réunion a eu lieu.

Dans tous les cas, les salariés participant aux réunions de la CPPNI ne doivent avoir aucune retenue sur salaire à ce titre.

b

Frais de déplacement

Les frais de déplacement et de séjour seront pris en charge et remboursés à ces salariés par les organisations signataires les ayant désignés et selon les modalités définies par elles.

6.5

Justificatif

Les salariés des entreprises de la branche concernés devront informer leur employeur :

- de leur désignation au sein d'une ou des commissions paritaires ou mixte,
 - de la date des réunions dès réception du calendrier ou de la convocation émanant du secrétariat de la commission,
- et signer la feuille d'émargement à chaque réunion afin d'éviter toute contestation.

6.6

Contestation

L'employeur qui souhaite contester l'utilisation faite des heures de délégation pourra saisir le secrétariat de la

convention collective nationale dénommé CDNA par lettre simple. Le différend sera examiné et arbitré par la commission mixte ou paritaire la plus proche.

Les dispositions du présent article deviendront caduques de plein droit en cas de dénonciation de l'accord du 27 juin 2019 relatif au développement du dialogue social et à l'organisation du paritarisme, ou en cas de dissolution de l'association dénommée APCDNA mise en place par les signataires dans ce cadre. Les heures et frais engagés à la date de la dissolution seront réglées conformément aux dispositions du présent article.

Dans cette éventualité, les organisations signataires de la présente convention collective nationale devront se réunir dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 3 mois de la dénonciation ou de la dissolution susmentionnée pour prendre les dispositions nécessaires.

Chapitre II

Sécurité et santé des travailleurs

Article 1

Dispositions générales

Mod. par Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu par arr. 22 mars 2023, JO 8 avr., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs (Article L. 4121-1 et suivants du Code du travail).

Les mesures pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs comprennent :

- 1°** Des actions de prévention des risques professionnels ;
- 2°** Des actions d'information et de formation ;
- 3°** La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation et à la mise en œuvre de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes :

- Éviter les risques
- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Adapter les conditions de travail,
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- (Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1 du code du travail, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 du même code.
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- Donner les instructions appropriées aux salariés.

L'employeur intègre ces actions et ces méthodes dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous les niveaux

de l'encadrement.

Un intérêt particulier sera apporté par l'employeur sur les risques psychosociaux. L'employeur adaptera sa démarche de prévention en fonction des caractéristiques et de la taille de l'entreprise. Des outils ont été mis en place par l'Administration, Direction Générale du Travail, pour l'aider à construire sa démarche.

Les partenaires sociaux signataires de la présente convention accordent une place prépondérante au dialogue social. Lorsqu'elles sont présentes au sein de l'entreprise, les institutions représentatives du personnel seront consultées aux différentes étapes de la démarche de prévention des risques psychosociaux dans le cadre de leurs prérogatives. Selon la taille de l'entreprise, les modalités de leur participation à l'évaluation des risques psychosociaux pourront prendre la forme d'un accord collectif de groupe, d'entreprise ou d'établissement, ou d'un plan d'action concerté.

En l'absence d'institutions représentatives du personnel, l'employeur privilégiera la participation des salariés sans lesquels aucune action de prévention ne peut trouver de portée effective.

(Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu) Les services de santé et de prévention au travail, et le médecin du travail en particulier seront associés à la démarche.

1.1.

(Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu) - Comité social et économique

Dans les établissements employant au moins 11 salariés, il est institué un comité social et économique (CSE) dans les conditions prévues par les articles L. 2311-1 et suivants du code du travail. Ces missions doivent notamment promouvoir les mesures tendant à assurer la santé et la sécurité des salariés mis en œuvre par l'employeur.

Le CSE veille à l'application des dispositions législatives et réglementaires en matière d'accès des salariés en situation de handicap ou non à tous les emplois lors d'un retour à l'emploi.

Les dispositions concernant le comité social et économique (CSE) figurent à l'article 3 du chapitre III de la présente convention.

1.2.

(Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu) - Commission santé, sécurité et conditions de travail

Dans les entreprises et les établissements distincts d'au moins 300 salariés, une commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) est créée au sein du CSE. Lorsque l'effectif est inférieur à 300 salariés, la CSSCT n'est pas obligatoire sauf si elle est imposée par l'inspecteur du travail, notamment en raison de la nature des activités, de l'agencement ou de l'équipement des locaux.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) La CSSCT exerce, par délégation du CSE, tout ou partie des attributions du comité relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail, à l'exception, d'une part, du recours à un expert prévu à la sous-section 10 (articles L. 2315-78 à L. 2315-95) du code du travail et, d'autre part, des attributions consultatives du comité.

Dans le champ de la santé, de la sécurité et des conditions de travail, la CSSCT :

— procède à l'analyse des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les travailleurs, notamment les femmes enceintes ;

— contribue notamment à faciliter l'accès des femmes à tous les emplois, à la résolution des problèmes liés à la maternité ;

— contribue à l'adaptation et à l'aménagement des postes de travail afin de faciliter l'accès et le maintien des personnes en situation de handicap à tous les emplois au cours de leur vie professionnelle ;

peut susciter toute initiative qu'elle estime utile et proposer notamment des actions de prévention du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des agissements sexistes.

Article 2

Règlement intérieur

Mod. par Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu par arr. 22 mars 2023, JO 8 avr., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFTD.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Dans les entreprises employant habituellement au moins 50 salariés, le règlement intérieur édicte, dans les conditions prévues par les articles L. 1311-1 à L. 1322-4 du code du travail, les mesures d'application de la réglementation en matière de santé et de sécurité dans l'entreprise ou l'établissement, ainsi que les conditions dans lesquelles les salariés peuvent être appelés à participer, à la demande de l'employeur, au rétablissement de conditions de travail protectrices de la santé et de la sécurité des salariés, dès lors qu'elles apparaîtraient compromises.

Outre ces dispositions, le règlement intérieur comporte exclusivement les règles générales et permanentes relatives à la discipline dans l'entreprise, et notamment la nature et l'échelle des sanctions que peut prendre l'employeur et l'énonciation des dispositions légales relatives aux droits de la défense des salariés en cas de mise en œuvre de la procédure disciplinaire.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Le règlement intérieur rappelle les dispositions relatives aux harcèlements moral et sexuel et aux agissements sexistes prévues par le code du travail. Il doit également rappeler l'existence du dispositif de protection des lanceurs d'alerte prévu au chapitre II de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Le règlement intérieur ne peut contenir :

1° des dispositions contraires aux lois et règlements ainsi qu'aux stipulations des conventions et accords collectifs de travail applicables dans l'entreprise ou l'établissement ;

2° des dispositions apportant aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives des restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché ;

3° des dispositions discriminant les salariés dans leur emploi ou leur travail, à capacité professionnelle égale, en raison de leur origine, de leur sexe, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle ou identité de genre, de leur âge, de leur situation de famille ou de leur grossesse, de leurs caractéristiques génétiques, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales ou mutualistes, de leurs convictions religieuses, de leur apparence physique, de leur nom de famille ou en raison de leur état de santé ou de leur handicap.

Conformément à l'article L. 1321-4 du code du travail, le règlement intérieur ne peut être introduit qu'après avoir été soumis à l'avis du comité social et économique lorsqu'il existe. Il doit être déposé, accompagné de l'avis du comité social et économique lorsqu'il existe, au greffe du conseil de prud'hommes ainsi qu'à l'inspection du travail et affiché dans l'entreprise.

Le règlement intérieur indique la date de son entrée en vigueur. Cette date doit être postérieure d'un mois à l'accomplissement des formalités de dépôt et de publicité.

Article 3 **Évaluation des risques**

Mod. par Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu par arr. 22 mars 2023, JO 8 avr., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

L'employeur, compte tenu de la nature des activités de l'établissement, évalue les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, y compris dans le choix des équipements de travail, dans l'aménagement ou le réaménagement des lieux de travail ou des installations, dans l'organisation du travail et dans la définition des postes de travail. Cette évaluation des risques tient compte de l'impact différencié de l'exposition au risque en fonction du sexe.

Apportent leur contribution à l'évaluation des risques professionnels dans l'entreprise :

1° dans le cadre du dialogue social dans l'entreprise, le comité social et économique et sa commission santé, sécurité et conditions de travail, s'ils existent. Le comité social et économique est consulté sur le document unique d'évaluation des risques professionnels et sur ses mises à jour (cf. infra) ;

2° le ou les salariés compétents pour s'occuper des activités de protection et de prévention des risques professionnels de l'entreprise, s'ils ont été désignés par l'employeur ;

3° le service de prévention et de santé au travail auquel l'employeur adhère.

À défaut, pour l'évaluation des risques professionnels, l'employeur peut également solliciter le concours des personnes et organismes mentionnés au I de l'article L. 4644-1 du code du travail.

À la suite de l'évaluation des risques, l'employeur met en œuvre les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production garantissant un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs. Il intègre ces actions et ces méthodes dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous les niveaux de l'encadrement.

Lorsque les documents prévus pour l'application du présent article doivent faire l'objet d'une mise à jour, celle-ci peut être moins fréquente dans les entreprises de moins de onze salariés, sous réserve que soit garanti un niveau équivalent de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État après avis des organisations professionnelles concernées.

Toutes les entreprises dès l'embauche du 1^{er} salarié doivent identifier et lister les risques professionnels encourus par les travailleurs et les actions de prévention et de protection qui en découlent dans le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP), conformément aux articles L. 4121-3 et L. 4121-3-1 du code du travail et à la réglementation en vigueur.

Les risques doivent être recensés selon des critères propres à l'unité de travail (fréquence d'exposition, gravité...), puis classés. Ce classement permet d'établir des priorités et de faciliter la planification des mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre.

Les actions de prévention et de protection doivent être proposées pour prévenir les risques et améliorer la sécurité du salarié.

L'identification, l'analyse et le classement des risques permettent de définir les actions de prévention les plus appropriées, couvrant les dimensions techniques, humaines et organisationnelles.

L'évaluation des risques aboutit :

— dans les entreprises de 50 salariés ou plus, sur un programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail ;

— dans les entreprises de moins de 50 salariés, sur la définition d'actions de prévention des risques et de protection des salariés.

Le DUERP est transmis à chaque mise à jour au service de prévention et de santé au travail auquel adhère l'employeur. Il est tenu à la disposition, dans ses versions successives, des salariés, des anciens salariés, des membres du comité social et économique s'il existe, du médecin du travail, des agents de l'inspection du travail, des services de prévention de la Carsat et des inspecteurs de la radioprotection, conformément à l'article R. 4121-4 du code du travail.

L'employeur est tenu d'afficher, sur le panneau d'information aux salariés, les modalités de consultation de ce document.

Le DUERP doit être mis à jour au moins 1 fois par an, ainsi que lors de toute décision d'aménagement modifiant les conditions de travail ou impactant la santé ou la sécurité des salariés et lorsqu'une information supplémentaire intéressant l'évaluation d'un risque dans une unité de travail est recueillie.

Article 4 **Visite d'information et de prévention**

Mod. par Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu par arr. 22 mars 2023, JO 8 avr., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Le salarié bénéficie d'une visite d'information et de prévention initiale, assurée par le médecin du travail et, sous l'autorité de celui-ci, par le collaborateur médecin mentionné à l'article L. 4623-1 du code du travail, l'interne en médecine du travail ou l'infirmier. Le professionnel de santé qui réalise la visite d'information et de prévention peut orienter le travailleur sans délai vers le médecin du travail, dans le respect du protocole élaboré par ce dernier.

Cette visite d'information et de prévention intervient dans un délai qui n'excède pas trois mois à compter de la prise effective du poste de travail. Elle intervient préalablement à l'affectation sur le poste pour les travailleurs de nuit mentionnés à l'article L. 3122-5 du code du travail et pour les travailleurs âgés de moins de 18 ans.

Ainsi qu'il est rappelé à l'article 5 du présent chapitre, les salariés exposés à des risques particuliers bénéficient, en lieu et place de la visite d'information et de prévention, d'un examen médical d'aptitude effectué par le médecin du travail préalablement à l'affectation sur le poste.

Lors de la visite d'information et de prévention, tout salarié en situation de handicap ou qui déclare être titulaire d'une pension d'invalidité mentionnée au cinquième alinéa de l'article L. 4624-1 du code du travail est orienté sans délai vers le médecin du travail, qui peut préconiser des adaptations de son poste de travail.

Le médecin du travail, dans le cadre du protocole mentionné à l'article L. 4624-1 du code du travail, détermine la périodicité et les modalités du suivi de l'état de santé du salarié, qui peut être réalisé par un professionnel de santé.

Article 5 **Suivi individuel de l'état de santé des salariés**

Mod. par Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu par arr. 22 mars 2023, JO 8 avr., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Le salarié bénéficie d'un renouvellement de la visite d'information et de prévention initiale, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans. Ce délai, qui prend en compte les conditions de travail, l'âge et l'état de santé du salarié, ainsi que les risques auxquels il est exposé, est fixé par le médecin du travail dans le cadre du protocole visé par l'article L. 4624-1 du code du travail.

Le salarié est examiné par le médecin du travail au cours d'une visite médicale de mi-carrière organisée durant l'année civile de son 45^e anniversaire, dans les conditions fixées par l'article L. 4624-2-2 du code du travail.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Les salariés en arrêt de travail d'une durée de plus de 30 jours peuvent bénéficier d'une visite de préreprise par le médecin du travail, dans les conditions visées aux articles R. 4624-29 et R. 4624-30.

Cette visite est organisée à l'initiative du salarié, du médecin traitant, des services médicaux de l'assurance maladie ou du médecin du travail, dès lors que le retour du salarié à son poste est anticipé. L'employeur informe le salarié de la possibilité pour celui-ci de solliciter l'organisation de cette visite.

Après un congé de maternité, une absence pour cause de maladie professionnelle, une absence d'au moins 30 jours pour cause d'accident du travail ou une absence d'au moins 60 jours pour cause de maladie ou d'accident non professionnel, le salarié bénéficie d'un examen médical de reprise, dans les conditions visées aux articles R. 4624-31 à R. 4624-33 du code du travail.

Dès qu'il a connaissance de la date de fin de l'arrêt de travail, l'employeur doit saisir le service de prévention et de santé au travail qui organise l'examen médical le jour de la reprise effective du travail, et au plus tard dans les 8 jours qui suivent cette reprise.

L'employeur informe le médecin du travail de tout arrêt de travail d'une durée inférieure à 30 jours pour cause d'accident du travail, afin que celui-ci puisse apprécier, notamment, l'opportunité d'un nouvel examen médical et préconiser, avec l'équipe pluridisciplinaire, des mesures de prévention des risques professionnels.

Les dispositions relatives à la visite de préreprise et à l'examen médical de reprise sont applicables aux arrêts de

travail débutant à compter du 1^{er} avril 2022.

L'employeur informe le salarié de la possibilité pour celui-ci de solliciter l'organisation de cette visite de préreprise.

Article 6 **Suivi adapté de l'état de santé des salariés**

Mod. par Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu par arr. 22 mars 2023, JO 8 avr., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Les salariés suivants font l'objet d'un suivi médical adapté, à l'issue de la visite d'information et de prévention :

- les travailleurs en situation de handicap ou titulaires d'une pension d'invalidité ;
- les travailleurs de nuit, mentionnés à l'article L. 3122-5 du code du travail ;
- les travailleurs mineurs ;
- les femmes enceintes ;
- tout travailleur dont l'état de santé, l'âge, les conditions de travail ou les risques professionnels auxquels il est exposé le nécessitent.

À l'exception des femmes enceintes, le médecin du travail fixe la périodicité de ce suivi, sans pouvoir excéder 3 ans.

Article 7 **Suivi individuel renforcé de l'état de santé**

Mod. par Avenant n° 2, 12 janv. 2022, étendu par arr. 22 mars 2023, JO 8 avr., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Le suivi individuel renforcé concerne les salariés exposés à des risques particuliers pour leur santé.

Il est composé :

- d'un examen médical d'aptitude à l'embauche ;
- et d'examens médicaux d'aptitude périodiques.

Ces examens médicaux permettent notamment de :

- s'assurer que le travailleur est apte au poste de travail auquel l'employeur envisage de l'affecter (par exemple, en vérifiant la compatibilité du poste avec son état de santé) ;
- rechercher s'il n'est pas atteint d'une affection comportant un danger pour les autres travailleurs ;

-
- proposer éventuellement des adaptations du poste ou l'affectation à d'autres postes ;
 - l'informer sur les risques liés à son poste de travail et le suivi médical nécessaire ;
 - et le sensibiliser sur les moyens de prévention à mettre en œuvre.

Les postes présentant des risques particuliers mentionnés au premier alinéa de l'article L. 4624-2 du code du travail sont ceux exposant les travailleurs :

- 1^o à l'amiante ;
- 2^o au plomb dans les conditions prévues à l'article R. 4412-160 du code du travail ;
- 3^o aux agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction mentionnés à l'article R. 4412-60 du code du travail ;
- 4^o aux agents biologiques des groupes 3 et 4 mentionnés à l'article R. 4421-3 du code du travail ;
- 5^o aux rayonnements ionisants ;
- 6^o au risque hyperbare ;
- 7^o au risque de chute de hauteur lors des opérations de montage et de démontage d'échafaudages.

Présente également des risques particuliers tout poste pour lequel l'affectation sur celui-ci est conditionnée à un examen d'aptitude spécifique prévu par le code du travail.

S'il le juge nécessaire, l'employeur complète la liste des postes entrant dans les catégories mentionnées ci-dessus par des postes présentant des risques particuliers pour la santé ou la sécurité du travailleur ou pour celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail mentionnés au premier alinéa de l'article L. 4624-2 du code du travail, après avis du ou des médecins concernés et du comité social et économique s'il existe, en cohérence avec l'évaluation des risques prévue à l'article L. 4121-3 du code du travail et, le cas échéant, la fiche d'entreprise prévue à l'article R. 4624-46 du code du travail.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Cette liste est transmise au service de prévention et de santé au travail, tenue à disposition du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et des services de prévention des organismes de sécurité sociale et mise à jour tous les ans. L'employeur motive par écrit l'inscription de tout poste sur cette liste.

Chapitre III

Droit syndical et institutions représentatives du personnel

Article 1

Préambule, liberté d'opinion

Mod. par Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 11 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFTD.

Conformément aux articles L. 2141-1 et suivants du Code du Travail, l'exercice du droit syndical est reconnu dans toutes les entreprises dans le respect des droits et libertés garantis par la Constitution de la République, en particulier la liberté individuelle du travail. Les syndicats professionnels peuvent s'organiser librement dans toutes les entreprises.

(Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu) Les parties contractantes s'engagent à respecter les droits et libertés garantis par la Constitution de la République, en particulier la liberté individuelle du travail, la liberté d'opinion politique, ainsi que le droit pour tous d'adhérer librement ou d'appartenir ou non à un syndicat ou groupement professionnel.

(Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu) L'exercice du droit syndical est régi par les articles L. 2141-1 à L. 2146-2 du code du travail et les dispositions particulières prises au niveau de chaque entreprise pour leur application (panneaux d'affichage, emploi de crédit d'heures, etc.).

(Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu) Il est interdit à l'employeur de prendre en considération le fait pour un salarié d'appartenir ou non à un syndicat ou l'exercice par celui-ci d'une activité syndicale ou mutualiste pour arrêter ses décisions, notamment en ce qui concerne le recrutement, le renouvellement du contrat, la formation, la promotion professionnelle, la mutation, la qualification, la classification, le prononcé de sanctions disciplinaires, la rupture du contrat de travail, la rémunération ou l'octroi d'avantages sociaux, le reclassement, la conduite ou la répartition du travail, le déroulement de carrière ainsi que le reclassement et le renouvellement de contrat.

Il est interdit à l'employeur ou à ses représentants d'employer un moyen quelconque de pression en faveur ou à l'encontre d'une organisation syndicale.

Tout salarié peut faire acte de candidature à un mandat politique.

Toute disposition portant atteinte aux libertés et droits ainsi rappelés est nulle de plein droit et peut donner lieu à l'octroi de dommages et intérêts.

Article 2

Exercice du droit syndical

Mod. par Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 11 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

2.1

Constitution de la section syndicale

Les syndicats visés à l'article L. 2142-1 du code du travail, dès lors qu'ils ont au moins deux adhérents dans l'entreprise ou dans l'établissement, peuvent constituer au sein de l'entreprise ou de l'établissement une section syndicale qui assure la représentation des intérêts matériels et moraux de ses membres.

2.2

Représentant de la section syndicale

Dans les conditions de l'article L. 2142-1-1 du code du travail, les syndicats non représentatifs ayant constitué au sein de l'entreprise ou de l'établissement une section syndicale peuvent désigner un représentant de la section pour les représenter au sein de l'entreprise ou de l'établissement. Il bénéficie des mêmes prérogatives que le délégué syndical, à l'exception du pouvoir de négocier des accords collectifs.

Dans les entreprises ou établissements qui emploient au moins 50 salariés, le représentant de la section syndicale dispose d'un temps nécessaire à l'exercice de ses fonctions qui, à défaut d'accord d'entreprise ou d'établissement ou d'usage plus favorable, est de 4 heures par mois.

Les heures de délégation sont considérées comme du temps de travail.

Dans les entreprises qui emploient moins de 50 salariés, le représentant de la section syndicale est désigné parmi les membres de la délégation du personnel au comité social et économique. À défaut d'accord d'entreprise ou d'établissement, ce mandat n'ouvre pas droit à un crédit d'heures.

Le mandat du représentant de la section syndicale prend fin, à l'issue des premières élections professionnelles suivant sa désignation, dès lors que le syndicat qui l'a désigné n'est pas reconnu représentatif dans l'entreprise. Le salarié qui perd ainsi son mandat de représentant syndical ne peut pas être désigné à nouveau comme représentant syndical au titre d'une section jusqu'aux six mois précédant la date des élections professionnelles suivantes dans l'entreprise.

2.3

Délégué syndical

Les délégués syndicaux, sous réserve de satisfaire aux conditions prescrites à l'article L. 2143-1 du code du travail, sont désignés dans les conditions suivantes.

Dans les établissements qui emploient moins de 50 salariés, les syndicats représentatifs dans l'établissement peuvent désigner, pour la durée de son mandat, un membre de la délégation du personnel au comité social et économique comme délégué syndical. À défaut d'accord d'entreprise ou d'établissement, ce mandat n'ouvre pas droit à un crédit d'heures.

Dans les entreprises ou les établissements de 50 salariés ou plus (effectif atteint sur 12 mois consécutifs), chaque

organisation syndicale représentative qui constitue une section syndicale peut désigner, dans les limites prévues par les dispositions légales en vigueur, un ou plusieurs délégués syndicaux pour la représenter auprès de l'employeur :

— parmi les candidats aux élections professionnelles qui ont recueilli au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour des dernières élections au comité social et économique, quel que soit le nombre de votants ;

— ou si aucun des candidats présentés par l'organisation syndicale aux élections professionnelles ne remplit les conditions mentionnées à l'alinéa précédent, ou s'il ne reste, dans l'entreprise ou l'établissement, plus aucun candidat aux élections professionnelles qui remplisse les conditions mentionnées ci-dessus, ou encore si l'ensemble des élus qui remplissent les conditions mentionnées ci-dessus renoncent par écrit à leur droit d'être désigné délégué syndical, parmi les autres candidats ou, à défaut, parmi ses adhérents au sein de l'entreprise ou de l'établissement, ou parmi ses anciens élus ayant atteint la limite de durée d'exercice du mandat au comité social et économique fixée au deuxième alinéa de l'article L. 2314-33 du code du travail.

Dans les entreprises d'au moins 500 salariés, tout syndicat représentatif dans l'entreprise peut désigner un délégué syndical supplémentaire s'il a obtenu un ou plusieurs élus dans le collège des ouvriers et employés lors de l'élection du comité social et économique et s'il compte au moins un élu dans l'un des deux autres collèges.

Ce délégué supplémentaire est désigné parmi les candidats aux élections professionnelles qui ont recueilli au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour des dernières élections au comité social et économique, quel que soit le nombre de votants.

Dans les entreprises d'au moins 2 000 salariés comportant au moins deux établissements d'au moins 50 salariés chacun, chaque syndicat représentatif dans l'entreprise peut désigner un délégué syndical central d'entreprise, distinct des délégués syndicaux d'établissement.

Ce délégué syndical central est désigné par un syndicat qui a recueilli au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour des dernières élections des titulaires au comité social et économique, quel que soit le nombre de votants, en additionnant les suffrages de l'ensemble des établissements compris dans ces entreprises.

Dans les entreprises de moins de 2 000 salariés comportant au moins deux établissements d'au moins 50 salariés chacun, chaque syndicat représentatif peut désigner l'un de ses délégués syndicaux d'établissement en vue d'exercer également les fonctions de délégué syndical central d'entreprise.

Le délégué syndical représente en permanence son organisation auprès de l'employeur, en particulier en matière de négociation collective d'entreprise. S'il y a des membres élus de la délégation du personnel du CSE, il peut les assister dans leurs fonctions à leur demande.

Au cours de ses heures de délégation, le délégué syndical peut se déplacer hors de l'entreprise pour l'exercice de ses fonctions.

Il peut également, tant durant les heures de délégation qu'en dehors de leurs heures habituelles de travail, circuler librement dans l'entreprise et y prendre tous contacts nécessaires à l'accomplissement de leur mission, notamment auprès d'un salarié à son poste de travail, sous réserve de ne pas apporter de gêne importante à l'accomplissement du travail des salariés.

2.4

Local syndical, affichage et diffusion des communications

Un local syndical est mis à la disposition des sections syndicales dans les conditions prévues par les dispositions légales en vigueur. Les modalités d'aménagement et d'utilisation des locaux syndicaux sont fixées par accord avec l'employeur.

L'affichage des communications syndicales s'effectue librement sur des panneaux réservés à cet usage, distincts de ceux affectés aux communications du comité social et économique.

Un exemplaire des communications syndicales est transmis à l'employeur, simultanément à l'affichage.

Les panneaux sont mis à la disposition de chaque section syndicale suivant des modalités fixées par accord avec l'employeur.

Les publications et tracts de nature syndicale peuvent être librement diffusés aux travailleurs de l'entreprise dans l'enceinte de celle-ci aux heures d'entrée et de sortie du travail.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Un accord d'entreprise peut définir les conditions et les modalités de diffusion des informations syndicales au moyen des outils numériques disponibles dans l'entreprise.

À défaut d'accord, les organisations syndicales présentes dans l'entreprise et satisfaisant aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendance, légalement constituées depuis au moins deux ans peuvent mettre à disposition des publications et tracts sur un site syndical accessible à partir de l'intranet de l'entreprise, lorsqu'il existe.

L'utilisation des outils numériques mis à disposition par l'entreprise ne doit pas entraver l'accomplissement du travail. Elle doit préserver la liberté de choix des salariés d'accepter ou de refuser un message et s'exerce dans des conditions compatibles avec les exigences de bon fonctionnement et de sécurité du réseau informatique de l'entreprise.

Le contenu des affiches, publications et tracts est librement déterminé par l'organisation syndicale, sous réserve de l'application des dispositions relatives à la presse.

2.5

Absences et interruptions de travail pour l'exercice d'un mandat syndical

Hors cas de participation aux commissions paritaires nationales visées à l'article 4 du chapitre I de la présente convention collective, chaque délégué syndical dispose d'un temps nécessaire à l'exercice de ses fonctions. Ce temps est au moins égal à :

1^o 12 heures par mois dans les entreprises ou établissements de 50 à 150 salariés ;

2^o 18 heures par mois dans les entreprises ou établissements de 151 à 499 salariés ;

3^o 24 heures par mois dans les entreprises ou établissements d'au moins 500 salariés.

Ce temps peut être dépassé en cas de circonstances exceptionnelles.

Sauf accord collectif contraire, lorsque le représentant du personnel élu ou désigné est un salarié mentionné à l'article L. 3121-58 du code du travail, le crédit d'heures est regroupé en demi-journées qui viennent en déduction du nombre annuel de jours travaillés fixé dans la convention individuelle du salarié. Une demi-journée correspond à 4 heures de mandat.

Le délégué syndical central dispose de 24 heures par mois pour l'exercice de ses fonctions.

En cas d'accord exprès du salarié, l'employeur et une organisation syndicale d'employeurs ou une organisation syndicale de salariés représentative dans le champ d'application de la convention collective peuvent conclure une convention de mise à disposition dans le cadre de l'article L. 2135-7 du code du travail, pour une durée au plus égale à 1 an, renouvelable dans les mêmes conditions.

La mise à disposition fait l'objet d'un avenant au contrat de travail du salarié, qui en précise la durée ainsi que les horaires de la mise à disposition si elle ne s'effectue pas à temps complet.

L'employeur conserve la responsabilité du paiement des salaires, charges et frais afférents à la part de l'activité du salarié mis à disposition qui s'effectue à son service. L'organisation syndicale de salariés représentative assure le paiement des salaires, charges et frais pour la part de l'activité du salarié mis à disposition qui s'effectue pour le compte de cette organisation.

Pendant cette mise à disposition, le salarié conserve le bénéfice de l'ensemble des dispositions conventionnelles dont il aurait bénéficié s'il avait exécuté son travail dans l'entreprise. La mise à disposition ne peut affecter, le cas échéant, la protection dont bénéficie le salarié en vertu d'un mandat représentatif.

Le salarié, à l'expiration de sa mise à disposition, retrouve son précédent emploi sans que l'évolution de sa carrière ou de sa rémunération ne soit affectée par la période de mise à disposition.

Article 3

Comité social et économique

Mod. par Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 11 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

3.1

Mise en place et attributions du CSE

Un comité social et économique (CSE) est mis en place dans les entreprises d'au moins 11 salariés.

Sa mise en place n'est obligatoire que si l'effectif d'au moins 11 salariés est atteint pendant 12 mois consécutifs.

Les attributions du CSE sont définies et varient en fonction de l'effectif de la structure, tel que prévu aux articles L. 2312-1 et suivants du code du travail.

Les présentes dispositions de la convention collective nationale n'ont pas pour finalité ni effet de limiter les informations et consultations prévues par le code du travail.

Conformément à l'article L. 2312-5 du code du travail, quel que soit l'effectif de la structure, la délégation du personnel au CSE a pour mission de présenter à l'employeur les réclamations individuelles ou collectives relatives aux salaires, à l'application du code du travail et des autres dispositions légales concernant notamment la protection sociale, ainsi que des conventions et accords applicables dans l'entreprise.

Elle contribue à promouvoir la santé, la sécurité et l'amélioration des conditions de travail dans l'entreprise et réalise des enquêtes en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou à caractère professionnel.

La délégation du personnel exerce le droit d'alerte dans les conditions prévues aux articles L. 2312-59 et L. 2312-60 du code du travail.

Les membres de la délégation du personnel du comité peuvent saisir l'inspection du travail de toutes les plaintes et observations relatives à l'application des dispositions légales dont elle est chargée d'assurer le contrôle.

Dans les entreprises de plus de 50 salariés, l'effectif étant calculé conformément à la législation en vigueur, outre les attributions précitées, le CSE a pour mission d'assurer une expression collective des salariés permettant la prise en compte permanente de leurs intérêts dans les décisions relatives à la gestion et à l'évolution économique et financière de l'entreprise, à l'organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production.

Le comité est informé et consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise, notamment sur :

- 1° les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs ;
- 2° la modification de son organisation économique ou juridique ;
- 3° les conditions d'emploi, de travail, notamment la durée du travail, et la formation professionnelle ;
- 4° l'introduction de nouvelles technologies, tout aménagement important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail ;
- 5° les mesures prises en vue de faciliter la mise, la remise ou le maintien au travail des accidentés du travail, des invalides de guerre, des invalides civils, des personnes atteintes de maladies chroniques évolutives et des salariés en situation de handicap, notamment sur l'aménagement des postes de travail.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Le comité est informé et consulté sur les conséquences environnementales des mesures mentionnées ci-dessus.

Dans le champ de la santé, de la sécurité et des conditions de travail, le comité social et économique :

1° procède à l'analyse des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les travailleurs, notamment les femmes enceintes, ainsi que des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article L. 4161-1 du code du travail. Il est consulté sur le document unique d'évaluation des risques professionnels et sur ses mises à jour ;

2° contribue notamment à faciliter l'accès des femmes à tous les emplois, la résolution des problèmes liés à la maternité, l'adaptation et l'aménagement des postes de travail afin de faciliter l'accès et le maintien des personnes en situation de handicap à tous les emplois au cours de leur vie professionnelle ;

3° peut susciter toute initiative qu'il estime utile et proposer notamment des actions de prévention du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 du code du travail. Le refus de l'employeur est motivé.

Enfin, lors des visites de l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article L. 8112-1 du code du travail, les membres de la délégation du personnel au comité social et économique sont informés de sa présence par l'employeur et peuvent présenter leurs observations. L'agent de contrôle se fait accompagner par un membre de la délégation du personnel du comité, si ce dernier le souhaite.

3.2 Heures de délégation

Le nombre d'heures de délégation est fixé selon les dispositions du code du travail aux articles L. 2315-7 à L. 2315-13.

Article 4 Congés pour formation économique, sociale, environnementale et syndicale

Mod. par Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 11 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

En application des articles L. 2145-5 et suivants du code du travail, tous les salariés, sans condition d'ancienneté, désireux de participer à des stages ou sessions de formation économique, sociale et environnementale ou de formation syndicale organisés soit par des centres rattachés à des organisations syndicales de salariés habilitées au niveau national et interprofessionnel, soit par des institutions spécialisées, ont droit, sur leur demande, à un ou plusieurs congés dont la durée maximale est de 12 jours par an. La durée de chaque congé ne peut être inférieure à 1 demi-journée.

Cette durée est portée à 18 jours pour les animateurs de stages ou sessions, et pour les salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales. Il peut s'agir de salariés élus ou désignés pour remplir des fonctions représentatives dans l'entreprise, de candidats à de telles fonctions, ou enfin de salariés ayant des responsabilités à l'extérieur de l'entreprise, soit dans les instances dirigeantes de leur syndicat, soit dans les organismes où ils représentent celui-ci. Le nombre annuel total de jours de congés pris par l'ensemble du personnel pour ces formations ainsi qu'au titre de la formation des membres de la délégation du CSE est défini par la loi.

Article 5

Déroulement de carrière des salariés exerçant des responsabilités syndicales et exercice de leurs fonctions

Mod. par Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 11 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Au début de son mandat, le représentant du personnel titulaire, le délégué syndical ou le titulaire d'un mandat syndical bénéficie, à sa demande, d'un entretien individuel avec son employeur portant sur les modalités pratiques d'exercice de son mandat au sein de l'entreprise au regard de son emploi. Il peut se faire accompagner par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise. Cet entretien ne se substitue pas à l'entretien professionnel mentionné à l'article L. 6315-1 du code du travail.

Lorsque l'entretien professionnel est réalisé au terme d'un mandat de représentant du personnel titulaire ou d'un mandat syndical, celui-ci permet de procéder au recensement des compétences acquises au cours du mandat et de préciser les modalités de valorisation de l'expérience acquise. Pour les entreprises dont l'effectif est inférieur à 2 000 salariés, ce recensement est réservé au titulaire de mandat disposant d'heures de délégation sur l'année représentant au moins 30 % de la durée de travail fixée dans son contrat de travail ou, à défaut, de la durée applicable dans l'établissement.

En l'absence d'accord collectif de branche ou d'entreprise déterminant des garanties d'évolution de la rémunération des salariés mentionnés aux 1^o à 7^o de l'article L. 2411-1 et aux articles L. 2142-1-1 et L. 2411-2 du code du travail au moins aussi favorables que celles mentionnées au présent article, ces salariés, lorsque le nombre d'heures de délégation dont ils disposent sur l'année dépasse 30 % de la durée de travail fixée dans leur contrat de travail ou, à défaut, de la durée applicable dans l'établissement, bénéficient d'une évolution de rémunération, au sens de l'article L. 3221-3 du code du travail, au moins égale, sur l'ensemble de la durée de leur mandat, aux augmentations générales et à la moyenne des augmentations individuelles perçues pendant cette période par les salariés relevant de la même catégorie professionnelle et dont l'ancienneté est comparable ou, à défaut de tels salariés, aux augmentations générales et à la moyenne des augmentations individuelles perçues dans l'entreprise.

Article 6

Déroulement de carrière des salariés exerçant des responsabilités syndicales et l'exercice de leurs fonctions

Mod. par Avenant n° 3, 12 janv. 2022, étendu par arr. 23 sept. 2022, JO 11 oct., applicable à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Dans les entreprises et les groupes d'entreprises au sens de l'article L. 2331-1 de trois cents salariés et plus, ainsi que dans les entreprises et groupes d'entreprises de dimension communautaire au sens des articles L. 2341-1 et L. 2341-2 comportant au moins un établissement ou une entreprise de cent cinquante salariés en France, l'employeur

engage tous les trois ans une négociation portant notamment sur la mise en place d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, sur laquelle le comité d'entreprise est informé, ainsi que sur les mesures d'accompagnement susceptibles de lui être associées, en particulier en matière de formation, de validation des acquis de l'expérience, de bilan de compétences ainsi que d'accompagnement de la mobilité professionnelle et géographique des salariés, (code du travail L. 2242-15)

Dans ce cadre, la négociation prévue porte également sur le déroulement de carrière des salariés exerçant des responsabilités syndicales et l'exercice de leurs fonctions.

L'exercice des fonctions syndicales au sein de la branche des commerces de détail non alimentaires ne devra pas faire obstacle au déroulement de carrière des représentants désignés par les organisations représentatives.

Chapitre IV

Travail des jeunes - apprentissage

Article 1

Travail des jeunes

Le travail est autorisé à partir de 16 ans, parfois même à compter de 14 ans, lorsque le jeune effectue des travaux légers, notamment pendant les vacances scolaires. Pour les mineurs non émancipés, l'autorisation de la personne exerçant l'autorité parentale est obligatoire ainsi qu'une autorisation écrite leur permettant de percevoir eux-mêmes leur salaire. Jusqu'à l'âge de 18 ans, le jeune bénéficie de règles protectrices spécifiques qu'il soit salarié ou en stage d'initiation ou d'application en milieu professionnel effectué dans le cadre d'un enseignement alterné ou d'un cursus scolaire.

Les jeunes travailleurs de moins de 18 ans ne bénéficiant pas d'un contrat d'apprentissage ou de formation spécifique similaire ont la garantie du salaire minimum conventionnel de leur emploi, sous réserve d'un abattement correspondant à leur âge :

— de 16 à 17 ans : 20 %

— de 17 à 18 ans : 10 %

Cet abattement est supprimé après 6 mois de pratique dans la branche professionnelle.

En tout état de cause, cette rémunération ne peut être inférieure à la rémunération prévue par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 2

Apprentissage

Est considéré comme apprenti aux termes de la loi tout jeune lié à son employeur par un contrat d'apprentissage répondant aux dispositions législatives et réglementaires.

On entend par apprentissage une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle, sanctionnée par un des diplômes de l'enseignement technologique enregistré au Répertoire National des Certifications Professionnelles.

Si l'apprenti est placé dans une entreprise du secteur des métiers, l'apprentissage doit, en outre, se dérouler conformément à la réglementation propre à ce secteur. L'employeur par contrat d'apprentissage s'engage à donner la formation pratique qui lui incombe. La technique professionnelle doit être dominante, son acquisition doit être toutefois liée à un enseignement général et technique théorique se rapportant aux programmes des divers enseignements technologiques.

L'entreprise ne peut engager d'apprenti sans avoir obtenu la reconnaissance de la qualification de «maître d'apprentissage», soit au titre de l'employeur lui-même, soit au titre du salarié assumant la fonction de tuteur de l'apprenti et notamment répondre aux dispositions de l'article R. 6223-24 et suivants du Code du Travail.

Le contrat d'apprentissage sert de support à la déclaration d'engagement de l'entreprise d'organiser l'apprentissage (équipement de l'entreprise, techniques utilisées, conditions de travail, hygiène et sécurité, compétences professionnelles et pédagogiques, moralité de la personne responsable de la formation au sein de l'entreprise) conformément aux dispositions de Code du travail (article L. 6223-1 et suivants).

Le maître d'apprentissage a pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti des compétences nécessaires à l'obtention du titre ou du diplôme préparé, en liaison avec le Centre de Formation des Apprentis qui dispense la formation théorique.

Le nombre maximal d'apprentis ou d'élèves de classes préparatoires à l'apprentissage pouvant être accueillis simultanément dans une entreprise ou un établissement est fixé à deux par maître d'apprentissage.

Le maître d'apprentissage peut également, en application de l'article L. 6222-11 du Code du Travail, accueillir un

apprenti dont la formation est prolongée en cas d'échec à l'examen.

Le contrat d'apprentissage doit être obligatoirement écrit entre l'employeur et l'apprenti ou son représentant légal. Le contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties pendant les 2 premiers mois de l'apprentissage. Passé ces 2 mois, la résiliation ne peut intervenir que sur accord exprès des 2 parties ou prononcée par le conseil des prud'hommes dans le cas prévu par le code du travail.

En matière d'apprentissage, les entreprises de la branche se conformeront à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires y compris en matière de rémunération (Code du Travail article L. 6211-1 et suivants).

Chapitre V

Contrat de travail

Article 1

Conditions d'embauche

Mod. par Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

1.1

Dispositions générales

Les employeurs à la recherche de personnel peuvent procéder par tout moyen (annonce en ligne, annonce presse, services spécialisés, agences de recrutement, pôle emploi, APEC...).

Lors de toute embauche, l'employeur doit s'assurer du respect de ses obligations en matière de priorité de réembauchage. Il doit s'assurer du respect de ses obligations en matière de priorité d'accès des salariés à temps partiel souhaitant occuper ou reprendre un emploi à temps complet et des salariés à temps complet souhaitant occuper ou reprendre un emploi à temps partiel.

Il doit s'assurer, également, du respect de son obligation d'emploi de travailleurs handicapés, mutilés de guerre et assimilés, mentionnés à l'article L. 5212-13 du code du travail. À ce titre, les établissements doivent satisfaire aux obligations légales en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés dans les conditions de l'article L. 5212-2 du code du travail. Ils doivent privilégier l'emploi des travailleurs handicapés plutôt que le versement libératoire de la contribution prévue en cas de non-occupation de ces derniers dans les proportions légales.

De façon générale, aucune personne ne pourra être écartée d'une procédure de recrutement pour l'un des motifs mentionnés à l'article L. 1132-1 du code du travail.

Toute embauche doit faire l'objet d'une déclaration préalable à l'embauche auprès des services de l'URSSAF. À défaut, l'employeur est passible de sanctions.

1.2

Documents à produire par le salarié

En vue de l'embauche, tout salarié doit produire à son employeur :

- son état civil ou sa carte d'identité ;
- s'il est étranger, les documents prévus par les lois et décrets en vigueur ;
- son dernier certificat de travail et, si l'employeur le demande, ses certificats antérieurs ;
- son numéro d'assuré social ;
- pour les mineurs non émancipés, l'autorisation de la personne exerçant l'autorité parentale.

Article 2

Rédaction du contrat de travail

Mod. par Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Le contrat de travail doit être écrit et faire état de l'accord exprès du salarié.

Il est daté, signé et établi en double exemplaire dont un exemplaire est remis au salarié. Outre les clauses particulières prévues par la loi, le contrat de travail mentionne notamment :

- la nature du contrat ;
- le nom ou la raison sociale de l'employeur ;
- l'adresse de l'employeur ;
- les nom et prénom du salarié ;
- la nationalité du salarié et, s'il est étranger, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- le numéro national d'identification du salarié et, à défaut, sa date et son lieu de naissance ;
- la date d'embauche ;
- le lieu de travail ;
- la dénomination de l'emploi ;
- l'emploi occupé et le niveau hiérarchique correspondant de la classification conventionnelle ;
- le salaire de base et les différents éléments de la rémunération ;
- la durée de travail de référence ;
- les conditions particulières de travail, et notamment les périodes et le nombre de semaines où le salarié sera amené à accomplir des sujétions particulières ;
- les modalités de prise du repos hebdomadaire ;
- les différents avantages en nature et les modalités de leur cessation en fin de contrat ;
- les modalités de la période d'essai ;
- la référence de l'organisme auquel l'employeur verse les cotisations de sécurité sociale et le numéro sous lequel ces cotisations sont versées ;
- le nom des caisses de retraite complémentaire et de prévoyance ;
- la référence à la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires (IDCC 1517) et les modalités de sa consultation sur le lieu de travail.

Les signataires rappellent aux entreprises que certaines mentions conventionnelles doivent obligatoirement figurer sur la fiche de paie du salarié, notamment le nom de la convention collective applicable (convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires), la qualification et le niveau conventionnel défini par la grille de classification (voir grille de classification en annexe du chapitre XII «Classifications»).

Il est conseillé aux entreprises de faire figurer sur le bulletin de paie le numéro d'identification administrative de la convention : IDCC 1517.

Article 3

Période d'essai des contrats à durée indéterminée (durée, renouvellement et rupture de la période d'essai)

Mod. par Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension ⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

3.1 Durée de la Période d'essai

Le contrat de travail n'est considéré comme définitivement conclu qu'à la fin de la période d'essai. La période d'essai et la possibilité de son renouvellement doivent être expressément stipulés dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail à durée indéterminée.

La période d'essai permet à l'employeur d'évaluer les compétences du salarié dans son travail, notamment au regard de son expérience, et au salarié d'apprécier si les fonctions occupées lui conviennent.

Le contrat de travail n'est considéré comme définitivement conclu qu'à la fin de la période d'essai qui est de :

- 2 mois pour les salariés classés aux niveaux 1 à 5
- 3 mois pour les salariés classés au niveau 6
- 4 mois pour les salariés classés aux niveaux 7, 8 et 9.

3.2 Renouvellement de la période d'essai

À partir du niveau 2, la période d'essai initiale peut être renouvelée avec l'accord des parties. L'accord du salarié doit être exprès et non équivoque.

La période d'essai pourra être renouvelée une fois de la façon suivante :

Niveaux 2 à 5 (Employé)

- 1 mois soit une période d'essai renouvellement compris ne pouvant excéder 3 mois

Niveau 6 (Agent de maîtrise)

- 1 mois soit une période d'essai renouvellement compris ne pouvant excéder 4 mois

Niveaux 7 à 9 (cadres)

- 2 mois soit une période d'essai renouvellement compris ne pouvant excéder 6 mois

Tableau récapitulatif

Niveau	Période d'essai initiale	Renouvellement
Niveau 1	2 mois	
Niveau 2	2 mois	1 mois
Niveau 3	2 mois	1 mois
Niveau 4	2 mois	1 mois
Niveau 5	2 mois	1 mois
Niveau 6	3 mois	1 mois
Niveau 7	4 mois	2 mois
Niveau 8	4 mois	2 mois
Niveau 9	4 mois	2 mois

3.3 Rupture de la période d'essai renouvelée ou non : délai de prévenance

En cas de rupture de la période d'essai, renouvelée ou non, un délai minimal de prévenance sera observé, sauf en cas de faute grave.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Nota : Lorsqu'il invoque un motif disciplinaire pour mettre fin à la période d'essai, renouvelée ou non, l'employeur doit respecter la procédure disciplinaire prévue par le code du travail, à défaut de quoi il s'expose à devoir verser au salarié des dommages et intérêts pour non-respect de la procédure disciplinaire.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Ainsi, doit donc notamment être respectée la convocation à un entretien préalable prévue à l'article L. 1332-2 du code du travail et confirmée par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. soc., 14 mai 2014, n° 13-13.975).

Le délai de prévenance ne peut avoir pour effet de prolonger la période d'essai au-delà des maxima prévus à l'article

3.2 du présent chapitre.

À défaut de ce délai de prévenance de l'une ou l'autre des parties, le contrat de travail sera considéré comme contrat de travail à durée indéterminée.

(Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) La période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée de ce délai de prévenance.

Lorsque le délai de prévenance se termine au-delà de la période d'essai, les jours qui viennent en dépassement de la période d'essai sont rémunérés mais ne peuvent pas être travaillés.

3.4 Rupture à l'initiative de l'employeur

Lorsque l'employeur met fin au contrat stipulant une période d'essai, il doit prévenir le salarié dans un délai qui ne peut être inférieur à :

Durée de présence dans l'entreprise	Durée du délai de prévenance
Moins de 8 jours de présence	24 heures
Entre 8 jours et un mois de présence	48 heures
Après un mois de présence	Deux semaines
Après trois mois de présence	1 mois

3.5 Rupture à l'initiative du salarié

Lorsque le salarié met fin au contrat stipulant une période d'essai, il doit prévenir l'employeur dans un délai qui ne peut être inférieur à :

Durée de présence dans l'entreprise	Durée du délai de prévenance
En-dessous de 8 jours de présence	24 heures
À partir de 8 jours de présence	48 heures

La période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée de ce délai de prévenance.

Article 4 Contrat à durée déterminée

Mod. par Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Le contrat à durée déterminée (CDD) est régi par la législation et la réglementation en vigueur qui stipule qu'il peut être conclu :

- pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire dans les cas limitativement énumérés par la loi et notamment le remplacement pour le remplacement d'un salarié absent, excepté pour fait de grève.
- dans le cadre des mesures pour l'emploi ou pour assurer une formation professionnelle.

Le contrat à durée déterminée est obligatoirement écrit. Le contrat doit comporter les mentions obligatoires prévues par le Code du travail (art L. 1242 et suivants). Il ne peut avoir pour objet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Sous réserve des dispositions de l'article L. 1242-3, un contrat de travail à durée déterminée ne peut être conclu que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire notamment dans les cas suivants :

1° Remplacement d'un salarié en cas :

- a) d'absence ;
- b) de passage provisoire à temps partiel, conclu par avenant à son contrat de travail ou par échange écrit entre ce salarié et son employeur ;
- c) de suspension de son contrat de travail ;
- d) de départ définitif précédant la suppression de son poste de travail après consultation du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, s'il en existe ;
- e) d'attente de l'entrée en service effective du salarié recruté par contrat à durée indéterminée appelé à le remplacer ;

2° Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise ;

3° Emplois à caractère saisonnier ou pour lesquels, dans certains secteurs d'activité définis par décret ou par convention ou accord collectif de travail étendu, il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de ces emplois. (Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) Lorsque la durée du contrat de travail est inférieure à un mois, un seul bulletin de paye est émis par l'employeur.

(Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) 4. «Remplacement d'un chef d'entreprise artisanale, industrielle ou commerciale, d'une personne exerçant une profession libérale, de son conjoint participant effectivement à l'activité de l'entreprise à titre professionnel et habituel ou d'un associé non salarié d'une société civile professionnelle, d'une société civile de moyens d'une société d'exercice libéral ou de toute autre personne morale exerçant une profession libérale.

5. Remplacement du chef d'une exploitation agricole ou d'une entreprise mentionnée aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, d'un aide familial, d'un associé d'exploitation, ou de leur conjoint mentionné à l'article L. 722-10 du même code dès lors qu'il participe effectivement à l'activité de l'exploitation agricole ou de l'entreprise.

6. Recrutement d'ingénieurs et de cadres, au sens des conventions collectives, en vue de la réalisation d'un objet défini lorsqu'un accord d'entreprise le prévoit et qu'il définit :

- a) les nécessités économiques auxquelles ces contrats sont susceptibles d'apporter une réponse adaptée ;
- b) les conditions dans lesquelles les salariés sous contrat à durée déterminée à objet défini bénéficient de garanties relatives à l'aide au reclassement, à la validation des acquis de l'expérience, à la priorité de réembauche et à l'accès à la formation professionnelle continue et peuvent, au cours du délai de prévenance, mobiliser les moyens disponibles pour organiser la suite de leur parcours professionnel ;
- c) les conditions dans lesquelles les salariés sous contrat à durée déterminée à objet défini ont priorité d'accès aux emplois en contrat à durée indéterminée dans l'entreprise.

Le personnel lié par un tel contrat bénéficie des mêmes avantages que le personnel sous contrat à durée indéterminée.

4.1

Période d'essai dans le cadre d'un contrat à durée déterminée et préavis

Le contrat de travail à durée déterminée peut comporter une période d'essai.

La durée de la période d'essai est limitée à :

- un jour par semaine (sans que la durée puisse dépasser deux semaines) pour les contrats inférieurs ou égaux à six mois ;
- un mois maximum pour les contrats supérieurs à six mois.

En l'absence de terme précis, la période d'essai est calculée de la même façon, par rapport à la durée minimale du contrat.

La période d'essai exprimée en jours se décompte en jours calendaires.

Pour les contrats à durée déterminée stipulant une période d'essai d'au moins 1 semaine, l'employeur qui met fin au contrat en cours ou au terme de la période d'essai, doit prévenir le salarié dans un délai qui ne peut être inférieur à :

-
- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
 - 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
 - 2 semaines après 1 mois de présence ;
 - 1 mois après 3 mois de présence.

4.2

(Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) - Indemnité de fin de contrat à durée déterminée

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, une indemnité de fin de contrat égale à 10 % du montant de la rémunération totale brute perçue jusqu'au terme du contrat est due au salarié, sauf dans les cas suivants :

- si la rupture anticipée du contrat de travail est à l'initiative du salarié ;
- si la rupture anticipée du contrat de travail est due à une faute grave, faute lourde du salarié ou en cas de force majeure. Toutefois, lorsque le contrat de travail est rompu avant l'échéance du terme en raison d'un sinistre relevant d'un cas de force majeure, le salarié a également droit à une indemnité compensatrice dont le montant est égal aux rémunérations qu'il aurait perçues jusqu'au terme du contrat. Cette indemnité est à la charge de l'employeur ;
- si la rupture du contrat à durée déterminée intervient au cours de la période d'essai ;
- si le contrat est destiné à favoriser le recrutement de certaines catégories de personnes sans emploi (contrat unique d'insertion, contrat de professionnalisation...) ;
- si l'employeur s'est engagé à assurer un complément de formation professionnelle au salarié ;
- si le contrat est conclu avec un jeune, sur son temps de vacances scolaires ou universitaires ;
- s'il s'agit d'un emploi saisonnier ou d'un emploi pour lequel l'usage exclut le recours à un contrat à durée indéterminée ;
- (Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) si le salarié refuse d'accepter la conclusion d'un contrat de travail à durée indéterminée pour occuper le même emploi ou un emploi similaire, assorti d'une rémunération au moins équivalente ;
- si la relation de travail se poursuit, sur un même poste ou sur un poste différent, sous forme de contrat à durée indéterminée immédiatement à l'issue du contrat à durée déterminée, sans interruption.

4.3

(Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) - Renouvellement et délai de carence

Les dispositions conventionnelles relatives au nombre maximal de renouvellements possibles pour un contrat à durée déterminée, ainsi qu'au délai de carence entre deux contrats à durée déterminée dans le cadre d'un surcroît temporaire d'activité, sont réglées par l'accord de branche du 14 septembre 2021.

Article 5

Embauche à l'issue d'un contrat de professionnalisation ou d'apprentissage

Mod. par Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Le contrat de travail d'un salarié embauché à l'issue d'un contrat de professionnalisation réalisé dans l'entreprise ne doit pas comporter de période d'essai.

(Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) La durée du contrat de professionnalisation ou du contrat d'apprentissage est prise en compte pour l'ouverture et le calcul des droits liés à l'ancienneté du salarié embauché.

Article 6

Embauche à l'issue d'autres stages

Mod. par Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de l'arrêté d'extension le concernant⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

(Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) À l'exception des stages d'une durée au moins égale à 6 mois (en un ou plusieurs stages durant l'année scolaire ou universitaire dans l'entreprise) pour lesquels l'embauche sera immédiate et sans période d'essai, en cas d'embauché à l'issue d'un stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études (hors contrat de professionnalisation et d'apprentissage - cf. article 5 supra), la période de stage doit être déduite de la période d'essai sans que cela ait pour effet de réduire cette dernière de plus de la moitié. (Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) Toutefois, lorsque cette embauche est effectuée dans un emploi en correspondance avec les activités qui avaient été confiées au stagiaire, la période de stage doit être déduite intégralement de la période d'essai.

(Avenant n° 4, 16 mars 2022, étendu) La durée du stage est prise en compte pour l'ouverture et le calcul des droits liés à l'ancienneté du salarié embauché.

Chapitre VI

Rupture du contrat de travail

Article 1

Préavis

Mod. par Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) *Signataires :*

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

À l'issue de la période d'essai, en cas de rupture du contrat de travail, sauf faute grave ou lourde, la durée du préavis est déterminée en fonction de la durée de présence dans l'entreprise comme suit :

(Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu)

Qualification du salarié	Mode de rupture			
	<ul style="list-style-type: none"> • Démission quelle que soit la durée de présence • Licenciement avant 2 ans d'ancienneté • Mise à la retraite avant 2 ans d'ancienneté 	<ul style="list-style-type: none"> • Licenciement au-delà de 2 ans d'ancienneté • Mise à la retraite au-delà de 2 ans d'ancienneté 	<ul style="list-style-type: none"> • Départ à la retraite avant 2 ans d'ancienneté 	<ul style="list-style-type: none"> • Départ à la retraite au-delà de 2 ans d'ancienneté
Niveaux I, II, III, IV, V	1 mois	2 mois	1 mois	2 mois
Niveau VI	2 mois	2 mois	1 mois	2 mois
Niveaux VII, VIII, IX	3 mois	3 mois	1 mois	2 mois

(Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu) En application de l'article L. 5213-9 du code du travail, la durée du préavis de licenciement d'un salarié en situation de handicap correspond au double de la durée fixée pour les autres salariés, dans la limite de 3 mois.

— En cas de démission, à la demande écrite du salarié, l'employeur peut dispenser ce dernier d'accomplir tout ou partie de son préavis. Dans ce cas le salarié ne percevra son salaire que pour la période de travail effectué, sauf accord contraire entre les parties.

— En cas de licenciement, l'employeur qui dispense le salarié d'effectuer son préavis doit lui verser une indemnité compensatrice égale au salaire qu'il aurait perçu s'il avait continué à travailler. En tout état de cause, le contrat de travail prend fin à l'expiration du préavis, même lorsque celui-ci n'est pas effectué.

Pendant le préavis de licenciement, l'employeur est tenu de permettre au salarié de s'absenter 2 heures par jour, pour un horaire hebdomadaire de travail de 35 heures, afin de rechercher un nouvel emploi jusqu'au moment où celui-ci aura été trouvé. Les heures d'absence rémunérées sont fixées d'un commun accord ou, à défaut, 1 jour au gré de l'employeur, 1 jour au gré du salarié. Elles peuvent, d'un commun accord écrit, être groupées en une ou plusieurs fois. Pour les salariés à temps partiel, ce droit est accordé prorata temporis.

Article 2

Licenciement individuel

Mod. par Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Après la période d'essai, l'employeur qui envisage de rompre le contrat de travail à durée indéterminée d'un salarié pour un motif personnel doit pouvoir justifier d'une cause réelle et sérieuse et respecter la procédure requise par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

(Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu) Lorsque le licenciement touche un salarié protégé (délégué syndical, membre élu du comité social et économique...), l'employeur doit obtenir une autorisation de l'inspecteur du travail pour pouvoir le licencier. (Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu) La demande d'autorisation se fera conformément à la législation sociale en vigueur.

Article 3

Rupture conventionnelle

Mod. par Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

(Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu) Les parties peuvent convenir d'une rupture conventionnelle selon les dispositions des articles L. 1237-11 et suivants du code du travail.

Article 4

Indemnisation conventionnelle du licenciement

Mod. par Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Tout salarié licencié, que le motif soit personnel (sauf en cas de faute grave ou lourde) ou économique, perçoit après 8 mois d'ancienneté une indemnité de licenciement calculée comme suit en fonction de son ancienneté. Cette ancienneté s'apprécie à la date de fin du contrat (c'est-à-dire à l'expiration du préavis, même si celui-ci n'est pas effectué).

L'indemnité de licenciement ne peut être inférieure aux montants suivants :

- 1/4 de mois de salaire par année d'ancienneté pour les années jusqu'à 10 ans ;
 - 1/3 de mois de salaire par année d'ancienneté pour les années à partir de 10 ans ;
- auxquels s'ajoute 1/15^e de mois de salaire par année d'ancienneté à partir de 10 ans.

Le salaire à prendre en compte pour le calcul de cette indemnité est, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié :

- soit 1/12 de la rémunération brute des 12 mois précédant la notification du licenciement (ou, lorsque la durée de service du salarié est inférieure à 12 mois, la moyenne mensuelle de la rémunération de l'ensemble des mois précédant la notification du licenciement) ;
- soit 1/3 de la rémunération brute des 3 mois précédant la notification du licenciement (dans ce cas, les primes ou gratifications versées pendant la période ne sont prises en compte que prorata temporis).

En cas d'année incomplète, l'indemnité est calculée proportionnellement au nombre de mois complets accomplis.

L'indemnité de licenciement ne se cumule pas avec toute autre indemnité de même nature.

Article 5

Départ à la retraite à l'initiative du salarié

Mod. par Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, tout salarié pourra quitter l'entreprise volontairement pour bénéficier du droit à une pension de vieillesse, à taux plein ou à taux réduit.

(Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu) Le salarié dont le droit à pension de retraite est ouvert à taux plein en application des dispositions législatives et réglementaires peut être mis à la retraite sur décision de l'employeur sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires (voir article 7 infra).

Article 6

Indemnisation conventionnelle du départ à la retraite

Mod. par Avenant, 24 mai 2013, étendu par arr. 4 oct. 2013, JO 11 oct.⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;

SNAN ;

CSNEDT ;

CPGA ;

FNDMV ;

CSNEFBCM ;

CSMM ;

FFDDEFB ;

FCSJPE.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Lorsque le salarié quitte volontairement l'entreprise, une indemnité de départ à la retraite calculée comme suit en fonction de son ancienneté lui est versée :

- 1 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- 1 mois 1/2 de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- 2 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- 2 mois 1/2 de salaire après 25 ans d'ancienneté ;
- 3 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

(Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu) Le salaire à prendre en compte pour le calcul de cette indemnité est, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié :

- soit 1/12 de la rémunération brute des 12 mois précédant le départ à la retraite ;
- soit 1/3 de la rémunération brute des 3 mois précédant le départ à la retraite (dans ce cas, les primes ou gratifications versées pendant la période ne sont prises en compte que prorata temporis).

Cette indemnité de départ à la retraite ne se cumule pas avec toute autre indemnité de même nature.

(Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu) Le salarié totalisant au moins 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise bénéficiera, 6 mois avant son départ à la retraite, d'une réduction de son horaire de travail égale à 1 heure par jour, sans diminution de salaire. Pour le salarié travaillant à temps partiel, ce droit sera accordé prorata temporis.

Article 7

Départ à la retraite à l'initiative de l'employeur (mise à la retraite)

Mod. par Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

L'employeur ne peut pas mettre à la retraite un salarié avant l'âge d'ouverture automatique du droit à pension à taux plein, et ce jusqu'au 70^e anniversaire de l'intéressé, sans avoir au préalable respecté les conditions suivantes :

— l'employeur doit interroger par écrit le salarié, au moins 3 mois avant la date anniversaire à laquelle il remplit la condition d'âge lui permettant de bénéficier automatiquement d'une retraite à taux plein, puis chaque année jusqu'à son 69^e anniversaire inclus, sur son intention de quitter volontairement l'entreprise pour bénéficier d'une pension de vieillesse durant l'année à venir ;

— le salarié doit formuler une réponse dans le mois qui suit la réception de la proposition ;

— en cas de refus ou d'absence de réponse, l'employeur ne peut pas mettre le salarié à la retraite pendant l'année qui suit. En cas d'accord, il peut le mettre à la retraite pendant cette même période.

La procédure doit être répétée chaque année, au moins 3 mois avant la date anniversaire du salarié.

À compter du 70^e anniversaire du salarié, l'employeur peut décider unilatéralement une mise à la retraite d'office. Si l'employeur ne respecte par cette procédure, il ne peut pas mettre l'intéressé à la retraite.

Lorsque la mise à la retraite touche un salarié protégé (délégué syndical, membre élu du comité social et économique...), l'employeur doit obtenir une autorisation de l'inspecteur du travail pour pouvoir le licencier. La demande d'autorisation se fera conformément à la législation sociale en vigueur.

Article 8

Indemnisation minimum de mise à la retraite

Mod. par Avenant n° 5, 16 mars 2022, étendu par arr. 1^{er} juill. 2022, JO 13 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

L'indemnité de mise à la retraite ne peut être inférieure à l'indemnité conventionnelle de licenciement prévue à l'article 4 du présent chapitre ou à l'indemnité légale si elle est plus favorable.

Chapitre VII

Maladie - Accident du travail - Maladie professionnelle - Maternité

Article 1

Maladie ou accident du salarié - Garantie de rémunération

Mod. par Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu par arr. 24 oct. 2022, JO 4 nov., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

(Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu) En cas d'absence pour maladie ou accident, médicalement prescrite et après contre-visite s'il y a lieu, le salarié ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise apprécié au premier jour de l'absence bénéficie, à partir du 8^e jour d'absence calendaire, de l'indemnisation suivante :

— 90 % de sa rémunération brute pendant les 30 premiers jours calendaires, déduction faite des indemnités jour-

nalières de la sécurité sociale et des allocations qu'il perçoit des régimes complémentaires de prévoyance, mais en ne retenant dans ce dernier cas que la part des prestations résultant des versements de l'employeur ;

— 70 % de cette même rémunération pendant les 30 jours calendaires suivants, déduction faite également des versements de la sécurité sociale et des allocations qu'il perçoit des régimes complémentaires de prévoyance, mais en ne retenant dans ce dernier cas que la part des prestations résultant des versements de l'employeur.

Les durées de maintien de la rémunération à 90 % et 70 % sont majorées respectivement de 10 jours par période entière de 5 années d'ancienneté, au-delà de la première sans que la durée de chacune de ces périodes de maintien puisse excéder 90 jours.

Exemple : si le salarié a entre 1 et 5 ans d'ancienneté, il percevra 90 % de sa rémunération brute pendant 30 jours, puis 70 % de cette même rémunération pendant les 30 jours suivants

— à partir de 6 ans d'ancienneté, la durée de ces deux périodes d'indemnisation est portée à :

— 40 jours si le salarié a au moins 6 ans d'ancienneté,

— 50 jours si le salarié a au moins 11 ans d'ancienneté,

— (Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu) 60 jours si le salarié a au moins 16 ans d'ancienneté ;

— 70 jours si le salarié a au moins 21 ans d'ancienneté ;

— 80 jours si le salarié a au moins 26 ans d'ancienneté ;

— 90 jours si le salarié a au moins 31 ans d'ancienneté.

L'arrêt de travail doit avoir été justifié dans les 48 heures et être pris en charge par la sécurité sociale.

(Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu) Dans le cas d'arrêts de travail successifs ou non, la durée totale de maintien de la rémunération calculée sur une période de 12 mois consécutifs ne peut excéder celle mentionnée plus haut correspondant à l'ancienneté du salarié.

Article 2

Accident du travail et maladie professionnelle - Garantie de rémunération

Mod. par Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu par arr. 24 oct. 2022, JO 4 nov., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

(Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu) À partir de 6 mois d'ancienneté, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle reconnus comme tels par la sécurité sociale, le montant des indemnités sera le même que celui prévu pour la maladie ou l'accident à l'article 1 du présent chapitre.

(Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu) Les délais d'indemnisation commenceront à courir à compter du 1^{er} jour d'absence.

Article 3

Régime complémentaire santé

Mod. par Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu par arr. 24 oct. 2022, JO 4 nov., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Le régime complémentaire santé mis en place dans la branche est régi par l'accord du 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire santé, ainsi que par ses avenants et annexes. Il s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires (IDCC 1517).

Article 4

Régime de prévoyance complémentaire

Mod. par Avenant n° 6, 3 mai 2022, étendu par arr. 24 oct. 2022, JO 4 nov., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Le régime de prévoyance complémentaire mis en place dans la branche est régi par l'accord du 28 mars 2019 mettant en place un régime de prévoyance complémentaire, ainsi que par ses avenants et annexes. Il s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires (IDCC 1517).

Chapitre VIII

Congés du salarié

Article 1

Congés payés

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Le personnel bénéficiera des congés payés conformément à la loi et notamment les dispositions des articles L. 3141-1 et suivants du Code du travail.

(Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu) Le salarié a droit à un congé de 2 jours 1/2 ouvrables par mois de travail effectif ou absences assimilées à du travail effectif par une disposition législative ou conventionnelle prévue à cet effet. La durée totale du congé exigible selon ce calcul ne peut excéder 30 jours ouvrables. Conformément à l'article L. 3141-4 du code du travail, un mois de travail est égal à quatre semaines ou à 24 jours de travail quand la durée du travail est répartie sur 6 jours.

(Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu) À partir de 10 ans de présence, des congés supplémentaires seront accordés en fonction de l'ancienneté. Cette ancienneté s'apprécie au 31 mai de l'année de référence pour l'acquisition des congés :

- 1 jour ouvré pour 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise;
- 2 jours ouvrés pour 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise;
- 3 jours ouvrés pour 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise;
- 4 jours ouvrés pour 25 ans d'ancienneté dans l'entreprise;
- 5 jours ouvrés pour 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise.

Ces jours de congés pour ancienneté, dont il n'est pas tenu compte pour l'application des dispositions relatives au fractionnement du congé principal, peuvent être pris à tout moment en accord avec l'employeur.

(Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu) Après concertation avec les salariés, et le cas échéant après consultation du comité social et économique, les dates de départ en congé annuel sont communiquées par écrit aux intéressés avant le 1^{er} avril de chaque année, et, en tout état de cause, ne peuvent être modifiées sauf force majeure ou accord des parties.

Les conjoints et les partenaires liés par un Pacte civile de solidarité (Pacs) travaillant dans une même entreprise ont droit à un congé simultané égal au minimum à deux semaines, sous réserve des droits à congés acquis par chacun des salariés concernés.

(Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu) Les salariés de moins de 21 ans au 30 avril de l'année précédente bénéficient de 2 jours de congés supplémentaires par enfant à charge. Ce congé est réduit à un jour de congé supplémentaire si le congé légal n'excède pas 6 jours.

Les salariés âgés de 21 ans au moins à la date précitée bénéficient également de 2 jours de congés supplémentaires par enfant à charge, sans que le cumul du nombre des jours de congé supplémentaires et des jours de congés annuel puisse excéder la durée maximale du congé annuel prévu à l'article L. 3141-3 du code du travail.

Est réputé enfant à charge l'enfant qui vit au foyer et est âgé de moins de 15 ans au 30 avril de l'année en cours

et tout enfant sans condition d'âge dès lors qu'il vit au foyer et qu'il est en situation de handicap.

Article 2

Congés exceptionnels

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

(Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu) En dehors des congés annuels et de tout autre congé prévu par les dispositions légales en vigueur, des congés exceptionnels payés sont accordés, sur justificatif, au personnel au moment des événements familiaux suivants :

- mariage du salarié ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par le salarié : 4 jours ouvrés + 1 jour après 1 an d'ancienneté ;
- mariage d'un enfant du salarié : 1 jour ouvré + 1 jour après 1 an d'ancienneté ;
- mariage d'un frère ou d'une sœur du salarié : 1 jour ouvré ;
- décès du conjoint du salarié, de la personne liée au salarié par un pacte civil de solidarité, ou du concubin du salarié : 3 jours ouvrés + 1 jour après 1 an d'ancienneté ;
- décès d'un enfant du salarié : 5 jours ouvrés + 1 jour après 1 an d'ancienneté. Ce congé est porté à 7 jours ouvrés + 1 jour après 1 an d'ancienneté lorsque l'enfant était âgé de moins de 25 ans, si l'enfant quel que soit son âge était lui-même parent, ou en cas de décès d'une personne âgée de moins de 25 ans à la charge effective et permanente du salarié.
- En cas de décès d'un enfant âgé de moins de 25 ans ou d'une personne âgée de moins de 25 ans à sa charge effective et permanente, le salarié a également droit à un congé de deuil de 8 jours, selon les modalités légales et réglementaires en vigueur ;
- décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d'un frère ou d'une sœur du salarié : 3 jours ouvrés + 1 jour après 1 an d'ancienneté ;
- décès d'un grand-parent du salarié : 1 jour ouvré ;
- naissance d'un enfant : 3 jours ouvrés sont accordés pour chaque naissance au salarié père ainsi que, le cas échéant, au conjoint ou concubin salarié de la mère ou à la personne salariée liée à elle par un Pacs. Les modalités de prise seront réglées conformément aux dispositions du code du travail. Ce congé peut être cumulé avec le congé de paternité et d'accueil de l'enfant visé à l'article 4 ci-dessous ;
- adoption d'un enfant : 3 jours ouvrés sont accordés au salarié lors de l'arrivée au foyer d'un enfant placé en vue de son adoption. Les modalités de prise seront réglées conformément aux dispositions du code du travail. Ce congé peut être cumulé avec le congé d'adoption visé à l'article 5 ci-dessous ;
- annonce de la survenue d'un handicap, d'une pathologie chronique nécessitant un apprentissage thérapeutique ou d'un cancer chez un enfant du salarié : 2 jours ouvrés ;
- journée défense et citoyenneté : 1 jour ouvré (la journée de participation).

Ces congés exceptionnels ne se cumulent pas avec tout autre congé de même nature.

Ces jours sont assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination de la durée du congé annuel payé.

(Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu) Dans le cadre du ou des jours de congé accordé(s) lors d'un décès, l'employeur pourra éventuellement ajouter à ce ou ces jours une durée prenant en compte le temps de parcours nécessaire pour assister aux obsèques. Cette autorisation est une libéralité qui relève du ressort de l'entreprise dans sa gestion interne et ne sera pas rémunérée. Il pourra être demandé au salarié concerné un justificatif.

Article 3

Dispositions particulières relatives à la maternité

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Préliminairement il est rappelé que l'employeur ne doit pas prendre en considération l'état de grossesse d'une femme pour refuser de l'embaucher, pour rompre son contrat de travail au cours d'une période d'essai ou, sous réserve d'une affectation temporaire réalisée dans le cadre des dispositions des articles L. 1225-7, L. 1225-9 et L. 1225-12 du code du travail, pour prononcer une mutation d'emploi. Il lui est en conséquence interdit de rechercher ou de faire rechercher toutes informations concernant l'état de grossesse de l'intéressée.

La femme candidate à un emploi ou salariée n'est pas tenue de révéler son état de grossesse, sauf lorsqu'elle demande le bénéfice des dispositions légales relatives à la protection de la femme enceinte. Il en va de même pour la salariée bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation conformément à l'article L. 2141-2 du code de la santé publique.

Les règles applicables au congé de maternité, notamment la durée de ce congé, sont déterminées par les dispositions des articles L. 1225-17 et suivants du code du travail.

3.1

Diminution du temps de travail

À partir du début du 5^e mois de grossesse, la salariée qui a plus de 1 an d'ancienneté sera autorisée à arriver 1/4 d'heure plus tard le matin ou à partir 1/4 d'heure plus tôt le soir, la durée ne pouvant excéder 1/4 d'heure dans la journée, et ce sans perte de salaire.

À partir du 6^e mois de grossesse, la salariée qui a plus de 1 an d'ancienneté sera autorisée à arriver 1/2 heure plus tard le matin et à partir 1/2 heure plus tôt le soir, la durée ne pouvant excéder 1 heure dans la journée, et ce sans perte de salaire.

Avec l'accord des parties, ces deux fractions d'heure pourront être groupées soit le matin, soit le soir, sans pouvoir excéder 1 heure.

Cette diminution du temps de travail s'applique par journée travaillée et ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un cumul ou d'une récupération entre plusieurs journées travaillées. À titre d'exemple, il n'est pas possible de cumuler cinq demi-heures pour arriver un matin deux heures et demie plus tard.

Pour les salariées ayant plus de 1 an d'ancienneté et ayant travaillé moins de 4 heures dans la journée, cette réduction horaire sans perte de salaire s'appliquera pour moitié soit 1/4 heure au début de la période de travail et 1/4 heure en fin de période, la durée ne pouvant excéder 1/2 heure dans la journée, et ce sans perte de salaire.

3.2

Autorisations d'absence

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) La salariée bénéficie d'une autorisation d'absence pour se rendre aux examens médicaux obligatoires prévus par l'article L. 2122-1 du code de la santé publique dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et des suites de l'accouchement.

La salariée bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation dans les conditions prévues au chapitre I^{er} du titre IV du livre I^{er} de la deuxième partie du code de la santé publique bénéficie d'une autorisation d'absence pour les actes médicaux nécessaires.

Le conjoint salarié de la femme enceinte ou bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation ou la personne salariée liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle bénéficie également d'une autorisation d'absence pour se rendre à trois de ces examens médicaux obligatoires ou de ces actes médicaux nécessaires pour chaque protocole du parcours d'assistance médicale au maximum.

Ces absences n'entraînent aucune diminution de la rémunération sur présentation d'un justificatif. Elles sont assimilées à une période de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi que pour les droits légaux ou conventionnels acquis par la salariée au titre de son ancienneté dans l'entreprise.

3.3 Aménagement du poste de travail

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Afin d'optimiser les conditions de travail des salariées en état de grossesse, il est convenu que chaque déclaration de grossesse transmise à la direction de l'entreprise générera la mise en œuvre d'un entretien sur les aménagements éventuels des conditions de travail de la salariée afin d'adapter ces dernières à l'état de l'intéressée.

L'entreprise s'assurera notamment :

- de la présence dans l'espace de travail de sièges adaptés sur lesquels la salariée pourra temporairement s'asseoir lorsque la salariée occupe un poste de travail en station debout (vente...) ;
- de l'aménagement éventuel du poste de travail, notamment concernant le port des charges (par exemple, port unitaire, seuil de charge, moyen de manutention, etc., étant rappelé que l'utilisation du diable pour le transport de charges est interdite aux femmes enceintes) et les postures de travail (limitation des positions accroupies ou penchées, hauteur des étagères, etc.) ;
- du respect des dispositions réglementaires relatives à l'exposition des femmes enceintes et allaitantes à des substances cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, ainsi qu'à des allergènes potentiels.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) L'ensemble de ces mesures jusqu'aux mots : «pas d'incidence sur la rémunération.», sont supprimés et remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

L'ensemble de ces mesures d'adaptation seront prises en concertation entre le responsable et la salariée, sous réserve du respect des dispositions légales, réglementaires et jurisprudentielles protectrices de la maternité. Elles n'auront pas d'incidence sur la rémunération.

Le comité social et économique, lorsqu'il existe, sera informé une fois par an des mesures prises en faveur des femmes enceintes.

3.4 Allaitement

Pendant 1 année à compter du jour de la reprise, les mères allaitant leur enfant disposent à cet effet de 1 heure par jour durant les heures de travail dans les conditions définies par le code du travail pour les modalités de prise (fractionnement...).

Pendant les 3 mois suivant la reprise, ces heures sont rémunérées. Pendant les 9 mois suivants, ces heures ne sont pas rémunérées.

Article 4 Congé de paternité et d'accueil de l'enfant

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Le salarié père, ainsi que, le cas échéant, le conjoint ou concubin salarié de la mère ou la personne salariée liée à elle par un pacte civil de solidarité, et de manière plus générale le second parent, bénéficient d'un congé de paternité et d'accueil de l'enfant d'une durée de 25 jours calendaires (32 jours en cas de naissances multiples) :

- 4 jours calendaires consécutifs obligatoires, à prendre après les 3 jours de congé de naissance ;
- 21 jours calendaires, à prendre dans les 6 mois qui suivent la naissance de l'enfant (28 jours en cas de naissances multiples).

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant entraîne la suspension du contrat de travail. Ces périodes de suspension sont assimilées à des périodes de travail effectif pour la détermination des

droits que le salarié tient de son ancienneté.

Le salarié conserve le bénéfice de tous les avantages qu'il avait acquis avant le début du congé.

Les modalités de prise et de fractionnement sont réglées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 5

Congé d'adoption

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Le salarié à qui l'autorité administrative ou tout organisme désigné par voie réglementaire confie un enfant en vue de son adoption a le droit de bénéficier d'un congé d'adoption pendant lequel son contrat de travail est suspendu.

Le congé d'adoption est régi par les dispositions légales et réglementaires en vigueur (notamment durée, fractionnement, répartition, etc.).

Le salarié devra avertir son employeur du motif de son absence et de la date à laquelle il entend mettre fin à la suspension son contrat de travail.

La durée du congé d'adoption est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination des droits que le salarié tient de son ancienneté.

Article 6

Congé pour enfant malade

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Sur présentation d'un certificat médical, le salarié a le droit de bénéficier d'une autorisation d'absence de :

— 3 jours par année civile (dont 2 rémunérés par l'employeur) en cas de maladie ou d'accident d'un enfant de moins de 16 ans dont il assume la charge ;

— 4 jours par année civile (dont 3 rémunérés par l'employeur) si le salarié assume la charge de 2 enfants âgés de moins de 16 ans ;

— 5 jours par année civile (dont 3 rémunérés par l'employeur) si l'enfant a moins de 1 an ou si le salarié assume la charge de 3 enfants ou plus âgés de moins de 16 ans.

Article 7

Congé parental d'éducation et passage à temps partiel

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;

Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.
Syndicat(s) de salariés :
CFDT ;
CFTC.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Le salarié, s'il justifie d'une ancienneté minimale d'une année, peut bénéficier dans les conditions légales et réglementaires en vigueur :

- soit d'un congé parental d'éducation. Le congé parental d'éducation entraîne la suspension du contrat de travail;
- soit de la réduction de sa durée de travail.

Au terme du congé parental d'éducation, le salarié sera réintégré dans un emploi de même catégorie garantissant son salaire antérieur si la durée du travail est identique, le cas échéant revalorisé dans les conditions définies par la loi.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) La durée du congé parental d'éducation à temps plein est prise en compte pour moitié pour la détermination des droits que le salarié tient de son ancienneté dans l'entreprise.

Lorsqu'un salarié réduit son temps de travail dans le cadre d'un congé parental, la durée du congé parental d'éducation à temps partiel est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination des droits que le salarié tient de son ancienneté.

Le salarié conserve le bénéfice de tous les avantages qu'il avait acquis avant le début du congé.

Article 8 **Congé de présence parentale**

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :
CDNA.
Syndicat(s) de salariés :
Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;
Services et Force de Vente ;
Fédération des Services CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :
CDNA.
Syndicat(s) de salariés :
CFDT ;
CFTC.

Le salarié, s'il a un enfant à charge atteint d'une maladie, d'un handicap, ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants, bénéficie, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, d'un congé de présence parentale. Ce congé n'est lié à aucune condition d'ancienneté dans l'entreprise et entraîne la suspension du contrat de travail.

Au terme du congé parental d'éducation ou du congé de présence parentale, le salarié sera réintégré dans un emploi de même catégorie garantissant son salaire antérieur si la durée du travail est identique, le cas échéant revalorisé dans les conditions définies par la loi.

La durée du congé de présence parentale est prise en compte en totalité pour la détermination des droits que le salarié tient de son ancienneté dans l'entreprise.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Le salarié conserve le bénéfice de tous les avantages qu'il avait acquis avant le début du congé.

Article 9 **Jours fériés**

Mod. par Avenant n° 7, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 17 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :
CDNA.
Syndicat(s) de salariés :
Fédération des Syndicats CFTC Commerce ;
Services et Force de Vente ;

L'indemnisation des jours fériés légaux chômés est réglée par la législation en vigueur.

Outre le 1^{er} Mai, obligatoirement chômé et payé, chaque salarié bénéficie, dans l'année civile, de 3 jours fériés chômés et payés. Le choix des 3 jours fériés chômés est déterminé par l'employeur. Lorsque l'entreprise occupe plusieurs salariés, ce droit peut être accordé par roulement.

En cas de travail un autre jour férié légal, le salarié percevra, en plus de son salaire, une indemnité spéciale égale à la rémunération due pour 50 % des heures effectuées ce jour férié. Le salarié pourra demander le remplacement de cette indemnité par un repos compensateur correspondant à la moitié du temps de travail effectué ce jour férié. Ce repos sera pris, en accord avec l'employeur, dans les 6 mois suivant le jour férié et ne pourra, sauf accord avec l'employeur, être accolé aux congés payés.

Si le salarié devait exceptionnellement travailler un des 3 jours fériés chômés, il bénéficiera, en plus de l'indemnité spéciale égale à la rémunération due pour 50 % des heures effectuées ce jour férié, d'un repos compensateur d'une durée correspondant au temps de travail effectué ce jour férié chômé. Ce repos sera pris, en accord avec l'employeur, dans les 3 mois suivant le jour férié et ne pourra, sauf accord avec l'employeur, être accolé aux congés payés.

Le repos des jours fériés est obligatoire pour les jeunes salariés et apprentis de moins de 18 ans.

Chapitre IX

Temps de travail

Mod. par Avenant n° 8, 3 mai 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 1^{er} mars 2023, applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Préambule

Les commerces de détail non alimentaires recouvrent des activités très diverses avec des types d'organisation et des horaires de travail très différents d'une entreprise à l'autre.

La plupart des activités des commerces de détail non alimentaires connaissent des variations d'activité importantes dues, selon les commerces, à la saison touristique ou au pic d'activité lié aux fêtes de fin d'année.

La branche du CDNA se caractérise par une très forte proportion d'entreprises de moins de 50 salariés qui ne disposent d'aucun accord d'aménagement du temps de travail.

Conformément à l'article L. 3121-44 du code du travail, en appliquant les dispositions du présent chapitre de la convention collective, les entreprises peuvent recourir directement, sans qu'un accord d'entreprise ou d'établissement ait à être conclu, à une répartition de la durée du temps de travail sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année, dans le respect des dispositions du présent chapitre. Les dispositions du présent chapitre constituent un minimum à respecter à défaut d'accord d'entreprise ou d'établissement.

Le recours aux dispositifs d'aménagement du 3 temps de travail prévus par le présent chapitre de la convention collective ne fait pas obstacle à ce que les entreprises instaurent par voie d'accord collectif d'entreprise ou d'établissement un dispositif d'aménagement du temps de travail sur une période supérieure à la semaine dérogeant aux dispositifs mis en place par le présent chapitre.

Titre I

Aménagement du temps de travail sur l'année

Article 1

Principes

Les parties signataires estiment nécessaire de permettre à toutes les entreprises de la branche de mettre en place un dispositif d'organisation annuelle du temps de travail, afin de répondre aux contraintes de saisonnalité et aux besoins de la clientèle, tout en assurant la conciliation des temps de vie professionnelle et de vie personnelle des salariés concernés.

Tous les salariés de l'entreprise à temps complet relèvent des dispositions du présent titre et donc de cette modalité particulière d'aménagement annuel du temps de travail, à l'exception des salariés soumis à une convention de forfait

annuel en jours, qui font l'objet du titre II ci-dessous.

Cette répartition s'impose, le cas échéant, aux salariés employés en contrat à durée déterminée ou en contrat de travail temporaire si les postes en question le nécessitent, sous réserve que le contrat ait une durée d'au moins 8 semaines.

Lorsque ce personnel n'aura pas accompli la totalité d'une période annuelle d'aménagement du temps de travail, sa rémunération devra être régularisée dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 7 du présent titre, en cas d'embauche ou de départ en cours d'année.

La durée du travail des salariés à temps partiel demeure régie par les dispositions qui leur sont propres, prévues au titre III ci-dessous.

Article 2

Durée du travail à l'année

Conformément à l'article L. 3121-27 du code du travail, la durée hebdomadaire de travail est fixée à 35 heures de travail effectif, soit une durée annuelle de travail de 1 607 heures de travail effectif (journée de solidarité comprise).

Article 3

Période de référence

L'organisation annuelle de la répartition du temps de travail consiste à ajuster le temps de travail aux fluctuations prévisibles de la charge de travail sur une période de référence.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3121-44 du code du travail, la période annuelle de référence est fixée du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Toutefois l'entreprise pourra définir une autre période de référence de 12 mois consécutifs après avis des instances représentatives du personnel lorsqu'elles existent ou à défaut après avis des salariés concernés.

À l'intérieur de cette période annuelle, il pourra être effectué, au cours de l'une ou l'autre des semaines ou des mois travaillés, des heures de travail en nombre inégal.

Au cours de cette période annuelle, une ou des semaines à 0 heure pourront être programmées, afin de pouvoir octroyer un ou plusieurs jours non travaillés, pouvant aller jusqu'à une semaine complète non travaillée, en récupération des heures figurant au compteur annuel individuel des heures travaillées ou en anticipation de futures périodes de suractivité. Le nombre de semaines à 0 heure sera limité à 6 par période annuelle.

Chaque salarié concerné verra donc son temps de travail défini sur l'année, sa durée de travail hebdomadaire et/ou mensuelle étant appelée à varier pour tenir compte de l'activité de l'entreprise, et ce, soit à titre individuel, soit collectivement.

Article 4

Programmation des horaires

Afin de permettre une visibilité des salariés quant à l'organisation de leur temps de travail, un programme prévisionnel annuel de travail définira les périodes de forte et de faible activité, le cas échéant après consultation des représentants du personnel s'il en existe. (Cf. annexe 1 jointe : exemple de programme prévisionnel annuel de travail.)

Cette programmation indicative sera portée à la connaissance du personnel par voie d'affichage au moins 7 jours calendaires avant le début de la période de référence.

L'organisation des horaires sur les jours travaillés et la répartition de ceux-ci sur la semaine sont fixés en fonction de l'activité, des besoins et des modalités de fonctionnement de l'entreprise.

Dans le cadre de la répartition annuelle des horaires sur la période de référence, le nombre de jours de travail par semaine civile peut être inférieur à 5 jours et aller jusqu'à 6 jours, lorsque les conditions d'exécution du travail liées à cette organisation le nécessitent, et notamment durant les périodes de forte activité, sous réserve du respect des durées maximales de travail et minimales de repos.

Lorsque les salariés seront amenés à travailler 6 jours par semaine pendant au moins 2 semaines consécutives, l'employeur devra s'assurer que le salarié ne travaille pas plus de 10 jours consécutifs sans bénéficier de jour de repos.

En fonction de cette programmation, et en tenant compte des ajustements requis en cours d'année, des plannings prévisionnels (durée et horaires de travail) seront régulièrement établis. Ils seront communiqués aux salariés par voie d'affichage, en respectant un délai de prévenance de 7 jours calendaires, de manière à ce que soient toujours affichées les 4 semaines de travail à venir.

La modification collective ou individuelle de la répartition de l'horaire de travail en cours de planning se fera par voie d'affichage ou par information individuelle remise contre décharge, et sous réserve du respect d'un délai de prévenance de 7 jours calendaires, sauf circonstances exceptionnelles (commande client imprévue, absence de salarié,

intempéries, sinistre, panne, travaux urgents liés à la sécurité, retards d'approvisionnement ou de livraison, situation sanitaire exceptionnelle), le délai de prévenance étant alors ramené à 2 jours calendaires.

Article 5 **Décompte du temps de travail effectif**

La durée du travail effectif, définie par l'article L. 3121-1 du code du travail, est le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et se conforme à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

C'est sur la base de cette définition que le temps de travail effectif, réalisé au cours de la période annuelle, sera décompté.

Toutes les heures de travail effectuées par les salariés, avec l'accord de leur supérieur hiérarchique, dans les locaux de l'entreprise, au poste de travail, sont comptabilisées comme temps de travail effectif.

Sont notamment exclus du temps de travail effectif ainsi défini, qu'ils soient rémunérés ou non, les temps de restauration, les temps de pause, les temps d'habillage et de déshabillage, ainsi que les temps de trajet pour aller de son domicile à son lieu de travail habituel et inversement.

Les salariés seront tenus de reporter leurs horaires réalisés sur le document de décompte prévu à cet effet.

Pour chaque salarié concerné, il est tenu un compte individuel d'heures permettant de calculer chaque mois les heures en débit et en crédit autour de la base d'un temps complet.

Ce compte est tenu au moyen du logiciel de gestion automatisé du temps de travail ou sur des documents de décompte du temps de travail mis en place par la direction de l'entreprise, après avis des représentants du personnel s'il en existe. (Cf. annexe 2 jointe : exemple de document de décompte du temps de travail effectif.)

Au terme de la période de référence, un bilan des heures sera opéré pour déterminer si des heures supplémentaires ont été accomplies par les salariés concernés et sont à rémunérer.

Article 6 **Lissage de la rémunération**

La rémunération mensuelle des salariés est calculée sur la base mensualisée de 151,67 heures de temps de travail effectif, afin d'assurer une rémunération régulière indépendante de l'horaire réel.

Article 7 **Prise en compte des absences, arrivées et/ou départs en cours de période**

Les absences, que celles-ci soient indemnisées ou non, seront comptabilisées pour leur durée initialement prévue au planning.

En cas d'absence rémunérée, le salaire dû sera celui que le salarié aurait perçu s'il avait continué à travailler, calculé sur la base de sa rémunération mensuelle lissée, indépendamment du volume horaire de travail qu'il aurait dû effectuer en cas de présence.

Les absences non rémunérées donnent lieu à une réduction de rémunération proportionnelle au nombre d'heures d'absence constatée par rapport au nombre d'heures réelles du mois considéré et par rapport à la rémunération mensuelle lissée.

Lorsqu'un salarié, du fait de son embauche ou de la rupture de son contrat de travail, n'a pas travaillé au cours de la totalité de la période de référence, une régularisation sera opérée à l'issue de la période ou à la date de la rupture du contrat de travail, selon les modalités suivantes :

— S'il apparaît que le salarié a accompli une durée de travail supérieure à la durée correspondant à la rémunération mensuelle lissée, il sera accordé au salarié un complément de rémunération équivalant à la différence entre la rémunération versée et la rémunération correspondant aux heures réellement effectuées.

La régularisation sera effectuée sur la base du taux horaire contractuel.

— Si les sommes versées sont supérieures à celles correspondant au nombre d'heures réellement effectuées, une régularisation sera faite entre les sommes dues par l'employeur et cet excédent, soit sur le solde de tout compte en cas de rupture du contrat de travail, soit sur l'apaye des mois suivant le terme de la période de référence concernée, dans la limite pour chaque mois de 1/10^e du salaire net du salarié.

En cas de rupture du contrat de travail pour motif économique intervenant pendant ou après la période de référence, aucune retenue ne sera effectuée.

Article 8 **Durées maximales de travail**

Mod. par Avenant n° 12, 4 avr. 2023, étendu par arr. 22 sept. 2023, JO 5 oct., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :
Organisation(s) patronale(s) :
CDNA.
Syndicat(s) de salariés :
CFDT ;
CFTC.

La durée quotidienne de travail effectif par salarié ne peut excéder 10 heures.

Au cours d'une même semaine, la durée maximale hebdomadaire de travail est de 48 heures.

(Avenant n° 12, 4 avr. 2023, étendu) Toutefois, en application de l'article L. 3122-22 du code du travail, la durée hebdomadaire de travail calculée sur une période de 12 semaines consécutives ne peut dépasser 44 heures.

Article 9

Heures supplémentaires

Sont des heures supplémentaires, les heures demandées par la direction, ou par toute autre personne que cette dernière entendrait se substituer, ou bien autorisées préalablement par elle, et accomplies au-delà de 1 607 heures annuelles.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3121-33 du code du travail, le contingent d'heures supplémentaires est fixé à 180 heures par période de référence.

Ne sont pas imputables sur le contingent, les heures supplémentaires donnant lieu à l'octroi d'un repos compensateur de remplacement, en application de l'article L. 3121-30 du code du travail et des dispositions du présent titre.

À l'issue de chaque période de référence, un bilan du nombre d'heures effectivement travaillées par le collaborateur sera réalisé. L'apurement des heures supplémentaires éventuelles interviendra le mois suivant la clôture de la période de référence.

Les heures accomplies entre 35 et 39 heures en moyenne (soit les 4 premières heures supplémentaires) sont majorées de 25 %, tandis que les heures accomplies au-delà de 39 heures en moyenne sont majorées de 50 %.

Les heures supplémentaires font obligatoirement l'objet d'une compensation sous forme de majoration de salaire.

Toutefois, et par dérogation au principe ci-dessus d'une compensation sous forme de majoration de salaire, les heures supplémentaires peuvent faire l'objet d'un repos compensateur de remplacement en cas d'accord d'entreprise ou d'accord écrit entre l'employeur et le salarié, dont les conditions d'acquisition et de prise effective sont déterminées conformément aux dispositions légales.

Chaque heure supplémentaire réalisée en dépassement du contingent conventionnel fixé ci-dessus génère une contrepartie en repos, conformément aux dispositions de l'article L. 3121-33 du code du travail. Cette contrepartie est égale à 50 % des heures supplémentaires accomplies au-delà du contingent annuel pour les entreprises de 20 salariés au plus, et à 100 % de ces mêmes heures pour les entreprises de plus de 20 salariés. Le salarié peut prendre une journée entière ou une demi-journée de repos, à sa convenance, dès lors que la contrepartie obligatoire en repos a atteint 7 heures.

Titre II

Conventions de forfait annuel en jours

Mod. par Avenant n° 12, 4 avr. 2023, étendu par arr. 22 sept. 2023, JO 5 oct., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :
Organisation(s) patronale(s) :
CDNA.
Syndicat(s) de salariés :
CFDT ;
CFTC.

(Avenant n° 12, 4 avr. 2023, étendu) En l'absence d'accord collectif de groupe, d'entreprise ou d'établissement venant déterminer les catégories de salariés susceptibles de conclure une convention individuelle de forfait annuel en jours et qui prévaut sur les dispositions de la présente convention collective conformément à l'article L. 2253-3 du code du travail, les dispositions suivantes s'appliquent.

Peuvent conclure une convention individuelle de forfait en jours sur l'année les cadres qui, conformément aux critères posés par l'article L. 3121-58 du code du travail, disposent d'une autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps et dont la nature des fonctions ne les conduit pas à suivre l'horaire collectif applicable au sein du magasin, du service ou de l'équipe auquel ils sont intégrés.

Sont éligibles au dispositif de forfait annuel en jours, les cadres des niveaux VII, VIII et IX de la grille de clas-

sification (chapitre XII de la convention collective nationale), dès lors qu'ils remplissent les critères d'autonomie définis à l'alinéa ci-dessus, à l'exclusion des cadres dirigeants sans référence horaire au sens de l'article L. 3111-2 du code du travail.

Article 1 **Contenu de la convention de forfait**

La mise en place d'un dispositif de forfait en jours devra obligatoirement faire l'objet d'une convention individuelle avec chaque salarié concerné. Cette convention stipulera notamment :

- l'appartenance du salarié à la catégorie cadre ;
- les raisons propres aux fonctions exercées qui motivent la conclusion d'une convention de forfait, en tenant compte de l'autonomie dont dispose le salarié et des missions qui lui sont confiées ;
- le nombre de jours à travailler dans la période de référence ;
- la rémunération forfaitaire correspondante ;
- le cas échéant, les éventuelles périodes de présence nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise ou les conditions dans lesquelles ces périodes peuvent être fixées par l'employeur.

Article 2 **Nombre de jours devant être travaillés**

Le décompte des jours travaillés se fera dans le cadre de l'année civile ou sur une période de 12 mois de date à date, qualifiée ci-après de «période de référence».

Le temps de travail des salariés en forfait jours peut être décompté en jours ou en demi-journées de travail.

Est considérée comme une demi-journée de travail, la séquence de travail en matinée se terminant au plus tard à 13 heures ou la séquence de travail de l'après-midi débutant au plus tôt à 13 heures.

Le nombre de jours à travailler est fixé à 218 jours ou 436 demi-journées par an, comprenant la journée de solidarité. Ce forfait correspond à une année complète de travail et est déterminé sur la base d'un droit intégral à congés payés.

Dans le cadre d'une activité réduite, il pourra être fixé un nombre de jours ou de demi-journées à travailler inférieur au forfait à temps complet, et il en sera fait mention dans la convention individuelle qui sera signée entre le salarié concerné et l'entreprise.

Lors de chaque embauche, sera défini individuellement, pour la période de référence en cours, le nombre de jours ou de demi-journées devant être travaillés.

Article 3 **Nombre de jours de repos complémentaires**

Sous réserve des stipulations prévues à l'article 6 du présent titre, le nombre de jours ou de demi-journées de repos dont bénéficie le salarié en forfait jours, qualifiés ci-après de «jours de repos complémentaires», sera déterminé en fonction du nombre de jours travaillés sur la période de référence, sur la base du calcul ci-après :

Nombre de jours calendaires sur la période de référence (365 jours ou 366 pour les années bissextiles), duquel sont soustraits :

- le nombre de jours ouvrés de congés payés ;
 - le nombre de jours fériés chômés coïncidant avec un jour ouvré (ce nombre peut varier en fonction des aléas du calendrier) ;
 - le nombre de jours de repos hebdomadaire ;
 - le nombre de jours travaillés prévus au forfait (compte tenu de la journée de solidarité)
- = Nombre annuel de jours de repos complémentaires.

Exemple pour une année de 365 jours où 7 jours fériés chômés coïncident avec un jour ouvré (année 2022) : 365 jours calendaires – 25 jours ouvrés de congés payés (équivalant à 30 jours ouvrables) – 7 jours fériés chômés – 104 jours de repos hebdomadaire – 218 jours travaillés prévus au forfait = 11 jours de repos complémentaires.

Les éventuels jours de congés supplémentaires légaux ou prévus, le cas échéant, par accord collectif, ne peuvent être déduits du nombre de jours de repos complémentaires ainsi calculé. Ces congés supplémentaires viennent réduire à due concurrence le forfait annuel de jours à travailler.

Les salariés relevant du présent titre ne pourront bénéficier de jours de congés payés supplémentaires pour fractionnement.

Article 4

Rémunération

Le salarié bénéficiant d'une convention individuelle de forfait perçoit une rémunération annuelle forfaitaire, en contrepartie de l'exercice de ses missions.

La rémunération doit tenir compte des responsabilités confiées au salarié dans le cadre de ses missions.

Les cadres en forfait jours bénéficient de la garantie que le montant de leur salaire brut de base ne pourra être inférieur au minimum conventionnel brut de leur catégorie (niveau), majoré de 10 %.

Le bulletin de paye doit mentionner le nombre de jours fixés dans la convention individuelle de forfait en jours ainsi que la rémunération mensuelle brute prévue.

Le bulletin de paye fera également apparaître le nombre de jours fixés dans la convention individuelle ainsi que la rémunération mensuelle prévue.

Article 5

Dépassement du forfait en jours

Les partenaires sociaux de la branche affirment que les parties à la convention de forfait annuel en jours doivent être particulièrement vigilantes à la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle du salarié. Le droit au repos de ce dernier doit être assuré.

En application de l'article L. 3121-59 du code du travail, les salariés visés peuvent, s'ils le souhaitent, et en accord avec l'employeur, renoncer à une partie de leurs jours de repos complémentaires, en contrepartie d'une majoration de salaire de 25 % pour chaque journée travaillée en plus au-delà de 218 jours, dans la limite de 230 jours par an.

Conformément à l'article L. 3121-59 du code du travail, un avenant au contrat de travail devra être formalisé chaque année à l'occasion de chaque dépassement.

Article 6

Impact des arrivées et des départs en cours de période de référence

En cas d'arrivée ou de départ du salarié au cours de la période de référence, une règle de proratisation concernant le plafond annuel de jours travaillés est appliquée.

Pour les salariés ne bénéficiant pas d'un congé annuel complet ou ne prenant pas tous leurs congés sur la période de référence, le nombre de jours de travail est augmenté à concurrence du nombre de jours de congé légaux auxquels le salarié ne peut prétendre.

6.1

Impact des arrivées en cours de période de référence

En cas d'entrée du salarié au cours de la période de référence, le nombre de jours ou de demi-journées à travailler sur la période de référence en cours sera défini dans la convention individuelle de forfait en jours conclue avec le salarié.

Afin de déterminer le nombre de jours de travail pour le reste de la période de référence, il conviendra de soustraire au nombre de jours calendaires restant à courir :

- le nombre de jours de repos hebdomadaire ;
- le nombre de jours fériés chômés coïncidant avec un jour ouvré (ce nombre peut varier en fonction des aléas du calendrier) ;
- le prorata du nombre de jours de repos complémentaires pour la période considérée.

Exemple pour un salarié entré le 25 avril 2022, 115^e jour de la période :

$365 - 115 = 250$ jours calendaires restant à courir

— 71 jours de repos hebdomadaire à échoir

— 6 jours fériés chômés coïncidant avec un jour ouvré à échoir

— $11 \times (250/365) = 8$ jours de repos complémentaires proratisés et arrondis

= 165 jours travaillés.

6.2

Impact des départs en cours de période de référence

En cas de départ du salarié au cours de la période de référence, il sera procédé, dans le cadre du solde de tout compte, à un calcul en comparant le nombre de jours ou de demi-journées réellement travaillés ou assimilés avec ceux qui ont été payés, jusqu'à la date effective de fin de contrat, et une régularisation sera faite le cas échéant.

Afin de déterminer le nombre de jours travaillés sur la période de référence, il conviendra de soustraire au nombre de jours calendaires écoulés durant la période considérée avant le départ :

-
- le nombre de jours de repos hebdomadaire ;
 - le nombre de jours fériés chômés coïncidant avec un jour ouvré (ce nombre peut varier en fonction des aléas du calendrier) ;
 - le prorata du nombre de jours de repos complémentaires pour la période considérée.

Exemple pour un salarié présent depuis le début de l'année et partant le 22 avril 2022, 112^e jour de l'année:

112 jours calendaires

— 32 jours de repos hebdomadaire

— 1 jour férié chômé coïncidant avec un jour ouvré

— $11 \times (112/365) = 3$ jours de repos complémentaires proratisés et arrondis

— = 76 jours travaillés potentiels.

Les régularisations seront calculées sur la base du salaire moyen journalier, correspondant au salaire annuel divisé par le nombre de jours de travail fixé par la convention individuelle de forfait, augmenté des congés payés et des jours fériés chômés.

Article 7 **Traitement des absences**

Chaque absence d'une semaine calendaire réduira le forfait de jours à travailler de 5 jours, étant rappelée l'interdiction de faire récupérer les absences indemnisées comme, par exemple, la maladie, l'accident du travail.

En cas de maintien total ou partiel de la rémunération, les dispositions légales ou conventionnelles seront appliquées au nombre de jours d'absence.

Chaque journée d'absence non rémunérée donnera lieu à une retenue sur le montant mensuel de la rémunération calculée sur la base du salaire moyen journalier correspondant au salaire annuel divisé par le nombre de jours de travail fixé par la convention individuelle de forfait, augmenté des congés payés et des jours fériés chômés.

Article 8 **Planning prévisionnel**

Dans le but d'éviter les dépassements du nombre de jours à travailler, hormis la situation définie par l'article 5 du présent titre, ou la prise des jours de repos complémentaires dans les toutes dernières semaines de la période de référence, il est convenu qu'un mécanisme d'organisation de l'activité sera mis en œuvre, associant le salarié concerné et l'entreprise afin de s'assurer d'une bonne répartition de sa charge de travail.

Avant le début de chaque période d'activité, le salarié informera l'entreprise au travers d'un document mis à sa disposition qui précisera :

— le nombre et la date des jours ou des demi-journées travaillés ;

— le nombre et la date des jours ou des demi-journées de repos complémentaires, des jours de congés payés, des jours fériés chômés, des jours de repos hebdomadaire, etc.

Ce document devra être signé par le salarié, et validé et contresigné par l'employeur ou par le supérieur hiérarchique du salarié. (Cf. annexe3 jointe : exemple de planning prévisionnel.)

Article 9 **Information sur la charge de travail**

À l'issue de chaque période d'activité, fixée au terme de chaque planning prévisionnel, le salarié indiquera à l'entreprise sa charge de travail, pour chaque jour ou demi-journée réellement travaillé, au cours de la période écoulée.

Le salarié sera tenu de renseigner les informations sollicitées par l'entreprise au travers d'un document mis à sa disposition. Ce document devra être signé par le salarié et contresigné par l'employeur ou par le supérieur hiérarchique du salarié. (Cf. annexe 4 jointe : exemple de document de décompte des jours travaillés.)

Article 10 **Temps de repos**

Tout salarié en forfait jours doit obligatoirement respecter les dispositions suivantes :

— la durée du repos quotidien entre deux journées de travail est au minimum de 11 heures consécutives ;

— l'amplitude de travail ne peut dépasser 13 heures par jour ;

— il est formellement interdit au salarié de travailler plus de 6 jours consécutifs ;

— le salarié doit bénéficier d'un temps de repos hebdomadaire de 35 heures consécutives ;

— toute journée de travail d'au moins 6 heures devra obligatoirement être coupée par une pause minimale de 20 minutes.

Article 11

Entretien sur la charge de travail

Un entretien doit être régulièrement organisé par l'entreprise avec le salarié ayant conclu une convention individuelle de forfait en jours, au minimum 2 fois dans l'année. À l'occasion de cet entretien, seront abordés avec le salarié les points suivants :

- sa charge de travail ;
- l'amplitude de ses journées travaillées ;
- la répartition dans le temps de sa charge de travail ;
- l'organisation du travail dans l'entreprise et l'organisation des déplacements professionnels ;
- l'articulation entre son activité professionnelle et sa vie personnelle et familiale ;
- sa rémunération ;
- les incidences des technologies de communication ;
- le suivi de la prise des jours de repos complémentaires et des congés.

Ces entretiens peuvent avoir lieu indépendamment ou au même moment que les autres entretiens existant dans l'entreprise (professionnel, d'évaluation...), tout en étant distincts de ceux-ci.

À l'issue de cet entretien, un compte-rendu sera établi, lequel fera état des échanges intervenus et des éventuelles mesures à mettre en œuvre pour la période de référence à venir. (Cf. annexe 5 jointe: exemple de compte-rendu d'entretien sur la charge de travail.)

Article 12

Dispositif d'alerte

Au regard de l'autonomie dont bénéficie le salarié dans l'organisation de son temps de travail, ce dernier doit pouvoir exprimer, en cas de besoin, ses difficultés liées notamment à une surcharge de travail ainsi qu'à l'organisation de son travail. Dans ce cas, il devra en informer sans délai l'entreprise, par écrit, et en expliquer les raisons.

En pareille situation, un entretien sera organisé par l'entreprise avec le salarié afin de discuter de sa surcharge de travail ou des difficultés dans l'organisation de son travail, des causes - structurelles ou conjoncturelles - pouvant expliquer celles-ci, et de définir, le cas échéant, un ajustement de l'organisation de la charge de travail et de l'emploi du temps du salarié, cet entretien ayant pour objet de permettre le rétablissement d'une durée raisonnable du travail.

Un compte-rendu sera établi pour consigner les causes identifiées de la surcharge de travail et les mesures qui ont été décidées afin de remédier à celle-ci.

Article 13

Modalités d'évaluation et de suivi régulier de la charge de travail

Afin de garantir le droit à la santé, à la sécurité, au repos et à l'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle du salarié, l'entreprise assurera, régulièrement, une évaluation et un suivi de la charge de travail de chaque salarié, ainsi que la répartition de celle-ci dans le temps, afin qu'elle puisse rester raisonnable.

13.1

Validation des plannings prévisionnels

Les plannings prévisionnels d'activité remplis par le salarié et transmis à l'entreprise, dans les conditions prévues à l'article 8 du présent titre, seront analysés afin d'être validés avant le début de la période d'activité planifiée par le salarié.

Ce mécanisme permet d'anticiper la prise des repos, en fonction du nombre de jours ou de demi-journées travaillés depuis le début de la période de référence, des prévisions d'activité, des congés payés ou des absences prévisibles.

Si aucune anomalie, risquant de compromettre une bonne répartition du travail dans le temps et donc d'impacter la santé du salarié, n'est constatée, l'entreprise validera le planning prévisionnel. Le salarié en sera informé par courriel ou par lettre remise en mains propres. En revanche, en cas d'anomalie constatée ou de nécessité, un entretien sera organisé avec le salarié afin d'ajuster cette planification.

13.2

Contrôle de la charge de travail

Dans les 15 jours calendaires qui suivront la réception de la fiche relative à l'appréciation de la charge de travail, transmise par le salarié dans les conditions prévues à l'article 9 du présent titre, l'entreprise procédera à son analyse.

S'il est constaté une charge de travail anormale, non prévue, un échange avec l'employeur devra être organisé.

De plus, il sera tenu compte de celle-ci afin d'ajuster, le cas échéant, l'organisation du travail et la charge de travail sur les prochaines périodes d'activité.

13.3

Suivi de l'activité du salarié

Un suivi de l'activité réelle du salarié sera effectué régulièrement et au moins une fois par trimestre. Ce document de contrôle fera apparaître, notamment, le nombre et la date des jours ou demi-journées travaillés ainsi que des jours ou demi-journées de repos complémentaires.

Ce document sera renseigné par le salarié et, après vérification des parties, signé par elles. (Cf. annexe6 jointe : exemple de document de suivi du forfait annuel en jours.)

13.4

Entretien sur la charge de travail

L'évaluation et le suivi régulier de la charge de travail seront également réalisés dans le cadre de l'entretien prévu à l'article 11 du présent titre.

Article 14

Modalités d'exercice du droit à la déconnexion

Afin de garantir un équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle du salarié, et par là-même d'assurer une protection de la santé de celui-ci, il est nécessaire que la charge de travail confiée par l'entreprise et que l'organisation autonome par le salarié de son emploi du temps soient réalisées dans des limites raisonnables.

Le droit à la déconnexion s'entend comme le droit pour le salarié de ne pas se connecter à ses outils numériques professionnels (messagerie, applications, logiciels, internet, intranet, etc.) et de ne pas être contacté en dehors de son temps de travail (tel qu'il est défini par l'article L. 3121-1 du code du travail), que ce soit au moyen du matériel professionnel mis à disposition par l'employeur ou au moyen de son matériel personnel (ordinateur, tablette, téléphone mobile, téléphone filaire, etc.).

Dans cette optique, l'entreprise définit les modalités permettant de garantir le respect des temps de repos et de congé ainsi que de la vie personnelle des salariés. Ces modalités comprennent l'interdiction, sauf urgence ou circonstance exceptionnelle, de :

- se connecter à ses outils numériques professionnels pendant une certaine plage horaire ;
- se connecter à ses outils numériques professionnels pendant les jours de repos et de congés annuels.

Le salarié ne peut pas être sanctionné pour ne pas avoir répondu à un message au cours de ces plages horaires et de ses jours de repos ou de congé.

Sans attendre la tenue de l'entretien annuel, si par rapport aux principes de droit à la déconnexion édictés dans le présent article, un salarié estimait que sa charge de travail ou son amplitude de travail pourrait l'amener à ne pas pouvoir respecter les règles applicables en matière de durées maximales de travail ou minimales de repos, il devra alerter, si possible préalablement, son supérieur hiérarchique par tout moyen en explicitant les motifs concrets de son alerte.

Un compte-rendu rédigé par le responsable hiérarchique ou par un représentant de l'employeur, faisant état de cette intervention, de l'analyse qui en a été faite et des éventuelles mesures prises, sera effectué dans les 15 jours suivant l'alerte par le salarié.

Lors de l'entretien d'embauche d'un nouveau salarié bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, une information spécifique lui sera délivrée sur l'utilisation des outils de communication à distance.

Titre III

Travail à temps partiel

Le travail à temps partiel est régi par l'accord du 14 septembre 2021 relatif au travail à temps partiel et aux contrats à durée déterminée.

Annexes

Les annexes jointes au présent chapitre le sont à titre informatif et les entreprises pourront adopter des supports différents ou les adapter sans avoir l'obligation de conclure des accords spécifiques pour cela.

1. Aménagement du temps de travail sur l'année : exemple de programme prévisionnel annuel de travail
2. Aménagement du temps de travail sur l'année : exemple de document de décompte du temps de travail effectif
3. Forfait annuel en jours : exemple de planning prévisionnel
4. Forfait annuel en jours : exemple de document de décompte des jours travaillés
5. Forfait annuel en jours : exemple de compte-rendu d'entretien sur la charge de travail
6. Forfait annuel en jours : exemple de document de suivi du forfait

Annexe 1. Aménagement du temps de travail sur l'année : exemple de programme prévisionnel annuel de travail

Programme prévisionnel annuel de travail - année ...

Semaine	Nombre heures travail	Observations	Semaine	Nombre heures travail	Observations	Semaine	Nombre heures travail	Observations
Semaine 1			Semaine 19			Semaine 37		
Semaine 2			Semaine 20			Semaine 38		
Semaine 3			Semaine 21			Semaine 39		
Semaine 4			Semaine 22			Semaine 40		
Semaine 5			Semaine 23			Semaine 41		
Semaine 6			Semaine 24			Semaine 42		
Semaine 7			Semaine 25			Semaine 43		
Semaine 8			Semaine 26			Semaine 44		
Semaine 9			Semaine 27			Semaine 45		
Semaine 10			Semaine 28			Semaine 46		
Semaine 11			Semaine 29			Semaine 47		
Semaine 12			Semaine 30			Semaine 48		
Semaine 13			Semaine 31			Semaine 49		
Semaine 14			Semaine 32			Semaine 50		
Semaine 15			Semaine 33			Semaine 51		
Semaine 16			Semaine 34			Semaine 52		
Semaine 17			Semaine 35					
Semaine 18			Semaine 36					

Annexe 2. Aménagement du temps de travail sur l'année : exemple de document de décompte du temps de travail effectif

Décompte du temps de travail effectif - semaine du ... au ...

Nom - Prénom	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Total Se- maine	Signature salariés
Exemple	10 h - 12 h 13 h - 16 h 16 h 20 - 18 h 20						7 heures	

Les temps de repas et de pause ne sont pas comptabilisés dans le temps de travail effectif.

Annexe 3. Forfait annuel en jours : exemple de planning prévisionnel

Programmation mensuelle indicative : forfait annuel en jours - M...

Année : ...

Mois de ...

Semaine du ... au ...

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Total Se- maine	Observations
Semaine 1								
Semaine 2								
Semaine 3								
Semaine 4								
Semaine 5								
Total mois								

JT : jour travaillé / DJT : demi-journée travaillée / JRC : jour de repos complémentaire / CP : congés payés / JF : jours fériés / RH : repos hebdomadaire / Autres (à préciser dans le tableau)

Planning prévisionnel transmis par le salarié, le ...

Validé par l'entreprise, le ...

Signature du salarié :

Pour l'entreprise

Temps de repos

Le salarié doit observer à minima :

- un repos quotidien minimum de 11 heures consécutives ;
- un repos hebdomadaire minimum de 35 heures consécutives (24 heures + 11 heures) ;
- 6 jours de travail maximum par semaine.

Annexe 4. Forfait annuel en jours : exemple de document de décompte des jours travaillés

Décompte des jours travaillés : forfait annuel en jours - M...

Année: ...

Mois de ...

Semaine du ... au ...

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Total Se- maine	Observations sur la charge de travail
Semaine 1								
Semaine 2								
Semaine 3								
Semaine 4								
Semaine 5								
Total mois								

JT : jour travaillé / DJT : demi-journée travaillée / JRC : jour de repos complémentaire / CP : congés payés / JF : jours fériés / RH : repos hebdomadaire / Autres (à préciser dans le tableau)

Fait à ..., le ...

Signature du salarié :

Pour l'entreprise :

Temps de repos

Le salarié doit observer à minima :

- un repos quotidien minimum de 11 heures consécutives ;
- un repos hebdomadaire minimum de 35 heures consécutives (24 heures + 11 heures) ;
- 6 jours de travail maximum par semaine.

Annexe 5. Forfait annuel en jours : exemple de compte-rendu d'entretien sur la charge de travail

Entretien sur la charge de travail - M...

Le présent document comporte les observations émises par le salarié en forfait-jours sur les différents thèmes évoqués lors de cet entretien et les conséquences sur le respect des différents seuils de durée maximale du travail.

Cet entretien est notamment basé sur les relevés de temps d'activité mensuels complétés et signés par le salarié.

Cet entretien concerne la période du ... (date) au ... (date).

1. Charge de travail

- Le salarié a-t-il établi et transmis ses programmations indicatives d'activité chaque mois ?

— Oui

— Non

Si non, pour quelles raisons ?

...

- Une évaluation régulière, par l'entreprise, des programmations indicatives a-t-elle été effectuée ?

— Oui

— Non

Si non, pour quelles raisons ?

...

- Comment le salarié définirait-il sa charge de travail ?

— Peu importante

— Raisonnable

— Importante

— Excessive

Commentaire : (notamment, quelles ont été les missions particulières au cours de la période de référence et les faits marquants ayant généré une surcharge de travail ou, au contraire, ayant permis de réduire sa charge de travail ?) :

...

2. Organisation du travail

- L'organisation du travail a-t-elle été à l'origine du non-respect des seuils de repos ci-dessus ?

— Oui

— Non

Si oui, quels seuils n'ont pas été respectés ?

...

Raisons de ces situations :

...

- Le salarié a-t-il pu prendre effectivement ses jours de repos (jours de repos complémentaires, jours de repos hebdomadaire, jours fériés, congés payés...) ?

— Oui

— Non

Si non, pour quelles raisons ?

...

- Le salarié a-t-il des observations particulières sur l'organisation du travail dans l'entreprise, notamment, dans son magasin/ service/ équipe ?

...

3. Articulation entre activité professionnelle et vie personnelle

- Le salarié parvient-il à concilier sa vie professionnelle et sa vie personnelle ?

— Oui

— Non

- Si non, quelles circonstances empêchent d'y parvenir ?

...

- Quelles modalités d'organisation permettraient, selon le salarié, de faire évoluer la situation ?

...

4. Commentaires éventuels

...

Fait à ..., le ...

En double exemplaire.

Signature du salarié

Pour l'entreprise

Annexe 6. Forfait annuel en jours : exemple de document de suivi du forfait

Suivi - Forfait annuel en jours - Année ... - M...

	JT / DJT*	Jours de repos				Autres (absence, maladie...)	Observations
		JRC*	RH*	JF*	CP*		
Janvier							
Février							
Mars							
Avril							
Mai							
Juin							
Juillet							
Août							
Septembre							
Octobre							
Novembre							
Décembre							
Total							

* JT (jour travaillé) = 1 / DJT (demi-journée travaillée) = 0,5 / JRC : jour de repos complémentaire / RH : repos hebdomadaire / JF : jour férié / CP : congés payés.

Fait à ..., le ...

Signature du salarié :

Pour l'entreprise :

Temps de repos

Le salarié doit observer à minima :

- un repos quotidien minimum de 11 heures consécutives ;
- un repos hebdomadaire minimum de 35 heures consécutives (24 heures + 11 heures) ;
- 6 jours de travail maximum par semaine.

Article 2

Le présent avenant est notifié à compter de sa signature à l'ensemble des organisations salariales représentatives pour exercice éventuel du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi. Il est déposé au ministère du travail et au conseil de prud'hommes de Paris.

Le contenu de cet avenant ne nécessite pas que des modalités particulières soient définies pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Le présent avenant entre en application à compter du premier jour du mois qui suivra la parution au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'extension le concernant.

Chapitre X

Emploi des personnes en situation de handicap

Définition

Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

Obligation en matière d'emploi et de formation professionnelle

Rapport sur la situation des travailleurs handicapés dans la branche

Portée des dispositions du chapitre

Mod. par Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

(Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu) Les employeurs doivent respecter les lois et règlements en vigueur concernant l'emploi des personnes en situation de handicap et notamment les dispositions des articles L. 1132-1 et L. 1132-4 du Code du Travail.

Article 1

Définition du travailleur handicapé

«Est considérée comme travailleur handicapé au sens de la présente section toute personne dont les possibilités d'obtenir ou de conserver un emploi sont effectivement réduites par suite de l'altération d'une ou plusieurs fonctions physique, sensorielle, mentale ou psychique.» (article L5213-1 du code du travail)

Article 2

Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)

Mod. par Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

La Reconnaissance de la Qualité de Travailleurs Handicapés (RQTH) peut être attribuée à toute personne, âgée de 16 ans ou plus, exerçant ou souhaitant exercer une activité professionnelle, et dont les capacités physiques ou mentales sont diminuées par un handicap.

(Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu) Cette reconnaissance relève de la compétence de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) .

(Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu) Les parties signataires encouragent vivement les employeurs à aider les salariés dans leur démarche de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, qui reste une initiative personnelle et individuelle : disponibilité du responsable ou du service des ressources humaines pour informer sur la RQTH, mise à disposition de supports techniques pour la constitution du dossier, octroi d'heures d'absence rémunérées suffisantes (au minimum 7 heures) pour réaliser les démarches de reconnaissance ou de renouvellement.

Article 3

Obligation en matière d'emploi et de formation professionnelle

Mod. par Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Tous les employeurs déclarent l'effectif total des bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnés à l'article L. 5212-13 qu'ils emploient.

Tout employeur employant 20 personnes et plus est tenu d'avoir dans son effectif au moins 6 % de personnes en situation de handicap. L'effectif salarié et le franchissement de seuil sont déterminés selon les modalités prévues à l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale.

Toute entreprise qui occupe au moins 20 salariés au moment de sa création dispose, pour se mettre en conformité avec l'obligation d'emploi, d'un délai de 5 ans.

Dans les entreprises à établissements multiples, l'obligation d'emploi s'applique au niveau de l'entreprise.

Les parties signataires rappellent que les entreprises assujetties ou non à l'obligation d'emploi peuvent solliciter les aides de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) ou autre association agréée.

Les personnes en situation de handicap sont considérées comme «public prioritaire».

Les parties signataires rappellent que l'employeur doit porter à la connaissance du comité social et économique lorsqu'il existe la déclaration annuelle visée au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de la liste nominative des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Afin de favoriser l'embauche des personnes en situation de handicap dans la branche des commerces de détail non alimentaires, les entreprises doivent respecter les dispositions de l'article 3 du chapitre I^{er} de la présente convention collective nationale en matière d'égalité de traitement et de non-discrimination.

Plus particulièrement, les entreprises doivent :

- s'engager à la non-discrimination à l'embauche, le handicap ne préjugant pas des compétences d'un candidat à un emploi et l'égalité de salaire ;
- recourir à l'emploi direct de personnes en situation de handicap qui permet notamment de respecter l'obligation d'emploi pour les entreprises de plus de 20 salariés ;
- assurer l'égalité des personnes en situation de handicap dans l'accès à la promotion professionnelle, l'entretien professionnel et le bilan de compétences permettant d'en faire le bilan ;
- mettre en œuvre l'évolution du poste de travail en liaison avec le médecin du travail et le comité social et économique s'il existe, par tout aménagement qui serait de nature à garantir le maintien des personnes en situation de handicap dans leur emploi.

Afin de favoriser l'accès des personnes en situation de handicap à la formation professionnelle, les entreprises de la branche doivent s'engager à :

- assurer l'égalité de traitement dans l'accès à la formation professionnelle notamment lorsque celle-ci permet à la personne en situation de handicap de conserver son emploi ;
- prendre en compte la nature du handicap pour le bon déroulement de la formation.

Article 4

Rapport sur la situation des personnes en situation de handicap dans la branche

(Avenant n° 9, 7 juill. 2022, non étendu : nouvel intitulé «Rapport sur la situation des personnes en situation de handicap dans la branche»)

Mod. par Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

(Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu) Conformément aux dispositions légales, les signataires de la présente s'engagent à négocier tous les 3 ans sur les mesures tendant à améliorer l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap dans la branche.

Pour se faire, le rapport de branche devra tous les 3 ans dresser un rapport sur la situation de ces personnels dans les entreprises concernées, rapport qui sera soumis à la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la branche.

Les signataires encouragent vivement :

- (Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu) toutes les entreprises de la branche, y compris celles occupant moins de 20 salariés, à s'efforcer d'améliorer l'insertion des personnes en situation de handicap
- toutes les entreprises de la branche à recourir aux Entreprises Adaptées et aux Établissements ou Services d'Aide par le Travail (ESAT).

Article 5 **Négociation au sein des entreprises**

Mod. par Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Les parties signataires encouragent les entreprises qui initient une politique de maintien et l'insertion dans l'emploi des personnes en situation de handicap à l'entreprendre dans le cadre d'un dialogue avec les partenaires sociaux et à conclure sur le sujet un accord de groupe ou d'entreprise, agréé par l'autorité administrative, pour une durée maximale de 3 ans renouvelable une fois.

Article 6 **Portée des dispositions du chapitre**

(Avenant n° 9, 7 juill. 2022, non étendu : devient «Article 6»)

Mod. par Avenant n° 9, 7 juill. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Les présentes dispositions ne constituent pas un accord au sens de l'article L. 5212-8 du Code du travail. De fait, elles ne dispensent pas l'entreprise du respect de son obligation d'emploi dans les conditions légales et de la pénalité qu'elle encoure en cas de non respect de celles-ci.

Chapitre XI **Modalités d'organisation et de fonctionnement de la formation professionnelle tout au long de la vie**

Article 1 **Préambule**

«La formation professionnelle continue a pour objet de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des travailleurs, de permettre leur maintien dans l'emploi, de favoriser le développement de leurs compétences et l'accès

aux différents niveaux de la qualification professionnelle, de contribuer au développement économique et culturel, à la sécurisation des parcours professionnels et à leur promotion sociale.

Elle a également pour objet de permettre le retour à l'emploi des personnes qui ont interrompu leur activité professionnelle pour s'occuper de leurs enfants ou de leur conjoint ou ascendants en situation de dépendance». Article L. 6311-1 du code du travail.

Les signataires considèrent que la formation est un axe prioritaire dans la branche et recommandent aux entreprises de :

- Favoriser l'insertion ou la réinsertion des publics visés prioritaires et/ou définis par la branche,
- Donner une formation et une pratique professionnelle permettant de trouver un emploi ou de se maintenir dans un emploi,
- Favoriser l'acquisition d'un niveau de compétences permettant d'assurer l'emploi et le transfert de compétences du salarié afin d'occuper un emploi dans l'entreprise ou dans une des entreprises de la branche,
- Préserver l'emploi des salariés des entreprises des commerces de détail non alimentaires en accompagnant l'évolution des emplois et des métiers de la branche,
- Faciliter l'insertion professionnelle dans la branche des personnes handicapées et des autres bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Par toute action :

- d'adaptation des salariés à leur poste de travail, à l'évolution ou au maintien dans l'emploi,
- de participation au développement des compétences des salariés,
- de préformation et de préparation à l'emploi individuelle ou collective,
- de promotion,
- de prévention afin de réduire les risques d'inadaptation de qualification à l'évolution des techniques et des structures des entreprises,
- de conversion pour permettre aux salariés d'accéder à de nouvelles activités professionnelles lorsque l'entreprise est fragilisée,
- d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement des connaissances : permettant aux salariés de réaliser un bilan de compétences susceptible de précéder une action de formation proprement dite ou de faire valider les acquis de leur expérience,
- de lutte contre l'illettrisme et l'apprentissage de la langue française.

L'accès des salariés à ces actions de formation professionnelle continue est assuré :

- à l'initiative de l'employeur dans le cadre du plan de formation
- à l'initiative du salarié dans le cadre du congé de formation - C.I.F.
- à l'initiative du salarié avec l'accord de son employeur dans le cadre du droit individuel à la formation - D.I.F.
- à l'initiative de l'employeur dans le cadre d'une période de professionnalisation

Les employeurs s'efforceront d'articuler tous les dispositifs de la formation pour permettre aux salariés d'être acteurs de leur formation tout au long de leur vie notamment par l'entretien professionnel, le passeport formation, le bilan de compétence, la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

À cet effet, lors de l'embauche, le salarié doit être informé de son droit à demander à partir de 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise la réalisation d'un bilan d'étape professionnel. Ce bilan est demandé à l'initiative du salarié ; il peut être renouvelé tous les 5 ans toujours à l'initiative du salarié.

Dans les entreprises ou les groupes employant au moins 50 salariés cet entretien professionnel est obligatoirement réalisé pour les salariés âgés de plus de 45 ans, dans l'année qui suit le 45^e anniversaire du salarié, (voir titre V).

Titre I

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche

Article 2

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche

Les parties signataires désignent l'Observatoire prospectif du commerce géré par le FORCO en qualité d'observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche.

Les missions de l'Observatoire prospectif des Métiers et des Qualifications de la branche sont définies comme suit : Afin d'analyser les évolutions des métiers et des emplois au sein des entreprises de la Branche et d'anticiper notamment sur les besoins en formation, les partenaires sociaux décident de se doter d'un outil d'analyse et de veille. Ainsi, l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications du Commerce de Détail non alimentaire a pour

missions :

- de fournir des diagnostics et des états des lieux sur l'emploi et la formation dans le secteur. De fournir la liste des diplômes, des titres et des qualifications tels que prévu par la loi.
- d'assurer une veille quant à l'évolution des métiers et des emplois et des qualifications.
- de développer la prospective en matière d'emploi, de métiers et de formation au sein de la Branche, afin de permettre de définir les priorités de formation et d'adapter ou de créer les dispositifs de formation nécessaires aux besoins des entreprises et des salariés.

Ainsi, les productions de l'Observatoire permettront d'une part, une analyse actualisée annuellement des principaux indicateurs sur l'emploi et la formation ainsi que, d'autre part, l'animation des réflexions prospectives au sein de la Branche :

a) Tableau de Bord

Il s'agit de produire année par année la description de la population salariée, des emplois et de l'utilisation du dispositif formation. Cette présentation devra permettre la compréhension des évolutions.

b) Prospective des métiers

Des enquêtes spécifiques visant des métiers prioritaires pour la Branche pourront être conduites afin de mieux comprendre les changements et d'anticiper les nécessaires évolutions des métiers et des formations qui leur correspondent. Il s'agira d'identifier les facteurs d'évolution qui influent sur les métiers et d'en analyser les conséquences.

c) Etudes sectorielles

Des études transversales aux métiers du commerce permettront de fixer un cadre de référence aux analyses de Branche. Ces études seront conduites en fonction de l'actualité.

Un cahier des charges indiquera les attentes de la Branche, et sera annuellement révisé. Les aspects budgétaires seront également précisés par le cahier des charges.

La Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (C.P.N.E.F.P.) de la Branche du Commerce de Détail non Alimentaire constitue le Comité de Pilotage paritaire de l'Observatoire prospectif du commerce.

Une réunion sera consacrée au moins une fois par an à définir ou à mettre à jour le cahier des charges de l'Observatoire et d'examiner les productions.

Titre II

Plan de formation de l'entreprise

Article 3 Classification des actions de formation

L'accès des salariés à des actions de formation professionnelle continue est assuré à l'initiative de l'employeur dans le cadre du plan de formation. Le plan de formation est divisé en deux types d'actions :

1. Les actions d'adaptation au poste de travail ou liées à l'évolution ou au maintien de l'emploi (catégorie 1)

Ces actions visent l'acquisition de compétences pour l'exécution du contrat de travail du salarié directement exploitables dans le cadre de ses fonctions ou correspondant à l'évolution ou la modification des fonctions du salarié.

Les actions de formation sont exclusivement réalisées sur le temps de travail et sont considérées comme du temps de travail effectif. Elles donnent lieu au maintien de la rémunération.

2. Les actions de développement des compétences (catégorie 2)

Ces actions visent l'acquisition de savoirs qui ne sont pas requis pour l'exécution du contrat de travail du salarié. Elles participent à l'évolution de la qualification du salarié et au développement de ses connaissances. Elle donne lieu à une reconnaissance de l'entreprise.

Ces actions se déroulent en principe pendant le temps de travail. Par accord écrit entre le salarié et l'employeur, ces actions peuvent être réalisées hors du temps de travail, en tout ou partie.

a) Déroulement pendant le temps de travail

Ces actions donnent lieu au maintien de la rémunération lorsqu'elles se déroulent sur le temps de travail.

b) Déroulement hors du temps de travail

Sous réserve d'un accord écrit entre le salarié et l'employeur, ces actions peuvent se dérouler hors du temps de travail :

- dans la limite de 80 heures par an et par salarié
- ou dans la limite de 5 % de leur forfait pour les salariés dont la durée de travail est fixée par une convention de forfait en jours ou en heures sur l'année.

L'accord écrit peut être dénoncé dans les 8 jours qui suivent sa conclusion.

L'entreprise doit définir avant le départ du salarié et avec l'intéressé les engagements auxquels elle souscrit dès lors qu'il aura suivi avec assiduité la formation et satisfait aux évaluations prévues.

Ces engagements portent :

- sur les conditions dans lesquelles le salarié accède en priorité dans un délai d'un an à l'issue de la formation, aux fonctions disponibles correspondant aux connaissances acquises,
- sur l'attribution de la classification conventionnelle correspondant à l'emploi occupé,
- sur les modalités de prise en compte des efforts accomplis par le salarié.

L'employeur indemnise le salarié au titre des heures de formation suivies en dehors du temps de travail par une allocation de formation égale à 50 % de la rémunération nette de référence du salarié concerné. Cette allocation est exonérée de cotisations sociales et imputable sur la participation au développement de la formation professionnelle continue de l'entreprise.

Pour ces actions, le refus du salarié d'y participer ou la dénonciation dans les 8 jours de l'accord prévu ne constitue ni une faute, ni un motif de licenciement.

Titre III

Contrat et période de professionnalisation

Dans le respect de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, tout salarié engagé dans la vie active ou toute personne qui s'y engage a droit à l'information, à l'orientation et à la qualification professionnelles et doit pouvoir suivre, à son initiative, une formation lui permettant, quel que soit son statut, de progresser au cours de sa vie professionnelle d'au moins un niveau en acquérant une qualification correspondant aux besoins de l'économie prévisibles à court ou moyen terme :

1° Soit enregistrée dans le répertoire national des certifications professionnelles prévu à l'article L 335-6 du code de l'éducation (RNCP) ;

2° Soit reconnue dans les classifications de la convention collective nationale de la branche;

3° Soit ouvrant droit à un certificat de qualification professionnelle ;

La qualification professionnelle s'acquiert par la professionnalisation en contrat ou en période.

Sous-titre 1

Modalités d'application communes aux deux dispositifs

Article 4

Nombre de salariés en formation

Le nombre de salariés bénéficiaires simultanément d'un contrat ou d'une période de professionnalisation est limité par entreprise ou par établissement selon son effectif équivalent temps plein (ETP) :

- Établissement de 1 à 5 salariés : 3 salariés en formation
- Établissement de 6 à 15 salariés : 5 salariés en formation
- Établissement de 16 à 25 salariés : 8 salariés en formation
- Établissement de plus de 25 salariés 10 salariés en formation

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, dans les entreprises ou établissements de moins de cinquante salariés, le bénéfice d'une période de professionnalisation peut être différé lorsqu'il aboutit à l'absence simultanée au titre des périodes de professionnalisation d'au moins deux salariés.

Article 5

Financement et prise en charge

Dans le cadre des contrats de professionnalisation et des périodes de professionnalisation, les frais relatifs aux actions de formation, d'évaluation, d'accompagnement et d'enseignement (frais pédagogiques, rémunérations, cotisations sociales légales et conventionnelles, frais d'hébergement et de transport) seront pris en charge par l'OPCA désigné par la branche, après acceptation de sa part du financement de la formation sur la base du forfait horaire défini :

- par accord de branche
- ou à défaut par les dispositions législatives et réglementaires.

Les forfaits horaires définis par la branche peuvent faire l'objet d'une modulation par la Section Paritaire Professionnelle de la branche constituée au sein de l'OPCA désigné au regard de la préservation des équilibres budgétaires de la section comptable «professionnalisation» et des orientations définies par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la branche.

Les frais liés aux formations de tuteur et à l'exercice des missions tutorales sont imputables selon des plafonds mensuels et durées respectivement définis par les dispositions législatives et réglementaires. Les OPCA sont expressément autorisés par le Code du travail à moduler, le cas échéant, de façon plus restrictive les conditions de prise en charge définies par les textes.

Les entreprises assujetties au présent accord sont invitées à consulter le conseiller en formation de l'OPCA désigné par la branche pour connaître les taux en vigueur au moment de la conclusion du contrat ou de la période.

Les parties signataires rappellent à cet effet que :

— L'OPCA désigné par la branche est habilité à prendre en charges les dépenses de formation engagées pour assurer le tutorat des salariés sous contrat de professionnalisation ou en périodes de professionnalisation. La personne formée en qualité de tuteur ouvre droit à l'aide, dans les conditions fixées par les dispositions législatives et/ou réglementaires en vigueur.

— L'OPCA désigné par la branche peut également financer les coûts liés à l'exercice de la fonction tutorale, la prise en charge à laquelle l'entreprise peut prétendre étant déterminée par l'OPCA dans les conditions fixées par les dispositions législatives et/ou réglementaires en vigueur.

Article 6

Tutorat des salariés au cours de la professionnalisation

Les entreprises de la branche conscientes de l'importance du tutorat et de la formation des tuteurs décident de rendre obligatoire la désignation d'un tuteur pour chaque salarié en contrat ou en période de professionnalisation.

L'entreprise s'assure de la compétence des tuteurs et veille à leur formation éventuelle.

Le tuteur peut être l'employeur lui-même ou un salarié de l'entreprise

Le tuteur doit être une personne volontaire et disposer du temps et des compétences nécessaires au suivi des personnes. La fonction ne doit entraîner ni une surcharge de travail ni une baisse de rémunération notamment sur les éléments variables.

Dans le cadre de la période de professionnalisation ou du contrat de professionnalisation, s'il n'est pas l'employeur lui-même, le tuteur salarié de l'entreprise ou de l'établissement doit :

- soit être titulaire d'un diplôme équivalent avec le diplôme préparé ou justifier d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation visé,
- et être classé dans un échelon supérieur à celui du salarié en professionnalisation.

Le tuteur a pour mission :

- d'accueillir, aider, informer et guider les bénéficiaires des contrats et périodes,
- d'organiser avec les salariés concernés l'activité de ces personnes dans l'entreprise et contribuer à l'acquisition des savoir-faire professionnels,
- d'assurer la liaison avec le ou les organismes chargés des actions d'évaluation, de formation et d'accompagnement des bénéficiaires à l'extérieur de l'entreprise.
- de participer à l'évaluation de la progression des salariés et de la formation.

Un tuteur ne peut avoir sous sa responsabilité plus de deux personnes en contrat ou en période de professionnalisation en même temps.

Article 7

Reconnaissance de la formation acquise au cours de la professionnalisation

Dès lors que le salarié a suivi avec assiduité la formation et satisfait aux évaluations prévues, le salarié accédera en priorité aux fonctions disponibles correspondant aux connaissances acquises et dans ce cas se verra attribuer le niveau de classification conventionnelle correspondant. Il ne pourra pas être classé au niveau I de la Convention collective nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires.

Sous-titre 2

Modalités relatives au contrat de professionnalisation

Article 8

Définition du contrat de professionnalisation

Conformément aux dispositions de l'article L. 6314-1 du Code du travail, le contrat de professionnalisation a pour objet de permettre d'acquérir une qualification correspondant aux besoins de l'économie prévisibles à court ou moyen terme :

1° soit enregistrée dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) prévu à l'article L 335-6 du code de l'éducation

2° soit reconnue dans les classifications de la convention collective nationale de la branche

3° soit ouvrant droit à un certificat de qualification professionnelle et de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle en donnant aux titulaires du contrat de professionnalisation les compétences professionnelles nécessaires à leur activité.

Article 9

Bénéficiaires du contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation s'adresse :

- aux personnes âgées de 16 à 25 ans révolus afin de compléter leur formation initiale
- aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus,
- aux bénéficiaires de certaines allocations ou contrats. (Revenu de Solidarité Active (RSA) Allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation aux adultes handicapés (AAH) ou aux personnes ayant bénéficié d'un contrat unique d'insertion (CUI)
- dans les départements d'outre-mer et les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de parent isolé

Article 10

Durée et modalités du contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation peut prendre la forme d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée :

a) Contrat à durée déterminée

— si le contrat de professionnalisation a été conclu sous la forme d'un contrat à durée déterminée, l'action de professionnalisation est l'objet du contrat et en dicte sa durée. Les organisations patronales signataires incitent les entreprises à proposer aux titulaires à l'issue du contrat de professionnalisation à durée déterminée un emploi sous contrat à durée indéterminée - dans ce cas le contrat ne prévoit pas de période d'essai et reprend l'ancienneté du salarié - ou à favoriser l'insertion dans une autre entreprise de la branche.

b) Contrat à durée indéterminée

— si le contrat de professionnalisation a été conclu sous la forme d'un contrat à durée indéterminée, l'action de professionnalisation se situe en début du contrat.

L'action de professionnalisation doit avoir une durée minimale de 6 à 12 mois.

La durée du contrat de professionnalisation peut être portée à 24 mois :

- pour permettre au titulaire du contrat n'ayant pas de qualification ou une qualification sans lien avec l'activité de l'entreprise d'intégrer celle-ci dans de bonnes conditions de réussite
- pour permettre au titulaire d'acquérir une qualification complémentaire reconnue par la convention collective nationale
- ou lorsque la nature des qualifications visées à l'article 8 l'exige.

Les actions d'évaluation, de personnalisation du parcours de formation, d'accompagnement externe et de formation sont au minimum comprises entre 15 % et 25 % de la durée du contrat sans pouvoir être inférieure à 150 heures.

Cette durée peut être étendue au-delà de 25 % :

- pour les jeunes n'ayant pas achevé un second cycle de l'enseignement secondaire ou non titulaires d'un diplôme technologique ou professionnel,
- ou pour ceux qui visent des formations diplômantes reconnues (titres ou diplômes inscrits au RNCP - voir article 8
- ou lorsque la nature des qualifications l'exige.

La prise en charge se fera par l'OPCA désigné par la branche sous réserve des financements nécessaires.

L'employeur s'engage à assurer ou à faire suivre la formation permettant au titulaire du contrat d'acquérir la qualification professionnelle et un emploi en relation avec cet objectif. L'emploi occupé pendant la durée de ce contrat doit être en lien direct avec la qualification visée et concourir à l'acquisition de savoir-faire.

Le salarié s'engage pour sa part à travailler pour le compte de son employeur et à suivre la formation prévue au contrat. En cas d'absence prolongée injustifiée aux actions de formation, le contrat de professionnalisation peut être rompu par l'employeur.

Un tuteur volontaire doit être désigné par l'employeur pour accueillir et guider le titulaire du contrat de professionnalisation. (voir Titre III - sous-titre 1 : Modalités d'applications communes aux deux dispositifs : article 6 - Tutorat)

10.1 Renouvellement du contrat

Le contrat de professionnalisation peut être renouvelé une fois chez le même employeur :

- Si le bénéficiaire a obtenu la qualification lors du premier contrat et souhaite préparer la qualification supérieure ou complémentaire dans le cadre d'un second contrat
- Si le bénéficiaire n'a pas obtenu la qualification visée en raison d'un échec à l'examen, d'une maternité, d'une maladie, d'un accident du travail, d'une maladie professionnelle ou de la défaillance de l'organisme de formation.

Article 11 Rémunération des salariés en contrat de professionnalisation

- Personnes âgées de moins de 26 ans

Les salariés âgés de moins de 26 ans titulaires d'un contrat de professionnalisation perçoivent pendant la durée du contrat à durée déterminée ou de l'action de professionnalisation du contrat à durée indéterminée une rémunération calculée en fonction du salaire minimum conventionnel du niveau 1 ou du salaire minimum de croissance s'il est supérieur, variable selon l'âge, le niveau de formation et la durée du contrat :

Niveau de qualification dont le bénéficiaire est titulaire	Salaire minimal des bénéficiaires (1)			
	Moins de 21 ans		21 ans et plus	
	Au 1 ^{er} jour du mois suivant le jour où le titulaire du contrat atteint l'âge indiqué			
	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année
Inférieur au Bac professionnel	55 %	65 %	70 %	80 %
Au moins égal au Bac professionnel (2)	65 %	75 %	80 %	90 %

(1) en % du salaire minimum conventionnel du niveau 1 en vigueur au jour de la prise d'effet du contrat ou du salaire minimum de croissance si celui-ci est supérieur
(2) ou d'un titre ou diplôme à finalité professionnelle de même niveau

— Personnes âgées d'au moins 26 ans

La rémunération ne peut être inférieure, ni à 85 % de la rémunération minimale prévue pour le niveau hiérarchique correspondant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, ni au salaire minimum de croissance.

Pour la 2^{ème} année, la rémunération minimale ne pourra être inférieure à 95 % de la rémunération minimale prévue par la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires.

Sous-titre 3

Modalités relatives à la période de professionnalisation

En cohérence avec l'objectif de la formation, les modalités et la durée de la période de professionnalisation doivent être définies d'un commun accord entre l'employeur et le salarié bénéficiaire.

Article 12 Objectif de la période de professionnalisation

La période de professionnalisation a pour objectif l'acquisition de compétences supplémentaires en vue de faciliter son évolution professionnelle ou préserver son emploi au sein de l'entreprise ou l'acquisition de nouvelles compétences liées à l'évolution des métiers de la branche.

L'acquisition des qualifications correspondant aux besoins prévisibles à court ou moyen terme telles que prévues au 1^{er} paragraphe de l'article 8 du présent accord sont :

- 1^o soit enregistrée dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP),
 - 2^o soit reconnue dans les classifications de la convention collective nationale de la branche,
 - 3^o soit ouvrant droit à un certificat de qualification professionnelle reconnu par la C.P.N.E.F.P.,
- ou s'inscrivent dans une action de formation dont l'objectif est défini par la C.P.N.E.F.P.

Article 13 Bénéficiaires de la période de professionnalisation

La période de professionnalisation s'adresse aux salariés présents dans l'entreprise titulaires d'un contrat à durée indéterminée (CDI) et aux bénéficiaires d'un contrat unique d'insertion (CUI) à durée déterminée ou indéterminée.

13.1

Publics prioritaires

Sont plus particulièrement considérés comme publics prioritaires :

- les salariés dont la qualification insuffisante au regard de l'évolution des technologies et de l'organisation du travail ou conformément aux priorités définies par la branche ou par l'OPCA désigné,
- les salariés comptant 20 ans d'activité professionnelle ou âgés d'au moins 45 ans et disposant d'une ancienneté minimum d'un an dans la dernière entreprise qui les emploie ;
- les salariés à temps partiel
- les salariés qui envisagent la création ou la reprise d'une entreprise
- aux femmes qui reprennent une activité professionnelle après un congé de maternité ou les hommes et femmes après un congé parental ;
- aux salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue à l'article L. 5212-13 du code du travail notamment les travailleurs handicapés
- aux salariés titulaires d'un contrat unique d'insertion (CUI)

Un tuteur volontaire doit être désigné par l'employeur pour accueillir et guider le titulaire en période de professionnalisation. (voir Titre III - article 6 - Tutorat)

Article 14

Durée de la période de professionnalisation

La durée minimale des périodes de professionnalisation est fixée par les dispositions législatives et réglementaires. Pendant la durée de ces formations, le salarié bénéficie de la législation de la sécurité sociale relative à la protection en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles

Article 15

Modalités de la période de professionnalisation

15.1

Déroulement de la période de professionnalisation pendant le temps de travail

Les actions de la période de professionnalisation, à l'initiative de l'employeur, se déroulent pendant le temps de travail, la rémunération du salarié est maintenue.

15.2

Déroulement de la période de professionnalisation hors du temps de travail

Les actions de la période de professionnalisation peuvent se dérouler en tout ou partie en dehors du temps de travail :

- a)** à l'initiative du salarié, dans le cadre du DIF en accord avec son employeur (voir titre IV : DIF)
- b)** à l'initiative de l'employeur après accord écrit du salarié s'il s'agit d'une action de développement des compétences.

Sont dans ce cas considérés également comme public prioritaire (voir article 13.1) les salariés :

- ayant au minimum 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise changeant de filière professionnelle,
- envisageant la création ou la reprise d'une entreprise.

L'employeur définit avec le salarié avant son départ en formation la nature des engagements auxquels l'entreprise souscrit si l'intéressé suit avec assiduité la formation et satisfait aux évaluations prévues.

Un salarié peut demander à bénéficier pour une action de formation à la fois des heures acquises au titre du DIF et d'une période de professionnalisation : par accord écrit entre le salarié et l'employeur, les heures de formation effectuées en dehors du temps de travail dans le cadre d'une période de professionnalisation peuvent excéder le montant des droits ouverts par le salarié au titre du DIF dans la limite de 80 heures sur une même année civile.

Dans ce cas, les engagements que l'entreprise doit prendre avant le départ du salarié sont renforcés. Ils sont identiques à ceux prévus pour les actions de développement des compétences se déroulant en dehors du temps de travail (voir Titre II - Plan de formation). Ils doivent porter sur les conditions dans lesquelles le salarié accède en priorité, dans un délai d'un an à l'issue de la formation aux fonctions disponibles correspondant à la qualification acquise et sur l'attribution de la classification correspondante, ainsi que sur les modalités de prise en compte des efforts du salarié.

Titre IV

Droit individuel à la formation (D.I.F.)

Article 16

Conditions et Mise en œuvre du Droit Individuel à la Formation

16.1

Bénéficiaires

Chaque salarié titulaire d'un contrat à durée indéterminée ayant au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise a droit au titre du D.I.F. à 20 heures de formation par an.

Afin de permettre aux salariés à temps partiel des entreprises de la branche de suivre dans les mêmes conditions que les salariés à temps complet des actions de formation, les salariés à temps partiel bénéficiant d'un contrat de travail d'une durée au moins égale à 25 heures hebdomadaires ou ayant travaillé au moins 1 175 heures sur l'année ont le même droit à DIF de 20 heures de formation par an.

Cette durée est calculée prorata temporis pour les salariés à temps partiel dont la durée du contrat de travail est inférieure à 25 heures hebdomadaires et ayant travaillé moins de 1 175 heures sur l'année.

— Les salariés sous contrat à durée déterminée peuvent bénéficier du DIF prorata temporis. Ce droit est ouvert si le salarié justifie de 4 mois d'ancienneté sous contrat à durée déterminée dans l'entreprise, consécutifs ou non, sur les 12 derniers mois. Ils bénéficient des mêmes dispositions que les autres salariés (formation en principe en dehors du temps de travail, etc.)

16.2

Ouverture du droit à DIF

Le droit à DIF s'acquiert au terme d'une année entière, à terme échu, en fonction de la date d'ouverture du droit. La date d'ouverture du droit à DIF est fixée à la date d'entrée du salarié dans l'entreprise pour les nouveaux embauchés.

Les droits acquis annuellement peuvent être cumulés sur une durée maximale de 6 ans dans la limite de 120 heures, quel que soit le nombre d'années pour les salariés à temps partiel.

16.3

Mise en œuvre et financement du DIF

L'employeur doit informer chaque année par écrit le salarié du nombre d'heures acquis au titre du DIF.

La mise en œuvre du DIF relève de l'initiative du salarié avec l'accord de son employeur. Le choix de l'action de formation doit faire l'objet d'un accord écrit entre salarié et employeur notamment à l'occasion de l'entretien professionnel.

Lorsque le salarié demande à bénéficier de son droit à DIF, l'employeur dispose d'un délai d'un mois pour notifier sa réponse au salarié. L'absence de réponse dans ce délai est assimilée à une acceptation de la demande.

— Actions prioritaires de branche

Les actions de formation dites prioritaires et les taux de prise en charge par l'OPCA désigné sont définis par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la branche.

Les taux horaires et plafonds de prise en charge peuvent faire l'objet d'une modulation par la section paritaire professionnelle (SPP) de la branche constituée au sein de l'OPCA désigné pour tenir compte des équilibres budgétaires de la section comptable «professionnalisation» et en application des orientations définies par la CPNEFP de la branche.

Les entreprises sont invitées à consulter l'OPCA désigné ou les organisations signataires pour connaître les actions prioritaires et taux en vigueur dans la branche au moment de la mise en œuvre de l'action DIF.

Seuls les coûts pédagogiques sont financés sur les fonds de la professionnalisation dans la limite des plafonds définis.

En cas de désaccord durant 2 exercices civils consécutifs, le FONGECIF dont relève l'entreprise peut assurer la prise en charge de l'action de formation sous réserve que cette action entre dans les priorités fixées par le FONGECIF. Dans ce cas, l'employeur est tenu de verser à cet organisme le montant de l'allocation de formation correspondant aux droits acquis par l'intéressé au titre du droit individuel à la formation et les frais de formation calculés conformément aux dispositions de l'article L 6323-12, sur la base forfaitaire applicable aux contrats de professionnalisation. La durée de la formation ainsi réalisée se déduit du contingent d'heures de formation acquis au titre du DIF.

16.4

Déroulement du DIF en dehors du temps de travail

Le DIF se déroule en principe en dehors du temps de travail dans ce cas l'employeur verse une allocation de formation égale à 50 % de la rémunération nette de référence du salarié. L'allocation est exonérée des cotisations sociales et imputable sur la participation au développement de la formation professionnelle.

Un salarié peut demander à bénéficier pour une action de formation réalisée hors temps de travail à la fois des heures acquises au titre du DIF et d'une période de professionnalisation celle-ci dans la limite de 80 heures par année civile (voir titre III - sous-titre 3 : modalités relatives à la période de professionnalisation)

16.5

Déroulement du DIF pendant le temps de travail

Si le salarié choisit une action de formation relevant des priorités définies par la branche (actions prioritaires de branche) conformément à l'article 16.3 et sous réserve que cette action de formation :

- a) ait fait l'objet d'un accord de l'employeur
- b) soit en rapport direct avec l'activité professionnelle du salarié

l'action DIF se déroule sur le temps de travail et dans ce cas il y a maintien de la rémunération du salarié.

16.6

Portabilité du Droit Individuel à la Formation

En application des dispositions de l'article L. 6323-17 et suivants du code du travail, le droit Individuel à la formation est un droit dit «portable».

Lorsque le salarié quitte l'entreprise, le salarié peut demander avant son départ à utiliser le solde du DIF dont il dispose pour financer une formation.

- a) En cas de licenciement pour motif personnel sauf licenciement pour faute lourde

L'employeur doit mentionner obligatoirement dans la lettre de licenciement les droits à DIF acquis par le salarié licencié et notamment la possibilité d'en demander le bénéfice pendant son préavis.

La demande du salarié pour bénéficier d'une action de bilan de compétences, de validation des acquis de l'expérience ou de formation doit être formulée avant la fin de son préavis.

Dans ce cas, cette action est financée par la somme correspondant au nombre d'heures de DIF acquis et non utilisé multiplié par le montant forfaitaire fixé par les dispositions législatives et réglementaires.

En l'absence de demande du salarié avant la fin de son préavis, le montant correspondant au DIF n'est pas dû par l'employeur.

- b) En cas de rupture conventionnelle

Le salarié peut demander à bénéficier de son droit à DIF.

L'employeur est libre d'accepter ou de refuser la demande du salarié.

Le financement de la formation est fixé à hauteur de l'accord entre l'employeur et le salarié.

- c) En cas de démission

Le salarié peut demander à bénéficier de son droit à DIF.

L'employeur est libre d'accepter ou de refuser la demande du salarié.

En cas d'acceptation, l'action du DIF devra être engagée avant la fin du préavis.

La prise en charge de l'intégralité du coût de la formation peut être effectuée par l'employeur si accord.

- d) En cas de départ en retraite

Le salarié perd les droits acquis au titre du DIF.

- e) En cas de licenciement économique et d'adhésion du salarié au Contrat de Sécurisation Professionnel (CSP)

Après acceptation du salarié, l'employeur verse à Pôle Emploi une somme correspondant au montant de l'allocation de formation (égale à 50 % de la rémunération nette horaire de référence du salarié concerné) multiplié par le nombre d'heures acquises par le salarié au moment de la rupture de son contrat de travail. Ce versement à Pôle Emploi a pour effet de solder le droit à DIF du salarié.

En cas de refus du CSP par le salarié, la procédure est identique à celle prévue en cas de licenciement pour motif personnel

- f) En cas de licenciement pour faute lourde

Le salarié perd les droits acquis au titre du DIF.

16.7

Autres dispositifs de la portabilité si la rupture ouvre droit à l'assurance chômage

La portabilité du DIF est acquise si la rupture ouvre droit à l'assurance chômage et notamment dans les cas suivants :

- démission légitime
- fin d'un contrat à durée déterminée lorsque le salarié bénéficie de l'Allocation d'Aide au retour à l'Emploi (ARE) attribuée après 4 mois d'activité salarié au cours de 28 ou 36 mois précédent la fin du contrat de travail.

16-8

Mention dans le certificat de travail

En cas de rupture du contrat de travail, l'employeur doit mentionner dans le certificat de travail le solde des heures DIF dont bénéficie le salarié et la sommes forfaitaire correspondante ainsi que l'OPCA compétent désigné par la branche du ressort de l'entreprise.

16-9

Commission de suivi du DIF

Les parties conviennent, d'analyser au moins une fois an, dans le cadre d'une réunion de la Commission Nationale Paritaire de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, l'évolution dans la branche de l'utilisation des droits à DIF, de son application dans les entreprises et de son financement eu égard notamment aux actions prioritaires définies par la branche.

Titre V

Entretien de deuxième partie de carrière

Article 17

Entretien de deuxième partie de carrière

17.1

Mise en œuvre

Dans le cadre de la formation tout au long de la vie, le salarié peut demander à bénéficier d'un entretien de seconde partie de carrière dès lors qu'il a atteint l'âge de 45 ans et deux d'ancienneté dans l'entreprise. Il est différent de l'entretien professionnel.

Dans les entreprises ou groupe employant au moins 50 salariés, cet entretien de seconde partie de carrière est obligatoirement mis en œuvre à l'initiative de l'employeur (ou du responsable hiérarchique qui aura été formé à cet effet).

L'entretien de seconde partie de carrière est renouvelé au moins tous les 5 ans :

- à l'initiative du salarié,
- obligatoirement à l'initiative de l'employeur dans les entreprises ou groupe employant au moins 50 salariés.

17.2

Objectif et déroulement

L'entretien de seconde partie de carrière a pour objectif de faire le point avec le salarié sur :

- ses compétences ;
- sa situation dans l'entreprise ;
- les opportunités de poste au sein de l'entreprise ;
- son évolution professionnelle en prenant en compte l'expérience professionnelle acquise par ce salarié ;
- ses besoins en formation et les moyens d'accès mis à sa disposition (utilisation du droit individuel à la formation, validation des acquis de l'expérience-VAE, périodes de professionnalisation, mise en relation avec l'OPCA de la branche...) ;
- la participation éventuelle à des actions de tutorat permettant la transmission des connaissances et des savoir-faire.

Le formalisme de cet entretien est laissé au choix de l'employeur. L'entretien se déroule pendant le temps de travail et pourra prévoir éventuellement un aménagement des conditions d'emploi du salarié et /ou la réalisation d'un bilan de compétences.

Si elles existent dans l'entreprise, les institutions représentatives du personnel sont informées des modalités de mises en œuvre de l'entretien de deuxième partie de carrière. L'entretien de deuxième partie de carrière est distinct du bilan d'étape professionnel et de tout entretien d'évaluation.

Titre VI

Bilan de compétences

Article 18

Objectif du bilan de compétences

La mise en œuvre du bilan de compétences est basée sur le volontariat du salarié et doit répondre aux exigences des dispositions législatives et réglementaires. Il peut être réalisé dans le cadre d'un congé spécifique ou du plan de formation de l'entreprise.

Le bilan de compétences permet au salarié :

- d'analyser ses aptitudes, ses compétences personnelles et professionnelles, ses motivations
- de gérer ses ressources personnelles ;
- d'organiser ses priorités professionnelles
- d'utiliser ses atouts comme instrument de négociation pour un emploi, une formation ou en termes de choix de carrière.

Le bilan de compétences donne lieu à la rédaction d'un document de synthèse en vue de définir ou de confirmer un projet professionnel, le cas échéant, un projet de formation. Cette prestation peut être suivie à l'initiative de l'entreprise (elle est alors inscrite dans son plan de formation) ou du salarié (dans le cadre du congé de bilan de compétences).

Le bilan de compétences est basé sur le volontariat du salarié ; il peut être réalisé dans le cadre d'un congé spécifique (congé de bilan de compétences, DIF) ou dans le cadre du plan de formation de l'entreprise.

Le salarié est seul destinataire des conclusions du bilan de compétences. Ces résultats ne peuvent être communiqués ni à l'employeur ni à un tiers sauf accord du salarié.

Les entreprises se reporteront aux dispositions législatives et réglementaires et notamment les articles L. 6313-1, L. 6313-10 et L. 6322-42 à L. 6322-51 du Code du travail.

Titre VII

Validation des acquis de l'expérience (VAE)

Article 19

Objectif de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) permet d'obtenir tout ou partie d'une certification (diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification professionnelle) sur la base d'une expérience professionnelle salariée ou non salariée et/ou bénévole. Cette expérience, en lien avec la certification visée, est validée par un jury.

Seules les certifications, enregistrées au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) sont accessibles par la VAE. Pour le (ou les) certificats de qualification professionnelle reconnu(s) par la branche, une inscription à ce répertoire sera demandée.

L'employeur peut proposer la validation des acquis de l'expérience dans le cadre du plan de formation.

Le droit individuel à la formation (DIF) peut également être utilisé pour financer la VAE ; L'action VAE est à ce titre considérée comme une action prioritaire dans la branche.

Le salarié bénéficie dans ce cadre d'une autorisation d'absence qui lui permet de faire reconnaître, officiellement, les compétences et/ou les connaissances qu'il a pu acquérir tout au long de sa vie.

19.1

Bénéficiaires

Toute personne ayant au moins 3 ans d'expérience salariée, non salariée ou bénévole, quels que soient son âge, sa nationalité, son statut et son niveau de formation, a accès au dispositif VAE. Il est particulièrement adapté à la problématique des seniors.

Les salariés en contrat à durée déterminée doivent justifier de 24 mois, consécutifs ou non, d'activités salariées dans les 5 dernières années dont 4 mois en CDD, au cours des 12 derniers mois.

Titre VIII

Dispositions relatives au financement de la formation professionnelle

Article 20

Financement de la formation professionnelle

Le financement de la formation professionnelle est assuré par une contribution des entreprises fixée par les dispositions législatives et réglementaires en % de la masse salariale annuelle brute de l'entreprise (taux minimum).

20.1

Entreprises de moins de 10 salariés

La totalité de la contribution légale est obligatoirement versée à l'OPCA désigné par la branche, soit :

- 0,55 % de la masse salariale annuelle brute répartis à hauteur de :
- 0,15 % au titre des contrats et périodes de professionnalisation, et plus particulièrement des actions reconnues prioritaires par la branche au titre du DIF et de toutes autres dépenses prévues par la réglementation en vigueur
- 0,40 % au titre des actions menées dans le cadre du plan de formation et des actions menées au titre du droit individuel à la formation

20.2

Entreprises de 10 salariés à moins de 20 salariés

La contribution légale des entreprises de 10 salariés à moins de 20 salariés est fixée à 1,05 % de la masse salariale annuelle brute.

Le versement minimum obligatoirement versé à l'OPCA désigné par la branche est fixé à :

- 0,15 % de leur masse salariale annuelle brute pour le financement en priorité :
 - des actions liées aux périodes et contrats de professionnalisation,
 - des actions de préparation et d'exercice de la fonction tutorale,
 - des actions reconnues prioritaires par la branche au titre du DIF,
 - et de toutes autres dépenses prévues par la réglementation en vigueur
- un minimum de 10 % de 0,9 % au titre du solde de leur obligation pour le financement au titre des actions menées dans le cadre du plan de formation, des actions menées au titre du DIF et de toutes autres dépenses prévues par la réglementation en vigueur.

20.3

Entreprises de 20 salariés et plus

La contribution légale des entreprises de 20 salariés et plus est fixée à 1,6 % de la masse salariale annuelle brute.

Le versement minimum obligatoirement versé à l'OPCA désigné par la branche est fixé à :

- 0,50 % de leur masse salariale annuelle brute pour le financement en priorité :
 - des actions liées aux périodes et contrats de professionnalisation,
 - des actions de préparation et d'exercice de la fonction tutorale,
 - des actions reconnues prioritaires par la branche au titre du DIF,
 - et de toutes autres dépenses prévues par la réglementation en vigueur
- un minimum de 10 % de 0,9 % au titre du solde de leur obligation pour le financement au titre des actions menées dans le cadre du plan de formation, des actions menées au titre du DIF et de toutes autres dépenses prévues par la réglementation en vigueur.

L'entreprise doit, en outre, verser l'intégralité des sommes correspondant au reliquat disponible au 31 Décembre de chaque année ; ce reliquat est constitué par la différence entre le montant de l'obligation légale de l'entreprise au titre du plan de formation et les dépenses réalisées par elle avant le 31 décembre de chaque année, pour l'exécution de son plan de formation.

Entreprises de moins de 10 salariés		Entreprise de 10 à moins de 20 salariés		Entreprises de 20 salariés et plus		
0,55 %		1,05 %		1,60 %		
Répartition de la contribution : plan de formation, financement de la professionnalisation, droit individuel à la formation, financement du congé individuel de formation						
Plan	Professionnalisation et DIF	Plan	Professionnalisation et DIF	Plan	Professionnalisation et DIF	CIF
0,40 %	0,15 %	0,90 %	0,15 %	0,90	0,50	0,20
Versement à l'OPCA désigné par la branche						

Entreprises de moins de 10 salariés	Entreprise de 10 à moins de 20 salariés	Entreprises de 20 salariés et plus	
0,55 %	1,05 %	1,60 %	
Totalité de la contribution	Minimum 0,15 % de la masse le salariale annuelle brute + 10 % du 0,90 %	Minimum 0,50 % de la masse salariale annuelle brute + 10 % du 0,90 %	OPACIF
CIF CDD 1 % FONGECIF	CIF CDD 1 % OPACIF	CIF CDD 1 % OPACIF	
* plus 1 % CIF-CDD dû par toute entreprise employant des CDD quel que soit l'effectif			

Titre IX

Dispositions diverses

Article 21

Certificat de Qualification Professionnelle

Outre les dispositions du présent chapitre, l'accord de branche relatif aux priorités et aux objectifs de la formation professionnelle dans les commerces de détail non alimentaires⁽¹⁾ prévoient des dispositions concernant le Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) «vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets» créé dans la branche par accord du 6 octobre 2006.

⁽¹⁾ référence de l'accord en vigueur au jour de la signature de la présente convention collective nationale : accord du 9 mai 2012

Les entreprises se reporteront aux dispositifs applicables dans la branche concernant ce CQP ou tout autre CQP qui viendrait à être validé dans la branche.

Article 22

Consultation des Institutions Représentatives du Personnel (IRP)

Les institutions représentatives du personnel doivent être consultées selon les termes prévus par le Code du travail dans ses différentes dispositions (articles L. 2323-34 et suivants du Code du travail).

Les parties signataires rappellent que le comité d'entreprise est obligatoirement consulté tous les ans sur les orientations de la formation professionnelle dans l'entreprise.

Hormis cette consultation, deux réunions spécifiques au moins ont lieu sur le thème de la formation :

— la première réunion porte sur la présentation et la discussion des documents prévus l'article D. 2323-5 du Code du Travail,

— la deuxième réunion concerne le plan de formation de l'entreprise, les conditions de mise en œuvre du DIF et des périodes et des contrats de professionnalisation pour l'année à venir.

Ces deux réunions doivent intervenir respectivement avant le 1^{er} octobre et avant le 31 décembre de l'année en cours.

Dans le cas où il n'existe pas de CE en raison d'un procès-verbal de carence, les délégués du personnel sont consultés sur les orientations générales de la formation professionnelle dans l'entreprise et le plan de formation.

Le Comité d'entreprise donne son avis sur les conditions de mise en œuvre des contrats et périodes de professionnalisation, ainsi que sur la mise en œuvre du DIF. Les documents remis au comité d'entreprise précisent notamment la nature des actions proposées par l'employeur au titre du plan de formation, en distinguant chaque action selon sa nature.

Dans les entreprises de moins de 50 salariés, les délégués du personnel sont investis des mêmes missions dévolues aux membres du comité d'entreprise en matière de formation professionnelle.

Article 23

Égalité professionnelle

Les signataires rappellent aux entreprises, conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective, qu'elles doivent :

— veiller à respecter la mixité et l'égalité professionnelle au travail ;

— garantir une réelle égalité des droits et de traitement entre les femmes et les hommes en matière de recrutement, d'orientation, de formation, de promotion, de déroulement de carrière, de conditions de travail et de rémunération et par voie de conséquence de droits à la retraite ;

— d'offrir les mêmes possibilités d'évolution de carrière et d'accès aux postes de responsabilité aux femmes et aux hommes y compris par la formation.

Chapitre XII

Classifications

Les dispositions du présent chapitre intègrent les dispositions de l'Accord du 5 juin 2008

Article 1

Présentation de la classification conventionnelle

Les partenaires sociaux rappellent que la classification a cinq fonctions essentielles :

- Fonction d'identification des contenus du travail et des métiers pour mieux prendre en compte leur évolution
- Fonction de classement visant à construire une hiérarchie professionnelle et à justifier les écarts entre les différentes situations de travail
- Fonction salariale afin d'affecter un salaire minimum à chacun des niveaux correspondant à cette hiérarchie
- Fonction de promotion et d'évolution des salariés dans leur carrière professionnelle
- Fonction de régulation du marché du travail en facilitant grâce à cet instrument unique la mobilité professionnelle dans les divers métiers et entreprises de la branche la progression de carrière et en permettant l'égalité professionnelle.

Le système de classification conventionnelle intègre un système mixte fondé sur des critères définis de façon rigoureuse et objective comportant un nombre significatif d'emplois-repères assorti de «niveau de classement» permettant de concrétiser les écarts hiérarchiques.

Les partenaires sociaux ont choisi cette méthode en tenant compte des spécificités de la branche : le commerce de détail non alimentaire qui regroupe au moins dix activités économiques différentes. Cette classification est applicable à tout type d'entreprise, d'établissement et à tout type de fonction. Elle repose sur l'utilisation de critères classants qui permettent d'analyser les fonctions indépendamment de la personnalité d'un salarié et de toute appellation d'emploi utilisée dans l'entreprise.

a

Notion de critères classants

Chaque niveau hiérarchique repose sur des critères explicites (compétences et connaissances, complexité du poste et multiactivité, autonomie et responsabilité, communication et dimension relationnelle).

Pour les emplois non répertoriés dans les emplois-repères, le classement effectif des postes est laissé à l'entreprise qui évalue le degré de qualification nécessaire à l'emploi en fonction des éléments déterminés par la branche (voir article 3 - «Emplois-repères»).

b

Emplois-repères

Les emplois-repères illustrent concrètement des emplois de la branche. Ils sont destinés à faciliter la mise en œuvre du classement dans les entreprises.

Le système de classement peut être ainsi utilisé dans toutes les filières de l'entreprise.

La nouvelle classification doit encourager la progression personnelle du salarié et son évolution professionnelle dans l'entreprise ou dans les entreprises de la branche. Elle doit permettre la reconnaissance de l'engagement du salarié dans l'exercice de son métier au sein de l'entreprise.

Les partenaires sociaux attirent l'attention des entreprises sur l'importance de la classification et sur l'obligation de l'appliquer dans l'entreprise :

- la classification doit faire le lien entre le niveau de qualification nécessaire à l'emploi et la rémunération minimale de base en dehors de toute partie variable en vigueur dans l'entreprise. Ainsi la classification assure la relation avec la rémunération et permet d'appliquer le principe selon lequel toute progression de niveau de classification est associée à une progression de la rémunération.
- la classification de l'emploi doit figurer sur le bulletin de paye (emploi, niveau)
- la classification des emplois est aussi un élément qui permet à la branche d'élaborer le rapport annuel présentant la situation professionnelle comparée des femmes et des hommes et les indicateurs propres aux secteurs d'activité couverts (situation économique et sociale). L'élaboration de ce rapport permet la négociation en toute connaissance de cause et favorise ainsi la négociation dans la branche.

c

Hiérarchie de la grille des emplois

La classification déterminée par le présent accord reprend un classement des emplois en neuf niveaux qui peuvent être ventilés en :

— **4 filières selon l'importance de l'entreprise:**

1. Filière Commerciale
2. Filière Administrative
3. Filière Services technique et logistique
4. Filière Atelier

— **Une répartition en neuf niveaux de qualification ainsi définie :**

- les emplois d'«ouvriers et d'employés» sont classés en 5 niveaux de qualification
- une catégorie intermédiaire «Agent de maîtrise» est créée au niveau 6
- Les «cadres» sont classés en 3 niveaux de qualification, niveaux 7, 8 et 9.

Les cadres dirigeants mandataires sociaux nommés par les organes sociaux de l'entreprise, les cadres définissant et engageant les stratégies politiques, économiques et financières de l'entreprise ayant une rémunération particulièrement élevée et quasiment indépendante de leur temps travail sont pour ces raisons exclus de l'application de la classification.

Ainsi pour la détermination du niveau de qualification des emplois, les employeurs doivent se référer à la grille des critères-classants et aux emplois-repères.

En fonction de la structure de l'entreprise ou de l'établissement, le système permet la promotion au niveau supérieur de la filière et le passage d'une filière à l'autre notamment par la formation, acquisition de compétences ou l'exercice de responsabilités nouvelles.

Article 2

Système des critères classants

Les critères classants sont les références qui permettent de distinguer les niveaux d'exigence des différents emplois ou compétences. Ils permettent de hiérarchiser les emplois les uns par rapport aux autres et d'établir l'adéquation entre le contenu des emplois et les capacités nécessaires pour les exercer. Ainsi qu'il est précisé à l'article 3, les employeurs doivent se référer aux critères classants qui viennent en appui des emplois-repères.

2.1

Définition des critères retenus

Quatre critères classants ont été retenus : compétences/connaissances - complexité du poste/multiactivité - autonomie/responsabilité - communication et dimension relationnelle

a

Compétence et Connaissances

La compétence est un critère qui tient compte de la somme des connaissances nécessaires pour exercer la fonction et en avoir la maîtrise.

Les Connaissances sont déterminées par :

- soit par un niveau d'Éducation Nationale minimal requis ou non selon la nature de l'emploi
- soit par la maîtrise opérationnelle acquise par un diplôme, un titre professionnel ou technique ou un certificat de qualification professionnelle (C.Q.P.)
- soit par la maîtrise opérationnelle acquise par expérience professionnelle
- soit par la formation continue
- soit par la Validation des Acquis de l'Expérience (V.A.E.) selon les dispositions légales et réglementaires dispensée par les organismes agréés

b

Complexité du poste et multiactivité

La complexité du poste se définit selon le degré et la difficulté des tâches à accomplir, les informations à collecter, les réflexions à mener et les objectifs communs à atteindre.

La multiactivité est une richesse pour les salariés et les entreprises du Commerce de Détail Non Alimentaire. Elle se caractérise par la faculté soit d'assurer de façon habituelle plusieurs fonctions de nature différente au sein d'une même filière ou dans le cadre d'une même spécialité.

La multiactivité exercée habituellement se matérialise par le classement et la rémunération minimum afférente au moins au niveau le plus élevé des fonctions assurées conformément aux emplois-repères définis.

Toutefois, selon la structure des entreprises, la nature même de certaines fonctions implique que les salariés peuvent être amenés à exercer occasionnellement une fonction d'un statut hiérarchique supérieur (employés et ouvriers,

agents de maîtrise, cadres). Dans ce cas, les salariés qui se voient confier la responsabilité d'une fonction correspondant à un niveau supérieur à leur niveau, pendant au moins trois semaines consécutives, bénéficieront, proportionnellement au temps passé, sous forme de prime différentielle, du salaire minimum garanti à ce niveau.

c **Autonomie et Responsabilité**

L'autonomie, c'est la faculté d'effectuer des choix sur les actions et les moyens à mettre en œuvre pour l'exercice de l'activité en vue de la réalisation d'objectifs. Ce critère évolue selon :

- la nécessité, la fréquence, l'étendue et la distance du contrôle
- le degré d'autonomie que requiert l'emploi
- les missions spécifiques confiées
- le degré de délégation pour l'animation et/ou le contrôle d'équipe, de représentation, de négociation, de gestion de signature
- la contribution aux performances de l'entreprise par des actions internes ou externes

L'autonomie évolue selon le degré de latitude d'action dont dispose le salarié dans l'emploi liée à sa complexité et aux difficultés des situations rencontrées

La responsabilité est le fait d'apporter dans l'exercice de la fonction une contribution aux performances de l'entreprise par des actions internes ou des actions internes et externes à celle-ci (clients, fournisseurs...)

d **Communication et dimension relationnelle**

Ce critère concerne l'exigence de contact nécessaire à l'exercice de la fonction selon le niveau hiérarchique dans la situation relationnelle avec les acteurs externes de l'entreprise.

Selon le niveau, la dimension relationnelle s'analyse comme l'aptitude à s'insérer dans la vie de l'entreprise, à coopérer, participer au sein d'une équipe, ou animer une équipe afin de répondre aux besoins de la clientèle.

2.2 **Présentation de la grille**

La grille reprend horizontalement les quatre critères classants et verticalement les compétences qu'elle requiert :

- 5 niveaux pour les employés et ouvriers
- 1 niveau pour les agents de maîtrise
- 3 niveaux pour les cadres

Selon la structure et l'importance de l'entreprise, les emplois sont ventilés en 4 filières :

1. Filière Commerciale
2. Filière Administrative
3. Filière Services technique et logistique
4. Filière Atelier

Les critères classants revêtent la même importance. Verticalement la grille présente la graduation de valeur des critères classants selon les niveaux.

La lecture horizontale de la grille permet d'apprécier les exigences minimales auxquelles un emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé.

À chaque niveau correspond une liste non exhaustive d'«emplois-repères» (voir grille «classifications des emplois») annexée au présent chapitre.

L'application du niveau détermine la rémunération minimale mensuelle de base garantie à chaque salarié en dehors de toute partie variable en vigueur dans l'entreprise garantie à chaque salarié.

Article 3 **«Emplois-repères»**

Les emplois-repères ne représentent nullement une liste exhaustive des emplois et de leur évolution dans les différents métiers couverts par le champ d'application de ladite convention collective nationale. Ils ont été jugés significatifs et donc «repères» pour deux raisons :

- ils sont présents dans de nombreuses entreprises
- ils concernent le plus grand nombre de salariés

Ainsi qu'il est précisé à l'article xx, les employeurs doivent se référer aux emplois-repères.

Ces emplois-repères figurent en annexe du présent chapitre. Dans le cas où l'emploi ne serait pas référencé dans les emplois-repères, les critères classants permettent de déterminer le niveau de l'emploi occupé.

En cas d'appellation d'emploi dans une langue étrangère, le contrat de travail et la fiche de paye mentionneront la correspondance en langue française.

Article 4 **Rémunération minimale mensuelle**

Le classement détermine le montant de la rémunération minimale mensuelle de base garantie au salarié en dehors de toute partie variable en vigueur dans l'entreprise.

Sauf à justifier toute disparité de salaire, les employeurs doivent assurer une égalité de rémunération entre les salariés effectuant un même travail ou un travail de valeur égale.

L'employeur doit tenir compte des fonctions réellement exercées dans l'entreprise par le salarié.

Article 5 **Affiliation au régime des cadres (AGIRC)**

Les parties signataires entendent limiter les bénéficiaires du régime de retraite des cadres institué par la Convention Collective Nationale du 14 mars 1947 aux niveaux 7 (cadre), 8 (cadre confirmé) et 9 (cadre supérieur) du présent accord.

Article 6 **Reconnaissance de la formation**

6.1 **Reconnaissance de la formation initiale**

Il est demandé aux entreprises de la branche de reconnaître les diplômes de l'Éducation Nationale directement en rapport avec la fonction exercée dans l'entreprise.

6.2 **Reconnaissance des actions de professionnalisation**

Dès lors qu'un salarié a suivi avec assiduité une action de formation de professionnalisation et satisfait aux évaluations prévues, ce salarié accédera en priorité aux fonctions disponibles correspondant aux connaissances acquises et dans ce cas se verra attribuer le niveau de classification conventionnelle correspondant. Il ne pourra pas être classé au niveau 1 de la grille «classifications des emplois» annexée au présent chapitre.

À cet égard, les entreprises doivent veiller à la bonne application du niveau de classification auquel peut accéder tout salarié ayant obtenu une qualification professionnelle reconnue par la branche notamment par les certificats de Qualification Professionnelle qui sont ou seront créés et étendus par arrêté au Journal Officiel.

Article 7 **Révision de la classification**

Les parties signataires s'engagent à examiner la nécessité d'une amélioration ou d'une révision de la classification dans un délai maximum de cinq années à compter de la signature de la présente convention ou sur décision de la commission nationale d'interprétation suite à l'application de l'article 7 du chapitre 1 de la présente convention.

Grilles «Classification des emplois»

Employés et ouvriers - Niveau 1 (3)	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Compétences et Connaissances	Filière Commerciale
Emploi qui n'exige pas de compétences spécifiques ni de connaissances particulières et sans formation dans le métier	- Employé(e) de vente ou de magasin débutant
- Complexité du poste	Filière Administrative
Débutant	- employé(e) de bureau débutant
Exécute des tâches simples et répétitives concernant une seule activité L'Adaptation à l'emploi est immédiate.	
- Autonomie et Responsabilités	Filière Services Techniques et Logistique
Exécute des tâches courantes dans le respect des instructions, applique les consignes détaillées	- employé(e) de nettoyage - manutentionnaire débutant(e)

Employés et ouvriers - Niveau 1 (3)	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Communication et Dimension relationnelle	Filière Atelier
Emploi qui nécessite de savoir communiquer sur des sujets courants : écouter, informer et formuler (le client, un collègue, un fournisseur, son responsable...)	- ouvrier(ère)(e) débutant(e) - employé(e) d'atelier débutant(e)
<p>(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII)</p> <p>(2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)</p> <p>(3) Voir article 6 chapitre XII «reconnaissance de la formation»</p>	

Employés et ouvriers - Niveau 2	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Compétences et Connaissances	Filière Commerciale
Emploi qui requiert un minimum de connaissance professionnelle correspondant à un niveau de formation CAP ou BEP (niveau V de l'éducation nationale) ou équivalent ou résultant d'une expérience professionnelle équivalente telle que définie à l'article 2 du chapitre XII de la convention collective nationale	- Employé(e) de vente ou de magasin - Employé(e) de caisse (opérations de caisse de base) - Hôte(sse) d'accueil - Aide étagiste
Compétences simples mais permettant de tenir plusieurs postes de niveau 1	
- Complexité du poste et Multiactivité (3)	Filière Administrative
Exécute des tâches simples, répétitives et variées concernant plusieurs filières (vente, administration, services, ateliers) ou activités limitées à deux postes ou exécute des tâches relatives à une seule activité mais plus complexes qu'au niveau 1	- employé(e) de bureau - Standardiste
Adaptation à l'emploi ne dépassant pas une semaine	
- Autonomie et Responsabilités	Filière Services Techniques et Logistique
Fait preuve d'initiative, applique des consignes générales nécessitant des adaptations occasionnelles, dans la limite des directives et des procédures	- Manutentionnaire - Chargé(e) de réception - Préparateur(trice) de commande - Chauffeur livreur VL - Coursier
- Communication et Dimension relationnelle	Filière Atelier
Emploi qui nécessite de savoir communiquer sur des sujets courants et coopérer (travailler en équipe à la réalisation d'objectifs communs)	- employé(e) d'atelier - employé(e) de S.A.V. - Ouvrier(ère) - Ouvrier(ère)-réparateur(trice)
	Plusieurs postes - employé(e) de magasin polyvalent(e) limités à 2 postes
<p>(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII)</p> <p>(2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)</p> <p>(3) La multiactivité (ou polyvalence) exercée habituellement se matérialise par le classement et la rémunération minimum afférente au moins au niveau le plus élevé des fonctions assurées conformément aux emplois-repères définis. Toutefois, selon la structure des entreprises, la nature même de certaines fonctions implique que les salariés peuvent être amenés à exercer occasionnellement une fonction d'un statut hiérarchique supérieur (employés et ouvriers, agents de maîtrise, cadres). Dans ce cas, les salariés qui se voient confier la responsabilité d'une fonction correspondant à un niveau supérieur à leur niveau, pendant au moins trois semaines consécutives, bénéficieront, proportionnellement au temps passé, sous forme de prime différentielle, du salaire minimum garanti à ce niveau. (voir article 2.1 b chapitre XII)</p>	

Employés et ouvriers - Niveau 3	
Critères classants (1)	Filières/Emploi repères (2)
- Compétences et Connaissances (4)	Filière Commerciale
Emploi qui requiert un minimum de connaissance professionnelle correspondant à un niveau de formation équivalent au Baccalauréat général, technologique ou professionnel ou Brevet Professionnel ou avec une année d'étude supérieure (niveau IV de l'Éducation Nationale) ou résultant d'une expérience professionnelle équivalente telle que à l'article 2 du chapitre XII de la convention collective nationale.	<ul style="list-style-type: none"> - Vendeur(se) (4) - Conseiller(ère) de vente ou d'achat - Caissier(ère) ou hôte(sse) de caisse (effectue l'arrêt des comptes de la caisse) - Hôte(sse) d'accueil - Étalagiste - Employé(e) de Marchandising - Animateur(trice)/Démonstrateur(trice)
Compétences globales sur l'ensemble de l'activité (Vente, Caisse, Secrétariat...) relative au poste occupé	
- Complexité du poste et Multiactivité (3)	Filière Administrative
Effectue des opérations plus élaborées relatives à une seule activité ou effectue des opérations variées concernant plusieurs postes de niveau inférieur	<ul style="list-style-type: none"> - Aide comptable - Secrétaire ou Assistante - Standardiste bilingue - Employé(e) administratif - Documentaliste
Adaptation à l'emploi correspondant à plusieurs semaines	
- Autonomie et Responsabilités	Filière Services Techniques et Logistique
Fait preuve d'initiative dans les tâches qui lui sont confiées Responsabilité limitée aux décisions prises dans le respect des procédures	<ul style="list-style-type: none"> - Magasinier - Réceptionnaire - Agent de maintenance - Chargé de réception qualifié(e) - Préparateur(trice) de commande qualifié(e)
- Communication et Dimension relationnelle	Filière Atelier
Emploi qui nécessite de savoir communiquer et coopérer sur l'ensemble des tâches qui lui sont confiées	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrier(ère) Professionnel(le) - Technicien(ne)
	Plusieurs postes <ul style="list-style-type: none"> - Employé(e) de magasin polyvalent(e) qualifié(e)
<p>(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII)</p> <p>(2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)</p> <p>(3) La multiactivité (ou polyvalence) exercée habituellement se matérialise par le classement et la rémunération minimum afférente au moins au niveau le plus élevé des fonctions assurées conformément aux emplois-repères définis. Toutefois, selon la structure des entreprises, la nature même de certaines fonctions implique que les salariés peuvent être amenés à exercer occasionnellement une fonction d'un statut hiérarchique supérieur (employés et ouvriers, agents de maîtrise, cadres). Dans ce cas, les salariés qui se voient confier la responsabilité d'une fonction correspondant à un niveau supérieur à leur niveau, pendant au moins trois semaines consécutives, bénéficieront, proportionnellement au temps passé, sous forme de prime différentielle, du salaire minimum garanti à ce niveau. (voir article 2.1 b chapitre XII)</p> <p>(4) L'obtention du Certificat de Qualification Professionnelle «vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets» donne accès à la qualification de vendeur Niveau 3</p>	

Employés et ouvriers - Niveau 4	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Compétences et Connaissances	Filière Commerciale
Emploi qui requiert un minimum de connaissance professionnelle correspondant un niveau de formation équivalent au moins à BAC+2 (niveau III de l'Éducation Nationale) ou résultant d'une expérience professionnelle équivalente telle que à l'article 2 du chapitre XII de la convention collective nationale. Compétences globales sur l'ensemble de l'activité (Vente, Caisse, Secrétariat...) relative au poste occupé et complétées par une spécialisation.	<ul style="list-style-type: none"> - Vendeur(se) qualifié(e) - Conseiller(ère) de vente ou d'achat qualifié(e) - Caissier(ière) ou hôte(sse) de caisse qualifié(e) (gère toutes les opérations de caisse même les plus complexes) - Étalagiste qualifié(e) - Assistant(e) Achats - Assistant(e) Marketing - Marchandiseur(se)

Employés et ouvriers - Niveau 4	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Complexité du poste et Multiactivité (3)	Filière Administrative
Effectue des opérations qualifiées nécessitant une bonne technicité et une spécialisation ou effectue des opérations qualifiées nécessitant une polyvalence sur plusieurs postes de niveaux inférieurs	<ul style="list-style-type: none"> - Aide Comptable qualifié(e) - Secrétaire ou Assistant(e) qualifié(e) - Assistant(e) administratif - Secrétaire bilingue - Employé(e) administratif qualifié(e) - Assistant(e) informatique - Archiviste/Documentaliste
- Autonomie et Responsabilités	Filière Services Techniques et Logistique
Fait preuve d'initiative dans la résolution des problèmes Responsabilité limitée aux décisions d'adaptations prises dans le respect des directives et des procédures	<ul style="list-style-type: none"> - Logisticien (ne) - Gestionnaire approvisionnement - Préparateur(trice) cariste - Assistant(e) technique
- Communication et Dimension relationnelle	Filière Atelier
Emploi qui nécessite de savoir communiquer sur des sujets propres à leur métier, coopérer, former (transmettre des connaissances ou de l'expérience) dans son domaine de compétence	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrier(ière) Professionnel(le) qualifié(e) - Technicien(ne) qualifié(e)
	Plusieurs postes <ul style="list-style-type: none"> - Vendeur(se) - caissier(ière) - Vendeur(se) - étalagiste - Vendeur(se) - Animateur(trice) - Secrétaire - comptable - Vendeur(se) - Marchandiseur(se)
<p>(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII)</p> <p>(2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)</p> <p>(3) La multiactivité (ou polyvalence) exercée habituellement se matérialise par le classement et la rémunération minimum afférente au moins au niveau le plus élevé des fonctions assurées conformément aux emplois-repères définis. Toutefois, selon la structure des entreprises, la nature même de certaines fonctions implique que les salariés peuvent être amenés à exercer occasionnellement une fonction d'un statut hiérarchique supérieur (employés et ouvriers, agents de maîtrise, cadres). Dans ce cas, les salariés qui se voient confier la responsabilité d'une fonction correspondant à un niveau supérieur à leur niveau, pendant au moins trois semaines consécutives, bénéficieront, proportionnellement au temps passé, sous forme de prime différentielle, du salaire minimum garanti à ce niveau. (voir article 2.1 b chapitre XII)</p>	

Employés et ouvriers - Niveau 5	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Compétences et Connaissances	Filière Commerciale
Emploi qui requiert des connaissances professionnelles reconnues par un diplôme d'étude supérieure de niveau BTS, DUT, DEUG ou équivalent (niveau III de l'Éducation Nationale) ou une expérience professionnelle confirmée, équivalente à l'article 2 du chapitre XII de la convention collective nationale. Emploi exigeant des compétences générales d'animation d'équipe ou des compétences spécialisées dans une filière ou activité	<ul style="list-style-type: none"> - Vendeur(se) hautement qualifié(e) - Vendeur(se) spécialisé(e) - Étalagiste - Décorateur(trice) - Vendeur(se) principal(e) - Assistant(e) Marketing Qualifié(e) - Assistant(e) Achat Qualifié(e) - Animateur(trice) d'équipe (magasin)
- Complexité du poste et Multiactivité (3)	Filière Administrative
Effectue des opérations complexes liées à l'animation d'une équipe ou à un poste spécialisé dans une activité nécessitant la connaissance et l'expérience professionnelle correspondantes	<ul style="list-style-type: none"> - Comptable - Secrétaire de direction - Assistant(e) administratif(ive) qualifié(e) - Assistant(e) informatique qualifié(e) - Archiviste/Documentaliste qualifié(e) - Animateur(trice) d'équipe(ou service)
- Autonomie et Responsabilités	Filière Services Techniques et Logistique

Employés et ouvriers - Niveau 5	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
<p>Autonomie dans les tâches confiées</p> <p>Aide à l'animation et à la coordination de l'activité de plusieurs salariés (de niveau 1 à 4) sous la responsabilité d'un salarié de niveau supérieur.</p> <p>Responsabilité étendue à l'organisation des tâches et la fixation des priorités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Responsabilité de la réception - Logisticien (ne) Qualifié(e) - Préparateur(trice) cariste qualifié(e) Assistant(e) technique qualifié(e) - animateur(trice) d'équipe (technique ou logistique)
-Communication et Dimension relationnelle	Filière Atelier
<p>Emploi qui nécessite de savoir communiquer sur des sujets complexes, coopérer, former (transmettre des connaissances ou de l'expérience) dans son domaine de compétence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrier(ière) Professionnel(le) - Technicien (ne) Hautement Qualifié (e) - Animateur(trice) d'équipe (atelier)
<p>(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII)</p> <p>(2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)</p> <p>(3) La multiactivité (ou polyvalence) exercée habituellement se matérialise par le classement et la rémunération minimum afférente au moins au niveau le plus élevé des fonctions assurées conformément aux emplois-repères définis. Toutefois, selon la structure des entreprises, la nature même de certaines fonctions implique que les salariés peuvent être amenés à exercer occasionnellement une fonction d'un statut hiérarchique supérieur (employés et ouvriers, agents de maîtrise, cadres). Dans ce cas, les salariés qui se voient confier la responsabilité d'une fonction correspondant à un niveau supérieur à leur niveau, pendant au moins trois semaines consécutives, bénéficieront, proportionnellement au temps passé, sous forme de prime différentielle, du salaire minimum garanti à ce niveau. (voir article 2.1 b chapitre XII)</p>	

Agents de maîtrise - Niveau 6	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Compétences et Connaissances	Filière Commerciale
<p>Emploi exigeant des compétences complexes qui peuvent être multiples (plusieurs filières ou activités)</p>	<p>Gestion d'une unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsable de rayon - Responsable de caisse et d'accueil - Responsable de magasin - Responsable adjoint - Adjoint(e) de Direction <p>Postes spécialisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acheteur(se) junior - Chef de produit junior - Décorateur(trice)
- Complexité du poste et Multiactivité (3)	Filière Administrative
<p>Effectue des opérations qualifiées et complexes du fait de métiers connexes, de difficultés techniques, laissant une marge d'interprétation.</p> <p>Complexité du poste liée à un emploi spécialisé nécessitant la connaissance et l'expérience professionnelle de la spécialisation correspondante ou liée à la gestion d'une unité nécessitant des compétences multiples</p>	<p>Gestion d'une unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsable d'un service administratif <p>Postes spécialisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comptable qualifié(e) - Assistant(e) de direction - Contrôleur(se) de gestion junior - Technicien(ne) informatique - Responsable de projet informatique
- Autonomie et Responsabilités	Filière Services Techniques et Logistique
<p>Autonomie limitée aux moyens mis à sa disposition dans l'organisation du magasin ou service ou dans la fonction occupée.</p> <p>À la responsabilité d'un magasin, d'un service sous l'autorité et les directives du chef d'entreprise, d'un directeur ou d'un responsable commercial ou à la responsabilité d'une activité correspondant à l'emploi occupé en qualité de spécialiste.</p> <p>À la seule responsabilité d'animer, d'organiser et de coordonner son équipe.</p>	<p>Gestion d'une unité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsable d'un service (technique ou logistique) - Responsable de réception qualifié(e)
- Communication et dimension relationnelle	Filière Atelier

Agents de maîtrise - Niveau 6	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
Emploi qui nécessite de savoir communiquer sur des sujets complexes, coopérer, former, contribuer à l'évaluation de ses collaborateurs, et négocier avec des interlocuteurs variés	- Responsable d'un service (atelier)
<p>(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII)</p> <p>(2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)</p> <p>(3) La multiactivité (ou polyvalence) exercée habituellement se matérialise par le classement et la rémunération minimum afférente au moins au niveau le plus élevé des fonctions assurées conformément aux emplois-repères définis. Toutefois, selon la structure des entreprises, la nature même de certaines fonctions implique que les salariés peuvent être amenés à exercer occasionnellement une fonction d'un statut hiérarchique supérieur (employés et ouvriers, agents de maîtrise, cadres). Dans ce cas, les salariés qui se voient confier la responsabilité d'une fonction correspondant à un niveau supérieur à leur niveau, pendant au moins trois semaines consécutives, bénéficieront, proportionnellement au temps passé, sous forme de prime différentielle, du salaire minimum garanti à ce niveau, (voir article 2.1 b chapitre XII)</p>	

Cadres - Niveau 7	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Compétences et connaissances	Filière Commerciale
Emploi exigeant des compétences générales de gestion d'une unité (magasin, service...) ou des compétences très spécialisées dans un domaine d'activité doublé d'une grande expérience professionnelle	Gestion d'une unité : - Directeur(trice) de magasin - Directeur Adjoint - Responsable de service ou de secteur Postes spécialisés : - Acheteur(se) - Responsable de produit
- Complexité du poste	Filière Administrative
Même complexité du poste qu'au niveau 6 Travaille dans le cadre d'un processus global sur un ou plusieurs objectifs ou projet	Gestion d'une unité : - Responsable comptable - Responsable des services administratifs Postes spécialisés : - Contrôleur(se) de gestion qualifié(e) - Responsable de projet informatique qualifié(e)
- Autonomie et Responsabilités	Filière Services techniques et logistique
Autonomie dans son domaine de responsabilités et dans l'organisation de son activité. Participe à la définition des moyens mis à sa disposition Responsabilité totale d'un magasin ou d'un service, d'un secteur Recrute et prend toute décision ayant des conséquences sur l'évolution professionnelle du personnel dont il a l'autorité	Gestion d'une unité : - Responsable des services techniques ou logistiques
- Communication et dimension relationnelle	Filière Atelier
Emploi qui nécessite de savoir communiquer sur des sujets complexes, coopérer avec l'ensemble des fonctions de l'entreprise, former, évaluer ses collaborateurs, négocier avec des interlocuteurs variés sur des sujets complexes, représenter l'entreprise auprès de relations extérieures	Gestion d'une unité : - Responsable d'atelier
<p>(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII).</p> <p>(2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)</p>	

Cadres - Niveau 8	
Critères classant (1)	Filières/emploi repères (2)
- Compétences et Connaissances	Filière Commerciale
Emploi exigeant des compétences générales de gestion et de direction	Gestion d'une unité : - Directeur(trice) des ventes - Directeur(trice) des Achats - Directeur(trice) Marketing - Directeur(trice) Régional - Directeur(trice) de magasin qualifiée
- Complexité du poste	Filière Administrative
Travaille sur des situations globales à forts enjeux nécessitant la recherche de solutions adaptées	Gestion d'une unité : - Directeur(trice) Administratif - Directeur(trice) informatique
- Autonomie et responsabilités	Filière services techniques et logistique
Propose le cadre et les orientations appropriées aux situations nouvelles ou à des problèmes complexes Forte autonomie dans la définition des moyens	Gestion d'une unité : - Directeur(trice) Technique - Directeur (trice) Logistique
- Dimension relationnelle	Filière Atelier
Emploi qui nécessite de savoir communiquer sur des sujets complexes, coopérer avec l'ensemble des fonctions de l'entreprise, former, évaluer ses collaborateurs, négocier avec des interlocuteurs variés sur des sujets complexes, représenter l'entreprise auprès de relations extérieures	Gestion d'une unité : - Directeur(trice) Atelier
(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII) (2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)	

Cadres - Niveau 9	
Critères classants (1)	Filières/emploi repères (2)
- Compétences et connaissances	Filière Commerciale
Emploi exigeant de très fortes compétences générales dans la gestion de l'entreprise	Gestion d'une unité : - Directeur(trice) Commercial ou de Réseau
- Complexité du poste	Filière Administrative
Poste d'une grande complexité qui nécessite des compétences dans les différentes filières et de fortes compétences de gestion	Gestion d'une unité : - Directeur(trice) Administratif et Financier - Directeur(trice) des Ressources Humaines
- Autonomie et responsabilités	Filière Services techniques et logistique
Forte autonomie dans la définition des moyens	
- Communication et dimension relationnelle	Filière Atelier
Emploi qui nécessite des contacts internes et externes permanents avec des enjeux forts engageant l'entreprise	
(1) Quelle que soit la filière, les quatre critères classants viennent en appui de l'emploi repère. Ils permettent d'apprécier les exigences minimales auxquelles l'emploi doit répondre concomitamment pour pouvoir y être classé (voir article 2 chapitre XII) (2) Liste non exhaustive (voir article 3 chapitre XII)	

Nota : Les cadres dirigeants mandataires sociaux nommés par les organes sociaux de l'entreprise, les cadres définissant et engageant les stratégies politiques, économiques et financières de l'entreprise ayant une rémunération particulièrement élevée et quasiment indépendant de leur temps travail sont pour ces raisons exclus de l'application de la classification (article 1.3 chapitre XII)

Chapitre XIII

Salaires minima - Prime d'ancienneté

(Intitulé ajouté par Avenant n° 10, 6 oct. 2022, non étendu)

Mod. par Avenant n° 10, 6 oct. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Article 1

Salaires minima

Mod. par Avenant n° 10, 6 oct. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Le classement détermine le montant de la rémunération minimale mensuelle de base garantie au salarié en dehors de toute partie variable en vigueur dans l'entreprise.

Les montants de salaire minima sont fixés par avenant à la présente convention collective nationale.

Sauf à justifier toute disparité de salaire, les employeurs doivent assurer une égalité de rémunération entre les salariés effectuant un même travail ou un travail de valeur égale.

(Avenant n° 10, 6 oct. 2022, étendu) Le niveau I est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Les organisations liées par les dispositions de la présente convention collective nationale se réuniront au moins une fois par an pour négocier sur les salaires et examiner entre autres les données économiques et sociales des secteurs couverts par la branche. Les négociations prendront en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Article 2

Prime d'ancienneté

Mod. par Avenant n° 10, 6 oct. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

(Avenant n° 10, 6 oct. 2022, étendu) Une prime d'ancienneté calculée sur le salaire minimum mensuel du niveau 1 sera versé au salarié - niveaux 1 à 6 - à raison de 3, 6, 9, 12 et 15 % après 3, 6, 9, 12 et 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise, quelles que puissent être les modifications survenues dans la nature juridique de celle-ci.

(Avenant n° 10, 6 oct. 2022, étendu ; Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Les périodes pendant lesquelles le contrat de travail a été seulement suspendu ne sont pas exclues de l'acquisition de l'ancienneté ; toutefois, la durée du congé parental d'éducation à temps plein n'est prise en compte que pour moitié.

La prime d'ancienneté s'ajoute au salaire réel de l'intéressé et doit figurer à part sur le bulletin de paye.

(Avenant n° 10, 6 oct. 2022, étendu) Elle est calculée prorata temporis en ce qui concerne les salariés travaillant à temps partiel, ainsi qu'en cas d'absence pour laquelle le maintien du salaire n'est pas assuré et ceci pour l'ensemble des salariés concernés .

Les montants de salaire minima sont fixés par avenants à la Convention Collective Nationale.

Chapitre XIV

Clauses diverses

Mod. par Avenant n° 11, 6 oct. 2022, étendu par arr. 3 févr. 2023, JO 11 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Article 1

Notification

À l'issue de la procédure de signature, le texte de la convention collective nationale sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Article 2

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire dont une version sur support électronique auprès des services du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 du code du travail.

Article 3

Extension

Les parties signataires s'engagent à demander l'extension de la présente convention auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

Article 4

Durée

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Article 5

Révision

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Sans dénoncer totalement la convention, la révision d'une ou plusieurs clauses de celle-ci est possible par accord entre les parties, dans les conditions visées aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Toute organisation introduisant une demande de révision doit obligatoirement l'accompagner d'un projet sur les points à réviser.

Cette demande devra être portée à la connaissance de l'ensemble des organisations représentatives par lettre recommandée avec accusé de réception. Les discussions devront commencer dans les 2 mois qui suivent la demande.

En tout état de cause les dispositions de la convention concernée resteront en vigueur jusqu'à la mise en application de celles qui leur seront substituées.

Article 6

Dénonciation

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain

de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

(Avenant n° 13, 4 déc. 2023, étendu) La présente convention peut être dénoncée par l'une des organisations signataires et représentatives à chaque échéance annuelle de la prise d'effet avec un préavis de 2 mois, dans les conditions prévues à l'article L. 2161-9 du code du travail.

(Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) La dénonciation est notifiée à toutes les autres parties signataires. Elle donne lieu à dépôt conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Pendant 24 mois à dater de la dénonciation, la présente convention restera en vigueur, sauf si une nouvelle convention intervient avant l'expiration de ce délai.

ANNEXES

Annexe au chapitre I - Fiche de dépôt dans le cadre de la CPNVA

FICHE DE DEPOT D'UN DOSSIER A SOUMETTRE A LA COMMISSION PARITAIRE NATIONALE DE VALIDATION DES ACCORDS (CPNVA) Convention Collective des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517)		
<i>ATTENTION : un dossier incomplet ne peut être validé.</i>		
L'entreprise :		
Adresse.....		
Code NAF : [][] (4 chiffres-une lettre)		
Effectif équivalent temps plein :	Hommes :	Femmes :
Demande à la commission paritaire nationale de validation de se prononcer sur l'accord afin de vérifier qu'il n'est pas contraire aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.		
Nom de la personne à contacter :		
<input type="checkbox"/> Représentant l'entreprise :		
Téléphone : Fax :		
<input type="checkbox"/> Représentant les salariés :		
Téléphone : Fax :		

A compléter par l'entreprise et à retourner au secrétariat de la Commission Paritaire Nationale de Validation des accords pour courrier recommandée avec A.R.

GROUPE DES 10/CDNA - Secrétariat de la CPNVA

45 rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

ainsi qu'une version électronique à contact@groupeledes10.org

La version papier du dépôt comportant à peine de nullité les documents suivants :

- ☐ La présente fiche dûment complétée
- ☐ La liste comportant le nom et la fonction des élus dans l'entreprise signataires de l'accord et la mention de l'instance représentative (Comité d'entreprise, délégation unique du personnel, délégués du personnel)
- ☐ Copie du compte rendu de l'approbation de l'accord par les élus
- ☐ Copie des accords d'entreprises cités dans l'accord soumis à la validation
- ☐ Copie de l'information préalable à chaque organisation syndicale de la décision d'engager des négociations.

Annexe au chapitre XIII - Barème des rémunérations minimales

La classification des emplois détermine le montant de la rémunération minimale mensuelle de base garantie au salarié en dehors de toute partie variable en vigueur dans l'entreprise. (voir chapitre XII - Classifications et Chapitre XIII - salaires minima)

Barème des rémunérations minimales

Applicable à la date de signature de la présente convention collective

	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 405 €
Niveau 2	1 415 €
Niveau 3	1 440 €
Niveau 4	1 460 €
Niveau 5	1 545 €
Niveau 6	1 690 €
Niveau 7	2 210 €
Niveau 8	2 900 €
Niveau 9	3 250 €

Attention : la CFE-CGC n'est pas signataire du barème des rémunérations minimales.

SALAIRES

Avenant n° 6 du 26 janvier 2017

[Étendu par arr. 12 juin 2017, JO 22 juin, applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;
SNAN ;
CSNEDT ;
CPGA ;
FNDMV ;
CSNEFBCM ;
CSMM ;
FFDDEFB ;
FCSJPE.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente.

Dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non-Alimentaires IDCC 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaires minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 481 €
Niveau 2	1 505 €
Niveau 3	1 529 €
Niveau 4	1 549 €
Niveau 5	1 639 €
Niveau 6	1 798 €
Niveau 7	2 343 €
Niveau 8	3 083 €
Niveau 9	3 477 €

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Conformément aux dispositions de l'article 2231-5 et suivants du Code du Travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du Ministre chargé du Travail et au Secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Avenant n° 7 du 28 mars 2019

[Étendu par arr. 7 oct. 2019, JO 11 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non-Alimentaires IDCC 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 530
Niveau 2	1 560
Niveau 3	1 585
Niveau 4	1 605
Niveau 5	1 698
Niveau 6	1 863
Niveau 7	2 420
Niveau 8	3 184
Niveau 9	3 593

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément aux dispositions de l'article 2231-5 et suivants du Code du Travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du Ministre chargé du Travail et au Secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Avenant n° 8 du 4 février 2020

[Étendu par arr. 21 juill. 2020, JO 1^{er} août]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT.

Dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non-Alimentaires IDCC 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 550 €
Niveau 2	1 581 €
Niveau 3	1 606 €
Niveau 4	1 628 €
Niveau 5	1 724 €
Niveau 6	1 891 €
Niveau 7	2 456 €
Niveau 8	3 231 €
Niveau 9	3 646 €

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément aux dispositions de l'article 2231-5 et suivants du Code du Travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du Ministre chargé du Travail et au Secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Avenant n° 9 du 6 juillet 2021

[Étendu par arr. 10 déc. 2021, JO 22 déc., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non-Alimentaires IDCC 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme

suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaires minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 561 €
Niveau 2	1 592 €
Niveau 3	1 617 €
Niveau 4	1 639 €
Niveau 5	1 735 €
Niveau 6	1 902 €
Niveau 7	2 470 €
Niveau 8	3 250 €
Niveau 9	3 668 €

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Avenant n° 10 du 16 mars 2022

[Étendu par arr. 20 juin 2022, JO 8 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

CFDT.

Dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non-alimentaires IDCC n° 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaires minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 604 €
Niveau 2	1 637 €

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 3	1 665 €
Niveau 4	1 688 €
Niveau 5	1 787 €
Niveau 6	1 959 €
Niveau 7	2 542 €
Niveau 8	3 345 €
Niveau 9	3 776 €

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Avenant n° 11 du 7 juillet 2022

[Étendu par arr. 17 oct. 2022, JO 4 nov.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Le syndicat professionnel CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non-alimentaires IDCC n° 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 646 €
Niveau 2	1 679 €
Niveau 3	1 707 €
Niveau 4	1 730 €
Niveau 5	1 829 €

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 6	2 001 €
Niveau 7	2 584 €
Niveau 8	3 387 €
Niveau 9	3 818 €

Les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer à nouveau le 15 septembre 2022 afin d'analyser l'évolution du taux d'inflation et son incidence sur le salaire minimum interprofessionnel de croissance, étant entendu qu'une nouvelle négociation sur les rémunérations minimales sera ouverte dans le mois suivant toute nouvelle revalorisation du Smic.

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Avenant n° 12 du 15 septembre 2022

[Étendu par arr. 24 nov. 2022, JO 10 déc.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Le syndicat professionnel CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non-alimentaires IDCC n° 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 679 €
Niveau 2	1 712 €
Niveau 3	1 740 €
Niveau 4	1 763 €
Niveau 5	1 862 €

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 6	2 034 €
Niveau 7	2 617 €
Niveau 8	3 420 €
Niveau 9	3 851 €

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Avenant n° 13 du 5 juin 2023

[Étendu par arr. 4 sept. 2023, JO 4 oct., applicable à compter du 1^{er} jour qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non-alimentaires IDCC n° 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 748 €
Niveau 2	1 755 €
Niveau 3	1 789 €
Niveau 4	1 812 €
Niveau 5	1 909 €
Niveau 6	2 085 €
Niveau 7	2 682 €

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 8	3 506 €
Niveau 9	3 947 €

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

L'extension du présent avenant sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Avenant n° 14 du 27 novembre 2024

[Étendu par arr. 5 févr. 2025, JO 14 févr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non-alimentaires IDCC n° 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 1	1 802 €
Niveau 2	1 809 €
Niveau 3	1 814 €
Niveau 4	1 839 €
Niveau 5	1 940 €
Niveau 6	2 118 €
Niveau 7	2 714 €

Classification en vigueur (Chapitre XII)	Salaire minima mensuels pour 151 h 67
Niveau 8	3 548 €
Niveau 9	3 994 €

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de «débutant» qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

L'extension du présent avenant sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

TEXTES COMPLÉMENTAIRES

Formation professionnelle

Priorités et objectifs de la formation professionnelle

Accord du 13 avril 2017

[Étendu par arr. 19 déc. 2017, JO 27 déc., applicable à compter de sa signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;
SNAN ;
CSNEDT ;
CPGA ;
FNDMV ;
CSNEFBCM ;
CSMM ;
FFDDEFB ;
FCSJPE ;
CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNECS CFE CGC ;
CFTC CSFV.

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale qui fait suite à l'accord national interprofessionnel du 14 décembre 2013 est une réforme profonde qui vise à permettre un accès plus large à la formation professionnelle.

Le présent accord a pour objet de traduire et d'adapter le nouveau cadre légal au niveau de la branche des Commerces De Détail Non Alimentaires, IDCC 1517.

En conséquence, le présent accord abroge et remplace les dispositions de l'accord du 9 Mai 2012 et ses avenants relatif aux priorités et aux objectifs de la formation professionnelle dans les Commerces de Détail Non Alimentaires - C.D.N.A - et modifie le chapitre XI «Modalités d'organisation et de fonctionnement de la formation professionnelle tout au long de la vie» de la convention collective nationale susmentionnée.

Les parties signataires du présent accord conviennent :

d'une part,

— de maintenir les dispositions de l'Accord du 6 octobre 2006 relatif à la création d'un Certificat de Qualification Professionnelle «Vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets»

— de maintenir les dispositions de l'accord du 31 janvier 2012 relatif à la désignation de l'OPCA FORCO et à la création d'une Section Paritaire Professionnelle des Commerces de Détail Non Alimentaires, et rappellent l'Accord de branche du 11 décembre 2015 relatif à la création du premier Certificat de Qualification Professionnelle Inter-branche «Vendeur - Conseil en magasin» adapté aux secteurs Droguerie / l'Equipeement du Foyer / Bazar.

et d'autre part,

— de mettre en place ou de confirmer les dispositions et orientations qui suivent.

Préambule

Les signataires du présent accord réaffirment que la formation professionnelle continue a pour objet de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des salariés, de permettre leur maintien dans l'emploi, de favoriser le développement de leurs compétences et l'accès aux différents niveaux de la qualification professionnelle, de contribuer au développement économique et culturel, ainsi qu'à la sécurisation des parcours professionnels et à leur promotion sociale.

La réforme instaurée par les dispositions légales (Loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, loi de Finance pour 2016 et Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016) marque une rupture et un changement de paradigme car :

— Elle réoriente les fonds de la formation vers ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi, les salariés les moins qualifiés, les jeunes en alternance, les salariés des petites entreprises dont la branche du

CDNA en compte près de 95 % dans ses effectifs.

— Elle crée le Compte Personnel de Formation qui suivra chaque individu tout au long de sa vie professionnelle et doit être intégré dans la politique de formation de toutes les entreprises quelle que soit leur effectif.

— Elle assure transparence et simplicité pour les entreprises, avec une contribution unique selon que l'effectif est inférieur ou non à 11 salariés.

— Elle supprime l'obligation légale et fiscale de dépenser au profit d'une obligation de former consacrant ainsi la formation comme un investissement des entreprises plutôt qu'une charge dans le cadre du dialogue social. La suppression de la déclaration de l'entreprise est remplacée par une déclaration relative aux modalités d'accès à la formation des salariés conformément à l'article L. 6331-32 du code du travail.

— Elle permet aux branches, par accord collectif, de gérer des contributions conventionnelles en dehors du cadre légal.

— Enfin, elle élargit la mission de l'OPCA désigné et ses capacités d'intervention pour mieux accompagner les actions d'intérêt général et les politiques de la branche ou d'entreprises.

Les signataires considèrent que la formation est un véritable enjeu pour les entreprises de la branche et en font un axe prioritaire pour promouvoir des parcours d'intégration, de professionnalisation, de qualification, de certification afin de permettre aux salariés de progresser d'au moins un niveau de qualification dans leur vie professionnelle.

Dans cet esprit, ils recommandent aux entreprises de la branche :

— d'assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail

— de veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi, notamment au regard de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations.

Ces obligations sont principalement mises en œuvre dans le cadre du plan de formation de l'entreprise.

— de favoriser l'insertion ou la réinsertion des publics visés prioritaires et/ou définis par la branche,

— de favoriser l'acquisition d'un niveau de compétences permettant d'assurer l'emploi et le transfert de compétences du salarié afin d'occuper un emploi dans l'entreprise ou dans une des entreprises de la branche,

— de faciliter l'insertion professionnelle dans la branche des personnes handicapées et des autres bénéficiaires de l'obligation d'emploi

— de faciliter l'accès des salariés au socle de compétences professionnelles défini par le Décret n° 2015-172 du 13 février 2015 qui comprend :

— La communication en français ;

— L'utilisation des règles de base de calcul et du raisonnement mathématique ;

— L'utilisation des techniques usuelles de l'information et de la communication numérique

— L'aptitude à travailler dans le cadre de règles définies d'un travail en équipe ;

— L'aptitude à travailler en autonomie et à réaliser un objectif individuel ;

— La capacité d'apprendre à apprendre tout au long de la vie ;

— La maîtrise des gestes et postures et le respect des règles d'hygiène, de sécurité et environnementales élémentaires ;

— Auquel peuvent s'ajouter des modules complémentaires définis dans le cadre du service public régional de la formation professionnelle, pour lutter contre l'illettrisme et favoriser l'accès à la qualification.

L'accès des salariés à ces actions de formation professionnelle continue est assuré :

— à l'initiative de l'employeur :

— dans le cadre du plan de formation

— dans le cadre de la période de professionnalisation

— à l'initiative du salarié :

— dans le cadre du congé de formation - (C.I.F.)

— dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF)

Les employeurs s'efforceront d'articuler tous les dispositifs de la formation pour permettre aux salariés d'être acteurs de leur formation tout au long de leur vie notamment par l'entretien professionnel, le passeport formation, le Compte Personnel de Formation, le Bilan de Compétence, la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), dont ils retrouveront les principales dispositions dans cet accord.

À cet effet, lors de l'embauche, le salarié doit être informé qu'il bénéficie tous les 2 ans d'un entretien professionnel (voir titre V du présent accord) qui remplace le bilan d'étape professionnel, l'entretien de seconde partie de carrière ainsi que tous les entretiens obligatoires prévus après une suspension du contrat de travail. L'entretien professionnel

a pour objectif d'examiner les perspectives d'évolution de tout salarié.

Titre I

Champ d'application, observatoire prospectif des métiers et des qualifications, commission et section paritaire de la branche

Article 1 **Champ d'application**

Le champ d'application du présent accord est celui de la Convention collective nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517).

Article 2 **Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche**

Les parties signataires confirment la désignation de l'Observatoire prospectif du commerce géré par le FORCO en qualité d'observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche.

La Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (C.P.N.E.F.P.) de la Branche du Commerce de Détail non Alimentaire constitue le Comité de Pilotage paritaire de l'Observatoire prospectif du commerce.

L'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications du Commerce de Détail non alimentaire a notamment pour missions, à la demande de la CPNEFP :

— de fournir tout diagnostic et état des lieux sur l'emploi et la formation dans les secteurs couverts par la convention collective nationale.

— d'assurer une veille quant à l'évolution des métiers et des emplois et des qualifications.

— de développer la prospective en matière d'emploi, de métiers et de formation au sein de la Branche, afin de permettre de définir les priorités de formation et d'adapter ou de créer les dispositifs de formation nécessaires aux besoins des entreprises et des salariés.

Dans le cadre de la négociation obligatoire de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), les entreprises de plus de 300 salariés doivent s'appuyer sur les travaux de l'observatoire pour permettre de projeter leurs évolutions en matière de mutations économiques et leurs conséquences sur l'emploi.

Article 3 **Commission et Section Paritaires dans la branche**

La Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP) définit les orientations politiques en vue de leur mise en œuvre par la Section Professionnelle Paritaire (SPP), placée sous l'autorité du conseil d'administration de l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA) de la branche.

Cette articulation permet à la branche d'optimiser ses ressources et l'équilibre des fonds gérés par l'OPCA, en vue de concilier au mieux les projets individuels des salariés et les projets d'entreprise.

Les modalités de fonctionnement des différentes Commission Paritaires sont définies à l'article 7 du chapitre I - clauses générales de la Convention Collective.

Titre II

Plan de formation de l'entreprise

Article 4 **Définition et modalités des actions de formation**

Que le plan de formation soit ou non pris en charge par l'OPCA désigné par la branche, l'accès des salariés à des actions de formation professionnelle continue est assuré à l'initiative de l'employeur dans le cadre du plan de formation. Les actions de formation doivent respecter les critères définis par le Code du Travail (article L. 6353-1) c'est-à-dire être réalisées conformément à un programme préétabli qui, en fonction d'objectifs déterminés, précise le niveau de connaissances préalables requis pour suivre la formation, les moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement mis en œuvre ainsi que les moyens permettant de suivre son exécution et d'en apprécier les résultats.

La formation peut être séquentielle. Elle peut s'effectuer en tout ou partie à distance, le cas échéant en dehors de la présence des personnes chargées de l'encadrement. Dans ce cas, le programme précise :

1^o La nature des travaux demandés au stagiaire et le temps estimé pour les réaliser ;

2^o Les modalités de suivi et d'évaluation spécifiques aux séquences de formation ouverte ou à distance ;

3° Les moyens d'organisation, d'accompagnement ou d'assistance, pédagogique et technique, mis à disposition du stagiaire.

À l'issue de la formation, le prestataire délivre au stagiaire une attestation mentionnant les objectifs, la nature et la durée de l'action et les résultats de l'évaluation des acquis de la formation.

Article 5 **Catégorie des actions de formation**

Le plan de formation comporte deux types d'actions :

1

Les actions d'adaptation du salarié au poste de travail ou liées à l'évolution ou au maintien de l'emploi (catégorie 1)

Ces actions visent l'acquisition de compétences pour l'exécution du contrat de travail du salarié directement exploitables dans le cadre de ses fonctions ou correspondant à l'évolution ou la modification des fonctions du salarié.

Les actions de formation sont exclusivement réalisées sur le temps de travail et sont considérées comme du temps de travail effectif. Elles donnent lieu au maintien de la rémunération.

2

Les actions ayant pour objet le développement des compétences des salariés (catégorie 2)

Ces actions visent l'acquisition de savoirs qui sont requis ou non pour l'exécution du contrat de travail du salarié. Elles participent à l'évolution de la qualification du salarié et au développement de ses connaissances. Elle donne lieu à une reconnaissance de l'entreprise.

Ces actions se déroulent en principe pendant le temps de travail. Par accord écrit entre le salarié et l'employeur, ces actions peuvent être réalisées hors du temps de travail, en tout ou partie.

L'entreprise doit définir avant le départ du salarié et avec l'intéressé les engagements auxquels elle souscrit dès lors qu'il aura suivi avec assiduité la formation et satisfait aux évaluations prévues.

Ces engagements portent :

- sur les conditions dans lesquelles le salarié accède en priorité dans un délai d'un an à l'issue de la formation, aux fonctions disponibles correspondant aux connaissances acquises,
- sur l'attribution de la classification conventionnelle correspondant à l'emploi occupé,
- sur les modalités de prise en compte des efforts accomplis par le salarié.

a) Déroulement pendant le temps de travail

Ces actions donnent lieu au maintien de la rémunération lorsqu'elles se déroulent sur le temps de travail comme pour les actions de formation de catégorie 1

b) Déroulement hors du temps de travail

Sous réserve d'un accord écrit entre le salarié et l'employeur, ces actions peuvent se dérouler hors du temps de travail :

- dans la limite de 80 heures par an et par salarié
- ou dans la limite de 5 % de leur forfait pour les salariés dont la durée de travail est fixée par une convention de forfait en jours ou en heures sur l'année.

L'accord écrit peut être dénoncé dans les 8 jours qui suivent sa conclusion.

L'employeur indemnise le salarié au titre des heures de formation suivies en dehors du temps de travail par une allocation de formation égale à 50 % de la rémunération nette de référence du salarié concerné. Cette allocation est exonérée de cotisations sociales, y compris la CSG et la CRDS.

Pour ces actions, le refus du salarié d'y participer ou la dénonciation dans les 8 jours de l'accord prévu ne constitue ni une faute, ni un motif de licenciement.

Titre III **Contrat et période de professionnalisation**

Dans le respect de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, tout salarié engagé dans la vie active ou toute personne qui s'y engage a droit à l'information, à l'orientation et à la qualification professionnelles et doit pouvoir suivre, à son initiative, une formation lui permettant, quel que soit son statut, de progresser au cours de sa vie professionnelle d'au moins un niveau en acquérant une qualification correspondant aux besoins de l'économie prévisibles à court ou moyen terme :

1° soit enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles prévu à l'article L 335-6 du code de l'éducation (RNCP) ;

2° soit inscrite à l'inventaire des certifications et habilitations créé par la loi du 24 novembre 2009

3° soit inscrite sur la liste Compte Personnel de Formation de la Branche CDNA, disponible sur le site officiel <http://www.moncompteformation.gouv.fr>

4° Soit reconnue dans les classifications de la convention collective nationale de la branche ;

5° Soit ouvrant droit à un certificat de qualification professionnelle ;

La qualification professionnelle s'acquiert par la professionnalisation en contrat ou en période.

1 - Modalités d'application communes aux deux dispositifs

Article 6

Nombre de salariés en formation

Le nombre de salariés bénéficiaires simultanément d'un contrat ou d'une période de professionnalisation n'est pas limité par établissement selon son effectif équivalent temps plein (ETP).

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, dans les entreprises ou établissements de moins de cinquante salariés, le bénéfice d'une période de professionnalisation peut être différé lorsqu'il aboutit à l'absence simultanée au titre des périodes de professionnalisation d'au moins deux salariés.

Article 7

Financement et prise en charge

Dans le cadre des contrats de professionnalisation et des périodes de professionnalisation, les frais relatifs aux actions de formation, d'évaluation, d'accompagnement et d'enseignement (frais pédagogiques, rémunérations, cotisations sociales légales et conventionnelles, frais d'hébergement et de transport) seront pris en charge par l'OPCA désigné par la branche, après acceptation de sa part du financement de la formation sur la base du forfait horaire défini :

— par accord de branche

— ou à défaut par les dispositions législatives et réglementaires.

Les forfaits horaires définis par la branche peuvent faire l'objet d'une modulation par la Section Paritaire Professionnelle de la branche constituée au sein de l'OPCA désigné au regard de la préservation des équilibres budgétaires de la section comptable «professionnalisation» et des orientations définies par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la branche.

Les entreprises assujetties au présent accord sont invitées à consulter le conseiller en formation de l'OPCA désigné par la branche pour connaître les taux en vigueur au moment de la conclusion du contrat ou de la période.

Les parties signataires rappellent à cet effet que :

— L'OPCA désigné par la branche est habilité à prendre en charge les dépenses de formation tutorale dans les conditions fixées par les dispositions législatives et/ou réglementaire en vigueur.

— L'OPCA désigné par la branche peut également financer les coûts liés à l'exercice de la fonction tutorale, la prise en charge à laquelle l'entreprise peut prétendre étant déterminée par l'OPCA dans les conditions fixées par les dispositions législatives et/ou réglementaires en vigueur.

— L'OPCA désigné par la branche peut également prendre en charge la formation des maîtres d'apprentissage.

Article 8

Tutorat des salariés au cours de la professionnalisation

La désignation d'un tuteur pour accompagner le salarié au cours du contrat ou de la période de professionnalisation est obligatoire pour les formations d'une durée supérieure à deux semaines.

Le tuteur doit être une personne volontaire et disposer du temps et des compétences nécessaires au suivi des personnes. La fonction ne doit entraîner ni une surcharge de travail, ni une baisse de rémunération notamment sur les éléments variables. Il est choisi par l'employeur parmi les salariés de l'entreprise.

Le tuteur peut être issu d'un autre établissement de l'entreprise ou d'un organisme de formation interne à l'entreprise. L'entreprise s'assure de la compétence des tuteurs et veille à leur formation éventuelle pour se préparer à la fonction tutorale.

L'employeur peut assurer lui-même le tutorat à condition de remplir les conditions de qualification et d'expérience.

Dans le cadre de la période de professionnalisation ou du contrat de professionnalisation, s'il n'est pas l'employeur lui-même, le tuteur salarié de l'entreprise ou de l'établissement doit :

— soit être titulaire d'un diplôme équivalent avec le diplôme préparé ou justifier d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation visé,

— et être classé dans un échelon supérieur à celui du salarié en professionnalisation.

— Soit avoir suivi une formation aux aptitudes de tuteur

Le tuteur a pour mission :

— d'accueillir, aider, informer et guider les bénéficiaires des contrats et périodes,

— d'organiser avec les salariés concernés l'activité de ces personnes dans l'entreprise et contribuer à l'acquisition des savoir-faire professionnels,

— d'assurer la liaison avec le ou les organismes chargés des actions d'évaluation, de formation et d'accompagnement des bénéficiaires à l'extérieur de l'entreprise.

— de participer à l'évaluation de la progression des salariés et de la formation.

Un tuteur ne peut avoir sous sa responsabilité plus de deux personnes en contrat ou en période de professionnalisation en même temps.

Article 9

Reconnaissance de la formation acquise au cours de la professionnalisation

Dès lors que le salarié a suivi avec assiduité la formation et satisfait aux évaluations prévues, le salarié accédera en priorité aux fonctions disponibles correspondant aux connaissances acquises et, dans ce cas, se verra attribuer le niveau de classification conventionnelle correspondant. Il ne pourra pas être classé au niveau 1 de la Convention collective nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires.

2 - Modalités relatives au contrat de professionnalisation

Article 10

Définition du contrat de professionnalisation

Conformément aux dispositions de l'article L. 6314-1 du Code du travail, le contrat de professionnalisation a pour objet de permettre d'acquérir une qualification correspondant aux besoins de l'économie prévisibles à court ou moyen terme :

1. soit enregistrée dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) prévu à l'article L 335-6 du code de l'éducation

2. soit reconnue dans les classifications de la convention collective nationale de la branche

3. soit ouvrant droit à un certificat de qualification professionnelle de branche ou interbranche

et de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle en donnant aux titulaires du contrat de professionnalisation les compétences professionnelles nécessaires à leur activité.

Article 11

Bénéficiaires du contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation s'adresse :

— aux personnes âgées de 16 à 25 ans révolus afin de compléter leur formation initiale

— aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus,

— aux bénéficiaires de certaines allocations ou contrats : Revenu de Solidarité Active (RSA) Allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation aux adultes handicapés (AAH) ou aux personnes ayant bénéficié d'un contrat unique d'insertion (CUI)

Article 12

Durée et modalités du contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation peut prendre la forme d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée :

a) Contrat à durée déterminée

— si le contrat de professionnalisation a été conclu sous la forme d'un contrat à durée déterminée, l'action de professionnalisation est l'objet du contrat et en dicte sa durée. Les organisations patronales signataires incitent les entreprises à proposer aux titulaires à l'issue du contrat de professionnalisation à durée déterminée un emploi sous contrat à durée indéterminée - dans ce cas le contrat ne prévoit pas de période d'essai et reprend l'ancienneté du salarié - ou à favoriser l'insertion dans une autre entreprise de la branche.

b) Contrat à durée indéterminée

— si le contrat de professionnalisation a été conclu sous la forme d'un contrat à durée indéterminée, l'action de professionnalisation se situe en début du contrat.

L'action de professionnalisation doit avoir une durée minimale de 6 à 12 mois.

Conformément à l'article L. 6325-1-1 du code du travail, la durée du contrat de professionnalisation peut être portée

à 24 mois et notamment :

- pour permettre au titulaire du contrat n'ayant pas de qualification ou une qualification sans lien avec l'activité de l'entreprise d'intégrer celle-ci dans de bonnes conditions de réussite
- pour permettre au titulaire d'acquérir une qualification complémentaire reconnue par la convention collective nationale
- ou lorsque la nature des qualifications visées à l'article 10 l'exige
- pour les personnes inscrites comme demandeur d'emploi depuis plus d'un an, quel que soit leur âge.

Les actions d'évaluation, de personnalisation du parcours de formation, d'accompagnement externe et de formation sont au minimum comprises entre 15 % et 25 % de la durée totale du contrat sans pouvoir être inférieure à 150 heures.

Cette durée peut être étendue au-delà de 25 % :

- pour les jeunes de 16 à 25 ans n'ayant pas validés un second cycle de l'enseignement secondaire (niveau terminale) et non titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel,
- ou pour ceux qui visent des formations diplômantes reconnues
- ou lorsque la nature des qualifications l'exige.
- pour les personnes inscrites comme demandeur d'emploi depuis plus d'un an, quel que soit leur âge.
- Pour les bénéficiaires de minima sociaux tels que le Revenu de Solidarité Active (RSA) Allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation aux adultes handicapés (AAH)
- Pour les personnes ayant bénéficié d'un Contrat Unique d'Insertion (CUI)

La prise en charge se fera par l'OPCA désigné par la branche sous réserve des financements nécessaires.

Les personnes inscrites comme demandeur d'emploi depuis plus d'un an peuvent bénéficier d'un financement majoré de leur formation et du tutorat.

L'employeur s'engage à assurer ou à faire suivre la formation permettant au titulaire du contrat d'acquérir la qualification professionnelle et un emploi en relation avec cet objectif. L'emploi occupé pendant la durée de ce contrat doit être en lien direct avec la qualification visée et concourir à l'acquisition de savoir-faire.

Le salarié s'engage pour sa part à travailler pour le compte de son employeur et à suivre la formation prévue au contrat. En cas d'absence prolongée injustifiée aux actions de formation, le contrat de professionnalisation peut être rompu par l'employeur.

Un tuteur volontaire doit être désigné par l'employeur pour accueillir et guider le titulaire du contrat de professionnalisation. (voir Titre III - sous-titre 1 Modalités d'applications communes aux deux dispositifs : article 8 - Tutorat)

12.1

Acquisition des savoir-faire

Le contrat de professionnalisation pourra comporter des périodes d'acquisition d'un savoir-faire dans plusieurs entreprises. Une convention devra être conclue à cet effet entre l'employeur, les entreprises d'accueil et le salarié.

12.2

Renouvellement du contrat

Le contrat de professionnalisation peut être renouvelé une fois chez le même employeur :

- Si le bénéficiaire a obtenu la qualification lors du premier contrat et souhaite préparer la qualification supérieure ou complémentaire dans le cadre d'un second contrat
- Si le bénéficiaire n'a pas obtenu la qualification visée en raison d'un échec à l'examen, d'une maternité, d'une maladie, d'un accident du travail, d'une maladie professionnelle ou de la défaillance de l'organisme de formation.

Article 13

Rémunération des salariés en contrat de professionnalisation

Personnes âgées de moins de 26 ans

Les salariés âgés de moins de 26 ans titulaires d'un contrat de professionnalisation perçoivent pendant la durée du contrat à durée déterminée ou de l'action de professionnalisation du contrat à durée indéterminée une rémunération calculée en fonction du salaire minimum conventionnel du niveau 1 ou du salaire minimum de croissance s'il est supérieur, variable selon l'âge, le niveau de formation et la durée du contrat :

Niveau de qualification dont le bénéficiaire est titulaire	Salaire minimal des bénéficiaires (1)			
	Moins de 21 ans		21 ans et plus	
	Au 1 ^{er} jour du mois suivant le jour où le titulaire du contrat atteint l'âge indiqué			
	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année
Inférieur au Bac professionnel	55 %	65 %	70 %	80 %
Au moins égal au Bac professionnel (2)	65 %	75 %	80 %	90 %

(1) en % du salaire minimum conventionnel du niveau 1 en vigueur au jour de la prise d'effet du contrat ou du salaire minimum de croissance si celui-ci est supérieur
(2) ou d'un titre ou diplôme à finalité professionnelle de même niveau

Personnes âgées d'au moins 26 ans

La rémunération ne peut être inférieure, ni à 85 % de la rémunération minimale prévue pour le niveau hiérarchique correspondant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, ni au salaire minimum de croissance.

Pour la 2^{ème} année, la rémunération minimale ne pourra être inférieure à 95 % de la rémunération minimale prévue par la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires.

3 - Modalités relatives à la période de professionnalisation

En cohérence avec l'objectif de la formation, les modalités et la durée de la période de professionnalisation doivent être définies d'un commun accord entre l'employeur et le salarié bénéficiaire.

Article 14

Objectif de la période de professionnalisation

La période de professionnalisation a pour objectif l'acquisition de compétences supplémentaires en vue de faciliter son évolution professionnelle ou son maintien dans l'emploi au sein de l'entreprise ou l'acquisition de nouvelles compétences liées à l'évolution des métiers de la branche.

Les qualifications correspondant aux besoins prévisibles à court ou moyen terme telles que prévues au 1^{er} paragraphe de l'article 10 du présent accord sont :

1. soit enregistrée dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP),
2. soit reconnue dans les classifications de la convention collective nationale de la branche,
3. Soit ouvrent droit à un certificat de qualification professionnelle de branche ou interbranche
4. Soit permettent l'accès à une certification inscrite à inventaire spécifique établi par la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP).
5. soit inscrite sur la liste Compte Personnel de Formation de la Branche CDNA disponible sur le site officiel <http://www.moncompteformation.gouv.fr>

ou des actions permettant l'accès au socle de connaissances et de compétences défini notamment par le décret du 13 février 2015.

Les périodes de professionnalisation peuvent abonder le compte personnel de formation du salarié, dans les conditions prévues au II de l'article L. 6323-4 et à l'article L. 6323-15 du Code du Travail.

Article 15

Bénéficiaires de la période de professionnalisation

La période de professionnalisation s'adresse aux salariés présents dans l'entreprise titulaires d'un contrat à durée indéterminée (CDI), aux bénéficiaires d'un contrat unique d'insertion (CUI) à durée déterminée ou indéterminée, ainsi qu'aux salariés en contrat d'insertion dans l'emploi conclus avec des organismes ou entreprises d'insertion par l'activité économique.

Les entreprises de la branche sont invitées à prendre contact avec l'OPCA désigné pour connaître les décisions prises par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation de la Branche de la branche qui définira, le cas échéant, des publics prioritaires.

Un tuteur volontaire doit être désigné par l'employeur pour accueillir et guider le titulaire en période de professionnalisation. (Voir Titre III - article 8 - Tutorat)

Article 16

Durée de la période de professionnalisation

La durée minimale des périodes de professionnalisation est fixée par les dispositions législatives et réglementaires. Pendant la durée de ces formations, le salarié bénéficie de la législation de la sécurité sociale relative à la protection en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Article 17

Modalités de la période de professionnalisation

17.1

Déroulement de la période de professionnalisation pendant le temps de travail

Les actions de la période de professionnalisation, à l'initiative de l'employeur, se déroulent pendant le temps de travail. La rémunération du salarié est maintenue.

Les signataires rappellent qu'il est possible d'articuler le Compte Personnel de Formation avec la période de professionnalisation.

17.2

Déroulement de la période de professionnalisation hors du temps de travail

Les actions de la période de professionnalisation peuvent toutefois également se dérouler, pour tout ou partie, en dehors du temps de travail, à l'initiative :

- du salarié dans le cadre du compte personnel de formation (CPF) ;
- de l'employeur, avec l'accord écrit du salarié, dans le cadre du plan de formation.

Lorsque des actions de formation se déroulent en dehors du temps de travail, l'employeur doit définir avec le salarié, avant son départ en formation, la nature des engagements auxquels l'entreprise souscrit si le salarié suit avec assiduité la formation et satisfait aux évaluations prévues.

Par ailleurs, par accord écrit entre le salarié et l'employeur, les heures de formation effectuées en dehors du temps de travail dans le cadre de la période de professionnalisation peuvent excéder le montant des droits ouverts par le salarié au titre du compte personnel de formation dans la limite de 80 heures sur une même année civile. Dans ce cas, le salarié et l'employeur doivent prendre des engagements mutuels :

- L'entreprise s'engagera à permettre au salarié d'accéder en priorité dans un délai d'un an à l'issue de la formation aux fonctions disponibles correspondant aux connaissances ainsi acquises et sur l'attribution de la classification correspondant à l'emploi occupé. Elle devra également prendre en compte les efforts accomplis par le salarié ;
- Le salarié s'engagera à suivre avec assiduité la formation et à satisfaire aux évaluations prévues.

17.3

Rémunération

Si la formation est réalisée à l'initiative du salarié, hors temps de travail, il peut mobiliser le Compte Personnel de Formation (CPF) ou le Congé individuel de formation (CIF). Aucune rémunération ou allocation n'est perçue dans ce cas.

Si la formation est suivie à l'initiative de l'employeur et que la formation est réalisée hors temps de travail, chaque heure effectuée donne lieu au versement d'une allocation de formation correspondant à 50 % de la rémunération nette du salarié.

Le montant de cette allocation s'ajoute à son salaire.

Un document retraçant l'ensemble des heures de formation effectuées par le salarié et déterminant le montant de l'allocation de formation est remis au salarié chaque année. Ce document est annexé au bulletin de paye.

Titre IV

Compte personnel de formation (CPF)

Article 18

Ouverture du Compte Personnel de Formation

Conformément à la législation en vigueur, un compte personnel de formation est ouvert pour toute personne dès son entrée sur le marché du travail jusqu'à la date de son décès. À compter de la date à laquelle son titulaire a fait valoir l'ensemble de ses droits à la retraite, le compte personnel de formation cesse d'être alimenté, sauf en application de certaines activités bénévoles ou de volontariat listées par le code du travail.

Chaque salarié devient acteur de l'évolution de ses compétences.

La gestion des heures inscrites au compte est assurée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) qui gère l'ensemble des comptes personnels de formation dans le cadre des dispositions des articles L. 6323-10 et suivants du code du travail.

Tout salarié travaillant à temps plein acquiert 24 heures par an jusqu'à un total de 120 heures, puis 12 heures par an, dans la limite d'un plafond de 150 heures.

L'alimentation du compte se fait à hauteur de 48 heures par an et le plafond est porté à 400 heures pour le salarié qui n'a pas atteint un niveau de formation sanctionné par :

- un diplôme classé au niveau V,
- un titre professionnel enregistré et classé au niveau V du répertoire national des certifications professionnelles
- ou une certification reconnue par une convention collective nationale de branche.

Pour les salariés à temps partiel, l'alimentation du compte est calculée sur la base du rapport entre le nombre d'heures effectuées et la durée conventionnelle du temps annuel de travail, ou 1607 heures, avec un arrondi au nombre d'heures immédiatement supérieur si le résultat n'est pas entier (Article R. 6323-1 du code du travail).

Les heures acquises sur le compte de formation peuvent être mobilisées par son titulaire quel que soit son statut. Afin de faciliter l'information - orientation et l'élaboration de leur projet personnel, tout salarié a accès gratuitement au Conseil en Évolution Professionnelle dispensé dans les principaux réseaux de conseil en orientation et insertion, notamment Pôle Emploi, OPACIF, Missions locales, Cap Emploi, APEC et les organismes désignés par les régions.

18.1 Information des salariés

Les entreprises n'ont pas d'obligation d'information annuelle des salariés du solde d'heures dans le cadre du CPF. En revanche, elles ont l'obligation d'informer les salariés de la possibilité de recourir au CEP notamment à l'occasion de leur entretien professionnel.

Article 19 Formations éligibles

Pour les salariés relevant de la Convention Collective des Commerces de Détail Non Alimentaires, les formations éligibles au CPF sont celles inscrites sur :

1° La liste établie par la C.P.N.E.F.P de la branche (conventionnel) disponible sur le site officiel <http://www.mon-compteformation.gouv.fr> ou auprès du secrétariat de la CPNEFP de la branche CDNA, cette liste étant susceptible d'évoluer.

2° La liste élaborée par le C.O.P.A.N.E.F (national)

3° La liste élaborée par le C.O.P.A.R.E.F (régional) de la région de travail du salarié

Sont également éligibles les formations permettant d'acquérir le socle de connaissances et de compétences défini par décret, ainsi que l'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE).

Les formations non qualifiantes visant l'adaptation du salarié à son poste de travail ne sont pas accessibles via le compte personnel de formation. Le cas échéant, les entreprises mettent ces formations en place dans le cadre du plan de formation.

Article 20 Mobilisation du Compte Personnel de Formation

Conformément à l'article L. 6323-2 du code du travail, le compte personnel de formation ne peut être mobilisé que par son titulaire ou avec son accord exprès. Le refus du titulaire du compte de le mobiliser ne constitue pas une faute.

Le salarié qui souhaite mobiliser son compte personnel de formation peut demander l'accord de son employeur dans les conditions prévues à l'article 21-1. Il peut également mobiliser son compte personnel de formation sans l'accord de son employeur, dans les conditions visées à l'article 21-2.

Article 21 Formalités

21-1 Lorsque le salarié souhaite obtenir l'accord de son employeur

Lorsque le salarié veut effectuer une formation en mobilisant son CPF sur le temps de travail, il doit solliciter l'accord de son employeur. Il en est de même s'il souhaite associer à son CPF une période de professionnalisation ou effectuer une formation sur la liste des formations prioritaires de la Branche.

Pour cela, le salarié lui adresse une demande au moins 60 jours avant le début de l'action. Ce délai est porté à au

moins 120 jours lorsque la formation dure au moins 6 mois.

L'employeur dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour notifier sa réponse. L'absence de réponse vaut acceptation.

En cas de réponse négative, elle doit être notifiée par écrit au salarié.

Conformément à l'article L. 6323-17 du Code du Travail, en cas de mobilisation du compte pour mettre en œuvre une formation au titre de l'article L. 6323-13 du même code, ou une formation permettant d'acquérir le socle de connaissances et de compétences déterminé par décret, ou encore l'accompagnement à la VAE, l'employeur ne peut pas refuser la mise en œuvre du compte en tout ou partie sur le temps de travail. Il peut néanmoins refuser le calendrier de mise en œuvre proposé par le salarié.

Le refus de l'employeur ne peut conduire à reporter la mise en œuvre de la formation au-delà de 12 mois à compter de la date initialement prévue pour le début de l'action.

21-2

Lorsque le salarié ne souhaite pas obtenir l'accord de son employeur

Lorsque le salarié souhaite mobiliser son compte personnel de formation en dehors du temps de travail, il n'a pas à demander l'accord de son employeur.

Pour l'accompagner dans le choix de la formation et de ses modalités de mise en œuvre, le salarié peut recourir au conseil en évolution professionnelle visé à l'article L. 6111-6 du Code du Travail ou prendre contact directement avec l'OPCA de la Branche, le FORCO

Article 22

Financement par l'OPCA

En l'absence d'accord d'entreprise conclu sur le fondement de l'article L. 6331-10 du Code du Travail, lorsque le compte personnel de formation est mobilisé avec ou sans l'accord de l'employeur, l'OPCA désigné par la branche finance, selon les modalités et les plafonds déterminés par son conseil d'administration :

- Les frais pédagogiques de l'action mise en œuvre
- Les frais annexes, incluant les frais de transport, de repas et d'hébergement occasionnés par l'action de formation
- La rémunération des salariés, pour la partie de l'action mise en œuvre sur le temps de travail, dans les limites prévues par les dispositions réglementaires applicables.

Article 23

Abondement correctif du Compte Personnel de Formation (entreprise de 50 salariés et plus)

L'abondement correctif du CPF se déclenche dans les entreprises de plus de 50 salariés, si l'employeur n'est pas en mesure de justifier qu'au cours des six dernières années le salarié a bénéficié des entretiens professionnels prévus tous les deux ans, et qu'il a bénéficié d'au moins deux des 3 actions suivantes :

- Suivi au moins une action de formation ;
- Bénéficié d'une progression, salariale ou professionnelle ;
- Acquis des éléments de certifications, par la formation ou par une validation des acquis de son expérience (cf. article 28.3 du Titre V du Présent Accord)

Cet abondement est de 100 heures pour un salarié à temps complet, et 130 heures pour un salarié à temps partiel.

En vue d'assurer le suivi de ces heures par la Caisse des dépôts et consignations, les entreprises ayant un effectif supérieur 50 salariés ont l'obligation de transmettre à l'OPCA désigné par la branche la liste des salariés bénéficiant d'abondements correctifs et le nombre d'heures de formation attribuées selon que le salarié est occupé à temps plein ou à temps partiel.

Conformément à la législation en vigueur, les représentants du personnel devront être informés du nombre de bénéficiaires de l'abondement correctif, dans le cadre de l'état des lieux du parcours professionnel des salariés ainsi que le montant correspondant versé à l'OPCA, dans le cadre de la consultation annuelle sur la politique sociale de l'entreprise.

Article 24

Abondement du Compte Personnel de Formation

- a) Conformément à l'article L. 6323-4II du code du travail, le salarié, lorsque la durée d'une formation identifiée sur la liste de la CPNE est supérieure au nombre d'heures inscrites sur le compte, pourra demander un abondement en heures complémentaires. Ces heures peuvent être financées par : l'employeur ; Un OPCA ; Un OPACIF ; L'organisme qui gère le compte personnel de prévention de la pénibilité ; L'État ; Les régions ; Pôle emploi ; l'AGEFIPH.
- b) Conformément à l'article L. 6323-14 et sous réserve que le nombre d'heures inscrites sur le Compte Personnel de Formation soit insuffisant, le salarié pourra bénéficier d'un abondement supplémentaire au moment de la mobi-

lisation de son compte.

Les critères et les modalités de prise en charge sont déterminés par la Section Paritaire Professionnelle. Cet abondement est financé par l'OPCA désigné par la branche.

c) Le Compte Personnel de Formation complète et s'articule avec tous les autres dispositifs de formation. Il pourra notamment être abondé par la période de professionnalisation. Les modalités et les taux de prise en charge sont définis par la Section Paritaire Professionnelle de la branche.

d) L'entreprise peut décider de compléter le financement du Compte Personnel de Formation par le biais d'un abondement supplémentaire versé volontairement, notamment lorsqu'un salarié n'a pas le nombre d'heures nécessaires pour effectuer la formation envisagée ou parce que l'entreprise souhaite encourager la démarche de formation.

Titre V

Entretien professionnel

Conformément à l'article L. 6315-1 du Code du Travail, cet entretien obligatoire remplace le bilan d'étape professionnel, l'entretien de seconde partie de carrière ainsi que tous les entretiens obligatoires prévus après une suspension du contrat de travail.

Article 25

Objectif et contenu de l'entretien professionnel

Tout salarié bénéficie, au minimum tous les deux ans à compter de son embauche, d'un entretien professionnel qui a notamment pour objectif d'aborder les compétences mises en œuvre par le salarié, les compétences acquises dans le cadre du travail actuel et passé ou dans le cadre d'activités bénévoles, l'évolution de l'activité professionnelle du salarié, afin de l'aider à mieux définir son projet professionnel et, le cas échéant, d'envisager une mobilité.

L'employeur doit informer le salarié, dès son embauche, des modalités de cet entretien.

L'entretien professionnel est l'occasion de faire le point sur les compétences, les qualifications, les besoins en formation, la situation et l'évolution professionnelle du salarié.

Il ne se confond pas avec l'entretien annuel. Cet entretien ne porte pas sur l'évaluation du travail du salarié.

Article 26

Mise en œuvre

Les signataires rappellent que l'entretien professionnel se décline en deux types d'entretien organisés à des fréquences différentes tel que décrit ci-après :

26.1

Un entretien tous les deux ans

L'employeur doit organiser au minimum tous les deux ans un entretien professionnel avec le salarié et identifier avec lui les axes de développements possibles en matière de compétences et de formations.

Toutefois, il doit être systématiquement proposé à tout salarié qui reprend son activité après une période d'interruption due :

- à un congé de maternité,
- à un congé parental à temps plein ou partiel,
- à un congé d'adoption,
- à un congé de soutien familial,
- à un congé sabbatique,
- à une période de mobilité volontaire sécurisée,
- à un arrêt maladie de plus de 6 mois,
- à un mandat syndical.

L'entretien professionnel doit systématiquement donner lieu à un écrit dont une copie est remise au salarié.

Un exemple de questionnaire est mis à la disposition des entreprises par les organisations signataires ou sur www.travail-emploi.gouv.fr

26.2

Bilan de parcours professionnel tous les six ans

Tous les 6 ans, l'entretien professionnel obligatoire avec l'employeur permet au salarié de faire un état des lieux récapitulatif de son parcours professionnel. Cet état des lieux, qui donne lieu à la rédaction d'un document dont une copie est remise au salarié, permet de vérifier que le salarié a bénéficié au cours des six dernières années de l'entre-

ten professionnel tous les deux ans et d'apprécier s'il a :

1. Suivi au moins une action de formation ;
2. Acquis des éléments de certification par la formation ou par une validation des acquis de son expérience (VAE) ;
3. Bénéficié d'une progression salariale ou professionnelle.

26.3

Entreprises d'au moins cinquante salariés

Dans les entreprises d'au moins cinquante salariés, lorsque, au cours de ces six années, le salarié n'a pas bénéficié des entretiens prévus et d'au moins deux des trois mesures ci-dessus mentionnées, son compte personnel est abondé dans les conditions définies à l'article L. 6323-13 soit :

- 100 heures s'il travaille à temps plein
- 130 heures s'il travaille à temps partiel.

Cette situation donne lieu au versement d'une somme forfaitaire par heure d'abondement à l'OPCA de branche. (L. 6323-13 CT)

Enfin, le salarié peut demander à suivre l'action de son choix sur son temps de travail.

Les instances de représentation du personnel peuvent alerter l'employeur en cas de manquement.

Titre VI

Bilan de compétences

Article 27

Objectif du bilan de compétences

La mise en œuvre du bilan de compétences est basée sur le volontariat du salarié et doit répondre aux exigences des dispositions législatives et réglementaires. Il peut être réalisé dans le cadre d'un congé spécifique ou du plan de formation de l'entreprise. Les heures du CPF peuvent également être mobilisées pour réaliser un bilan de compétence.

Le bilan de compétences permet au salarié :

- d'analyser ses aptitudes, ses compétences personnelles et professionnelles, ses motivations
- de gérer ses ressources personnelles ;
- d'organiser ses priorités professionnelles
- d'utiliser ses atouts comme instrument de négociation pour un emploi, une formation ou en termes de choix de carrière.

Le bilan de compétences donne lieu à la rédaction d'un document de synthèse en vue de définir ou de confirmer un projet professionnel, le cas échéant, un projet de formation. Cette prestation peut être suivie à l'initiative de l'entreprise (elle est alors inscrite dans son plan de formation) ou du salarié (dans le cadre du congé de bilan de compétences ou du CPF).

Le salarié est seul destinataire des conclusions du bilan de compétences. Ces résultats ne peuvent être communiqués ni à l'employeur ni à un tiers sauf accord du salarié.

Les entreprises se reporteront aux dispositions législatives et réglementaires et notamment les articles L. 6313-1, L. 6313-10 et L. 6322-42 à L. 6322-51 du Code du travail.

Titre VII

Validation des acquis de l'expérience (VAE)

Article 28

Objectif de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) permet d'obtenir tout ou partie d'une certification (diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification professionnelle) sur la base d'une expérience professionnelle salariée ou non salariée et/ou bénévole. Cette expérience, en lien avec la certification visée, est validée par un jury.

Seules les certifications, enregistrées au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) sont accessibles par la VAE. Pour le (ou les) certificats de qualification professionnelle reconnu(s) par la branche, une inscription à ce répertoire sera demandée.

L'employeur peut proposer la validation des acquis de l'expérience dans le cadre du plan de formation.

Le salarié bénéficie dans ce cadre d'une autorisation d'absence qui lui permet de faire reconnaître, officiellement, les compétences et/ou les connaissances qu'il a pu acquérir tout au long de sa vie.

28.1 Bénéficiaires

Toute personne ayant au moins 1 an d'expérience continue ou non, qu'elle soit salariée, non salariée ou bénévole, quels que soient son âge, sa nationalité, son statut et son niveau de formation, a accès au dispositif VAE. Il est particulièrement adapté à la problématique des seniors.

Pour les personnes n'ayant pas atteint le niveau de formation V de l'Éducation Nationale (BEP ou CAP), les périodes de formation initiale ou continue en milieu professionnel sont prises en compte dans la durée minimum d'activité.

L'expérience doit être en rapport avec la certification visée.

L'employeur peut également décider d'inscrire dans un plan de formation une ou plusieurs actions de VAE pour un salarié ou agent.

28.2 Prise en charge de la VAE

Les frais suivants sont imputables au titre de la formation professionnelle :

- l'accompagnement du candidat à la préparation de la validation (voir article 28.4 du présent accord)
- les frais afférents à la validation organisée par l'autorité ou l'organisme habilité à délivrer la qualification professionnelle reconnue
- la rémunération versée au salarié, dans la limite de 24 heures, pour les entreprises de 10 salariés et plus.
- Une action VAE peut être accessible dans le cadre du plan de formation ou d'une période de professionnalisation.

Lorsqu'elle est à l'initiative de l'employeur ou qu'il a donné son accord, la démarche peut être financée dans le cadre du Plan de formation de l'entreprise.

28.3 Le congé VAE

Un congé de VAE permet au salarié de s'absenter sur son temps de travail soit pour participer aux épreuves de VAE, soit pour bénéficier d'un accompagnement.

Toute personne justifiant d'une expérience professionnelle de 1 an peut demander à son employeur un congé pour préparer la validation ou participer aux épreuves de validation.

La durée maximale du congé est de 24 heures de temps de travail (consécutives ou non) par validation.

Les salariés employés en CDD doivent justifier de 24 mois d'activité salariée ou d'apprentissage (consécutifs ou non) au cours des 5 dernières années.

Si la VAE est effectuée au titre d'un congé pour VAE, l'OPACIF prend en charge une partie des coûts liés à la validation et à l'accompagnement, ainsi que la rémunération du salarié (dans la limite de 24 heures) si la VAE se déroule pendant le temps de travail.

Si l'accompagnement est réalisé dans le cadre du Compte personnel de formation, le congé de VAE peut être pris en charge par l'OPCA de la branche.

28.4 Accompagnement à la VAE

Conformément à l'article Art. L. 6423-1 du Code du travail, toute personne dont la candidature a été déclarée recevable à le droit de bénéficier d'un accompagnement pour préparer son dossier de VAE et son entretien devant le jury.

Cet accompagnement à la VAE est réalisé en fonction des besoins du candidat, le cas échéant, avec l'autorité ou l'organisme délivrant la certification et sous réserve des règles de prise en charge définies par l'OPCA compétent, les régions ou Pôle Emploi.

28.5 Prise en charge des actions d'accompagnement à la VAE

Les frais relatifs à l'accompagnement de la préparation à la VAE peuvent être pris en charge dans le cadre :

- du Plan de formation de l'entreprise (lorsque la VAE est à l'initiative de l'employeur) ;
- de son Compte personnel de formation (CPF) ;
- du congé VAE.

Titre VIII

Dispositions relatives au financement de la formation professionnelle

Article 29

Contribution unique de financement de la formation professionnelle

Le financement de la formation professionnelle est assuré par une contribution unique des entreprises fixée par les dispositions législatives et réglementaires en pourcentage de la masse salariale annuelle brute de l'entreprise, collectée par un seul organisme, l'OPCA désigné par la branche.

Les versements au titre de la contribution unique pour la formation sont mutualisés au sein de la branche. Ils permettent à l'OPCA désigné de financer les différents outils et dispositifs mis en place pour améliorer la formation professionnelle.

Les signataires de l'accord rappellent que les entreprises peuvent verser volontairement une contribution complémentaire à l'OPCA désigné par la branche ayant pour objet le développement de la formation.

29.1

Entreprises de moins de 11 salariés

La totalité de la contribution légale unique est obligatoirement versée à l'OPCA désigné par la branche, soit :

- 0.55 % de la masse salariale annuelle brute répartis à hauteur de :
 - 0.15 % au titre des contrats et périodes de professionnalisation,
 - 0.40 % au titre des actions menées dans le cadre du plan de formation

29.2

Entreprises de 11 salariés ou plus

La contribution légale unique des entreprises de 10 salariés et plus est fixée à 1 % de la masse salariale annuelle brute obligatoirement versée à l'OPCA désigné par la branche.

29.3

Tableau de répartition de la contribution selon l'effectif salarié

Effectif de l'entreprise	de 1 à 10 salariés	de 11 à 49 salariés	de 50 à 299 salariés	300 salariés et plus
Plan de formation	0,40 %	0,20 %	0,10 %	-
Professionnalisation	0,15 %	0,30 %	0,30 %	0,40 %
CIF	-	0,15 %	0,20 %	0,20 %
FPSPP	-	0,15 %	0,20 %	0,20 %
Compte personnel de formation	-	0,20 %	0,20 %	0,20 %
Total	0,55 %	1 %	1 %	1 %

Titre IX

Dispositions diverses

Article 30

Dispositions concernant les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) et les Certificats de Qualification Professionnelle Interbranches (CQPI)

Le taux de prise en charge par l'OPCA désigné des CQP et CQPI est défini par accord de branche.

Les taux horaires et plafonds de prise en charge peuvent faire l'objet d'une modulation par la section paritaire professionnelle (SPP) de la branche constituée au sein de l'OPCA désigné pour tenir compte des équilibres budgétaires de la section comptable «professionnalisation» et des orientations définies par la par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la branche.

Les entreprises sont invitées à consulter l'OPCA désigné ou les organisations signataires pour connaître le taux en vigueur dans la branche au moment de la mise en œuvre de l'action.

Concernant le certificat de qualification professionnelle «vendeur en magasin spécialisé Jeux et Jouets» (CQP Jeux Jouets), les dispositions du présent article se substituent aux dispositions de l'article 11 de l'accord du 6 octobre 2006 relatif à sa création.

30.1

Prise en charge des frais de transport et d'hébergement pour les salariés participant à une action CQP ou CQPI

Les frais couvrant l'hébergement et le transport des salariés participant à une action CQP ou CQPI peuvent être avancés par l'employeur, sur demande du salarié.

Article 31

Prise en charge des frais du Jury dans le cadre des Certificats de Qualification Professionnelle ou Interbranches validés par la branche

Afin d'accompagner la politique de développement des Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) et Interprofessionnelle (CQPI) dans la branche, les parties signataires conviennent que les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement des jurys des CQP ou CQPI validés - où qui viendraient à être validés par la branche - et qui entrent dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue, seront pris en charge dans les conditions définies ci-après :

31.1

Conditions relatives au CQP ou au CQPI

— Certificat de Qualification Professionnelle créé et validé par la CPNEFP dans le cadre de l'un des secteurs d'activité couverts par la présente convention collective nationale,

— Certification de Qualification Interprofessionnelle et module supplémentaire validé par la CPNEFP dans le cadre de l'un des secteurs d'activité

et :

— inscrit au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) et/ou figurant sur la liste CPF de la branche

— ou reconnu par la Convention Collective Nationale IDCC 1517

Ces frais seront pris en charge y compris pour les participants au Jury d'un CQP ou CQPI délivré dans le cadre d'une Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

31.2

Imputabilité des frais pris en charge

Lorsqu'un salarié d'une entreprise de la branche est amené à participer au Jury des CQP ou CQPI, les frais seront pris en charge selon les modalités ci-après :

a

Par l'OPCA désigné par la branche sous réserve de ses équilibre financiers

— les formations et l'accompagnement des membres du jury et des professionnels évaluateurs, en lien avec leur mission au sein du jury ;

b

Par les organisations patronales qui les auront désignées

L'entreprise du salarié participant pourra demander auprès de l'organisation patronale de son ressort d'activité le remboursement des :

— salaires et charges des participants au jury dans les limites du minima conventionnel de leur niveau hiérarchique en vigueur au 1^{er} janvier de l'année du Jury et dans les limites d'un plafond de 14 heures par session d'examen.

c)

Par l'Association Paritaire des Commerces de Détail Non Alimentaires (APCDNA)

— les frais de déplacement et d'hébergement, selon les modalités fixées par le règlement intérieur de l'Association.

Article 32

Consultation des Institutions Représentatives du Personnel (IRP)

Conformément à la législation en vigueur, les signataires rappellent que le Comité d'Entreprise est consulté annuellement sur les trois grands sujets suivant :

— les orientations stratégiques de l'entreprise : Cette consultation porte également sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et sur les orientations de la formation professionnelle.

— la situation économique et financière de l'entreprise

— la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi : cette consultation inclut le programme pluriannuel de formation, les actions de prévention et de formation envisagées par l'employeur, l'apprentissage, et les conditions

d'accueil en stage.

La consultation sur le plan de formation est intégrée à la consultation annuelle du comité d'entreprise sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi, selon les modalités conformes à la législation en vigueur.

Les signataires rappellent que conformément à la législation en vigueur, un accord d'entreprise peut être négocié afin d'élaborer et mettre en œuvre un plan de formation triennal, mais aussi de modifier le calendrier réglementaire des deux réunions de consultation sur le plan de formation.

Article 33

Égalité professionnelle

Les signataires du présent accord rappellent aux entreprises, conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective, qu'elles doivent :

- veiller à respecter la mixité et l'égalité professionnelle au travail ;
- garantir une réelle égalité des droits et de traitement entre les femmes et les hommes en matière de recrutement, d'orientation, de formation, de promotion, de déroulement de carrière, de conditions de travail et de rémunération et par voie de conséquence de droits à la retraite ;
- d'offrir les mêmes possibilités d'évolution de carrière et d'accès aux postes de responsabilité aux femmes et aux hommes y compris par la formation.

En conséquence cet accord s'applique sans distinction de sexe pour toutes les catégories de personnel.

Article 34

Portée de l'accord

Les parties conviennent que le présent accord constitue un accord normatif de branche, aucun accord de groupe, d'entreprise ou d'établissement ne peut déroger à ses dispositions sauf dispositions plus favorables.

Article 35

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une période indéterminée.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, les signataires conviennent d'une négociation triennale sur les dispositifs de la formation professionnelle dans la branche.

Article 36

Commission de suivi

En cas de remise en cause de l'équilibre du présent accord par des dispositions législatives ou réglementaires postérieures à sa signature, ou suite à l'impact constaté de ces mesures sur la pérennité des entreprises et des emplois qu'elles représentent dans la branche, les signataires se réuniront en vue d'étudier toutes les conséquences.

Chaque année, les partenaires sociaux demanderont à l'OPCA un bilan complémentaire portant notamment sur l'utilisation des fonds par les TPE de la branche dans le cadre du plan de formation. La commission de suivi appréciera la réalité des besoins des entreprises, et engagera à cette occasion des réflexions sur les investissements nécessaires en matière de formation dans la branche, et les axes prioritaires de formation.

Article 37

Dépôt légal - Entrée en vigueur - Extension

37.1

Dépôt

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, (*Termes exclus de l'extension par arr. 19 déc. 2017, JO 27 déc.*) D. 2231-2 et suivants du Code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

37.2

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur au jour de sa signature.

37.3 Extension

L'extension du présent accord sera demandée sur l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2661-24 du Code du travail.

Certificat de qualification professionnelle «Vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture» Accord du 14 février 2019

[Étendu par arr. 3 déc. 2019, JO 13 déc., applicable à compter de sa signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC CSFV ;

FS CFDT ;

FEC - FO ;

CGT FCS.

Préambule

Les partenaires sociaux de la Branche du Commerce de Détail Non Alimentaire (CDNA) ont créé par un accord du 6 octobre 2006 un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) de «vendeur en magasin spécialisé Jeux et Jouets».

12 sessions de formation, une chaque année, ont été organisées depuis cette date et environ 240 personnes ont obtenu ce titre professionnel.

L'objectif de cette formation, tel que défini dans cet accord en 2006 était le suivant : «Afin de répondre au mieux aux besoins de leurs clients, les entreprises de distribution spécialisée en Jeux et en Jouet ont besoin de renforcer les compétences de leurs vendeurs dans les domaines suivants : la connaissance de la clientèle, le rôle du jouet dans l'apprentissage et le développement des enfants, le merchandising, l'animation et la démonstration des produits, les comportements de vente...»

Depuis 2006, le marché du jeu et du jouet s'est profondément modifié. Auparavant les ventes sur internet n'existaient pas et le secteur se partageait entre le commerce spécialisé et la grande distribution.

Aujourd'hui les entreprises spécialisées du secteur ont besoin de se différencier des entreprises du e-commerce en plus de la grande distribution. Pour ce faire, elles doivent renforcer les compétences de leurs vendeurs en magasin car c'est un des éléments qui sera déterminant pour assurer leur pérennité et leur développement.

Face au phénomène de concentration des enseignes dans la distribution spécialisée et afin de renforcer l'employabilité des salariés du secteur, il est aussi apparu nécessaire d'élargir le champ de la formation aux secteurs des jeux vidéo et des articles de puériculture et de revoir le contenu du référentiel du CQP.

Le secteur d'activité des magasins spécialisés dans le domaine des jeux et jouets, des jeux vidéo et des articles de puériculture a plusieurs particularités :

- une très forte saisonnalité surtout dans les jouets et les jeux vidéo,
- la présence généralement, dans la vente de jeux, de jouets, et de jeux vidéo, de deux «clients» qu'il faut satisfaire : le parent (l'acheteur) et l'enfant (l'utilisateur),
- un rôle de conseil très marqué lié à l'importance du choix des jeux et des jouets dans le développement de l'enfant,
- des règles de sécurité déterminante dans le choix des articles de puériculture,
- une gamme de produit très diversifiée,
- des phénomènes de mode et de tendance à prendre en compte.

Les objectifs du nouveau CQP vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets sont les suivants :

- actualiser le référentiel d'activités et de compétences professionnelles au regard des évolutions du marché et répondre aux besoins en compétences nouvelles,
- élargir la formation aux secteurs des jeux vidéo et des articles de puériculture,
- prendre en compte l'environnement numérique

— structurer la certification en blocs de compétences professionnelles afin de mettre en conformité le CQP par rapport aux orientations de la loi sur la formation professionnelle pour permettre une individualisation des parcours et afin de faciliter l'accès à la certification,

— réinscrire le CQP au RNCP

Vu les décisions prises par la Commission Paritaire de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la branche (CPNEFP) les partenaires sociaux signataires décident de signer le présent accord qui annule et remplace l'accord du 6 octobre 2006.

Article 1

Objet de l'accord

Le présent accord entérine la création du CQP «Vendeur en magasin spécialisé Jeux et Jouets, Jeux Vidéo et Articles de Puériculture».

Article 2

Définition et positionnement dans la Convention Collective Nationale de la Branche

Le «Certificat de Qualification Professionnelle (C.Q.P.) vendeur en magasin spécialisé Jeux et Jouets, Jeux Vidéo, Articles de Puériculture» est une certification attestant dans les conditions définies ci-après la qualification obtenue dans la branche du Commerce de Détail Non Alimentaire (CDNA - IDCC 1517).

L'acquisition de ce CQP permet au titulaire d'accéder au minimum au Niveau III de la Convention Collective Nationale du Commerce de Détail Non Alimentaire.

Article 3

Qualification et objectifs visés par le CQP «Vendeur en magasin spécialisé Jeux et Jouets, Jeux Vidéo, Articles de Puériculture»

Rattaché au responsable d'un rayon, d'un point de vente ou d'un magasin spécialisé Jeux et Jouets, Jeux Vidéo, Articles de Puériculture, le vendeur a un rôle clé dans la relation client. Formé(e) aux techniques de ventes et à la compréhension des phases de développement de l'enfant, il possède également une bonne connaissance des tendances du marché des jeux et jouets, des jeux vidéo et des produits de puériculture afin de répondre aux attentes du client. Impliqué dans l'organisation du point de vente, il applique les techniques de merchandising relatives à l'univers des jeux et jouets, jeux vidéo et articles de puériculture. Il participe pleinement à la bonne tenue et à la valorisation du rayon, du point de vente, ou du magasin.

Afin de favoriser l'individualisation des parcours de formation, de faciliter l'accès à la formation et de renforcer la sécurisation des parcours professionnels, la certification est structurée en 5 blocs de compétences professionnelles inhérents aux activités réalisées par le vendeur en magasin spécialisé Jeux et Jouets, Jeux Vidéo, Articles de Puériculture :

Le 1^{er} bloc de compétences concerne la gestion de la relation client dans un environnement omni-canal en magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture.

Ce bloc regroupe les 8 compétences professionnelles suivantes :

- Accueillir le client dans un magasin spécialisé de jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture
- Découvrir le client, ses attentes
- Appréhender le parcours client en recherche de jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture dans un environnement omni-canal
- Rechercher des informations, renseigner le client sur les gammes de jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture
- Gérer les réclamations clients, les retours de jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture
- Gérer une situation client difficile
- Participer à la politique de fidélisation client
- Prendre congé du client

Le 2^{ème} bloc de compétences concerne la vente de jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture.

Il regroupe 11 compétences professionnelles :

- Identifier les besoins du client en matière d'achats de jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture
- Appréhender les phases de développement de l'enfant et analyser les goûts et les envies de l'enfant
- Conseiller et assister le client dans son (ses) choix dans un environnement phygital en l'orientant vers les jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture les plus adaptés à l'âge de l'enfant
- Intégrer les notions de sécurité dans le conseil au client sur les articles de puériculture

-
- Proposer des produits complémentaires ou additionnels, les services du magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture
 - Argumenter l'offre produit proposée en expliquant le fonctionnement des jouets, les principes des jeux et jeux vidéo, les caractéristiques des articles de puériculture
 - S'assurer de la disponibilité des produits en cas de rupture dans le magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture
 - Réaliser et conclure la vente des jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture
 - Réaliser un service après-vente
 - Procéder à l'encaissement de la vente

Le 3^{ème} bloc de compétences concerne la gestion de l'approvisionnement des jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture.

Il regroupe 7 compétences :

- Participer à l'évaluation des besoins en anticipant les modes et tendances des jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture, l'évaluation des flux, ...
- Participer à la réalisation des commandes des jeux et jouets, jeux vidéo et articles de puériculture
- Réceptionner les livraisons et assurer la prise en charge des produits
- Dispatcher et déplacer les produits au sein du magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture
- Effectuer les stockages des jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture en réserve
- Assurer l'approvisionnement du rayon
- Participer à la réalisation des inventaires

Le 4^{ème} bloc concerne le merchandising et de la dynamique commerciale du magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture.

Il comprend 6 compétences :

- Participer à l'implantation des jeux et des jouets, jeux vidéo, articles de puériculture
- Assurer la théâtralisation de l'offre de jeux et de jouets, articles de puériculture
- Mettre en œuvre des opérations commerciales, des actions promotionnelles les mieux adaptés aux désirs des enfants
- Participer aux animations commerciales du magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture
- Faire des démonstrations de jeux et de jouets, jeux vidéo, d'utilisation d'articles de puériculture
- Travailler en équipe

Le 5^{ème} bloc de compétence concerne le développement et la gestion commerciale du magasin spécialisé en jeux et jouets, jeux vidéo ou articles de puériculture.

Il regroupe 8 compétences :

- Suivre les modes et tendances dans le domaine du jeu, du jouet et des jeux vidéo
- Appréhender l'évolution du marché du jeu et du jouet, du jeu vidéo et des articles de puériculture
- Assurer une veille concurrentielle sur les marchés du jeu, des jouets, des jeux vidéo, des articles de puériculture
- Appréhender les objectifs commerciaux des magasins spécialisés jeux et jouets, jeux vidéo, articles de puériculture
- Appréhender et renseigner les tableaux de bord
- Appréhender les principaux indicateurs de performance
- Autoévaluer ses pratiques pour améliorer sa performance commerciale

Article 4 **Publics concernés**

Le Certificat de Qualification Professionnel vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo et articles de puériculture s'adresse à des salariés en poste, à des demandeurs d'emploi, à des stagiaires en contrat de professionnalisation.

Le nouvel entrant dans le métier, sans expérience professionnelle ou en reconversion professionnelle suit l'intégralité de la formation en formation continue ou en alternance.

Le salarié en poste dans une entreprise du secteur d'activité jeux, jouets, jeux vidéo, articles de puériculture bénéficie, après positionnement, d'un parcours de formation individualisé. Il est dispensé de suivre les formations rela-

tives aux blocs de compétences acquis ; sa formation est concentrée sur les blocs de compétences à acquérir. Il est cependant évalué sur l'ensemble des blocs de compétences.

Le salarié en poste ou demandeur d'emploi justifiant d'au minimum 1 an d'expérience en lien avec la certification visée peut demander à valider le CQP par la procédure de VAE (Validation des Acquis de l'Expérience).

Article 5

Organismes de formation

La CPNEFP du Commerce de Détail Non Alimentaire est compétente sur le choix des organismes de formation. Les organismes de formation, public ou privé, assurant la formation de «vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo et articles de puériculture» doivent être habilités par la CPNEFP sur le parcours pédagogique qu'ils dispensent à cet effet.

L'habilitation de l'organisme de formation délivrée par la CPNEFP est valable 3 ans.

Les organismes de formation doivent respecter le cahier des charges définis par la CPNEFP. Ils doivent construire un parcours pédagogique multimodal, individualiser les parcours de formation en fonction des acquis des candidats et définir un planning de formation en tenant compte des contraintes des entreprises en raison de leur activité.

Chaque année, chaque organisme de formation habilité transmet à la CPNEFP un bilan annuel des formations réalisées.

Article 6

Obtention de la certification

Pour obtenir la certification, le candidat doit valider chacun des blocs de compétences.

Un jury d'évaluation est constitué par l'organisme de formation ayant assuré la formation du candidat, il est composé d'au moins 2 membres dont un formateur et un professionnel.

La CPNEFP est informée au moins 2 mois à l'avance de l'organisation du jury d'évaluation et peut décider d'y envoyer un ou plusieurs représentants (un maximum par jury) pour contrôler le bon déroulé de l'évaluation.

Au regard des grilles d'évaluation et des avis émis par le jury d'évaluation, le jury paritaire se prononce sur la délivrance ou non du CQP. Dans ce dernier cas, il se prononce le cas échéant sur les blocs de compétences acquis par le candidat. Les blocs de compétences acquis le sont définitivement. Une attestation est alors remise au candidat.

Article 7

Jury paritaire d'attribution du CQP

Les règles de constitution du jury paritaire du CQP sont identiques entre les différentes voies d'accès au CQP : par la voie de l'évaluation (après un parcours de formation continue, en contrat de professionnalisation) ou par l'expérience (VAE).

Les décisions d'attribution du CQP ou la validation partielle de certains blocs de compétence sont décidées en CPNEFP sur la base des grilles d'évaluation et des avis émis par le jury d'évaluation et éventuellement des avis émis par la commission de suivi.

Article 8

Obtention du CQP dans le cadre de Validation des Acquis de l'Expérience

Dans le cas particulier de la Validation des Acquis de l'Expérience, le candidat constitue un dossier déclaratif dans lequel il déclare son expérience professionnelle et personnelle en lien avec les 5 blocs de compétence du CQP. Le candidat est évalué par un jury évaluateur composé d'au moins 2 membres dont un formateur d'un des organismes de formation référencés n'ayant pas suivi le candidat dans le cadre de sa VAE et un professionnel sans liens professionnels avec le candidat.

Le jury propose à la CPNEFP d'accepter ou de refuser la validation ou peut proposer une validation partielle de certains blocs de compétence. Dans ce cas le jury formalise des préconisations afin de permettre au candidat d'acquérir les compétences manquantes.

Le jury transmet une information détaillée sur chacun des candidats, en précisant les raisons pour lesquelles il propose ou non de valider le CQP ou les blocs de compétence afin de permettre à la CPNEFP de prendre la décision définitive de validation, de refus ou de validation partielle.

Article 9

Moyens de contrôle des jurys d'évaluation par la CPNEFP

La CPNEFP est informée au moins 2 mois à l'avance de l'organisation du jury d'évaluation qu'il s'agisse d'une formation continue, en alternance, dans le cadre d'un parcours individualisé ou dans le cadre de la VAE.

La CPNEFP peut décider d'y envoyer un ou plusieurs représentants (maximum un par jury) pour contrôler le bon déroulé de l'évaluation.

Le temps nécessaire au représentant pour se rendre sur le lieu du jury et pour suivre l'intégralité du processus d'évaluation est rémunéré par l'employeur qui peut se faire rembourser par le CDNA sur les fonds du paritarisme.

De même les frais de déplacement du représentant de son domicile au lieu d'évaluation sont pris en charge sur justificatifs par le CDNA.

Article 10

Création d'une commission de suivi

La CPNEFP crée une commission paritaire de suivi qui sera plus particulièrement chargée de contrôler le respect par les organismes de formation du cahier des charges, du bon déroulé des formations, du suivi des stagiaires et de l'organisation des jurys d'évaluation.

La commission de suivi transmettra ses avis et ses préconisations à la CPNEFP.

Elle sera composée de 4 membres, désignés pour 3 ans : 2 représentants des salariés et 2 représentants des employeurs.

Elle se réunira au moins 2 fois par an.

Article 11

Renouvellement, modification ou suppression du CQP

Le CQP «vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets, jeux vidéo et articles de puériculture» est créé par la CPNEFP du Commerce de Détail Non Alimentaire pour une durée indéterminée. Le CQP est révisé tous les 5 ans. Dans ce cadre, il peut être :

- rénové sur demande de la CPNEFP au regard de l'évolution du métier et des besoins en compétences engendrés
- supprimé par la CPNEFP, auquel cas les actions de formation en cours seront menées à leur terme jusqu'à la délivrance des certificats dont les titulaires pourront se prévaloir

Article 12

Financement et prises en charge

En fonction de l'évolution du cadre législatif et réglementaire, la CPNEFP détermine un montant de prise en charge incitatif afin de favoriser la formation des salariés du secteur et la reconnaissance de leur qualification professionnelle par l'attribution de ce CQP.

Ce montant tient compte du coût de l'organisme de formation ainsi que dans la mesure du possible des éventuels frais de déplacement et d'hébergement des stagiaires.

Article 13

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Ce CQP peut être revu et ajusté en fonction des besoins et de l'évolution du secteur économique.

Article 14

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée, par lettre recommandée avec avis de réception, aux signataires du présent accord et fera l'objet d'un dépôt, par la partie la plus diligente, auprès des services du Ministère du travail dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 15

Notification

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord est notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de la Convention Nationale des Commerces de détail non alimentaires.

Article 16

Dépôt

Conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, le texte du présent accord est déposé à la Direction Générale du Travail, en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Un exemplaire est aussi déposé auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 17

Révision

Les organisations signataires de l'accord, ou ayant adhéré à l'accord, peuvent demander à tout moment sa révision. La procédure de révision devra être engagée conformément aux dispositions légales en vigueur.

Aucune demande de révision d'une disposition du présent accord ne pourra, sauf cas exceptionnel ou urgence (notamment en cas de modification du contexte législatif ou réglementaire), être introduite dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 18

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une des parties signataires de l'accord ou ayant adhéré à l'accord avec un préavis de 6 mois minimum, toute formation commencée devant aller à son terme.

La partie dénonciatrice doit motiver cette dénonciation auprès de toutes les parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception, et la déposer conformément aux dispositions du Code du Travail.

Article 19

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à compter de sa signature.

Certificat de qualification professionnelle inter branches vendeur conseil en conseil en magasin (CQVI VCM) Accord du 11 décembre 2015

[Étendu par arr. du 3 juin 2016, JO 11 juin, applicable à compter de sa signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;

SNCAO ;

CPGA ;

CS EDT ;

Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;

CSNEFBCM ;

FCSJPE ;

FNDMV ;

CSMM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération Nationale de l'Encadrement du Commerce et des Services CFE CGC ;

Fédération des Services CFDT.

Première adaptation aux secteurs Droguerie/Équipement du Foyer/bazar

Préambule

Le Certificat de Qualification Professionnelle est une attestation délivrée par la branche reconnaissant la qualification du titulaire dans un emploi. Il est adapté aux métiers spécifiques de la branche concernés.

Prenant en considération, les compétences du Référentiel professionnel Activités et Compétences du Certificat de Qualification Professionnelle Inter-branches (CQPI) Vente Conseil en Magasin (VCM), les partenaires sociaux de la branche ont constaté qu'elles sont omniprésentes dans la branche CDNA.

Les compétences clés inscrites dans le référentiel métier des commerces de détail non alimentaires pour le métier de «vendeur/vendeuse» couvrent les 7 domaines de compétences inscrites au référentiel professionnel du CQPI Vente Conseil en Magasin.

L'actualisation de la cartographie de la branche CDNA réalisée en avril 2015 a mis en évidence les spécificités du métier de vendeur/vendeuse en équipement du foyer et bazar et celui particulier de la droguerie.

La cartographie du CDNA est notamment disponible en ligne sur le site de l'Observatoire de branche www.forco.org/branche/ObservatoireProspectifDuCommerce.

Au sein de la branche des commerces de détail non alimentaires, le secteur droguerie, équipement du foyer et bazar représenté par la Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer et Bazar, a souhaité mettre en œuvre le Certificat de Qualification Professionnel interbranches (CQPI) «Vendeur Conseil en magasin».

Afin de répondre aux besoins des entreprises mis en évidence par l'étude d'opportunité préalable réalisée, la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CNPEFP) de la branche a validé cette action.

Diagnostic préalable et étude d'opportunité

Préalablement à la mise en place du CQPI, pour confirmer sa pertinence dans les secteurs concernés, la CPNEFP a commandité une étude d'opportunité à l'Observatoire Prospectif de la branche près le FORCO avec l'appui du Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels (FPSPP).

Dans la droguerie, l'équipement du foyer et le bazar, il n'y a pas de formation obligatoire. Les formations initiales les plus fréquentes à ce poste sont CAP vente, BEP Vente Action Marchande, BEP métiers de la Relations aux Clients et aux usagers, Bac Pro commerce, BTS Management des Unités Commerciales, BTS action commerciale, titres professionnels vendeur conseil en magasin, employé commercial en magasin vendeur spécialisé en magasin, vendeur conseiller commercial.

Il existe encore quelques certifications qui ciblent ce métier de manière spécifique : mentions «vendeur conseil en produits techniques pour l'habitat (MC4), vente technique pour l'habitat (MC5), BEP métiers de la relations aux clients et aux usagers du ministère de l'Éducation Nationale. Ces certifications ne permettent pas de répondre en nombre aux besoins des entreprises du secteur.

Partant du constat qu'environ 80 % des effectifs «vendeurs/vendeuses» ne seraient titulaires d'aucun diplôme du commerce (ou des diplômes d'autres spécialités), il apparaît que les nombreux autodidactes recrutés auraient grâce à l'apport du CQPI un moyen de reconnaissance de leurs acquis adapté à leur secteur d'activité. Selon les entretiens réalisés dans la branche, près de 2/3 de ces salariés sans qualification dans le commerce seraient intéressés par une formation certifiante leur permettant de reconnaître leurs acquis et de sécuriser leur parcours professionnel.

La branche a déjà mis en place un CQP vendeur conseil en magasin spécialisé jeux jouets. Le développement du CQP en tant que référentiel de formation, présente un nombre d'heures demandé en «cours théorique» plus difficilement adaptable aux très petites entreprises des secteurs de droguerie, équipement du foyer bazar. Le choix s'est ainsi porté sur un CQP évaluant les acquis de l'expérience des candidats plus en rapport avec les besoins opérationnels des magasins et le potentiel de candidats.

Selon les informations issues du rapport de branche, le secteur équipement du foyer droguerie bazar représente près de 50 % des salariés ; on estime, selon différents croisements, que 65 % seraient des vendeurs/vendeuses.

La spécificité du métier, ses évolutions et ses difficultés de recrutement justifient un besoin fort de formations diplômantes déployables largement en volume et géographiquement. Ainsi le CQPI VCM, une fois décliné au secteur équipement droguerie bazar apparaît comme le moyen le plus pertinent de reconnaissance des acquis des salariés concernés et contribue à pallier en partie au déficit de profils au recrutement.

Par ailleurs, les professionnels des secteurs jugent aujourd'hui absolument indispensable de transmettre les savoirs et les savoir-faire dans ces métiers, notamment le secteur de la droguerie, dont les transmissions d'entreprises apparaissent souffrir tant de la conjoncture économique et que d'un manque d'image attractive pour les jeunes.

Article 1er Champ d'application

La reconnaissance du CQPI VCM équipement du foyer droguerie bazar concerne l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la branche du CDNA Convention collective nationale IDCC 1517.

Article 2 Description du métier

En premier lieu, présenter un fort intérêt pour le secteur d'activité ainsi que des bonnes aptitudes relationnelles et une première expérience dans la vente sont en général les prérequis pour l'exercice du métier de vendeur/vendeuse dans la branche.

Le vendeur en «droguerie, équipement du foyer ou bazar» a la spécificité de commercialiser une grande diversité de produits dont certains particulièrement techniques en droguerie par exemple. La difficulté réside alors dans le nombre important de références dont il faut maîtriser les caractéristiques et les bénéfices.

Pour répondre à la demande croissante des consommateurs en conseils personnalisés, la qualité d'écoute et l'expertise deviennent cruciales. Il s'agit de démontrer l'intérêt d'acheter des produits parfois un peu plus chers mais de meil-

leure qualité et plus adaptés à leurs besoins.

Par ailleurs pour sélectionner le produit qui s'adaptera le mieux à l'usage du client dans son quotidien, à son domicile, il est également demandé aux vendeurs, vendeuses de réaliser des démonstrations de produits. Cela permet d'attirer et de rassurer les clients qui ont besoin d'évaluer et comprendre les articles et leur utilisation potentielle dans leur contexte avant de se lancer dans un achat.

Enfin, le client de plus en plus présent sur internet a tendance à comparer les produits. Le vendeur adopte un rôle de conseil ; il accompagne son client dans cette recherche en ligne et l'oriente. Pour ce faire, il fait appel à la maîtrise des supports mobiles de navigation en ligne et à une connaissance large des gammes de produits.

Ces compétences appliquées à des domaines pointus et à des produits parfois très techniques, souvent régis par des réglementations spécifiques car destinés à un usage de particuliers à leur domicile sont rares. Il est souvent difficile de recruter des profils prêts pour exercer ce poste. La montée en compétences se fait alors souvent en interne, encadrée par des vendeurs plus expérimentés.

Des entretiens et l'organisation de groupes de travail avec des professionnels de la branche (chefs d'entreprise, responsables ressources humaines, responsables formation) a permis d'aboutir à la formation du référentiel de compétences et des métiers décliné au niveau des secteurs droguerie/équipement du foyer/bazar.

Article 3 **Référentiel Activités et Compétences**

Un Référentiel Activités et Compétences (RAC) a été élaboré et décliné au niveau de la Branche du Commerce de Détail Non Alimentaire pour les Secteurs Droguerie/Équipement du Foyer/Bazar à partir du référentiel professionnel du CQPI VCM validé par le Comité CQPI et selon les principes de la Charte.

Le référentiel adapté aux secteurs figure en annexe du présent accord.

Article 4 **Public visé par le CQPI VCM Droguerie/Équipement du Foyer/Bazar**

Tous les salariés de la branche qu'ils soient en contrat à durée indéterminée ou déterminée souhaitant compléter et/ou valider une expérience professionnelle peuvent accéder directement ou après un parcours de formation au CQPI VCM ainsi que les nouveaux entrants souhaitant intégrer le secteur d'activité en contrat de professionnalisation. Pour ces derniers, la validation a lieu en l'issue du parcours.

Il n'y a pas de durée minimum d'expérience professionnelle requise. Il est cependant souhaitable que le candidat ait un fort intérêt pour le secteur d'activité, de bonnes aptitudes relationnelles avec une première expérience dans la vente.

Hors demandeurs d'emploi, les candidatures extérieures sont admises, les demandes seront examinées par la CPNEFP pour acceptation, sous réserve de financement.

Article 5 **Positionnement dans la Convention Collective Nationale de la Branche**

Le «Certificat de Qualification Professionnelle (C.Q.P.) Vendeur Conseil en Magasin Droguerie/Équipement du Foyer/Bazar est un titre attestant dans les conditions définies ci-après la qualification obtenue dans la branche pour les métiers relevant de l'équipement du Foyer, bazar et droguerie.

L'acquisition de ce C.Q.P. permet au titulaire d'accéder au minimum au Niveau 3 de la Convention Collective Nationale du Commerce de Détail Non Alimentaire (brochure n° 3251 - IDCC 1517).

Article 6 **Organisation des évaluations**

Compte tenu de la diversité des entreprises et de leur taille, l'évaluation des compétences acquises par le candidat au CQP est réalisé soit :

- Par un évaluateur externe issu d'un organisme évaluateur habilité par la CPNEFP
- Par un binôme composé d'un évaluateur externe et d'un évaluateur interne à l'entreprise.

L'entreprise retient la modalité la mieux adaptée à sa taille et son organisation.

L'évaluateur externe est garant du déroulement des évaluations et des objectifs d'évaluation, dans le respect des procédures prescrites par la CPNEFP. L'évaluateur interne choisi est reconnu pour son expertise métier et sa connaissance des spécificités de l'entreprise. Il participe à la contextualisation des outils et à l'évaluation. Pour assurer son rôle, l'organisme évaluateur le prépare à l'utilisation des outils de positionnement.

Selon un cahier des charges, la CPNEFP habilite des organismes en tant qu'évaluateur externe pour une durée de 3 ans.

Tout organisme souhaitant être habilité par la Branche, adresse un dossier à la CPNEFP.

Le premier organisme évaluateur retenu pour 3 ans par les professionnels des secteurs concernés est le :

CIEFA (Centre Inter-Entreprises De Formation En Alternance)

Groupe IGS

12 Rue Alexandre de Parodi

75010 Paris

Durant la phase d'expérimentation, à compter du 1^{er} trimestre 2016, deux sessions seront organisées au coins de chacun des semestres ; les dates d'ouverture, validées par le secrétariat de la CPNEFP, seront arrêtées par le CIEFA www.ciefa.com sur ses différents campus.

Article 7 **Outils d'évaluation**

Sur présentation de l'entreprise, le salarié est inscrit à l'une des sessions annuelles.

Pour mieux appréhender les compétences acquises par le candidat, un dispositif d'évaluation multi-modal est mis en place à travers l'utilisation de 4 outils :

1. Un livret du candidat pour recueillir les informations sur le parcours professionnel du candidat, ses expériences et ses savoirs de base ;
2. Un questionnaire technique pour évaluer les connaissances théoriques et techniques utiles au métier ;
3. Une mise en situation/observation pour évaluer la maîtrise des savoir-faire nécessaire à l'exercice du métier ;
4. Un entretien final pour vérifier la maîtrise des compétences non validées lors des précédentes étapes d'évaluation.

Ces outils d'évaluation ont été contextualisés aux situations professionnelles réelles des secteurs concernés par le présent accord.

L'analyse des résultats de l'évaluation des compétences du candidat s'effectue via une grille de restitution complétée par l'organisme évaluateur externe.

En amont du positionnement, un guide de préparation est remis au candidat au CQPI. Ce guide présente :

- le parcours pour accéder au CQPI et l'organisation des différentes étapes d'évaluation ;
- les activités et compétences du référentiel du CQPI à maîtriser pour obtenir le certificat.

Article 8 **Jury paritaire et délivrance du CQPI**

Le Jury paritaire est une émanation de la CPNEFP, composé à parts égales de représentants des collègues «salariés» et «employeurs». Il :

- Délibère sur l'attribution du CQPI aux candidats au regard des dossiers présentés par les organismes évaluateurs externes ;
- Délivre les certificats aux candidats.

Il s'assure également du respect des procédures et de la qualité de la démarche mise en œuvre par les organismes évaluateurs externes.

Un Président de Jury paritaire est désigné à l'ouverture de chaque séance.

Le Jury paritaire se prononce :

- soit sur la validation totale du CQPI si les candidats sont admissibles sur l'ensemble des compétences exigées. Les lauréats se voient alors délivrer un certificat d'obtention du CQPI.
- soit sur une validation partielle si les candidats sont admissibles seulement sur une partie des compétences exigées. Les candidats se voient alors remettre une attestation de compétences. Ils conservent le bénéfice des compétences acquises pendant 5 ans pour se présenter de nouveau à une validation totale du CQPI.

Le cas échéant, le Jury pourra décider d'entendre le candidat, l'organisme évaluateur ou l'évaluateur interne avant de décider ou non de délivrer le CQPI.

Le Jury peut émettre des suggestions de formation complémentaire.

Article 9 **Parcours de développement des compétences**

Dans le cas où un candidat ne valide pas l'ensemble des compétences visées par le CQPI, l'organisme évaluateur préconise un parcours de développement des compétences.

Si un parcours de formation est nécessaire, l'entreprise choisit librement l'organisme de formation. Si l'organisme évaluateur est choisi comme organisme de formation, l'évaluateur ne peut être formateur.

L'organisme de formation choisi par l'entreprise n'a pas besoin d'être habilité par la branche.

Article 10

Financement et prise en charge

Dans le cadre des dispositifs Emploi-Formation mobilisables, les frais relatifs aux actions de formation, d'accompagnement et d'évaluation du candidat pourront être pris en charge par l'OPCA désigné par la branche, le FORCO.

Le forfait horaire destiné à couvrir tout ou partie des frais pédagogiques, d'évaluation et d'accompagnement, des frais éventuels de déplacement et d'hébergement des candidats à la charge par l'employeur sera déterminé par la Section Professionnelle Paritaire ou à défaut par le Conseil d'Administration de l'OPCA.

Pour la première session, un avenant au présent accord précisera le taux horaire et les limites fixées dans le respect de l'équilibre des fonds de la branche gérés par le FORCO.

Article 11

Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les signataires rappellent aux entreprises les dispositions de l'article 6 du Chapitre I «Clauses Générales» de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517).

Le présent accord permet de garantir l'accès au CQPI VCM de façon identique pour tous les salariés sans aucune discrimination.

Article 12

Dispositions diverses

12-1

Adhésion à la charte du CQPI

Pour la mise en œuvre du CQPI, les signataires précisent que la branche est représentée pour le collège «employeurs» par le Syndicat professionnel Groupe des 10/CDNA qui adhère dans ce cadre à la charte CQPI.

12-2

Durée et prise d'effet de l'accord

L'accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de sa signature. Il pourra être revu et ajusté en fonction de l'évolution des secteurs d'activité concernés.

12-3

Correspondance

Pour tout ce qui concerne le présent accord ou demande du cahier des charges d'habilitation en tant qu'organisme évaluateur, la correspondance doit être adressée à :

Monsieur le Président

CPNEFP

Groupe des 10/CDNA

45 rue des Petites Ecuries - 75010 Paris

12-4

Durée et entrée en vigueur du présent accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, il entre en vigueur à compter de sa signature.

12-5

Dépôt et notification

À l'issue de la procédure de signatures, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

12-6

Extension

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Annexe : référentiel Activités Compétences CQPI Vendeur Conseil en Magasin adapté aux secteurs équipement du Foyer/droguerie/bazar.

Annexe

Référentiels - CQP(I) Vendeur conseil en magasin

Référentiels d'activités et de compétences - Référentiel de certification

Les référentiels présentés dans ce document ont été élaborés et déclinés au niveau de la Branche à partir du référentiel générique validé par le comité national des CQPI et selon les principes de la Charte.

1) Définition de la qualification

Le(la) vendeur(se) conseil accueille, informe et conseille la clientèle sur un point de vente dans le respect des exigences de service de l'entreprise, du magasin. Il/elle vend les produits et des services du point de vente en délivrant des conseils adaptés en fonction des différents profils de clientèle et en faisant appel à des connaissances techniques. Il/elle fidélise la clientèle du magasin et traite les réclamations simples en provenance des clients dans le cadre de la politique commerciale. Il/elle assure la tenue de son rayon ou de son magasin et met en valeur les produits dans le cadre de la politique de merchandising du point de vente.

Le vendeur(se) conseil en magasin effectue les principales activités suivantes :

- Assure le traitement des livraisons (Réception, contrôle de la conformité de la livraison, déballage, mise en stock en réserve).
- Prépare la mise en rayon des articles (étiquetage, antivol, balisage,...).
- Effectue l'approvisionnement ou le réassort des rayons et installe en magasin les articles dans le respect du plan de merchandising de l'enseigne.
- Accueille le client, identifie ses besoins, le conseille sur les articles et services du magasin et répond à ses demandes.
- Procède à la vente, en effectuant éventuellement une proposition complémentaire (accessoires, maroquinerie...).
- Effectue les opérations d'encaissement et de fidélisation.
- Effectue le rangement et le nettoyage de l'espace de vente et des articles en rayon.
- Assure le traitement des retours (retrait et retours des produits défectueux, retours des invendus, transfert de marchandises...) et participe aux relevés d'inventaire.

Responsabilité et autonomie

- Le vendeur/se conseil en magasin intervient sous la responsabilité d'un responsable adjoint ou d'un responsable de magasin.

Secteur(s) d'activité(s)

- Branche des commerces de détail non alimentaires (CDNA).
- Secteur Droguerie, équipement du foyer, bazars.

Désignation des métiers en lien avec la qualification

- Employé de magasin,
- vendeur,
- conseiller clientèle
- ...

2) Référentiel d'activités

Domaines	Description des activités
— A1-Traitement des livraisons, mise en réserve et suivi des stocks.	<ul style="list-style-type: none"> — A1.1 Réception des marchandises (ustensiles de cuisine, produits d'entretien, petit outillage, articles de décoration, consommables - ampoules..., PLV...). — A1.2 Contrôle de la conformité de la livraison. — A1.3 Déballage des marchandises reçues. — A1.4 Enregistrement et rangement des articles en réserve. — A1.5 Préparation à la mise en rayon des articles. — A1.6 Préparation de l'inventaire. — A1.7 Traitement des retours (retrait et retours des produits défectueux, retours des invendus, transfert de marchandises...).
A2-Approvisionnement, réassortiment et mise en valeur du rayon, du magasin.	<ul style="list-style-type: none"> — A2.1 Sélection et acheminement des articles vers le magasin. — A2.2 Installation dans le point de vente et mise en valeur des articles dans les rayons et en vitrine dans le respect des règles de merchandising du magasin. — A2.3 Détection des anomalies et retrait des articles impropres à la vente. — A2.4 Étiquetage et/ou contrôle de l'étiquetage, changement de prix, signalisation. — A2.5 Maintien des rayons, du magasin en état vendeur. — A2.6 Installation des «promotions» et des «opérations commerciales».
A3-Prise en charge du client.	<ul style="list-style-type: none"> — A3.1 Accueil des clients dans l'espace du point de vente et gestion des flux. — A3.2 Renseignement des clients en quête d'informations sur le magasin, les articles, les services, l'utilisation des outils numériques à disposition. — A3.3 Réception et traitement des réclamations courantes des clients et des retours d'articles en fonction des procédures.
A4-Conseil, relationnel client accompagnement à la vente et vente.	<ul style="list-style-type: none"> — A4.1 Écoute et recherche des besoins et motivations d'achats des clients sur le point de vente. — A4.2 Sélection et apport de précisions spécifiques sur les articles proposés et adaptés aux besoins des clients. — A4.3 Démonstration de l'utilisation des produits — A4.4 Argumentation pour conclure la vente — A4.5 Proposition de services associés — A4.6 Encaissement des règlements selon les modes de paiement retenus. — A4.7 Mise à jour du fichier clients.
A5-Contribution à l'animation commerciale et au suivi des performances du magasin.	<ul style="list-style-type: none"> — A5.1 Participation à la mise en place d'actions d'animation commerciale sur le point de vente — A5.2 Recueil des informations sur les performances du point de vente (Chiffre d'affaires, indice de vente, prix de vente moyen...). — A5.3 Recueil sur les indicateurs de performances de son périmètre. — A5.4 Partage des informations avec l'équipe du point de vente.

3) Référentiel des compétences associées aux activités

Activités visées	Domaines de compétence	Description des compétences associées aux activités visées
A1-Traitement des livraisons, mise en réserve et suivi des stocks.	C7-Réaliser le suivi des stocks et la prise en charge des produits.	<ul style="list-style-type: none"> — C7.1 Comprendre les documents de livraison et vérifier l'adéquation entre le document et les marchandises reçues. — C7.2 Signaler les anomalies de livraison au responsable. — C7.3 Acheminer ou faire acheminer les marchandises vers la réserve. — C7.4 Enregistrer les articles entrés sur le système d'information du point de vente. — C7.5 Repérer l'affectation des articles dans la réserve et ranger les produits à la place attribuée. — C7.6 Maintenir la réserve dans un état correct. — C7.7 Mettre les protections "antivol", étiqueter les articles pour la mise en rayon. — C7.8 Participer à l'expédition des retours ou transferts d'articles dans la chaîne logistique. — C7.9 Vérifier physiquement le stock en réserve et en magasin (référence, étiquetage...) en vue de l'inventaire.
A2-Approvisionnement, réassortiment et mise en valeur du rayon, du magasin.	C4-Assurer le bon état marchand du rayon ou du magasin.	<ul style="list-style-type: none"> — C4.1 Déterminer les références et la quantité d'articles à mettre en rayon. — C4.2 Disposer les articles en rayon et en vitrine selon le plan de merchandising et l'aménagement/ameublement disponible dans le magasin. — C4.3 Installer et/ou vérifier les supports de PLV afin de maintenir l'attractivité de l'espace de vente. — C4.4 Installer et/ou vérifier les éléments de signalétique en magasin en respectant les normes en vigueur. — C4.5 Identifier les articles non-conformes et appliquer les procédures de retrait. — C4.6 Nettoyer, ranger les rayons, maintenir la vitrine et vérifier la mise en valeur des articles. — C4.7 Vérifier l'étiquetage et les stocks en rayon.

Activités visées	Domaines de compétence	Description des compétences associées aux activités visées
A3-Prise en charge	C1-Accueillir et accompagner un client en magasin.	<ul style="list-style-type: none"> — C1.1 Réaliser la prise de contact conformément à la pratique en vigueur dans le magasin. — C1.2 Adopter une attitude d'accueil et une tenue conforme aux standards du point de vente. — C1.3 Rester disponible, détecter le moment d'intervention et offrir ses services au client en quête d'informations. — C1.4 Déterminer les demandes du client et répondre aux demandes. — C1.5 Orienter et/ou accompagner le client dans l'espace de vente pour traiter ses demandes.
	C5-Traiter les retours et les réclamations clients.	<ul style="list-style-type: none"> — C5.1 Recevoir les réclamations des clients, détecter les attentes et appréhender l'objet de la réclamation ou du retour. — C5.2 Adopter une attitude adaptée auprès des clients face à des incidents ou réclamations courants. — C5.3 Formuler une réponse adaptée et/ou proposer une solution adaptée et conforme aux procédures appliquées dans le point de vente. — C5.4 Transmettre les réclamations et informations liées aux retours au responsable du point de vente.
A4-Conseil relationnel client, accompagnement à la vente et vente.	C2-Analyser les besoins d'un client et vendre des produits et des services adaptés.	<ul style="list-style-type: none"> — C2.1 Questionner le client et pratiquer l'écoute active pour identifier et comprendre ses besoins et motivations. — C2.2 Identifier le profil de client et les bons leviers à actionner pour la vente. — C2.3 Sélectionner, présenter et argumenter les articles pouvant satisfaire le client. Identifier les objections et y apporter une réponse adaptée. — C2.4 Repérer les ventes additionnelles (supplémentaires, complémentaires) possibles et les proposer. — C2.5 Répondre aux volontés de négociation du client et conclure la vente — C2.6 Créer du lien, développer l'intimité avec le client et le fidéliser. Proposer l'éventuel programme de fidélisation. — C2.7 Recevoir le règlement et effectuer les opérations de vérification et d'encaissement nécessaires. — C2.8 Prendre congé conformément à la pratique en vigueur dans le magasin.
	C3-Conseiller techniquement le client sur les produits et les services proposés par l'entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> — C3.1 Identifier et connaître les différents produits du magasin et leur technicité pour en faire des arguments de vente. — C3.2 Identifier les qualités et avantages correspondant aux caractéristiques des articles — C3.3 Utiliser les articles proposés et illustrer leur fonctionnement dans le cadre de démonstrations clients — C3.4 S'informer et disposer de connaissances sur l'univers de la décoration, de l'entretien et des équipements du foyer, ainsi que l'évolution des tendances en vue d'apporter des conseils avisés — C3.5 Connaître les différents services proposés par le magasin.
A5-Contribution à l'animation commerciale et au suivi des performances du magasin	C6-Appréhender et participer à la dynamique commerciale.	<ul style="list-style-type: none"> — C6.1 Comprendre les différents indicateurs de performance du point de vente. — C6.2 S'informer et prendre en compte dans son activité les objectifs fixés et les informations sur le fonctionnement du point de vente transmis par le responsable. — C6.3 Alimenter, suivre et analyser des tableaux de bord de gestion (ventes, stocks, commandes) et rendre compte au responsable des informations liées à l'activité. — C6.4 Rendre compte au responsable des informations liées à l'activité. — C6.5 Communiquer avec l'équipe sur les informations utiles au fonctionnement du point de vente.

4)

Référentiel de certification

Domaine de compétences qui sera évalué	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation Résultats attendus observables et/ou mesurables	Conditions de réalisation
C1-Accueillir et accompagner un client en magasin.	<p>Le livret du candidat (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le candidat décrit par écrit ses activités. Il informe sur le parcours professionnel et il permet de positionner le candidat par rapport aux activités réalisées sur le point de vente. <p>Le questionnaire technique (Durée 2 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Il permet vérifier la maîtrise des connaissances techniques par rapport à des situations professionnelles en lien avec la certification. <p>L'observation simulée (Durée 1 h 30)</p> <ul style="list-style-type: none"> Elle permet d'évaluer la maîtrise des savoir-faire professionnels en situation, à partir de 3 mises en situation reconstituées. <p>L'entretien final (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Il permet de revenir sur certains éléments évalués aux étapes précédentes et de déterminer le niveau d'atteinte des objectifs visés par le CQPI. 	L'espace de vente est couvert : circulation dans l'espace de vente, prise en compte des différentes zones, des différents univers,...	<p>À partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un espace de vente, du plan de la surface de vente, - des procédures d'accueil, du listing des produits référencés, des outils numériques à disposition du client.
		La tenue, la présentation personnelle du vendeur sont conformes aux consignes de l'entreprise (tenue vestimentaire, posture, présentation générale, expression orale,...).	
		Le vendeur se rend disponible vis-à-vis du client, il entre en contact avec lui : pause dans l'activité en cours, gestion de l'affluence, contact visuel, accueil verbal, signe de reconnaissance,...	
		Le comportement professionnel du vendeur est adapté à la relation client et conforme aux exigences de l'entreprise (écoute, empathie, respect des règles de politesse et de courtoisie, maîtrise des émotions, prise d'initiative vis-à-vis du client dans le respect de ses besoins,...), depuis l'accueil jusqu'à la prise de congé.	
		L'accueil client est personnalisé, la phrase d'accroché est appropriée et la langue dans laquelle s'exprime le client est prise en compte.	
		L'accompagnement du client tient compte des campagnes commerciales en cours dans le magasin : stratégie commerciale, objectifs à atteindre, ciblage de la clientèle, impacts des résultats, les ventes,...	

Domaine de compétences qui sera évalué	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation Résultats attendus observables et/ou mesurables	Conditions de réalisation
C2-Analyser les besoins d'un client et vendre des produits et des services adaptés.	<p>Le livret du candidat (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le candidat décrit par écrit ses activités. Il informe sur le parcours professionnel et il permet de positionner le candidat par rapport aux activités réalisées sur le point de vente. <p>Le questionnaire technique (Durée 2 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Il permet vérifier la maîtrise des connaissances techniques par rapport à des situations professionnelles en lien avec la certification. <p>L'observation simulée (Durée 1 h 30)</p> <ul style="list-style-type: none"> Elle permet d'évaluer la maîtrise des savoir-faire professionnels en situation, à partir de 3 mises en situation reconstituées. <p>L'entretien final (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Il permet de revenir sur certains éléments évalués aux étapes précédentes et de déterminer le niveau d'atteinte des objectifs visés par le CQPI. 	Le questionnaire utilisé permet d'identifier les besoins du client (questions ouvertes, attitude d'ouverture face au client, écoute active,...).	<p>À partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des articles et services du magasin, des consignes de travail, règles et usages de l'entreprise.
		Le relationnel instauré est adapté au client et contribue à un parcours d'achat personnalisé adapté à ses besoins.	
		Les besoins ou la demande du client sont reformulés.	
		La durée de l'entretien de vente est adaptée au flux de clients.	
		Le choix des produits et services proposés tient compte de plusieurs paramètres : profil du client, politique commerciale, opérations en cours,... différents canaux de vente mis en place par le magasin.	
		L'adéquation entre les produits et services proposés et les besoins du client est vérifiée.	
		Des produits et services additionnels, complémentaires ou de substitution sont proposés.	
		Les argumentaires de vente tiennent compte de l'analyse des besoins du client, des caractéristiques des produits proposés et des remarques et observations du client.	
		L'entretien de vente est conclu : transaction commerciale ou recherche d'implication du client.	
C3-Conseiller techniquement le client sur les produits et les services proposés par l'entreprise.	<p>Le livret du candidat (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le candidat décrit par écrit ses activités. Il informe sur le parcours professionnel et il permet de positionner le candidat par rapport aux activités réalisées sur le point de vente. <p>Le questionnaire technique (Durée 2 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Il permet vérifier la maîtrise des connaissances techniques par rapport à des situations professionnelles en lien avec la certification. <p>L'observation simulée (Durée 1 h 30)</p> <ul style="list-style-type: none"> Elle permet d'évaluer la maîtrise des savoir-faire professionnels en situation, à partir de 3 mises en situation reconstituées. <p>L'entretien final (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Il permet de revenir sur certains éléments évalués aux étapes précédentes et de déterminer le niveau d'atteinte des objectifs visés par le CQPI. 	Les procédures d'encaissement, les modalités et les conditions de paiement, les consignes de sécurité associées sont respectées.	<p>À partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des articles et services du magasin, fiches techniques des articles, supports d'aide à la vente.
		Le client est informé de la politique de fidélisation de l'entreprise.	
		Les caractéristiques techniques des produits et des services proposés par l'entreprise sont présentées au client : fonctionnalités, le cas échéant procédés de fabrication, conditions d'utilisation, de conservation, précautions à prendre pour l'utilisation et l'entretien,...	
		Le vocabulaire technique spécifique aux produits vendus est utilisé et maîtrisé.	
		Les informations et conseils techniques délivrés sur les produits et les services spécifiques (possibilité d'échange/retour, opérations promotionnelles,...) sont exacts et adaptées au client.	
		Différents produits sont présentés et proposés en réponse aux besoins du client.	
		Les outils et supports d'aide à la vente à disposition du vendeur sont utilisés (catalogues...).	

Domaine de compétences qui sera évalué	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation Résultats attendus observables et/ou mesurables	Conditions de réalisation
C4-Assurer le bon état marchand du rayon ou du magasin.	<p>Le livret du candidat (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat décrit par écrit ses activités. Il informe sur le parcours professionnel et il permet de positionner le candidat par rapport aux activités réalisées sur le point de vente. <p>Le questionnaire technique (Durée 2 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il permet vérifier la maîtrise des connaissances technique par rapport à des situations professionnelles en lien avec la certification. <p>L'entretien final (Durée 1h)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il permet de revenir sur certains éléments évalués aux étapes précédentes et de déterminer le niveau d'atteinte des objectifs visés par le CQPI. 	Le plan et les règles d'implantation lors de la mise en place du rayon, du magasin et des vitrines sont respectés.	<p>À partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un espace de vente, du plan de la surface de vente, - du plan de merchandising, - des règles et consignes d'hygiène et de sécurité.
		Les produits sont correctement positionnés, mis en valeur, dans les rayons, le magasin ou les vitrines.	
		La mise en place des produits respecte les règles d'hygiène et de sécurité (règles et consignes de rangement, de préservation et de protection des produits, règles relatives aux produits dangereux, consignes des gestes et postures adaptés aux activités...).	
		Les produits détériorés et/ou non conformes sont repérés et retirés de l'espace de vente.	
		La mise en rayon est effectuée en référence au flux de clients.	
		Les procédures en vigueur face aux risques de situations dangereuses sont connues et comprises.	
		Le bon état marchand du rayon ou du magasin est vérifié tout au long de la journée (rayons ou vitrines remplis, produits rangés, propreté des meubles, rangement et dégagement des allées,...).	
		Les produits devant être davantage mis en valeur sont identifiés et des propositions peuvent être formulées.	
		Des contrôles réguliers du balisage (prix, publicité,...), de l'étiquetage des produits du rayon ou du magasin sont réalisés.	
		Les actions permettant d'éviter la rupture produit ou le surstock en rayon sont mises en œuvre selon les consignes : Alerte, réapprovisionnement...	

Domaine de compétences qui sera évalué	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation Résultats attendus observables et/ou mesurables	Conditions de réalisation
C5-Traiter les retours et les réclamations clients.	<p>Le livret du candidat (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le candidat décrit par écrit ses activités. Il informe sur le parcours professionnel et il permet de positionner le sur le point de vente. <p>Le questionnaire technique (Durée 2 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il permet vérifier la maîtrise des connaissances techniques par rapport à des situations professionnelles en lien avec la certification. <p>L'observation simulée (Durée 1 h 30)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elle permet d'évaluer la maîtrise des savoir-faire professionnels en situation, à partir de 3 mises en situation reconstituées. <p>L'entretien final (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il permet de revenir sur certains éléments évalués aux étapes précédentes et de déterminer le niveau d'atteinte des objectifs visés par le CQPI. 	Les questions posées permettent d'identifier les raisons de la réclamation ou du retour de produit.	<p>À partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un espace de d'une réclamation simple formulée par un client ou d'un retour de produit à son initiative, - Des consignes et procédures en la matière.
		Les informations délivrées sur les différentes solutions envisageables pour traiter la réclamation sont comprises par le client et conformes à la politique du magasin.	
		Lors d'une réclamation ou d'un retour, des solutions adaptées sont proposées : orientation vers l'interlocuteur compétent, proposition d'un produit de remplacement, d'un service, d'un avantage commercial,... selon la politique du magasin/de l'enseigne. En cas de doute, difficultés ou litiges complexes, le responsable est alerté.	
		Lors d'un retour clientèle, les opportunités de proposer un nouvel achat sont saisies.	
		L'attitude adoptée et les arguments apportés face à un client exprimant un mécontentement ou de l'agressivité permet de traiter efficacement la situation : écoute, empathie, ton calme, voix posée, mise à l'écart du client mécontent,...	
C6-Appréhender et participer à la dynamique commerciale.		Les informations clefs sur les activités réalisées et à réaliser sont identifiées.	<p>À partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des consignes et procédures de travail, de la politique commerciale, - en référence aux objectifs et indicateurs d'activité et de vente fixés et transmis.
		Les informations utiles au fonctionnement du point de vente sont connues (planning des livraisons, état du stock, objectifs et résultats des ventes, taux de transformation, panier moyen, indice de vente, points à surveiller en matière de démarque inconnue, nombre d'adhésions au programme de fidélisation, plannings promotionnels...).	
		Les objectifs et les indicateurs de vente sont compris et pris en compte dans l'activité.	
		Les informations recueillies, le suivi de l'activité sont transmis au responsable (oralement ou par écrit en utilisant le système d'information propre au magasin).	
		Les interlocuteurs compétents (responsable, responsable adjoint) sont alertés en cas d'incident, de dysfonctionnement, de réclamations complexes.	
		Les informations utiles à l'activité sont échangées avec les collègues, et le cas échéant, avec une attention particulière avec les nouveaux membres de l'équipe : relais des consignes, informations sur les produits, services, le magasin, clients....	

Domaine de compétences qui sera évalué	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation Résultats attendus observables et/ou mesurables	Conditions de réalisation
C7-Réaliser le suivi des stocks et la prise en charge des produits.	<p>Le livret du candidat (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le candidat décrit par écrit ses activités. Il informe sur le parcours professionnel et il permet de positionner le candidat par rapport aux activités réalisées sur le point de vente. <p>Le questionnaire technique (Durée 2 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Il permet vérifier la maîtrise des connaissances techniques par rapport à des situations professionnelles en lien avec la certification. <p>L'entretien final (Durée 1 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> Il permet de revenir sur certains éléments évalués aux étapes précédentes et de déterminer le niveau d'atteinte des objectifs visés par le CQPI. 	Les arrivages des produits du rayon ou du magasin sont suivis : pas de rayon encombré,...	<p>À partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des documents de livraison, - des consignes et règles de sécurité, - des consignes et procédures en matière de prise en charge des articles et en matière de suivi des stocks.
		Des matériels de manutention adaptés au poids et au volume des produits sont utilisés si besoin.	
		Les règles de sécurité sont connues et mises en œuvre lors du déplacement des produits, mobiliers,...	
		Le déplacement des produits respecte les règles ergonomiques. Des gestes et postures adaptés aux activités à réaliser sont mis en œuvre.	
		Les produits sont stockés selon leur spécificité. Les règles et consignes de rangement, de préservation et d'hygiène des produits sont identifiées et mises en œuvre (règle de stockage, protection des produits, règles de sécurité, identification des produits,...).	
		La réserve, les racks sont propres et rangé(s).	
		L'utilisation des outils permettant d'identifier les ruptures et les surstocks de produits est maîtrisée.	
		Les consignes visant à éviter la démarque inconnue sont respectées.	
		Les procédures et consignes en vigueur pour la préparation et la réalisation des inventaires sont respectées.	
		Les comptages réalisés lors des inventaires sont exacts.	
		Les écarts d'inventaires sont identifiés et consignés selon les procédures.	

Le certification ne peut pas être attribuée à un candidat qui ne maîtrise pas les savoirs de base. C'est-à-dire les savoirs généraux mobilisés par le titulaire de la qualification dans l'exercice de ses activités professionnelles. Aucun examen n'est mis en place spécifiquement pour l'évaluation de ces savoirs. Il sont évalués conjointement aux compétences professionnelles par le biais 4 outils préétablis : livret, questionnaire, observation, entretien. Ces outils permettent de s'assurer du niveau maîtrisé par le candidat.

Savoirs de base	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation Résultats attendus observables et/ou mesurables
OR1 - Oral - Structurer un message, argumenter un point de vue, reformuler. - Adapter son discours selon l'objectif, l'interlocuteur et la situation, soutenir une conversation. - Utiliser un vocabulaire varié et technique	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien final • Observation en situation de travail simulée 	La prise de parole recouvre : m Des informations de nature différentes. m Des phrases construites correctement (sujet, verbe, complément,...). m Des propos, idées, reformulations, questions... phrases qui s'enchaînent facilement et qui sont organisées de façon chronologique ou respectant un ordre logique en vue d'aboutir à une explication, une argumentation.... m Un vocabulaire professionnel, clair et précis, sans jargon incompréhensible.
EC1 - Écrit - Lire et comprendre des messages écrits. - Produire des messages lisibles et structurés.	<ul style="list-style-type: none"> • Livret du candidat • Questionnaire technique 	- Le déchiffrement, la lecture et la compréhension des messages écrits sont maîtrisés. L'expression écrite est maîtrisée : m Des termes ou des phrases courtes. m Des phrases plus complexes construites et rédigées correctement (sujet, verbe, complément,...). m Les écrits ont un sens, sont compréhensibles sur le fond et la forme. L'écrit est organisé de façon chronologique ou respectant un ordre logique.
CA1 - Calcul - Effectuer des opérations de calculs liées à l'activité professionnelle.	<ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire technique 	- Les calculs de base liés aux activités professionnelles sont maîtrisés. Un maniement du fonctionnement des 4 opérations, de la règle de 3 et des pourcentages permettent au candidat la résolution de problèmes simples.
ET1 - Espace/Temps - Repérer des actions à réaliser. - Planifier, ordonner des actions ou tâches	<ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire technique 	- Le repérage et l'ordonnement d'événement ou de données dans l'espace et le temps sont maîtrisés. Le candidat doit être capable de se situer ou situer une action dans le temps ou dans l'espace (par exemple formaliser un organigramme, un schéma et de s'y positionner, de situer une action en amont ou en aval sans erreur).

CQP vendeur conseil en magasin maroquinerie

Accord du 6 juillet 2017

[Étendu par arr. 29 juin 2018, JO 5 juill., applicable à compter de sa signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;
 SNAN ;
 CSNEDT ;
 CPGA ;
 FNDMV ;
 CSNEFBCM ;
 CSMM ;
 FFDDEFB ;
 FCSJPE ;
 CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNECS CFE-CGC ;
 CFTC CSFV ;
 FS CFDT.

Préambule

Le Certificat de Qualification Professionnelle est une attestation délivrée par la branche reconnaissant la qualification du titulaire dans un emploi. Il est adapté aux métiers spécifiques de la branche concernés.

Prenant en considération, les compétences du Référentiel professionnel Activités et Compétences du Certificat de Qualification Professionnelle Inter-branches (CQPI) Vente Conseil en Magasin (VCM), les partenaires sociaux de la branche ont constaté qu'elles sont omniprésentes dans la branche CDNA.

Les compétences clés inscrites dans le référentiel métier des commerces de détail non alimentaires pour le métier de «vendeur/vendeuse» couvrent les 7 domaines de compétences inscrites au référentiel professionnel du CQPI Vente Conseil en Magasin.

L'actualisation de la cartographie de la branche CDNA réalisée en avril 2015 a mis en évidence les spécificités du métier de vendeur/vendeuse en maroquinerie.

La cartographie du CDNA est notamment disponible en ligne sur le site de l'Observatoire de branche www.forco.org/branche/ObservatoireProspectifDuCommerce.

Au sein de la branche des commerces de détail non alimentaires, le secteur de la maroquinerie représenté par la Fédération Nationale des détaillants en maroquinerie et Voyage, a souhaité mettre en œuvre le Certificat de Qualification Professionnelle interbranches (CQPI) «Vendeur Conseil en magasin».

Afin de répondre aux besoins des entreprises, la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CNPEFP) de la branche a validé cette action.

Diagnostic préalable

Dans la maroquinerie, il n'y a pas de formation obligatoire. Les formations initiales les plus fréquentes à ce poste sont CAP vente, BEP Vente Action Marchande, BEP métiers de la Relations aux Clients et aux usagers, Bac Pro commerce, BTS Management des Unités Commerciales, BTS action commerciale, titres professionnels vendeur conseil en magasin, employé commercial en magasin vendeur spécialisé en magasin, vendeur conseiller commercial.

Partant du constat qu'une grande majorité des effectifs «vendeurs/vendeuses» ne seraient titulaires d'aucun diplôme du commerce (ou des diplômes d'autres spécialités), il apparaît que les nombreux autodidactes recrutés auraient grâce à l'apport du CQPI un moyen de reconnaissance de leurs acquis adapté à leur secteur d'activité.

La branche a déjà mis en place un CQP vendeur conseil en magasin spécialisé jeux jouets. Le développement du CQP en tant que référentiel de formation, présente un nombre d'heures demandé en «cours théorique» plus difficilement adaptable aux très petites entreprises du secteur de la maroquinerie. Le choix s'est ainsi porté sur un CQP évaluant les acquis de l'expérience des candidats plus en rapport avec les besoins opérationnels des magasins et le potentiel de candidats, tout comme l'a fait en 2015, la FFDB qui a créé un CQPI VCM adapté aux secteurs de la Droguerie, de l'Équipement du Foyer et du Bazar.

La spécificité du métier, ses évolutions et ses difficultés de recruter, justifient un besoin fort de formations diplômantes déployables largement en volume et géographiquement. Ainsi le CQPI VCM, une fois décliné au secteur maroquinerie apparaît comme le moyen le plus pertinent de reconnaissance des acquis des salariés concernés et contribue à pallier en partie au déficit de profils au recrutement.

Par ailleurs, les professionnels des secteurs jugent aujourd'hui absolument indispensable de transmettre les savoirs et les savoir-faire dans ce métier, dont les transmissions d'entreprises apparaissent souffrir de la conjoncture économique.

Article 1er Champ d'application

La reconnaissance du CQPI VCM maroquinerie concerne l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la branche du CDNA Convention collective nationale IDCC 1517.

Article 2 Description du métier

En premier lieu, présenter un fort intérêt pour le secteur d'activité ainsi que des bonnes aptitudes relationnelles et une première expérience dans la vente sont en général les prérequis pour l'exercice du métier de vendeur/vendeuse dans la branche.

Le vendeur en maroquinerie à la spécificité de commercialiser une diversité de produits : maroquinerie, bagagerie, petite maroquinerie et accessoires. Il doit maîtriser la connaissance des nombreux articles qui composent la boutique. Il rencontre les fournisseurs pour mieux appréhender les produits et leur fabrication. Il peut aussi être amené à réaliser de petites réparations.

Pour répondre à la demande des consommateurs en conseil personnalisé, la qualité d'écoute et d'expertise devient crucial, il doit être informé des dernières tendances, connaître les caractéristiques des produits, des marques, de leur

histoire et des matières qui les composent afin de cibler au mieux les attentes des différentes clientèles. Ce service indispensable permet de se démarquer d'internet.

Des entretiens et l'organisation de groupes de travail avec des professionnels de la branche (chefs d'entreprise, responsables ressources humaines, responsables formation) a permis d'aboutir à la formation du référentiel de compétences et des métiers décliné au niveau du secteur de la maroquinerie

Article 3 **Référentiel Activités et Compétences**

Un Référentiel Activités et Compétences (RAC) a été élaboré et décliné au niveau de la Branche du Commerce de Détail Non Alimentaire pour le secteur de la maroquinerie, à partir du référentiel professionnel du CQPI VCM validé par le Comité CQPI et selon les principes de la Charte.

Le référentiel adapté aux secteurs figure en annexe du présent accord.

Article 4 **Public visé par le CQPI VCM Maroquinerie**

Tous les salariés de la branche qu'ils soient en contrat à durée indéterminée ou déterminée souhaitant compléter et/ou valider une expérience professionnelle peuvent accéder directement ou après un parcours de formation au CQPI VCM ainsi que les nouveaux entrants souhaitant intégrer le secteur d'activité en contrat de professionnalisation. Pour ces derniers, la validation a lieu à l'issue du parcours.

Il n'y a pas de durée minimum d'expérience professionnelle requise. Il est cependant souhaitable que le candidat ait un fort intérêt pour le secteur d'activité, de bonnes aptitudes relationnelles avec une première expérience dans la vente.

Hors demandeurs d'emploi, les candidatures extérieures sont admises, les demandes seront examinées par la CPNEFP pour acceptation, sous réserve de financement.

Article 5 **Positionnement dans la Convention Collective Nationale de la Branche**

Le «Certificat de Qualification Professionnelle (C.Q.P.) Vendeur Conseil en Magasin Maroquinerie est un titre attestant dans les conditions définies ci-après la qualification obtenue dans la branche pour les métiers relevant de la maroquinerie.

L'acquisition de ce C.Q.P. permet au titulaire d'accéder au minimum au Niveau 3 de la Convention Collective Nationale du Commerce de Détail Non Alimentaire (brochure n° 3251- IDCC 1517).

Article 6 **Organisation des évaluations**

Compte tenu de la diversité des entreprises et de leur taille, l'évaluation des compétences acquises par le candidat au CQP est réalisé soit :

- Par un évaluateur externe issu d'un organisme évaluateur habilité par la CPNEFP
- Par un binôme composé d'un évaluateur externe et d'un évaluateur interne à l'entreprise.

L'entreprise retient la modalité la mieux adaptée à sa taille et à son organisation.

L'évaluateur externe est garant du déroulement des évaluations et des objectifs d'évaluation, dans le respect des procédures prescrites par la CPNEFP. L'évaluateur interne choisi est reconnu pour son expertise métier et sa connaissance des spécificités de l'entreprise. Il participe à la contextualisation des outils et à l'évaluation. Pour assurer son rôle, l'organisme évaluateur le prépare à l'utilisation des outils de positionnement

Selon un cahier des charges, la CPNEFP habilite des organismes en tant qu'évaluateur externe pour une durée de 3 ans.

Tout organisme souhaitant être habilité par la Branche, adresse un dossier à la CPNEFP.

Le premier organisme évaluateur retenu pour 3 ans par les professionnels des secteurs concernés est le :

CIEFA (Centre Inter-Entreprises De Formation En Alternance) Groupe IGS 12 Rue Alexandre de Parodi 75010 Paris

Durant la phase d'expérimentation, à compter du 2^{ème} semestre 2017, deux sessions seront organisées au cours de chacun des semestres ; les dates d'ouverture, validées par le secrétariat de la CPNEFP, seront arrêtées par le CIEFA www.ciefa.com sur ses différents campus.

Article 7 **Outils d'évaluation**

Sur présentation de l'entreprise, le salarié est inscrit à l'une des sessions annuelles.

Pour mieux appréhender les compétences acquises par le candidat, un dispositif d'évaluation multi-modal est mis en place à travers l'utilisation de 4 outils :

1. Un livret du candidat pour recueillir les informations sur le parcours professionnel du candidat, ses expériences et ses savoirs de base ;
2. Un questionnaire technique pour évaluer les connaissances théoriques et techniques utiles au métier ;
3. Une mise en situation/observation pour évaluer la maîtrise des savoir-faire nécessaire à l'exercice du métier ;
4. Un entretien final pour vérifier la maîtrise des compétences non validées lors des précédentes étapes d'évaluation.

Ces outils d'évaluation ont été contextualisés aux situations professionnelles réelles du secteur concerné par le présent accord.

L'analyse des résultats de l'évaluation des compétences du candidat s'effectue via une grille de restitution complétée par l'organisme évaluateur externe.

En amont du positionnement, un guide de préparation est remis au candidat au CQPI. Ce guide présente :

- le parcours pour accéder au CQPI et l'organisation des différentes étapes d'évaluation ;
- les activités et compétences du référentiel du CQPI à maîtriser pour obtenir le certificat.

Article 8 **Jury paritaire et délivrance du CQPI**

Le Jury paritaire est une émanation de la CPNEFP, composé à parts égales de représentants des collègues «salariés» et «employeurs». Il :

- Délibère sur l'attribution du CQPI aux candidats au regard des dossiers présentés par les organismes évaluateurs externes ;
- Délivre les certificats aux candidats.

Il s'assure également du respect des procédures et de la qualité de la démarche mise en œuvre par les organismes évaluateurs externes.

Un Président de Jury paritaire est désigné à l'ouverture de chaque séance

Le Jury paritaire se prononce :

- soit sur la validation totale du CQPI si les candidats sont admissibles sur l'ensemble des compétences exigées. Les lauréats se voient alors délivrer un certificat d'obtention du CQPI.
- soit sur une validation partielle si les candidats sont admissibles seulement sur une partie des compétences exigées. Les candidats se voient alors remettre une attestation de compétences. Ils conservent le bénéfice des compétences acquises pendant 5 ans pour se présenter de nouveau à une validation totale du CQPI.

Le cas échéant, le Jury pourra décider d'entendre le candidat, l'organisme évaluateur ou l'évaluateur interne avant de décider ou non de délivrer le CQPI.

Le Jury peut émettre des suggestions de formation complémentaire.

Article 9 **Parcours de développement des compétences**

Dans le cas où un candidat ne valide pas l'ensemble des compétences visées par le CQPI, l'organisme évaluateur préconise un parcours de développement des compétences.

Si un parcours de formation est nécessaire, l'entreprise choisit librement l'organisme de formation. Si l'organisme évaluateur est choisi comme organisme de formation, l'évaluateur ne peut être formateur.

L'organisme de formation choisi par l'entreprise n'a pas besoin d'être habilité par la branche.

Article 10 **Financement et prise en charge**

Dans le cadre des dispositifs Emploi-Formation mobilisables, les frais relatifs aux actions de formation, d'accompagnement et d'évaluation du candidat pourront être pris en charge par l'OPCA désigné par la branche, le FORCO.

Le forfait horaire destiné à couvrir tout ou partie des frais pédagogiques, d'évaluation et d'accompagnement, des frais éventuels de déplacement et d'hébergement des candidats à la charge par l'employeur sera déterminé *par la Section Professionnelle Paritaire ou à défaut (Termes exclus de l'extension par arr. 29 juin 2018, JO 5 juill.)* par le Conseil d'Administration de l'OPCA.

Pour la première session, un avenant au présent accord précisera le taux horaire et les limites fixées dans le respect de l'équilibre des fonds de la branche gérés par le FORCO.

Article 11
Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les signataires rappellent aux entreprises les dispositions de l'article 6 du Chapitre I «Clauses Générales» de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517).

Le présent accord permet de garantir l'accès au CQPI VCM de façon identique pour tous les salariés sans aucune discrimination.

Article 12
Dispositions diverses

12-1
Adhésion à la charte du CQPI

Pour la mise en œuvre du CQPI, les signataires précisent que la branche est représentée pour le collège «employeurs» par le Syndicat professionnel CDNA qui adhère dans ce cadre à la charte CQPI.

12-2
Durée et prise d'effet de l'accord

L'accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de sa signature. Il pourra être revu et ajusté en fonction de l'évolution des secteurs d'activité concernés.

12-3
Correspondance

Pour tout ce qui concerne le présent accord ou demande du cahier des charges d'habilitation en tant qu'organisme évaluateur, la correspondance doit être adressée à

Monsieur le Président CPNEFP CDNA 45 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

12-4
Durée et entrée en vigueur du présent accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, il entre en vigueur à compter de sa signature.

12-5
Dépôt et notification

À l'issue de la procédure de signatures, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat- greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

12-6
Extension

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

**Annexe - Référentiel Activités Compétences CQPI Vendeur Conseil en Magasin
adapté au secteur maroquinerie**

Désignation de l'OPCA
Accord du 31 janvier 2012

[Étendu par arr. 7 août 2012, JO 18 août]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;

SNAN ;

CSNEDT ;

FNDMV ;

CSNEFBCM ;

CSMM ;

FFDDEFFB ;

FCSJPE.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Considérant les dispositions de la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie,

Considérant l'accord relatif aux priorités et aux objectifs de la formation professionnelle signé dans la branche des commerces de détail non alimentaires le 29 novembre 2004,

Considérant l'agrément par arrêté du 9 novembre 2011, paru au Journal Officiel du 4 décembre 2011, de l'organisme paritaire collecteur des entreprises relevant du secteur du commerce et de la distribution FORCO,

Considérant les nouvelles instances et instruments introduits par ladite Loi du 24 novembre 2009,

Considérant l'avenant n° 12 du 29 juin 2011 portant création de la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP) dans la branche,

Considérant enfin l'article R. 6332-16 du Code du travail, les partenaires sociaux signataires du présent accord décident d'améliorer l'efficacité des moyens déjà mis en œuvre en matière de formation professionnelle au profit des entreprises et des salariés de la branche des commerces de détail non alimentaires (CDNA) et s'engagent à réviser dans les meilleurs délais l'accord de branche du 29 novembre 2004 au regard des nouvelles dispositions légales.

Dans cet esprit, les signataires :

— confirment que la CPNEFP est l'organe d'orientation de la politique de la branche en matière d'emploi et de formation,

— désignent l'OPCA FORCO comme organisme collecteur des fonds de formation de la branche,

— désignent l'Observatoire prospectif du commerce géré par le FORCO en qualité d'observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche,

— demandent au Conseil d'Administration du FORCO la création d'une Section Paritaire Professionnelle (SPP) pour la branche des Commerces de Détail Non Alimentaires (CDNA) qui aura notamment en charge :

— de recommander les priorités (publics/formation) pour la gestion des fonds du plan de formation des sections financières des entreprises de moins de 50 salariés,

— de définir des priorités de formations et des règles de prise en charge au titre des fonds du plan de formation des entreprises de 50 salariés et plus et des fonds de la professionnalisation gérés par l'OPCA en cohérence avec l'accord de branche et les avis et orientations de la CPNEFP.

La SPP veillera à ce que les orientations définies par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP) soit prises en accord avec les prérogatives de gestion et les décisions de l'OPCA au regard de l'équilibre des fonds gérés.

Les membres de la SPP seront désignés parmi les membres de la CPNEFP de la branche.

Le présent accord est conclu dans le cadre du champ d'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517). Il prend effet à sa signature et sera notifié au Conseil d'Administration du FORCO pour faire valoir la demande de la branche de créer au sein de l'OPCA désigné une Section Paritaire Professionnelle.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Le texte du présent avenant sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2331-2 et D. 2231-3 du Code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée sur l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du Code du travail.

Désignation de l'OPCO ***Avenant du 6 novembre 2018***

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC CSFV ;
FS CFDT ;
FEC - FO ;
CGT FCS.

L'article 19 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel crée les «opérateurs de compétences».

Ils sont notamment chargés de l'appui technique aux branches professionnelles pour la mise en œuvre de leurs politiques conventionnelles, dont la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et la détermination des niveaux de prises en charge adéquats des contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

Les branches professionnelles doivent désigner d'ici le 1^{er} janvier 2019 l'opérateur de compétences auquel elles souhaitent adhérer.

Dans l'attente de précisions sur la liste et le périmètre des futurs opérateurs habilités, les parties signataires entendent d'ores et déjà indiquer, par cette lettre, la filière économique à laquelle il souhaite que la branche soit rattachée : la filière «commerce».

Mise en œuvre de la Pro A Accord du 4 février 2020

[Étendu par arr. 25 août 2020, JO 5 sept., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension]

(Voir également Avenant n° 1 du 10 juin 2021 et Avenant n° 2 du 4 avril 2023)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT ;

CFE-CGC.

Préambule

Les partenaires sociaux rappellent que les entreprises de la Branche des commerces de détail non alimentaires évoluent dans un domaine en évolution perpétuelle.

Le commerce de détail non alimentaire est un secteur en forte mutation. La part du e-commerce ne cesse d'augmenter. Elle dépasse 20 % dans plusieurs de ses domaines d'activités. Comme l'indique l'étude réalisée par l'observatoire du commerce en 2019 sur l'impact du digital dans le commerce,

«le digital transforme profondément les parcours d'achat, même lorsqu'ils sont réalisés dans des boutiques physiques qui sont devenus pour la plupart des points de vente hybrides digitaux et physiques»

Les entreprises du commerce de détail non alimentaires et leurs salariés vont devoir en permanence, faire évoluer leur niveau de compétences et de qualification afin de répondre aux défis du commerce de demain. Les emplois sont donc confrontés au risque d'obsolescence des compétences dans de nombreux métiers.

La loi du 5 septembre 2018 a créé un nouveau dispositif afin de redynamiser les modalités de formation ouvertes aux salariés : la reconversion ou la promotion par alternance (Pro A).

Le dispositif Pro-A permet aux salariés, notamment ceux dont la qualification est insuffisante au regard de l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail, de favoriser leur évolution ou promotion professionnelle et leur maintien dans l'emploi.

La reconversion ou la promotion par alternance s'inscrit en complément du plan de développement des compétences de l'entreprise et du compte personnel de formation (CPF).

Mis en œuvre à l'initiative du salarié ou de l'entreprise, le dispositif Pro-A peut-être mobilisé dans une optique d'évolution, de réorientation professionnelle ou de co-construction de projets qualifiants entre salariés et employeurs.

La loi a confié à la Branche le rôle de déterminer les certifications professionnelles et les formations éligibles à la Pro-A ainsi que certaines de ses modalités de mise en œuvre, c'est ce qu'ont convenu les partenaires sociaux dans le présent accord :

Article 1

Les bénéficiaires du dispositif de la Pro A

Il est rappelé que le dispositif de la Pro-A concerne les salariés visés à l'article L. 6324-1 du Code du travail, en particulier les titulaires d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat unique d'insertion à durée indéterminée. Le dispositif est accessible aux salariés placés en activité partielle.

En application de l'article D. 6324-1-1, elle vise les salariés n'ayant pas atteint un niveau de qualification correspondant au grade de la licence.

Article 2

Objet et forme du dispositif de la Pro A

Le dispositif de la Pro-A a pour objet de permettre au salarié de changer de métier ou de profession, ou de bénéficier d'une promotion sociale ou professionnelle par des actions de formation ou par des actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience.

La formation organisée au titre de la Pro-A repose sur l'alternance entre enseignement généraux, professionnels et technologiques, délivrés par un organisme de formation et activités professionnelles en entreprise, en lien avec la formation suivie.

Les parties signataires rappellent l'importance de l'entretien professionnel qui vise à accompagner le salarié dans ses perspectives d'évolution professionnelle (qualifications, changement de poste, promotion, ...) et identifier ses besoins de formation et qui est un moment opportun pour envisager une pro A.

Pendant sa formation, le salarié bénéficie de la protection sociale en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Lorsque la formation se déroule pendant le temps de travail, le maintien de la rémunération du salarié est assuré. Le contrat de travail du salarié fait l'objet d'un avenant qui précise la durée et l'objet de la Pro-A.

Article 3

Les formations et certifications éligibles

Sont éligibles à la Pro-A les certifications professionnelles enregistrées dans le Répertoire national des certifications professionnelles (*Termes exclus de l'extension par arr. 25 août 2020, JO 5 sept.*) et dans le répertoire spécifique défini par la Branche.

Les certifications professionnelles ont pour objectif de permettre à une personne, quel que soit son statut, de certifier qu'elle détient un ensemble de connaissances et de compétences nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle. Elles participent ainsi à la sécurisation des parcours professionnels des personnes qui en sont titulaires, et concourent à l'objectif, pour toute personne, de progresser d'au moins un niveau de qualification au cours de sa vie professionnelle.

L'étude EDEC concernant l'impact du digital dans les entreprises du commerce, menée par l'Observatoire prospectif du commerce sous l'égide du Ministère du Travail montre que le secteur du commerce de détail non alimentaire est en profonde mutation :

— La polyvalence des emplois et le poids de la machine au sens large dans les métiers du commerce vont se renforcer

— Des compétences simples et complexes d'usage des outils digitaux vont se diffuser

— La vente conseil en magasin évoluera demain dans un environnement où la connaissance du produit et la capacité à apporter un conseil technique seront de plus en plus assistées

— Le directeur de magasin disposera de plus d'outils et son rôle évoluera vers plus d'animation et moins de contrôle.

Cette étude a, entre autres, mis en exergue trois domaines sur lesquels le renforcement des compétences devient un enjeu prioritaire afin d'éviter leur obsolescence :

— La gestion de la relation client

m Mieux appréhender le client en établissant une relation client plus approfondie

m S'adapter aux nouvelles exigences et aux évolutions des attentes des clients (accueil, conseil et relationnel plus poussés)

m Fluidifier et personnaliser le parcours client

m Développer l'information et le conseil client

m Maîtriser les nouveaux codes de la relation client

m Mieux connaître et interagir avec ses clients

— L'optimisation de la chaîne logistique

m Optimiser les approvisionnements et la gestion des flux logistiques dans une logique de développement durable

m Sécuriser la chaîne logistique en minimisant les risques naturels, sociaux, économiques

m Utiliser de nouveaux outils de supervision et de pilotage

— Le management de proximité

m Faire évoluer le rôle d'animation des managers pour accompagner les évolutions des organisations et leurs adaptations au changement

m Adapter les modes de management et les conditions de travail aux nouvelles attentes des salariés et aux besoins des entreprises

m Sécuriser les parcours professionnels en misant sur la formation et en accompagnant le développement des compétences des salariés

Renforcer les compétences des salariés par la formation certifiante, pour permettre aux entreprises du commerce de faire face aux mutations économiques et sociales, et pour sécuriser leurs parcours professionnels, devient donc un enjeu majeur.

Ce renforcement en compétences, pour sécuriser les parcours professionnels, est d'autant plus important que le commerce est un secteur jeune et intégrateur sur le marché du travail, favorisant l'insertion et la réinsertion professionnelle avec environ $\frac{1}{4}$ des salariés sans diplômes. Cela justifie l'acquisition de compétences de bases «cœur de métier» délivrées par les premiers niveaux de certifications professionnelles.

Par ailleurs, le développement omni-canal des entreprises nécessite un développement et un renforcement des compétences dans les métiers de la DATA. Ces métiers prennent une place croissante dans l'analyse des données afin d'optimiser les parcours utilisateurs et les ventes.

La veille, pilotée par l'Observatoire Prospectif du Commerce, montre également que, dans un contexte concurrentiel renforcé par les sites de vente sur internet, la santé économique des entreprises et l'emploi dépendent fortement de l'attractivité des magasins physiques. Cette attractivité passe par des boutiques au décor, au design et à l'ambiance renouvelés dans un environnement phygital où la recherche d'expérience unique vécue en magasin devient un élément clé de fréquentation, et donc de dynamisme économique. Ces nouvelles exigences impacteront directement les activités relatives au merchandising.

Pour répondre à ces enjeux socio-économiques majeurs, à la forte mutation de l'activité de commerce de détail non alimentaire et prévenir de l'obsolescence des compétences des salariés, la branche du CDNA a constitué sa liste de certifications professionnelles éligibles à la pro-A à partir de 4 familles de métiers stratégiques pour lesquels le renforcement et l'acquisition de compétences nouvelles sont nécessaires :

— La vente : employé de commerce / vendeur, conseiller vente / manager d'un point de vente, responsable de magasin / animateur de réseau

— La logistique : agent logistique, préparateur de commandes, réceptionnaire / Responsable d'équipe logistique / Responsable d'exploitation logistique

— Le merchandising : Responsable Merchandiser / Visuel Merchandiser / Merchandiser

— La data : UX Designer / Data Analyst, Data Miner

Les personnes qui peuvent être touchées par les risques d'obsolescence peuvent occuper tous les niveaux et tous les statuts de la Convention Collective. Elles peuvent bénéficier du dispositif Pro-A dès lors qu'elles n'ont pas atteint un niveau de qualification sanctionné par une certification professionnelle enregistrée au RNCP et correspondant au grade de la Licence.

Le parcours de formation doit permettre l'acquisition d'une qualification visant une promotion ou une reconversion professionnelle. Dans tous les cas, il permet de répondre à l'obsolescence des compétences.

Lorsque la Pro A vise une reconversion, elle peut aboutir à un changement de métier et/ou d'activité.

Les parties signataires ont confié à la Commission Professionnelle Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP) du CDNA, la mission de déterminer la liste détaillée des formations éligibles.

La 1^{ère} liste de formation qui est annexée à cet accord, a été élaborée lors des réunions de la CPNEFP du 28 novembre 2019 et du 4 février 2020.

Cette liste sera actualisée régulièrement par la CPNEFP de la Branche.

Article 4

Modalités de mise en œuvre des actions de formation

Le dispositif Pro-A s'étend sur une durée comprise entre six et douze mois.

Les partenaires signataires décident que le dispositif peut être prolongé jusqu'à vingt-quatre mois pour :

- Les personnes qui visent une formation diplômante de type Bac Pro, DUT, BTS ou Licence professionnelle,
- Lorsque la nature de la qualification l'exige,
- Pour les personnes bénéficiant d'un Contrat Unique d'Insertion,
- Pour les personnes reconnues travailleur handicapé.

Pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus, qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, elle peut être allongée à trente-six mois.

Les actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques doivent être mis en œuvre par un organisme de formation ou par l'entreprise, si elle dispose d'un service de formation.

Les actions de reconversion ou de promotion par alternance se déroulent prioritairement sur le temps de travail effectif. Elles peuvent se dérouler, en tout ou partie, en dehors du temps de travail, à l'initiative soit du salarié, soit de l'employeur, selon les modalités fixées par accord d'entreprise.

À défaut la Branche a fixé à 90 h par salarié et par an ou 6 % du forfait pour les salariés en forfait annuel en jours ou en heures, le seuil à ne pas dépasser pour le temps de formation hors temps de travail.

Les actions de formation sont d'une durée comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale de la Pro-A et elles ne doivent pas être inférieures à 150 heures.

Les signataires décident de porter le maximum au-delà de 25 % pour les bénéficiaires suivants :

- Les jeunes de 16 à 25 ans n'ayant pas validés un second cycle de l'enseignement secondaire et non titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel,
- Les personnes qui visent une formation diplômante de type Bac Pro, DUT, BTS ou Licence professionnelle,
- Lorsque la nature de la qualification l'exige,
- Pour les personnes bénéficiant d'un Contrat Unique d'Insertion
- Pour les personnes reconnues travailleur handicapé.

Article 5

Le tutorat

L'employeur désigne parmi les salariés de l'entreprise un tuteur chargé d'accompagner chaque bénéficiaire du dispositif de la pro A.

Le tuteur est choisi parmi les salariés qualifiés de l'entreprise. Il doit être volontaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de formation poursuivi.

Un tuteur ne peut pas suivre plus de 3 salariés en alternance et deux s'il est lui-même l'employeur.

Le tuteur a notamment pour missions :

- d'accueillir, d'aider, d'informer et de guider les personnes qui, dans l'entreprise, participent à des actions de formation, dans le cadre de la Pro A
- d'organiser, en lien avec le responsable hiérarchique, l'activité de ces personnes dans l'entreprise, et de contribuer à l'acquisition de connaissances, de compétences, d'aptitudes professionnelles et de savoir-faire professionnels, au travers d'actions formalisées en situation professionnelle ;
- de veiller au respect de leur emploi du temps et aux activités qui leur sont confiées ;
- d'assurer la liaison entre les organismes ou établissements de formation et ces personnes ;
- de participer à l'évaluation des compétences acquises.

Article 6

Le financement

Les actions de formation professionnelle sont financées en application de l'article L. 6332-1 du Code du travail.

L'opérateur de compétences pourra prendre en charge les frais pédagogiques, la rémunération des salariés en formation ainsi que les frais de transport et d'hébergement selon les modalités et les plafonds déterminés par son Conseil d'Administration, sur proposition de la CPNEFP (le plafond actuel est de 3000 €).

Article 7

Dispositions particulières pour les TPE

Les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail et ce, en appli-

cation de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent accord a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 8

Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'accord, dépôt, extension

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail, le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du Ministre Chargé du travail.

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Annexe

Liste des formations et des certifications éligibles à la Pro A

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveaux
Employé de commerce	CAP	Employé de commerce multi-spécialités	684	3
	Titre RNCP	Employé polyvalent du commerce et de la distribution	28736	3
	Titre professionnel	Employé de commerce en magasin	8812	3
Vendeur en magasin	Bac Pro	Métiers de l'accueil	32049	4
	Bac Pro	Métiers du commerce et de la vente/ option A Animation et gestion de l'espace commercial	32208	4
	Titre professionnel	Vendeur(se) conseil en magasin	13620	4
	Titre	Vendeur conseiller commercial	23932	4
	Titre professionnel	Responsable de rayon	1893	4
	BTS	Management Commercial Opérationnel	34031	5
	BTS	Négociation et Digitalisation de la Relation Client	34030	5
	BTS	BTS Technico-commercial	4617	5
	Titre professionnel	Manager d'unité marchande	32291	5
	Titre	Gestionnaire d'Unité Commerciale option généraliste, option spécialisée	23827	5
	DUT	Techniques de commercialisation	2927	5
	Titre RNCP	Gestionnaire de l'administration des ventes et de la relation commerciale	28662	5

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveaux
Manager/responsable de magasin	Titre RNCP	Manager de rayon Chargé(e)	13355	5
	Titre RNCP	de clientèle Commerce et	32204	5
	Licence Professionnelle	distribution Responsable de la	29740	6
	Titre	distribution	27365	6
	Titre RNCP	Responsable opérationnel de la distribution	19369	6
	Titre RNCP	Chef de magasin	6577	6
	Titre	Responsable du développement de l'unité commerciale	26187	6
	Titre	Responsable marketing et commercial	18000	6
	Titre	Développeur marketing et commercial	28130	6
	Titre	Responsable du développement commercial	13596	6
	Titre	Responsable de centre de profit en distribution	29441	6
	Titre RNCP	Responsable en développement marketing et vente	19384	6
	Titre RNCP	Manager commerce Retail	34329	6
	Master	Marketing, vente	31501	7
	Titre RNCP	Manager du développement commercial	11541	7
	Titre RNCP	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	30417	7
	Titre RNCP	Manager dirigeant	30814	7
Agent Logistique	CAP	Opérateur/opératrice logistique	22689	3
	BEP	Logistique et transport	7387	3
	<i>(Termes exclus de l'extension par arr. 25 août 2020, JO 5 sept.) Titre professionnel</i>	<i>(Termes exclus de l'extension par arr. 25 août 2020, JO 5 sept.) Cariste d'entrepôt</i>	310	3
	Titre professionnel	Agent magasinier	1852	3
	<i>(Termes exclus de l'extension par arr. 25 août 2020, JO 5 sept.) Titre professionnel</i>	<i>(Termes exclus de l'extension par arr. 25 août 2020, JO 5 sept.) Préparateur de commandes en entrepôt</i>	311	3
	Titre RNCP	Opérateur logistique polyvalent	28737	3
	Bac Pro	Logistique	1120	4

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveaux
Responsable d'équipe/responsable d'exploitation logistique	Titre professionnel	Technicien(ne) en logistique d'entreposage	1899	4
	DUT	Gestion logistique et transport	2462	5
	Titre professionnel	exploitation logistique	1901	5
	BTS	Transport et prestations logistiques	12798	5
	Licence Professionnelle	Management des processus logistiques (fiche nationale)	29992	6
	Titre RNCP	Responsable logistique	23939	6
	Titre RNCP	Responsable de la chaîne logistique	16886	6
	Licence Professionnelle	Logistique et systèmes d'information (fiche nationale)	29989	6
	Licence Professionnelle	Logistique et pilotage des flux (fiche nationale)	29988	6
	Titre RNCP	Responsable des opérations logistiques	15336	6
	Titre RNCP	Responsable en logistique et transports	2577	6
	Titre RNCP	Responsable en logistique de distribution	26190	6
	Titre RNCP	Manager des opérations logistiques internationales	14528	7
	Titre RNCP	Manager de la supply chain et Achats (MS)	32227	7
	Titre RNCP	Manager achats et supply chain	26146	7
	Titre RNCP	Manager des achats et de la chaîne logistique - Supply chain (MS)	26948	7
	Titre RNCP	Manager de la chaîne logistique et achats (MS)	23011	7
	Titre RNCP	Manager transport, logistique et commerce international	27048	7
	Master	Gestion de production, logistique, achats (fiche nationale)	34032	7
Merchandising	Titre RNCP	Décorateur Merchandiser	23872	5
	Titre RNCP	Visual Merchandiser	23651	5
	Titre RNCP	Responsable Visuel Merchandiser	23970	6
La Data	Titre RNCP	Développeur web	13595	5
	Licence Professionnelle	Métiers du numérique : conception rédaction et réalisation web (fiche nationale)	29971	6
	Titre RNCP	Concepteur de projets en design et arts graphiques Options : design graphique, design numérique, design d'espace, design produits, design de mode, illustration et animation	30719	6
	Titre RNCP	Concepteur designer graphique	31185	6
	Licence Professionnelle	Métiers du décisionnel et de la statistique (fiche nationale)	29969	6
	Titre ingénieur	Diplôme d'ingénieur de l'École Internationale des Sciences du Traitement de l'Information - Spécialité Génie Mathématique.	8987	7

Avenant n° 1 du 10 juin 2021

[Étendu par arr. 19 oct. 2021, JO 21 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Les partenaires sociaux rappellent que les entreprises de la branche des Commerces de Détail Non Alimentaires (CDNA) ont signé le 4 février 2020 un accord relatif à la mise en œuvre du dispositif de la Pro-A dans la branche. Cet accord a été étendu par arrêté du 25 août 2020 (JORF du 5 septembre 2020).

Les raisons pour lesquelles les partenaires sociaux ont mis en place ce dispositif en 2020 et qui justifient de le compléter avec de nouvelles certifications se sont renforcées : le commerce de détail non alimentaire est un secteur qui doit fortement s'adapter aux nouvelles demandes des consommateurs et la crise sanitaire a accéléré ce processus. Les commerces physiques ne cessent d'évoluer pour devenir des points de vente hybrides, digitaux et physiques.

L'élévation du niveau de compétences et de qualification des salariés de la branche est donc une nécessité afin de répondre aux défis du commerce de demain. Les emplois actuels sont en effet confrontés au risque d'obsolescence des compétences dans de nombreux métiers.

Les partenaires sociaux rappellent que la loi du 5 septembre 2018 a créé un nouveau dispositif afin de redynamiser les modalités de formation ouvertes aux salariés : la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A). Le dispositif Pro-A permet aux salariés, notamment ceux dont la qualification est insuffisante au regard de l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail, de favoriser leur évolution ou leur promotion professionnelle et leur maintien dans l'emploi.

Dans l'accord signé le 4 février 2020, les partenaires sociaux ont déterminé, pour la branche, les bénéficiaires, l'objet et la forme du dispositif, les modalités de sa mise en œuvre, ainsi que les formations et certifications professionnelles éligibles à la Pro-A. Cet accord traite aussi des thèmes du tutorat et du financement de la formation.

La branche du CDNA a constitué sa liste de certifications professionnelles éligibles à la Pro-A à partir de 4 familles de métiers stratégiques pour lesquels le renforcement et l'acquisition de compétences nouvelles étaient nécessaires :

- La vente : Employé de commerce / Vendeur, Conseiller vente / Manager d'un point de vente, Responsable de magasin / Animateur de réseau
- La logistique : Agent logistique, Préparateur de commandes, Réceptionnaire / Responsable d'équipe logistique / Responsable d'exploitation logistique
- Le merchandising : Responsable Merchandiser / Visuel Merchandiser / Merchandiser
- La data : UX Designer / Data Analyst, Data Miner

La liste des formations et certifications éligibles a été élaborée dans le cadre de la Commission Professionnelle Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP) du CDNA et a été annexée à l'accord du 4 février 2020.

Conformément à ce que les parties signataires avaient envisagé dans l'accord du 4 février 2020, les partenaires sociaux ont décidé d'actualiser la liste des formations éligibles à la Pro-A à la suite des travaux menés par la CPNEFP au cours des réunions du 12 mars, du 23 avril, du 26 mai et du 10 juin 2021.

Les parties signataires ont donc décidé ce qui suit :

Article 1er

Liste complémentaire des formations et certifications éligibles à la Pro-A

Les partenaires sociaux de la branche ont considéré que les 4 familles de métiers stratégiques pour lesquels le renforcement et l'acquisition de compétences nouvelles sont nécessaires et qui ont été définies le 4 février 2020 restent les mêmes.

C'est donc sur cette base qu'une liste complémentaire de certifications professionnelles éligibles à la Pro-A a été élaborée :

1.1

Certifications remplaçant des intitulés figurant dans l'accord du 4 février 2020, étendu par arrêté du 25 août 2020, et dont l'enregistrement au RNCP est arrivé à échéance

Onze certifications remplacent des intitulés figurant dans l'accord étendu du 4 février 2020 (cf. arrêté du 25 août 2020, art. 1, alinéa 1), dont l'enregistrement est arrivé à échéance et qui ont fait l'objet d'une réinscription au RNCP.

Six certifications concernent les métiers de la vente et correspondent au renouvellement de l'inscription au RNCP avec un certificateur identique :

1. CAP «Équipier polyvalent du commerce» (RNCP34947). Niveau : 3. Date d'échéance : 31 août 2025. Renouvellement du CAP «Employé de commerce multi-spécialités» (RNCP684), qui arrivera à échéance le 31 août 2021.
2. Titre RNCP «Employé polyvalent du commerce et de la distribution» (RNCP35010). Niveau : 3. Date d'échéance : 14 octobre 2025. Renouvellement du Titre RNCP «Employé polyvalent du commerce et de la distribution» (RNCP28736), arrivé à échéance le 5 août 2020.
3. Titre professionnel «Assistant manager d'unité marchande» (RNCP35233). Niveau : 4. Date d'échéance : 16 février 2026. Renouvellement du Titre professionnel «Responsable de rayon» (RNCP1893), arrivé à échéance le 15 février 2021.
4. Titre RNCP «Manager de rayon» (RNCP34558). Niveau : 5. Date d'échéance : 24 avril 2025. Renouvellement du Titre professionnel «Manager de rayon» (RNCP13355), arrivé à échéance le 21 avril 2020.
5. Titre RNCP «Chargé de clientèle» (RNCP 34809). Niveau : 5. Date d'échéance : 23 juillet 2025. Renouvellement du Titre RNCP «Chargé(e) de clientèle» (RNCP 32204), arrivé à échéance le 23 août 2020.
6. Titre RNCP «Responsable commercial et marketing» (RNCP35540). Niveau : 6. Date d'échéance : 19 avril 2024. Renouvellement du Titre «Développeur marketing et commercial» (RNCP28130), arrivé à échéance le 23 août 2020.

Deux certifications concernent les métiers de la logistique et correspondent au renouvellement de l'inscription au RNCP avec un certificateur identique :

7. Titre RNCP «Opérateur logistique polyvalent» (RNCP35144). Niveau : 3. Date d'échéance : 16 décembre 2023. Renouvellement du Titre professionnel «Opérateur logistique polyvalent» (RNCP28737), arrivé à échéance le 5 août 2020.
8. BTS «Gestion des transports et logistique associée» (RNCP35400). Niveau : 5. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024. Renouvellement du BTS «Transport et prestations logistiques» (RNCP 12798), arrivé à échéance le 31 août 2020.

Une certification concerne les métiers de la logistique et correspond au remplacement d'une certification arrivée à échéance au RNCP, avec un certificateur différent (l'AFTRAL) :

9. Titre «Responsable en logistique» (RNCP34198). Niveau : 6. Date d'échéance : 10 septembre 2024. Remplace le Titre «Responsable en logistique de distribution» (RNCP26190), arrivé à échéance le 23 août 2020.

Deux certifications concernent les métiers du merchandising et correspondent au renouvellement de l'inscription au RNCP avec un certificateur identique :

10. Titre RNCP «Visual merchandiser» (RNCP35088). Niveau : 5. Date d'échéance : 18 novembre 2023. Renouvellement du Titre RNCP «Visual merchandiser» (RNCP23651), arrivé à échéance le 7 août 2020.
11. Titre RNCP «Responsable visuel merchandiser» (RNCP34790). Niveau : 6. Date d'échéance : 23 juillet 2023. Renouvellement du Titre RNCP «Responsable visuel merchandiser» (RNCP23790), arrivé à échéance le 23 août 2020.

1.2

Certifications figurant dans l'accord du 4 février 2020, exclues de l'extension par l'arrêté du 25 août 2020, et réinscrites au RNCP sous un nouveau numéro

Deux certifications figurant dans l'accord du 4 février 2020 ont été exclues de l'extension par l'arrêté du 25 août 2020 (art. 1, alinéa 4), leur enregistrement étant arrivé à échéance, et ont été ultérieurement réinscrites au RNCP sous un nouveau numéro.

Ces deux certifications concernent les métiers de la logistique :

1. Titre professionnel «Cariste d'entrepôt» (RNCP 34857). Niveau : 3. Date d'échéance : 28 juillet 2025. Renouvellement du Titre professionnel «Cariste d'entrepôt» (RNCP 310), arrivé à échéance le 28 juillet 2020.
2. Titre professionnel «Préparateur de commandes en entrepôt» (RNCP 34860). Niveau : 3. Date d'échéance : 28 juillet 2025. Renouvellement du Titre professionnel «Préparateur de commandes en entrepôt» (RNCP 311), arrivé à échéance le 28 juillet 2020.

Les partenaires sociaux soulignent l'importance de ces certifications pour les salariés et les entreprises de la branche, afin de s'adapter aux évolutions du marché et aux mutations des métiers de la logistique.

Certifications des métiers de la vente et de la data correspondant à une nouvelle inscription sur la liste des formations éligibles à la Pro-A dans la branche

Se fondant sur l'analyse des formations utilisées pour les contrats en alternance (professionnalisation et apprentissage) dans la branche, les partenaires sociaux ont souhaité ajouter à la liste des certifications éligibles à la Pro-A dans la branche des certifications mettant l'accent sur les compétences innovantes et sur la digitalisation.

Onze certifications concernent les métiers de la vente :

1. BAC PRO «Métiers du commerce et de la vente / option B Prospection clientèle et valorisation de l'offre commerciale» (RNCP32259). Niveau : 4. Date d'expiration : 1^{er} janvier 2024. Remplacement du BAC PRO «Commerce». L'option A de cette certification figure déjà dans l'accord de branche étendu du 4 février 2020.

Les compétences en prospection clientèle (bloc RNCP32259BC01), en veille commerciale et en réalisation de la vente dans un environnement multicanal (bloc RNCP32259BC02), en fidélisation de la clientèle et développement de la relation client (bloc RNCP32259BC04) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

2. Titre «Responsable de la performance commerciale et du marketing digital» (RNCP31967). Niveau : 6. Date d'échéance : 21 décembre 2022.

Certification axée sur l'accompagnement des entreprises dans leur transformation numérique et sur l'appropriation du web dans la relation client. Les compétences relatives à l'utilisation des nouvelles technologies dans les actions de prospection et de fidélisation (bloc RNCP31967BC02) et au développement de l'activité commerciale sur le web (bloc RNCP31967BC03) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

3. Titre «Responsable marketing commerce et expérience client» (RNCP35261). Niveau : 6. Date d'expiration : 10 février 2023.

Certification insistant sur le développement du multicanal, sur la réactivité par rapport à l'évolution des besoins des clients et sur les enjeux de la data. Les compétences relatives à la réalisation des études de marché (bloc RNCP35261BC01), à la définition de la stratégie marketing et commerciale (bloc RNCP35261BC02), au pilotage du plan d'action (bloc RNCP35261BC03) et à l'utilisation d'outils de planification et de reporting dans le management de l'équipe (bloc RNCP35261BC04) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

4. Licence Pro «E-commerce et marketing numérique» (RNCP30060). Niveau : 6. Date d'expiration : 1^{er} janvier 2024.

Certification prenant en compte le développement du marketing propre aux usages numériques. Les blocs de compétences Usages numériques (RNCP30060BC01), Exploitation de données à des fins d'analyse (RNCP30060BC02), Maîtrise des différentes techniques d'information et de communication (RNCP30060BC06), Mise en œuvre de stratégies marketing et commercialisation (RNCP30060BC08) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

5. Titre «Responsable de communication» (RNCP34919). Niveau : 6. Date d'expiration : 14 septembre 2025.

Certification mettant l'accent sur le pilotage par projet des canaux digitaux, sur la veille et les techniques de création de contenus digitaux et sur l'expérience utilisateur dans un environnement cross-canal et omnicanal. Les compétences relatives à la communication online (bloc RNCP34919BC02), à la conception de support de communication digitaux centrés sur l'expérience utilisateur (bloc RNCP34919BC03), à la veille sur les usages et les tendances, aux plans d'action de communication digitale et sociale média et à l'animation d'une communauté digitale (bloc RNCP34919BC04), à l'animation d'équipe et au pilotage de projets omnicanal (bloc RNCP34919BC05) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

6. Titre «Chargé de marketing et promotion» (RNCP34581). Niveau : 6. Date d'expiration : 24 avril 2023.

Les compétences relatives à la veille technique des outils digitaux et à l'utilisation des outils numériques (bloc RNCP34581BC01), à la définition d'un plan marketing cross canal (bloc RNCP34581BC02), à l'élaboration des contenus sur internet et à la gestion du référencement et de l'e-réputation (bloc RNCP34581BC03) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

7. DIPLOVIS «Responsable du marketing et du développement commercial» (RNCP35025). Niveau : 6. Date d'expiration : 31 août 2025.

Les compétences relatives à la veille stratégique (bloc RNCP35025BC01), à la valorisation du parcours et de l'expérience client en digital et en omnicanal (bloc RNCP35025BC02) et au pilotage de l'équipe opérationnelle (bloc RNCP35025BC04) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

8. Titre «Responsable du développement et du pilotage commercial» (RNCP34524). Niveau : 6. Date d'expiration : 30 mars 2023.

Certification qui a fortement évolué pour prendre en compte les compétences techniques liées au digital et au e-

commerce, ainsi que la fusion de la force de vente et du marketing dans les entreprises, notamment les PME. Les compétences relatives à l'analyse de marché et à la stratégie commerciale (bloc RNCP34524BC01), au développement du portefeuille clients (bloc RNCP34524BC02), au marketing digital (bloc RNCP34524BC03), et aux outils de management de l'équipe commerciale (bloc RNCP34524BC04) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

9. Titre «Manager du développement commercial» (RNCP34994). Niveau : 7. Date d'expiration : 14 octobre 2025.

Les compétences mettant en œuvre de nouveaux outils pour définir la stratégie commerciale (bloc RNCP34994BC01), optimiser la relation client (bloc RNCP34994BC02) et piloter la performance des activités commerciales (bloc RNCP34994BC04) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

10. Titre «Manager du marketing et de la stratégie commerciale» (RNCP34806). Niveau : 7. Date d'expiration : 23 juillet 2025.

Certification prenant en compte la transformation digitale et la disponibilité accrue de données massives. Les compétences s'inscrivent globalement dans le cadre des objectifs de la Pro-A, en particulier les blocs RNCP34806BC01 (Déterminer la stratégie marketing et proposer une offre innovante) et RNCP34806BC03 (Piloter et mettre en œuvre les actions de communication et de marketing digital).

11. Titre «Manager opérationnel d'activités» (RNCP35585). Niveau : 7. Date d'expiration : 19 mai 2024.

Les compétences relatives à l'analyse des données préalable à l'élaboration de la stratégie (bloc RNCP35585BC01), au pilotage de l'unité opérationnelle à l'aide d'outils de suivi de performance (bloc RNCP35585BC02), au pilotage de la transformation digitale (bloc RNCP35585BC03), à l'évaluation des perspectives d'innovation (bloc RNCP35585BC04) et au management dans un environnement de travail en mutation digitale (bloc RNCP35585BC05) s'inscrivent plus particulièrement dans le cadre des objectifs de la Pro-A.

Une certification concerne les métiers de la data :

1. Titre professionnel «Développeur web et web mobile» (RNCP31114). Niveau : 5. Date d'échéance : 1^{er} septembre 2023. Certification venant compléter le Titre RNCP «Développeur web» (RNCP13595) déjà inscrit dans l'accord étendu du 4 février 2020.

1.4

Certifications dans le secteur des instruments de musique correspondant à une nouvelle inscription sur la liste des formations éligibles à la Pro-A dans la branche

Les partenaires sociaux ont également souhaité ouvrir la famille des métiers de la vente au secteur des instruments de musique. La demande d'inscription des CAP «Assistant technique en instruments de musique» et des BMA «Technicien en facture instrumentale» sur la liste des formations éligibles à la Pro-A répond à la nécessité de renforcer les compétences techniques des vendeurs spécialisés en instruments de musique, comme l'argumentaire de l'accord du 4 février 2020 l'a exposé pour l'ensemble des métiers de la vente.

Face à une clientèle de plus en plus exigeante quant à la qualité des produits achetés et aux conseils apportés par les techniciens-vendeurs, le renforcement des compétences en termes de connaissance des instruments de musique, d'interventions techniques sur ceux-ci, ainsi que de prise en charge du client, s'avèrent essentiels pour pérenniser les emplois dans un environnement fortement concurrentiel.

Les quatre options du CAP «Assistant technique en instruments de musique» représentent un des points d'entrée majeurs de l'embauche dans les commerces d'instrument de musique. Les salariés concernés s'inscrivent, dans sept cas sur dix, dans une démarche de reconversion et sont titulaires, dans neuf cas sur dix, d'un titre d'un niveau supérieur au CAP (4 ou plus). Outre les compétences en matière de réglage et de réparation, l'assistant technique est en mesure d'informer et de conseiller le client sur le bon usage et la maintenance des instruments.

Les quatre options du brevet des métiers d'art (BMA) «Technicien en facture instrumentale» viennent compléter la formation reçue en CAP et répondent aux besoins de montée en compétences des techniciens-vendeurs en instruments de musique, dont elles développent la capacité à analyser le dossier de fabrication, à réaliser des choix sonores et esthétiques, et à s'adapter aux demandes de la clientèle.

Huit certifications, appartenant à la famille des métiers de la vente, correspondent à ces formations :

1. CAP «Assistant technique en instruments de musique option piano» (RNCP815). Niveau : 3. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024.

2. CAP «Assistant technique en instruments de musique option guitare» (RNCP816). Niveau : 3. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024.

3. CAP «Assistant technique en instruments de musique option instruments à vent» (RNCP817). Niveau : 3. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024.

4. CAP «Assistant technique en instruments de musique option accordéon» (RNCP818). Niveau : 3. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024.

5. BMA «Technicien en facture instrumentale option pianos» (RNCP913). Niveau : 4. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024.

6. BMA «Technicien en facture instrumentale option guitare» (RNCP2727). Niveau : 4. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024.

7. BMA «Technicien en facture instrumentale option instruments à vent» (RNCP 914). Niveau : 4. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024.

8. BMA «Technicien en facture instrumentale option accordéon» (RNCP 417). Niveau : 4. Date d'échéance : 1^{er} janvier 2024.

L'ensemble des certifications listées ci-dessus figurent dans le tableau annexé au présent avenant.

Article 2 Dispositions particulières pour les TPE

Les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent avenant a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 3 Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'avenant, dépôt, extension

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent avenant sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Annexe

Liste complémentaire des formations et certifications éligibles à la Pro-A

Avenant n° 1 du 10 juin 2021 à l'accord du 4 février 2020

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveau	Date d'échéance	Nature de la demande
Métiers de la vente						
Employé de commerce	CAP	Équipier polyvalent du commerce	34947	3	31 août 2025	Renouvellement du RNCP684 (accord étendu du 4 février 2020), à échéance le 31 août 2021
	Titre RNCP	Employé polyvalent du commerce et de la distribution	35010	3	14 octobre 2025	Renouvellement du RNCP28736 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 5 août 2020
Vendeur en magasin	BAC PRO	Métiers du commerce et de la vente / Option B Prospection clientèle et valorisation de l'offre commerciale	32259	4	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle Inscription sur la liste
	Titre professionnel	Assistant manager d'unité marchande	35233	4	16 février 2026	Renouvellement du RNCP1893 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 15 février 2021

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveau	Date d'échéance	Nature de la demande
Vendeur-technicien	CAP	Assistant technique en instruments de musique option : piano	815	3	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste
	CAP	Assistant technique en instruments de musique option : guitare	816	3	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste
	CAP	Assistant technique en instruments de musique option : instruments à vent	817	3	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste
	CAP	Assistant technique en instruments de musique option : accordéon	818	3	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste
	BMA	Technicien en facture instrumentale option pianos	913	4	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste
	BMA	Technicien en facture instrumentale option guitare	2727	4	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste
	BMA	Technicien en facture instrumentale option instruments à vent	914	4	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste
	BMA	Technicien en facture instrumentale option accordéon	417	4	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveau	Date d'échéance	Nature de la demande
Manager/responsable de magasin	Titre RNCP	Manager de rayon	34558	5	24 avril 2025	Renouvellement du RNCP13355 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 21 avril 2020
	Titre RNCP	Chargé de clientèle	34809	5	23 juillet 2025	Renouvellement du RNCP 32204 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 23 août 2020
	Titre	Responsable marketing et commercial	35540	6	19 avril 2024	Renouvellement du RNCP28130 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 23 août 2020
	Titre	Responsable de la performance commerciale et du marketing digital	31967	6	21 décembre 2022	Nouvelle inscription sur la liste
	Titre	Responsable marketing commerce et expérience client	35261	6	10 février 2023	Nouvelle inscription sur la liste
	Licence Pro	E-commerce et marketing numérique	30060	6	1 ^{er} janvier 2024	Nouvelle inscription sur la liste
	Titre	Responsable de communication	34919	6	14 septembre 2025	Nouvelle inscription sur la liste
	Titre	Chargé de marketing et promotion	34581	6	24 avril 2023	Nouvelle inscription sur la liste
	DIPLOVIS	Responsable du marketing et du développement commercial	35025	6	31 août 2025	Nouvelle inscription sur la liste
	Titre	Responsable du développement et du pilotage commercial	34524	6	30 mars 2023	Nouvelle inscription sur la liste
	Titre	Manager du développement commercial	34994	7	14 octobre 2025	Nouvelle inscription sur la liste
	Titre	Manager du marketing et de la stratégie commerciale	34806	7	23 juillet 2025	Nouvelle inscription sur la liste
	Titre	Manager opérationnel d'activités	35585	7	19 mai 2024	Nouvelle inscription sur la liste
Métiers de la logistique						
Agent logistique	Titre professionnel	Cariste d'entrepôt	34857	3	28 juillet 2025	RNCP 310 (exclu de l'accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 28 juillet 2020)
	Titre professionnel	Préparateur de commandes en entrepôt	34860	3	28 juillet 2025	RNCP 311 (exclu de l'accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 28 juillet 2020
	Titre RNCP	Opérateur logistique polyvalent	35144	3	16 décembre 2023	Renouvellement du RNCP28737 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 5 août 2020

Métiers	Sanction	Libellé	Fiche RNCP	Niveau	Date d'échéance	Nature de la demande
Responsable d'équipe/ responsable d'exploitation logistique	BTS	Gestion des transports et logistique associée	35400	5	1 ^{er} janvier 2024	Renouvellement du RNCP12798 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 31 août 2020
	Titre	Responsable en logistique	34198	6	10 septembre 2024	Remplace le RNCP26190 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 23 août 2020
Métiers du merchandising						
Merchandising	Titre RNCP	Visual merchandiser	35088	5	18 novembre 2023	Renouvellement du RNCP23651 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 7 août 2020
	Titre RNCP	Responsable visuel merchandiser	34790	6	23 juillet 2023	Renouvellement du RNCP23790 (accord étendu du 4 février 2020), arrivé à échéance le 23 août 2020
Métiers de la data						
La Data	Titre professionnel	Développeur web et web mobile	31114	5	1 ^{er} septembre 2023	Nouvelle inscription sur la liste

Avenant n° 2 du 4 avril 2023

[Étendu par arr. 17 juill. 2023, JO 21 juill., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Les partenaires sociaux rappellent qu'un accord relatif à la mise en œuvre du dispositif de reconversion ou promotion par alternance (Pro-A) dans la branche des commerces de détail non alimentaires a été signé le 4 février 2020. Cet accord a été étendu par arrêté ministériel du 25 août 2020 (Journal officiel de la République française du 5 septembre 2020).

La branche a constitué sa liste de certifications professionnelles éligibles à la Pro-A à partir de 4 familles de métiers stratégiques pour lesquels le renforcement et l'acquisition de compétences nouvelles étaient nécessaires :

- La vente : Employé de commerce / Vendeur, Conseiller vente / Manager d'un point de vente, Responsable de magasin / Animateur de réseau
- La logistique : Agent logistique, Préparateur de commandes, Réceptionnaire / Responsable d'équipe logistique / Responsable d'exploitation logistique
- Le merchandising : Responsable Merchandiser / Visuel Merchandiser / Merchandiser
- La data : UX Designer / Data Analyst, Data Miner

Cette liste a été élaborée dans le cadre de la commission professionnelle nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) du CDNA et a été annexée à l'accord du 4 février 2020.

Conformément à ce que les parties signataires avaient envisagé dans l'accord du 4 février 2020, les partenaires sociaux ont actualisé cette liste une première fois par l'avenant n° 1 du 10 juin 2021, étendu par arrêté ministériel

du 19 octobre 2021 (Journal officiel de la République française du 21 octobre 2021).

Constatant que, d'une part, l'enregistrement au RNCP d'un certain nombre de certifications était arrivé à échéance et que, d'autre part, un certain nombre de certifications spécifiques à la branche pouvaient enrichir la liste, les partenaires sociaux ont décidé d'actualiser la liste des certifications éligibles à la Pro-A à la suite des travaux menés en CPNEFP.

Ils ont par ailleurs considéré que les 4 familles de métiers stratégiques pour lesquels le renforcement et l'acquisition de compétences nouvelles sont nécessaires, tout en restant pertinentes, méritaient d'être élargies :

— concernant les métiers de la vente, aux métiers du marketing et du développement commercial, ainsi qu'à la problématique QSE (qualité, sécurité, environnement) ;

— concernant les métiers de la logistique, aux métiers des achats et à la problématique de la chaîne logistique durable.

C'est sur cette base qu'une liste complémentaire de certifications professionnelles éligibles à la Pro-A a été élaborée :

Article 1er

Remplacement de certifications figurant dans la liste étendue et dont l'enregistrement au RNCP est arrivé à échéance

Vingt-neuf certifications remplacent des certifications figurant dans l'accord étendu du 4 février 2020 (cf. arrêté du 25 août 2020, art. 1, alinéa 1) et dans l'avenant n° 1 étendu du 10 juin 2021 (cf. arrêté du 19 octobre 2021, art. 1), dont l'enregistrement au RNCP est arrivé à échéance et qui ont fait l'objet d'un nouvel enregistrement au RNCP.

1.1

Certifications concernant les métiers de la vente, du marketing et du développement commercial

Seize certifications concernent les métiers de la vente, du marketing et du développement commercial :

1. TP - Employé commercial en magasin. N° de fiche RNCP : 37099. Niveau : 3. Date d'échéance : 15 décembre 2027. Remplace le RNCP8812, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 15 décembre 2022.

2. CAP - Assistant technique en instruments de musique options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, Piano. N° de fiche RNCP : 36255. Niveau : 3. Date d'échéance : 29 septembre 2027. Remplace les RNCP818, RNCP816, RNCP817 et RNCP 815, figurant dans la liste étendue (avenant n° 1 du 10 juin 2021) et dont les enregistrements sont arrivés à échéance le 31 août 2022.

3. TP - Vendeur(se)-conseil en magasin. N° de fiche RNCP : 37098. Niveau : 4. Date d'échéance : 25 janvier 2028. Remplace le RNCP13620, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 25 janvier 2023.

4. Titre à finalité professionnelle - Vendeur conseil omnicanal. N° de fiche RNCP : 36865. Niveau : 4. Date d'échéance : 29 septembre 2027. Remplace le RNCP23932, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 21 décembre 2021.

5. BMA - Technicien en facture instrumentale options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, Piano. N° de fiche RNCP : 36340. Niveau : 5. Date d'échéance : 31 août 2027. Remplace les RNCP417, RNCP2727, RNCP914 et RNCP913, figurant dans la liste étendue (avenant n° 1 du 10 juin 2021) et dont les enregistrements sont arrivés à échéance le 31 août 2022.

6. BTS - Conseil et commercialisation de solutions techniques. N° de fiche RNCP : 35801. Niveau : 5. Date d'échéance : 31 août 2026. Remplace le RNCP4617, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 31 août 2022.

7. Titre à finalité professionnelle - Gestionnaire administration des ventes. N° de fiche RNCP : 35663. Niveau : 5. Date d'échéance : 17 juin 2024. Remplace le RNCP28662, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 19 juillet 2021.

8. Titre à finalité professionnelle - Gestionnaire d'unité commerciale. N° de fiche RNCP : 36141. Niveau : 5. Date d'échéance : 26 janvier 2027. Remplace le RNCP23827, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 7 septembre 2021.

9. Titre à finalité professionnelle - Manager commerce retail. N° de fiche RNCP : 37005. Niveau : 6. Date d'échéance : 24 octobre 2024. Remplace le RNCP34329, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 27 octobre 2022.

10. Titre à finalité professionnelle - Responsable du développement commercial. N° de fiche RNCP : 36610. Niveau : 6. Date d'échéance : 1^{er} juillet 2025. Remplace le RNCP18000, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 21 juillet 2022.

11. Titre à finalité professionnelle - Responsable du développement commercial. N° de fiche RNCP : 37075. Niveau :

6. Date d'échéance : 23 novembre 2025. Remplace le RNCP13596, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 18 décembre 2022.

12. Titre à finalité professionnelle - Responsable de distribution omnicanale. N° de fiche RNCP : 36534. Niveau : 6. Date d'échéance : 1^{er} juin 2025. Remplace le RNCP27365, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 18 décembre 2022.

13. Titre à finalité professionnelle - Responsable de la performance commerciale et du marketing digital. N° de fiche RNCP : 36485. Niveau : 6. Date d'échéance : 1^{er} juin 2025. Remplace le RNCP31967, figurant dans la liste étendue (avenant n° 1 du 10 juin 2021) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 21 décembre 2022.

14. Titre à finalité professionnelle - Manager dirigeant. N° de fiche RNCP : 36371. Niveau : 7. Date d'échéance : 25 avril 2027. Remplace le RNCP30814, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 21 avril 2022.

15. Titre à finalité professionnelle - Manager marketing data et commerce électronique (MS). N° de fiche RNCP : 37332. Niveau : 7. Date d'échéance : 17 février 2028. Remplace le RNCP30417, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 17 avril 2023.

16. MASTER - Marketing, vente (fiche nationale). N° de fiche RNCP : 35907. Niveau : 7. Date d'échéance : 31 août 2026. Remplace le RNCP31501, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 31 août 2022.

1.2

Certifications concernant les métiers de la logistique et des achats

Dix certifications concernent les métiers de la logistique et des achats :

1. TP - Technicien en logistique d'entreposage. N° de fiche RNCP : 36237. Niveau : 4. Date d'échéance : 21 avril 2027. Remplace le RNCP1899, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 21 avril 2022.

2. TP - Technicien supérieur en méthodes et exploitation logistique. N° de fiche RNCP : 37277. Niveau : 5. Date d'échéance : 8 mars 2028. Remplace le RNCP1901, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement arrive le 8 mars 2023.

3. DU - Diplôme d'Université responsable en logistique et transports. N° de fiche RNCP : 36646. Niveau : 6. Date d'échéance : 1^{er} juillet 2025. Remplace le RNCP26190 et le RNCP2577, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020), et dont les enregistrements sont arrivés à échéance le 23 août 2020 et le 8 février 2021.

4. Titre à finalité professionnelle - Responsable des opérations logistiques. N° de fiche RNCP : 35896. Niveau : 6. Date d'échéance : 15 septembre 2026. Remplace le RNCP15336, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 7 septembre 2021.

5. Titre à finalité professionnelle - Responsable logistique. N° de fiche RNCP : 37080. Niveau : 6. Date d'échéance : 23 novembre 2025. Remplace le RNCP23939, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 21 avril 2022.

6. Titre à finalité professionnelle - Responsable opérationnel de la chaîne logistique. N° de fiche RNCP : 35869. Niveau : 6. Date d'échéance : 15 septembre 2024. Remplace le RNCP16886, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 22 septembre 2021.

7. Titre à finalité professionnelle - Manager des achats et de la chaîne logistique - Supply chain (MS). N° de fiche RNCP : 36391. Niveau : 7. Date d'échéance : 25 avril 2027. Remplace le RNCP26948, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 4 octobre 2021.

8. Titre à finalité professionnelle - Manager de la chaîne logistique et achats (MS). N° de fiche RNCP : 36980. Niveau : 7. Date d'échéance : 24 octobre 2025. Remplace le RNCP23011, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 18 décembre 2022.

9. Titre à finalité professionnelle - Manager des opérations logistiques internationales. N° de fiche RNCP : 36631. Niveau : 7. Date d'échéance : 1^{er} juillet 2027. Remplace le RNCP14528, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 19 juillet 2022.

10. Titre à finalité professionnelle - Manager transport, logistique et commerce international. N° de fiche RNCP : 35748. Niveau : 7. Date d'échéance : 8 juillet 2026. Remplace le RNCP27048, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 8 septembre 2021.

1.3

Certification concernant les métiers du merchandising

Une certification concerne les métiers du merchandising :

1. Titre à finalité professionnelle - Décorateur merchandiser. N° de fiche RNCP : 37082. Niveau : 5. Date

d'échéance : 23 novembre 2024. Remplace le RNCP23872, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 5 août 2022.

1.4

Certifications concernant les métiers de la data et du digital

Deux certifications concernent les métiers de la data et du digital :

1. Titre à finalité professionnelle - Développeur web. N° de fiche RNCP : 35959. Niveau : 5. Date d'échéance : 15 octobre 2026. Remplace le RNCP13595, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 18 décembre 2021.

2. Titre à finalité professionnelle - Concepteur designer graphique. N° de fiche RNCP : 37409. Niveau : 6. Date d'échéance : 27 mars 2025. Remplace le RNCP31185, figurant dans la liste étendue (accord du 4 février 2020) et dont l'enregistrement est arrivé à échéance le 7 août 2022.

Article 2.

Inscription de nouvelles certifications sur la liste des certifications éligibles à la Pro-A

Les partenaires sociaux ont souhaité inscrire sur la liste des certifications éligibles à la Pro-A vingt-et-une nouvelles certifications. Ils justifient dans la liste ci-dessous le respect des critères de forte mutation de l'activité et de risque d'obsolescence des compétences, auquel est subordonnée l'extension de l'accord de branche définissant la liste des certifications professionnelles éligibles à la Pro-A.

Elles mettent notamment l'accent sur les enjeux de la digitalisation et du développement durable.

2.1

Certifications concernant les métiers de la vente, du marketing et du développement commercial

Quatorze certifications concernent les métiers de la vente, du marketing et du développement commercial. Elles prennent particulièrement en compte les enjeux de l'omnicanalité, de la digitalisation et du modèle serviciel.

1. CAP - Assistant luthier du quatuor. N° de fiche RNCP : 35699. Niveau : 3. Date d'expiration : 31 août 2026

L'inscription de cette certification s'inscrit dans la continuité de la démarche engagée avec l'inscription dans la liste des CAP et BMA de facture instrumentale par l'avenant n° 1 du 10 juin 2021, en ajoutant aux quatre options déjà prises en compte (accordéon, guitare, instruments à vent, piano), la lutherie du quatuor (violon, alto, violoncelle, contrebasse). L'objectif est de renforcer les compétences des vendeurs techniciens dans un contexte marqué par la concurrence accrue du e-commerce et le développement du modèle serviciel. L'assistant luthier du quatuor, outre ses compétences en matière de fabrication et de réparation, est en mesure d'informer et de conseiller le client sur le bon usage et la maintenance de son instrument.

2. Titre à finalité professionnelle - Assistant commercial. N° de fiche RNCP : 36205. Niveau : 5. Date d'expiration : 25 février 2027

La digitalisation des échanges, le développement du e-commerce et l'importance croissante des outils de collaboration sont autant de facteurs qui ont renouvelé l'environnement du métier d'assistant commercial. Cette certification intègre les enjeux cités et y répond notamment à travers les compétences du bloc RNCP36205BC01 («Contribuer au développement commercial et représenter la structure»).

3. Titre à finalité professionnelle - Responsable d'un point de vente en commerce de détail. N° de fiche RNCP : 36405. Niveau : 5. Date d'expiration : 25 avril 2025

Cette certification prend en compte les nouveaux enjeux du commerce de détail : développement de l'omnicanalité, digitalisation des points de vente, exploitation des données issues de l'intelligence artificielle, modèle serviciel. Le bloc RNCP36405BC01 («Réaliser et développer les ventes dans les points de vente physiques et virtuels») répond en particulier à ces problématiques.

4. BUT - Techniques de commercialisation : marketing et management du point de vente. N° de fiche RNCP : 35356. Niveau : 6. Date d'expiration : 31 août 2026

Cette certification vient compléter le DUT - Techniques de commercialisation (RNCP2927), qui figure dans la liste étendue de l'accord du 4 février 2020 et qui expirera le 1^{er} janvier 2024. Elle met notamment l'accent sur l'appréhension des enjeux sociaux et écologiques et sur l'intégration de la RSE dans la stratégie de l'offre (bloc RNCP35356BC01) ; sur la mise en œuvre d'une stratégie digitale veillant à l'e-réputation (bloc RNCP35356BC03) ; sur le pilotage de l'espace de vente dans une perspective omnicanale (bloc RNCP35356BC05) ; sur l'utilisation des outils numériques (bloc RNCP35356BC06) et sur l'exploitation des données à des fins d'analyse (bloc RNCP35356BC06).

5. BUT - Techniques de commercialisation : marketing digital, e-business et entrepreneuriat. N° de fiche RNCP : 35354. Niveau : 6. Date d'expiration: 31 août 2026

Cette certification vient compléter le DUT - Techniques de commercialisation (RNCP2927), qui figure dans la liste

étendue de l'accord du 4 février 2020 et qui expirera le 1^{er} janvier 2024. Elle met notamment l'accent sur la mise en œuvre du marketing digital (bloc RNCP35354BC04) ; sur le développement d'un projet e-business (bloc RNCP35354BC05) ; sur l'utilisation des outils numériques (bloc RNCP35354BC06) et sur l'exploitation des données à des fins d'analyse (bloc RNCP35354BC06).

6. Titre à finalité professionnelle - Chargé de communication et webmarketing. N° de fiche RNCP : 35752. Niveau : 6. Date d'échéance : 8 juillet 2024

Cette certification répond aux enjeux de formation et de recrutement dans le secteur du numérique, en mettant l'accent sur l'élaboration de la stratégie webmarketing (bloc RNCP35752BC01), la mise en œuvre et le pilotage de la performance du projet de communication et développement web (blocs RNCP35752BC02 et RNCP35752BC03).

7. Titre à finalité professionnelle - Chargé de développement marketing et commercial. N° de fiche RNCP : 36374. Niveau : 6. Date d'expiration : 25 avril 2024

Les blocs RNCP36374BC02 («Concevoir le plan d'action marketing et commercial opérationnel d'une organisation»), RNCP36374BC03 («Piloter le plan d'action opérationnel marketing et commercial») et RNCP36374BC04 («Conduire les actions de développement commercial d'une organisation») prennent en compte la conception d'une stratégie omnicanale, la constitution d'une base de données de prospection segmentée et la mise en œuvre d'actions de prospection et de communication digitales.

8. Titre à finalité professionnelle - Manager de la stratégie commerciale. N° de fiche RNCP : 36518. Niveau : 6. Date d'expiration : 1^{er} juin 2025

Cette certification répond au besoin des entreprises de piloter une démarche commerciale omnicanale (cf. C.1.6. «Définir le positionnement commercial [la segmentation stratégique : offre, cible & distribution omnicanale ou multicanale] de nouveaux marchés/segments...»)

9. Titre à finalité professionnelle - Responsable d'activités commerciales. N° de fiche RNCP : 36294. Niveau : 6. Date d'expiration : 25 mars 2024

Cette certification répond aux enjeux de l'omnicanalité pour répondre aux attentes des clients, plus particulièrement dans son bloc RNCP36294BC02 («Concevoir et mettre en œuvre un plan de développement commercial/C7. Établir un plan d'actions commerciales»), qui met en œuvre des actions de promotion liées au social media, marketing d'influence et outils de référencement, ainsi qu'un suivi des actions commerciales utilisant les outils de gestion et de fidélisation de la relation client.

10. Titre à finalité professionnelle - Responsable de centre de profit (BADGE). N° de fiche RNCP : 36282. Niveau : 6. Date d'expiration : 25 mars 2024

Cette certification répond aux enjeux de l'omnicanalité pour répondre aux attentes des clients, plus particulièrement dans son bloc RNCP36282BC03 («Élaborer le plan d'action marketing digital et commercial du centre d'activité»).

11. Titre à finalité professionnelle - Responsable en management d'unité et de projet. N° de fiche RNCP : 36288. Niveau : 6. Date d'expiration : 25 mars 2027

Cette certification prend en compte le rôle des évolutions numériques dans le pilotage de l'activité d'une unité ou d'un projet. Voir notamment le bloc RNCP36288BC01 («Manager les équipes et leurs activités»), qui insiste sur les enjeux de la stratégie numérique de l'entreprise, l'intégration par le responsable et ses collaborateurs des outils numériques en vue d'optimiser l'activité et de développer un management collaboratif, et la prévention des risques liés à l'utilisation des dits outils.

12. Titre à finalité professionnelle - Responsable qualité, sécurité, environnement. N° de fiche RNCP : 35862. Niveau : 6. Date d'expiration : 15 septembre 2022

Cette certification répond à l'importance nouvelle de la politique RSE et des problématiques «qualité santé sécurité environnement» (QSSE) dans la stratégie des entreprises, notamment à travers les blocs RNCP35862C02 («Pilotage du système de management QSSE intégré de l'entreprise») et RNCP35862C03 («Pilotage de l'évaluation et de l'amélioration continue du système de management QSSE intégré de l'entreprise»).

13. Titre à finalité professionnelle - Manager relation client (MS). N° de fiche RNCP : 36530. Niveau : 7. Date d'expiration : 1^{er} juin 2027

Cette certification répond au besoin des entreprises de piloter une démarche commerciale omnicanale et basée sur l'analyse des données client. Voir notamment la prise en compte dans la stratégie marketing d'un environnement piloté par la donnée (RNCP36530BC01), l'analyse des données massives issues du parcours client omnicanal (RNCP36530BC02), le recours à l'outil CRM pour conquérir/fidéliser le client (RNCP36530BC03) et la création d'outils de visualisation des données afin d'optimiser la lecture de la performance de la relation client (RNCP36530BC04).

14. Titre à finalité professionnelle - Project Management Officer. N° de fiche RNCP : 36372. Niveau : 7. Date d'expiration : 25 avril 2025

Cette certification répond aux enjeux de la mutation des magasins afin d'appréhender et de relever les défis de l'évolution de la relation client. Le Project Management Officer intervient en pilotage de l'ensemble des projets allant depuis la mise en place stratégique des projets, programmes ou portefeuilles (CP36372BC01) jusqu'à leur mise en œuvre (CP36372BC02 et CP36372BC03) et à leur amélioration continue (CP36372BC04).

2.2

Certifications concernant les métiers de la logistique et des achats

Trois certifications concernent les métiers de la logistique et des achats :

1. Titre à finalité professionnelle - Responsable achats. N° de fiche RNCP : 36532. Niveau : 6. Date d'expiration : 1^{er} juin 2025

Cette certification répond aux enjeux de sourcing des entreprises du commerce dans un contexte de transition écologique. Voir notamment l'accent mis sur les solutions technologiques innovantes et sur la sécurisation d'achats responsables et durables (bloc RNCP36532BC01), la prise en compte des aspects environnementaux et sociétaux du contrat d'achat (bloc RNCP36532BC02), et l'importance accordée aux indicateurs de performance RSE (bloc RNCP36532BC03).

2. Titre à finalité professionnelle - Manager de la chaîne logistique durable. N° de fiche RNCP : 36529. Niveau : 7. Date d'expiration : 1^{er} juin 2027

Cette certification répond aux enjeux de la transition écologique du commerce, notamment dans une activité logistique en forte mutation. Voir notamment les blocs RNCP36529BC01 («Élaborer une stratégie «global supply chain» décarbonée»), RNCP36529BC02 («Construire des chaînes d'approvisionnement et de distribution résilientes»), RNCP36529BC04 («Développer de manière durable la performance des chaînes de distribution et d'approvisionnement») et RNCP36529BC05 («Manager les équipes supply chain en intégrant les attentes sociétales (diversité, durabilité)»).

3. Titre à finalité professionnelle - Manager des organisations et processus logistiques. N° de fiche RNCP : 36218. Niveau : 7. Date d'expiration : 25 février 2027

Cette certification répond aux enjeux de mutation et de développement de la performance dans les activités de la logistique. Les métiers de management logistique et organisationnel occupent désormais un rôle stratégique dans les entreprises. Voir en particulier les compétences liées à l'implémentation des systèmes d'informations (C1-6), à la réalisation de cartographies des flux actuels et prévisionnels (C2-3), à l'élaboration du schéma directeur logistique en tenant compte des nouvelles activités logistiques et transport (C2-4) et au respect des dispositions sociétales et environnementales dans la mise en place des changements organisationnels (C4-3).

2.3

Certifications concernant les métiers de la data et du digital

Quatre certifications concernent les métiers de la data et du digital :

1. Titre à finalité professionnelle - UX designer. N° de fiche RNCP : 36289. Niveau : 6. Date d'expiration : 25 mars 2025

Cette certification répond aux enjeux d'amélioration de l'expérience client, spécifiquement dans le rapport de l'utilisateur à une interface digitale. Ses blocs de compétences recouvrent l'ensemble du projet de design de l'expérience utilisateur, depuis l'analyse de la demande client jusqu'à la mise en œuvre de l'interface utilisateur.

2. Titre à finalité professionnelle - Délégué à la protection des données (DPO). N° de fiche RNCP : 36448. Niveau : 7. Date d'expiration : 1^{er} juin 2025

Cette certification répond au besoin des entreprises de veiller au respect de l'utilisation des données clients dans leur stratégie digitale, à travers l'élaboration du cadre juridique RGPD et protection des données de l'entreprise (bloc RNCP36448BC01), le déploiement de la stratégie de protection des données (bloc RNCP36448BC02), le management et le déploiement du projet de protection des données (blocs RNCP36448BC03 et RNCP36448BC04).

3. Titre à finalité professionnelle - Expert Big Data Engineer (MS). N° de fiche RNCP : 36398. Niveau : 7. Date d'expiration : 25 avril 2025

Cette certification répond à l'enjeu d'amélioration constante de l'expérience client : information en temps réel sur l'état des stocks, la livraison, les produits alternatifs. Elle permet la maîtrise de la data, aujourd'hui incontournable afin d'anticiper les tendances à venir. Elle favorise une approche innovante, fondée notamment sur les méthodes d'apprentissage profond (Deep Learning), en terme de stockage et d'extraction (bloc RNCP36398BC02), de traitement et de visualisation (bloc RNCP36398BC03), d'analyse et de modélisation des données (bloc RNCP36398BC04).

4. Titre à finalité professionnelle - Manager des stratégies digitales (MS). N° de fiche RNCP : 36369. Niveau : 7. Date d'expiration : 25 avril 2027

Cette certification répond aux enjeux de l'évolution des modes de communication et des attentes clients liées au digital. Le manager des stratégies digitales accompagne la transition numérique en termes de conception de la stratégie digitale (bloc RNCP36369BC01), de pilotage du projet digital de l'entreprise (bloc RNCP36369BC02), de déploiement d'une stratégie marketing digitale et de campagnes de communication digitale (blocs RNCP36369BC03 et RNCP36369BC04), et de définition de la stratégie commerciale et relationnelle client en ligne (bloc RNCP36369BC05).

L'ensemble des certifications listées ci-dessus figurent dans le tableau annexé au présent avenant.

Article 3 **Dispositions particulières pour les TPE**

Les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent avenant a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 4 **Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'avenant, dépôt, extension**

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au Journal officiel de la République française.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent avenant sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Annexe

Liste complémentaire des certifications éligibles à la Pro-A

Avenant n° 2 du 6 mars 2023 à l'accord du 4 février 2020

Métiers	Libellé du diplôme	Libellé	Code RNCP	Niv.	Date d'échéance	Nature de la demande
Métiers de la vente						
Employé de commerce	TP	Employé commercial en magasin	37099	3	15 décembre 2027	Remplace le RNCP8812 (accord du 4 février 2020), inactif 15 décembre 2022

Métiers	Libellé du diplôme	Libellé	Code RNCP	Niv.	Date d'échéance	Nature de la demande
Vendeur en magasin	TP	Vendeur(se)-conseil en magasin	37098	4	25 janvier 2028	Remplace le RNCP13620 (accord du 4 février 2020), inactif 25 janvier 2023
	Titre à finalité professionnelle	Vendeur conseil omnicanal	36865	4	29 septembre 2027	Remplace le RNCP23932 (accord du 4 février 2020), inactif 21 décembre 2021
	BTS	Conseil et commercialisation de solutions techniques	35801	5	31 août 2026	Remplace le RNCP4617 (accord du 4 février 2020), inactif 31 août 2022
	Titre à finalité professionnelle	Gestionnaire administration des ventes	35663	5	17 juin 2024	Remplace le RNCP28662 (accord du 4 février 2020), inactif 19 juillet 2021
	Titre à finalité professionnelle	Gestionnaire d'unité commerciale	36141	5	26 janvier 2027	Remplace le RNCP 23827 (accord du 4 février 2020), inactif 7 septembre 2021
Vendeur-technicien	CAP	Assistant technique en instruments de musique options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, Piano	36255	3	31 août 2027	Remplace les RNCP818, 816, 817 et 815 (avenant n° 1 du 10 juin 2022), inactifs 31 août 2022
	CAP	Assistant luthier du quatuor	35699	3	31 août 2026	Nouvelle inscription
	BMA	Assistant technique en instruments de musique options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, Piano	36340	4	1 ^{er} janvier 2024	Remplace les RNCP417, 2727, 914 et 913 (avenant n° 1 du 10 juin 2022), inactifs 31 août 2022

Métiers	Libellé du diplôme	Libellé	Code RNCP	Niv.	Date d'échéance	Nature de la demande
Manager / responsable de magasin	Titre à finalité professionnelle	Responsable d'un point de vente en commerce de détail	36405	5	25 avril 2025	Nouvelle inscription
	BUT	Techniques de commercialisation : marketing et management du point de vente	35356	6	31 août 2026	Nouvelle inscription
	BUT	Techniques de commercialisation : marketing digital, e-business et entrepreneuriat	35354	6	31 août 2026	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Manager commerce retail	37005	6	24 octobre 2024	Remplace le RNCP34329 (accord du 4 février 2020), inactif 18 novembre 2022
	Titre à finalité professionnelle	Responsable d'activités commerciales	36294	6	25 mars 2024	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Responsable de centre de profit (BADGE)	36282	6	25 mars 2024	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Responsable de distribution omnicanale	36534	6	1 ^{er} juin 2025	Remplace le RNCP27365 (accord du 4 février 2020), inactif 18 décembre 2021
	Titre à finalité professionnelle	Responsable en management d'unité et de projet	36288	6	25 mars 2027	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Manager dirigeant	36371	7	25 avril 2027	Remplace le RNCP30814 (accord du 4 février 2020), inactif 21 avril 2022

Métiers	Libellé du diplôme	Libellé	Code RNCP	Niv.	Date d'échéance	Nature de la demande
Marketing / développement commercial	Titre à finalité professionnelle	Assistant commercial	36205	5	25 février 2027	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Chargé de communication et webmarketing	35752	6	8 juillet 2024	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Chargé de développement marketing et commercial	36374	6	25 avril 2024	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Manager de la stratégie commerciale	36518	6	1 ^{er} juin 2025	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Responsable du développement commercial	36610	6	1 ^{er} juin 2025	Remplace le RNCP18000 (accord du 4 février 2020), inactif 21 juillet 2021
	Titre à finalité professionnelle	Responsable du développement commercial	37075	6	23 novembre 2025	Remplace le RNCP13596 (accord du 4 février 2020), inactif 18 décembre 2022
	Titre à finalité professionnelle	Responsable de la performance commerciale et du marketing digital	36485	6	1 ^{er} juin 2025	Remplace le RNCP31967 (avenant n° 1 du 10 juin 2021), inactif 21 décembre 2022
	Titre à finalité professionnelle	Manager relation client (MS)	36530	7	1 ^{er} juin 2025	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	37332	7	17 février 2028	Remplace le RNCP30417 (accord du 4 février 2020), inactif 17 avril 2023.
	Master	Marketing, vente	35907	7	31 août 2026	Remplace le RNCP31501 (accord du 4 février 2020), inactif 31 août 2021
	Titre à finalité professionnelle	Project Management Officer	36372	7	25 avril 2025	Nouvelle inscription
Qualité, sécurité, environnement	Titre à finalité professionnelle	Responsable qualité, sécurité, environnement	35862	6	15 septembre 2026	Nouvelle inscription
Métiers de la logistique et des achats						
Agent logistique	TP	Technicien en logistique d'entreposage	36237	4	21 avril 2027	Remplace le RNCP1899 (accord du 4 février 2020), inactif 21 avril 2022

Métiers	Libellé du diplôme	Libellé	Code RNCP	Niv.	Date d'échéance	Nature de la demande
Responsable d'équipe / responsable d'exploitation logistique	TP	Technicien supérieur en méthodes et exploitation logistique	37277	5	8 mars 2028	Remplace le RNCP1901 (accord du 4 février 2020), inactif 8 mars 2023
	Titre à finalité professionnelle	Responsable achats	36532	6	1 ^{er} 2025	Nouvelle inscription
	DU	Responsable en logistique et transports	36646	6	1 ^{er} juillet 2025	Remplace le RNCP2577 (accord du 4 février 2020), inactif 8 février 2021 et le RNCP26190 (accord du 4 février 2020), inactif 23 août 2020
	Titre à finalité professionnelle	Responsable logistique	37080	6	23 novembre 2027	Remplace le RNCP23939 (accord du 4 février 2020), inactif 21 avril 2022
	Titre à finalité professionnelle	Responsable opérationnel de la chaîne logistique	35869	6	15 septembre 2024	Remplace le RNCP16886 (accord du 4 février 2020), inactif 4 octobre 2021
	Titre à finalité professionnelle	Responsable des opérations logistiques	35896	6	15 septembre 2026	Remplace le RNCP15336 (accord du 4 février 2020), inactif 7 septembre 2021
	Titre à finalité professionnelle	Manager des achats et de la chaîne logistique - Supply chain (MS)	36391	7	25 avril 2027	Remplace le RNCP26948 (accord du 4 février 2020), inactif 4 octobre 2021
	Titre à finalité professionnelle	Manager de la chaîne logistique durable	36529	7	1 ^{er} juin 2027	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Manager de la chaîne logistique et achats (MS)	36980	7	24 octobre 2025	Remplace le RNCP23011 (accord du 4 février 2020), inactif 18 décembre 2022
	Titre à finalité professionnelle	Manager des opérations logistiques internationales	36631	7	1 ^{er} juillet 2027	Remplace le RNCP14528 (accord du 4 février 2020), inactif 23 août 2020
	Titre à finalité professionnelle	Manager des organisations et processus logistiques	36218	7	25 février 2027	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Manager transport logistique et commerce international	35748	7	8 juillet 2026	Remplace le RNCP27048 (accord du 4 février 2020), inactif 4 octobre 2021
Métiers du merchandising						

Métiers	Libellé du diplôme	Libellé	Code RNCP	Niv.	Date d'échéance	Nature de la demande
Merchandising	Titre à finalité professionnelle	Décorateur merchandiser	37082	5	23 novembre 2024	Remplace le RNCP23872 (accord du 4 février 2020), inactif 5 août 2022
Métiers de la data et du digital						
Data et digital	Titre à finalité professionnelle	Développeur web	35959	5	15 octobre 2026	Remplace le RNCP13595 (accord du 4 février 2020), inactif 18 décembre 2021
	Titre à finalité professionnelle	Concepteur designer graphique	37409	6	27 mars 2025	Remplace le RNCP31185 (accord du 4 février 2020), inactif 7 août 2022
	Titre à finalité professionnelle	UX designer	36289	6	25 mars 2025	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Délégué à la protection des données (DPO)	36448	7	1 ^{er} juin 2025	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Expert Big Data Engineer (MS)	36398	7	25 avril 2025	Nouvelle inscription
	Titre à finalité professionnelle	Manager des stratégies digitales (MS)	36369	7	25 avril 2027	Nouvelle inscription

Réduction et aménagement du temps de travail

Accord du 5 septembre 2003

Mod. par Accord 25 nov. 2014, étendu par arr. 9 avr. 2015, JO 17 avr., applicable à compter de son extension pour une durée déterminée de 3 ans et prorogé de 3 ans par Avenant du 13 avril 2017⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat national des antiquaires négociants en objets d'art, tableaux anciens et modernes ;

Syndicat national du commerce de l'antiquité et de l'occasion ;

Comité professionnel des galeries d'art ;

Chambre syndicale de l'estampe, du dessin et du tableau ;

Fédération française des détaillants en droguerie, équipement du foyer, bazar - section arts de la table et cadeaux ;

Chambre syndicale nationale de l'équipement du foyer, bazars et commerces ménagers ;

Fédération des commerces spécialistes des jouets et des produits de l'enfant ;

Fédération nationale des détaillants en maroquinerie et voyage ;

Chambre syndicale des métiers de la musique ;

Pour l'ensemble des organisations patronales du groupe des 10/CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des syndicats CFTC Commerce, services et force de vente ;

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

[Étendu par arrêté du 4 mai 2004, JO 16 mai 2004 à l'exception du secteur des commerces de détail des jeux, jouets, modélisme et périnatalité exclu de l'extension, applicable à compter du jour de la publication

Préambule

Ayant pris acte des dispositions contenues dans la loi n° 98-6461 du 13 juin 1998 et la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relatives à la réduction du temps de travail, les partenaires sociaux signataires de la Convention collective Nationale des Commerces de Détail non Alimentaires n° 3251 reconnaissent la nécessité de définir par un accord de branche les modalités conventionnelles de la réduction effective du temps de travail adaptées aux situations des branches et des entreprises.

S'agissant de secteurs d'activités de situation préoccupante regroupant majoritairement des petites, voire très petites entreprises, la négociation de branche apparaît comme le niveau le plus pertinent pour fixer et encadrer les normes générales relatives à la réduction et l'organisation du temps de travail, mais aussi pour préserver la nécessaire harmonisation des pratiques sociales des secteurs d'activités considérés.

La mise en œuvre de la réduction du temps de travail ne peut avoir d'effets positifs sur l'emploi que si elle est associée à une réorganisation et un aménagement du temps de travail permettant de mieux concilier, non seulement les impératifs des entreprises avec les contraintes qui leur sont inhérentes au regard des services aux clients, mais aussi les attentes des salariés en vue d'améliorer leurs conditions de travail.

En conséquence, compte tenu d'un environnement fortement concurrentiel, les partenaires sociaux ont souhaité permettre aux entreprises de la branche la mise en place d'une organisation du temps de travail qui concilie la qualité de services des entreprises, les conditions de vie professionnelles et extraprofessionnelles des salariés et le développement de l'emploi dans la branche. Le présent accord prévoit ainsi plusieurs formes d'aménagement du temps de travail susceptibles de répondre en principe aux conditions d'activité propres à chaque entreprise.

Conditions d'application du présent accord

Le présent accord concerne les entreprises relevant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires qui souhaitent appliquer les dispositions qu'il prévoit.

Dans les entreprises où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales en application de l'article L. 132-27 du Code du Travail, la négociation annuelle obligatoire s'effectuera dans le respect de l'article L. 132-13.

La mise en œuvre du présent accord doit permettre, en tout état de cause, aux entreprises entrant dans le champ d'application, d'abaisser le seuil de déclenchement des heures supplémentaires à hauteur de 35 heures appréciées dans le cadre hebdomadaire, mensuel ou annuel selon les dispositions légales en vigueur.

Dans cette perspective, les entreprises sont incitées à mettre en œuvre, parmi les diverses modalités qui leurs sont accessibles et applicables en vertu du présent accord, des modalités d'aménagements du temps de travail et modes d'organisation qui permettent à la fois une plus grande satisfaction aux consommateurs mais aussi tendent à répondre aux aspirations des salariés.

Champ d'application du présent accord

Le champ d'application du présent accord est celui de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail non alimentaires du 14 juin 1988 étendue par arrêté ministériel (Journal Officiel du 25 janvier 1989).

Conformément à l'article L. 132-13 du Code du Travail l'accord s'applique de plein droit pour les entreprises de la branche ; en cas d'accord particulier celles-ci ont un délai d'un an pour adapter leurs clauses selon le présent accord. Les clauses les plus favorables s'appliquent.

Titre I

Dispositions relatives à la réduction et à l'aménagement du temps de travail

Chapitre 1

Réduction du temps de travail

Article 1.1

Mise en œuvre de la réduction du temps de travail

À compter de la parution au Journal Officiel de son arrêté d'extension, le présent accord permet à toute entreprise qui le souhaite et relevant de son champ d'application d'adopter un horaire collectif qui traduise une réduction du temps de travail dans les conditions prévues par le présent accord.

Article 1.2

Définition du temps de travail effectif au sein de la branche

La loi du 13 juin 1998 et de la loi du 19 janvier 2000 complètent la définition du temps de travail effectif figurant à l'article L. 212-4 du code du travail.

Il s'agit «du temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles».

Temps assimilé à du travail effectif :

— une brève interruption (toilettes, pause-café, etc...) pendant laquelle le salarié reste à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles, est un temps assimilé à du temps de travail effectif. Peuvent s'ajouter certaines pauses particulières à la discrétion de l'employeur. Une pause de 20 minutes au moins doit être accordée au terme de 6 heures de travail en application des dispositions de l'article L. 220-2 du Code du travail.

— Comme l'indique l'article L. 212-4 du Code du Travail, lorsque le port d'une tenue de travail est imposé par le règlement intérieur ou le contrat de travail et que l'habillage et le déshabillage doivent être réalisés dans l'entreprise ou sur le lieu de travail, le temps nécessaire aux opérations d'habillage et de déshabillage est assimilé à du temps de travail effectif.

Temps non assimilé à du travail effectif :

Pendant la coupure repas ou lorsqu'il peut vaquer librement à des occupations personnelles, le salarié n'est pas à la disposition de l'employeur ; ce temps est exclu du temps de travail effectif.

Article 1.3

Définition de la demi-journée

Pour les salariés à temps complet, la demi-journée est comprise entre le commencement et la fin du travail. L'amplitude de la demi-journée est comprise entre 3 heures et 4 heures, (en ce qui concerne les temps partiel, voir chapitre 4)

Article 1.4

Contrôle de la durée du travail effectif

La mise en œuvre de la réduction du temps de travail suppose qu'un contrôle du temps de travail effectué par chaque salarié soit mis en place selon les modalités pratiquées dans l'entreprise. Le décompte du temps de travail effectif de chaque salarié est tenu par l'employeur par tous moyens appropriés (tels que pointeuse, badgeuse, feuille d'émargement,...).

Pour les salariés dont l'activité s'exerce pour tout ou partie à l'extérieur de l'entreprise, le mode de décompte du temps de travail effectif sera défini pour les salariés concernés par l'entreprise (tel que fiche d'intervention, bordereau de livraison, feuille d'émargement,...).

Si le décompte des heures de travail effectuées par chaque salarié est assuré par un système d'enregistrement automatique, celui-ci doit être fiable et infalsifiable.

Les entreprises se conformeront aux dispositions fixées par les articles D. 212-18 à D. 212-21 du Code du Travail relatif au contrôle et au décompte des heures du travail et notamment :

— Lorsque tous les salariés d'un atelier, d'un service ou d'une équipe travaillent selon le même horaire collectif, un horaire établi selon l'heure légale indique les heures auxquelles commence et finit chaque période de travail.

— En cas d'organisation du travail par équipes successives, la composition nominative de chaque équipe, y compris les salariés mis à disposition par une entreprise de travail temporaire, est indiquée soit par un tableau affiché dans les mêmes conditions que l'horaire, soit par un registre tenu constamment à jour et mis à disposition de l'inspecteur du travail et des délégués du personnel.

— Lorsque les salariés d'un atelier, d'un service ou d'une équipe ne sont pas occupés selon le même horaire collectif de travail affiché, la durée du travail de chaque salarié concerné doit être décomptée selon les modalités suivantes :

— quotidiennement par enregistrement selon tous moyens, des heures de début et de fin de chaque période de travail ou par le relevé du nombre d'heures de travail effectuées ;

— chaque semaine, par récapitulation selon tous moyens du nombre d'heures de travail effectuées par chaque salarié.

Chapitre 2

Les différentes formes de réduction du temps de travail

Chaque entreprise a la faculté d'opter pour le mode de réduction du temps de travail le plus approprié à son fonc-

tionnement et son organisation, compte tenu de la nature de son activité, des variations prévisibles ou non, des contraintes particulières notamment d'ouverture à la clientèle.

En tout état de cause, les modalités retenues devront respecter un équilibre entre les aspirations des salariés et les besoins de l'entreprise.

L'option retenue peut être commune à l'ensemble du personnel ou spécifique à certaines catégories de personnel en raison de la nature de leur emploi.

La mise en œuvre des modalités prévues dans le présent accord sera précédée d'une phase d'information aux salariés concernés.

Article 2.1 **Délai de prévenance**

Dans le cadre de la mise en œuvre des différentes formes de réduction du temps de travail, le délai de prévenance en cas de modification est de 9 jours calendaires. On ne décompte pas le jour qui fait partir ce délai.

Article 2.2 **Option 1 - Réduction de la durée journalière de travail**

La réduction journalière du travail peut constituer une modalité de passage aux 35 heures. Il s'agit d'une répartition uniforme de la durée du travail sur chaque jour travaillé de la semaine. Ainsi pour les entreprises qui travaillent 5 jours par semaine, la réduction journalière correspond à un horaire de 7 heures par jour.

Article 2.3 **Option 2 - Réduction de la durée hebdomadaire de travail**

Dans ce cas, l'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 35 heures qui peut se traduire :

1. soit sous la forme d'une demi-journée de 4 heures non travaillée par semaine, commune à tous les salariés ou octroyée par roulement.

L'employeur peut aussi ouvrir la possibilité aux salariés de regrouper deux demi-journées (voir définition «demi-journée» article 1.3 en une seule et de convenir d'un commun accord des dates de prise de ces journées de réduction du temps de travail dans le cadre du mois considéré. Tout report des demi-journées devra faire l'objet d'une information préalable selon le délai de prévenance fixé à l'article 2-1, sauf circonstances exceptionnelles (voir définition, «circonstances exceptionnelles» chapitre 6). Les demi-journées ainsi reportées devront toutefois être prises dans le mois considéré.

2. soit sous la forme d'une répartition de l'horaire hebdomadaire de 35 heures selon un horaire journalier différent et non uniforme. À titre d'exemple : 2 jours à 7 heures, 2 jours à 8 heures et 1 jour à 5 heures, ou encore 3 jours à 8 heures et 2 jours à 5 heures 30,...

Article 2.4 **Option 3 - Réduction du temps de travail sous forme de jours de repos supplémentaires par période de 4 semaines**

La réduction du temps de travail en deçà de 39 heures hebdomadaires peut également être mise en œuvre en tout ou partie par l'attribution, par l'employeur, selon un calendrier préalablement établi à son initiative, de journées ou de demi-journées de repos sur une période de 4 semaines équivalent au nombre d'heures effectuées au-delà de 35 heures.

Ainsi, si l'horaire hebdomadaire reste à 39 heures, l'employeur peut accorder 4 demi-journées (voir définition «demi-journée» article 1.3) ou 2 jours de repos de réduction de temps de travail toutes les 4 semaines pour passer à 35 heures. La prise des jours se fera, pour moitié au choix de l'employeur, pour moitié au choix du salarié.

Le délai de prévenance prévu à l'article 2-1 doit être respecté en cas de modification des dates de repos fixées par l'employeur. Le régime des heures supplémentaires s'applique dès lors que les heures de travail sont effectuées au-delà de 39 heures au cours d'une semaine isolée (même si sur les 4 semaines la moyenne s'établit à 35 heures) et à toutes les heures effectuées au-delà de 35 heures en moyenne calculées sur la période de 4 semaines.

Article 2.5 **Option 4 - Réduction sous forme de jours de repos dans le cadre annuel**

Conformément à l'article L. 212-9 du Code du Travail, la réduction du temps de travail en deçà de 39 heures hebdomadaires peut être organisée en tout ou partie sous forme de repos sur l'année. Ainsi, l'horaire hebdomadaire peut être fixé par l'employeur à 39 heures sur une semaine de 5 jours et la réduction du temps de travail organisée sous forme de repos rémunéré acquis au titre de la réduction du temps de travail à raison de 23 jours ouvrés par an.

L'horaire hebdomadaire peut être également fixé par l'employeur selon une durée inférieure à 39 heures mais supérieure à 35 heures. Dans ce cas, le nombre de jours de repos rémunéré doit être calculé proportionnellement à la

réduction hebdomadaire appliquée.

La période de référence afférente à la prise des repos correspond à une période de 12 mois civils consécutifs à compter du passage effectif au temps réduit dans l'entreprise. Le nombre de jours de repos est établi au prorata de la durée de présence effective du salarié dans l'entreprise au cours de la période de référence définie ci-dessus.

Ces jours de repos ne sont pas assimilables à des jours de congés payés et ne donneront pas droit à attribution de jours supplémentaires de fractionnement. Par contre, ces jours de repos sont assimilés à du temps de travail effectif pour le calcul des congés payés.

La prise des repos sera effectuée soit sous forme de journées entières ou de demi-journées (voir définition «demi-journée» article 1-3) avec l'accord du salarié. Le nombre de jours de repos sera fixé pour moitié au seul choix de l'employeur, et pour l'autre moitié au seul choix du salarié et ce dans le respect de l'article L. 212-9 du Code du Travail. Ils ne pourront pas être accolés aux jours de congés légaux sauf accord des parties.

Les dates seront fixées à titre indicatif dans le cadre d'une programmation établie et communiquée en début de période annuelle. Les dates seront confirmées et les éventuelles modifications notifiées avec le délai de prévenance minimum de 9 jours calendaires fixé à l'article 2-1, sauf circonstances exceptionnelles et dans ce cas, le délai de prévenance peut être réduit à 4 jours calendaires. (voir définition «circonstances exceptionnelles», chapitre 6)

Le salaire mensuel ne sera pas affecté par ces repos dans le cadre d'un lissage de la rémunération annuelle. Conformément aux dispositions de la loi du 19 janvier 2000, ne peuvent faire l'objet d'une récupération par le salarié : les absences rémunérées ou indemnisées, les congés ou autorisations d'absence qui sont de droit pour les salariés en vertu des dispositions conventionnelles, les absences dues à la maladie ou à l'accident. Les jours de repos doivent être pris avant le terme de la période annuelle de référence, avec un bilan intermédiaire semestriel.

Conformément à l'article D. 212-23 du code du travail, le total des heures de travail effectuées est mentionné à la fin de la période de référence ou lors du départ du salarié sur un document annexé au dernier bulletin de salaire.

Article 2.6

Option 5 : Modulation du temps de travail

(Art. abrogé par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu)

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Chapitre 3

Cadres

Modalités d'organisation du temps de travail des cadres

Article 3.1

Cadres dirigeants

Les cadres dirigeants tels que définis à l'article L. 212-15-1 du Code du Travail sont exclus des dispositions du présent accord.

Les cadres dirigeants sont les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon totalement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise.

À titre d'exemple, ces cadres remplissent la totalité des critères suivants :

- ils sont mandataires sociaux nommés par les organes sociaux de l'entreprise,
- ils définissent les stratégies politiques, économiques et financières de l'entreprise et ont le pouvoir de les engager,
- ils ont un salaire élevé et quasiment indépendant de leur temps de travail.

Ainsi, ils ne bénéficient plus que des règles sur les différents congés et sont exclus de toute autre disposition sur le temps de travail.

Article 3.2

Cadres autonomes

Mod. par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu par arr. 8 déc. 2023, JO 15 déc., applicable à compter du lendemain de la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Sont cadres autonomes tels que définis par l'article L. 212-15-3 du Code du travail, les cadres pour lesquels la durée du travail ne peut être prédéterminée du fait de la nature de leurs fonctions, des responsabilités émanant soit d'un cadre de niveau supérieur soit du chef d'entreprise ou du degré d'autonomie dont ils bénéficient à travers la responsabilité totale d'un service ou d'un magasin. Les cadres autonomes sont classés en catégorie VII ou VIII de la classification conventionnelle.

Pour cette catégorie de cadres, il est possible de conclure, avec l'accord de l'intéressé, des conventions de forfait établies sur une base hebdomadaire, mensuelle ou annuelle en jours ou en heures. En tout état de cause, la rémunération afférente au forfait doit être au moins égale à celle que recevraient les cadres concernés compte tenu du salaire minimum conventionnel applicable dans l'entreprise et des bonifications et majorations de salaires correspondantes (code du travail L. 212-15-4)

3.2.1

(Abrogé par Avenant n° 13, 4 avr. 2023, étendu) Forfait annuel jours

3.2.2

Forfait annuel heures

L'employeur pourra également proposer aux cadres occupant un emploi du niveau visé au présent article la signature d'un avenant à leur contrat de travail prévoyant une convention de forfait de 1600 heures sur l'année pouvant être portée à 1 780 heures, sous réserve du respect du minima de sa catégorie et d'un salaire au moins égal à celui auquel lui aurait donné droit l'application des majorations pour heures supplémentaires.

L'application de ce forfait annuel en heures implique un décompte individuel du temps de travail qui est effectué par l'intéressé est transmis à la fin de chaque semaine de travail à son supérieur hiérarchique, qui assure de son exactitude, veille au respect de la réglementation relative à la durée maximale de travail et y appose son visa.

Tous les relevés d'heures sont revus, chaque fin de mois par la Direction de l'entreprise.

Article 3.3

Cadres intégrés

Sont visés les salariés tels que définis à l'article L. 212-15-2 du Code du travail occupés selon l'horaire collectif applicable du magasin, de l'atelier ou du service auxquels ils sont intégrés et pour lesquels la durée de leur temps de travail peut être prédéterminée.

Ces cadres bénéficient de l'ensemble de la réglementation de la durée du travail. Ainsi, les dispositions des chapitres 1 et 2 peuvent s'appliquer à cette catégorie de personnel selon les mêmes modalités que les autres salariés.

Les cadres intégrés sont classés au moins en catégorie VII de la classification conventionnelle.

Pour ces cadres, il est toujours possible de mettre en place un forfait heure hebdomadaire ou mensuel incluant les heures supplémentaires dans le respect des minima conventionnels. La rémunération des heures supplémentaires s'effectue selon les dispositions légales en vigueur dans le respect des chapitres 1 et 2.

Chapitre 4

Temps partiel

(Chapitre abrogé par Accord du 25 nov. 2014 ; Voir Chapitre IX des Dispositions générales de la Convention collective)

Mod. par Accord 25 nov. 2014, étendu par arr. 9 avr. 2015, JO 17 avr., applicable à compter de son extension pour une durée déterminée de 3 ans⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat national des antiquaires négociants en objets d'art, tableaux anciens et modernes ;

Syndicat national du commerce de l'antiquité et de l'occasion ;

Comité professionnel des galeries d'art ;

Chambre syndicale de l'estampe, du dessin et du tableau ;

Fédération française des détaillants en droguerie, équipement du foyer, bazar - section arts de la table et cadeaux ;
Chambre syndicale nationale de l'équipement du foyer, bazars et commerces ménagers ;
Fédération des commerces spécialistes des jouets et des produits de l'enfant ;
Fédération nationale des détaillants en maroquinerie et voyage ;
Chambre syndicale des métiers de la musique ;
Pour l'ensemble des organisations patronales du groupe des 10/CDNA.
Syndicat(s) de salariés :
Fédération des syndicats CFTC Commerce, services et force de vente.

Chapitre 5

Heures supplémentaires

Article 5.1

Modalités

Afin de favoriser l'emploi, les éventuelles heures supplémentaires seront en priorité compensées en temps de repos compensateur.

La compensation des heures supplémentaires et des majorations y afférent en repos pourra être totale ou partielle.

Le remplacement des heures supplémentaires par un repos ne modifie pas le droit au repos compensateur légal.

Les heures supplémentaires dont le paiement aura été intégralement remplacé par un repos équivalent à leur et aux majorations y afférentes ne s'imputent pas sur le contingent annuel d'heures supplémentaires applicable aux entreprises.

En cas d'impossibilité de récupération dans le trimestre, elles peuvent être, au choix du salarié, soit compensées en temps de repos compensateur, soit rémunérées conformément aux dispositions légales en vigueur. La rémunération des heures supplémentaires s'effectue selon les dispositions légales en vigueur.

Chapitre 6

Circonstances exceptionnelles

Article 6

Définition

Les circonstances exceptionnelles relèvent d'événements très divers liés tant à l'environnement de l'entreprise qu'à celui du ou des salariés. Il s'agit de :

- surcroît d'activité pour pallier aux absences non prévisibles (maladie, accident...) éventuelles du personnel
- cas de force majeure.

Le salarié pourra refuser toute modification pour impérieuses nécessités familiales.

Chapitre 7

Mesures favorisant l'égalité des hommes et des femmes

Article 7

Les entreprises concernées par le présent accord pratiqueront l'égalité entre les hommes et femmes plus particulièrement en matière d'affectation à un emploi, de rémunération, d'aménagement de postes, de formation et de promotion professionnelles et de tout autre événement affectant la carrière professionnelle de chaque salarié et ceci dans le respect des catégories professionnelles telles qu'elles résultent de la convention collective. Elles s'engagent par ailleurs à éviter toute discrimination entre les hommes et les femmes lors de l'embauche.

Les entreprises relevant du présent accord réaffirment leur attachement au principe de non-discrimination des salariés en raison de leur origine, de leurs mœurs, de leur situation de famille, de leur appartenance à une ethnie, une nation ou une race, de leur opinion politique, de leur activité syndicale ou mutualiste, de leur conviction religieuse, de leur état de santé ou de leur handicap et dans tous les cas, dans le respect complet de l'article L. 122-45.

Chapitre 8

Incidences de la réduction du temps de travail

Article 8

Rémunération

Les partenaires sociaux conviennent que la mise en œuvre de cet accord dans l'entreprise s'accompagne du maintien du salaire minimum mensuel conventionnel 169 H correspondant à la classification des salariés concernés, sous réserve de l'application des dispositions de la Loi du 19 janvier 2000 instaurant une rémunération de garantie mensuelle.

Cette disposition a fait l'objet de la signature préalable le 6 septembre 2001 de l'avenant n° 13 «salaires» étendu par le Journal Officiel du 11 décembre 2001.

Titre II

Suivi et durée de l'accord

Article 9

Commission nationale de suivi du présent accord

Une commission nationale est constituée sur le plan national pour une durée de cinq ans à compter de la date de parution de l'extension de l'accord.

Elle est composée :

- d'une part, d'un collège de salariés constitué d'un délégué par organisation signataire du présent accord (les organisations non signataires pourront désigner un membre consultatif),
- d'autre part, d'un collège d'employeurs en nombre égal à celui des salariés.

Elle a pour objet de vérifier la bonne application des dispositions du présent accord.

La commission nationale est réunie au moins une fois par an et en cas de besoin, dans les 3 mois de la présentation d'une saisine écrite. Cette dernière ne peut être présentée que de façon écrite par l'une des parties signataires du présent accord. Durant les douze premiers mois d'application de cet accord, il sera prévu deux réunions.

Les précisions apportées par la commission nationale sont communiquées aux organisations et déposées au bureau des conventions collectives du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

9.1

Modalités de saisine de la commission nationale

Les modalités de saisine sont les mêmes que celles prévues à l'article 1.7 de la convention collective nationale. Les parties signataires rappelle que cette saisine doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au secrétariat de la commission en précisant le nom de la commission saisie (Commission de suivi de l'accord sur la R.T.T.). Elle est accompagnée des pièces nécessaires à son examen.

La correspondance doit être adressée au :

«Groupe des 10»

Fédération Française des Détaillants en Droguerie,

Équipement du foyer et bazar

14 Terrasse Bellini

92807 Puteaux Cedex

La commission se réunit dans les trois mois de la saisine.

Article 10

Durée de l'accord

10.1

Durée

La présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

10.2

Caducité

Cet accord est directement lié à l'obligation légale faite aux entreprises contenue dans la loi n° 98-6461 du 13 juin 1998 et la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relatives à la réduction du temps de travail.

La remise en cause des dispositions légales et réglementaires rendrait cet accord caduc et obligerait les partenaires sociaux à ouvrir de nouvelles négociations sur ce thème.

10.3 Révision

Par ailleurs, en cas de remise en cause de l'équilibre du présent accord par des dispositions législatives ou réglementaires postérieures à sa signature, les signataires se réuniront en vue d'étudier toutes les conséquences de la situation ainsi créée.

10.4 Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une des parties avec un préavis de deux mois.

La partie dénonciatrice doit motiver cette dénonciation auprès de toutes les parties signataires et la déposer conformément aux dispositions du Code du Travail.

La dénonciation oblige les partenaires sociaux à ouvrir de nouvelles négociations sur ce thème.

Article 11 Dépôt et extension

11.1 Dépôt légal

Le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris et à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi de Paris, conformément aux articles L. 132-10, R. 132-1 et R. 132-2 du code du travail.

11.2 Extension de l'accord

L'extension du présent accord sera demandée sur l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 132-16 du code du travail.

11-3 Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à compter du jour de la parution au Journal Officiel de son arrêté d'extension.

Temps partiel

Avenant du 13 avril 2017

[Étendu par arr. 3 oct. 2017, JO 12 oct.]

(Voir également Chap. IX «Travail à temps partiel» et Accord du 5 septembre 2003)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;
SNAN ;
CSNEDT ;
CPGA ;
FNDMV ;
CSNEFBCM ;
CSMM ;
FFDDEFB ;
FCSJPE ;
CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNECS CFE CGC ;
CFTC CSFV.

Préambule

En 2013, les partenaires sociaux signataires de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires reconnaissaient la nécessité de définir par accord les modalités conventionnelles régissant la pratique du temps partiel dans la branche, afin de les adapter aux situations des secteurs d'activité et des entreprises. L'objectif principal de l'accord était de concilier non seulement les impératifs des entreprises avec les contraintes qui leur sont inhérentes, mais aussi les attentes des salariés en matière de conditions de travail.

S'agissant de domaines regroupant majoritairement des petites, voire très petites entreprises, la négociation de branche apparaît en effet comme le niveau le plus pertinent pour fixer et encadrer les normes générales relatives à la pratique du temps partiel, mais aussi pour préserver la nécessaire harmonisation des pratiques sociales des secteurs d'activités considérés.

C'est pourquoi, considérant la situation du temps partiel dans la branche, qui n'a que très peu évolué en trois ans (voir diagnostic), et considérant d'autre part que plus d'un tiers des entreprises de la branche considère que la durée légale de 24 heures minimum est un frein à l'embauche, les partenaires sociaux s'accordent sur les mesures suivantes :

Données économiques : évolution du temps partiel dans la branche sur trois ans

	2013	2014	2015
Part du temps partiel	20 %	21 %	22 %
Femmes	20 %	29 %	30 %
Hommes	10 %	10 %	13 %

Article 1

Objet et Champ d'application du présent avenant

Le champ d'application du présent accord est celui de la Convention collective nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517).

Article 2

Prorogation de l'accord du 25 novembre 2014 pour trois ans

L'accord du 25 novembre 2014 relatif au temps partiel est prorogé dans toutes ses dispositions pour une durée déterminée de trois ans, à compter de son extension.

Article 3

Révision

En cas de remise en cause de l'équilibre de l'accord mentionné par des dispositions législatives ou réglementaires postérieures à sa signature, ou suite à l'impact constaté de ces mesures sur la pérennité des entreprises et des emplois qu'elles représentent dans la branche, les signataires se réuniront en vue d'étudier toutes les conséquences.

Chaque année, à l'occasion de la réalisation du rapport de branche, une enquête pourra être réalisée auprès des entreprises pour déterminer notamment les conséquences que ces mesures ont sur l'emploi dans la branche.

Article 3

Dépôt légal - Entrée en vigueur - Extension

3.1

Dépôt

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2 et suivants du Code du travail, le texte du présent avenant sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

3.2

Extension

L'extension du présent avenant sera demandée sur l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du Code du travail.

Temps partiel et CDD

Accord du 14 septembre 2021

[Étendu par arr. 1^{er} avr. 2022, JO 13 avr., applicable à compter de la date de son dépôt pour les entreprises adhérentes, sous réserve des clauses pour lesquelles la loi exige un accord étendu, et à compter et de la date de son extension pour les entreprises non adhérentes]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

La branche des Commerces de Détail Non Alimentaires regroupe 12 000 entreprises qui emploient 80 000 salariés. La branche regroupe des activités qui ont en commun la nécessité d'organiser le travail pour répondre à de fortes variations du chiffre d'affaires et de fréquentation de la clientèle, dans la journée, dans la semaine, dans le mois ou dans l'année.

99,2 % des entreprises de la branche emploient moins de 50 salariés et la négociation de branche apparaît comme le niveau le plus pertinent pour fixer des normes relatives à la pratique du temps partiel et au recours aux contrats à durée déterminée.

Les partenaires sociaux signataires de la convention collective nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires ont souhaité définir par un accord de branche des modalités conventionnelles régissant la pratique du temps partiel et des dispositions spécifiques relatives au recours aux contrats à durée déterminée.

L'objectif principal de l'accord est de permettre aux entreprises de faire face à d'importantes variations d'activité tout en prenant en compte les demandes et les attentes des salariés.

Les signataires du présent accord ont convenu des mesures suivantes :

Article 1er

Champ d'application du présent accord

Le présent accord a pour champ d'application celui défini par l'article 1er du chapitre I «Clauses générales» de la convention collective nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC1517).

Article 2

Dispositions relatives au travail à temps partiel

En 2019, les salariés à temps partiel représentaient 26 % des effectifs de la branche (source : Observatoire prospectif du commerce).

2.1

Définition

On entend par salariés à temps partiel les salariés dont la durée du travail est inférieure à la durée fixée par la loi pour un salarié à temps plein ou à la durée fixée par accord collectif d'entreprise ou d'établissement, ou la durée applicable dans l'établissement lorsqu'elle est inférieure à la durée légale.

2.2

Conditions de mise en place

Les entreprises assujetties à la présente convention peuvent employer de façon permanente du personnel ne travaillant pas à temps complet.

La mise en place d'horaires à temps partiel doit être effectuée après avis du comité social et économique (CSE) s'il existe.

Le contrat de travail des salariés à temps partiel doit être écrit et contenir les mentions obligatoires prévues par le code du travail, et notamment l'article L. 3123-6 du code du travail.

2.3

Durée minimum du travail

Conformément aux articles L. 3123-19 et L. 3123-27 du code du travail, les parties signataires fixent la durée heb-

domadaire minimale du travail à temps partiel au sein de la branche à 24 heures, sauf dans les cas prévus par la loi pour lesquels cette garantie ne s'applique pas.

Une durée inférieure peut être fixée à la demande écrite et motivée du salarié, soit pour lui permettre de faire face à des contraintes personnelles, soit pour lui permettre de cumuler plusieurs activités, afin d'atteindre une durée globale d'activité correspondant à un temps plein ou au moins égale à la durée minimum légale (article L. 3123-27 du code du travail).

Les étudiants de moins de 26 ans peuvent se voir fixer une durée inférieure compatible avec la poursuite de leurs études.

l'employeur devra informer chaque année les représentants du personnel s'il en existe sur le nombre de demandes de dérogation individuelle à cette durée minimale de 24 heures.

2.4

Heures complémentaires

Les heures complémentaires sont les heures effectuées par un salarié à temps partiel au-delà de la durée de travail contractuelle.

Conformément à l'article L. 3123-21 du code du travail, les heures complémentaires qui n'excéderont pas le dixième de la durée du travail prévue au contrat ouvriront droit à une majoration de salaire de 10 % dès la première heure complémentaire.

Les parties signataires conviennent qu'en application de l'article L. 3123-20 du code du travail, la limite des heures complémentaires pouvant être effectuées est portée à 1/3 de la durée du travail contractuelle.

Les parties signataires conviennent que les heures complémentaires effectuées au-delà du 10^e de la durée hebdomadaire ou mensuelle fixée au contrat de travail donnent lieu à une majoration de salaire de 25 %.

Chaque fois que le recours à des heures complémentaires est prévisible, l'employeur devra en informer les salariés en respectant un délai de prévenance de 7 jours calendaires.

Dans le cas où le salarié effectue régulièrement des heures complémentaires, il est possible d'ajouter à l'horaire moyen prévu dans son contrat la différence entre ce dernier et l'horaire moyen réellement effectué.

l'horaire moyen du salarié est ainsi modifié dans les cas suivants :

— Pendant une période de 12 semaines consécutives ou pendant 12 semaines au cours d'une période de 15 semaines, l'horaire moyen réellement effectué par le salarié a dépassé de 2 heures au moins par semaine, ou de l'équivalent mensuel de cette durée, la durée du travail prévue dans son contrat. Cette modification devra faire l'objet d'un avenant au contrat que le salarié peut refuser. Le recours aux heures complémentaires que le salarié accepte ou refuse la proposition d'augmenter sa durée contractuelle du travail, se fera dans le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la durée et à l'organisation du temps de travail.

2.5

Augmentation temporaire du temps de travail par avenant

Conformément à l'article L. 3123-22 du code du travail, il est possible d'augmenter temporairement la durée de travail d'un salarié à temps partiel par avenant au contrat de travail, sous réserve de son accord.

Les heures de travail déterminées par l'avenant seront majorées de 10 %. Les heures accomplies au-delà de la durée déterminée par l'avenant constitueront des heures complémentaires majorées à 25 %.

l'avenant doit mentionner la durée hebdomadaire ou mensuelle prévue ainsi que la répartition de la durée du travail entre les jours de la semaine ou entre les semaines du mois.

Cette possibilité est toutefois limitée à 6 avenants par salarié et par an, en dehors des cas de remplacement d'un salarié absent nommément désigné, y compris pour congés payés. Les avenants ne peuvent atteindre la durée légale hebdomadaire fixée à 35 heures, et la durée cumulée annuelle de ces avenants est limitée à 20 semaines maximum.

Seuls les salariés à temps partiel volontaires sont prioritairement désignés comme pouvant bénéficier d'une augmentation temporaire du temps de travail.

l'employeur arbitre entre les salariés à temps partiel volontaires selon sa structure, en fonction des compétences nécessaires à l'accomplissement des missions occasionnant l'utilisation desdits avenants.

Lorsque plusieurs candidatures correspondent à la qualification sollicitée, une priorité sera donnée aux salariés ayant le plus petit volume d'heures. En cas d'égalité, le choix devra être effectué en fonction de critères objectifs tels que l'ancienneté.

2.6

Priorité d'accès aux emplois à temps plein ou à temps partiel

Sont prioritaires pour l'attribution d'un emploi ressortissant à leur catégorie professionnelle ou d'un emploi

équivalent :

- les salariés à temps partiel qui souhaitent occuper ou reprendre un emploi à temps complet dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise;
- les salariés à temps complet qui souhaitent occuper ou reprendre un emploi à temps partiel dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise.

L'employeur porte à la connaissance de ces salariés la liste des emplois disponibles correspondants par voie d'affichage, d'appel à candidatures ou tout autre moyen de communication.

Les salariés peuvent prendre l'initiative de manifester par écrit leur souhait.

L'employeur peut proposer au salarié à temps partiel un emploi à temps complet ne ressortissant pas à sa catégorie professionnelle ou un emploi à temps complet non équivalent.

Tout emploi à temps plein ou à temps partiel qui viendrait à être créé ou à devenir vacant devra être proposé en priorité à ces salariés, pour autant que leur qualification professionnelle initiale ou acquise leur permette d'occuper cet emploi. L'intéressé disposera d'un délai de réflexion maximum de 8 jours calendaires à partir de la proposition formulée par écrit par l'employeur pour accepter ou refuser le poste créé ou vacant.

En cas de pluralité de candidatures pour un même emploi, l'employeur est libre de choisir entre les intéressés, dans la mesure où il motive son choix par des éléments objectifs dans un délai maximum de 8 jours calendaires après la réception de toutes les candidatures.

2.7

Transformation d'un temps plein en un temps partiel choisi

Le salarié à temps plein peut demander à bénéficier d'une transformation de son contrat de travail à temps plein en un contrat à temps partiel choisi.

La demande de l'intéressé est faite à l'employeur par lettre recommandée avec avis de réception. Elle doit préciser :

- la durée du travail souhaitée ;
- la date envisagée pour la mise en œuvre du nouvel horaire;

et être adressée 6 mois au moins avant cette date.

Le salarié dispose de 1 mois pour se rétracter.

Le chef d'entreprise est tenu de répondre au salarié par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de 2 mois à compter de la demande.

En particulier, en cas de refus, l'employeur doit justifier, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'absence d'emploi disponible ressortissant à la catégorie professionnelle du salarié ou de l'absence d'emploi équivalent, ou s'il le peut démontrer que le changement d'emploi demandé aurait des conséquences préjudiciables à la production et à la bonne marche de l'entreprise.

En cas d'accord, un avenant au contrat de travail précisera les nouvelles modalités du contrat de travail à temps complet ou à temps partiel.

Concernant les priorités d'accès à l'emploi, voir le dispositif de l'article précédent.

Article 3

Dispositions relatives aux contrats à durée déterminée

En 2019, 11 % des salariés de la branche étaient en contrat à durée déterminée (source : Observatoire prospectif du commerce).

Les signataires rappellent qu'un contrat à durée déterminée, quel que soit son motif, ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Afin de faire face aux variations importantes de l'activité des Commerces de Détail Non Alimentaires, les parties signataires conviennent de prendre deux mesures qui dérogent aux règles relatives aux contrats de travail à durée déterminée.

Conformément à l'article L. 1243-13 du code du travail, les parties signataires conviennent de fixer à 4 le nombre maximal de renouvellements possibles pour un contrat à durée déterminée. Les conditions de renouvellement doivent être stipulées dans le contrat ou font l'objet d'un avenant soumis au salarié avant le terme initialement prévu. Ces dispositions ne sont pas applicables aux contrats à durée déterminée conclus en application de l'article L. 1242-3 du code du travail.

Par dérogation à l'article L. 1244-3 du code du travail, les parties signataires conviennent de supprimer le délai de carence entre deux contrats à durée déterminée pour motif de surcroît temporaire d'activité.

Article 4

Dispositions particulières pour les TPE

Les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail, et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent accord a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 5

Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'avenant, dépôt, extension

Les partenaires sociaux conviennent que le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur à la date de son dépôt pour les entreprises adhérentes sous réserve des clauses pour lesquels la loi exige un accord étendu et à la date de son extension pour les entreprises non adhérentes.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Développement du dialogue social et organisation du paritarisme

Avenant n° 1 du 1^{er} décembre 2009

[Étendu par arr. 19 juill. 2010, JO 29 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2011]

Considérant la loi du 20 août 2008 portant réforme de la démocratie sociale, Reconnaissant aux négociateurs de la branche un véritable statut,

Les signataires de l'Accord du 4 février 2009 relatif au développement du dialogue social et à l'organisation du paritarisme signé dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires conviennent de substituer aux dispositions de l'article 2.2 des clauses générales de ladite convention les dispositions suivantes concernant les salariés appelés à siéger dans les commissions paritaires ou mixtes prévues par la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires et ses avenants

Article 1

Participation aux réunions

Lorsqu'un salarié d'une entreprise comprise dans le champ d'application de la convention collective nationale est appelé à siéger dans les différentes commissions paritaires ou mixtes prévues par la présente convention, ses avenants ou accords, le temps passé sera rémunéré par l'employeur comme temps de travail effectif dans le cadre de l'horaire normal de l'entreprise.

Article 2

Préparation des réunions

Le chef d'entreprise est tenu de laisser au salarié le temps nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Les salariés participant aux négociations dans le cadre des commissions mixtes ou paritaires bénéficient d'un crédit d'heures pour préparer les réunions :

- 1 heure pour préparer une réunion d'une demi-journée
- 2 heures pour préparer une réunion d'une journée.

Cette prise en charge est limitée à trois représentants maximum par organisation syndicale et par réunion à condition que ces trois représentants ne relèvent pas, pour une même organisation syndicale, de la même entreprise.

Article 3

Nature des heures

Ces heures seront de plein droit considérées comme temps de travail et payées à l'échéance normale par l'employeur.

Ce crédit d'heures s'ajoutera le cas échéant au crédit d'heures alloué aux représentants du personnel dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires.

La participation à ces réunions ne pourra être un motif de sanction de la part de l'employeur.

Article 4 **Prise en charge**

a **Païement des heures à l'entreprise**

Ces heures de participation et de préparation aux réunions seront remboursées à l'entreprise par l'organisation professionnelle patronale de son ressort d'activité signataire du présent accord sur la base du salaire minima horaire brut conventionnel de classification du salarié, charges patronales comprises dans les limites suivantes :

- les heures de participation aux réunions seront intégralement remboursées à l'entreprise,
- les heures de préparation des réunions seront remboursées dans la limite de 36 h par an par organisation syndicale.

À chaque fin de trimestre, l'entreprise adressera à l'organisation professionnelle de son ressort d'activité signataire du présent avenant ou au secrétariat du Groupe des 10/CDNA les éléments permettant ce remboursement : niveau de qualification et nombre d'heures.

b **Frais de déplacement**

Les frais de déplacement et de séjour seront pris en charge et remboursés à ces salariés par les organisations signataires les ayant désignés et selon les modalités définies par elles.

Article 5 **Justificatif**

Les salariés des entreprises de la branche concernés devront informer leur employeur :

- de leur désignation au sein d'une ou des Commissions paritaires ou mixte
- de la date des réunions dès réception du calendrier ou de la convocation émanant du secrétariat de la Commission.

et signer la feuille d'émargement à chaque réunion afin d'éviter toute contestation.

Article 6 **Contestation**

L'employeur qui souhaite contester l'utilisation faite des heures de délégation pourra saisir le secrétariat de la Convention Collective Nationale dénommé Groupe des 10/CDNA par lettre simple. Le différend sera examiné et arbitré par la Commission mixte ou paritaire la plus proche.

Article 7 **Entrée en vigueur**

Le Présent accord prend effet à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de l'Accord du 4 février 2009 relatif au développement du dialogue social et à l'organisation du paritarisme dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires signé dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail de Non Alimentaires conformément à l'article 8 dudit accord.

Le présent accord deviendra caduc de plein droit en cas de dénonciation ou de dissolution de l'Association dénommée APCDNA mise en place par les signataires dans le cadre de l'accord du 4 février 2009 susmentionné. Les heures et frais engagés à la date de la dissolution seront réglées conformément aux dispositions du présent accord.

Article 8 **Durée - Révision - Dénonciation**

Cet accord suit les mêmes dispositions que les clauses générales de la Convention Collective Nationale susmentionnée en ce qui concerne sa durée, sa révision, sa dénonciation.

Article 9 **Correspondance concernant le présent accord**

Toute correspondance concernant le présent accord doit être adressée au : «Groupe des 10/CDNA»

45 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

Article 10 **Notification**

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Article 11

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire auprès des services centraux du Ministère chargé du travail, auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et au greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-4 du Code du travail.

Article 12

Extension

L'extension du présent accord sera demandée sur l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du Code du travail.

Accord du 27 juin 2019

[Étendu par arr. 6 nov. 2020, JO 20 nov., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNECS CFE-CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Préambule

Par le présent accord les parties signataires confirment leur volonté de garantir et de développer des négociations collectives de qualité en tenant compte de l'évolution constante des métiers du commerce qu'elles représentent et leur attachement au développement du dialogue social.

De nombreux accords ont été signés au profit des entreprises et des salariés de la branche du commerce de détail non alimentaire.

La participation des négociateurs - représentants les entreprises et les salariés - nécessite du temps et des connaissances non seulement sur les secteurs professionnels mais aussi sur la législation du travail, la formation professionnelle, etc.

La qualité des négociations passe aussi par la reconnaissance de la fonction de négociateur.

Pour assurer la mise en œuvre des textes conventionnels et leur suivi, la transmission des informations aux entreprises et aux salariés visés par la Convention Collective Nationale doit être développée.

Dès lors, il est paru indispensable de donner aux instances représentant les entreprises du commerce de détail non alimentaire relevant du champ d'application de la Convention Collective Nationale, les moyens financiers pour pouvoir mener à bien leur mission.

Cet accord se substitue intégralement à l'accord du 4 février 2009 et son avenant numéro 2 du 20 janvier 2010. L'avenant numéro 1 du 1^{er} décembre 2009 reste applicable.

Article 1

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui défini à l'article 1 de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517 - Brochure J.O. n° 3251)

Article 2

Objet de l'accord

Les organisations signataires du présent accord s'entendent pour mettre en place un fonds de financement qui leur permettra de se donner les moyens financiers pour mener à bien leur mission et assurer notamment :

- La promotion des métiers de la branche
- La visibilité et la promotion des instances professionnelles représentant les intérêts des entreprises et des salariés de la branche
- La transmission des informations et l'information permanente des entreprises et des salariés de la branche sur la

convention collective nationale et son évolution

- La participation aux réunions préparatoires, paritaires et mixtes
- La participation des représentants aux négociations
- La préparation des documents de travail
- La liaison écrite entre les partenaires
- L'élaboration des textes et accords conventionnels
- La révision et le suivi des accords
- Les enquêtes
- Les rapports.

Ce financement sera assuré au moyen d'une contribution conventionnelle obligatoire à la charge des employeurs entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale.

Article 3

Montant de la contribution des entreprises

La contribution minimum obligatoire à la charge des employeurs est fixée par année civile à :

- 50 euros par établissement,
- auxquels s'ajoute une contribution de 0,07 % calculée sur la base de la masse salariale brute.

La contribution obligatoire par établissement est plafonnée en fonction du nombre de salariés à :

- 500 euros par an pour les établissements dont l'effectif est de moins de 20 salariés,
- 1 000 euros par an pour les établissements dont l'effectif est égal ou supérieur à 20 salariés.

Le taux de la contribution minimum et le plafond sont déterminés par les signataires. Ils pourront être révisés par la Commission Paritaire en fonction du bilan de l'utilisation des fonds et des perspectives.

Chaque entreprise doit déclarer la masse salariale avant le 1^{er} mars de l'exercice.

À défaut de cette déclaration et du paiement à cette date, c'est le montant maximum du plafond qui est dû.

Article 4

Recouvrement de la contribution

La contribution est recouvrée et gérée par l'Association paritaire mise en place par les signataires dans le cadre du présent accord.

L'Association Paritaire pourra désigner tout organisme pour assurer le recouvrement de la contribution des entreprises.

Conformément à l'article 3, à défaut de déclaration et du paiement de la contribution, c'est le montant maximum du plafond qui est dû.

L'ensemble des frais générés par les rappels, les procédures pré-contentieuses et contentieuses seront à la charge des débiteurs. Tout paiement effectué après la date d'échéance entraînera des intérêts de retard fixés à 1,5 % par mois.

Article 5

Association paritaire

Les parties signataires ont convenu d'instituer une Association Paritaire qui a pour dénomination :

Association Paritaire des Commerces de Détail Non Alimentaires (A.P.C.D.N.A.)

Le siège social de ladite association est fixé au 51 boulevard de Strasbourg, 75010 Paris et pourra être modifié par l'Association.

L'objet de l'Association est de collecter, de gérer les fonds du paritarisme et de mettre en œuvre les actions décidées conformément aux objectifs à l'article 2 du présent accord.

L'Association est composée de la façon suivante :

5.1

Collège salariés et collège employeurs

— un collège «salariés» comprenant un nombre égal de représentants (un titulaire et un suppléant) de chacune des organisations syndicales représentatives dans la Branche,

— un collège «employeurs» comprenant un nombre égal de représentants à celui du collège salarial désignés parmi les membres de la délégation patronale dite CDNA.

5.2 Bureau

Tous les trois ans, la Commission choisit parmi ses membres les membres de son Bureau composé de :

- un Président
- un 1^{er} Vice-Président
- quatre Vice-Présidents
- un Secrétaire
- un Secrétaire adjoint
- un Trésorier
- un Trésorier-adjoint

chacun appartenant à un collège différent et notamment le Président et le 1^{er} Vice-Président.

En tout état de cause, le Président et le Trésorier ne pourront appartenir au même collège.

La première Présidence sera assurée par le collège «employeurs».

À chaque renouvellement, la répartition des postes se fait alternativement et paritairement entre les organisations patronales et les organisations syndicales de salariés.

Les membres du Bureau sont désignés par leur collège respectif.

Le Président et le 1^{er} Vice-président représentent l'Association dans le cadre des mandats qui leur sont confiés.

Le Président et le 1^{er} Vice-Président convoquent au moins 15 jours à l'avance les membres de l'Association avec les documents nécessaires à la discussion.

Le Président et le 1^{er} Vice-Président rendent compte annuellement des activités de l'Association aux instances paritaires qui suivent la Convention Collective Nationale.

Le Président et le 1^{er} Vice-Président assurent la tenue des réunions, la préparation et l'exécution des décisions de l'Association. Ils préparent les ordres du jour des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le 1^{er} Vice-président et proposés pour approbation lors de la réunion suivante de la commission.

En cas d'absence du Président ou du 1^{er} Vice-Président, ils seront remplacés par un membre de leur collège d'appartenance.

5.3 Conditions de fonctionnement

Les conditions de fonctionnement de ladite Association seront déterminées par les statuts de celle-ci.

Article 6 Répartition de la contribution

15 % de la contribution sont dévolus à l'Association Paritaire ci-dessus désignée en charge du fonctionnement, du recouvrement de la contribution et de l'ensemble des actions nécessaires au recouvrement de celle-ci.

Le solde, soit 85 % est réparti dans les proportions suivantes :

— 1/3 pour les organisations des salariés reconnues représentatives dans la branche, à la date du présent accord ou qui viendraient à l'être, *ayant adhéré à l'Association (termes exclus de l'extension par Arr. 6 nov. 2020, JO 20 nov.)*, avec une répartition égalitaire entre elles,

— 2/3 pour les organisations professionnelles reconnues représentatives des employeurs répartis au prorata de leur collecte sauf accord différent entre les organisations représentatives d'employeurs,

dans le cadre de la négociation collective de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, ses avenants et accords.

Il est précisé que dans le cas où une organisation serait représentée par plusieurs personnes morales, il appartient à ces personnes morales de répartir entre elles la part calculée par sigle confédéral et de communiquer cette répartition à l'Association Paritaire des Commerces de Détail Non Alimentaires.

Le pourcentage dévolu à l'Association Paritaire pourra être réexaminé à l'issue de la première année de collecte de la contribution ou à toute autre échéance de collecte si les parties signataires le jugent nécessaire.

La répartition entre les organisations restera en tout état de cause fixée dans les proportions décidées dans le cadre du présent accord soit un tiers pour le collège «salariés» et deux tiers pour le collège «employeurs».

(Al. exclu de l'extension par Arr. 6 nov. 2020, JO 20 nov.) L'adhésion ultérieure à l'accord ne peut donner lieu à des versements rétroactifs.

Article 7

Affectation des fonds

Le montant global de la contribution recueillie est destiné à financer notamment :

- le fonctionnement des commissions de négociation prévues conventionnellement,
- les remboursements des frais (frais de déplacement, de repas et d'hébergement exposés par les représentants des délégations syndicales patronales et salariales à l'occasion de la négociation collective et à la participation aux réunions des commissions préparatoires, paritaires ou mixtes, etc...),
- le remboursement aux organisations syndicales salariales et patronales du maintien de la rémunération de leurs salariés participant aux réunions paritaires et aux réunions professionnelles convoquées à l'initiative des organisations signataires.
- les frais de formation des membres des commissions,
- la participation aux frais de structure des organisations syndicales représentatives au niveau national, tant salariales que patronales et l'attribution des moyens à ces organisations contribuant au développement de l'exercice du syndicalisme et à la promotion des actions au service des entreprises et des salariés de la branche,
- les frais de secrétariat de la Convention Collective Nationale CDNA assuré par le collège «employeurs»,
- les frais d'édition, de diffusion de mise en œuvre de moyens d'information liées à la Convention Collective Nationale et aux diverses commissions afférentes par l'Association Paritaire, le CDNA ou les organisations syndicales représentatives au niveau national salariales ou patronales,
- et tout ce qui pourrait être utile à la promotion de la branche et des différents métiers de la branche et à la communication auprès des entreprises et des salariés de la branche.
- les frais de structure de l'Association Paritaire,
- les frais de gestion et de collecte.

L'Association Paritaire devra définir dans ses statuts toutes les modalités nécessaires au bon fonctionnement de cet accord.

Article 8

Entrée en vigueur - Application - Durée - Révision

Le Présent accord prend effet à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel.

La première contribution sera due prorata temporis pour les mois restant à courir sur l'année civile en cours à la date d'extension et sous réserve que l'organisme gestionnaire, l'association paritaire mentionnée à l'article 5 dudit accord, soit constitué.

Il est conclu pour une durée indéterminée et pourra être révisé dans les conditions fixées par les dispositions du code du travail.

Compte tenu de son objet et compte tenu que 94 % des entreprises de la Branche ont moins de 10 salariés, il n'y a pas lieu de prévoir des stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

En cas de dissolution de l'Association Paritaire, aucun appel de fonds ne pourra être effectué auprès des entreprises dans l'année suivant la dissolution. Les statuts de l'Association devront prévoir les modalités de liquidation de l'actif.

Article 9

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une des parties au 31 décembre de chaque année avec un préavis de 6 mois.

La partie dénonciatrice doit motiver cette dénonciation auprès de tous les signataires et la déposer conformément aux dispositions du Code du Travail.

Article 10

Correspondance concernant le présent accord

Indépendamment de l'Association Paritaire A.P.C.D.N.A. constituée, toute correspondance concernant le présent accord doit être adressée au :

«CDNA»

45 rues des petites écuries
75010 Paris

Article 11 Notification

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Article 12 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire auprès des services centraux du Ministère chargé du travail, auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et au greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-4 du Code du travail.

Article 13 Extension

L'extension du présent accord sera demandée sur l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du Code du travail.

Négociation dans les entreprises et mise en place de la commission paritaire nationale de validation des accords d'entreprise de moins de 200 salariés

Accord du 24 mai 2011

[Étendu par arr. 24 juill. 2012, JO 1^{er} août]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;
SNAN ;
CSNEDT ;
CPGA ;
FNDMV ;
CSNEFBCM ;
CSMM ;
FFDDEFB ;
FCSJPE.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNECS CFE-CGC ;
FTC CSFV ;
FS CFDT.

Chapitre 1er Préambule et champ d'application

Article 1.1 Préambule

Le présent accord a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2232-21 du Code du travail, dans les entreprises de moins de 200 salariés, dépourvues de délégués syndicaux, d'une part de définir les conditions selon lesquelles les membres élus du comité d'entreprise, de la délégation unique du personnel, ou à défaut, les délégués du personnel, peuvent négocier et conclure des accords d'entreprise, et d'autre part de définir les modalités de validation desdits accords par la Commission créée à cet effet.

Les parties signataires souhaitent toutefois rappeler que l'interlocuteur privilégié dans la négociation d'entreprise reste le délégué syndical de l'organisation syndicale représentative. Ce n'est donc qu'à titre exceptionnel et dans les condi-

tions définies légalement que la négociation avec les représentants élus du personnel, ou un salarié mandaté par une organisation syndicale représentative peut avoir lieu.

Ils rappellent également qu'un dispositif dérogatoire de négociation est prévu *jusqu'au 21 Août 2013*(Termes exclus de l'extension par arr. 24 juill. 2012, JO 1^{er} août), dans certaines conditions, avec le représentant de la section syndicale (RSS) conformément à la loi du 20 août 2008.

Article 1.2

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui défini par les «Clauses Générales» de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires numéro d'identification IDCC 1517.

Chapitre 2

Rappel de quelques règles de négociation dans l'entreprise

Article 2.1

Négociation avec le délégué syndical désigné dans l'entreprise

Lorsque dans une entreprise ou un établissement au moins un délégué syndical a été désigné conformément aux dispositions du code du travail, la négociation collective doit se dérouler avec cet interlocuteur, (article L. 2142-1 et suivants du code du travail)

Conditions de validité

Les signataires rappellent qu'un accord d'entreprise ou d'établissement est valable (article L. 2232-12 du code du travail) :

— s'il est signé par un ou des syndicats représentatifs qui ont recueilli 30 % des suffrages exprimés au premier tour des élections professionnelles.

— et s'il ne fait pas l'objet de l'opposition d'un ou de plusieurs syndicats représentatifs qui ont recueilli la majorité des suffrages exprimés au premier tour des élections professionnelles. Cette opposition majoritaire doit être exprimée dans les 8 jours suivant la notification de l'accord dans les conditions prévues l'article L. 2231-8 du Code du Travail.

Lorsqu'il s'agit d'un accord catégoriel, c'est-à-dire concernant les salariés d'un collège donné, sa validité est subordonnée à sa signature, par une ou plusieurs organisations syndicales de salariés représentatives, ayant recueilli au moins 30 % des suffrages exprimés dans ce collège et à l'absence d'opposition de syndicats représentatifs qui ont recueilli la majorité des suffrages dans le même collège.

Article 2.2

Négociation possible avec des salariés mandatés dans les entreprises de plus de 11 salariés

Dans les entreprises de plus de 11 salariés, dès lors qu'une ou plusieurs organisations syndicales ont été reconnues représentatives dans la branche, *ou au niveau national jusqu'au 21 août 2013*(Termes exclus de l'extension par arr. 24 juill. 2012, JO 1^{er} août), l'entreprise peut mandater un salarié d'une de ces organisations pour négocier un accord. Cette négociation peut se dérouler dans les entreprises de plus de 11 salariés qui :

— n'ont pas de délégué syndical

— n'ont pas d'élus du personnel (un procès-verbal de carence aux élections professionnelles doit être rédigé).

Les accords conclus avec des salariés mandatés ne peuvent porter que sur des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif, à l'exception des accords sur les modalités de consultation et d'information du comité d'entreprise en cas de licenciement économique de dix salariés ou plus, mentionnés à l'article L. 1233-21 du code du travail.

L'employeur informera préalablement l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans la branche dont il relève de sa décision d'engager des négociations.

Conditions de validité

L'accord devra être approuvé par les salariés à la majorité des suffrages exprimés. À défaut d'approbation *par la majorité des salariés*(Termes exclus de l'extension par arr. 24 juill. 2012, JO 1^{er} août), cet accord est réputé non écrit.

Article 2.3

Négociation avec les élus dans les entreprises de moins de 200 salariés en absence de délégué syndical

Dans les entreprises de moins de deux cents salariés, en l'absence de délégués syndicaux dans l'entreprise ou l'établissement, ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical dans les entreprises de moins de cinquante salariés, les représentants élus du personnel au comité d'entreprise ou à la délégation unique du personnel ou, à

défaut, les délégués du personnel peuvent négocier et conclure des accords collectifs de travail sur des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif, à l'exception des accords collectifs mentionnés à l'article L. 1233-21.

Les organisations syndicales représentatives dans la branche - *ou au niveau national jusqu'au 31 décembre 2013(Terms exclus de l'extension par arr. 24 juill. 2012, JO 1^{er} août)* - dont relève l'entreprise sont informées par l'employeur de sa décision d'engager des négociations.

La liste et les coordonnées des organisations syndicales représentatives est en ligne sur le site de l'APCDNA - Association Paritaire des Commerces de Détail non Alimentaires www.apcdna.org ou auprès du secrétariat de la délégation patronale dont les coordonnées sont mentionnées à l'article 3.5 du présent accord.

Les accords conclus avec des élus du personnel ne peuvent porter que sur des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif, à l'exception des accords sur les modalités de consultation et d'information du comité d'entreprise en cas de licenciement économique de dix salariés ou plus, mentionnés à l'article L. 1233-21 du code du travail.

La négociation avec les représentants élus du personnel devra se dérouler conformément aux dispositions de l'article L. 2232-27-1 du Code du travail dans le respect des règles suivantes :

1^o Indépendance des négociateurs vis-à-vis de l'employeur;

2^o Elaboration conjointe du projet d'accord par les négociateurs ;

3^o Concertation avec les salariés ;

4^o Faculté de prendre l'attache des organisations syndicales représentatives de la branche *ou au niveau national jusqu'au 21 août 2013(Terms exclus de l'extension par arr. 24 juill. 2012, JO 1^{er} août)*.

Le temps passé aux réunions de négociation auxquelles seront conviés les titulaires et suppléants de ces instances, ne s'imputera pas sur le crédit d'heures dont bénéficient les représentants du personnel dans l'exercice de leur mandat.

Conditions de validité

La validité des accords est subordonnée à leur conclusion par l'instance concernée conformément aux dispositions de l'article L. 2232-22 du Code du travail.

L'accord doit être conclu par des élus (comité d'entreprise ou à défaut délégués du personnel) qui représentent plus de 50 % des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles. Si l'accord n'est pas conclu avec des élus selon ces conditions, il est réputé non écrit.

L'accord conclu avec des élus doit être transmis à la commission paritaire de branche mise en place par le présent accord qui se prononce sur la validité de l'accord dans les quatre mois qui suivent sa transmission :

— Si la commission ne se prononce pas dans le délai imparti, l'accord est réputé avoir été validé.

— Si la commission décide de ne pas valider l'accord, il est réputé non écrit.

Chapitre 3

Commission paritaire nationale de validation des accords d'entreprise

Conformément aux dispositions de l'article 2.3 du Chapitre 2 du présent accord, les organisations signataires conviennent d'instituer une Commission paritaire nationale dans les secteurs d'activités couverts par le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de détail non alimentaires susmentionnée dont le rôle est de valider les accords négociés et conclus dans les entreprises de moins de 200 salariés dépourvues de délégués syndicaux.

Article 3.1

Portée des négociations

Les négociations porteront sur les mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par les dispositions légales à un accord collectif.

Selon le domaine de l'accord, les signataires de l'accord d'entreprise sont invités à vérifier au préalable auprès des organisations signataires du présent accord de branche si ce domaine n'a pas fait l'objet de clauses particulières (impératives, d'ouverture, supplétives, balai, ou optionnelles) dans la branche des commerces de détail non alimentaires.

Les accords d'entreprise conclus avec des élus du personnel ne peuvent déroger aux dispositions de la convention collective que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 3.2

Rôle de la commission

La commission paritaire nationale de validation se prononce sur la validité des accords conclus entre l'employeur, ou son représentant et les représentants élus du comité d'entreprise, ou les délégués du personnel ou les membres de la délégation unique du personnel au regard :

- des dispositions légales
- des dispositions réglementaires
- des dispositions conventionnelles applicables dans l'entreprise.

Article 3.3

Composition de la commission

Cette commission est composée de la façon suivante :

- un collège salarial comprenant un nombre égal de représentants (titulaire et suppléant) de chacune des organisations syndicales reconnues représentatives au niveau de la branche des commerces de détail non alimentaires.
- un collège employeur comprenant un nombre égal de représentants (titulaire et suppléant) à celui du collège salarial des organisations patronales signataires ou ayant adhéré à la convention collective nationale susmentionnée.

Les membres de la commission sont désignés de manière permanente, chaque organisation syndicale ou professionnelle a la possibilité de modifier la désignation de son représentant, titulaire ou suppléant, en informant le secrétariat de la commission au moins 10 jours avant la tenue d'une réunion de la commission. La présidence de séance est assurée alternativement par chacun des collèges. La première présidence est assurée par le collège employeur.

La commission peut se tenir valablement dès lors que trois représentants au moins de chaque collège - titulaire ou suppléant - sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle commission sera convoquée dans les meilleurs délais.

Afin d'éviter les conflits d'intérêt, lorsqu'un des membres de la commission, du collège salarié ou du collège employeur, est concerné par le dossier soumis à ladite commission en raison de son lien avec l'entreprise, dont il est dirigeant ou qui l'emploie, ce membre ne pourra siéger.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai de quatre mois à compter de la saisine de la commission, l'accord est réputé validé.

Les pouvoirs entre les membres des collèges respectifs sont admis.

Article 3.4

Frais de préparation et de participation

Les frais de préparation et de participation à la Commission Nationale de Validation seront pris en charge conformément à l'avenant N° 1 à l'accord du 4 février 2009 relatif au développement du dialogue social et à l'organisation du paritarisme dans la branche.

Article 3.5

Saisine de la commission paritaire nationale de validation

La commission paritaire est saisie par l'employeur ou à défaut par la partie signataire de l'accord la plus diligente. La saisine doit être effectuée par l'envoi en recommandé avec demande d'avis de réception de la fiche de dépôt dont le modèle figure en annexe 1 au présent accord auprès du secrétariat de la Commission :

Secrétariat de la commission de validation des accords :

Groupe des 10/CDNA (CPNVA)

45 rue des Petites Écuries

75010 Paris

accompagnée de la version papier de l'accord et des pièces nécessaires à son examen conformément à l'article 3.6 du présent chapitre.

Dans le même temps, l'entreprise ou la partie la plus diligente déposera une version électronique de l'accord (et si possible des pièces nécessaires au dossier) à l'adresse courriel suivante : contact@groupepedes10.org

La Commission se prononce dans un délai de 4 mois à partir de la réception de la lettre recommandée avec A.R., conformément à l'article L. 2232-21 du code du travail.

Article 3.6

Constitution du dossier de l'accord

Les signataires rappellent aux entreprises et aux salariés de la branche que les négociations avec les représentants élus du personnel doivent se dérouler conformément aux dispositions législatives et réglementaires et notamment les

articles L. 2232-27 et suivants du Code du travail.

La demande de validation de l'accord d'entreprise doit être impérativement accompagnée de :

— un exemplaire original de l'accord d'entreprise signé par l'employeur et les représentants élus du personnel signataires,

— une copie de l'information préalable de l'employeur de sa décision d'engager des négociations collectives adressée:

aux organisations représentatives des salariés reconnues au niveau de la branche des commerces de détail non alimentaires

ou à défaut au niveau national jusqu'au 21 août 2013(Terms exclus de l'extension par arr. 24 juill. 2012, JO 1^{er} août)

— une fiche de dépôt selon modèle figurant en annexe 1 signée par l'employeur et les représentants élus du personnel signataires de l'accord comportant les mentions suivantes :

— identification de l'entreprise et effectif salariés de l'entreprise au 1^{er} janvier de l'année de signature de l'accord,

— mention de l'instance représentative des salariés au sein de laquelle l'accord est signé et nom et fonction des élus dans l'entreprise le cas échéant, une copie des documents cités dans l'accord soumis à validation.

Tout dossier incomplet après une relance du secrétariat sera déclaré irrecevable à la date de la réunion de la Commission devant procéder à l'examen de l'accord.

Article 3.7 **Examen du dossier**

Dans le mois suivant la réception de la demande de validation d'un accord, après relance le cas échéant, le secrétariat de la Commission adresse par courrier et/ou courrier électronique selon la présentation de la demande, aux membres désignés de la Commission Paritaire Nationale de Validation, une copie du dossier accompagnée des pièces nécessaires à son examen conformément à l'article 3.6 du présent chapitre.

Les partenaires sociaux s'engagent à respecter la confidentialité des dossiers qui leur sont communiqués.

Au plus tard dans les trois mois après la réception de la saisine, la Commission Paritaire Nationale de validation se réunira :

soit dans le cadre d'une réunion Paritaire Nationale la plus proche selon le calendrier fixé par les partenaires sociaux sous réserve de la mention de cet examen dans la convocation et de l'envoi préalable des pièces du dossier conformément aux dispositions mentionnées ci-dessus,

soit dans le cadre d'une réunion de la Commission Paritaire Nationale de Validation convoquée spécialement à cet effet. En tout état de cause, en présence d'au moins deux demandes de validation dans le même temps, cette formule sera automatiquement appliquée.

Article 3.8 **Décision de la Commission**

3.8.a **Irrecevabilité**

Les demandes n'entrant pas dans le champ d'application de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires seront déclarées irrecevables par la Commission.

Tout dossier ne comportant pas les pièces nécessaires à son examen sera déclaré irrecevable par la Commission.

3.8.b **Validation**

La Commission validera la demande si l'accord remplit les conditions suivantes :

— il est conforme aux dispositions légales,

— il est conforme aux dispositions réglementaires,

— il est conforme aux dispositions conventionnelles applicables dans l'entreprise,

— il obtient la majorité des voix des membres présents ou représentés dans chacun des collèges. En cas de désaccord, la demande de validation est rejetée.

3.8.c **Décisions de la commission**

Les votes s'effectuent à main levée par collège. Les décisions de la commission sont adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés dans chaque collège.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai imparti, l'accord est réputé validé.

Si la commission décide de ne pas valider l'accord, il est réputé non écrit.

La commission rédige un procès-verbal de validation ou de non-validation de l'accord collectif qui lui a été transmis.

3.8.d

Notification de la décision

La décision de la Commission Paritaire Nationale de Validation est notifiée à l'auteur de la saisine dans un délai de 15 jours suivant la date de la réunion où il a été examiné.

3.8.e

Dépôt des accords d'entreprise

En application de l'article L. 2232-28 du code du travail, pour entrer en vigueur, les accords collectifs validés par la commission paritaire de branche doivent être déposés auprès de l'autorité administrative compétente accompagnés de l'extrait de procès-verbal de validation de la commission.

Article 3.9

Notification du présent accord

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord de branche sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Article 3.10

Entrée en vigueur du présent accord

Le présent accord entre en vigueur à compter de son dépôt auprès de l'Administration.

Toute réception de dossier avant l'entrée en vigueur du présent accord est irrecevable par la commission.

Dans ce cas, les dispositions de L. 2232-21 du code du travail demeurent applicables : si la commission se prononce dans un délai de 4 mois à partir de la réception de la lettre recommandée avec A.R., l'accord est réputé validé.

Article 3.11

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une des parties signataires à tout moment avec un préavis de 6 mois en motivant cette dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ces conditions, la Commission paritaire de la branche examinera les conséquences de cette dénonciation et prendra les mesures qu'elle jugera nécessaires.

Article 3.12

Dépôt et extension

Le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire auprès des services centraux du Ministère chargé du travail, auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et au greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-4 du Code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée sur l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du Code du travail.

Annexe 1 - Fiche de dépôt d'un dossier à soumettre à la Commission

Paritaire Nationale de Validation des Accords (CPNVA)

Convention Collective des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517)

Attention : un dossier incomplet ne peut être validé.

L'entreprise :...

Adresse...

Code NAF : |_|_| (4 chiffres-une lettre)

Effectif équivalent temps plein :

— Hommes :

— Femmes :

Demande à la commission paritaire nationale de validation de se prononcer sur l'accord afin de vérifier qu'il n'est

pas contraire aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

Nom de la personne à contacter :

— Représentant l'entreprise :...

Téléphone :... Fax :...

— Représentant les salariés :...

Téléphone :... Fax :...

À compléter par l'entreprise et à retourner au secrétariat de la Commission Paritaire Nationale de Validation des accords pour courrier recommandé avec A.R.

Groupe des 10/CDNA - Secrétariat de la CPNVA

45 rue des Petites Ecuries - 75010 Paris

ainsi qu'une version électronique à contact@groupepedes10.org

La version papier du dépôt comportant à peine de nullité les documents suivants :

— La présente fiche dûment complétée

— La liste comportant le nom et la fonction des élus dans l'entreprise signataires de l'accord et la mention de l'instance représentative (Comité d'entreprise, délégation unique du personnel, délégués du personnel)

— Copie du compte rendu de l'approbation de l'accord par les élus

— Copie des accords d'entreprises cités dans l'accord soumis à la validation

— Copie de l'information préalable à chaque organisation syndicale de la décision d'engager des négociations .

Régime complémentaire santé

Accord du 22 juin 2015

[Étendu par arr. 11 déc. 2015, JO 23 déc., applicable à compter du 1^{er} janvier 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;

SNCAO ;

CPGA ;

CSEDT ;

Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;

CSNEFBCM ;

FCSJPE ;

FNDMV ;

CSMM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FS CFTC Commerce, SFV ;

FNECS CFE-CGC ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 3, 11 déc. 2015, étendu par arr. 21 févr. 2017, JO 28 févr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2016⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;

SNCAO ;

CPGA ;

CSEDT ;

Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;

CSNEFBCM ;

FCSJPE ;

FNDMV ;

CSMM.

Syndicat(s) de salariés :

Mod. par Avenant n° 5, 22 nov. 2017, étendu par arr. 21. janv. 2019, JO 29 janv., applicable à compter de sa signature⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;

SNAN ;

CSNEDT ;

CPGA ;

FNDM ;

CSNEFBCM ;

CSMM ;

FFDDEFB ;

FCSJPE ;

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT ;

CGT FCS.

Mod. par Avenant n° 7, 9 juill. 2020, étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC ;

CFE CGC ;

CFDT.

Mod. par Avenant n° 8, 6 oct. 2020, étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu par arr. 29 mai 2024, JO 18 juin, applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

- Considérant la loi sur la sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 qui instaure la généralisation de la couverture complémentaire santé à partir du 1^{er} janvier 2016,
- Considérant le périmètre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires - IDCC 1517 - composé essentiellement de très petites entreprises, 95 % des entreprises de la branche ont en effet un effectif inférieur à 10 salariés.

Les signataires du présent accord partagent la conviction que ces entreprises doivent être accompagnées pour assurer la mise en place d'une couverture collective minimale des frais de santé (soins médicaux courants, forfait journalier hospitalier, soins dentaires, forfait optique...).

Le présent accord permet de garantir l'exécution d'une couverture santé minimum identique pour tous les salariés, quel que soit leur statut et donne la priorité aux dépenses de santé les plus courantes.

Les signataires conviennent que sa mise en œuvre par les organismes prestataires choisis est à même d'une part de garantir la solidarité entre toutes les entreprises de la branche et d'autre part de permettre aux partenaires sociaux de s'engager vers une véritable politique de protection sociale et d'en assurer le suivi.

Les dispositions suivantes présentent les éléments caractéristiques du régime de complémentaire santé qui répond à un objectif de mutualisation des risques au niveau de la branche afin de pallier les difficultés rencontrées par les entreprises notamment les TPE, pour cette mise en œuvre.

Le régime défini par les signataires consacre une part de son budget à l'action sociale et à la prévention des risques adaptée aux métiers de la branche.

Les partenaires sociaux signataires ont sélectionné dans ce cadre le ou les organismes qui sont recommandés pour assurer l'ensemble des entreprises couvertes par le champ d'application conventionnelle ou appliquant volontairement la convention collective.

(Avenant n° 7, 9 juill. 2020, étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr.) Chaque entreprise pourra solliciter le prestataire de son choix pour souscrire la couverture d'assurance ainsi définie. Elle doit en financer au moins la moitié du coût, quel que soit sa taille.

Article 1

Champ d'application

Mod. par Avenant n° 3, 11 déc. 2015, étendu par arr. 21 févr. 2017, JO 28 févr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2016⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;

SNCAO ;

CPGA ;

CSEDT ;

Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;

CSNEFBCM ;

FCSJPE ;

FNDMV ;

CSMM.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Le régime complémentaire santé mis en place dans la branche s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, IDCC 1517.

Les entreprises peuvent améliorer le niveau de garanties et de prise en charge de la cotisation par l'employeur en formalisant un acte de droit du travail dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 CSS.

Conformément à l'article R. 242-1-6 du Code de la sécurité sociale et à l'article 11 de la Loi du 31 décembre 1989 (Loi Evin), les salariés peuvent être dispensés à leur demande de l'obligation d'affiliation, lorsque les garanties ont été mises en place par une décision unilatérale et que le dispositif prévoit que les salariés embauchés avant la mise en place des garanties peuvent en être dispensés.

Article 2

Bénéficiaires

La complémentaire santé est obligatoire pour tous les salariés à l'exception, le cas échéant, de ceux qui peuvent être dispensés d'affiliation dans les conditions exposées à l'article 3 du présent accord.

Elle s'applique d'une manière identique à l'ensemble des salariés de l'entreprise sans distinction de catégories, de niveau hiérarchique, ou de sexe.

Article 3

Dispense d'affiliation

Mod. par Avenant n° 3, 11 déc. 2015, étendu par arr. 21 févr. 2017, JO 28 févr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2016⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;

SNCAO ;

CPGA ;

CSEDT ;

Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;

CSNEFBCM ;

FCSJPE ;

FNDMV ;

CSMM.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération des Services CFDT.

Peuvent à leur initiative et quelle que soit leur date d'embauche, se dispenser d'adhérer au présent régime Frais de Santé, conformément aux dispositions réglementaires, en fournissant les justificatifs correspondant et à condition d'avoir été préalablement informés par l'employeur des conséquences de cette demande :

— les salariés en contrat à durée déterminée et apprentis bénéficiaires d'un contrat de travail au moins égal à 12 mois, à condition de justifier par écrit d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties ;

— les salariés sous contrat à durée déterminée et apprentis bénéficiaires d'un contrat de travail de moins de 12 mois, sans aucune conditions particulières ;

— les apprentis et salariés à temps partiel dont la cotisation excède 10 % de leur rémunération brute ;

— les salariés bénéficiant de la CMU-C ou de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS). La dispense ne peut alors jouer que jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture ou de cette aide ;

— les salariés bénéficiant d'un contrat individuel à la date de mise en place ou d'embauche peuvent être dispensés d'adhésion jusqu'à l'échéance annuelle de leur contrat ;

— les salariés à employeurs multiples qui bénéficient déjà par ailleurs pour les mêmes risques, d'une couverture collective obligatoire instaurée par leur employeur. La preuve de cette couverture doit être apportée chaque année ;

— les salariés bénéficiant du dispositif de leur conjoint, si l'adhésion des ayants droits est prévue à titre obligatoire par ce dispositif, peuvent être dispensés d'adhésion. La preuve de cette couverture doit être apportée chaque année ;

— les salariés bénéficiant du régime local d'Alsace-Moselle sous réserve de l'application des dispositions de l'article 5 du présent accord ;

En aucun cas, une dispense d'adhésion ne peut être imposée par l'employeur.

Les salariés concernés devront solliciter, par écrit, auprès de leur employeur, leur dispense d'adhésion au présent régime et produire tout justificatif requis, après information, par l'employeur, des conséquences de ce choix.

Cette demande de dispense devra être formulée dans les 15 jours suivant la mise en place du régime institué par le présent accord ou à l'embauche du salarié concerné si elle est postérieure à cette mise en place. À défaut, ils seront affiliés d'office au régime.

En tout état de cause, ces salariés sont tenus de cotiser au régime institué par le présent accord dès qu'ils cessent de se trouver dans l'une des situations ci-dessus et doivent en informer immédiatement l'employeur.

Par ailleurs, dans les cas où une justification doit être produite chaque année à l'employeur, celle-ci doit lui être adressée entre le 1^{er} et le 31 décembre. Lorsque l'employeur ne reçoit pas de justificatif, le salarié est affilié à effet du 1^{er} janvier qui suit. Les documents d'affiliation lui sont adressés et la cotisation salariale est alors précomptée sur le bulletin de paye.

Les salariés ayant choisi d'être dispensés d'affiliation peuvent à tout moment revenir sur leur décision et solliciter par écrit, auprès de leur employeur, leur adhésion à la couverture du socle obligatoire. Cette adhésion prendra alors effet le 1^{er} jour du mois suivant la demande, et sera alors irrévocable pendant 2 ans.

Article 4

Organismes recommandés par la branche

(Article supprimé à compter du 1^{er} janv. 2021 par Avenant n° 7 du 9 juillet 2020)

Après le lancement d'un appel à la concurrence sur le cahier des charges défini par les partenaires sociaux, un ou des organismes référents ont été choisis et sont recommandés aux entreprises de la branche qui décideront de souscrire la couverture santé mutualisée au sein de la branche.

Un avenant au présent accord déterminera le ou les organismes choisis par les partenaires sociaux.

Article 5

Financement du régime et garanties versées aux bénéficiaires

Mod. par Avenant n° 7, 9 juill. 2020, étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC ;

CFE CGC ;

CFDT.

Mod. par Avenant n° 8, 6 oct. 2020, étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu par arr. 29 mai 2024, JO 18 juin, applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

(Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu) Conformément à l'avenant n° 7 du 9 juillet 2020, le régime complémentaire santé comprend trois différents niveaux de garanties :

— le régime de base obligatoire ;

— un régime optionnel facultatif comprenant deux niveaux de garanties supérieurs à la base, pour les salariés des entreprises adhérentes souhaitant améliorer le niveau des garanties dont ils bénéficient au titre du régime de base obligatoire.

Toute entreprise peut décider de rendre obligatoire, pour tous les salariés ou pour une catégorie objective de salariés, une des deux garanties optionnelles susmentionnées.

5.1

Cotisation mensuelle de base

(Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu) La cotisation mensuelle est prise en charge à hauteur d'au moins 50 % par l'employeur. Cette contribution de l'employeur porte exclusivement sur le régime de base obligatoire. ou, le cas échéant, sur le régime optionnel rendu obligatoire par l'entreprise. Elle est fixée à un taux uniforme pour l'ensemble des salariés.

(Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu) La part salariale de la cotisation au régime de base obligatoire ou, le cas échéant, au régime optionnel rendu obligatoire par l'entreprise prélevée sur la rémunération mensuelle de chaque salarié. Elle est dite «cotisation salarié».

Conformément au décret du 8 septembre 2014 relatif aux garanties d'assurance complémentaire santé des salariés, pour les salariés relevant du régime obligatoire local d'Alsace-Moselle, les prestations versées au titre de la couverture complémentaire seront déterminées après déduction de celles déjà garanties par le régime obligatoire ; en conséquence, les cotisations à la charge de l'employeur et du salarié seront réduites à hauteur du différentiel de prestations correspondant.

5.2

Garanties de base

(Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu) Le niveau des prestations respecte a minima le niveau des garanties instauré par le décret du 8 septembre 2014 et les contraintes du «contrat responsable» instaurées par les dispositions des articles L. 871-1, R. 871-1 et R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

Les prestations sont définies par avenant au présent accord.

5.3

Garanties optionnelles à la charge du salarié

Le salarié pourra améliorer les prestations dont il bénéficie en souscrivant facultativement des garanties optionnelles. Ces garanties sont intégralement financées par le salarié.

(Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu) En tout état de cause, le niveau des garanties des ayants droit sera le même que pour le salarié.

5.3.1

(Avenant n° 8, 6 oct. 2020, étendu) - Ayants droit des assurés

Dans le cadre de la mise en place du régime de Base obligatoire pour les salariés, la couverture sera étendue facultativement au profit :

Du conjoint :

- l'époux ou l'épouse de l'assuré, non-séparé(e) de corps (séparation judiciaire ou amiable dès lors qu'elle est transcrite à l'état civil), ni divorcé(e) ;
- ou à défaut, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité (PACS) en vigueur dans les conditions fixées par les articles 515-1 et suivants du Code civil ;
- ou à défaut, la personne vivant en couple avec l'assuré au sens de l'article 515-8 du Code civil, sous réserve que l'assuré et son concubin soient libres de tout engagement (mariage ou PACS).

Des enfants à charge :

- les enfants de l'assuré ou ceux de son conjoint qui remplissent la condition suivante :

m être âgés de moins de 16 ans, bénéficiant d'un régime de Sécurité sociale du fait de l'affiliation de l'assuré ou de celle de son conjoint ;

m être âgés de plus de 16 ans et de moins de 20 ans, bénéficiant d'un régime de Sécurité personnel, sous réserve qu'ils soient à charge fiscalement de l'assuré, c'est-à-dire pris en compte pour l'application du quotient familial ou qui perçoivent une pension alimentaire que l'assuré déduit fiscalement de son revenu global.

Cette limite d'âge est portée à moins de 26 ans pour les enfants qui remplissent la condition suivante :

- s'ils poursuivent leurs études (secondaire ou supérieur), sous réserve qu'ils perçoivent une rémunération mensuelle inférieure ou égale à 55 % du SMIC et qu'ils soient à charge fiscalement de l'assuré, c'est-à-dire pris en compte pour l'application du quotient familial ou qui perçoivent une pension alimentaire que l'assuré déduit fiscalement de son revenu global.

5.3.2

(Abrogé par Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu) - Garanties optionnelles pour les ayants droit

5.4

Garanties en cas de suspensions du contrat de travail

5.4.1

Suspension du contrat de travail non indemnisée et/ou non rémunérée (Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu)

Dans les cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu à un maintien total ou partiel de rémunération par l'employeur ou au versement d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers, la suspension du contrat de travail n'entraîne pas la suspension du bénéfice du présent régime pour le salarié concerné, si celui-ci souhaite conserver cette couverture, à condition qu'il règle directement à l'organisme assureur par prélèvement automatique sur son compte bancaire, l'intégralité des cotisations (part patronale + part salariale).

5.4.2

(Avenant n° 11, 6 déc. 2023, étendu) - Suspension du contrat de travail indemnisée et/ou rémunérée

Le bénéfice des garanties du présent régime est maintenu pour le salarié inscrit à l'effectif et dont le contrat de travail est suspendu, pour la période au titre de laquelle il bénéficie soit :

- d'un maintien, total ou partiel, de la rémunération ;
- d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers ;
- d'un revenu de remplacement versé par l'employeur. Ce cas concerne notamment les salariés placés en activité partielle ou en activité partielle de longue durée, dont - l'activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits, ainsi que toute période de congé rémunéré par l'employeur (reclassement, mobilité...).

La contribution employeur sera maintenue pendant tout le temps que dure l'absence du salarié. Le salarié devra quant à lui continuer de payer la cotisation salarié. Elle sera prélevée chaque mois par l'employeur sur le salaire maintenu, ou sur les indemnités journalières, ou sur le revenu de remplacement.

Article 6

Portabilité de la complémentaire santé

Les salariés bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est

appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder douze mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le maintien est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.

Article 7 **Maintien des garanties**

Mod. par Avenant n° 5, 22 nov. 2017, étendu par arr. 21. janv. 2019, JO 29 janv., applicable à compter de sa signature⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s)

SNCAO ;

SNAN ;

CSNEDT ;

CPGA ;

FNDM ;

CSNEFBCM ;

CSMM ;

FFDDEFB ;

FCSJPE ;

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT ;

CGT FCS.

Le régime Frais de Santé propose, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite «Loi Evin» et selon les modalités de la Jurisprudence de Février 2008 et de Janvier 2009, un maintien des garanties pour :

- les anciens salariés bénéficiaires d'une rente d'invalidité ;
- les anciens salariés bénéficiaires d'une pension de retraite ;
- les anciens salariés privés d'emploi, bénéficiaires d'un revenu de remplacement
- les ayants-droit de l'assuré décédé, selon le principe de couverture automatique des enfants de parents isolés.

Les anciens salariés bénéficiant des dispositions d'un dispositif «article 4 Loi Evin» ont le choix entre :

- une structure d'accueil comportant plusieurs formules, dont le choix revient à l'ancien salarié ;
 - un maintien strictement à l'identique des garanties du régime conventionnel obligatoire souscrit par l'entreprise.
- Les garanties facultatives ne sont pas maintenues dans ce cadre.

Conformément à la législation en vigueur, les tarifs applicables, pour le salarié seul en cas de maintien à l'identique des garanties du régime conventionnel obligatoire souscrit par l'entreprise, sont plafonnés pour tous les contrats souscrit à compter du 1^{er} juillet 2017, selon les modalités suivantes :

- La première année, les cotisations ne peuvent être supérieurs aux tarifs globaux applicables aux salariés actifs ;
- La deuxième année, les cotisations ne peuvent être supérieurs de plus de 25 % aux tarifs globaux applicables aux salariés actifs ;
- La troisième année, les cotisations ne peuvent être supérieures de plus de 50 % aux tarifs globaux applicables aux salariés actifs.
- Au-delà de la 3^{ème} année les tarifs seront revus en fonctions des résultats techniques du régime d'accueil.

Pour les conjoints, le tarif est égal à 150 % du tarif conjoint des actifs ;

Les résultats techniques de ces maintiens de garanties sont mutualisés avec ceux des actifs.

Article 8

Action sociale de la branche - Solidarité - Prévention santé

Mod. par Avenant n° 7, 9 juill. 2020, étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC ;

CFE CGC ;

CFDT.

Le présent accord instaure un régime frais de santé présentant un degré élevé de solidarité au sens de l'article L. 912-1 du code de la Sécurité Sociale et comprend à ce titre, des prestations à caractère non directement contributif.

(Avenant n° 7, 9 juill. 2020, étendu) Conformément aux dispositions réglementaires, au moins 2 % des cotisations sont alloués au financement d'actions de prévention de santé publique et aux prestations d'action sociale des salariés des entreprises de la branche.

Toute assurance souscrite pour la couverture des garanties du régime complémentaire santé de la branche, doit ainsi impérativement prévoir la mise en œuvre d'actions présentant un degré élevé de solidarité, notamment afin d'accompagner les salariés des entreprises de la branche dont la situation professionnelle est précaire ou fragile, et afin de déployer un dispositif de prévention des risques.

Article 9

Accompagnement des entreprises et des salariés

9.1

Notice d'information individuelle

L'employeur informe chaque salarié bénéficiaire de la complémentaire santé ainsi que tout nouvel embauché. À cette fin, il leur remettra une notice d'information détaillée résumant l'ensemble des garanties et leurs modalités d'application.

De la même manière, les salariés sont tenus informés de toute évolution future des garanties

Article 10

Évolution des garanties du régime obligatoire

Mod. par Avenant n° 7, 9 juill. 2020, étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC ;

CFE CGC ;

CFDT.

À tout moment, si des évolutions législatives et réglementaires venaient à s'imposer aux garanties mises en place, devant entraîner des modifications des garanties et/ou des cotisations, celles-ci seraient mises à jour sans remettre en cause les termes du présent accord. Une information générale sera effectuée auprès des employeurs et des salariés de la profession.

Article 11

Suivi de l'accord

La Commission Paritaire Nationale assure le suivi de l'accord.

Elle se réunit au moins une fois par semestre pour examiner et suivre le régime, ainsi que le faire évoluer.

Article 12

Modalités de révision et dénonciation

Les modalités de révision et dénonciation sont fixées par les articles 4 et 5 du Chapitre I «Clauses Générales» de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires.

Article 13

Égalité professionnelle et salariale

Les signataires rappellent aux entreprises les dispositions de l'article 6 du Chapitre I «Clauses Générales».

Le présent accord permet de garantir l'exécution d'une couverture santé minimum identique pour tous les salariés

sans aucune discrimination.

Article 14 **Durée et entrée en vigueur de l'accord**

L'accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2016 pour une durée indéterminée.

Article 15 **Dépôt**

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2331-2 et D. 2231-3 du Code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du Ministre Chargé du travail.

Article 16 **Extension**

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Avenant n° 1 - Avenant n° 1 à l'accord du 22 juin 2015, définissant le financement du régime et les garanties versées aux bénéficiaires

Avenant n° 2 - Avenant n° 2 à l'accord du 22 juin 2015, définissant l'organisme assureur référent recommandé dans la branche

Avenant n° 1 du 22 juin 2015

[Étendu par arr. 11 déc. 2015, JO 23 déc., applicable à compter du 1^{er} janvier 2016]

(Annulé et remplacé par Avenant n° 4 du 22 novembre 2017 et par Avenant n° 7 du 9 juillet 2020, non étendu, à compter du 1^{er} janv. 2021)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;

SNCAO ;

CPGA ;

CSEDT ;

Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;

CSNEFBCM ;

FCSJPE ;

FNDMV ;

CSMM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FS CFTC Commerce, SFV ;

FNECS CFE-CGC ;

FS CFDT.

Vu l'accord du 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire santé dans la branche, et conformément à son article 5 «Financement du régime et garanties versées aux bénéficiaires»

Les signataires de l'accord conviennent :

Article 1 **Étendue des Prestations**

Le régime de Branche Frais de Santé comprend 2 différents niveaux de garanties :

- le régime de Base obligatoire.
- le régime optionnel, avec un niveau de garanties supérieur à la Base, pour les salariés des entreprises adhérentes souhaitant améliorer le niveau des garanties dont ils bénéficient au titre du régime de Base.

Les remboursements s'entendent Sécurité Sociale inclus			
Actes	Assiette de remboursement	Remboursement du Régime de Base CDNA	Remboursement du Régime Optionnel CDNA
Soins médicaux courants			
Honoraires médecins généralistes			
Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	120 %	140 %
Non Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	100 %	120 %
Honoraires médecins spécialistes			
Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	130 %	150 %
Non Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	110 %	130 %
Actes techniques médicaux			
Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	130 %	150 %
Non Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	110 %	130 %
Auxiliaires médicaux	BR	100 %	100 %
Analyses médicales	BR	100 %	100 %
Radiologie			
Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	100 %	120 %
Non Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	100 %	100 %
Transport	BR	100 %	100 %
Pharmacie vignette blanche	BR	100 %	100 %
Pharmacie vignette bleue	BR	100 %	100 %
Hospitalisation médicale, chirurgicale et maternité			
Frais de séjour établissements conventionnés SS	BR	120 %	150 %
Honoraires médicaux et chirurgicaux			
Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	130 %	150 %
Non Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	110 %	130 %
Forfait journalier hospitalier sans limitation de durée	FR	Frais réels	Frais réels
Chambre particulière (en € / jour) (y compris maternité)	PMSS	1,0 %	2,5 %
Dentaire			
Consultations et soins dentaires	BR	100 %	100 %
Prothèses dentaires remboursées Sécurité Sociale (dont inlay-core)	BR	155 %	300 %
Orthodontie prise en charge par la Sécurité Sociale	BR	125 %	250 %
Implantologie	Euros	-	300 €/an
Parodontologie	Euros	-	100 €/an
Optique			
Plafond optique : dans la limite de 2 verres et 1 monture tous les 2 ans sauf pour les mineurs ou en cas d'évolution de la vue de 0.25 dioptrie.			
Monture	Euros	60 % BR + 50 €	60 % BR + 115 €
Verre simple	Euros	60 % BR + 45 €	60 % BR + 100 €
Verre complexe	Euros	60 % BR + 100 €	60 % BR + 200 €

Les remboursements s'entendent Sécurité Sociale inclus			
Actes	Assiette de remboursement	Remboursement du Régime de Base CDNA	Remboursement du Régime Optionnel CDNA
Verre hypercomplexe	Euros	60 % BR + 120 €	60 % BR + 275 €
Lentilles prises en charge par Sécurité sociale (€ /an)	Euros	100 % BR + 100 €	100 % BR + 150 €
Chirurgie de l'œil	Euros	-	600 €
Autres			
Grands et petits appareillages (orthèses, prothèses médicales, orthopédie et locations d'appareils) pris en charge par la Sécurité Sociale	BR	300 %	400 %
Prothèses auditives	BR	100 % BR + 3 % PMSS	150 % BR + 5 % PMSS
Actes de prévention	Euros	100 %	100 %
Médecine douce (ostéopathie, acupuncture, étio-pathie, chiropraxie, diététique)	Euros	-	30 € par séance (limité à 2 séances par an)
Contraception (pilules contraceptives dites de 3 ^{ème} ou 4 ^{ème} génération)	Euros	100 € / an	100 € / an
BR = Base de remboursement de la Sécurité Sociale FR = Frais réels RSS = Remboursement de la Sécurité Sociale / PMSS = Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale (PMSS 2015 : 3 170 €)			

Article 2 Taux de la cotisation mensuelle de base

Les signataires fixent le taux des cotisations dues au titre du régime de complémentaire santé à 0,94 % du PMSS. La cotisation mensuelle est répartie à hauteur de 50 % à la charge de l'employeur 50 % à la charge du salarié. La quote-part salariale est prélevée sur la rémunération mensuelle de chaque salarié. Elle est dite «cotisation salarié».

Ce taux est garanti pendant trois ans, à l'issue desquels il pourra faire l'objet d'une renégociation (voir article 11 de l'accord du 22 juin 2015).

Conformément, au décret du 8 septembre 2014 relatif aux garanties d'assurance complémentaire santé des salariés, pour les salariés relevant du régime obligatoire local d'Alsace-Moselle, les prestations versées au titre de la couverture complémentaire seront déterminées après déduction de celles déjà garanties par le régime obligatoire ; en conséquence, les cotisations à la charge de l'employeur et du salarié seront réduites à hauteur du différentiel de prestations correspondant.

Article 3 Action sociale de la branche - Solidarité - Prévention santé

Conformément à l'article 8 de l'accord du 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire santé dans la branche des commerces de détail non alimentaires, au moins 2 % des cotisations seront alloués, lors de la première année de mise à disposition du régime, au financement d'actions de prévention de santé publique et aux prestations d'action sociale des salariés de la branche.

Article 4 Cotisation pour le régime optionnel

Le salarié pourra améliorer les prestations dont il bénéficie en souscrivant facultativement des garanties optionnelles. Le salarié finance intégralement ces garanties dont le taux a été collectivement négocié.

Article 5 Dispositions diverses - Entrée en vigueur - Extension

À l'issue de la procédure de signature le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2331-2 et D. 2331-3 du Code du travail, le texte du présent avenant sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du Ministre chargé du travail.

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Avenant n° 2 du 22 juin 2015

[Étendu par arr. 11 déc. 2015, JO 23 déc., applicable à compter du 1^{er} janvier 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;
SNCAO ;
CPGA ;
CS EDT ;
Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;
CSNEFBCM ;
FCSJPE ;
FN DMV ;
CSMM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FS CFTC Commerce, SFV ;
FNECS CFE-CGC ;
FS CFDT.

Vu l'accord du 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire santé dans la branche, et conformément à son article 4 «Organismes recommandés par la branche»,

Les signataires de l'accord conviennent :

Article 1

Organisme de santé recommandé par la branche

Les signataires recommandent l'organisme assureur suivant :

APICIL Prévoyance

Institution de Prévoyance régie par les dispositions du titre III du livre IX du Code de la Sécurité sociale, dont le siège social est :

38 rue François Peissel
69300 Caluire et Cuire

Les entreprises entrant dans le champ d'application de la branche du commerce de détail non alimentaire (IDCC 1517) peuvent s'affilier auprès de cet organisme pour la couverture santé de leurs salariés, dans des conditions préférentielles négociées par les partenaires sociaux représentatifs dans la branche.

Article 2

Dispositions diverses - Entrée en vigueur - Extension

À l'issue de la procédure de signature le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2331-2 et D. 2331-3 du Code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du Ministre chargé du travail.

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Avenant n° 4 du 22 novembre 2017

[Étendu par arr. 21. janv. 2019, JO 29 janv., applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

(Supprimé à compter du 1^{er} janv. 2021 par Avenant n° 7 du 9 juillet 2020)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SNCAO ;

SNAN ;
 CSNEDT ;
 CPGA ;
 FNDM ;
 CSNEFBCM ;
 CSMM ;
 FFDDEFB ;
 FCSJPE ;
 CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNECS CFE-CGC ;
 CFTC CSFV ;
 FS CFDT ;
 CGT FCS.

Le présent avenant abroge et remplace l'avenant n° 1 du 22 Juin 2015 définissant le financement du régime et les garanties versées aux bénéficiaires. Seuls les articles 1 et 2 du présent avenant apportent des modifications, les articles 3 et 4 restent inchangés.

Au regard de la montée en charge du régime de complémentaire santé, les signataires conviennent d'améliorer l'étendue des garanties comme suit :

Article 1 **Modification de l'étendu des prestations**

Le régime de Branche Frais de Santé comprend deux niveaux différents de garanties :

— le régime de Base obligatoire.

— le régime optionnel, avec un niveau de garanties supérieur à la Base, pour les salariés des entreprises adhérentes souhaitant améliorer le niveau des garanties dont ils bénéficient au titre du régime de Base.

Les garanties pour les actes dentaires, optiques et autres médecines douces sont améliorées comme suit :

Les remboursements s'entendent Sécurité Sociale inclus			
Actes	Assiette de remboursement	Remboursement du Régime de Base CDNA	Remboursement du Régime Optionnel CDNA
Soins médicaux courants			
Honoraires médecins généralistes			
- Signataires du contrat d'accès aux soins OPTAM/OPTA CO	BR	120 %	140 %
- Non Signataires du contrat d'accès aux soins OPTAM/OPTA CO	BR	100 %	120 %
Honoraires médecins spécialistes			
- Signataires du contrat d'accès aux soins OPTAM/OPTA CO	BR	130 %	150 %
- Non Signataires du contrat d'accès aux soins OPTAM/OPTA CO	BR	110 %	130 %
Actes techniques médicaux			
- Signataires du contrat d'accès aux soins OPTAM/OPTA CO	BR	130 %	150 %
- Non Signataires du contrat d'accès aux soins OPTAM/OPTA CO	BR	110 %	130 %
Auxiliaires médicaux	BR	100 %	100 %
Analyses médicales	BR	100 %	100 %
Radiologie			
- Signataires du contrat d'accès aux soins OPTAM/OPTA CO	BR	100 %	120 %
- Non Signataires du contrat d'accès aux soins OPTAM/OPTA CO	BR	100 %	100 %
Transport	BR	100 %	100 %

Les remboursements s'entendent Sécurité Sociale inclus			
Actes	Assiette de remboursement	Remboursement du Régime de Base CDNA	Remboursement du Régime Optionnel CDNA
Pharmacie vignette blanche	BR	100 %	100 %
Pharmacie vignette bleue	BR	100 %	100 %
Hospitalisation médicale, chirurgicale et maternité			
Frais de séjour établissements conventionnés SS	BR	120 %	150 %
Honoraires médicaux et chirurgicaux			
- Signataires du contrat d'accès aux soins	BR	130 %	150 %
- Non signataires du contrat d'accès aux soins	BR	110 %	130 %
Forfait journalier hospitalier sans limitation de durée	FR	Frais réels	Frais réels
Chambre particulière (en €/jour) (y compris maternité)	PMSS	1,0 %	2,5 %
Dentaire			
Consultations et soins dentaires	BR	100 %	100 %
Prothèses dentaires remboursées Sécurité Sociale (dont inlay-core)	BR	170 %	300 %
Orthodontie prise en charge par la Sécurité Sociale	BR	125 %	250 %
Implantologie	Euros	150 €/A/B	300 €/A/B
Parodontologie	Euros	50 €/A/B	100 €/A/B
Optique			
Plafond optique : dans la limite de 2 verres et 1 monture tous les 2 ans sauf pour les mineurs ou en cas d'évolution de la vue de 0.25 dioptrie.			
Monture	Euros	60 % BR + 50 €	60 % BR + 115 €
Verre simple	Euros	60 % BR + 45 €	60 % BR + 100 €
Verre complexe	Euros	60 % BR + 100 €	60 % BR + 200 €
Verre hypercomplexe	Euros	60 % BR + 120 €	60 % BR + 275 €
Lentilles prises en charge par Sécurité sociale (€/an)	Euros	100 % BR + 100 €/A/B	100 % BR + 150 €/A/B
Chirurgie de l'œil	Euros	300 €/A/B	600 €/A/B
Autres			
Grands et petits appareillages (orthèses, prothèses médicales, orthopédie et locations d'appareils) pris en charge par la Sécurité Sociale	BR	300 %	400 %
Prothèses auditives	BR	100 % BR + 3 % PMSS	150 % BR + 5 % PMSS
Actes de prévention	Euros	100 %	100 %
Médecine douce (ostéopathie, acupuncture, étiopathie, chiropraxie, diététique)	Euros	15 € par séance Maxi 2 séances/A/B	30 € par séance Maxi 2 séances/A/B
Contraception (pilules contraceptives dites de 3 ^{ème} ou 4 ^{ème} génération)	Euros	100 €/an	100 €/an
BR = Base de remboursement de la Sécurité Sociale FR = Frais réels RSS = Remboursement de la Sécurité Sociale / PMSS = Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale (PMSS 2017 : 3 269 €) OPTAM/OPTAM CO = Option Tarifaire Maîtrisée/Option Tarifaire Maîtrisée - Chirurgie Obstétrique. (Remplace le contrat d'accès au soin (CAS) à partir du 1 ^{er} janvier 2017)			

Article 2

Taux de la cotisation mensuelle de base

Les signataires fixent le taux des cotisations dues au titre du régime de complémentaire santé à 0,94 % du PMSS. La cotisation mensuelle est répartie à hauteur de 50 % à la charge de l'employeur 50 % à la charge du salarié. La quote-part salariale est prélevée sur la rémunération mensuelle de chaque salarié. Elle est dite «cotisation salarié».

Conformément, au décret du 8 septembre 2014 relatif aux garanties d'assurance complémentaire santé des salariés, pour les salariés relevant du régime obligatoire local d'Alsace-Moselle, les prestations versées au titre de la couverture complémentaire seront déterminées après déduction de celles déjà garanties par le régime obligatoire ; en conséquence, les cotisations à la charge de l'employeur et du salarié seront réduites à hauteur du différentiel de prestations correspondant.

Article 3

Action sociale de la branche - Solidarité - Prévention santé

Conformément à l'article 8 de l'accord du 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire santé dans la branche des commerces de détail non alimentaires, au moins 2 % des cotisations seront alloués, lors de la première année de mise à disposition du régime, au financement d'actions de prévention de santé publique et aux prestations d'action sociale des salariés de la branche.

Article 4

Cotisation pour le régime optionnel

Le salarié pourra améliorer les prestations dont il bénéficie en souscrivant facultativement des garanties optionnelles. Le salarié finance intégralement ces garanties dont le taux a été collectivement négocié.

Article 5

dispositions diverses - entrée en vigueur - extension

À l'issue de la procédure de signature le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du Travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail, le texte du présent avenant sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du Ministre chargé du travail.

Le présent avenant entre en vigueur à compter du 1^{er} Janvier 2018.

Avenant n° 6 du 19 septembre 2019

[Étendu par arr. 20 mai 2020, JO 26 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

CFDT ;

Fédération Nationale de l'Encadrement du Commerce et des Services CFE CGC.

Mod. par Avenant n° 7, 9 juill. 2020, étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFTC ;

CFE CGC ;

CFDT.

Préambule

Les partenaires sociaux de la branche ont signé un accord le 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire pour les frais de santé des salariés de la branche. Cet accord a été modifié et complété par 5 avenants. Il est rappelé que le régime complémentaire santé mis en place dans la branche s'applique à toutes les entreprises

relevant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, IDCC 1517.

La mise en place de la couverture complémentaire santé est obligatoire pour l'ensemble de leurs personnels dans les conditions prévues à l'accord du 22 juin 2015 et ses avenants.

Les entreprises peuvent améliorer le niveau de garanties et de prise en charge de la cotisation par l'employeur en le formalisant dans un acte de droit du travail dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 Code de la Sécurité sociale.

Les signataires du présent avenant ont décidé de faire évoluer l'accord du 22 juin 2015 et ses avenants avec les objectifs suivants :

— Prendre en compte la réforme «100 % santé» qui vise à garantir l'accès à une offre sans reste à charge après l'intervention combinée de l'assurance maladie obligatoire et de l'assurance maladie complémentaire. Elle cible les trois domaines présentant les restes à charge les plus élevés (l'optique, l'audiologie et le dentaire), pour lesquels le remboursement intégral d'un ensemble de soins et d'équipements de qualité est ainsi assuré (le «panier 100 % santé») et ce dès le 1^{er} janvier 2020 pour les 3 types de soins.

— Maintenir les taux de cotisation et ce malgré une augmentation des garanties

— Améliorer l'attractivité du régime

— Répondre aux attentes notamment des TPE qui souhaitent participer à la cotisation du régime optionnel pour leurs salariés.

Les signataires conviennent donc de modifier le régime de complémentaire santé du CDNA comme suit :

Article 1 Modification du Régime de Base

(modifié par Avenant n° 7 du 9 juillet 2020, non étendu : voir cet Avenant)

Les partenaires sociaux ont décidé des améliorations suivantes sur le régime de base :

— Augmentation des remboursements sur les consultations, visites, actes techniques médicaux, honoraires en cas d'hospitalisation,

— Amélioration de la garantie optique sur tous les types de verres, simples, complexes et très complexes

— Aménagement significatif du poste dentaire avec augmentation des remboursements et prise en charge des prothèses et de l'orthodontie non prises en charge par la Sécurité Sociale,

— Mise en conformité dès le 1^{er} janvier 2020 du poste aides auditives

— Amélioration du remboursement médecine nouvelle

Les partenaires sociaux ont donc décidé de fixer les garanties du régime de base comme suit :

Nature des frais	Remboursements dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale
Soins courants	
Analyses et examens de laboratoire	
Analyses et examens de biologie médicale	100 % BR
Honoraires médicaux	
Consultations, visites et téléconsultations généralistes :	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	130 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	110 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Consultations, visites et téléconsultations spécialistes :	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	140 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	120 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Actes techniques médicaux :	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	140 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	120 % BR

Nature des frais	Remboursements dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Actes d'imagerie et d'échographie :	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	100 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	100 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Honoraires paramédicaux	
Professionnels de santé pris en charge par la SS : infirmiers, orthophonistes, orthopédistes, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens	100 % BR
Médicaments	
Pharmacie remboursée à 65 %	100 % BR
Pharmacie remboursée à 30 %	100 % BR
Autres soins courants	
Frais de transport	100 % BR
Matériel médical	
Grand appareillage pris en charge par la SS - exemples : fauteuil roulant, lit médicalisé	300 % BR
Petit appareillage pris en charge par la SS - exemples : orthopédie, prothèses mammaires, prothèse capillaire	300 % BR
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (1) Le site ameli.fr permet de vérifier si le professionnel de santé est signataire de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée (OPTAM) ou de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée de Chirurgie et d'Obstétrique (OPTAM-CO). (2) Le remboursement des honoraires des praticiens non conventionnés se fait sur la base du tarif d'autorité de la Sécurité sociale.	

Hospitalisation	
Honoraires y compris maternité	
Chirurgie, anesthésie, réanimation, actes techniques médicaux, actes d'imagerie et d'échographie	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	140 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	120 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Forfait journalier hospitalier	
Participation forfaitaire aux frais d'hébergement	100 % FR
Autres frais d'hospitalisation	
Frais de séjour en établissement conventionné	130 % BR
Frais de séjour en établissement non conventionné	100 % BR
Participation forfaitaire actes lourds	100 % FR
Chambre particulière y compris maternité	1 % PMSS/J

Hospitalisation	
Lit d'accompagnement - maxi 15 jours/an ⁽³⁾	1 % PMSS/J
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (1) Le site ameli.fr permet de vérifier si le professionnel de santé est signataire de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée (OPTAM) ou de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée de Chirurgie et d'Obstétrique (OPTAM-CO). (2) Le remboursement des honoraires des praticiens non conventionnés se fait sur la base du tarif d'autorité de la Sécurité sociale. (3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile.	

Optique ⁽⁴⁾	
Devis obligatoire. En l'absence de devis préalable, le remboursement sera limité au minimum du panier de soins	
Équipements Verres et monture : deux classes d'équipement	
Équipements 100 % Santé tels que définis réglementairement	
Verres et monture de Classe A	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Autres Équipements - Forfait pour deux verres et une monture	
Verres et monture de Classe B, y compris suppléments optiques - exemple : prisme, appairage	
Monture ⁽⁵⁾	60 % BR + 55 €
Forfait Verre à simple foyer ⁽⁵⁾ (verre unifocal), par verre	60 % BR + 50 €
Forfait Verre complexe ⁽⁵⁾ (verre unifocal à forte correction, verre progressif ou multifocal), par verre	60 % BR + 110 €
Forfait Verre très complexe ⁽⁵⁾ (verre multifocal et progressif à forte correction), par verre	60 % BR + 130 €
Frais adaptation	100 % BR
Autres dispositifs de correction optique	
Lentilles prises en charge par la SS ⁽³⁾ ⁽⁶⁾	100 % BR + 100 €/A/B
Chirurgie réfractive ⁽³⁾	300 €/A/B
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile. (4) Le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement : après une période minimale de deux ans pour les adultes, d'un an pour les enfants de moins de 16 ans. (5) Les types de verre sont détaillés dans la notice d'information. Les forfaits équipement optique intègrent le remboursement de la Sécurité sociale. Autres Équipements : Le remboursement de la monture de classe B est plafonné à 100 €, remboursement de la Sécurité sociale inclus. (6) Au-delà du forfait en euros, le remboursement s'effectue à hauteur du ticket modérateur pour les actes pris en charge par la Sécurité sociale.	

Dentaire	
Soins et prothèses : trois paniers de soins	
Soins et prothèses 100 % Santé	
Panier 100 % Santé tels que définis réglementairement	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Soins	
Soins-du panier modéré ⁽⁷⁾	100 % BR dans la limite du HLF
Soins du panier libre ⁽⁷⁾	100 % BR
Inlays-onlays du panier modéré ⁽⁷⁾	120 % BR dans la limite du HLF
Inlays-onlays du panier libre ⁽⁷⁾	120 % BR
Prothèses	

Dentaire	
Prothèses fixes ou appareils dentaires pris en charge par la SS du panier modéré ⁽⁷⁾	185 % BR dans la limite du HLF
Prothèses fixes ou appareils dentaires pris en charge par la SS du panier libre ⁽⁷⁾	185 % BR
Inlays core du panier modéré ⁽⁷⁾	185 % BR dans la limite du HLF
Inlays core du panier libre ⁽⁷⁾	185 % BR
Prothèses non prises en charge par la SS ⁽³⁾	200 €/A/B
Autres dispositifs dentaires	
Orthodontie prise en charge par la SS	140 % BR
Orthodontie non prise en charge par la SS ⁽³⁾	200 €/A/B
Parodontologie non prise en charge par la SS ⁽³⁾	55 €/A/B
Forfait Implantologie ⁽³⁾	165 €/A/B
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile. (7) Les actes pris en charge par les différents paniers sont détaillés dans la notice d'information.	

Aides auditives ⁽⁸⁾	
Aides auditives : deux classes d'équipements	
Équipement 100 % Santé tels que définis réglementairement	
Équipement de Classe I	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Autres équipements	
Équipement de Classe II ⁽⁹⁾	
Appareil auditif/oreille	550 €/oreille
Autres dispositifs auditifs	
Piles acoustiques, entretien et réparation pris en charge par la SS	100 % BR
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (8) Le renouvellement de la prise en charge d'une aide auditive est possible à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement après une période minimale de 4 ans. Ce délai de renouvellement s'entend pour chaque oreille indépendamment. (9) Le remboursement total des aides auditives de classe II est plafonné à 1 700 € par oreille à appareiller (Sécurité sociale comprise)	

Prévention	
Kit confort ⁽³⁾ ⁽¹⁰⁾ :	
Professionnels de santé non pris en charge par la SS : ostéopathe, acupuncteur, pédicure-podologue, étiope, chiropracteur, diététicien/nutritionnistes, psychomotricien, psychologue	30 € par séance Maxi 2 séances /A/B
Maternité/Contraception	
Allocation maternité par enfant (sur présentation de l'acte de naissance ou d'adoption)	néant
Contraception prescrite et non prise en charge par la SS ⁽³⁾	100 €/A/B
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile. (10) Concerne les séances non prises en charge par la Sécurité sociale. La limite du nombre de séances est commune à l'ensemble des professionnels de Santé du Kit confort.	

Les taux de cotisation du régime de base restent fixés à 0,94 % du (PMSS (Plafond Mensuel de la Sécurité

Sociale).

Il est rappelé que la cotisation mensuelle est répartie à hauteur de 50 % à la charge de l'employeur et 50 % à la charge du salarié.

Pour les salariés relevant du régime obligatoire local d'Alsace-Lorraine, les prestations versées au titre de la couverture complémentaire sont déterminées après déduction de celles déjà garanties par le régime obligatoire. En conséquence les cotisations à la charge de l'employeur et du salarié seront réduites à hauteur du différentiel de prestations correspondant.

Article 2 Modification des garanties du régime optionnel

(modifié par Avenant n° 7 du 9 juillet 2020, non étendu : voir cet Avenant)

En conséquence de l'amélioration des garanties du régime de base, les partenaires sociaux ont décidé d'améliorer pour le Régime Optionnel les garanties de certains postes et notamment les honoraires en cas d'hospitalisation, le poste dentaire et la médecine nouvelle.

Les partenaires sociaux ont donc décidé de fixer les garanties du régime optionnel comme suit :

Nature des frais	Remboursements dans la limite des frais réels et y compris Sécurité sociale et base conventionnelle
Soins courants	
Analyses et examens de laboratoire	
Analyses et examens de biologie médicale	100 % BR
Honoraires médicaux	
Consultations, visites et téléconsultations généralistes :	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	140 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	120 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Consultations, visites et téléconsultations spécialistes :	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	150 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	130 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Actes techniques médicaux :	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	150 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	130 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Actes d'imagerie et d'échographie :	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	120 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	100 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Honoraires paramédicaux	
Professionnels de santé pris en charge par la SS : infirmiers, orthophonistes, orthopédistes, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens	100 % BR
Médicaments	
Pharmacie remboursée à 65 %	100 % BR
Pharmacie remboursée à 30 %	100 % BR
Autres soins courants	

Nature des frais	Remboursements dans la limite des frais réels et y compris Sécurité sociale et base conventionnelle
Frais de transport	100 % BR
Matériel médical	
Grand appareillage pris en charge par la SS - exemples : fauteuil roulant, lit médicalisé	400 % BR
Petit appareillage pris en charge par la SS - exemples : orthopédie, prothèses mammaires, prothèse capillaire	400 % BR
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (1) Le site ameli.fr permet de vérifier si le professionnel de santé est signataire de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée (OPTAM) ou de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée de Chirurgie et d'Obstétrique (OPTAM-CO). (2) Le remboursement des honoraires des praticiens non conventionnés se fait sur la base du tarif d'autorité de la Sécurité sociale.	

Hospitalisation	
Honoraires y compris maternité	
Chirurgie, anesthésie, réanimation, actes techniques médicaux, actes d'imagerie et d'échographie	
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	200 % BR
Praticiens-conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO ⁽¹⁾	180 % BR
Praticiens non conventionnés ⁽²⁾	100 % BR
Forfait journalier hospitalier	
Participation forfaitaire aux frais d'hébergement	100 % FR
Autres frais d'hospitalisation	
Frais de séjour en établissement conventionné	160 % BR
Frais de séjour en établissement non conventionné	100 % BR
Participation forfaitaire actes lourds	100 % FR
Chambre particulière y compris maternité	2,5 % PMSS/J
Lit d'accompagnement - maxi 15 jours/an ⁽³⁾	2 % PMSS/J
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (1) Le site ameli.fr permet de vérifier si le professionnel de santé est signataire de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée (OPTAM) ou de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée de Chirurgie et d'Obstétrique (OPTAM-CO). (2) Le remboursement des honoraires des praticiens non conventionnés se fait sur la base du tarif d'autorité de la Sécurité sociale. (3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile.	

Optique ⁽⁴⁾	
Devis obligatoire. En l'absence de devis préalable, le remboursement sera limité au minimum du panier de soins	
Équipements Verres et monture : deux classes d'équipement	
Équipements 100 % Santé tels que définis réglementairement	
Verres et monture de Classe A	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Autres Équipement - Forfait pour deux verres et une monture	
Verres et monture de Classe B, y compris suppléments optiques - exemple : prisme, appairage	
Monture ⁽⁵⁾	100 €
Forfait Verre à simple foyer ⁽⁵⁾ (verre unifocal), par verre	60 % BR + 100 €

Optique ⁽⁴⁾	
Devis obligatoire. En l'absence de devis préalable, le remboursement sera limité au minimum du panier de soins	
Forfait Verre complexe ⁽⁵⁾ (verre unifocal à forte correction, verre progressif ou multifocal), par verre	60 % BR + 200 €
Forfait Verre très complexe ⁽⁵⁾ (verre multifocal et progressif à forte correction), par verre	60 % BR + 275 €
Frais adaptation	100 % BR
Autres dispositifs de correction optique	
Lentilles prises en charge par la SS ^{(3) (6)}	100 % BR + 150 €/A/B
Chirurgie réfractive ⁽³⁾	600 €/A/B
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile. (4) Le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement : après une période minimale de deux ans pour les adultes, d'un an pour les enfants de moins de 16 ans. (5) Les types de verre sont détaillés dans la notice d'information. Les forfaits équipement optique intègrent le remboursement de la Sécurité sociale. Autres Équipements : Le remboursement de la monture de classe B est plafonné à 100 €, remboursement de la Sécurité sociale inclus. (6) Au-delà du forfait en euros, le remboursement s'effectue à hauteur du ticket modérateur pour les actes pris en charge par la Sécurité sociale.	

Dentaire	
Soins et prothèses : trois paniers de soins	
Soins et prothèses 100 % Santé	
Panier 100 % Santé tels que définis réglementairement	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Soins	
Soins du panier modéré ⁽⁷⁾	100 % BR dans la limite du HLF
Soins du panier libre ⁽⁷⁾	100 % BR
Inlay-onlays du panier modéré ⁽⁷⁾	120 % BR dans la limite du HLF
Inlay-onlays du panier libre ⁽⁷⁾	120 % BR
Prothèses	
Prothèses fixes ou appareils dentaires pris en charge par la SS du panier modéré ⁽⁷⁾	330 % BR dans la limite du HLF
Prothèses fixes ou appareils dentaires pris en charge par la SS du panier libre ⁽⁷⁾	330 % BR
Inlay-Core du panier modéré ⁽⁷⁾	330 % BR dans la limite du HLF
Inlay-Core du panier libre ⁽⁷⁾	330 % BR
Prothèses non prises en charge par la SS ⁽³⁾	325 €/A/B
Autres dispositifs dentaires	
Orthodontie prise en charge par la SS	275 % BR
Orthodontie non prise en charge par la SS ⁽³⁾	400 €/A/B
Parodontologie non prise en charge par la SS ⁽³⁾	110 €/A/B
Forfait Implantologie ⁽³⁾	330 €/A/B
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile. (7) Les actes pris en charge par les différents paniers sont détaillés dans la notice d'information.	

Aides auditives ⁽⁸⁾	
Aides auditives : deux classes d'équipements	
Équipement 100 % Santé tels que définis réglementairement	
Équipement de Classe I	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Autres équipements	
Équipement de Classe II ⁽⁹⁾	
Appareil auditif/oreille	850 €/oreille
Autres dispositifs auditifs	
Piles acoustiques, entretien et réparation pris en charge par la SS	100 % BR
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (8) Le renouvellement de la prise en charge d'une aide auditive est possible à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement après une période minimale de 4 ans. Ce délai de renouvellement s'entend pour chaque oreille indépendamment. (9) Le remboursement total des aides auditives de classe II est plafonné à 1 700 € par oreille à appareiller (Sécurité sociale comprise)	

Prévention	
Kit confort ⁽³⁾ ⁽¹⁰⁾ :	
Professionnels de santé non pris en charge par la SS : ostéopathe, acupuncteur, pédicure-podologue, étio-pathe, chiropracteur, diététicien/nutritionniste, psychomotricien, psychologue	40 € par séance Maxi 3 séances /A/B
Maternité/contraception	
Allocation maternité par enfant (sur présentation de l'acte de naissance ou d'adoption)	200 €/enfant
Contraception prescrite et non prise en charge par la SS ⁽³⁾	100 €/A/B
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour (3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile. (10) Concerne les séances non prises en charge par la Sécurité sociale. La limite du nombre de séances est commune à l'ensemble des professionnels de santé du Kit confort.	

Article 3 Ajout d'une nouvelle structure de cotisation

(Article supprimé à compter du 1^{er} janv. 2021 par Avenant n° 7 du 9 juillet 2020)

Les partenaires sociaux ont décidé d'ajouter une nouvelle structure de cotisation pour le régime optionnel afin d'inciter les entreprises à rendre obligatoire le régime optionnel.

Il est rappelé que les partenaires sociaux ont mis en place un régime optionnel afin de permettre aux salariés qui le souhaitent d'améliorer les prestations en souscrivant des garanties optionnelles. Actuellement, le salarié finance intégralement ces garanties dont le taux mensuel, en complément du régime obligatoire, a été fixé à 0,70 % du PMSS pour le salarié, 0,77 % du pour le conjoint et 0,42 % du PMSS pour chaque enfant.

Ces taux sont maintenus lorsque l'entreprise rend cette adhésion facultative.

Lorsque cette adhésion est rendue obligatoire au sein de l'entreprise par accord ou par décision unilatérale, la cotisation mensuelle du régime optionnel est ramenée en complément du régime obligatoire à 0,64 % du PMSS pour le salarié, 0,69 % du PMSS pour le conjoint et 0,38 % du PMSS pour chaque enfant.

Dans ce cas, l'entreprise doit prendre en charge au moins 50 % du coût de l'ensemble de ces cotisations.

Les taux sont les mêmes pour le régime obligatoire local d'Alsace-Lorraine.

Article 4 Dispositions particulières pour les TPE

Le périmètre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires est composé essentiellement de très petites entreprises, puisque 95 % des entreprises de la branche ont un effectif inférieur à 10 salariés. C'est notamment pour prendre en compte les besoins des TPE que les partenaires sociaux ont décidé d'améliorer

le dispositif du régime optionnel lorsque l'entreprise décide de le rendre obligatoire.

Cela étant, les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail.

Article 5

Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'avenant, dépôt, extension

Afin de prendre en compte la réforme 100 % santé, les partenaires sociaux décident que le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail, le texte du présent avenant sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du Ministre Chargé du travail.

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Avenant n° 7 du 9 juillet 2020

[Étendu par arr. 2 avr. 2021, JO 8 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFE CGC ;

CFDT.

Mod. par Avenant n° 9, 13 nov. 2020, étendu par arr. 2 juill. 2021, JO 16 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Mod. par Avenant n° 10, 3 oct. 2023, étendu par arr. 12 mars 2024, JO 3 avr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Les partenaires sociaux de la branche ont signé un accord le 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire pour les frais de santé des salariés de la branche. Cet accord a été modifié et complété par 6 avenants : les avenants 1 et 2 signés le 22 juin 2015, l'avenant 3 signé le 11 décembre 2015, les avenants 4 et 5 signés le 22 novembre 2017 et l'avenant 6 signé le 19 septembre 2019.

Il est rappelé que le régime complémentaire santé mis en place dans la branche s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, IDCC 1517.

L'avenant 2 du 22 juin 2015 a eu pour objet de recommander l'organisme assureur APICIL Prévoyance dont le siège social est situé 38, rue François Peissel - 69300 Caluire-et-Cuire.

Le régime ayant été mis en place à compter du 1^{er} janvier 2016, le terme de cette recommandation correspond au 31 décembre 2020.

Les signataires conviennent donc de modifier le régime de complémentaire santé du CDNA et notamment son avenant 2 comme suit :

Article 1

Clause de réexamen de la recommandation d'un ou plusieurs organismes assureurs

L'avenant 2 de l'accord du 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire santé dans la branche prévoit, dans son article 1, la recommandation d'un organisme assureur.

Les parties signataires conviennent que la recommandation de l'organisme assureur APICIL prendra fin après un délai de 5 ans, soit au 31 décembre 2020.

L'avenant 2 de l'accord du 22 juin 2015 sera donc sans effet à compter du 1^{er} janvier 2021.

La signature du présent avenant ne remet pas en cause le choix fait par les entreprises en matière d'organisme assureur.

Article 2

Modification des clauses de l'accord du 22 juin 2015

Les clauses de l'accord du 22 juin 2015 mettant en place un régime complémentaire santé dans la branche des commerces de détail non alimentaires et qui font référence à la recommandation d'un organisme assureur sont ainsi modifiées à compter du 1^{er} janvier 2021 :

(Voir Accord du 22 juin 2015)

Les garanties de l'accord conventionnel révisées et prévues aux articles 1 et 2 de l'avenant 6 sont modifiées selon le tableau joint au présent document. L'accord est structuré avec un régime complémentaire socle obligatoire et des régimes complémentaires optionnels facultatifs.

Une nouvelle option 2, à adhésion facultative pour les salariés de la branche, est créée, améliorant l'ensemble du dispositif.

Article 3

L'avenant 1 du 22 juin 2015, l'avenant 4 du 22 novembre 2017 et l'article 3 de l'avenant 6 du 19 septembre 2019 sont supprimés à compter du 1^{er} janvier 2021

L'avenant 1 signé le 22 juin 2015, l'avenant n° 4 du 22 novembre 2017 et l'article 3 de l'avenant 6 du 19 septembre 2019 définissant le financement du régime et le niveau des cotisations sont supprimés à compter du 31 décembre 2020.

Article 4

Dispositions particulières pour les TPE

Les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent avenant a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 5

Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'avenant, dépôt, extension

Les partenaires sociaux décident que le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail, le texte du présent avenant sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

Article 6

Extension

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du Code du travail.

Annexe 1 - Tableau des garanties - Frais de santé - CDNA- applicable au 1^{er} janvier 2021

Mod. par Avenant n° 9, 13 nov. 2020, étendu par arr. 2 juill. 2021, JO 16 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

(Avenant n° 9, 13 nov. 2020, étendu)

Nature des frais	Base	Option 1	Option 2
	Remboursements	Remboursements	Remboursements
	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale et base conventionnelle	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale et base conventionnelle
Soins courants			
Analyses et examens de laboratoire			
Analyses et examens de biologie médicale	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Honoraires médicaux			
Consultations, visites et téléconsultations généralistes :			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	130 % BR	140 % BR	150 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	110 % BR	120 % BR	130 % BR
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Consultations, visites et téléconsultations spécialistes :			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	140 % BR	200 % BR	300 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	120 % BR	180 % BR	200 % BR
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Actes techniques médicaux :			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	140 % BR	150 % BR	160 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	120 % BR	130 % BR	140 % BR
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Actes d'imagerie et d'échographie :			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	100 % BR	120 % BR	140 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	100 % BR	100 % BR	120 % BR
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Honoraires paramédicaux			
Professionnels de santé pris en charge par la SS : infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Médicaments			
Pharmacie remboursée à 65 %	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Pharmacie remboursée à 30 %	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Pharmacie remboursée à 15 %	néant	néant	100 % BR
Autres soins courants			
Frais de transport	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Matériel médical			

Grand appareillage pris en charge par la SS - exemples : fauteuil roulant, lit médicalisé	300 % BR	400 % BR	500 % BR
Petit appareillage pris en charge par la SS - exemples : orthopédie, prothèses mammaires, prothèse capillaire	300 % BR	400 % BR	500 % BR
Hospitalisation			
Honoraires y compris maternité			
Chirurgie, anesthésie, réanimation, actes techniques médicaux, actes d'imagerie et d'échographie			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	140 % BR	200 % BR	300 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	120 % BR	180 % BR	200 % BR
Nature des frais	Base	Option 1	Option 2
	Remboursements	Remboursements	Remboursements
	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale et base conventionnelle	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale et base conventionnelle
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Forfait journalier hospitalier			
Participation forfaitaire aux frais d'hébergement	100 % FR	100 % FR	100 % FR
Autres frais d'hospitalisation			
Frais de séjour en établissement conventionné	130 % BR	160 % BR	200 % BR
Frais de séjour en établissement non conventionné	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Participation forfaitaire actes lourds	100 % FR	100 % FR	100 % FR
Chambre particulière y compris maternité	1 % PMSS/J	2,5 % PMSS/J	4 % PMSS/J
Lit d'accompagnement - maxi 15 jours/an (3)	1 % PMSS/J	2 % PMSS/J	2 % PMSS/J
Optique (4) Devis obligatoire. En l'absence de devis préalable, le remboursement sera limité au minimum du panier de soins			
Équipements verres et monture : deux classes d'équipement			
Équipements 100 % santé tels que définis réglementairement			
Verres et monture de classe A	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Autres équipements - Forfait pour deux verres et une monture			
Verres et monture de classe B, y compris suppléments optiques - exemple : prisme, appairage			
Monture (5)	60 % BR + 55 €	100 €	100 €
Forfait verre à simple foyer (5) (verre unifocal), par verre	60 % BR + 50 €	60 % BR + 100 €	160 €
Forfait verre complexe (5) (verre unifocal à forte correction, verre progressif ou multifocal), par verre	60 % BR + 110 €	60 % BR + 200 €	300 €
Forfait verre très complexe (5) (verre multifocal et progressif à forte correction), par verre	60 % BR + 130 €	60 % BR + 275 €	350 €
Frais adaptation	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Autres dispositifs de correction optique			
Lentilles prises en charge par la SS (3) (6)	100 % BR + 100 €/A/B	100 % BR + 150 €/A/B	100 % BR + 200 €/A/B
Chirurgie réfractive (3)	300 €/A/B	600 €/A/B	1000 €/A/B

Dentaire			
Soins et prothèses : trois paniers de soins			
Soins et prothèses 100 % santé			
Panier 100 % santé tels que définis réglementairement	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Autres soins			
Soins du panier modéré (7)	100 % BR dans la limite du HLF	100 % BR dans la limite du HLF	100 % BR dans la limite du HLF
Soins du panier libre (7)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Inlays-onlays du panier modéré (7)	120 % BR dans la limite du HLF	120 % BR dans la limite du HLF	200 % BR dans la limite du HLF
Inlays-onlays du panier libre (7)	120 % BR	120 % BR	200 % BR
Nature des frais	Base	Option 1	Option 2
	Remboursements	Remboursements	Remboursements
	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale et base conventionnelle	Dans la limite des frais réels et y compris sécurité sociale et base conventionnelle
Autres prothèses			
Prothèses fixes ou appareils dentaires pris en charge par la SS du panier modéré (7)	185 % BR dans la limite du HLF	330 % BR dans la limite du HLF	400 % BR dans la limite du HLF
Prothèses fixes ou appareils dentaires pris en charge par la SS du panier libre (7)	185 % BR	330 % BR	400 % BR
Inlays core du panier modéré (7)	185 % BR dans la limite du HLF	330 % BR dans la limite du HLF	400 % BR dans la limite du HLF
Inlays core du panier libre (7)	185 % BR	330 % BR	400 % BR
Prothèses non prises en charge par la SS (3)	200 €/A/B	325 €/A/B	400 €/A/B
Autres dispositifs dentaires			
Orthodontie prise en charge par la SS	140 % BR	275 % BR	350 % BR
Orthodontie non prise en charge par la SS (3)	200 €/A/B	400 €/A/B	500 €/A/B
Parodontologie non prise en charge par la SS (3)	55 €/A/B	110 €/A/B	150 €/A/B
Forfait Implantologie (3)	165 €/A/B	330 €/A/B	400 €/A/B
Aides auditives (8)			
Aides auditives : deux classes d'équipements			
Équipement 100 % santé tels que définis réglementairement			
Équipement de classe I	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé
Autres équipements			
Équipement de Classe II (9)			
Appareil auditif/oreille	550 €/oreille	850 €/oreille	1000 €/oreille
Autres dispositifs auditifs			
Piles acoustiques, entretien et réparation pris en charge par la SS	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Prévention			

Kit confort (3) (10) :			
Professionnels de santé non pris en charge par la SS : ostéopathe, acupuncteur, pédicure-podologue, étio-pathe, chiropracteur, diététicien/nutritionnistes, psychomotricien, psychologue	30 € par séance Maxi 2 séances /A/B	40 € par séance Maxi 3 séances /A/B	40 € par séance Maxi 4 séances /A/B
Maternité/contraception			
Allocation maternité par enfant (sur présentation de l'acte de naissance ou d'adoption)	néant	200 €/enfant	300 €/enfant
Contraception prescrite et non prise en charge par la SS (3)	100 €/A/B	100 €/A/B	150 €/A/B
BR : Base de Remboursement FR : Frais Réels SS : Sécurité Sociale € : euros A : An B : Bénéficiaires J : jour			
<p>(1) Le site ameli.fr permet de vérifier si le professionnel de santé est signataire de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée (OPTAM) ou de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée de Chirurgie et d'Obstétrique (OPTAM-CO).</p> <p>(2) Le remboursement des honoraires des praticiens non conventionnés se fait sur la base du tarif d'autorité de la Sécurité sociale.</p> <p>(3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile.</p> <p>(4) Le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement : après une période minimale de deux ans pour les adultes, d'un an pour les enfants de moins de 16 ans.</p> <p>(5) Les types de verre sont détaillés dans la notice d'information. Les forfaits équipement optique intègrent le remboursement de la Sécurité sociale. Autres équipements : Le remboursement de la monture de classe B est plafonné à 100 €, remboursement de la Sécurité sociale inclus.</p> <p>(6) Au-delà du forfait en euros, le remboursement s'effectue à hauteur du ticket modérateur pour les actes pris en charge par la Sécurité sociale.</p> <p>(7) Les actes pris en charge par les différents paniers sont détaillés dans la notice d'information.</p> <p>(8) Le renouvellement de la prise en charge d'une aide auditive est possible à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement après une période minimale de 4 ans. Ce délai de renouvellement s'entend pour chaque oreille indépendamment.</p> <p>(9) Le remboursement total des aides auditives de classe II est plafonné à 1 700 € par oreille à appareiller (Sécurité sociale comprise).</p> <p>(10) Concerne les séances non prises en charge par la Sécurité sociale. La limite du nombre de séances est commune à l'ensemble des professionnels de santé du Kit confort.</p>			

Annexe 1 - Tableau des garanties Frais de santé

Ensemble du personnel - Garanties applicables au 1^{er} janvier 2024

Mod. par Avenant n° 10, 3 oct. 2023, étendu par arr. 12 mars 2024, JO 3 avr., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Nature des frais	Remboursements Dans la limite des frais réels et y compris remboursements de la Sécurité sociale		
	Base	Base + Option 1	Base + Option 2
Soins courants			
Analyses et examens de laboratoire			
Analyses et examens de biologie médicale	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Honoraires médicaux			
Consultations, visites et téléconsultations généralistes :			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	130 % BR	140 % BR	150 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	110 % BR	120 % BR	130 % BR
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Consultations, visites et téléconsultations spécialistes :			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	140 % BR	200 % BR	300 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	120 % BR	180 % BR	200 % BR

Nature des frais	Remboursements Dans la limite des frais réels et y compris remboursements de la Sécurité sociale		
	Base	Base + Option 1	Base + Option 2
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Actes techniques médicaux :			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	140 % BR	150 % BR	160 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	120 % BR	130 % BR	140 % BR
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Actes d'imagerie et d'échographie :			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	100 % BR	120 % BR	140 % BR
Praticiens conventionnés non signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	100 % BR	100 % BR	120 % BR
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Honoraires paramédicaux			
Professionnels de santé pris en charge par la SS : infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures - podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Psychologues pris en charge par la SS (10)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Médicaments			
Pharmacie remboursée à 65 %	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Pharmacie remboursée à 30 %	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Pharmacie remboursée à 15 %	-	-	100 % BR
Autres soins courants			
Frais de transport	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Participation forfaitaire actes lourds	100 % FR*	100 % FR*	100 % FR*
Matériel médical			
Grand appareillage pris en charge par la SS - exemples : fauteuil roulant, lit médicalisé	300 % BR	400 % BR	500 % BR
Petit appareillage pris en charge par la SS - exemples : orthopédie, prothèses mammaires, prothèse capillaire	300 % BR	400 % BR	500 % BR
Hospitalisation			
Honoraires y compris maternité			
Chirurgie, anesthésie, réanimation, actes techniques médicaux, actes d'imagerie et d'échographie			
Praticiens conventionnés signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	140 % BR	200 % BR	300 % BR
Praticiens conventionnés non-signataires OPTAM/OPTAM-CO (1)	120 % BR	180 % BR	200 % BR
Praticiens non conventionnés (2)	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Forfait journalier hospitalier			
Participation forfaitaire aux frais d'hébergement	100 % FR*	100 % FR*	100 % FR*
Autres frais d'hospitalisation			
Frais de séjour en établissement conventionné	130 % BR	160 % BR	200 % BR
Frais de séjour en établissement non conventionné	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Frais de transport	100 % BR	100 % BR	100 % BR

Nature des frais	Remboursements Dans la limite des frais réels et y compris remboursements de la Sécurité so- ciale		
	Base	Base + Option 1	Base + Option 2
Participation forfaitaire actes lourds	100 % FR*	100 % FR*	100 % FR*
Forfait Patient Urgences**	100 % FR*	100 % FR*	100 % FR*
Chambre particulière y compris maternité	1 % PMSS/J	2,5 % PMSS/J	4 % PMSS/J
Lit d'accompagnement - maxi 15 jours/an (3)	1 % PMSS/J	2 % PMSS/J	2 % PMSS/J
Optique (4) Devis obligatoire. En l'absence de devis préalable, le remboursement sera limité au minimum du panier de soins.			
Équipements 100 % santé tels que définis réglementairement			
Verres et monture de classe A	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé		
Autres Équipements - Forfait pour deux verres et une monture			
Verres et monture de classe B, y compris suppléments optiques - exemple : prisme, appairage			
Monture (5)	100 €	100 €	100 €
Forfait Verre à simple foyer (5) (verre unifocal), par verre	60 % BR + 60 €	60 % BR + 100 €	160 €
Forfait Verre complexe (5) (verre unifocal à forte correction, verre pro- gressif ou multifocal), par verre	60 % BR + 145 €	60 % BR + 200 €	300 €
Forfait Verre très complexe (5) (verre multifocal et progressif à forte correction), par verre	60 % BR + 160 €	60 % BR + 275 €	350 €
Frais adaptation	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Autres dispositifs de correction optique			
Lentilles prises en charge par la SS (3) (6)	100 % BR + 100 €/A/B	100 % BR + 150 €/A/B	100 % BR + 200 €/A/B
Chirurgie réfractive (3)	300 €/A/B	600 €/A/B	1 000 €/A/B
Dentaire Soins et prothèses : trois paniers de soins			
Soins et prothèses 100 % Santé			
Panier 100 % santé tel que défini réglementairement	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé		
Soins			
Soins du panier modéré dans la limite du HLF et du panier libre	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Inlay-onlays du panier modéré dans la limite du HLF et du panier libre	120 % BR	120 % BR	200 % BR
Prothèses			
Prothèses fixes ou appareils dentaires pris en charge par la SS du panier modéré dans la limite du HLF et du panier libre	185 % BR	330 % BR	400 % BR
Inlay-Core du panier modéré dans la limite du HLF et du panier libre	185 % BR	330 % BR	400 % BR
Prothèses non prises en charge par la SS (3)	200 €/A/B	325 €/A/B	400 €/A/B
Autres dispositifs dentaires			
Orthodontie prise en charge par la SS	140 % BR	275 % BR	350 % BR
Orthodontie non prise en charge par la SS (3)	200 €/A/B	400 €/A/B	500 €/A/B
Parodontologie non prise en charge par la SS (3)	55 €/A/B	110 €/A/B	150 €/A/B
Forfait Implantologie (3)	165 €/A/B	330 €/A/B	400 €/A/B

Nature des frais	Remboursements Dans la limite des frais réels et y compris remboursements de la Sécurité sociale		
	Base	Base + Option 1	Base + Option 2
Aides auditives (7) Aides auditives : deux classes d'équipements			
Équipements 100 % santé tels que définis réglementairement			
Équipement de classe I	Zéro reste à charge dans la limite du panier 100 % santé		
Autres équipements			
Équipement de classe II (8)			
Appareil auditif/oreille	550 €/oreille	850 €/oreille	1 000 €/oreille
Autres dispositifs auditifs			
Piles acoustiques, entretien et réparation pris en charge par la SS	100 % BR	100 % BR	100 % BR
Prévention			
Kit confort (3) (9) :			
Professionnels de santé non pris en charge par la SS : ostéopathe, acupuncteur, pédicure-podologue, étio-pathe, chiropracteur, diététicien/nutritionniste, psychomotricien, psychologue	30 € par séance Maxi 2 séances /A/B	40 € par séance Maxi 3 séances /A/B	40 € par séance Maxi 4 séances /A/B
Maternité/Contraception			
Allocation maternité par enfant (sur présentation de l'acte de naissance ou d'adoption)	-	200 €/enfant	300 €/enfant

Nature des frais	Remboursements Dans la limite des frais réels et y compris remboursements de la Sécurité sociale		
	Base	Base + Option 1	Base + Option 2
Contraception prescrite et non prise en charge par la SS (3)	100 €/A/B	100 €/A/B	150 €/A/B

* limité au forfait réglementaire en vigueur.
** Facturation forfaitaire des actes médicaux et soins réalisés lors du passage aux urgences n'entraînant pas d'hospitalisation.
BR : Base de Remboursement | FR : Frais Réels | SS : Sécurité Sociale | € : euros | A : An | B : Bénéficiaire | J : Jour
HLF : Honoraire Limite de Facturation
(1) Le site ameli.fr permet de vérifier si le professionnel de santé est signataire de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée (OPTAM) ou de l'Option Pratique Tarifaire Maîtrisée de Chirurgie et d'Obstétrique (OPTAM-CO).
(2) Le remboursement des honoraires des praticiens non conventionnés se fait sur la base du tarif d'autorité de la Sécurité sociale.
(3) Forfait en € par an et par bénéficiaire : s'entend par année civile.
(4) Les conditions de renouvellement de la prise en charge d'un équipement optique composé de deux verres et une monture sont fixées par l'arrêté du 3 décembre 2018 modifiant la prise en charge d'optique médicale de la Liste des Produits et Prestations (LPP) prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale :
- Pour les adultes et les enfants de 16 ans et plus, le renouvellement est possible, à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement après une période minimale de deux ans,
- Pour les enfants de plus de 6 ans et de moins de 16 ans, le renouvellement est possible, à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement après une période minimale d'un an,
- Pour les enfants jusqu'à 6 ans, le renouvellement est possible, à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement après une période minimale de 6 mois, uniquement en cas de mauvaise adaptation de la monture à la morphologie du visage de l'enfant entraînant une perte d'efficacité du verre correcteur. Dans les autres cas le délai d'un an s'applique
Les différents délais sont également applicables pour le renouvellement séparé des éléments de l'équipement et dans ce cas le délai de renouvellement s'apprécie distinctement pour chaque élément.
Par dérogation aux dispositions ci-dessus, le renouvellement anticipé de la prise en charge pour raison médicale d'un équipement pour les adultes et enfants d'au moins 16 ans est permis au terme d'une période minimale d'un an lorsqu'intervient une dégradation des performances oculaires dans l'une des situations limitativement prévues par la LPP, et pour laquelle la justification d'une évolution de la vue est effectuée soit au travers d'une nouvelle prescription médicale, qui est comparée à la prescription médicale précédente, soit lorsque l'opticien - lunetier adapte la prescription médicale lors d'un renouvellement de délivrance.
Par dérogation également, pour les enfants de moins de 16 ans, aucun délai minimal de renouvellement des verres n'est applicable lorsqu'intervient une dégradation des performances oculaires objectivée par un ophtalmologiste sur une prescription médicale.
Par dérogation enfin, aucun délai minimal de renouvellement des verres n'est applicable en cas d'évolution de la réfraction liée à des situations médicales particulières (troubles de réfraction associés à une pathologie ophtalmologique, à une pathologie générale ou à la prise de médicaments au long cours), définies par la LPP, sous réserve d'une nouvelle prescription médicale ophtalmologique.
La prise en charge de deux équipements est autorisée uniquement pour les patients ayant :
- Une intolérance ou une contre-indication aux verres progressifs ou multifocaux, et présentant un déficit de vision de près et un déficit de vision de loin.
La prise en charge peut couvrir deux équipements corrigeant chacun un des deux déficits mentionnés.
- Une amblyopie et/ou un strabisme nécessitant une pénalisation optique. Pour ces patients, la prise en charge peut couvrir deux équipements de corrections différentes à porter en alternance.
(5) Panachage des verres et monture : un équipement peut être composé de deux verres d'une part et d'une monture d'autre part, appartenant à des classes (A ou B) différentes.
Les forfaits équipement optique intègrent le remboursement de la Sécurité sociale.
Autres Équipements : Le remboursement de la monture de classe B est plafonné à 100 €, remboursement de la Sécurité sociale inclus.
(6) Au-delà du forfait en euros, le remboursement s'effectue à hauteur du ticket modérateur pour les actes pris en charge par la Sécurité sociale.
(7) Le renouvellement de la prise en charge d'une aide auditive est possible à compter de la dernière prise en charge (date d'achat) du précédent équipement après une période minimale de 4 ans. Ce délai de renouvellement s'entend pour chaque oreille indépendamment.
(8) Le remboursement total des aides auditives de classe II est plafonné à 1 700 € par oreille à appareiller (Sécurité sociale comprise)
(9) Concerne les séances non prises en charge par la Sécurité sociale. La limite du nombre de séances est commune à l'ensemble des professionnels de santé du Kit confort.
(10) Séances réalisées dans le cadre du dispositif «Mon soutien Psy», dans la limite de 8 séances par an et par bénéficiaire âgé de plus de 3 ans.

Régime de prévoyance complémentaire

Accord du 28 mars 2019

[Étendu par arr. 17 févr. 2020, JO 25 févr., applicable au lendemain du jour de la publication de l'arrêté d'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNECS CFE-CGC ;

CFTC CSFV ;
FS CFDT ;
FEC - FO ;
CGT FCS.

Mod. par Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu par arr. 29 mai 2024, JO 18 juin, applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CNDA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CGT ;

CFTC.

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Les signataires du présent accord partagent la conviction que les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires - IDCC 1517 - doivent être accompagnées pour assurer la mise en place d'un régime de couverture Prévoyance complémentaire (Incapacité, Invalidité, Décès) au bénéfice de tous les salariés, quel que soit leur statut.

En effet, il est apparu essentiel aux Partenaires Sociaux de :

- instituer des garanties collectives mettant notamment en œuvre des actions de prévention et de solidarité ;
- rendre la branche attractive, en matière de protection sociale complémentaire, à l'égard des actuels et futurs collaborateurs ;
- faciliter l'accès à des dispositifs d'assurance, à l'ensemble des entreprises de la branche, quelle que soit leur taille.

Les dispositions suivantes présentent les éléments caractéristiques du régime de Prévoyance complémentaire qui répondent aux besoins de l'ensemble des salariés de la Branche.

Le régime ainsi défini par les signataires oblige en outre l'ensemble des entreprises de la branche à consacrer une part de son financement à l'action sociale et à la prévention des risques adaptée aux métiers de la branche.

Article 1

Champ d'application

Le régime de prévoyance complémentaire mis en place dans la branche s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, IDCC 1517.

Les entreprises relevant du secteur doivent se conformer au régime de Branche défini dans le présent accord.

La mise en place de la couverture prévoyance complémentaire est obligatoire pour l'ensemble de leurs personnels dans les conditions prévues à l'article 2.

Les entreprises peuvent améliorer le niveau de garanties et de prise en charge de la cotisation par l'employeur en le formalisant dans un acte de droit du travail dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 Code de la Sécurité sociale.

Article 2

Bénéficiaires

Le bénéfice du régime de prévoyance complémentaire est ouvert à l'ensemble du personnel des entreprises visées à l'article 1^{er} du présent accord, de manière identique sans distinction de catégories, de niveau hiérarchique, ou de sexe.

Article 3

Organisme assureur

Il est entendu que toute entreprise, quelle que soit son implantation géographique ou sa taille, aura le libre choix

(que ce soit à la date d'effet du présent accord ou ultérieurement) de l'organisme assureur assurant les garanties définies dans le présent accord.

Article 4 **Financement du régime de prévoyance complémentaire**

Le taux de cotisation est exprimé en pourcentage de la rémunération brute de chaque salarié dans la limite de 4 Plafonds Annuels de la Sécurité Sociale (PASS). Par salaire brut, on entend tout élément de rémunération soumis à cotisations de Sécurité sociale.

Le taux de cotisation relatif à la couverture prévoyance prévue par le présent accord est réparti à raison de 50 % minimum à la charge de l'employeur.

Cependant, le personnel relevant des articles 4 et 4 bis de la Convention Collective Nationales des cadres du 14 mars 1947 (au 1^{er} janvier 2019, le personnel relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI du 17 Novembre 2017) est soumis aux dispositions de l'article 7 de cette même convention (au 1^{er} janvier 2019, sont soumis à l'article 1^{er} de l'ANI du 17 Novembre 2017) qui prévoit le versement d'une cotisation en matière de prévoyance de 1,50 % sur la tranche 1, à la charge de l'employeur. Chaque entreprise est tenue de se mettre en conformité avec ces dispositions.

Article 5 **Garanties**

Mod. par Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu par arr. 29 mai 2024, JO 18 juin, applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

CNDA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CGT ;

CFTC.

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Les garanties sont définies en annexe au présent accord.

Les conditions de mise en œuvre de ces garanties seront explicitées dans le contrat d'assurance signé par les entreprises et la notice d'information remise aux salariés.

5.1 **Définition des Garanties décès**

I **(Avenant n° 1, 1^{er} oct. 2023, étendu) - Définition de la notion d'enfant à charge**

Sont considérés comme enfants réputés à charge du salarié pour l'ensemble des garanties prévues dans le présent accord, indépendamment de la position fiscale :

- les enfants à naître ;
- les enfants nés viables ;
- les enfants recueillis - c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint ou du concubin ou du partenaire lié par un Pacs - du salarié décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur autre parent n'est pas tenu au versement d'une pension alimentaire.

(Avenant n° 3, 1^{er} oct. 2023, étendu) Sont également considérés comme enfants à charge au moment du décès du salarié (à l'exception des bénéficiaires de la rente éducation, dont la définition est donnée au paragraphe VI du présent article 5.1), les enfants du salarié, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, reconnus :

- Jusqu'à leur 18^{ème} anniversaire, sans condition.
- Jusqu'à leur 26^{ème} anniversaire et sous condition, soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel, dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou encore dans le cadre d'une inscription au CNED (Centre national d'enseignement à distance) ;

-
- d'être en apprentissage ;
 - de poursuivre une formation professionnelle en alternance, dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant d'une part des enseignements généraux professionnels et technologiques dispensés pendant le temps de travail, dans des organismes publics ou privés de formation, et d'autre part l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;
 - d'être préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré : inscrits auprès du régime d'assurance chômage comme demandeurs d'emploi, ou stagiaires de la formation professionnelle ;
 - d'être employés dans un ESAT (établissement et service d'aide par le travail) ou dans un atelier protégé en tant que travailleurs handicapés.

II Capital Décès

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu)

a Définition

En cas de décès du salarié, et sauf exclusions, l'organisme assureur verse au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) un capital dont le montant est défini dans le tableau des prestations visé en annexe 1 au présent accord.

b Définition des bénéficiaires

À toute époque, le salarié a la faculté de faire ou de modifier une désignation par le formulaire ou tout autre écrit adressé à l'organisme assureur. En cas de décès d'un des bénéficiaires désignés par le salarié, le capital est versé aux autres bénéficiaires au prorata de leurs parts respectives. En cas de décès du bénéficiaire ou de tous les bénéficiaires désignés par le salarié, les dispositions de l'alinéa suivant s'appliquent.

Dans le cas où le salarié n'a pas fait de désignation, le capital décès est versé :

- au conjoint du salarié, tel que reconnu par le droit français, non séparé judiciairement, ou au partenaire lié par un pacte civil de solidarité (PACS) valablement conclu et en vigueur à la date de l'événement donnant lieu à prestation ;
- à défaut, par parts égales, aux enfants du salarié, vivants ou représentés, légitimes, naturels reconnus, adoptifs, recueillis ou nés viables moins de 300 jours après le décès du salarié ;
- à défaut, par parts égales, aux parents du salarié et, en cas de décès de l'un d'eux, au survivant pour la totalité ;
- à défaut, par parts égales aux grands-parents du salarié ;
- et enfin, à défaut aux héritiers du salarié à proportion de leurs parts héréditaires.

III Garantie Invalidité absolue et définitive (IAD)

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu)

En cas d'invalidité absolue et définitive d'un salarié avant la liquidation de la pension vieillesse par la Sécurité sociale, l'organisme assureur garantit le versement du capital décès au salarié.

Le salarié est considéré en état d'invalidité absolue et définitive s'il se trouve dans l'impossibilité totale et définitive de se livrer à une activité quelconque pouvant lui procurer gain ou profit et qu'il doit avoir recours à l'assistance d'une personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie. Le versement du capital en cas d'invalidité absolue et définitive met fin à la garantie «capital décès» du salarié.

IV Capital Double Effet

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu)

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu) Lorsque le conjoint survit au salarié et décède au plus tard à l'issue de deux années suivant le décès du salarié, l'organisme assureur verse, par parts égales aux enfants encore à charge dudit conjoint au jour de ce second décès, un capital identique au capital prévu au paragraphe II “Capital Décès” du présent article 5.1.

V Frais d'obsèques

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu)

En cas de décès du salarié, l'organisme assureur verse une allocation dont le montant est défini dans le tableau des prestations visé en annexe 1. Cette allocation est versée, à la personne ayant réglé les frais d'obsèques, sur justificatifs.

VI

Rente d'éducation

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu)

Le régime de prévoyance complémentaire prévoit le service d'une rente aux enfants à charge du salarié en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive (IAD) du salarié durant la période de garantie.

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu) Cette rente est une rente temporaire versée pour chacun des enfants à charge du salarié, tels que définis ci-après au présent paragraphe, au moment du sinistre, dont le montant est calculé en appliquant le pourcentage défini dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent accord.

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu) Le montant de la rente éducation est doublé pour l'enfant qui est ou devient orphelin des deux parents.

Sont considérés comme enfants réputés à charge du salarié pour le versement de la rente éducation, indépendamment de la position fiscale :

- les enfants à naître ;
- les enfants nés viables ;
- les enfants recueillis - c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint ou du concubin ou du partenaire lié par un Pacs - du salarié décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur autre parent n'est pas tenu au versement d'une pension alimentaire.

Sont également considérés comme enfants à charge au moment du décès du salarié pour le versement de la rente éducation, les enfants dont la filiation avec le salarié, y compris adoptive, est légalement établie :

- Jusqu'à leur 18^e anniversaire, sans condition.
- Jusqu'à leur 30^e anniversaire et sous condition, soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel, dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou encore dans le cadre d'une inscription au CNED (Centre national d'enseignement à distance) ;
 - d'être en apprentissage ;
 - de poursuivre une formation professionnelle en alternance, dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant d'une part des enseignements généraux professionnels et technologiques dispensés pendant le temps de travail, dans des organismes publics ou privés de formation, et d'autre part l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;

d'être préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré : inscrits auprès du régime d'assurance chômage comme stagiaires de la formation professionnelle.

Cet état d'invalidité doit être reconnu avant la limite de versement de la rente éducation prévue contractuellement.

VII

Rente handicap

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu)

Le régime de prévoyance complémentaire prévoit le service d'une rente handicap au bénéfice de chaque enfant handicapé, dont le montant est fixé à l'annexe 1 du présent accord.

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu) Est reconnu comme handicapé l'enfant atteint d'une infirmité physique et/ou mentale qui l'empêche soit de se livrer, dans des conditions normales de rentabilité à une activité professionnelle, sans adaptation du poste de travail, soit, s'il est âgé de moins de 18 ans, d'acquérir une instruction ou une formation professionnelle dans les conditions équivalentes à celles d'une personne dite «valide», ou tel que défini au 1^o du I de l'article 199 septies du Code général des Impôts.

Le handicap est apprécié au jour du décès ou de l'invalidité absolue et définitive du salarié.

VIII

Définition de l'enfant à charge

(Avenant n° 1, 3 oct. 2023, étendu)

Sont considérés comme enfants réputés à charge du salarié pour l'ensemble des garanties prévues dans le présent accord, indépendamment de la position fiscale :

-
- les enfants à naître ;
 - les enfants nés viables ;
 - les enfants recueillis - c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint ou du concubin ou du partenaire lié par un Pacs - du salarié décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur autre parent n'est pas tenu au versement d'une pension alimentaire.

Sont également considérés comme enfants à charge au moment du décès du salarié, les enfants du salarié, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, reconnus :

- Jusqu'à leur 18^{ème} anniversaire, sans condition.
- Jusqu'à leur 26^{ème} anniversaire et sous condition, soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel, dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou encore dans le cadre d'une inscription au CNED (Centre national d'enseignement à distance) ;
 - d'être en apprentissage ;
 - de poursuivre une formation professionnelle en alternance, dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant d'une part des enseignements généraux professionnels et technologiques dispensés pendant le temps de travail, dans des organismes publics ou privés de formation, et d'autre part l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;
 - d'être préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré : inscrits auprès du régime d'assurance chômage comme demandeurs d'emploi, ou stagiaires de la formation professionnelle ;
 - d'être employés dans un ESAT (établissement et service d'aide par le travail) ou dans un atelier protégé en tant que travailleurs handicapés.

5.2

Incapacité de travail

Le régime de prévoyance complémentaire prévoit le paiement d'indemnités journalières complémentaires à celles de la Sécurité Sociale, en cas d'arrêt total temporaire de travail du salarié par suite de maladie ou d'accident du travail ou de maladie professionnelle, dès lors qu'il bénéficie des prestations en espèces prévues à l'article L. 321-1 du Code de la Sécurité Sociale (maladie et accident de droit commun) ou à l'article L. 433-1 du Code de la Sécurité Sociale.

Le régime de prévoyance garantit le versement d'indemnités journalières dont le montant est défini à l'annexe 1 du présent accord, sur la base du salaire de référence, sous déduction des indemnités journalières brutes versées par le régime général de la Sécurité Sociale.

Ces indemnités journalières complémentaires seront versées à l'issue d'une période de franchise en nombre de jours d'arrêt de travail continu, définie à l'annexe 1 du présent accord.

En tout état de cause, le cumul des sommes reçues au titre de la Sécurité Sociale et du régime de prévoyance complémentaire ou de toute autre rémunération, ne pourra conduire l'intéressé à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle salariée.

Lorsque le régime de base suspend ses prestations, les prestations complémentaires sont elles aussi suspendues.

Dans tous les cas, le versement des indemnités journalières complémentaires cesse au plus tard :

- dès la fin du versement des indemnités journalières de la Sécurité Sociale, et au plus tard au 1095^{ème} jour d'arrêt de travail ;
- à la date d'attribution d'une pension d'invalidité par la Sécurité Sociale ;
- à la date de reprise du travail ;
- au décès du salarié, (hormis les indemnités dues avant la survenance du décès) ;
- à la liquidation de la pension vieillesse,
- au versement d'une rente accident du travail.

5.3

Invalidité Permanente

Lorsque le salarié perçoit une pension de la sécurité sociale au titre d'un classement en invalidité de 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie, ainsi qu'en cas d'incapacité permanente partielle supérieure à 66 %, l'organisme assureur verse une prestation tel que prévue au tableau de garantie visé à l'annexe 1 du présent accord.

La prestation de l'organisme assureur cesse :

- à la date du décès du salarié, sans prorata d'arrérages au décès,

-
- à la date où le salarié cesse de percevoir une rente d'invalidité de la Sécurité sociale,
 - à la date où le taux d'incapacité devient inférieur à 66 % en cas d'accident du travail ou maladie professionnelle,
 - en tout état de cause, à la date de la liquidation de la pension vieillesse par la Sécurité sociale.
- En cas de modification de la catégorie reconnue par la Sécurité sociale, l'allocation versée par l'organisme assureur est modifiée à partir de la même date.

5.4 **Salaire de référence**

(Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu) Le salaire de référence qui sert de base de calcul des prestations est égal à l'ensemble des rémunérations brutes perçues au cours des douze derniers mois civils précédant le décès, l'invalidité ou l'arrêt de travail, limité aux tranches 1 (T1) et 2, (T2) telles que définies ci-dessous, soumises à cotisations sociales. :

T1 : fraction de salaire inférieure ou égale au Plafond de la Sécurité Sociale (PSS)

T2 : fraction de salaire, supérieure à la T1, limitée à 4 PSS

Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu Lorsque le décès ou invalidité absolue et définitive fait suite à une période d'arrêt de travail, le salaire de base à retenir est celui des 12 mois précédant la date de l'arrêt de travail.

Si au cours de ces 12 mois, une suspension du contrat de travail indemnisée ou rémunérée donne lieu au versement d'un revenu de remplacement, l'assiette à retenir pour le calcul des prestations au titre de la période de suspension est constituée de l'indemnisation ou du revenu de remplacement perçu par le salarié (indemnisation légale, complétée le cas échéant d'une indemnisation complémentaire ou conventionnelle versée par l'employeur).

(Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu) En tout état de cause, le salaire pris en compte pour le calcul des prestations ne peut excéder celui choisi par l'entreprise comme base des cotisations.

5.5 **Revalorisation des prestations**

La revalorisation des prestations intervient chaque année sur l'ensemble des prestations concernées sur décision du conseil d'administration de l'organisme assureur. En cas de résiliation, à compter de sa date d'effet, les prestations seront servies à leur niveau atteint à cette date.

En cas de changement d'organisme, la revalorisation des prestations sera prise en charge par le nouvel organisme choisi par l'entreprise, conformément à l'article L. 912-3 du Code de la Sécurité sociale.

Article 6 **Maintien des garanties**

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

6.1 **Maintien des garanties en cas de défaillance de l'entreprise**

À la souscription de son contrat d'assurance, l'entreprise s'assure qu'en cas de cessation d'activité ou de liquidation judiciaire de l'entreprise, l'organisme assureur maintient les droits à portabilité des anciens salariés.

6.2 **Maintien des garanties en cas de suspension indemnisée et/ou rémunérée du contrat de travail**

Le bénéfice des garanties du présent régime est maintenu au profit des salariés, inscrits à l'effectif, et dont le contrat de travail est suspendu, pour la période au titre de laquelle ils bénéficient soit :

- d'un maintien, total ou partiel, de rémunération ;
- d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers ;
- d'un revenu de remplacement versé par l'employeur. Ce cas concerne notamment les salariés placés en activité partielle ou en activité partielle de longue durée, dont l'activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits, ainsi que toute période de congé rémunéré par l'employeur (reclassement, mobilité...).

Les garanties sont maintenues moyennant le versement par l'employeur et le salarié des cotisations correspondantes.

L'assiette des cotisations est constituée de l'indemnisation versée au salarié (indemnisation légale, complétée le cas échéant d'une indemnisation complémentaire ou conventionnelle versée par l'employeur).

Le présent régime n'est pas maintenu au profit des salariés dont la suspension du contrat n'est pas indemnisée et/ou rémunérée (notamment congé sans solde, congé sabbatique, congé pour création d'entreprise...).

Dans le cas où les garanties sont suspendues, la suspension intervient à la date de la cessation de l'activité professionnelle dans l'entreprise adhérente et s'achève dès la reprise effective du travail par le salarié.

Pendant la période de suspension des garanties non indemnisée, aucune cotisation n'est due par le salarié concerné.

6.3

Portabilité de la prévoyance complémentaire

En application de l'article L. 911-8 du code de la Sécurité sociale, les salariés relevant du présent accord bénéficient d'un régime de portabilité des droits dans certains cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage.

La durée du maintien des garanties est celle prévue par l'article L. 911-8 du code de la Sécurité sociale.

Ces dispositions s'entendent sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 4 de la loi Évin (loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989).

Article 7

Actions de prévention et de solidarité

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Chaque entreprise devra s'assurer que son organisme assureur prévoit la mise en œuvre d'actions de prévention et de solidarité et comprend à ce titre des prestations à caractère non directement contributif conformes à celles définies par la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation au titre du présent accord et ses avenants à venir.

Article 8

Information des entreprises et du personnel

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

L'employeur informe chaque salarié bénéficiaire de la prévoyance complémentaire ainsi que tout nouvel embauché des caractéristiques du régime. À cette fin, il leur remettra la notice d'information adressée par l'organisme assureur à l'entreprise résumant l'ensemble des garanties et leurs modalités d'application.

De la même manière, les salariés sont tenus informés de toute évolution future des garanties

Article 9

Évolution des garanties et cotisations du régime obligatoire

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

À tout moment, si des évolutions législatives et réglementaires venaient à s'imposer aux garanties mises en place, devant entraîner leur modification, celles-ci seraient mises à jour sans remettre en cause les termes du présent accord. Une information générale sera effectuée auprès des employeurs et des salariés de la profession.

Article 10
Évolution des garanties et cotisations du régime obligatoire

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation assure le suivi du présent accord.

Elle se réunit au moins deux fois la première année de mise en place et au moins une fois les années suivantes pour examiner et suivre le régime, ainsi que le faire évoluer le cas échéant.

Article 11
Modalités de révision et dénonciation

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Le présent accord peut être révisé et dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 11 (nouveau)
Modalités de révision et dénonciation

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC.

Le présent accord peut être révisé en tout ou partie conformément aux dispositions des articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 12
Dispositions particulières pour les TPE

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT.

Considérant le périmètre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires - IDCC 1517 - composé essentiellement de très petites entreprises, puisque 95 % des entreprises de la branche ont en effet un effectif inférieur à 10 salariés, et considérant par ailleurs le faible taux de couverture de ces entreprises en matière de prévoyance, les signataires du présent accord ont souhaité les accompagner en facilitant la mise en place d'un régime de couverture Prévoyance complémentaire (Incapacité, Invalidité, Décès) par le biais d'un accord de branche.

En application de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail.

Article 13

Durée et entrée en vigueur de l'accord

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT.

L'accord entrera en vigueur le lendemain du jour de la publication de l'arrêté d'extension, pour une durée indéterminée.

Article 14 (nouveau)

Mesures de publicité et dé dépôt

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire auprès des services du ministre chargé du travail et auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail.

Article 14 (nouveau)

Dépôt

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct. : devenu «Article 14 (nouveau)» applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du Ministre Chargé du travail.

Article 15

Extension

Mod. par Avenant n° 2, 4 juin 2024, étendu par arr. 25 sept. 2024, JO 8 oct., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT.

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Annexe 1 (d'origine) : Garantie prévoyance complémentaire

Garanties Décès	Garantie en fonction du Salaire de référence
Capital versé en cas de décès / IAD	
Tout assuré	140 %
Majoration par personne à charge	60 %

Garanties Décès	Garantie en fonction du Salaire de référence
Double effet	
Décès simultané ou postérieur du conjoint	100 % du capital ci-dessus
Frais d'obsèques	
Décès du salarié	Frais Réels limités à 100 % PMSS
Rente éducation (avec une rente minimale annuelle de 1 000 €)	
Jusqu'à 12 ans	5 %
12 à 18 ans	7,50 %
18 à 26 (si poursuite d'études)	10 %
Doublement pour orphelin de père et mère	
Viagère si enfant invalide	
Rente handicap	
viagère	500 Euros par mois
PMSS : Plafond mensuel de la Sécurité Sociale	
Garantie Arrêt de Travail	Garantie en fonction du Salaire de référence
Incapacité de travail	
Franchise	
Ancienneté > 1 an	relais maintien de salaire
Ancienneté < 1 an	90 jours continus
Prestations (y compris régimes obligatoires)	
Ancienneté > 1 an	70 %
Ancienneté < 1 an	70 %
Invalidité	
Prestations (y compris régimes obligatoires)	
1 ^{ère} catégorie Sécurité Sociale	42 %
2 nd ou 3 ^e catégorie Sécurité Sociale ou IPP >= 66 %	70 %

Annexe 1 (nouvelle) : Tableau des garanties - Prévoyance complémentaire - CDNA - applicable au 1^{er} janvier 2024

	Ensemble du personnel (en % du traitement de base) T1 + T2
<i>Capital Décès toutes causes</i>	
<i>Tout assuré quelle que soit sa situation familiale</i>	140 %
<i>Majoration par enfant à charge</i>	60 %
<i>Invalidité Absolue et Définitive toutes causes</i>	
<i>Versement par anticipation du capital Décès toutes causes</i>	100 % du capital Décès toutes causes
<i>Double effet</i>	

	Ensemble du personnel (en % du traitement de base) T1 + T2
En cas de décès du conjoint, simultané ou postérieur à celui de l'assuré, à condition qu'il reste au moins un enfant à charge du conjoint lors de son décès et initialement à la charge de l'assuré	100 % du capital Décès toutes causes
Frais d'obsèques	
En cas de décès de l'assuré	FR limités à 100 % PMSS
Rente éducation	En tout état de cause, le montant annuel de la rente ne peut être inférieur à 1 000 €.
Enfant jusqu'au 12 ^e anniversaire	5 %
Enfant du 12 ^e jusqu'au 18 ^e anniversaire	7,5 %
Enfant du 18 ^e jusqu'au 30 ^e anniversaire si poursuite d'études	10 %
Doublement pour orphelin des deux parents	Garanti
Rente handicap	
Viagère	500 € / mois
Incapacité de travail	
Franchise	
Ancienneté supérieure à 1 an	Relais du maintien de salaire (derniers droits)
Ancienneté inférieure à 1 an	90 jours continus
Indemnités journalières (sous déduction des indemnités journalières brutes de la Sécurité sociale)	
Ancienneté supérieure à 1 an	70 %
Ancienneté inférieure à 1 an	70 %
Invalidité (sous déduction de la pension d'invalidité brute de la Sécurité sociale)	
Rente d'invalidité 1 ^{re} catégorie	42 %
Rente d'invalidité 2 ^e et 3 ^e catégorie ou taux d'IPP supérieur ou égal à 66 %	70 %
FR : Frais réels PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité sociale, en vigueur au moment du décès Taux d'IPP : Taux d'Incapacité Permanente Partielle T1 : Tranche 1 (part de la rémunération entre le premier euro et une fois le Plafond Annuel de la Sécurité sociale). T2 : Tranche 2 (part de la rémunération entre un et quatre Plafonds Annuels de la Sécurité sociale).	

Emploi des seniors

Accord du 11 décembre 2015

[Étendu par arr. du 3 juin 2016, JO 11 juin, applicable à compter de sa signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;

SNCAO ;

CPGA ;

CS EDT ;

Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;

CSNEFBCM ;

FCSJPE ;

FNDMV ;

CSMM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération Nationale de l'Encadrement du Commerce et des Services CFE CGC ;

Fédération des Services CFDT.

Préambule

Conscient des enjeux de la mobilisation en faveur de l'emploi des salariés âgés dans notre pays, les signataires affirment leur attachement à la non-discrimination du fait de l'âge en matière de recrutement et d'évolution de carrière. Les salariés plus âgés possèdent une expérience, une maturité et ont acquis des compétences à valoriser, ils doivent devenir des interlocuteurs référents pour les jeunes générations, être incités et mis en situation pour transmettre au mieux leurs connaissances et leurs compétences aux plus jeunes.

Considérant que l'âge et l'expérience acquis sont une richesse pour la Branche et pour l'Entreprise qu'il faut préserver, les partenaires sociaux signataires du présent accord s'engagent notamment à favoriser l'emploi des salariés âgés.

Les signataires conviennent de maintenir les mesures adoptées dans le cadre de l'accord relatif à l'emploi des seniors du 1^{er} décembre 2009 arrivé à échéance le 31 décembre 2013.

Les entreprises de la branche sont incitées à développer des politiques et des pratiques favorables à la construction de parcours professionnels valorisants et qualifiants tout au long de la vie active.

Article 1 **Champ d'application - bénéficiaires**

Le champ d'application du présent accord est celui défini à l'article 1.1 de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517 - Brochure J.O. N° 3251).

Le présent accord s'applique dans toutes les entreprises de la branche, à l'exception des dispositions expressément applicables aux seules entreprises de 50 salariés et plus.

Les employeurs dont l'effectif est inférieur à 50 salariés sont encouragés à mettre en œuvre les dispositions du présent accord applicables aux seules entreprises de 50 salariés et plus dans la mesure où elles jugeront possible d'intégrer cette politique de ressources humaines dans leur entreprise.

Article 2 **Recrutement des salariés âgés dans l'entreprise**

Le recrutement étant un facteur de progression du taux de l'emploi des seniors, les signataires s'engagent à promouvoir l'emploi des seniors âgés de 50 ans et plus.

À cette fin, les entreprises de la branche :

— veilleront à ce qu'aucune mention précisant un critère d'âge ne figure dans leurs offres d'emploi ou propositions de mutations internes ;

— pourront recourir prioritairement, pour cette catégorie de personnel et particulièrement pour les personnes moins qualifiées, au contrat de professionnalisation ;

À cet effet, il est rappelé qu'un dispositif spécifique de prise en charge des contrats et périodes de professionnalisation senior est mis en œuvre dans la branche, les taux étant définis par la Section Professionnelle Paritaire.

Les entreprises de la branche sont invitées à consulter le conseiller en formation de l'OPCA désigné par la branche pour connaître les taux en vigueur au moment de la conclusion du contrat ou de la période de professionnalisation.

— pourront recourir également pour les personnes de plus de 57 ans en recherche d'emploi depuis plus de 3 mois ou bénéficiaires d'une convention de reclassement personnalisé au contrat à durée déterminée senior conformément au décret du 28 août 2006 (Articles L. 1242-3, D. 1242-2 et D. 1242-7 du Code du travail) afin de favoriser le retour à l'emploi des seniors et de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des droits supplémentaires en vue de la liquidation de leur retraite à taux plein.

Article 3 **Tutorat senior**

Les signataires rappellent que la branche a rendu obligatoire la désignation d'un tuteur pour chaque salarié en contrat ou en période de professionnalisation.

Les entreprises sont encouragées à favoriser l'accueil et l'accompagnement d'un salarié en contrat de professionnalisation ou d'un nouvel embauché pendant une période déterminée par un salarié expérimenté et volontaire de l'entreprise âgé de 45 ans ou plus.

Cette période est limitée le cas échéant :

- à la durée du contrat de professionnalisation,
- à la durée de la période d'essai et à son renouvellement éventuel,
- et, par dérogation à l'article 6 du chapitre XI «modalités d'organisation et de fonctionnement de la formation professionnelle tout au long de la vie» de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, à 3 salariés pour un tuteur âgé de 45 ans ou plus.

Les parties signataires considèrent que les connaissances et les compétences acquises par les collaborateurs les plus âgés et les plus expérimentés leur permettent d'une manière générale d'être plus à même de remplir ces missions. Elles rappellent que l'entreprise doit s'assurer de la compétence des tuteurs et veiller à leur formation éventuelle. Le tuteur peut être l'employeur lui-même ou un salarié de l'entreprise.

Les entreprises sont encouragées à mettre en place des formations tuteur pour permettre au tuteur d'assumer au mieux ses missions.

La liste des tuteurs (seniors ou non) sera communiquée pour information aux Institutions Représentatives du Personnel si elles existent dans l'entreprise.

Heures de décharge

L'employeur doit permettre au salarié tuteur de dégager sur son temps de travail le temps nécessaire pour l'exercice de la mission tutorale ; il en fixera les limites journalières ou hebdomadaires.

Article 4

Aménagement de fin de carrière et transition entre activité et retraite

L'amélioration des conditions de travail, la préservation de la santé au travail doivent être une priorité partagée par les employeurs et les salariés.

Les partenaires sociaux signataires du présent accord souhaitent tenir compte des modifications physiologiques et psychiques propre à chaque individu liées au vieillissement.

Les entreprises de la branche sont encouragées à s'appuyer sur toutes les ressources internes ou externes (CHSCT, Médecine du travail, CRAM, ARACT,...) pour identifier les risques d'usure professionnelle et à mettre en œuvre les solutions concrètes pour préserver et améliorer la santé au travail et réduire les facteurs de pénibilité au travail.

Article 5

Pénibilité et aménagement des horaires des collaborateurs de 55 ans et plus dans les entreprises de 50 salariés et plus

Ce paragraphe s'impose aux entreprises de 50 salariés et plus. Il est facultatif dans les autres entreprises de la branche qui sont encouragées à le mettre en œuvre

La durée journalière maximale du travail est fixée par les dispositions législatives et réglementaires à 10 heures par jour.

Dans les entreprises de 50 salariés et plus concernées par ces limites, à partir de 55 ans, le salarié qui en fera la demande pourra bénéficier d'une durée journalière maximale du travail n'excédant pas 9 heures.

Le travail de nuit est défini de 21 heures à 6 heures le matin. Les entreprises veilleront à ne pas imposer le travail de nuit aux salariés à partir de 55 ans.

Les salariés de plus de 55 ans seront prioritaires pour se voir proposer les postes à temps partiel disponibles dont la qualification serait identique.

Par ailleurs d'une manière générale, l'employeur doit planifier des tâches variées pour les salariés à partir de 55 ans, afin de limiter la pénibilité des différentes positions ergonomiques.

Le médecin du travail de chaque établissement devra être associé à tout aménagement du poste de travail. Les membres du CHSCT, s'ils existent, seront informés, une fois par an, des mesures réalisées en matière d'aménagement du poste de travail.

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur à la date de la publication de l'arrêté d'extension de l'accord générationnel signé le même jour par les partenaires sociaux.

Article 6

Départ à la retraite

Les signataires rappellent les dispositions de l'article 7 du chapitre VI «Rupture du contrat de travail» de la Convention Collective Nationale pour tous les salariés de la branche faisant valoir leur droit à la retraite : Le salarié totalisant au moins 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise bénéficiera, 6 mois avant son départ à la retraite, d'une réduction de son horaire de travail égale à 1 heure par jour, sans diminution de salaire. Pour le salarié travaillant à temps partiel, ce droit sera accordé prorata temporis.

À partir de 55 ans et plus, si l'entreprise, quel que soit son effectif, dispose d'un accès à Internet accessible sans perturber la bonne marche de l'entreprise, les signataires du présent accord invitent les entreprises à faciliter l'accès aux sites internet tels que le site www.info-retraite.fr groupement d'intérêt public (GIP Info Retraite) qui regroupe les organismes de retraite assurant la gestion des régimes légalement obligatoires ou le simulateur de retraite M@rel sur le site www.marel.fr.

Dispositions finales

Article 7 Égalité professionnelle et salariale

Les signataires rappellent aux entreprises les dispositions de l'article 6 du Chapitre I «Clauses Générales» de la Convention Collective Nationales des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517).

Article 8 Durée et entrée en vigueur du présent accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, il entre en vigueur à compter de sa signature.

Article 9 Dépôt et notification

À l'issue de la procédure de signatures, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

Article 10 Extension

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Pacte de responsabilité, emploi, égalité professionnelle et contrat de génération Accord du 11 décembre 2015

[Étendu par arr. du 3 juin 2016, JO 11 juin, applicable à compter de sa signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Syndicat National des Antiquaires Négociants en Objets d'Art, Tableaux Anciens et Modernes ;

SNCAO ;

CPGA ;

CS EDT ;

Fédération Française des Détaillants en Droguerie, Équipement du Foyer, Bazar et Section Arts de la Table & Cadeaux ;

CSNEFB CM ;

FCSJPE ;

FND MV ;

CSMM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente ;

Fédération Nationale de l'Encadrement du Commerce et des Services CFE CGC ;

Fédération des Services CFDT.

Dans le prolongement du relevé de conclusions interprofessionnel du 5 mars 2014, les partenaires sociaux de la branche des Commerces de Détail Non Alimentaires (CDNA) - Convention Collective Nationale IDCC 1517 - ont décidé d'ouvrir des discussions sur l'emploi, la formation et les actions à mettre en place pour apporter des solutions concrètes dans le cadre de la mise en œuvre du pacte de responsabilité et de solidarité.

L'objectif du pacte de responsabilité et de solidarité vise à restaurer la compétitivité des entreprises en prévoyant des contreparties en baisses de cotisations et d'impôts. En corollaire, et dans un esprit positif, les signataires font

de la mobilisation pour l'emploi dans la branche un objectif prioritaire pour pérenniser les emplois existants et de développer l'apprentissage et l'insertion des jeunes dans la branche.

Traduction du pacte de responsabilité dans la branche CDNA, le présent accord constitue une feuille de route pour les partenaires sociaux et détermine plusieurs axes supplémentaires venant compléter en parallèle les négociations paritaires, notamment salaires minima, complémentaire santé et formation professionnelle. Les signataires conviennent de mettre tout en œuvre pour atteindre des objectifs chiffrés en matière de maintien dans l'emploi et d'emploi des jeunes et des seniors, notamment en développant différents outils dont ils dressent l'inventaire dans le présent accord.

Diagnostic de l'emploi des secteurs couverts par la branche

En premier lieu, les signataires tiennent à établir les bases du diagnostic de l'emploi dans la branche sur lesquelles s'appuiera le suivi du présent accord. Ce diagnostic met en lumière le particularisme de la branche CDNA.

Il est rappelé, pour une meilleure compréhension de son environnement, que la branche du CDNA est essentiellement composée de très petites entreprises :

— 95 % des entreprises sont des TPE employant moins de 10 salariés

— 75 % sont des entreprises employant moins de 5 salariés

dont l'activité principale est le commerce de détail non alimentaire centré sur les produits suivants :

— maroquinerie et articles de voyage

— coutellerie

— arts de la table

— droguerie, commerces de couleurs et vernis

— équipement du foyer, bazars

— antiquités et brocante y compris les livres anciens de valeur

— galeries d'art (œuvres d'art)

— jeux, jouets, modélisme

— périnatalité

— instruments de musique

Les entreprises visées sont notamment répertoriées dans la nomenclature des activités et produits de l'INSEE aux rubriques suivantes :

47.19B «Autre commerce de détail en magasin non spécialisé» (surface inférieure à 2 500 m²)

47.52A «Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)

47.59B «Commerce de détail d'autres équipements du foyer»

47.65Z «Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé»

47.72B «Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage»

47.78C «Autres commerces de détail spécialisés divers»

47.79Z «Commerce de détail de biens d'occasion en magasin»

47.89Z «Autres commerces de détail sur éventaires et marchés»

Les principales sources statistiques

Dans le cadre des négociations paritaires, la branche s'appuie principalement sur les données du panorama de branche réalisé annuellement, à la demande de la CPNEFP, par l'Observatoire Prospectif du commerce/FORCO qui concernent les seules entreprises adhérant au FORCO dans le cadre de l'application de l'accord de branche ayant désigné cet OPCA.

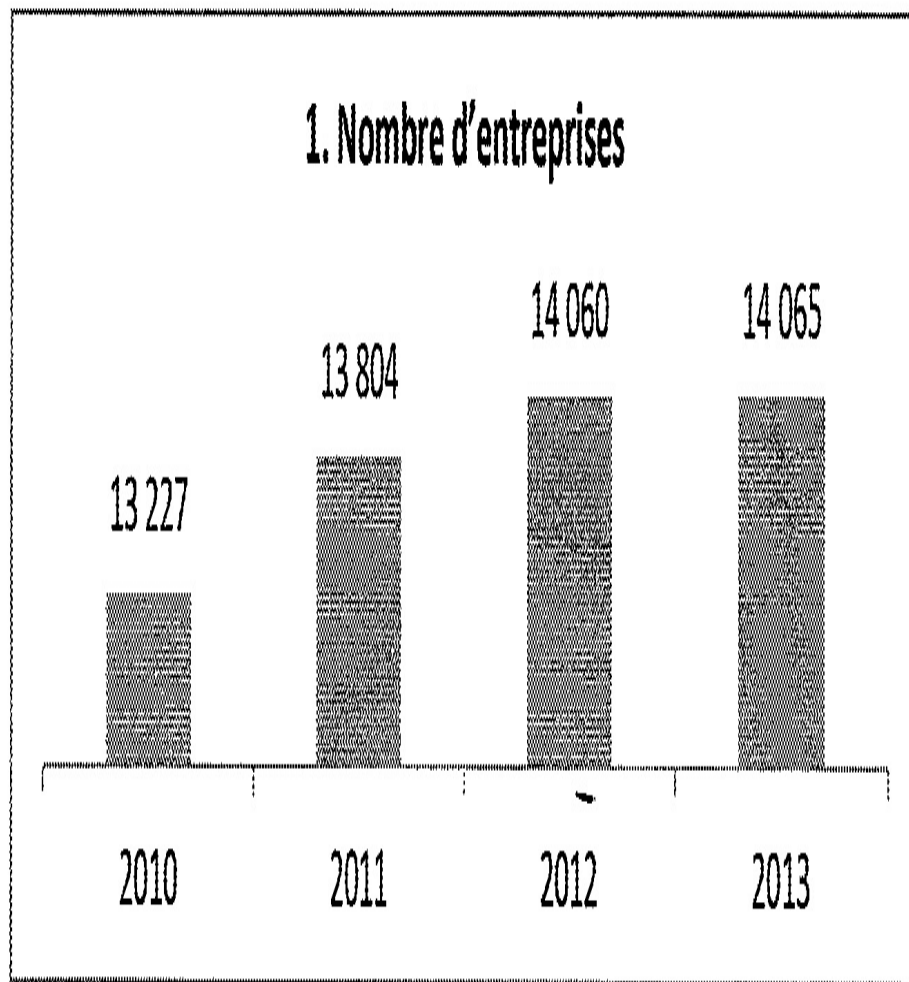
Cependant, dans le cadre du pacte de responsabilité, il est apparu nécessaire de prendre en compte également les sources de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares). Les statistiques de la DARES sont réalisées au niveau national et s'appuient sur les établissements appliquant la convention collective nationale IDCC 1517, sans prendre en compte les seuls codes NAF.

Article 1.1 Données FORCO

Chiffres clés sur 4 années : 2010 - 2011 - 2012 - 2013

Périmètre des données : Ensemble des entreprises de la branche adhérant au FORCO (OPCA de la branche)

Source : Indicateurs 1 à 4 : Fichier entreprises FORCO



Article 1.2
Données DARES

Les données sont issues des déclarations annuelles de données sociales (DADS) retraitées par l'Insee. Les données les plus récentes concernent la DADS données 2012 et apportent des éléments d'éclairage intéressants. Il apparaissait important pour les signataires de les consigner dans le présent accord.

Nombre de salariés au 31 décembre 2012	103 700
Nombre de salariés en équivalent-temps plein (ETP) en 2012	87 500
Nombre d'entreprises (IDCC principal)	19 420

Objectifs à atteindre dans le cadre du pacte de responsabilité

L'activité des commerces de détail représentés au sein de la branche ne permet pas un niveau d'intention d'embauches optimal. Au 1^{er} trimestre 2015, à peine plus de 5 % des entreprises envisagent de recruter au cours des prochains mois. Cet indicateur est nettement plus élevé au sein des plus grandes entreprises, 24 % contre 4 % au sein des entreprises de moins de 10 salariés.

Globalement, les signataires, compte tenu des indicateurs actuels, tablent, à périmètre constant, sur une augmentation des effectifs de l'ordre de 4 % d'ici trois ans et s'engagent à mettre en œuvre tout dispositif permettant aux entreprises de la branche d'atteindre l'objectif visé.

Pour ce faire, afin d'aider les entreprises des secteurs à maintenir et/ou accroître leurs effectifs, les signataires se fixent plusieurs objectifs qui font l'objet du déploiement d'outils et d'actions mis ou à mettre en œuvre et sont exposés dans les cinq volets ci-après.

Les signataires du présent accord tiennent à souligner que le panorama de la branche réalisé par l'Observatoire Prospectif du Commerce est indispensable à la négociation. Cependant, compte tenu des écarts importants entre les deux sources statistiques ci-dessus présentées, ils conviennent de la nécessité d'obtenir des indicateurs plus fins et dans ce but :

- de demander au FORCO de communiquer plus largement auprès des entreprises des secteurs pour optimiser l'application de l'accord désignant le FORCO comme seul OPCA de la branche ;
- d'adresser un courrier à différents OPCA afin de s'assurer qu'a minima les entreprises de moins de 10 salariés appliquant la convention collective IDCC 1517 sont bien redirigées vers l'OPCA désigné par leur branche pour le versement de la taxe de formation professionnelle dont elles sont redevables.

Outils et actions mis en œuvre - Volet 1 : Diagnostic économique des secteurs

Le diagnostic de l'emploi des secteurs posé, pour avancer dans le dialogue social et mobiliser tous les leviers pour stimuler l'emploi, les partenaires sociaux ont considéré qu'il était pertinent de partager des éléments de diagnostic sur la situation économique de l'ensemble des entreprises du champ d'application de la branche.

Les éléments conjoncturels actuellement disponibles ne couvrent pas la totalité des secteurs d'activité et empêchent d'avoir une vision globale au niveau de la branche de la situation économique des entreprises.

Ainsi, prenant acte du pacte de responsabilité, les signataires du présent accord conviennent de compléter le dialogue social permanent au sein de la branche par le développement du dialogue économique à partir de la mise en place d'un indicateur de conjoncture trimestriel permettant de suivre l'activité et les intentions d'embauche des secteurs du commerce de détail couverts par la branche.

Les indicateurs retenus pour ce «baromètre de conjoncture du CDNA» sont principalement :

- un volet économique (situation conjoncturelle, évolution du chiffre d'affaires des activités, fréquentation des points de vente, évolution du panier moyen, anticipations d'activité) ;
- un volet emploi : intentions de recrutement, recrutement effectifs, embauches pour le remplacement ou pour l'accroissement des effectifs...
- ponctuellement, un volet qualitatif sur un thème nécessaire à la négociation par exemple.

À l'issue de la première vague du baromètre de conjoncture de la branche, les partenaires sociaux conviennent d'analyser son impact sur la branche et de prévoir un calendrier de rencontre trimestrielle pour cette analyse.

Le baromètre national permettra, par ailleurs, d'enrichir la présentation des rapports et informations des entreprises de la branche concernées par l'obligation instaurée par la loi du 14 juin 2013 sur la sécurisation de l'emploi qui prévoit que chaque année, le comité d'entreprise soit informé et consulté en amont sur les orientations stratégiques.

À ce sujet, il est rappelé que :

- Depuis le 14 juin 2014, les entreprises d'au moins trois cents salariés doivent mettre en place une base de données économiques et sociales.
- À compter du 14 juin 2015, la mise en place de la base de données économiques et sociales doit être effective pour les entreprises de moins de trois cents salariés.

Le financement de la réalisation de ce baromètre de conjoncture sera assuré paritairement par l'APCDNA - Association Paritaire du Commerce de Détail Non Alimentaire - association mise en place pour le développement du dialogue social et le financement du paritarisme dans la branche gérée par les partenaires sociaux. Les signataires en font une condition à sa réalisation.

Outils et actions mis en œuvre - Volet 2 : Mobilisation pour l'emploi et la formation

1) Actualisation de la cartographie des métiers réalisée en 2006

Élément indispensable de la mobilisation pour l'emploi, les partenaires sociaux dans le cadre de la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ont mis en œuvre l'actualisation de la cartographie des métiers réalisée en 2006 en y intégrant un volet prospective et analytique.

La cartographie est un outil utile pour les entreprises de la branche, c'est aussi un moyen de communiquer sur les métiers et la formation auprès des jeunes publics, des enseignants et des acteurs favorisant l'insertion professionnelle des jeunes et des personnes sans emploi.

L'actualisation est pilotée par la CPNEFP et l'Observatoire Prospectif du Commerce au sein de l'OPCA de la branche.

2) Étude sur les comportements des consommateurs et leur impact sur les compétences des salariés

Les changements dans les modes d'arbitrage induisent de nécessaires évolutions dans la manière dont les commerçants doivent appréhender leur marché et adapter les compétences des salariés.

La formation professionnelle a pour vocation de développer les compétences des salariés au regard de leur adaptation aux besoins de l'entreprise.

Pour permettre cette adaptation, les partenaires sociaux décident de s'appuyer dans un premier temps sur l'enquête CREDOC réalisée en 2014 pour les organisations professionnelles de la branche ; dans le cadre de cette enquête, les partenaires sociaux ont validé le financement par l'Observatoire Prospectif du Commerce de la branche de focus métiers.

La présentation des premiers focus a été organisée au cours d'une matinée d'étude et d'échanges avec les membres de la CPNEFP, l'OPCA de branche, les chefs d'entreprises et responsables RH et des partenaires : «Comment adapter la stratégie de mon entreprise dans un secteur en mutation ?».

La restitution de cette étude a mis en avant les évolutions de la consommation. La CPNEFP est chargée de dégager des pistes d'actions adaptées aux entreprises des CDNA en vue d'améliorer leur compétitivité, la compétitivité passant par la formation des personnels.

La note de synthèse réalisée par le CREDOC est mise à la disposition des partenaires sociaux et des entreprises de la branche.

3) Transmission des savoirs

La pyramide des âges des dirigeants de magasins est très déséquilibrée. De nombreux commerçants sont proches de prendre leur retraite. Il apparaît primordial de favoriser la transmission du patrimoine et des connaissances.

Beaucoup d'expériences irremplaçables ont été accumulées parmi les seniors tant chefs d'entreprise que salariés. À un tel moment de la vie de l'entreprise, il faut organiser la transmission des connaissances vers les plus jeunes et rendre attractif les métiers du CDNA non seulement pour les futurs salariés mais également pour les futurs dirigeants d'entreprises commerciales.

Les signataires conviennent :

— d'aider les dirigeants à appréhender les différentes solutions à leur disposition en matière de formation et de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

et d'une manière générale, sur ce volet :

— d'étudier la mise en place d'une action collective de branche sur la reprise d'entreprise ;

— de définir des compétences clés «métiers» notamment identifiées par la nouvelle cartographie ;

— de communiquer très largement sur la cartographie auprès des nombreuses cellules d'accueil des jeunes en insertion ;

— de communiquer auprès des entreprises sur le principe du contrat de génération ;

— de maintenir les dispositions de l'accord senior signé dans la branche en 2009. Ces dispositions feront l'objet d'un accord de branche (Voir infra volet 4 senior).

4) Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE)

La Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) permet aux demandeurs d'emplois de trouver un emploi à l'issue d'une formation adaptée, préalablement dispensée en fonction du poste à pourvoir.

Les signataires réaffirment leur intérêt pour ce dispositif particulièrement adapté aux entreprises de la branche qui leur permet de trouver les compétences dont elles ont besoin.

75 stagiaires à la POE ont été enregistrés dans la branche CDNA en 2014 dont 63 % en Île de France, (source FORCO). Le prévisionnel a été fixé à 79 en 2015 par la Section Professionnelle Paritaire.

Afin de favoriser la POE et d'augmenter le nombre de bénéficiaires, les signataires conviennent de demander au FORCO la réalisation d'une plaquette de communication sur les différents acteurs de ce dispositif qui sera diffusée auprès des entreprises et des demandeurs d'emploi. Un bilan sera fait chaque année.

5) Développement d'une «Plateforme pour l'emploi»

Les signataires conviennent d'optimiser le reclassement du personnel licencié dans la branche dans le cadre des procédures portées à la connaissance de la Commission Paritaire de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP).

Une rubrique «reclassement du personnel» est actuellement en développement sur le portail du site patronal www.groupepedes10.org, et celui de différentes organisations professionnelles représentant les entreprises de la branche. Les signataires conviennent d'améliorer la visibilité de cette rubrique auprès des entreprises de la branche en lien avec le portail de l'Association Paritaire des Commerces de Détail Non Alimentaires www.apcdna.org.

6) Formation et insertion des jeunes dans l'emploi

Dans le cadre du suivi des fonds de la professionnalisation, les signataires conviennent d'étudier la mise en œuvre de taux de prise en charge des contrats de professionnalisation qualifiants attractifs pour les jeunes et les entreprises selon les priorités définies par la CPNEFP et la liste du Compte Personnel de Formation (CPF) de la branche.

Il sera communiqué très largement sur la cartographie réalisée en 2015 afin de valoriser les métiers couverts auprès des jeunes.

Les signataires reconnaissent par ailleurs les atouts que représente pour la branche la formation à distance notamment pour les très petites entreprises. Des actions expérimentales sont en cours d'élaboration dans plusieurs secteurs professionnels pouvant conduire à la mise en œuvre des titres professionnels ou d'un CQP métier par module. Ils en suivront attentivement le développement pour élargir cette expérimentation à tout ou partie des métiers de la branche.

7) Certificat de Qualification Interbranches

La CPNEFP a demandé au FORCO une étude d'opportunité sur la mise en œuvre du Certificat de Qualification Interbranches Vente Conseil en Magasin (VCM) pour le secteur «équipement du foyer/droguerie/bazar».

L'étude a fait ressortir que 80 % des vendeurs (ses) du secteur n'ont pas de qualification dans la vente/commerce, les entreprises privilégiant au recrutement les candidats ayant un fort intérêt pour le secteur d'activité, de bonnes aptitudes relationnelles, avec de préférence une première expérience dans la vente.

Près de deux tiers de ces salariés sans qualification dans le commerce affirmeraient être intéressés par une formation certifiante leur permettant la reconnaissance de leurs acquis.

Les partenaires sociaux ont considéré que le CQPI VCM pouvait être une certification complémentaire pour sécuriser les parcours professionnels des salariés en poste, sans diplôme via la reconnaissance de leurs compétences.

Grâce à son développement au niveau national, la délivrance du CQPI VCM contribuera à palier en partie au déficit de profils au recrutement. Cette certification sera accessible aux demandeurs d'emploi ayant exercé dans le commerce.

Le dispositif de certification a été validé le 16 juillet 2015 par la CPNEFP. Sa mise en œuvre est prévue en 2016.

Outils et actions mis en œuvre - Volet 3 : Mesures en faveur de l'égalité professionnelle hommes femmes

(Annulé et remplacé par Accord du 6 décembre 2023)

Il est rappelé que la branche du CDNA emploie un nombre important de femmes représentant selon les sources :

— Dares 61,2 %

— Forco 63 % (données comparables 2012)

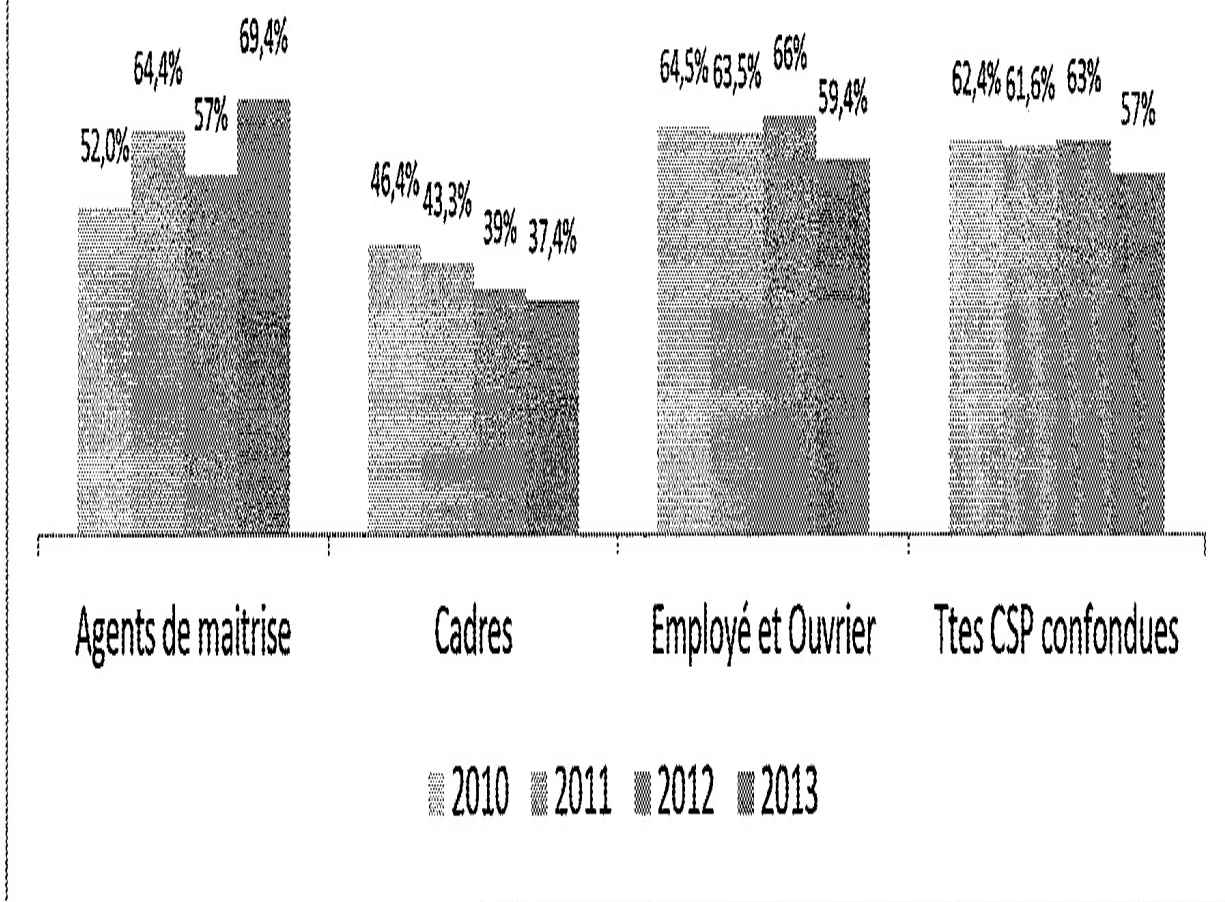
des effectifs salariés. La répartition des salariés selon leur sexe diffère suivant la filière métier, le poste ou le niveau hiérarchique des salariés.

Dans le cadre du suivi de l'Accord de branche du 7 juillet 2009 relatif à l'égalité professionnelle et salariale, les signataires ont constaté une amélioration de la proportion des femmes dans la catégorie agent de maîtrise, objectif qu'ils s'étaient fixé.

Ils décident de poursuivre ces efforts en proposant au sein de la CPNEFP les mesures adaptées selon les fonds qui pourront y être affectés pour augmenter cette proportion.

Evolution de la part des femmes selon la CSP

employés, agents de maîtrise et cadres - source enquête annuelle FORCO



Pour améliorer l'égalité professionnelle, les signataires souhaitent renseigner les entreprises sur l'état de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la branche, leur rappeler le cadre juridique dans lequel elles s'inscrivent et leur fournir des outils pour que l'accès des hommes et des femmes aux différents métiers, postes ou niveaux hiérarchiques puisse se faire de la manière la plus ouverte possible.

À cette fin, ils décident de faire réaliser par l'Observatoire Prospectif du Commerce une étude dont l'objectif est de mettre à la disposition des entreprises un outil en matière d'égalité professionnelle sous forme d'un guide pratique.

Le guide comprendra :

a) Le contexte (données quantitatives) de la branche

Les indicateurs clés seront issus des rapports annuels de branche et présentés sous forme d'infographie.

— **Données sociales / évolution des indicateurs depuis 2010 par sexe :**

— Répartition des salariés selon la nature des contrats

— Répartition des salariés selon le statut professionnel

-
- Répartition des salariés selon la durée du travail
 - Répartition des salariés selon l'ancienneté
 - Répartition des salariés selon l'âge des salariés
 - Promotions

— **Formations depuis 2010 par sexe :**

- Formations initiales
- Différents dispositifs de la professionnalisation
- Formations au titre du plan

b) Les obligations des entreprises

Le guide rappellera le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'action des entreprises.

c) Le Recensement des bonnes pratiques des entreprises

Afin de mesurer les bonnes pratiques des entreprises, un questionnaire sera envoyé aux entreprises sur les actions qu'elles mènent ou qu'elles envisagent de mener en faveur de l'égalité. Par exemple, sur les modalités de recrutement, les mesures d'aides en faveur de la gestion de la parentalité, l'accompagnement de la carrière, la mise en place d'actions de formation...

d) Une veille documentaire sur des entreprises ayant des exemples de pratiques d'égalité professionnelle innovantes. Les données recueillies par l'Observatoire seront suivies par la CPNEFP de la branche.

Outils et actions mis en œuvre - Volet 4 : Mesures en faveur des seniors

Les signataires conviennent de maintenir les mesures adoptées dans le cadre de l'accord relatif à la gestion professionnelle des emplois et des compétences, à l'emploi des seniors et à la sécurisation du 1^{er} décembre 2009 arrivé à échéance le 31 décembre 2013.

Le dispositif de ce volet générationnel fait l'objet d'un accord de branche signé le même jour. Les signataires en rappellent les principales dispositions qui prendront effet à compter de la parution de l'arrêté d'extension dudit accord.

1) Recrutement des salariés âgés dans l'entreprise

Le recrutement étant un facteur de progression du taux de l'emploi des seniors, les signataires s'engagent à promouvoir l'emploi des seniors âgés de 50 ans et plus.

À cette fin, les entreprises de la branche :

- veilleront à ce qu'aucune mention précisant un critère d'âge ne figure dans leurs offres d'emploi ou propositions de mutations internes ;
- pourront recourir prioritairement, pour cette catégorie de personnel et particulièrement pour les personnes moins qualifiées, au contrat de professionnalisation ;

À cet effet, il est rappelé qu'un dispositif spécifique de prise en charge des contrats et périodes de professionnalisation senior est mis en œuvre dans la branche, les taux étant définis par la Section Professionnelle Paritaire.

Les entreprises de la branche sont invitées à consulter le conseiller en formation de l'OPCA désigné par la branche pour connaître les taux en vigueur au moment de la conclusion du contrat ou de la période de professionnalisation.

- pourront recourir également pour les personnes de plus de 57 ans en recherche d'emploi depuis plus de 3 mois ou bénéficiaires d'une convention de reclassement personnalisé au contrat à durée déterminée senior conformément au décret du 28 août 2006 (Articles L. 1242-3, D. 1242-2 et D. 1242-7 du Code du travail) afin de favoriser le retour à l'emploi des seniors et de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des droits supplémentaires en vue de la liquidation de leur retraite à taux plein.

2) Tutorat senior

Les signataires rappellent que la branche a rendu obligatoire la désignation d'un tuteur pour chaque salarié en contrat ou en période de professionnalisation.

Les entreprises sont encouragées à favoriser l'accueil et l'accompagnement d'un salarié en contrat de professionnalisation ou d'un nouvel embauché pendant une période déterminée par un salarié expérimenté et volontaire de l'entreprise âgé de 45 ans ou plus.

Cette période est limitée le cas échéant :

- à la durée du contrat de professionnalisation,
- à la durée de la période d'essai et à son renouvellement éventuel,
- et, par dérogation à l'article 6 du chapitre XI «modalités d'organisation et de fonctionnement de la formation

professionnelle tout au long de la vie» de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, à 3 salariés pour un tuteur âgé de 45 ans ou plus.

Les parties signataires considèrent que les connaissances et les compétences acquises par les collaborateurs les plus âgés et les plus expérimentés leur permettent d'une manière générale d'être plus à même de remplir ces missions. Elles rappellent que l'entreprise doit s'assurer de la compétence des tuteurs et veiller à leur formation éventuelle. Le tuteur peut être l'employeur lui-même ou un salarié de l'entreprise.

Les entreprises sont encouragées à mettre en place des formations tuteur pour permettre au tuteur d'assumer au mieux ses missions.

La liste des tuteurs (seniors ou non) sera communiquée pour information aux Institutions Représentatives du Personnel si elles existent dans l'entreprise.

Heures de décharge

L'employeur doit permettre au salarié tuteur de dégager sur son temps de travail le temps nécessaire pour l'exercice de la mission tutorale ; il en fixera les limites journalières ou hebdomadaires.

3) Aménagement de fin de carrière et transition entre activité et retraite

L'amélioration des conditions de travail, la préservation de la santé au travail doivent être une priorité partagée par les employeurs et les salariés.

Les partenaires sociaux signataires du présent accord souhaitent tenir compte des modifications physiologiques et psychiques propre à chaque individu liées au vieillissement.

Les entreprises de la branche sont encouragées à s'appuyer sur toutes les ressources internes ou externes (CHSCT, Médecine du travail, CRAM, ARACT,...) pour identifier les risques d'usure professionnelle et à mettre en œuvre les solutions concrètes pour préserver et améliorer la santé au travail et réduire les facteurs de pénibilité au travail.

4) Pénibilité et aménagement des horaires des collaborateurs de 55 ans et plus dans les entreprises de 50 salariés et plus

Ce paragraphe s'impose aux entreprises de 50 salariés et plus. Il est facultatif dans les autres entreprises de la branche qui sont encouragées à le mettre en œuvre

La durée journalière maximale du travail est fixée par les dispositions législatives et réglementaires à 10 heures par jour.

Dans les entreprises de 50 salariés et plus concernées par ces limites, à partir de 55 ans, le salarié qui en fera la demande pourra bénéficier d'une durée journalière maximale du travail n'excédant pas 9 heures.

Le travail de nuit est défini de 21 heures à 6 heures le matin. Les entreprises veilleront à ne pas imposer le travail de nuit aux salariés à partir de 55 ans.

Les salariés de plus de 55 ans seront prioritaires pour se voir proposer les postes à temps partiel disponibles dont la qualification serait identique.

Par ailleurs d'une manière générale, l'employeur doit planifier des tâches variées pour les salariés à partir de 55 ans, afin de limiter la pénibilité des différentes positions ergonomiques.

Le médecin du travail de chaque établissement devra être associé à tout aménagement du poste de travail. Les membres du CHSCT, s'ils existent, seront informés, une fois par an, des mesures réalisées en matière d'aménagement du poste de travail.

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur à la date de la publication de l'arrêté d'extension de l'accord générationnel signé le même jour par les partenaires sociaux.

5) Départ à la retraite

Les signataires rappellent les dispositions de l'article 7 du chapitre VI «Rupture du contrat de travail» de la Convention Collective Nationale pour tous les salariés de la branche faisant valoir leur droit à la retraite : Le salarié totalisant au moins 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise bénéficiera, 6 mois avant son départ à la retraite, d'une réduction de son horaire de travail égale à 1 heure par jour, sans diminution de salaire. Pour le salarié travaillant à temps partiel, ce droit sera accordé prorata temporis.

À partir de 55 ans et plus, si l'entreprise, quel que soit son effectif, dispose d'un accès à Internet accessible sans perturber la bonne marche de l'entreprise, les signataires du présent accord invitent les entreprises à faciliter l'accès aux sites internet tels que le site www.info-retraite.fr groupement d'intérêt public (GIP Info Retraite) qui regroupe les organismes de retraite assurant la gestion des régimes légalement obligatoires ou le simulateur de retraite M@rel sur le site www.marel.fr.

Outils et actions mis en œuvre - Volet 5 : Apprentissage

Les signataires constatent que la branche ne dispose à ce jour d'aucune information sur la réalité de l'apprentissage dans les entreprises du CDNA.

À partir de 2016, dans le cadre de la réforme de l'apprentissage, l'entreprise n'aura plus qu'un seul interlocuteur pour la collecte de sa taxe, qu'elle aura choisi entre un organisme national (généralement son OPCA) et un organisme collecteur régional inter-consulaire.

La réforme de l'apprentissage doit permettre à la branche :

- d'avoir une connaissance de la situation de l'apprentissage dans les secteurs couverts par la convention collective nationale et de développer l'apprentissage plus adapté aux entreprises TPE de la branche ;
- d'investir dans les CFA désignés par les organisations professionnelles (11 métiers dans la branche)
- de suivre et de développer des outils en faveur de l'apprentissage dans les commerces de détail non alimentaires couverts par la branche.

Dans la mesure où l'OPCA désigné par la branche devient OCTA, les signataires demandent sa désignation en tant qu'OCTA de la branche CDNA afin de lui confier notamment une mission d'observatoire de l'apprentissage dans les secteurs couverts par la convention collective nationale IDCC 1517.

Compte tenu des effectifs de la branche, les signataires font de l'apprentissage une priorité à partir du présent accord.

Dispositions finales

Communication et suivi de l'accord

La branche professionnelle déploiera les outils nécessaires à l'information des entreprises sur l'ensemble des dispositifs nécessaires à l'amélioration de l'emploi et de la formation.

Les signataires conviennent d'assurer le suivi de cet accord au moins une fois par an à compter de la date de sa signature. Ils encouragent les entreprises à mettre tout en œuvre pour favoriser l'emploi, l'égalité professionnelle et la transmission des savoirs afin que cet accord atteigne ses objectifs.

Durée et entrée en vigueur du présent accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, il entre en vigueur à compter de sa signature.

Dépôt et notification

À l'issue de la procédure de signatures, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

Extension

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Accord du 6 décembre 2023

[Étendu par arr. 13 déc. 2024, JO 24 déc., applicable à compter du 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Les partenaires sociaux de la branche des commerces de détail non alimentaires ont toujours été attachés à favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et à améliorer la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale dans le cadre des clauses générales de la convention collective nationale et des différents accords négociés au sein de la branche.

À cet égard, les signataires rappellent qu'ils ont signé précédemment un accord le 7 juillet 2009 sur l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes, ainsi qu'un accord en date du 11 décembre 2015 relatif au pacte de responsabilité, à l'emploi, à l'égalité professionnelle et au contrat de génération qui a permis la réalisation d'un guide pratique (septembre 2016) issu d'une étude réalisée par l'Observatoire prospectif du commerce à leur demande.

Par ailleurs, il est rappelé l'existence de l'article 3 du chapitre I de la convention collective nationale relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et à l'égalité des salariés devant l'emploi.

Les partenaires sociaux réaffirment leur volonté de positionner l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes comme un axe de progrès et de vigilance continu, nécessaire et essentiel à une bonne gestion des ressources humaines.

Les entreprises, en s'engageant réellement et concrètement dans l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, développent leur performance économique et sociale, favorisent la créativité et l'innovation dans le travail, attirent les talents, favorisent une diversité de points de vue sur le travail et améliorent le bien-être en entreprise pour tous.

Le présent accord traduit la volonté des parties signataires d'assurer de manière concrète l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans tous les domaines professionnels. Il fixe non seulement des ambitions spécifiques en matière d'égalité professionnelle, mais aussi le principe d'une prise en compte systématique de cette question, quels que soient les sujets traités dans les négociations de branche.

L'efficacité de cet accord repose donc en grande partie sur l'engagement et l'implication permanents de tous les acteurs.

Les parties signataires souhaitent également insister sur la conciliation des différents temps de vie de l'ensemble des salariés. Cet équilibre doit être appréhendé de manière non discriminante, notamment en ce qui concerne les critères de disponibilité et de mobilité.

Les partenaires sociaux affirment par ailleurs leur engagement en matière de prévention et de lutte contre toute forme de violence au travail, contre le harcèlement sexuel et/ou moral, les agissements sexistes et outrages sexistes et sexuels.

Diagnostic

L'étude réalisée au dernier trimestre 2022 par la société XERFI Spécific (données 2021) a permis d'établir un diagnostic sur la situation comparée des femmes et des hommes dans les entreprises de la branche et de compléter les informations de l'INSEE et de France compétences. Ce document a été partagé en préalable à l'ouverture de cette négociation.

En 2022, la branche comptait 22 000 entreprises employeuses et 104 200 salariés (effectifs moyens annuels). 96 % des entreprises avaient moins de 11 salariés (source : France compétences, collecte Formation 2022).

Au 31 décembre 2021 :

- 60 % des salariés étaient des femmes ;
- 83 % des femmes avaient le statut d'employé/ouvrier (80 % des hommes) ;
- 7 % des femmes avaient le statut d'agent de maîtrise (6 % des hommes) ;
- 10 % des femmes avaient le statut de cadre (14 % des hommes).

La part des directeurs de magasins ou adjoints était plus importante chez les hommes (7 %) que chez les femmes (4,5 %).

La part des salariés à temps partiel était plus élevée pour les femmes (17,5 %) que pour les hommes (9 %).

En 2021, 10,5 % des femmes ont bénéficié de la formation professionnelle (contre 14,5 % des hommes). La durée de la formation a été, en moyenne, deux fois plus longue pour les hommes (10 jours) que pour les femmes (5 jours).

L'index moyen de l'égalité professionnelle pour les entreprises de plus de 50 salariés était de 90 points en 2022.

Au niveau national, à poste comparable (c'est-à-dire, la même profession exercée chez le même employeur), la différence de salaire en équivalent temps plein entre les femmes et les hommes était de 4,3 % en 2021 (Focus INSEE, 7 mars 2023).

C'est dans ce contexte que s'inscrit la négociation du présent accord.

Les dispositions du présent accord s'inscrivent dans le cadre de l'article L. 2232-5-1 du code du travail.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article L. 2253-1 du code du travail, l'égalité professionnelle est un domaine où l'accord de branche prime sur l'accord d'entreprise, sauf lorsque la convention d'entreprise assure des garanties au moins équivalentes. Cette équivalence des garanties s'apprécie par ensemble de garanties se rapportant à la même matière.

Les signataires du présent accord conviennent de mener une politique globale en matière d'égalité professionnelle et d'agir dans les domaines d'action suivants, sur lesquels il convient de porter une attention :

- l'égalité lors des recrutements ;
- l'égalité dans les parcours et les promotions professionnelles ;
- l'égalité dans l'accès à la formation professionnelle ;
- l'égalité dans les qualifications, les niveaux et les rémunérations effectives ;
- l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle ;
- les mesures liées à la parentalité ;
- la communication et la sensibilisation sur l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- le refus de toute violence physique ou psychologique, harcèlement moral et/ou sexuel, agissements et outrages sexistes.

Article 1er Champ d'application

Le présent accord a pour champ d'application celui défini par l'article 1er du chapitre I «Clauses générales» de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires (IDCC 1517).

Il s'applique à toutes les entreprises, quel que soit leur effectif.

Article 2 Portée du présent accord

Sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur du présent accord :

- l'accord national du 7 juillet 2009 relatif à l'égalité professionnelle et salariale ;
- l'accord du 11 décembre 2015 dans ses dispositions relatives à l'égalité professionnelle.

Article 3 L'égalité lors des recrutements

La branche des commerces de détail non alimentaires s'engage à ce que les processus de recrutement se déroulent dans les mêmes conditions et selon des critères de sélection objectifs et identiques entre les femmes et les hommes, sans discrimination.

En aucun cas, le sexe ou la situation de famille ne peut être un critère de sélection, quels que soient le type de contrat et la durée du travail du poste à pourvoir.

Bien évidemment, les parties signataires admettent que la parité doit être recherchée dans les recrutements internes ou externes, seulement si les candidatures permettent un choix, et si les postulants ont un niveau de compétences équivalent.

L'article L. 1131-2 du code du travail oblige les entreprises employant au moins 300 salariés à former les employés chargés des missions de recrutement à la non-discrimination à l'embauche au moins une fois tous les cinq ans. Les partenaires sociaux incitent toutes les entreprises de la branche, quel que soit leur effectif, à faire de même.

Les entreprises faisant appel à des cabinets de recrutement sont invitées à inclure dans le contrat qui les lie une clause relative à l'égalité professionnelle lors des recrutements, et tout spécifiquement pour les postes de cadre, dans l'objectif d'éviter les inégalités.

Au niveau de la branche, les partenaires sociaux ont réalisé en 2016 dans le cadre de l'Observatoire prospectif du commerce un guide pratique relatif à l'égalité femmes / hommes proposant des bonnes pratiques à mettre en œuvre dans l'optique de promouvoir des processus dénués de toute discrimination. Ce guide fera l'objet d'une mise à jour en 2024.

À l'occasion des recrutements, les entreprises doivent :

- veiller à une présentation asexuée des intitulés et des contenus des offres d'emplois ;
- décrire les postes en termes de compétences attendues, sans formulation discriminante ;
- utiliser des critères de recrutement objectifs, formalisés.

En termes de fonctionnement, les entreprises sont également invitées à :

- repérer les freins à l'accès des femmes ou des hommes à certains métiers (organisation du travail, conditions de travail...);
- développer les partenariats avec les écoles et les centres de formation pour faire découvrir les métiers;
- avoir des intervenants mixtes pour évaluer les candidats.

Il est préconisé de veiller à ce que le ratio des candidat(e)s reçu(e)s en entretien reflète le ratio femmes-hommes des candidatures déposées. Un état, selon le sexe, des candidatures reçues, des entretiens proposés et des recrutements effectués, peut être tenu afin d'assurer un suivi en la matière dans le respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles.

Dans toutes les entreprises, seront présentées annuellement aux représentants du personnel des statistiques retraçant la politique de recrutement. Les représentants du personnel pourront présenter des axes d'amélioration pour favoriser la diversité et l'égalité professionnelle.

Les membres de la CPNEFP pourront recommander des actions de formation sur la non-discrimination à l'embauche dans le catalogue de formation Click&Form de L'Opcommerce.

Article 4

L'égalité dans les parcours et les promotions professionnelles

L'égalité professionnelle ouvre des perspectives de mobilité professionnelle pour l'ensemble des salariés qui voient leur parcours de carrière s'élargir.

Les parcours et les promotions professionnels doivent se baser sur des critères objectifs tels que les qualités et aptitudes professionnelles de chaque salarié.

En aucune façon, le sexe du ou de la salarié(e), pas plus que sa situation de famille, ne doit entrer en considération dans l'octroi ou non d'une promotion.

L'exercice d'une activité à temps partiel ne doit pas s'opposer à la promotion à un poste de responsabilités. Ainsi, toute proposition d'exercice d'un poste, notamment d'encadrement dans le cadre d'un temps partiel, ne doit pas être un obstacle.

Pour atteindre cet objectif d'égalité dans les parcours et promotions professionnels, les entreprises doivent :

- veiller à l'égalité des promotions internes et contrôler la bonne application de ce principe dans le cadre d'une procédure de suivi mise en place dans l'entreprise ;
- assurer le maintien de la qualification des salarié(e)s après un congé de longue durée ;
- mettre en place un processus de promotion fondé sur des critères objectifs garantissant la non-discrimination ;
- fournir aux représentants du personnel et délégués syndicaux, lorsqu'ils existent, la répartition des classifications entre femmes et hommes dans le haut de la pyramide des classifications, de telle sorte que les éventuels écarts puissent être analysés ;
- dresser un état des lieux de la féminisation des instances de direction ;
- inscrire dans leur politique de gestion des compétences et dans leurs accords GEPP l'accès des femmes aux postes à responsabilité, en spécifiant les modalités de repérage des personnes souhaitant et pouvant évoluer, les éventuels parcours de formation associés, voire le mentorat et tutorat ;
- favoriser la qualification des postes les moins qualifiés ou rémunérés, en développant l'information sur la VAE et le bilan de compétence ;
- effectuer l'attribution des postes dans un souci de mixité en recrutant des femmes dans les secteurs où elles sont minoritaires, et en recrutant des hommes dans les secteurs où ils sont minoritaires.

La mixité dans la construction des parcours professionnels devra s'appuyer notamment sur les entretiens professionnels. L'entretien professionnel doit permettre d'identifier des leviers et solutions en matière de progression de carrière et encourager la prise de responsabilité.

Article 5

L'égalité d'accès dans la formation professionnelle

Les parties signataires considèrent que la formation constitue un investissement indispensable pour les entreprises et leurs salarié(e)s comme un droit ouvert équitablement à tous, femmes et hommes.

L'égalité dans l'accès à la formation professionnelle entre les femmes et les hommes doit être prise en compte lors de la détermination des priorités de la branche et de chaque entreprise, en matière de formation, par les partenaires sociaux.

Cette égalité, appliquée dès le plan de développement des compétences, doit amener les chefs d'entreprise, les managers et responsables des ressources humaines à être attentifs au recueil des besoins de formation des femmes pen-

dant les entretiens professionnels et annuels, et à sensibiliser les femmes et les hommes à la formation dans la gestion de leur carrière.

Pour atteindre cet objectif d'égalité dans l'accès à la formation professionnelle, les entreprises doivent :

- veiller à supprimer les freins à la formation que peuvent représenter les horaires, les déplacements, la fréquence des sessions de formation ;
- faciliter l'accès à la formation pour tous, par exemple en favorisant les formations sur site, les formations à distance et le tutorat ;
- prévoir un délai de prévenance obligatoire d'au moins 15 jours avant le début de toute formation nécessitant plusieurs jours d'absence, pour permettre aux salarié(e)s de s'organiser ;
- intégrer les formations nécessaires au passage d'un emploi à un autre lorsque les compétences requises sont nettement différentes ;
- favoriser la formation de l'encadrement et des professionnels des ressources humaines ou en charge du recrutement, ainsi que des chefs d'entreprise, à la mise en place de mesures propices à l'égalité professionnelle (en matière de recrutement, de management, etc.).

Une compensation devra être mise en place pour les salarié(e)s amené(e)s à engager des frais supplémentaires de garde afin de suivre une action de formation décidée par l'employeur, dans le respect des dispositions de l'article L. 6321-6 du code du travail.

Article 6

L'égalité dans les qualifications, les niveaux et les rémunérations effectives

Les parties signataires rappellent que le système de classification de la branche repose sur des critères classants, objectifs non sexués.

Il s'agit donc de faire la distinction entre, d'une part, le poste et sa définition incluant les qualifications et les compétences nécessaires pour le tenir et, d'autre part, la personne occupant le poste dont l'appréciation relève d'un jugement sur la qualité de sa contribution et de ses réalisations individuelles.

Il est constaté que dans les entreprises de la branche, le haut de la pyramide de la classification fait apparaître un écart substantiel dans la proportion des cadres femmes.

Pour atteindre un objectif d'égalité dans les qualifications, les niveaux et les rémunérations effectives, les entreprises doivent :

- veiller à l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un travail de valeur égale ;
- se fixer comme objectif de faire progresser au cours des prochaines années la proportion de femmes ou des hommes dans le haut de la pyramide de la classification, en cas de déséquilibre de la répartition entre les femmes et les hommes ;
- définir des objectifs de progression et les dispositions permettant d'encourager, le cas échéant, les candidatures féminines aux postes de responsabilités.

Les parties signataires recommandent aux entreprises de la branche dont les écarts de rémunération moyens entre les femmes et les hommes dépassent 5 % de réserver, lors des augmentations salariales, une enveloppe aux salarié(e)s du sexe ayant la plus basse moyenne afin de corriger cet écart dans le temps.

Il est rappelé par ailleurs que les avenants à la convention collective nationale portant revalorisation de la rémunération minimale comportent obligatoirement la clause suivante :

«Les parties signataires rappellent aux entreprises de la branche le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieures mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination. Les entreprises de la branche doivent mettre en œuvre les mesures de rattrapage tendant à remédier aux inégalités constatées en matière de conditions de travail et d'emploi.»

Article 7

L'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle

Les parties signataires incitent les entreprises à prendre des mesures visant à garantir une organisation du travail respectueuse tant des engagements et des aspirations personnelles des salarié(e)s que de leur vie familiale.

Afin de mieux articuler les temps de vie professionnels et personnels, les parties signataires incitent les entreprises

de la branche à prendre en considération les éléments suivants :

- organiser le travail en tenant compte autant que possible des impératifs familiaux des salarié(e)s, notamment dans l'attribution des jours de repos, et en respectant des délais de prévenance pour la gestion et la modification des plannings ;
- prendre en compte, dans la planification des horaires à l'année pour les entreprises qui pratiquent la modulation du temps de travail, les aspirations et contraintes des salarié(e)s ;
- limiter autant que possible les coupures de travail dans la journée pour tous les salarié(e)s ;
- favoriser la mise en place d'horaires de réunion adaptés, pour permettre à tous d'y participer sans pour autant augmenter les coupures de travail dans la journée ;
- favoriser l'articulation entre l'activité le soir, en fermeture des magasins, et l'exercice de responsabilités familiales des salarié(e)s ;
- favoriser la prise en compte de l'impact des technologies de l'information et de la communication dans la gestion du temps de travail, et notamment le droit à la déconnexion, afin de veiller à leur utilisation dans le respect de la vie personnelle et des temps de repos des salarié(e)s ;
- permettre une part de télétravail, dès lors que cela est compatible avec l'emploi et la qualification du ou de la salarié(e) ;
- rechercher des adaptations internes, locales ou par mutualisation interentreprises facilitant une conciliation entre l'activité professionnelle et la vie privée (crèches d'entreprise, aides aux dépenses de santé, conciergerie d'entreprise...).

Article 8 **Mesures liées à la parentalité**

Les parties signataires considèrent que le principe de conciliation des temps de vie professionnel et personnel doit aussi intégrer des mesures liées à la parentalité ou au projet de parentalité.

Conformément aux dispositions légales, l'employeur doit rappeler à sa salariée qu'elle bénéficie d'une autorisation d'absence rémunérée, assimilée à du temps de travail effectif, pour se rendre aux examens médicaux obligatoires prévus par l'article L. 2122-1 du code de la santé publique dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et des suites de l'accouchement, ainsi qu'aux actes médicaux nécessaires dans le parcours d'assistance médicale à la procréation, conformément à l'article L. 1225-16 du code du travail.

En vertu de ce même article, le conjoint salarié de la femme enceinte ou la personne salariée liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle, a la possibilité de bénéficier d'une autorisation d'absence pour se rendre à trois des examens médicaux obligatoires ou actes médicaux prévus par le code de la santé publique.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, il est rappelé que, si l'état de santé médicalement constaté de la salariée enceinte l'exige, celle-ci peut être affectée temporairement dans un autre emploi, à son initiative ou à celle de l'employeur. Il peut s'agir, selon les cas, soit d'une affectation temporaire dans un autre emploi mieux adapté, soit d'un aménagement de l'emploi ou du poste de travail prenant en compte les conditions physiques de la salariée enceinte. En cas de désaccord entre l'employeur et la salariée ou lorsque le changement intervient à l'initiative de l'employeur, seul le médecin du travail peut établir la nécessité médicale du changement d'emploi et l'aptitude de la salariée à occuper le nouvel emploi envisagé.

Il est rappelé aux entreprises qu'en vertu des dispositions législatives en vigueur au jour de la signature de l'accord, les salariées ayant eu un congé de maternité ou d'adoption :

- doivent bénéficier, à l'issue de celui-ci, des augmentations générales de salaires ainsi que de la moyenne des augmentations individuelles de l'entreprise perçues par les salariés relevant de la même catégorie professionnelle ou, à défaut, de la moyenne des augmentations individuelles dans l'entreprise ;
- ont droit, à l'issue de celui-ci, à leur congé payé annuel, quelle que soit la période de prise des congés payés retenue par l'employeur même si cette période fixée est expirée.

Afin d'atteindre et d'améliorer ces dispositifs liés à la parentalité, les entreprises doivent :

- rechercher les possibilités d'aménagement des horaires des femmes enceintes en fonction de leur spécificité et de leurs besoins.

Il est ici fait rappel des dispositions figurant déjà dans la convention collective au chapitre VIII, art. 3 : possibilité à partir du début du 5^e mois de grossesse pour la salariée disposant d'une ancienneté de plus d'un an d'arriver 1/4 d'heure plus tard le matin ou de partir 1/4 d'heure plus tôt le soir, sans perte de salaire ; possibilité à partir du 6^e mois de grossesse pour cette même salariée d'être autorisée à arriver 1/2 heure plus tard le matin et de partir 1/2 heure plus tôt le soir, la durée ne pouvant excéder 1 heure dans la journée. Pour les salariées ayant plus d'un an d'ancienneté et ayant travaillé moins de 4 heures dans la journée, la réduction horaire s'applique pour moitié, soit

1/4 d'heure au début de la période de travail et 1/4 d'heure en fin de période, sans pouvoir excéder 1/2 heure dans la journée. En outre, la salariée bénéficie d'une autorisation d'absence pour se rendre aux examens médicaux obligatoires dans les conditions prévues par l'article L. 2122-1 du code de la santé publique dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et des suites de l'accouchement. La salariée bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation dans les conditions prévues par le code de la santé publique bénéficie d'une autorisation d'absence pour les actes médicaux nécessaires. Ces absences n'entraînent aucune diminution de rémunération sur présentation d'un justificatif. Elles sont assimilées à une période de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi que pour les droits légaux ou conventionnels acquis par la salariée au titre de son ancienneté dans l'entreprise ;

— pour éviter la fatigue des trajets, mettre en place un système permettant d'aménager les horaires des futures mères et/ou de favoriser l'utilisation des nouvelles technologies afin de limiter les déplacements pouvant être source de perturbations ;

— pour permettre un maintien du lien professionnel entre les salarié(e)s bénéficiaires des congés liés à la parentalité (congé de maternité, d'adoption, de présence parentale, parental d'éducation) et l'entreprise, proposer aux salarié(e)s qui le souhaitent de leur adresser les informations générales communiquées à l'ensemble des salarié(e)s ;

— pour faciliter la reprise du travail des salarié(e)s notamment après une absence pour congé de maternité, d'adoption, de présence parentale ou pour congé parental d'éducation, systématiser la pratique des entretiens professionnels, conformément aux dispositions de l'article L. 6315-1 du code du travail, soit préalablement à la reprise d'activité, soit au plus tard dans les 2 mois qui suivent la reprise effective, afin de préciser l'orientation professionnelle de ces salarié(e)s (analyse des besoins de formation et d'accompagnement du ou de la salarié(e), proposition de formation) ;

Article 9

Communication et sensibilisation sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Prévention et lutte contre toute forme de violence au travail, harcèlement sexuel et/ou moral et contre les agissements sexistes et outrages sexistes et sexuels

Pour permettre une évolution des comportements au quotidien, les parties signataires estiment qu'il est nécessaire de mettre en place des actions de sensibilisation, de formation et de mobilisation des acteurs pour remettre en cause les pratiques et lutter contre les préjugés et les stéréotypes pouvant faire obstacle à l'égalité professionnelle.

Les partenaires sociaux rappellent que l'employeur, au titre de son obligation de sécurité de résultat, doit prévenir les agissements de harcèlement sexuel et/ou moral et les agissements sexistes et outrages sexistes et sexuels.

La branche demande aux entreprises en la matière de réagir rapidement lorsqu'elles ont connaissance de cas réels ou soupçonnés. L'employeur doit, lorsque de tels agissements sont portés à sa connaissance, diligenter une enquête en interne en entendant chacune des parties concernées, y mettre un terme et sanctionner les faits avérés.

Le règlement intérieur des entreprises de la branche doit rappeler les dispositions relatives au harcèlement moral et sexuel et aux agissements sexistes, conformément aux dispositions de l'article L. 1321-2 du code du travail.

Les entreprises d'au moins 250 salariés ont l'obligation en vertu de l'article L. 1153-5-1 du code du travail de désigner un référent chargé d'orienter, d'informer et d'accompagner les salariés en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes.

Le CSE doit par ailleurs désigner parmi ses membres un référent en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes en application de l'article L. 2314-1 du code du travail.

Article 10

Calcul et publication de l'index d'égalité professionnelle, obligation de négociation des entreprises, plans d'action

Les parties signataires rappellent que les entreprises d'au moins 50 salariés doivent calculer et publier, chaque année, un index de l'égalité femmes-hommes, comprenant des indicateurs définis aux articles D. 1142-2 et D. 1142-2-1 du code du travail.

Cet index est publié au plus tard le 1^{er} mars de l'année en cours, au titre de l'année précédente, sur le site internet de l'entreprise lorsqu'il en existe un. À défaut, il est porté à la connaissance des salarié(e)s par tout moyen. L'index de l'égalité femmes-hommes est également mis à disposition du CSE et transmis par télédéclaration à la DREETS.

Lorsque les résultats obtenus par l'entreprise se situent en deçà du niveau de 75 points fixé par l'article D. 1142-6 du code du travail, la négociation sur l'égalité professionnelle mentionnée au 2^o de l'article L. 2242-1 du code du travail doit également porter sur les mesures adéquates et pertinentes de correction et, le cas échéant, sur la programmation annuelle ou pluriannuelle de mesures financières de rattrapage salarial.

Dans ce cas, l'entreprise dispose d'un délai de 3 ans pour se mettre en conformité. À l'expiration de ce délai, si les résultats obtenus sont toujours en deçà de ce niveau, l'employeur pourra se voir appliquer une pénalité financière. En cas de résultats inférieurs à 85 points, les entreprises devront fixer et publier des objectifs de progression pour

chacun des indicateurs n'ayant pas obtenu la note maximale, conformément aux dispositions des articles L. 1142-9-1 et D. 1142-6-1 du code du travail.

Dans les entreprises où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives, l'employeur engage tous les ans (ou au moins une fois tous les quatre ans si un accord collectif portant sur la périodicité des négociations a été conclu) :

1 — une négociation sur la rémunération, notamment les salaires effectifs, le temps de travail et le partage de la valeur ajoutée dans l'entreprise ;

2 — une négociation sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, portant notamment sur les mesures visant à supprimer les écarts de rémunération, et la qualité de vie au travail.

En l'absence d'accord, l'employeur établit un plan d'action destiné à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'accord collectif ou, à défaut, le plan d'action fixe les objectifs de progression et les actions permettant de les atteindre portant sur au moins 3 des domaines d'action suivants pour les entreprises de moins de 300 salariés et sur au moins 4 de ces domaines pour les entreprises de 300 salariés et plus : l'embauche, la formation, la promotion professionnelle, les qualifications, la classification, les conditions de travail, les rémunérations effectives, l'articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la vie personnelle et familiale.

La rémunération effective est obligatoirement comprise dans les domaines d'action retenus par l'accord collectif ou, à défaut, le plan d'action.

Dans les entreprises d'au moins 50 salariés, le CSE est consulté de manière récurrente sur les orientations stratégiques de l'entreprise, la situation économique et financière de l'entreprise, la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi - et notamment l'égalité professionnelle sur les hommes et les femmes - dans des conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Par ailleurs, les consultations ponctuelles du CSE s'effectuent dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

Au cours de ces consultations, le comité est informé des conséquences environnementales de l'activité de l'entreprise.

L'ensemble des informations que l'employeur met à la disposition du CSE, qui serviront notamment dans le cadre de ces consultations, est rassemblé dans la base de données économiques, sociales et environnementales (BDESE).

Les parties signataires entendent par cet accord sensibiliser toutes les entreprises à l'égalité professionnelle, et leur donner des obligations de moyens et de résultats. Les partenaires sociaux signataires demandent donc aux entreprises de moins de 50 salariés de formuler des objectifs visant à l'égalité professionnelle et de prendre des mesures permettant de les atteindre.

Article 11

Dispositions particulières pour les TPE

Les parties signataires du présent accord considèrent qu'il n'y a pas de spécificités d'application dudit accord aux entreprises en fonction de leur taille. Étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent accord a un effectif inférieur à 50 salariés.

Pour cette raison, aucune stipulation particulière n'a été prise pour les entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 12

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et s'appliquera le 1^{er} jour du mois qui suivra la publication de son arrêté d'extension au Journal officiel de la République française.

Article 13

Révision et dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions de l'article 6 du chapitre XIV de la convention collective nationale.

IL pourra, également, être révisé conformément aux dispositions de l'article 5 du chapitre XIV de la convention collective nationale et conformément aux dispositions légales.

Article 14

Mesures de publicité et de dépôt

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire dont une version sur support

électronique auprès des services du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 du code du travail.

Article 15 **Extension**

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Modernisation du dialogue social et à la création des commissions paritaires dans la branche

Accord du 27 juin 2019

[Étendu par arr. 6 nov. 2020, JO 20 nov., applicable à compter de sa signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération des services CFDT ;

Fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

Fédération CSFV/CFTC.

Préambule

Les partenaires sociaux rappellent l'importance qu'ils accordent à la négociation collective, ainsi qu'à la loyauté et à la qualité des échanges.

Afin de poursuivre et renforcer le dialogue social au sein de la Branche des Commerces de détail non alimentaires, ils conviennent d'instituer, aux côtés des autres commissions paritaires nationales, une Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI), conformément aux dispositions de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Cet accord a pour finalité, dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de détail Non Alimentaire, notamment de mettre en place la commission permanente de négociation et d'interprétation s'agissant de la définition de ses missions et de ses modalités de fonctionnement.

Cette Commission, dont les prérogatives ne sont pas limitées à l'interprétation des conventions et accords; collectifs en cas de litige, constitue une véritable instance de gouvernance permettant à la Branche d'exercer les missions qui lui sont dévolues par les dispositions (égales et réglementaires).

Les partenaires sociaux formalisent le rôle et le fonctionnement des instances paritaires nationales de la Branche et mettent en place la CPPNI.

Le présent accord annule et remplace les dispositions de l'accord du 13 avril 2017.

Titre I **Dispositions générales**

Article 1 **Champ d'application**

Le champ d'application du présent accord est celui défini par l'article 1 du Chapitre I de la Convention Collective Nationale des Commerces de détail non alimentaires du 9 mai 2012 (CDNA-IDCC 1517).

Article 2 **Objet de l'accord**

Le présent accord a pour objet de poursuivre, de renforcer et de moderniser le dialogue social au sein de la Branche :

- d'une part, en formalisant le rôle et le fonctionnement des instances paritaires nationales de la Branche (Titre II),
- et d'autre part, en mettant en place la Commission Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI), régie par le Chapitre II du Titre II ci-dessous.

Titre II

Commissions paritaires nationales

Compte tenu de l'importance qu'ils confèrent au dialogue social, les partenaires sociaux de la Branche des Commerces de détail non alimentaires décident de fixer, dans le présent titre, le rôle, les missions et les règles de fonctionnement des Commissions Paritaires Nationales.

La Branche dispose :

- d'une Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) qui constitue l'instance de gouvernance de la Branche, au sein de laquelle se déroule l'ensemble des négociations paritaires nationales (Chapitre II du présent accord),
- d'une Commission nationale paritaire de conciliation (CPNC), dont les règles sont définies au chapitre III ci-dessous,
- d'une Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP) et d'une Section Paritaire Professionnelle régie par le Chapitre V ci-dessous.

Chapitre I

Dispositions communes à toutes les commissions

Article 3

Domiciliation des commissions paritaires nationales

Les Commissions Nationales Paritaires (CPPNI, CPNC, CPNEFP) sont domiciliées au siège social du CDNA, actuellement situé au 45 rue des Petites Ecuries - 75010 Paris.

La Section Paritaire Professionnelle est créée au sein de l'OPCO.

Article 4

Organisation des commissions paritaires nationales

Article 4-1

Présidence des Commissions

Tous les deux ans, les membres des différentes Commissions Nationales Paritaires choisissent parmi leurs membres un Président et un Vice-Président, chacun appartenant à un collège différent.

À chaque renouvellement, la répartition des postes se fait alternativement entre les organisations patronales et les Organisations syndicales de salariés.

Le ou la Président(e) anime les débats.

Article 4-2

Secrétariat des Commissions

Le secrétariat des Commissions Paritaires Nationales est assuré par le CDNA, actuellement situé au 45 rue des Petites Ecuries - 75010 Paris.

L'adresse courriel du secrétariat des commissions est la suivante : contact@cdna.pro.

Article 4-3

Participation aux Commissions Paritaires Nationales

Les salariés des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, appelés à participer aux réunions des Commissions Paritaires Nationales, de la Branche bénéficient d'une autorisation d'absence, pour participer à ces réunions, sans perte de rémunération.

Cette autorisation est subordonnée à l'information de l'employeur, par les salariés, au moins 5 jours ouvrés avant la date prévue de leur absence et à la production de leur convocation émanant soit de l'organisation syndicale qui les a désignés, soit de l'organisme ou de l'instance paritaire concerné.

Cette convocation indique la nature et l'objet de la réunion, sa date, son lieu et sa durée (demi-journée ou journée).

La participation des salariés à la réunion est attestée par la feuille de présence.

Ces salariés, désignés par une des organisations syndicales représentatives dans la Branche bénéficient, pendant toute la durée de leur mandat, de la protection conférée par l'article L 2411-1 du code du travail aux délégués syndicaux.

Article 4-4

Indemnisation des membres de la CPPNI

Les modalités de remboursement des frais et d'Indemnisation sont fixées par l'article 9 de la Convention Collective

Nationale des commerces de détail non alimentaires, à l'exception de l'article 9-4 a) qui est annulé et remplacé par les dispositions suivantes.

(Voir *Dispositions générales, Chap. I, art. 9-4 a)*)

Chapitre II

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI)

La Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) constitue l'instance de gouvernance de la Branche des commerces de détail non alimentaires au sein de laquelle se déroulent les négociations paritaires, nationales.

À ce titre, elle a pour mission :

- de définir, par la négociation, conformément aux dispositions légales en vigueur, les thèmes pour lesquels la branche a le monopole de la négociation c'est-à-dire les thèmes sur lesquels l'accord d'entreprise ne peut prévoir des dispositions moins favorables que les accords, avenants et/ou annexes de branche,
- de négocier les thèmes dévolus à la négociation de branche, que ce soit ceux rendus obligatoires par la loi, ou ceux sur lesquels les partenaires sociaux ont décidé que les accords d'entreprise ne pourraient pas être moins favorables que les dispositions conventionnelles (Convention Collective Nationale, accords, avenants et/ou ses annexes), à l'exception des domaines pour lesquels la loi confère à l'accord d'entreprise la primauté,
- de négocier les thèmes correspondant au 3^{ème} bloc pour lesquels la primauté est accordée à l'accord d'entreprise mais qui s'appliquent dans tous les cas où il n'existe pas d'accord d'entreprise, étant rappelé que la branche est composée en très forte majorité de TPE qui ne disposent ni du temps, ni des moyens nécessaires pour négocier des accords d'entreprise dans tous les champs concernés,
- de formuler un avis sur les difficultés d'interprétation et d'application de la Convention Collective Nationale des commerces de détail non alimentaires,
- de concilier, autant que faire se peut, les parties en litige sur l'application des textes conventionnels lorsqu'ils n'auront pas pu être réglés au sein de l'entreprise,
- de réguler la concurrence entre les entreprises relevant de son champ d'application,
- de représenter la Branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics,
- d'exercer un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi,
- d'établir un rapport annuel d'activité,

Pour mener à bien les missions dévolues à la CPPNI, les membres de la Commission peuvent se faire assister d'experts techniques.

Article 5

Composition de la CPPNI

La commission est composée de deux collèges :

- un collège des salariés comprenant un représentant titulaire de chacune des organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de la Convention Collective Nationale des Commerces de détail non alimentaires,
- un collège employeurs comprenant un nombre total de représentants égal à celui du collège salariés et désignés par la ou les organisations patronales représentatives.

À chaque titulaire correspond un membre suppléant désigné dans les mêmes conditions. Les membres suppléants participent aux réunions.

Article 6

LA CPPNI dans sa mission de négociation

En application de l'article L. 2261-19 du Code du travail, les membres de la Commission négocient et concluent les accords de branche ainsi que leurs avenants ou annexes.

Article 6-1

Mission de négociation paritaire nationale de la Commission

Article 6-1-1

Négociations de Branche

Les partenaires sociaux conviennent que dans sa mission de négociation, la CPPNI s'attache à remplir les missions dévolues à la branche professionnelle prévues à l'article L. 2232-5-1 du Code du travail.

Article 6-1-2

Négociations portant sur des accords types pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les membres de la CPPNI ont la possibilité d'ouvrir des négociations portant sur les accords types prévus par les dispositions de l'article L. 2232-10-1 du Code du travail.

Ces accords, types ont vocation à instituer des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés en indiquant les différents choix laissés à l'employeur.

En tout état de cause, la négociation et la signature des accords collectifs s'effectuent selon les modalités définies par les dispositions légales et réglementaires.

Article 6-2

Organisation de la CPPNI dans sa mission de négociation

Article 6-2-1

Calendrier des négociations

Au regard des obligations légales et des objectifs de négociation de la Branche des Commerces de détail non alimentaires, les partenaires sociaux établissent, une fois par an lors de la dernière réunion de l'année en cours, le calendrier prévisionnel des négociations paritaires pour l'année à venir.

Ce calendrier est défini dans les conditions prévues à l'article L. 2222-3 du Code du travail.

En vue de l'établissement de ce calendrier, chaque délégation communique à l'autre au moins 15 jours avant la date fixée pour la CPPNI, les thèmes de négociation qu'elle propose pour l'année considérée. Ces thèmes sont ensuite choisis et actés en séance.

En application des dispositions de l'article L. 2232-9 du Code du travail, la Commission se réunit au moins trois fois par an en vue des négociations de Branche annuelles, triennales et quinquennales prévues aux articles L. 2241-1 du Code du travail.

Les partenaires sociaux conviennent que des réunions supplémentaires peuvent être organisées à la demande écrite conjointe d'au moins deux organisations syndicales de salariés ou d'une organisation patronale, membres de la CPPNI. Dans ce cas, la Commission se réunit dans le mois qui suit la réception de la demande par le secrétariat de la CPPNI.

Article 6-2-2

Ordre du jour des réunions

L'ordre du jour des réunions est fixé par les membres de la CPPNI, à l'issue de la réunion paritaire de négociation précédente et ce, en cohérence avec le calendrier prévisionnel visé à l'article 6-2-1 du présent accord. Le cas échéant, il peut être complété en cas de nécessité notamment liée à l'agenda social ou à de nouvelles dispositions légales et/ou réglementaires.

Article 6-2-3

Convocation aux réunions

Pour chaque réunion de négociation de la CPPNI, quinze jours au moins avant la date fixée pour la CPPNI, le secrétariat adresse une convocation par courriel ou par tout autre moyen, à chaque membre de la Commission.

Les documents de travail, s'ils ne sont pas joints à la convocation, devront être adressés à chacun des membres de la CPPNI, au plus tard 10 jours avant la réunion.

Article 6-2-4

Décisions de la CPPNI dans sa mission de négociation

Les décisions de la CPPNI sont prises selon les règles majoritaires telles que définies par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Les accords doivent être signés d'une part, par les organisations patronales représentatives dans la branche et d'autre part par les organisations syndicales représentatives dans la branche dans les conditions des articles L. 2231-9 et L. 2232-6 du code du travail.

Article 6-2-5

Relevé de décisions ou compte rendu des réunions

Avant chaque réunion de la Commission, les partenaires sociaux décident si la réunion de négociation de la CPPNI donne lieu à la rédaction d'un relevé de décisions ou d'un compte rendu par le secrétariat de la Commission.

Article 7

LA CPPNI dans sa mission d'interprétation

Lorsqu'elle est saisie conformément aux dispositions prévues aux articles 7-2-1 et 7-2-2 du présent accord, la CPPNI

a compétence pour émettre des avis d'interprétation de la convention Collective Nationale des Commerces de détail non alimentaires, de ses avenants et annexes ou d'un accord collectif, dans les conditions définies ci-après.

Article 7-1

Mission d'interprétation de la Commission

Article 7-1-1

Avis d'interprétation d'une disposition conventionnelle

Dans sa mission d'interprétation, la CPPNI est chargée de résoudre les difficultés d'interprétation nées de l'application des textes conventionnels ou des accords collectifs.

Article 7-1-2

Avis d'interprétation à la demande d'une juridiction

Conformément à l'article L. 2232-9 I du Code du travail, la CPPNI peut rendre un avis à la demande d'une juridiction judiciaire, sur l'interprétation d'une ou plusieurs dispositions conventionnelles, y compris les avenants et annexes, ou d'un accord collectif présentant une difficulté sérieuse et se posant dans de nombreux litiges, dans les conditions mentionnées à l'article L 441-1 du Code de l'organisation judiciaire.

Article 7-2

Fonctionnement de la Commission

Article 7-2-1

Présentation des demandes

Pour toute demande d'interprétation, la GPPNI doit être saisie par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au secrétariat de la Commission.

À réception de la demande, les membres de la CPPNI auront la possibilité de solliciter toutes pièces nécessaires à l'instruction de la demande. Dans ce cas, le secrétariat adresse, par courriel ou par tout autre moyen, la liste des éléments complémentaires à communiquer à la CPPNI.

Article 7-2-2

Modalités de saisine

Dans le cadre de sa mission d'interprétation, la CPPNI peut être saisie :

- à l'initiative de l'un de ses membres,
- à l'initiative d'une organisation syndicale ou d'une organisation patronale
- directement par, salarié du plusieurs salariés relevant du champ d'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de détails non alimentaires,
- directement par un employeur relevant du champ d'application, de la Convention Collective Nationale des Commerces de détails non alimentaires,
- par une juridiction de l'ordre judiciaire dans le cadre de l'article L 441-1 du Code de l'organisation judiciaire.

La CPPNI se réunit, dans la mesure du possible, dans le mois qui suit la réception de la demande dont elle est saisie, à l'exception d'un délai plus court imparti en cas de saisine émanant d'une juridiction. À défaut, elle se réunit au plus tard dans les 2 mois suivant la réception de la demande.

Article 7-2-3

Désignation des membres de la CPPNI dans sa mission d'interprétation

Dans la mesure du possible, les partenaires sociaux conviennent que les membres de la CPPNI siégeant en commission d'interprétation doivent être désignés en fonction de leur connaissance du sujet faisant l'objet de la saisine de la Commission.

Dans tous les cas, un membre de la CPPNI ne pourra pas siéger lorsqu'il aura un lien professionnel direct ou indirect avec l'entreprise qui a saisi la commission d'interprétation.

Article 7-2-4

Convocation

Les membres de la GPPNI sont convoqués par le secrétariat au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion par courriel ou par tout autre moyen.

La convocation comprend :

- la date, le lieu et l'heure de la réunion,
- l'ordre du jour fixé par le Président et le Vice-Président,

— le dossier de demandé d'interprétation.

Article 7-2-5

Décisions de la CPPNI dans sa mission d'interprétation

La commission rend ses avis dans les conditions suivantes :

— L'avis d'interprétation est adopté s'il est signé d'une part par les organisations patronales représentatives dans la branche et d'autre part par les organisations syndicales représentatives dans la branche dans les conditions des articles L. 2231-9 et L. 2232-6 du code du travail.

Dans cette hypothèse, l'avis vaut avenant interprétatif et aura la même valeur contractuelle qu'un texte conventionnel. Il sera alors soumis à la procédure d'extension et annexé à la convention collective.

— À défaut d'avis, adopte dans les conditions ci-dessus, la commission sera réputée être dans l'impossibilité de rendre un avis d'Interprétation. Un procès-verbal de désaccord faisant état de la position de chaque collège (patronal et salarial) sera alors rédigé sur le sujet.

Ces règles s'appliquent à toutes les situations de saisine de la Commission d'interprétation.

Article 7-2-6

Rédaction et notification de l'avis d'interprétation

L'avis d'interprétation devra être établi par la Commission, conformément à la décision arrêtée. Ce dernier sera notifié, par le secrétariat, dans le délai d'un mois suivant la réunion au cours de laquelle il a été pris :

— à l'auteur de la saisine,

— à l'ensemble des organisations syndicales et patronale(s) représentatives au sein de la Branche.

En application des dispositions de l'article L 441-1 du Code de l'organisation judiciaire, les avis d'interprétation pourront être transmis au juge à sa demande.

Article 8

Autres missions de la CPPNI

Article 8-1

Missions d'intérêt général de la CPPNI

Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-9 du Code du travail, la CPPNI exerce également, dans son champ d'application, des missions d'intérêt général.

Elle représente la Branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics.

Elle exerce un rôle prépondérant en matière de veille sur les conditions de travail et l'emploi des salariés des commerces de détail non alimentaires. À ce titre, les membres de la CPPNI sont informés, des travaux de la Commission nationale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (CPNEFP) de la Branche.

Article 8-2

Rapport annuel d'activité

En application de l'Article L. 2232-9 3° du Code du travail, la CPPNI établit, tous les ans, un rapport d'activité sur la base d'un projet rédigé par le Secrétariat de la Commission.

Ce rapport annuel comprend :

— un bilan des accords collectifs d'entreprise dans les conditions prévues à l'article 8-3 du présent accord,

— une étude des éventuels impacts de ces accords sur les conditions de travail des salariés de la Branche et sur la concurrence entre les entreprises de la Branche,

— les éventuelles recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées.

Ce rapport sera transmis par le secrétariat de la Commission au Ministère du travail et versé dans la base de données nationale prévue à l'Article L. 2231-5-1 du Code du travail. Tout changement d'adresse éventuel devra être notifié par le secrétariat de la CPPNI au Ministère du travail.

Article 8-3

Observatoire paritaire de la négociation collective

Article 8-3-1

Missions de l'observatoire paritaire

La CPPNI exerce les missions de l'observatoire paritaire prévu l'article L. 2232-10 du Code du travail.

Cet observatoire est chargé d'établir, une fois par an, un bilan quantitatif et qualitatif de la négociation collective d'entreprise ou d'établissement relevant du champ d'application de la Convention Collective Nationale.

Ce bilan, réalisé par thèmes de négociation et par tailles d'entreprise, est présenté à la CPPNI.

Article 8-3-2

Communication obligatoire des accords d'entreprise ou d'établissement à la CPPNI

Le bilan de la négociation collective d'entreprise ou d'établissement sert à réaliser le rapport annuel d'activité de la GPPNI.

À ce titre, les entreprises entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de détail non alimentaires sont tenues de communiquer, à la CPPNI, les accords qu'elles ont conclus dans le cadre du Titre II, des Chapitres I et III du Titre III et des Titres IV et V du Livre I de la 3^{ème} partie du Code du travail. La communication de ces accords, signés et rendus anonymes, doit être effectuée par la partie la plus diligente par courriel à l'adresse du secrétariat de la Commission figurant à l'article 5-2 du présent accord. L'envoi doit être accompagné :

- d'une fiche de dépôt de l'accord figurant en annexe du présent accord,
- d'une version de l'accord signé par les parties en format PDF,
- et d'une version de l'accord signé en format WORD.

Dès réception, le secrétariat accuse réception des conventions et accords transmis, puis les adresse à chaque membre de la CPPNI,

Chapitre III

Commission paritaire nationale de conciliation (CPNC)

Article 9

Attributions de la CPNC

La CPPNI peut être saisie d'une demande de conciliation par un salarié ou un employeur de la Branche pour tenter de concilier les parties sur un litige les opposant concernant l'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de détail non alimentaires, d'un de ses accords, avenants et/ou annexes, et que ce dernier n'a pu être réglé au niveau de l'entreprise.

Article 10

Fonctionnement de la CPNC

Article 10-1

Présentation de la demande et modalités de saisine

La Commission Paritaire Nationale de Conciliation (CPNC) peut être saisie par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au secrétariat de la Commission.

La demande de saisine doit être motivée et préciser l'objet et l'historique du différend.

La CPNC se réunit, au plus tard, dans les deux mois qui suivent la réception de la demande de saisine.

Article 10-2

Composition de la CPNC

La commission est composée de deux collèges :

- un collège des salariés comprenant un représentant titulaire de chacune des organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de la Convention Collective Nationale des Commerces de détail non alimentaires,
- un collège employeurs comprenant un nombre total de représentants égal à celui du collège salariés et désignés par la ou les organisations patronales représentatives.

À chaque titulaire correspond un membre suppléant désigné dans les mêmes conditions. Les membres suppléants participent aux réunions.

Un membre salarié ou employeur ne peut siéger à une réunion ayant à examiner un différend dans lequel son entreprise est partie, il doit alors se faire remplacer.

Les organisations syndicales et patronales communiquent, au secrétariat de la CPNC, les coordonnées complètes de leurs représentants.

En cas de changement dans leur délégation, les organisations concernées en informent le secrétariat de la Commission dans les meilleurs délais.

Article 10-3 Convocation

Les membres de la Commission sont convoqués par le secrétariat au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion par courriel ou par tout autre moyen.

La convocation, adressée aux représentants désignés conformément à l'article 10-2 du présent accord, comprend :

- la date, le lieu et l'heure de la réunion,
- l'ordre du jour fixé par le Président et le Vice-Président,
- le dossier de demande de conciliation.

Article 10-4 Décisions

Article 10-4-1

Présence des parties au litige à la réunion de conciliation

Avant toute délibération, la Commission reçoit chaque partie au litige afin d'une part, de recueillir leurs explications et d'autre part, de poser ses questions. Elles peuvent être assistées de toute personne de leur choix.

À défaut de pouvoir se présenter à la réunion de conciliation, la Commission demande à chaque partie leurs observations écrites dans un délai raisonnable qui devront être envoyées par courrier avec accusé réception conformément au calendrier fixé par la Commission. Les observations écrites devront être adressées à l'ensemble des parties intéressées au litige dans les mêmes formes.

Chaque partie pourra répondre, dans les mêmes formes, aux premières observations écrites conformément au calendrier fixé par la Commission,

Toute observation parvenue hors délai, le cachet de la poste faisant foi, sera écartée des débats.

À défaut de présentation à la réunion de conciliation et à défaut de présentation d'observations écrites d'une des parties dans les délais prévus, le cachet de la poste faisant foi, la commission considérera que la partie refuse de participer à la tentative de conciliation.

Le refus d'une des parties au litige de participer à la réunion de conciliation n'empêche pas la Commission de statuer».

Article 10-4-2 Conciliation des parties

Lorsqu'un accord est intervenu devant la commission paritaire nationale de conciliation, un procès-verbal en est dressé sur le champ. Il est signé des membres de la commission ainsi que des parties au conflit. Le procès-verbal est notifié sans délai aux parties, par le secrétariat de la CPPNI.

Article 10-4-3 Échec de la conciliation

Si les parties ne se mettent, pas d'accord sur tout ou partie du litige, un procès-verbal de non conciliation précisant les points sur lesquels le différend persiste est aussitôt dressé. Il est signé des membres présents de la commission ainsi que des parties concernées.

Article 10-4-4 Notification et conservation des décisions, rendue par la CPNC

Le secrétariat de la CPNC notifie ces décisions à chacune des parties par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de 8 jours ouvrés.

Les conciliations et décisions rendues par la CPNC sont conservées par le Secrétariat qui les tient à la disposition des membres de la CPPNI.

Article 10-5 Compte-rendu de la Commission Paritaire Nationale de Conciliation CPNC

À l'issue de chaque réunion, un compte rendu est établi par le secrétariat de la Commission, puis adressé à chaque membre.

Chapitre IV Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle

(CPNEFP)

Conformément aux dispositions définies par les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur, la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP) procède à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle dans la Branche des Commerces de détail non alimentaires.

Article 11 Missions

La CPNEFP a pour mission générale de promouvoir la formation professionnelle en liaison avec l'évolution de l'emploi dans la Branche des Commerces de détail non Alimentaires.

Article 11-1 Missions de la CPNEFP en matière d'emploi

La CPNEFP permet l'information réciproque des organisations signataires sur la situation de l'emploi dans la Branche.

Elle a également un rôle d'étude des emplois de la Branche de leur évolution et en particulier :

- L'analyse de la structure des emplois,
- L'analyse de l'évolution des qualifications en fonction notamment de l'évolution des technologies :
 - Analyse de l'adéquation des formations existantes aux besoins des entreprises
 - Analyse des flux d'emploi et contribution à leur régulation en vue de prévenir, ou, à défaut, de corriger, les déséquilibres entre l'offre et la demande.

Elle contribue à l'insertion professionnelle des jeunes et au maintien dans l'emploi.

Article 11-2 Missions de la CPNEFP en matière de formation

La CPNEFP définit la politique de formation de la Branche, adaptée aux besoins des salariés et des entreprises et en fixe les priorités et les orientations, notamment au regard des informations issues de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Pour ce faire, la Commission :

- Met en œuvre une politique de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC). Dans ce cadre, avec l'appui de l'opérateur de compétences qu'ils ont désigné, les partenaires sociaux de la Branche pourront définir des actions pour accompagner les TPE/PME dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle et faciliter l'accès à la formation des salariés de ces entreprises
- Fixe les grandes orientations en matière de formation professionnelle et d'alternance, qui seront mises en œuvre par l'opérateur de compétences dont relève la Branche
- S'assure de la mise en œuvre effective des priorités et orientations définies
- Met à disposition des chefs d'entreprise et des institutions représentatives du personnel les résultats des études menées au sein de la Branche ainsi que les conclusions et les recommandations formulées par la CPNEFP en matière de priorités de formation professionnelle et d'alternance
- Suit les accords conclus à l'issue de la négociation triennale sur les orientations, les objectifs et les moyens de la formation professionnelle.

La CPNEFP Intervient notamment :

- a** — Dans la co-construction des certifications adaptées aux besoins des salariés et des entreprises des Commerces de détail non alimentaires
- b** — En matière de formation initiale et de validation des acquis de l'expérience (VAE) en participant :
 - À la définition des formations professionnelles ou techniques spécifiques à la Branche
 - À la politique de la Branche pour la formation des formateurs et l'accueil des stagiaires en entreprises, y compris la politique en matière de tutorat
 - À des jurys nationaux de délivrance de titres et diplômes.
- c** — En participant la définition des formations de reconversion souhaitées par la Branche.
- d** — En matière de formation en alternance (apprentissage, contrats de professionnalisation, Promotion et reconversion par l'Alternance (ProA), etc.) :
 - En contribuant à la définition des priorités de la Branche dans ces domaines
 - En déterminant des niveaux de prises en charge, des contrats d'apprentissage et des contrats de profession-

nalisation en fonction notamment du niveau de qualification et du type de certification professionnelle,

e — En contribuant à, l'étude des moyens de formation, de perfectionnement et de réadaptation professionnelle existant pour les différents niveaux de qualification ou à créer (Exemples : Promotion ou reconversion par l'Alternance (ProA), projet de transition professionnelle).

Article 11-3

Missions de la CPNEFP en matière d'observatoire prospectif des métiers et des qualifications

La CPNEFP est chargée d'élaborer la liste des travaux à réaliser et d'examiner les résultats obtenus par l'Observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications.

Article 12

Composition de la commission

La CPNEFP est composée comme suit :

— Un collège salarial comprenant un nombre égal de représentants (un titulaire et un suppléant de chacune des organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national)

— Un collège employeur comprenant un nombre de représentants égal à celui du collège salarial.

Tous les 2 ans, la Commission choisit parmi ses membres :

— Un Président

— Et un Vice-Président.

Chacun appartient à un collège différent. L'un est désigné par le collège des employeurs, l'autre par le collège des salariés.

La Présidence est assurée alternativement par chaque collège pour une durée de 2 ans, le collège qui n'a pas la Présidence assumant la Vice-Présidence.

Le collège qui détient la Présidence de la Commission détient la Vice-Présidence de la Section Professionnelle Paritaire (SPP) prévue au Chapitre V du présent accord.

À chaque renouvellement, la répartition des postes s'effectue alternativement et paritairement entre les organisations patronales et les organisations syndicales de salariés,

Article 13

Fonctionnement de la commission

Article 13-1

Convocation des membres et participation aux réunions

La CPNEFP se réunit au moins trois fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le ou la Président(e) et le ou la Vice-Président(e).

Des réunions exceptionnelles peuvent être fixées à l'initiative :

— Soit du ou de la Président(e),

— Soit d'au moins trois organisations membres de la CPNEFP. Dans ce cas, le ou la Président(e) prend acte de la demande et fait établir la convocation sur l'ordre du jour proposé par les auteurs de la demande.

Les titulaires et les suppléants peuvent participer aux réunions.

La convocation est adressée au moins 15 jours à l'avance. Les documents nécessaires à la discussion sont envoyés au moins 8 jours avant la date fixée pour la réunion.

Le ou la Président(e) fixe l'ordre du jour conjointement avec le ou la Vice-Président(e). En cas de désaccord sur l'ordre du jour, chacun des points y est inscrit avec mention du demandeur.

Le ou la Président(e) et le ou la Vice-Président(e) assurent la préparation, la tenue des réunions et l'exécution des décisions de la Commission. Ils conduisent les débats et font établir le relevé de décisions par le Secrétariat. En cas d'absence des deux, ils sont remplacés par un membre de leur collège d'appartenance.

Les relevés de décisions sont signés par le ou la Président(e) et le ou la Vice-Président(e) et proposés pour approbation des membres de la CPNEFP lors de la réunion suivante.

Article 13-2

Modalités des délibérations

La CPNEFP prend ses décisions à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre ne peut disposer de plus de deux voix y compris la sienne.

La présence d'au moins deux membres titulaires et/ou suppléants de chacun des collèges est requise pour la validité des décisions arrêtées par la CPNEFP.

Le titulaire a voix délibérative. En cas d'empêchement du titulaire, le suppléant a les mêmes droits et prérogatives. Les suppléants sont destinataires des mêmes documents. En cas d'impossibilité simultanée de siéger d'un titulaire et de son suppléant, le titulaire peut donner pouvoir au membre de la CPNEFP de son choix.

Le formulaire donnant pouvoir doit être joint à la convocation.

Article 13-3 **Secrétariat de la Commission**

Le secrétariat de la CPNEFP est assuré par le secrétariat des Commissions Paritaires Nationales prévu à l'article 4-2 du présent accord.

Article 14 **Concours et contributions extérieurs**

Pour assurer ses missions, la CPNEFP s'appuie, entre autres, sur les travaux réalisés par l'Observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications de la Branche.

La CPNEFP peut également solliciter des concours, avis et conseils extérieurs, ou tous organismes appropriés pour les inviter à contribuer à ses objectifs.

Article 15 **Communication**

Le ou la Président(e) et le ou la Vice-Président(e) rendent compte au moins une fois par an, aux membres de la CPPNI, des activités et des décisions de la CPNEFP.

Ils font connaître les décisions et recommandations, arrêtées par la CPNEFP, aux Commissions Paritaires Nationales de la Branche, afin de mettre en œuvre une communication pour en faire la publicité auprès des entreprises et de leurs salariés.

Chapitre V **Section professionnelle paritaire (SPP)**

La Section Professionnelle Paritaire (SPP) met en œuvre les orientations et la politique de formation définies par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP).

Elle est créée au sein de l'opérateur de compétences désigné par la Branche.

Cette Commission a pour objet de réguler et de suivre l'emploi des fonds de la formation professionnelle de la Branche. Elle remplit les missions définies par les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Conventionnellement, la composition et le fonctionnement interne à la Branche sont les mêmes que ceux de la CPNEFP définis au Chapitre IV du présent accord. Ils pourront être adaptés selon les modalités définies par l'opérateur de compétences désigné par la Branche.

Article 16 **Composition de la SPP**

La SPP est composée comme suit :

— Un collège salarial comprenant un nombre égal de représentants (un titulaire et un suppléant de chacune des organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national)

— Un collège employeur comprenant un nombre de représentants égal à celui du collège salarial.

Tous les 2 ans, la SPP choisit parmi ses membres :

— Un Président

— Et un Vice-Président

Chacun appartient à un collège différent. L'un est désigné par le collège des employeurs, l'autre par le collège des salariés.

La Présidence est assurée alternativement par chaque collège pour une durée de 2 ans, le collège qui n'a pas la Présidence assumant la Vice-Présidence.

Le collège qui détient la Présidence de la SPP détient la Vice-Présidence de la CPNEFP prévue au Chapitre IV du présent accord.

À chaque renouvellement, la répartition des postes s'effectue alternativement et paritairement entre les organisations patronales et les organisations syndicales de salariés.

Article 17 **Fonctionnement de la SPP**

Article 17-1 **Convocation des membres et participation aux réunions**

La SPP se réunit au moins trois fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le ou la Président(e) et le ou la Vice-Président(e).

Des réunions exceptionnelles peuvent être fixées à l'initiative :

— Soit du ou de la Président(e),

— Soit d'au moins trois organisations membres de la SPP. Dans ce cas, le ou la Président(e) prend acte de la demande et fait établir la convocation sur l'ordre du jour proposé par les auteurs de la demande.

Les titulaires et les suppléants peuvent participer aux réunions.

La convocation est adressée au moins 15 jours à l'avance. Les documents nécessaires à la discussion sont envoyés au moins 8 jours avant la date fixée pour la réunion.

Le ou la Président(e) fixe l'ordre du jour conjointement avec le ou la Vice-Président(e). En cas de désaccord sur l'ordre du jour, chacun des points y est inscrit avec mention du demandeur.

Le ou la Président(e) et le ou la Vice-Président(e) assurent la préparation, la tenue des réunions et l'exécution des décisions de la SPP. Ils conduisent les débats et font établir le relevé de décisions par le Secrétariat. En cas d'absence des deux, ils sont remplacés par un membre de leur collège d'appartenance.

Les relevés de décisions sont signés par le ou la Président(e) et le ou la Vice-Président(e) et proposés pour approbation des membres de la SPP lors de la réunion suivante.

Article 17-2 **Modalités des délibérations**

La SPP prend ses décisions à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre ne peut disposer de plus de deux voix y compris la sienne.

La présence d'au moins deux membres titulaires et/ou suppléants de chacun des collèges est requise pour la validité des décisions arrêtées par la SPP.

Le titulaire a voix délibérative. En cas d'empêchement du titulaire, le suppléant a les mêmes droits et prérogatives. Les suppléants sont destinataires des mêmes documents. En cas d'impossibilité simultanée de siéger d'un titulaire et de son suppléant, le titulaire peut donner pouvoir à un membre de la SPP de son choix.

Le formulaire donnant pouvoir doit être joint à la convocation.

Article 17-3 **Secrétariat de la Commission**

Le secrétariat de la SPP est assuré par l'opérateur de compétences désigné par la Branche.

Article 18 **Missions de la SPP**

La SPP a pour missions notamment :

— De réguler les fonds collectés et destinés au financement des différents dispositifs de formation

— De mettre en application les axes prioritaires de formation continue des entreprises, conformément aux recommandations de la CPNEFP

— De définir des priorités de formations et des règles de prise en charge pour accompagner les entreprises de moins de 50 salariés dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et dans leurs projets de formation, en cohérence avec les dispositions conventionnelles, les avis et les orientations de la CPNEFP.

La SPP veillera à ce que les orientations définies par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) soient prises en accord avec les prérogatives de gestion et les décisions de l'Opérateur de compétences au regard de l'équilibre des fonds gérés.

Titre III **Disposition finales**

Article 19 **Suivi de l'accord**

Les parties signataires conviennent d'effectuer un bilan du présent accord à l'issue de la 1^{ère} année, à compter de

sa date d'entrée en vigueur et d'examiner les suites à donner au présent accord si des modifications de la législation intervenaient en la matière.

Article 20 **Dispositions pour les entreprises de moins de 50 salariés**

Compte tenu et de son objet et compte tenu que 94 % de la Branche ont moins de 10 salariés, il n'y a pas lieu de prévoir des stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 21 **Durée et entrée en vigueur**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Sous réserve du droit d'opposition prévu par l'article L. 2232-6 Code du travail, il prendra effet à la date de signature, dans le respect des dispositions légales.

Article 22 **Publicité et formalités de dépôt**

Le texte du présent accord a été notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de détail non alimentaires.

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et déposé auprès de la direction Générale du Travail et du Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues aux articles D 2231-2 et suivants du Code du travail, en vue de son extension. Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Article 23 **Adhésion**

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée, par lettre recommandée avec avis de réception, aux signataires du présent accord et fera l'objet d'un dépôt, par la partie la plus diligente, auprès des services du Ministère du travail dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 24 **Révision**

Les organisations signataires de l'accord, ou ayant adhéré à l'accord, peuvent demander à tout moment sa révision, en la motivant et en la portant à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhérees à l'accord.

La procédure de révision devra être engagée conformément aux dispositions légales en vigueur.

Aucune demande de révision d'une disposition du présent accord ne pourra, sauf cas exceptionnel ou urgence (notamment en cas de modification du contexte législatif ou réglementaire), être introduite dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

Les négociations concernant une demande de révision auxquelles seront invitées les parties signataires du présent accord ou ayant adhéré à ce dernier, devront s'ouvrir dans les trois mois suivant la date de réception de la demande de révision.

Article 25 **Dénonciation**

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord avec un préavis de six mois minimum et ne pourra prendre effet qu'à la fin de l'année civile qui suit la fin du délai de préavis.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce contexte, les parties signataires conviennent de se réunir dans les meilleurs délais pour apprécier la situation ainsi créée.

Élargissement du champ d'application

Avenant du 6 mai 2020

[Étendu par arr. 17 sept. 2021, JO 28 sept., applicable le 1^{er} jour du mois qui suivra une période de 2 mois après la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Le présent accord a pour objet d'élargir le champ d'application matérielle de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires : antiquités, brocante, galeries d'art (œuvres d'art), arts de la table, coutellerie, droguerie, équipement du foyer, bazars, commerces ménagers, modélisme, jeux, jouets, puérinatalité, instruments de musique et maroquinerie aux commerçants de presse.

Article 1er

Élargissement du champ d'application aux commerçants de presse et de jeux de hasard ou pronostics

Les partenaires sociaux ont décidé d'élargir le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires aux Commerçants de presse et de jeux de hasard ou pronostics.

Par Commerçant de presse, plus communément appelé marchand de journaux, on entendra commerçants inscrits au fichier national des agents de la vente de la presse assurant la vente au détail, à titre exclusif ou principal, de quotidiens nationaux et plus généralement de l'ensemble des publications distribuées par le système coopératif organisé par la loi n° 47-585 du 2 avril 1947.

Par jeux de hasard ou pronostics, on entendra les paris sportifs, loto et jeux de grattage, paris et courses hippiques agréés par l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ) commercialisés dans un commerce physique.

Étant précisé que la plupart du temps les commerçants de presse vendent les jeux de hasard ou pronostics tels que définis ci-dessus.

Afin d'éviter toute confusion avec toute autre activité et principalement avec celle des :

a) Libraires, il est rappelé qu'aux termes de l'article 2 de la Convention Collective Nationale de la Librairie du 24 mars 2011 - IDCC 3013 - dépendent de cette convention collective «les commerces de librairie qui relèvent principalement du code 47.61Z, à l'exclusion des commerces dont l'activité principale consiste en la vente de produits de papeterie ou de presse».

b) Et des commerces de détail de papeterie, il est précisé qu'à la suite de la dénonciation de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail de Papeterie, Fournitures de bureau, de Bureautique et Informatique (IDCC 1539) par le Syndicat de la Librairie Française (SLF) et la Fédération Française Syndicale de la Librairie, suivant lettre du 4 octobre 2004, le champ d'application de ladite convention collective est déterminé de la manière suivante : elle est applicable aux «entreprises dont l'activité principale est constituée par une ou plusieurs des activités suivantes : - commerces de détail de papeterie, loisirs créatifs, fournitures scolaires, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines et mobilier de bureau, auprès d'une clientèle de consommateurs utilisateurs : particuliers, professions libérales, entreprises, administrations et collectivités». (Accord du 11 janvier 2017 relatif au barème des salaires minima conventionnels pour l'année 2017.)

Ces deux Conventions Collectives excluent, donc, de leur champ d'application les commerces de détail inscrits au fichier national des agents de la vente de la presse dont l'activité principale ou exclusive est la vente de quotidiens nationaux et plus généralement de l'ensemble des publications distribuées par le système coopératif organisé par la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 et la vente de jeux de hasard ou pronostics.

L'article 1^{er} de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires est désormais rédigé comme suit : (Voir art. 1 de la convention collective)

Article 2

Mesures transitoires

(Art. exclu de l'extension par arr. 17 sept. 2021, JO 28 sept.)

L'objectif est d'aboutir à l'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires - IDCC 1517 - aux commerçants de presse et de jeux de hasard ou pronostics qui dans leurs relations avec leurs salariés ne sont, en principe soumis qu'au Code du travail et à des accords d'entreprise.

Il apparaît que dans cinq domaines, une période transitoire de 4 ans sera nécessaire pour appliquer la Convention Collective des Commerces de Détail Non Alimentaires aux commerçants de presse et de jeux de hasard ou pronostics. Ce délai est rendu nécessaire par la prise en considération d'aspects tant techniques qu'économiques.

1°) Tout d'abord techniques, résultants de la spécificité de l'activité des marchands de presse régie par la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 imposant aux salariés des tâches particulières et le recours par l'employeur à la dénomination d'emplois peu ou pas abordés par les accords de classification professionnels de la Convention Collective des Com-

merces de Détail Non Alimentaires. Il sera, donc, nécessaire de négocier un nouvel accord sur la classification. L'absence de classification des emplois applicable aux salariés des commerçants de presse et de jeux de hasard ou pronostics aura, nécessairement, pour conséquence de leur rendre inapplicable les dispositions de la Convention Collective des Commerces De Détail Non Alimentaires relatives à la période d'essai, au préavis, à la prime d'ancienneté et aux rémunérations minimales.

2°) En outre, la nécessité d'une période transitoire de quatre ans s'explique par des considérations d'ordre économique, tenant à l'augmentation des charges des entreprises résultant, notamment, de l'augmentation de salaire induite par les accords relatifs : aux salaires, à la prime d'ancienneté, à la complémentaire santé et à la prévoyance.

Les cinq domaines nécessitant une période transitoire de 4 ans sont les suivants :

a) La Classification professionnelle telle que définie par l'accord du 9 mai 2012 actualisant la Convention Collective du 14 juin 1988.

Il est précisé qu'à défaut d'accord entre les partenaires sociaux sur la nouvelle classification à l'issue de la période des 4 ans, les entreprises devront appliquer les critères classants prescrits par le chapitre XII de la Convention Collective des Commerces de Détail Non Alimentaires, ainsi que son annexe.

En cas de désaccord entre l'employeur et le salarié, l'une ou l'autre des parties pourra saisir la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation qui rendra un avis dans un délai de 3 mois.

b) Les durées de la période d'essai et du préavis prévues aux chapitres V et VI de la Convention Collective des Commerces de Détail Non Alimentaires.

c) Les rémunérations minimales telles que prévues par les avenants successifs à la Convention Collectives, y compris la prime d'ancienneté - allant jusqu'au niveau 6 - telle que prévue au chapitre XIII, article 2 de l'accord du 9 mai 2012.

d) La prévoyance, telle que prévue par l'accord du 28 mars 2019.

e) La complémentaire santé, telle que prévue par l'accord du 22 juin 2015 et ses avenants.

L'application avant l'échéance des quatre ans de l'un ou de plusieurs de ces thèmes par les commerçants de presse et de jeux de hasard ou pronostics est, néanmoins, possible par chaque entreprise rattachée au nouveau champ d'application. Elle relève toutefois d'une démarche de chaque employeur et ne remet en cause aucune des dispositions du présent accord. Cette application immédiate et anticipée ne pourra intervenir qu'après information et consultation des institutions représentatives du personnel de l'entreprise ou, en l'absence de ces institutions, après information individuelle des salariés.

Eu égard à l'intérêt général attaché à l'élargissement du champ d'application de la Convention Collective IDCC 1517, les différences temporaires de traitement entre salariés résultant du nouveau champ d'application et, notamment, de l'application des dispositions transitoires ne peuvent être utilement invoquées pendant la période transitoire de quatre ans à compter de l'extension et de la publication du présent accord.

En dehors des matières précitées, les autres stipulations de la Convention Collective s'appliqueront à l'ensemble des commerçants de presse et de jeux de hasard ou pronostics le 1^{er} jour du mois qui suivra une période de 2 mois après la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel.

Article 3 **Dispositions particulières pour les TPE**

Les parties signataires du présent accord considèrent qu'il n'y a pas de spécificité d'application dudit accord aux entreprises en fonction de leur taille. Étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent avenant ont un effectif inférieur à 50 salariés.

Pour cette raison, aucune stipulation particulière n'a été prise pour les entreprises de moins de 50 salariés visées par l'article L. 2232-10-1 du Code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail.

Article 4 **Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et s'appliquera le 1^{er} jour du mois qui suivra une période de 2 mois après la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel.

Article 5 **Révision et dénonciation**

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions de l'article 5 de la Convention Collective. Il pourra, également, être révisé conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention Collective et conformément aux dispositions légales.

Article 6 **Mesures de publicité et de dépôt**

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du travail.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt conformément aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du Code du travail.

Le texte du présent avenant sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du Ministre chargé du travail.

Article 7 **Extension**

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du Code du travail.

Avenant du 9 juillet 2020

[Étendu par arr. 21 mai 2021, JO 1^{er} juin, applicable le 1^{er} jour du mois qui suivra une période de 2 mois après la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFE CGC ;

CFDT.

Préambule

Le présent accord a pour objet d'élargir le champ d'application matérielle de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires aux Commerçants spécialisés en produits de la Vape.

Article 1er **Élargissement du champ d'application aux Commerçants spécialisés en produits de la Vape**

Les partenaires sociaux ont décidé d'élargir le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires aux Commerçants spécialisés dans la commercialisation des produits de la Vape.

Par commerçants spécialisés en produits de la Vape, on entendra commerçants assurant la vente au détail, à titre exclusif ou principal, des cigarettes électroniques et des e-liquides.

Il est, donc, rajouté à l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la Convention collective des Commerces de Détail Non Alimentaires, l'activité des Commerçants spécialisés en produits de la Vape.

Article 2 **Dispositions particulières pour les TPE**

Les parties signataires du présent accord considèrent qu'il n'y a pas de spécificité d'application dudit accord aux entreprises en fonction de leur taille. Étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent avenant a un effectif inférieur à 50 salariés.

Pour cette raison, aucune stipulation particulière n'a été prise pour les entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail.

Article 3 **Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et s'appliquera le 1^{er} jour du mois qui suivra une période de 2 mois après la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel.

Article 4 **Révision et dénonciation**

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions de l'article 5 de la convention collective.

Il pourra, également, être révisé conformément aux dispositions de l'article 4 de la convention collective et conformément aux dispositions légales.

Article 5 **Mesures de publicité et de dépôt**

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du Code du travail.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt conformément aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du Code du Travail.

Le texte du présent avenant sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

Article 6 **Extension**

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du Code du travail.

Mesures temporaires prises pour faire face aux conséquences de la pandémie COVID-19 dans le domaine de la formation

Accord du 12 juin 2020

[Étendu par arr. 5 déc. 2020, JO 27 déc., applicable le 1^{er} juin 2020, sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi]

(Voir également Accord du 23 décembre 2020)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Le secteur du Commerce de détail non alimentaire est durement impacté par la crise sanitaire liée à la pandémie du virus Covid-19, notamment par les mesures exceptionnelles prises par le Gouvernement français pour lutter contre sa propagation.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux ont souhaité permettre à l'ensemble des salariés et des entreprises de la branche de traverser cette période de crise inédite dans les meilleures conditions possibles et, au-delà, permettre de limiter au maximum les impacts économiques et sociaux engendrés par la situation.

Les signataires rappellent que la branche des Commerces de détail non alimentaires dispose d'un dispositif dédié à la formation professionnelle continue des salariés relevant de la convention collective.

Au titre de ce régime, les partenaires sociaux ont entendu mettre en œuvre plusieurs actions dans le cadre de la crise rencontrée par les entreprises et les salariés de la branche.

Ces actions s'ajoutent à celles décidées par le Conseil d'administration de l'OPCOMMERCE, opérateur de compétences des entreprises du Commerce, au titre de son plan de crise.

Article 1 **Privilégier les formations à distance**

Dans un contexte où les formations en présentiel sont difficiles, il est demandé aux entreprises de se tourner vers les offres de formation à distance.

L'OPCOMMERCE, opérateur de compétences (OPCO) désigné par la branche, a engagé un travail de recensement des organismes de formation agréés qui offrent ce type de formations.

Le Conseiller Emploi Formation est l'interlocuteur privilégié pour accompagner l'entreprise sur l'offre existante.

Article 2 **Augmentation exceptionnelle des plafonds de dépenses sur le plan de développement des compétences**

En concertation avec son OPCO, la branche a décidé, vu la situation inédite rencontrée, une mobilisation excep-

tionnelle de la contribution conventionnelle des entreprises à la formation professionnelle pour favoriser les départs en formation pendant cette période de crise.

Ainsi, les plafonds de dépenses sur le PDC (plan de développement des compétences, ex-plan de formation) pour des actions menées sur cette période exceptionnelle ont été augmentés à l'occasion de la CPNEFP du 25 mars 2020 :

- Pour les entreprises de 1 à 11 salariés, le plafond a été porté à 5 000 € ;
- Pour les entreprises de 11 à 49 salariés, le plafond a été porté à 10 000 €.

Les autres critères de prise en charge arrêtés par la branche pour le premier semestre 2020 restent, pour leur part, pleinement applicables.

Article 3

Rappels relatifs au traitement des demandes de prise en charge

Les partenaires sociaux demandent à l'OPCOMMERCE de tout mettre en œuvre pour maintenir les paiements dans les meilleurs délais pendant toute cette période de crise, à savoir :

- D'une part, les prises en charge de dépenses de formation professionnelle continue engagées par les entreprises ;
- D'autre part, le paiement des organismes de formations et centre de formation des apprentis.

Il est également rappelé que la saisie des demandes de prise en charge, dans la limite des critères en vigueur fixés par la branche, via la plateforme en ligne, permet à l'OPCO d'assurer des traitements à bref délai, même en cette période de crise.

Les entreprises sont donc invitées à remplir leurs dossiers sur cette plateforme disponible sur le site internet de l'OPCO des entreprises du Commerce rappelé plus haut.

Il est précisé que, le cas échéant, notamment au vu du caractère d'urgence de la situation, la prise en charge demandée par l'entreprise peut concerner une formation ayant déjà été dispensée, à condition qu'elle ait eu lieu pendant la période d'état d'urgence sanitaire.

Au besoin, la SPP pourrait trancher a posteriori les cas particuliers qui poseraient des difficultés de traitement à l'OPCO.

Article 4

Utilisation du compte personnel de formation (CPF)

Il est rappelé que le CPF peut être mobilisé par le salarié, à son initiative, sur le temps normalement travaillé et qu'il fait l'objet, dans ce cas, d'une rémunération à taux normal.

La mobilisation du CPF pendant le temps normalement travaillé nécessite toutefois l'accord de l'employeur.

Compte tenu de la situation rencontrée dans la branche, les salariés sont encouragés à mobiliser les CPF sur cette période, en accord avec leur employeur, en particulier dans le cas des salariés qui n'auraient plus d'activité à hauteur de leur durée contractuelle de travail, que l'entreprise bénéficie ou non de l'activité partielle.

Il est expressément précisé que les salariés conservent en tout état de cause l'ensemble de leurs droits sur le CPF, y compris lorsque leur entreprise recourt à l'activité partielle.

Cela implique aussi qu'un salarié placé en activité partielle peut, le cas échéant, mobiliser son CPF.

Les partenaires sociaux se réservent la possibilité d'un abondement particulier des CPF mobilisés pendant la période officielle d'état d'urgence sanitaire, en orientant ultérieurement une partie de la contribution conventionnelle du régime mutualisé de formation professionnelle de la branche.

Article 5

Incitation au recours à l'aide à la formation du Fonds national de l'emploi renforcé

Dans le cadre de la crise du Covid-19, le dispositif FNE-Formation a été renforcé afin de répondre aux besoins des entreprises en activité partielle par la prise en charge des coûts pédagogiques. Il est accessible à toutes les entreprises qui ont des salariés en activité partielle, par une simple convention signée entre l'entreprise et la DIRECCTE.

Sont éligibles au dispositif les bilans de compétence, les actions de formation et celles permettant de faire valider les acquis de l'expérience (VAE), notamment les formations qualifiantes permettant au salarié de faire progresser son niveau de qualification.

Ces formations peuvent être réalisées à distance.

La formation visée doit permettre au salarié de développer des compétences et renforcer son employabilité.

Tous les salariés placés en activité partielle sont éligibles à l'exception des salariés en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation.

La durée de la formation ne peut excéder la période d'activité partielle.

L'OPCO des entreprises du Commerce, désigné par la branche, accompagne les entreprises dans le montage des dos-

siers à déposer auprès des DIRECCTE concernées.

Ces entreprises sont invitées à se rapprocher de leur conseiller habituel pour bénéficier de cet accompagnement.

Article 6

Différé de la réalisation des entretiens d'état des lieux des parcours professionnels

Conformément à l'alinéa II de l'article 1 de l'ordonnance n° 2020-387 du 1^{er} avril 2020, il est entendu que l'entretien professionnel faisant un état de lieux récapitulatif du parcours professionnel du salarié intervenant au cours de l'année 2020 en application de l'article L. 6315-1 du code du travail peut être reporté à l'initiative de l'employeur jusqu'au 31 décembre 2020.

Il est également rappelé qu'à compter du 12 mars 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020, l'alinéa 6 du II de l'article L. 6315-1 et l'alinéa 1^{er} de l'article L. 6323-13 du code du travail ne sont pas applicables.

Enfin, à compter du 1^{er} janvier 2021, il est tenu compte de la date à laquelle l'employeur a procédé à l'entretien professionnel compte-tenu du report de délai introduit par l'ordonnance susvisée.

Article 7

Prolongation des contrats d'apprentissage et de professionnalisation

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-387 du 1^{er} avril 2020, les signataires rappellent que les contrats d'apprentissage et de professionnalisation respectivement mentionnés aux articles L. 6221-1 et L. 6325-1 du code du travail, dont la date de fin d'exécution survient entre le 12 mars et le 31 juillet 2020, sans que l'alternant ait achevé son cycle de formation en raison de reports ou d'annulations de sessions de formation ou d'examens, peuvent être prolongés par avenant au contrat initial jusqu'à la fin du cycle de formation poursuivi initialement.

Il est également entendu que la durée de 3 mois, prévue pour la durée d'un cycle de formation en apprentissage des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus ou celles ayant au moins 15 ans et justifiant avoir accompli la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire, est prolongée de 3 mois supplémentaires pour les personnes dont le cycle de formation en apprentissage est en cours à la date du 12 mars 2020.

Article 8

Financement des parcours de validation des acquis de l'expérience

Conformément à l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-387 du 1^{er} avril 2020, les signataires souhaitent que l'OPCO des entreprises du Commerce, désigné par la branche, vienne financer les dépenses afférentes à la validation des acquis de l'expérience (VAE) incluant les frais de positionnement du bénéficiaire, l'accompagnement à la constitution des dossiers de recevabilité et la préparation au jury de validation des acquis de l'expérience, ainsi que les frais afférents à ces jurys par dérogation aux dispositions du code du travail et notamment son article L. 6332-14.

Il est rappelé que la prise en charge de telles dépenses est effectuée sur la base d'un montant forfaitaire déterminé par l'OPCO dans la limite de 3 000 € par dossier de validation des acquis de l'expérience.

Ces dispositions seront applicables au plus tard jusqu'au 31 décembre 2020, sous réserve d'une date antérieure fixée par un décret à paraître.

Article 9

Adaptation de la future politique conventionnelle

Il est entendu que les instances paritaires (CPNEFP et SPP) de la branche se mobiliseront encore après la crise pour adapter utilement les critères et/ou les priorités de la formation professionnelle.

Article 10

Dispositions particulières pour les TPE

Les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail, et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent accord a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 11

Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'accord, dépôt, extension

Sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi, le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} juin 2020 pour une durée déterminée.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Avenant du 6 octobre 2020

[Étendu par arr. 5 déc. 2020, JO 27 déc., applicable à compter du 1^{er} juin 2020 jusqu'au 31 déc. 2020, sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNECS CFE-CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFDT.

Préambule

Les partenaires sociaux de la branche des Commerces de Détail Non Alimentaires ont signé le 12 juin 2020 un accord sur la formation des salariés des entreprises de la Branche en lien avec la pandémie du Covid-19.

Les partenaires sociaux ont décidé que cet accord entrerait en vigueur le 1^{er} juin 2020 pour une durée déterminée sans mentionner la date de fin de validité.

Les partenaires sociaux de la Branche se sont donc réunis afin de déterminer précisément la durée d'application de cet accord.

Article 1 Durée d'application

L'accord du 12 juin 2020 est entré en vigueur à compter du 1^{er} juin 2020.

Les parties signataires conviennent que l'accord du 12 juin 2020 s'applique à durée déterminée, jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 2 Dispositions particulières pour les TPE

Les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail, et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent accord a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 3 Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'accord, dépôt, extension

Sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi, le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} juin 2020 pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2020.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent avenant sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Mesures prises pour faire face aux conséquences de la pandémie COVID-19 (congés et CDD)

Accord du 12 juin 2020

[Étendu par arr. 31 juill. 2020, JO 1^{er} août, applicable le 1^{er} juin 2020, sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Depuis plusieurs semaines, la France est confrontée à une crise sanitaire inédite liée à la pandémie du virus COVID-19.

L'activité des Commerces de Détail Non Alimentaires est particulièrement touchée puisque de mi-mars à mi-mai 2020, plus de 9 entreprises sur 10 ont arrêté complètement leur activité, 86 % des entreprises ont pris des mesures d'Activité Partielle qui, pour 95 % d'entre elles, ont concerné la totalité de leur effectif.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux ont entendu, tout mettre en œuvre pour retenir différentes actions pouvant être menées par l'intermédiaire de la branche, au bénéfice des entreprises.

Leur volonté est de permettre à l'ensemble des salariés et des entreprises de la branche de traverser cette période de crise inédite dans les meilleures conditions possibles et, au-delà, permettre de limiter au maximum les impacts économiques et sociaux engendrés par la situation.

La très grande majorité des commerces ont rouvert à compter du 11 mai 2020 et il est nécessaire d'assouplir temporairement certains dispositifs du code du travail, afin de permettre aux entreprises de faire face à l'augmentation et à la variation imprévisible de leur activité qui les attend dans les prochains mois. En effet, les entreprises ne pourront pas, au moins jusqu'à la fin de l'année, s'appuyer sur les historiques des cycles d'activité des années précédentes.

C'est au regard du caractère exceptionnel de cette crise que les partenaires sociaux ont entendu conclure le présent accord collectif.

Article 1

Fixation de la date de la prise des congés dans la limite de 6 jours

Conformément à la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 dans son article 11 et à l'ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020, les partenaires sociaux ont décidé d'autoriser l'employeur à imposer ou à modifier les dates de prise d'une partie des congés payés dans la limite de 6 jours ouvrables en dérogeant aux délais de prévenance et aux modalités de prise de ces congés tels qu'ils ont pu être définis par la loi et la convention collective.

L'employeur a ainsi la possibilité de fixer ou de modifier la date de prise de ces six jours de congés de façon consécutive ou fractionnée en informant le salarié au moins 1 semaine, soit 7 jours calendaires à l'avance.

Cette possibilité s'applique jusqu'au 31 octobre 2020, elle concerne les congés payés acquis jusqu'à la date du 31 mai 2020.

Lorsque l'employeur aura utilisé cette possibilité, le salarié bénéficiera en contrepartie d'un jour de congé supplémentaire exceptionnel à prendre au cours de l'année civile 2021.

Article 2

Contrats à durée déterminée

Afin de faire face aux variations imprévisibles de l'activité des Commerces de Détail Non Alimentaires dans les prochains mois et de faciliter la reprise d'activité après le confinement, les parties signataires conviennent de prendre deux mesures qui dérogent aux règles relatives aux contrats de travail à durée déterminée.

Conformément à l'article L. 1243-13 du code du travail, les parties signataires conviennent de fixer temporairement à 4 le nombre maximal de renouvellements possibles pour un contrat à durée déterminée. Les conditions de renouvellement doivent être stipulées dans le contrat ou font l'objet d'un avenant soumis au salarié avant le terme initialement prévu. Ces dispositions ne sont pas applicables aux contrats à durée déterminée conclus en application de l'article L. 1242-3 du code du travail.

Par dérogation à l'article L. 1244-3 du code du travail, les parties signataires conviennent de supprimer temporairement le délai de carence entre deux contrats à durée déterminée pour motif de surcroît temporaire d'activité. Cette mesure s'applique aux contrats applicables jusqu'au 31 décembre 2020.

Ces deux mesures sont temporaires et les signataires rappellent qu'un contrat à durée déterminée, quel que soit son motif, ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Article 3

Dispositions particulières pour les TPE

Les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail, et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent accord a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 4

Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'accord, dépôt, extension

Sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi, le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} juin 2020 pour une durée déterminée expirant le 31 décembre 2020, date à laquelle il cessera de recevoir application.

Toutefois, les dispositions de l'article 2 n'entreront en application qu'après extension ministérielle du présent accord. À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Accord du 23 décembre 2020

[Étendu par arr. 29 avr. 2021, JO 5 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2021 pour une durée déterminée expirant le 30 juin 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Les partenaires sociaux de la Branche des Commerces de Détail Non Alimentaires ont signé, le 12 juin 2020, un accord sur des mesures temporaires pour faire face aux conséquences de la pandémie du Covid-19.

Cet accord prévoyait le report d'une semaine de congés et des mesures spécifiques pour les contrats à durée déterminée.

Les partenaires sociaux constatent que la crise sanitaire se prolonge et l'activité des Commerces de Détail Non Alimentaires est toujours particulièrement touchée. La très grande majorité des commerces de la Branche ont dû fermer au mois de novembre, à l'occasion du deuxième confinement, et surtout les entreprises de la Branche n'ont aucune visibilité sur l'activité économique des prochains mois.

En conséquence, les partenaires sociaux ont souhaité prolonger l'assouplissement temporaire de certains dispositifs du code du travail dans le domaine des contrats à durée déterminée, afin de permettre aux entreprises de faire face à la variation imprévisible de leur activité qui les attend dans les prochains mois.

C'est au regard du caractère exceptionnel de cette crise que les partenaires sociaux ont entendu conclure le présent accord collectif.

Article 1er

Mesures prises relatives aux contrats à durée déterminée

Afin de faire face aux variations imprévisibles de l'activité des Commerces de Détail Non Alimentaires dans les prochains mois, les parties signataires conviennent de prendre deux mesures qui dérogent aux règles relatives aux contrats de travail à durée déterminée.

Conformément à l'article L. 1243-13 du code du travail, les parties signataires conviennent de fixer temporairement à 4 le nombre maximal de renouvellements possibles pour un contrat à durée déterminée. Les conditions de renouvellement doivent être stipulées dans le contrat ou font l'objet d'un avenant soumis au salarié avant le terme initia-

lement prévu. Ces dispositions ne sont pas applicables aux contrats à durée déterminée conclus en application de l'article L. 1242-3 du code du travail.

Par dérogation à l'article L. 1244-3 du code du travail, les parties signataires conviennent de supprimer temporairement le délai de carence entre deux contrats à durée déterminée pour motif de surcroît temporaire d'activité. Cette mesure s'applique aux contrats applicables jusqu'au 30 juin 2021.

Ces deux mesures sont temporaires et les signataires rappellent qu'un contrat à durée déterminée, quel que soit son motif, ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Article 2

Dispositions particulières pour les TPE

Les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail, et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent accord a un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 3

Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'accord, dépôt, extension

Afin que les règles instituées par l'accord du 12 juin 2020 puissent se poursuivre sans interruption du fait de la prorogation de la crise sanitaire, et sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi (Termes exclus de l'extension par arr. 29 avr. 2021, JO 5 mai), le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 (Termes exclus de l'extension par arr. 29 avr. 2021, JO 5 mai) pour une durée déterminée expirant le 30 juin 2021, date à laquelle il cessera de recevoir application.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Activité réduite pour le maintien en emploi

Accord du 13 novembre 2020

[Étendu par arr. 8 fév. 2021, JO 9 févr., applicable à compter du lendemain du jour de la parution au Journal Officiel de la République française de son extension par arrêté ministériel, jusqu'au 30 juin 2025]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT ;

CFE CGC.

Préambule

Les Commerces de Détail Non Alimentaires ont été particulièrement touchés par la crise du Covid-19. Sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020 (avril-mai-juin), la perte de chiffre d'affaires dans la branche du CDNA a été très lourde : - 44 % à un an d'intervalle (Baromètre trimestriel réalisé par la Société Xerfi I+ C).

L'ensemble des intervenants de la Branche ont été touchés de plein fouet par la crise sanitaire puisqu'à l'exception des drogueries, tous les commerces du CDNA avaient obligation de fermer du 17 mars au 11 mai 2020.

À la suite du 1^{er} déconfinement, les entreprises du commerce de détail non alimentaire ont réalisé des résultats très différenciés selon les secteurs. Globalement, le troisième trimestre 2020 a été orienté à la baisse : - 4,5 % en comparaison du troisième trimestre 2019.

Dans le détail, deux segments ont enregistré un rebond d'activité au cours de la saison estivale 2020 : le commerce de jeux, jouets, modélisme et produits de l'enfant (+ 8 %), ainsi que les commerces des arts de la table (+ 4,5 %).

Le chiffre d'affaires des drogueries s'est rapproché de l'équilibre au cours du troisième trimestre 2020 (– 0,5 %), et le repli s'est limité pour la même période à – 3 % pour les commerces d'instruments de musique.

Pour les autres secteurs, la situation est restée sous haute tension au cours de la saison estivale 2020 : les bazars ont accusé une baisse de chiffre d'affaires de 7 % sur le troisième trimestre 2020, les commerces d'antiquités et brocante, une baisse de 9 %, et la maroquinerie, une baisse de 10 %.

L'absence de la clientèle étrangère depuis le début de la pandémie a eu un fort impact sur l'activité des galeries d'art : le chiffre d'affaires a plongé pour ce secteur au troisième trimestre 2020, à hauteur de – 30 % à un an d'intervalle.

Globalement, les perspectives sont mauvaises pour les prochains mois, notamment en raison des nouvelles mesures contraignantes décidées par les pouvoirs publics pour contenir l'épidémie de Covid-19. Pour l'essentiel des secteurs, les entreprises s'attendent à une forte baisse d'activité.

Le diagnostic par secteur d'activité est le suivant :

Commerces des arts de la table

À l'arrêt quasi total durant le 1^{er} confinement, le chiffre d'affaires des arts de la table a chuté de 35,5 % sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020 à un an d'intervalle.

L'activité des arts de la table est repartie sur une belle dynamique au cours de l'été 2020. Le chiffre d'affaires s'est redressé pour s'établir à + 4,5 % entre le troisième trimestre 2020 et le troisième trimestre 2019.

Ce regain d'activité ne sera que temporaire ; en effet, les prévisions de croissance sont négatives pour les prochains mois.

Drogueries

Seul secteur à avoir eu l'autorisation de rester ouvert durant le 1^{er} confinement, les drogueries ont néanmoins connu une chute de leur fréquentation et de leur chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires a baissé de 22 % sur l'ensemble des mois d'avril-mai-juin 2020 comparés aux trois mêmes mois de l'année précédente.

L'activité des drogueries s'est stabilisée lors de l'été 2020 : le chiffre d'affaires a seulement baissé de 0,5 % au troisième trimestre 2020 par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La situation économique ne devrait pas s'améliorer ; en effet, il est prévu une baisse d'activité pour les mois à venir.

Bazars

Fermés lors du 1^{er} confinement, les bazars ont enregistré, sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020, une baisse du chiffre d'affaires de 36 %.

Malgré un bon résultat en juin 2020, les bazars ont fait face à de nouvelles tensions au cours de l'été. La fréquentation a été décevante sur l'ensemble du troisième trimestre 2020 et le chiffre d'affaires a reculé de l'ordre de 7 % sur cette période par rapport au troisième trimestre 2019.

Cette situation devrait se prolonger, car il est prévu une nouvelle baisse de chiffre d'affaires dans les prochains mois.

Commerces de la maroquinerie et des articles de voyage

La crise du Covid-19 a eu un impact catastrophique sur l'activité de la maroquinerie. Sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020, le chiffre d'affaires a chuté de 62 % à un an d'intervalle.

La crise s'est poursuivie au-delà du 1^{er} déconfinement. En effet, au cours de l'été 2020, la fréquentation est restée faible et le panier moyen a continué de baisser, dans un secteur indirectement lié à la fréquentation touristique, du fait de l'importance de la clientèle étrangère et du poids de l'activité bagages.

Au cours du troisième trimestre 2020, le chiffre d'affaires a chuté de 10 % à un an d'intervalle.

Aucune amélioration n'est prévue dans les prochains mois.

Commerces de jeux, jouets, modélisme et produits de l'enfant

Durant le 1^{er} confinement, l'ensemble des magasins de jeux, jouets, modélisme et produits de l'enfant ont été fermés administrativement. Un chiffre d'affaires marginal a été réalisé grâce à la vente à distance et au click & collect.

Sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020, la perte de chiffre d'affaires du secteur s'est élevée à – 36 % par comparaison avec le deuxième trimestre 2019.

À la réouverture des commerces du secteur, les entreprises ont constaté un phénomène de rattrapage, avec une amélioration de la fréquentation clients ainsi qu'une augmentation du panier moyen. Le chiffre d'affaires a progressé de 8 % au troisième trimestre 2020, par comparaison avec le troisième trimestre 2019.

Mais les magasins restent soumis à une pression promotionnelle forte de la part des autres circuits qui ont été autorisés à fonctionner durant le 1^{er} confinement (hypermarchés et Internet), et qui mettent à profit la trésorerie constituée pour accroître leur avantage.

Les nouvelles mesures contraignantes décidées par les pouvoirs publics pendant la période de fin d'année 2020, qui

est une période d'intense activité à l'approche de Noël, vont avoir des conséquences très négatives, voire dramatiques pour les entreprises du secteur.

Commerces des instruments de musique

La crise du Covid-19 a lourdement impacté le commerce d'instruments de musique. Le chiffre d'affaires a baissé de 44 % sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020 comparé au deuxième trimestre 2019, malgré le maintien de l'activité de réparation d'instruments pendant cette période.

À la fin du confinement, la situation s'est légèrement améliorée et le chiffre d'affaires a baissé modérément (– 3 %) entre le troisième trimestre 2020 et le troisième trimestre 2019.

Les prochains mois seront plus délicats pour la profession : une baisse d'activité est attendue.

Commerces d'antiquités et de brocante

La crise du coronavirus a eu des conséquences désastreuses sur l'activité du commerce d'antiquités et de brocante. Le chiffre d'affaires s'est écroulé de 56 % sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020 à un an d'intervalle.

Au cours de l'été 2020, les entreprises ont constaté une baisse de la fréquentation et une baisse du panier moyen. Le chiffre d'affaires a chuté sur l'ensemble du troisième trimestre 2020, à hauteur de – 9 % par comparaison avec le troisième trimestre 2019.

Les perspectives d'activité ne sont pas bonnes pour les prochains mois : aucune amélioration n'est prévue.

Galleries d'art

L'activité des galeries d'art a été extrêmement touchée par la crise du Covid-19. Sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020, la perte de chiffre d'affaires de ce secteur s'est élevée à – 64 %.

L'absence de la clientèle étrangère dans l'hexagone depuis le début de la des répercussions catastrophiques sur l'activité du secteur.

Au cours du troisième trimestre 2020, le chiffre d'affaires a baissé de 30 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les perspectives d'activité restent très inquiétantes pour le secteur.

Il est rappelé que deux accords (avenants) d'élargissement du champ d'application de la Convention collective du CDNA sont en attente d'extension par arrêté ministériel : l'avenant du 6 mai 2020, qui concerne les commerces de presse et de jeux de hasard ou pronostics, et l'avenant du 9 juillet 2020, qui concerne les commerces spécialisés en produits de la Vape.

Afin de permettre aux entreprises de ces secteurs de bénéficier du présent accord à partir de l'extension des accords d'élargissement, les partenaires sociaux ont convenu d'inclure ceux-ci dans le diagnostic d'activité.

Commerces de presse et de jeux de hasard ou pronostics

Les commerces de détail de presse et de jeux de hasard ou de pronostics avaient été autorisés à rester ouverts pendant toute la période du 1^{er} confinement, compte tenu du droit constitutionnel à l'information. Les indépendants ont largement profité de cette autorisation, puisqu'ils sont restés ouverts à 95 %, souvent en horaires réduits.

Après un premier trimestre très encourageant, en hausse de près de 6 % par rapport à 2019, la fréquentation des points de vente a baissé de 47 % pendant le 1^{er} confinement, et le chiffre d'affaires s'en est durement ressenti.

Si l'activité a repris peu à peu, la fréquentation reste en baisse de 11,9 % sur le premier semestre (soit une perte de plus de 1 million de clients/jour), avec pour conséquence une chute cumulée de chiffre d'affaires et de marge de 11,7 %.

À fin octobre, l'année reste en retrait de 9,8 % et l'été - période propice à l'achat de biens culturels - n'a pas apporté le rebond habituel. La fréquentation - des seniors notamment - semble durablement en recul et les nouvelles mesures sanitaires pourraient à nouveau aggraver la tendance.

Commerces spécialisés en produits de la Vape

Commerces autorisés à ouvrir pendant le confinement, les boutiques spécialisées en produits de la Vape ont tout même été fortement impactées par la crise du Covid-19. À l'échelle nationale, le chiffre d'affaires a connu une baisse moyenne estimée de 20 % à 25 % pendant la période.

Certains professionnels du secteur ont mis en place des systèmes de click & collect pour limiter les contacts avec la clientèle, d'autres ont développé la vente en ligne. Les tests en point de vente ont été arrêtés car jugés trop sensibles.

Une reprise s'est faite pendant la période estivale, avec un mois de juillet similaire à celui de l'année précédente. Les mois à venir restent très incertains.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux ont souhaité permettre à l'ensemble des salariés et des entreprises de la Branche de traverser cette période de crise inédite dans les meilleures conditions possibles et, au-delà, permettre de

limiter au maximum les impacts économiques et sociaux engendrés par la situation.

Depuis le début de la crise, les partenaires sociaux de la Branche se sont mobilisés et ont notamment signé deux accords le 12 juin 2020, le premier portant sur des mesures relatives aux congés et aux CDD, et le second concernant la formation des salariés.

Cette crise exceptionnelle nécessite en effet d'accompagner les baisses durables d'activité des entreprises de la Branche afin de faire du maintien de l'emploi une priorité absolue.

Les parties liées par la Convention Collective Nationale se sont donc réunies pour aborder l'impact sur l'emploi de la prolongation des difficultés économiques, obligeant à une réduction prolongée de la durée du travail pour les entreprises confrontées à une réduction d'activité durable qui n'est pas de nature à compromettre leur pérennité.

Le présent accord se situe dans le cadre de l'article 53 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à l'activité réduite pour le maintien en emploi (ci-après désignée comme activité réduite).

En cas d'échec des négociations ou en l'absence de représentants du personnel habilités à négocier, les employeurs pourront décider de faire application du présent accord dans le cadre des dispositions issues de cette loi. Ils devront élaborer un document conforme au présent texte et l'adresser à l'autorité administrative pour homologation, accompagné de l'avis du comité social et économique (CSE), si ce comité existe.

L'autorité administrative à laquelle est adressée la demande d'homologation est le préfet du département où est implanté l'établissement concerné par le document. Lorsque le document porte sur des établissements implantés dans des départements différents, le préfet compétent est celui auquel l'employeur adresse sa demande d'homologation. Par délégation, la demande de validation de l'accord devra être adressée à la Direccte par voie dématérialisée via le portail géré par l'Agence de services et de paiement (ASP) : <https://activitepartielle.emploi.gouv.fr/aparts/>.

Titre I

Mise en œuvre du dispositif d'activité réduite pour le maintien en emploi par la voie d'un document homologué

En l'absence d'accord d'établissement, d'entreprise ou de groupe, dans l'hypothèse d'un échec des négociations ou en l'absence de représentants du personnel habilités à négocier, le présent accord de branche permet le recours au dispositif d'activité réduite pour le maintien en emploi par la voie d'un document, élaboré par l'employeur, au niveau de l'entreprise ou de l'établissement.

Article 1er

Élaboration d'un document par l'employeur à fin d'homologation

Le document précise, dans le respect des stipulations du présent accord, les conditions de recours de l'établissement ou de l'entreprise à l'activité réduite pour le maintien en emploi, en conformité avec le décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020 relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable.

Il comporte un diagnostic sur la situation économique de l'établissement ou de l'entreprise et sur ses perspectives d'activité, et mentionne :

- les activités et salariés auxquels s'applique l'activité réduite ;
- la réduction maximale de l'horaire de travail appréciée pour chaque salarié pendant la durée d'application de l'activité réduite ;
- les modalités d'indemnisation des salariés en activité réduite ;
- les engagements en matière d'emploi ;
- les engagements en matière de formation professionnelle ;
- la date de début et la durée d'application de l'activité réduite qui peut être reconduite, dans le respect de la durée maximale fixée à l'article 2.7 du titre I ;
- les modalités d'information des institutions représentatives du personnel sur la mise en œuvre de l'activité réduite ;
- la décision, prise par l'employeur, d'appliquer aux dirigeants salariés, aux mandataires sociaux et aux actionnaires des efforts proportionnés à ceux demandés aux salariés pendant la durée de recours au dispositif d'activité réduite. Le document mentionne ces efforts.

Le document, élaboré par l'employeur, est présenté pour information et consultation du comité social et économique, lorsqu'il existe.

Ce document est transmis à l'autorité administrative, accompagné de l'avis préalable du comité social et économique, lorsqu'il existe, en vue de son homologation dans les conditions prévues par la réglementation.

Pour l'élaboration du document unilatéral, les employeurs pourront utilement s'appuyer sur la trame en annexe au

présent accord de branche.

Article 2

Précisions relatives au contenu du document

2.1

Activités et salariés concernés de l'établissement ou de l'entreprise

Le document, élaboré par l'employeur, définit les activités et les salariés auxquels s'applique le dispositif d'activité réduite.

L'activité réduite peut concerner tous les salariés de l'entreprise, mais elle peut aussi se limiter aux salariés d'un ou plusieurs établissements, ou simplement aux salariés d'un ou plusieurs services ou unités de travail.

Le document indiquera si l'activité réduite pour le maintien en emploi est susceptible de concerner la totalité des salariés de l'entreprise ou, dans le cas contraire, les activités concernées.

Dans ce dernier cas, l'employeur justifiera, dans le document unilatéral, les raisons du recours à l'activité réduite pour chacune des activités. La réduction d'horaire sera identique en moyenne sur chaque mois pour tous les salariés d'une même catégorie affectés dans un même établissement.

Les salariés auxquels s'applique le dispositif d'activité réduite sont autorisés à travailler chez un autre employeur pendant la durée de l'activité réduite dans le respect de leur obligation de loyauté et de non-concurrence, dans le respect des durées maximales de travail fixées par la loi et sous réserve que leur contrat de travail ne contienne pas une clause d'exclusivité.

2.2

Modalités de la réduction de la durée du travail

Le document, élaboré par l'employeur, détermine la réduction maximale de l'horaire de travail dans l'établissement ou dans l'entreprise.

En application du présent accord, la réduction maximale de l'horaire de travail dans l'établissement ou dans l'entreprise est applicable à chaque salarié concerné et ne peut être supérieure à 40 % de la durée légale sur une période de 6 mois.

La réduction durable d'activité entraîne une réduction prolongée de la durée du travail qui peut prendre les formes suivantes :

- une réduction d'activité, le document précisant la durée hebdomadaire minimale de travail ainsi que les durées de travail applicables avec le nombre de semaines et les dates correspondantes;
- une suspension d'activité, en indiquant les jours et/ou semaines concernés.

La limite maximale visée au deuxième alinéa du présent article peut être dépassée, sur décision de l'autorité administrative, pour des cas exceptionnels résultant de la situation particulière de l'établissement ou de l'entreprise. La situation particulière de l'établissement ou de l'entreprise est précisée dans le document visé à l'article 1^{er} du titre I, lequel peut être adapté, le cas échéant, à cette fin. Toutefois, la réduction de l'horaire de travail ne peut être supérieure à 50 % de la durée légale. En cas de dépassement, l'entreprise devra informer le CSE, lorsqu'il existe, ou les salariés au préalable.

L'employeur informe les salariés, individuellement et par écrit (e-mail ou courrier), au moins sept jours calendaires préalablement à leur entrée dans le dispositif d'activité réduite et préalablement à leur entrée ou leur sortie d'une période d'inactivité totale.

La réduction du temps de travail des salariés à temps partiel doit être calculée au prorata de leur temps de travail contractuel.

2.3

Indemnisation des salariés en activité réduite

Le document, élaboré par l'employeur, détermine les modalités d'indemnisation des salariés placés en activité réduite.

En application du présent accord, le salarié placé en activité réduite reçoit une indemnité horaire, versée par l'employeur, dans les conditions fixées par l'article 53 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 et par le décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020.

L'entreprise étudiera la possibilité de lisser l'indemnisation des salariés en cas de baisse d'activité variable au cours de la période sollicitée.

Toutefois le lissage de la rémunération s'impose à l'employeur lorsque la baisse d'activité atteint 40 % pendant une période de 6 mois.

Les salariés et, le cas échéant, leurs ayants droit, garantis collectivement dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la

personne ou liés à la maternité, les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité, les risques d'inaptitude et le risque chômage, ou qui bénéficient d'avantages sous forme d'indemnités ou de primes de départ en retraite ou de fin de carrière, continueront de bénéficier de ces garanties lorsqu'ils seront placés en position d'activité réduite.

2.4

Efforts proportionnés des instances dirigeantes

Les partenaires sociaux de la branche appellent les entreprises à avoir le sens des responsabilités et à faire preuve de justice en prenant part à l'effort de solidarité dans le contexte actuel.

Ainsi, le document unilatéral mentionnera les mesures applicables aux dirigeants salariés, aux mandataires sociaux et aux actionnaires afin de garantir des efforts proportionnés à ceux demandés aux salariés pendant la durée de recours au dispositif d'activité réduite.

Par exemple, le document unilatéral pourra prévoir une modération ou un plafonnement des dividendes, ou encore un gel des salaires des dirigeants.

2.5

Engagements sur l'emploi

Le document, adopté par l'employeur, après consultation du comité social et économique s'il existe, doit indiquer les engagements pris en faveur de l'emploi, portant au minimum sur les salariés concernés par le dispositif d'activité réduite.

L'entreprise doit notamment s'engager à ne pas recourir au licenciement pour motif économique (article L. 1233-3 du code du travail) des salariés concernés au sein de l'unité (ou des unités) concernée(s) pendant une durée définie par le document et correspondant au moins à la durée du recours à l'activité réduite.

Par ailleurs, l'employeur s'engage à ne pas avoir recours à la sous-traitance ou à l'intérim pendant la période pour remplacer un emploi pour surcroît d'activité.

L'entreprise s'engage aussi à ne pas cumuler, sur une même période et pour un même salarié, le dispositif d'activité réduite avec le dispositif d'activité partielle prévu à l'article L. 5122-1 du code du travail - ce non-cumul n'étant pas exclusif du recours au dispositif d'activité partielle pour d'autres salariés non concernés par le dispositif d'activité réduite.

2.6

Engagements de l'établissement ou de l'entreprise en matière de formation professionnelle

Le document, élaboré par l'employeur, détermine ses engagements en matière de formation professionnelle.

Les parties signataires du présent accord conviennent de l'importance cruciale de continuer à former massivement les salariés afin d'accompagner au mieux la relance de l'activité.

À ce titre, les parties signataires sensibilisent les entreprises sur l'opportunité de mettre en particulier à profit les périodes chômées au titre de l'activité réduite pour maintenir et développer les compétences des salariés. Dans ce cadre, les employeurs doivent privilégier les actions de formation certifiante, les actions mises en œuvre dans le cadre du dispositif Pro-A et du dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

Ainsi, préalablement ou au cours de cette période d'activité réduite, tout salarié placé dans le dispositif d'activité réduite peut définir ses besoins en formation à l'occasion de tout entretien avec son responsable hiérarchique (entretien professionnel, entretien annuel d'évaluation, entretien managérial...). Ainsi, les entreprises s'engagent à donner suite à toute demande d'entretien et de formation.

Les projets de formations certifiantes, visant une certification rattachée à un métier ou à une activité dont les compétences sont recherchées par les entreprises de la branche au cours de cette période, définis dans le cadre d'un entretien visé ci-dessus, et suivis durant la période de mobilisation du dispositif, sont financés par le biais du dispositif FNE-Formation et/ou du compte personnel de formation (CPF) dans les conditions prévues ci-après.

Dès lors qu'un salarié placé dans le dispositif d'activité réduite souhaite réaliser une ou plusieurs formations au cours de cette période, il peut mobiliser son CPF. Si les droits acquis à ce titre ne permettent pas la prise en charge intégrale du coût de la formation, une dotation supplémentaire directement sur le CPF du salarié ou un abondement du projet visé par le salarié pourra être possible, soit par la branche via les fonds mutualisés dits conventionnels, soit par l'entreprise via les fonds qui sont disponibles dont les versements volontaires.

À ces fins, les signataires réaffirment leur demande à l'État de pouvoir mobiliser, dans le cadre d'une gestion simplifiée, les ressources disponibles de l'opérateur de compétences et des subventions publiques dédiées à la formation (FNE-Formation, Fonds social européen, autres...), pour le financement des coûts de formation engagés par les entreprises, en particulier les TPE et PME, afin de faire face aux graves difficultés conjoncturelles visées à l'article L. 6332-1-3, 3° du code du travail.

2.7

Date de début et durée d'application de l'activité réduite dans l'établissement ou l'entreprise

Le document, élaboré par l'employeur, détermine la date de début et la durée d'application de l'activité réduite dans l'établissement ou l'entreprise. La date de début ne peut être antérieure au premier jour du mois civil au cours duquel la demande d'homologation a été transmise à l'autorité administrative.

En application du présent accord, la durée d'application de l'activité réduite est fixée dans la limite de 24 mois, consécutifs ou non, sur une période de référence de 36 mois consécutifs.

Conformément au décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020, la décision d'homologation vaut autorisation d'activité réduite pour une durée de 6 mois. L'autorisation peut être renouvelée par période de 6 mois, au vu du bilan mentionné à l'article 2.8.

2.8

Modalités d'information des instances représentatives du personnel de l'établissement ou de l'entreprise sur la mise en œuvre de l'activité réduite et suivi des engagements fixés par le document homologué

Le document, élaboré par l'employeur, détermine les modalités d'information des institutions représentatives du personnel lorsqu'elles existent, sur la mise en œuvre de l'activité réduite, et le suivi des engagements fixés par le document homologué.

L'employeur fournit au minimum tous les deux mois au comité social et économique (CSE), lorsqu'il existe, et aux délégués syndicaux quand ils sont présents dans l'entreprise, les informations anonymisées suivantes :

- le nombre de salariés concernés par la mise en œuvre du dispositif ;
- l'âge, le sexe et la nature des contrats de travail (CDI, CDD...) des salariés concernés par le dispositif ;
- le nombre mensuel d'heures chômées au titre du dispositif ;
- les activités concernées par la mise en œuvre du dispositif ;
- le nombre de salariés ayant bénéficié d'un accompagnement en formation professionnelle ;
- les perspectives de reprise de l'activité.

Avant l'échéance de chaque période d'autorisation d'activité réduite de 6 mois, l'employeur transmet à l'autorité administrative, en vue du renouvellement de l'autorisation, un bilan portant sur le respect des engagements en matière d'emploi, de formation professionnelle et d'information des instances représentatives du personnel sur la mise en œuvre de l'activité réduite.

Ce bilan est accompagné du procès-verbal de la dernière réunion au cours de laquelle le comité social et économique, s'il existe, a été informé sur la mise en œuvre de l'activité réduite, ainsi que d'un diagnostic actualisé sur la situation économique et les perspectives d'activité de l'établissement ou de l'entreprise.

Les salariés sont informés par tout moyen des modalités d'application et des modifications éventuellement apportées au document initial.

Les employeurs transmettront par voie électronique au secrétariat de la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) de la branche professionnelle du CDNA (adresse : contact@cdna.pro) :

- le document unilatéral anonymisé mis en œuvre dans l'entreprise et conforme aux stipulations du présent accord de branche ;
- ou l'accord collectif d'entreprise anonymisé relatif au dispositif.

Un bilan de ces documents et accords sera effectué en CPPNI, tous les 6 mois.

Titre II

Dispositions diverses : durée, extension, révision, dénonciation

Article 3

Durée et entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée commençant à compter du lendemain du jour de la parution au Journal officiel de la République française de son extension par arrêté ministériel, jusqu'au 30 juin 2025, date à laquelle il cessera de recevoir application.

Il couvre ainsi les documents visés à l'article 1^{er} du titre I élaborés en application du présent accord et transmis à l'autorité administrative, pour homologation, le 30 juin 2022 au plus tard.

Afin d'adapter le présent accord à l'évolution de la situation sanitaire et de la situation économique des entreprises de la Branche, les parties signataires du présent accord conviennent expressément d'ouvrir une nouvelle négociation après un délai d'une année qui suivra son extension.

Article 4

Modalités de révision et de dénonciation

Le présent accord pourra être révisé sur proposition d'une organisation patronale ou salariale indiquant les points à modifier ou à compléter ou à préciser. Toute demande de révision qui ne fera pas l'objet d'un accord dans les 6 mois à compter de sa présentation sera réputée caduque.

La dénonciation du présent accord avant son terme suppose un accord de l'ensemble des parties signataires.

Article 5

Dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les parties signataires du présent accord conviennent que son contenu ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, étant précisé que la majorité des entreprises concernées par le présent accord ont un effectif inférieur à 50 salariés.

Article 6

Notification et dépôt

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

Article 7

Extension

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Annexe : Trame-type de document unilatéral de l'entreprise ou de l'établissement

Préambule : diagnostic sur la situation économique

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a des conséquences importantes sur l'activité socio-économique française. Cette situation exceptionnelle a entraîné une baisse d'activité durable de l'entreprise.

Globalement, les prévisions économiques indiquent au mieux un retour à une activité normale au bout de deux ans. Avec la survenue de nouveaux phénomènes épidémiques à l'automne 2020, la reprise sera mécaniquement plus lente et l'activité des entreprises sera durablement atteinte.

Selon notre diagnostic, la baisse d'activité devrait se poursuivre pendant l'année 2021 et potentiellement jusqu'en (Diagnostic à détailler).

(N.-B. : si l'activité réduite pour le maintien en emploi ne concerne pas la totalité des salariés de l'entreprise mais une ou plusieurs activités, il est nécessaire de justifier les raisons du recours à l'activité réduite pour chacune des activités.)

Le recours à l'activité partielle, qui a permis de réduire la durée du travail tout en maintenant un certain niveau de salaire avec une prise en charge de l'État et l'UNEDIC, a permis de préserver l'emploi et les compétences des salariés pendant la crise.

Cependant, ce dispositif a été modifié. Depuis, un dispositif spécifique d'activité réduite plus avantageux a été créé à compter du 1^{er} juillet 2020 pour aider les entreprises connaissant une baisse d'activité durable mais qui n'est pas de nature à compromettre leur pérennité.

Ce dispositif permet une meilleure indemnisation des salariés, ainsi qu'une prise en charge plus forte par les pouvoirs publics. Il autorise une réduction d'horaire dans la limite de 40 % de la durée légale du travail, sous réserve d'engagements en termes d'emploi et de formation professionnelle de la part de l'entreprise.

Les partenaires sociaux de la branche des Commerces de Détail Non Alimentaires se sont emparés de ce nouveau dispositif en concluant le 13 novembre 2020 un accord permettant aux entreprises de la Branche de mettre en œuvre ce nouveau dispositif par l'intermédiaire d'un document unilatéral.

L'objet du présent document, élaboré sur la base du diagnostic évoqué ci-dessus et dans le respect des stipulations de l'accord de branche (En cas de présence d'un comité social et économique dans l'entreprise, ajouter : «et après consultation du comité social et économique (CSE)»), est de mettre en œuvre ce nouveau dispositif en fonction de la situation et des spécificités de l'entreprise.

Article 1er
Champ d'application : activités et salariés concernés

Option n° 1

Tous les salariés de l'entreprise ont vocation à bénéficier du dispositif d'activité réduite, quelle que soit la nature de leur contrat (CDI, CDD, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation).

Option n° 2

Le dispositif d'activité réduite a vocation à bénéficier exclusivement aux activités et salariés suivants de l'entreprise ou de l'établissement (à préciser) :

- Activités commerciales (détailler les catégories d'activités et de salariés concernés).
- Fonctions supports (détailler les catégories d'activités et de salariés concernés).
- (Éventuellement : détailler d'autres catégories d'activités et de salariés concernés).

Tous les salariés de l'entreprise affectés à ces activités ont vocation à bénéficier du dispositif d'activité réduite, quelle que soit la nature de leur contrat de travail (CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation).

(Paragraphe suivant non optionnel.)

La réduction du temps de travail des salariés à temps partiel doit être calculée au prorata de leur temps de travail contractuel.

Article 2
Période de mise en œuvre du dispositif

Le dispositif d'activité réduite pour le maintien en emploi est sollicité du (compléter) au (6 mois maximum - compléter).

Le recours au dispositif d'activité réduite au sein de l'entreprise pourra être renouvelé par période de 6 mois dans les conditions décrites à l'article 10. Il ne pourra être recouru au dispositif d'activité réduite sur une durée supérieure à 24 mois continus ou discontinus jusqu'au (préciser).

(N.-B. : La date à partir de laquelle l'employeur sollicite le bénéfice de l'allocation ne peut être antérieure au premier jour du mois civil au cours duquel la demande de validation a été transmise à l'autorité administrative. Le dépôt du document unilatéral devra avoir été effectué au plus tard le 30 juin 2022.)

Article 3
Engagements de l'entreprise en termes d'emploi et de formation professionnelle

3.1
Engagements en termes d'emploi

(N.-B. : Les engagements pris en faveur de l'emploi portent au minimum sur les salariés concernés par le dispositif d'activité réduite.)

La préservation des emplois et des compétences au sein de l'entreprise ou de l'établissement (préciser) est le facteur essentiel de la poursuite de l'activité et d'un retour à un niveau d'activité normale.

L'entreprise s'engage à ne pas recourir au licenciement pour motif économique (article L. 1233-3 du code du travail)

- Option 1 : pour tous les salariés de l'entreprise ou de l'établissement (à préciser)
- Option 2 : pour les catégories de salariés suivantes : ... (à préciser) pendant la période suivante : ... (à préciser).

(N.-B. : le document doit préciser les catégories de salariés concernés par l'engagement de ne pas recourir au licenciement économique et la durée de cet engagement, celle-ci correspondant au moins à la durée du recours à l'activité réduite.)

Par ailleurs, l'employeur s'engage à ne pas avoir recours à la sous-traitance ou à l'intérim pendant la période pour remplacer un emploi pour surcroît d'activité.

L'entreprise s'engage à ne pas cumuler, sur une même période et pour un même salarié, le dispositif d'activité réduite avec le dispositif d'activité partielle prévu à l'article L. 5122-1 du code du travail - ce non-cumul n'étant pas exclusif du recours au dispositif d'activité partielle pour d'autres salariés non concernés par le dispositif d'activité réduite.

3.2
Formation professionnelle et mobilisation du compte personnel de formation

(Dans le cas d'une stricte application de l'accord de branche)

Tout salarié ayant bénéficié du dispositif d'activité réduite peut définir ses besoins en formation à l'occasion de tout entretien avec son responsable hiérarchique (entretien professionnel, entretien annuel d'évaluation, entretien managé-

rial...).

Conformément à l'accord de branche, le salarié placé dans le dispositif d'activité réduite qui réalise, pendant cette période, une ou plusieurs formations peut mobiliser son compte personnel de formation (CPF).

Si le coût de ces formations est supérieur aux droits acquis au titre du CPF, l'entreprise peut formaliser une demande de financement complémentaire auprès de son opérateur de compétences (L'Opcommerce), conformément aux critères et aux conditions définis par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et la Formation Professionnelle (CPNEFP) de la branche professionnelle du CDNA, ou cofinancer elle-même le projet.

Il est précisé que le recours au FNE-Formation ou au CPF n'appelle pas aux mêmes ressources financières. Il est rappelé que tous les dispositifs de formation en vigueur peuvent être mobilisés dans le cadre d'un projet de formation élaboré conjointement par l'employeur et le salarié.

Article 4 **Réduction de l'horaire de travail**

Dans le cadre du dispositif d'activité réduite longue durée, l'horaire de travail des salariés visés à l'article 1^{er} sera réduit au maximum de (X % – maximum 40 % en deçà de la durée légale du travail sur une période de 6 mois).

Cette réduction s'apprécie salarié par salarié sur la durée maximum de 6 mois. La réduction de l'horaire peut conduire à la suspension temporaire d'activité.

L'employeur informe les salariés, individuellement et par écrit (e-mail ou courrier), au moins sept jours calendaires préalablement à leur entrée dans le dispositif d'activité réduite et préalablement à leur entrée ou leur sortie d'une période d'inactivité totale.

Article 5 **Indemnisation des salariés et conséquences de l'entrée dans le dispositif**

Le salarié placé en activité réduite dans le cadre du dispositif spécifique reçoit une indemnité horaire, versée par l'entreprise, correspondant à 70 % de la rémunération horaire brute servant d'assiette à l'indemnité de congés payés.

Au regard des dispositions réglementaires en vigueur, le salaire de référence tient compte de la moyenne des éléments de rémunération variables perçus au cours des 12 mois civils, ou sur la totalité des mois travaillés si le salarié a travaillé moins de 12 mois civils, précédant le premier jour de placement dans le dispositif spécifique d'activité réduite de l'entreprise.

L'indemnité horaire versée au salarié placé en activité réduite ne peut être inférieure à 8,03 euros. Le taux horaire de l'allocation versée à l'employeur ne peut être inférieur à 7,23 euros.

L'assiette maximale de rémunération est plafonnée à 4,5 fois le SMIC.

(Prévoir éventuellement le lissage de la rémunération) N.-B. : L'entreprise doit étudier la possibilité de lisser l'indemnisation des salariés en cas de baisse d'activité variable au cours de la période sollicitée. Le lissage de la rémunération s'impose à l'employeur lorsque la baisse d'activité atteint 40 % pendant une période de 6 mois.

Les salariés et, le cas échéant, leurs ayants droit, garantis collectivement dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité, les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité, les risques d'inaptitude et le risque chômage, ou qui bénéficient d'avantages sous forme d'indemnités ou de primes de départ en retraite ou de fin de carrière, continueront de bénéficier de ces garanties lorsqu'ils seront placés en position d'activité réduite.

Article 6 **Efforts proportionnés des instances dirigeantes de l'entreprise**

Afin de garantir des efforts proportionnés à ceux demandés aux salariés pendant la durée de recours au dispositif d'activité réduite, l'entreprise prend les mesures suivantes applicables aux dirigeants salariés, aux mandataires sociaux et aux actionnaires : (À compléter).

Article 7 **Modalités d'information des salariés, du comité social et économique (CSE), des organisations syndicales et de l'administration**

Les salariés susceptibles de bénéficier du dispositif d'activité réduite pour le maintien en emploi sont informés individuellement par tout moyen (courrier, e-mail...) de toutes les mesures d'activité réduite les concernant : organisation du temps de travail, indemnisation par l'entreprise...

(Paragraphe suivant et liste en cas de présence d'un CSE et/ou de délégués syndicaux dans l'entreprise)

L'employeur fournit au minimum tous les deux mois au comité social et économique (CSE) et aux délégués syndicaux les informations anonymisées suivantes :

— le nombre de salariés concernés par la mise en œuvre du dispositif ;

-
- l'âge, le sexe et la nature des contrats de travail (CDI, CDD...) des salariés concernés par le dispositif ;
 - le nombre mensuel d'heures chômées au titre du dispositif ;
 - les activités concernées par la mise en œuvre du dispositif ;
 - le nombre de salariés ayant bénéficié d'un accompagnement en formation professionnelle ;
 - les perspectives de reprise de l'activité.

Avant l'échéance de chaque période d'autorisation d'activité réduite de six mois, l'employeur transmet à l'autorité administrative, en vue du renouvellement de l'autorisation, un bilan portant sur le respect des engagements en matière d'emploi, de formation professionnelle et d'information des instances représentatives du personnel sur la mise en œuvre de l'activité réduite.

Ce bilan est accompagné du procès-verbal de la dernière réunion au cours de laquelle le comité social et économique, s'il existe, a été informé sur la mise en œuvre de l'activité réduite, ainsi que d'un diagnostic actualisé sur la situation économique et les perspectives d'activité de l'établissement ou de l'entreprise (préciser).

Article 8

Entrée en vigueur et durée du document unilatéral

Le présent document unilatéral entre en vigueur à sa date de signature ou le (date) ou le lendemain de son homologation par l'autorité administrative (préciser).

Il s'applique jusqu'au (préciser).

Article 9

Demande d'homologation

Le présent document unilatéral est adressé par l'entreprise à l'autorité administrative pour homologation par voie dématérialisée dans les conditions réglementaires en vigueur (article R. 5122-26 du code du travail).

(Deux paragraphes suivants en cas de présence d'un CSE dans l'entreprise)

Cette demande est accompagnée de l'avis rendu par le comité social et économique (CSE), ou à défaut de la convocation du CSE.

L'entreprise transmet une copie de la demande d'homologation, accompagnée de son accusé de réception par l'administration, au CSE.

L'autorité administrative notifie à l'entreprise sa décision d'homologation dans un délai de 21 jours à compter de la réception du présent document. Le silence gardé par l'autorité administrative pendant ce délai vaut décision d'acceptation d'homologation.

(Paragraphe suivant en cas de présence d'un CSE dans l'entreprise)

L'autorité administrative notifie sa décision au CSE, dans les mêmes délais.

La procédure d'homologation est renouvelée en cas de reconduction ou d'adaptation du document.

La décision d'homologation ou de validation vaut autorisation d'activité réduite pour une durée de 6 mois. L'autorisation est renouvelée par période de 6 mois, au vu d'un bilan adressé à l'autorité administrative, avant l'échéance de chaque période d'autorisation de recours au dispositif d'activité réduite pour le maintien en emploi, portant sur le respect des engagements en termes d'emploi et de formation professionnelle, ainsi que sur les modalités d'information du CSE, s'il existe, sur la mise en œuvre de l'accord. Ce bilan est accompagné d'un diagnostic actualisé de la situation économique et des perspectives d'activité de l'établissement, de l'entreprise ou du groupe, ainsi que du procès-verbal de la dernière réunion au cours de laquelle le CSE, s'il existe, a été informé sur la mise en œuvre du dispositif d'activité réduite.

Article 10

Publicité et transmission à la CPPNI

La décision d'homologation ou, à défaut, les documents nécessaires pour la demande d'homologation et les voies et délais de recours sont portés à la connaissance des salariés par tout moyen permettant de conférer date certaine à cette information (courrier, e-mail...) et par voie d'affichage sur leurs lieux de travail.

Le présent document est également transmis, anonymisé, par courrier ou par voie électronique à la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) de la branche professionnelle du CDNA :

CDNA - Secrétariat de la CPPNI

45, rue des Petites-Écuries - 75010 Paris

@-mail : contact@cdna.pro

Fait à (à compléter), le (à compléter)

Signature

Mise en place de l'intéressement

Accord du 10 juin 2021

[Étendu par arr. 4 févr. 2022, JO 11 févr., applicable à compter de l'issue de la procédure de notification et de dépôt]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Préambule

L'intéressement est un dispositif d'épargne salariale qui consiste à associer collectivement les salariés aux résultats ou aux performances de l'entreprise.

Les partenaires sociaux de la branche des Commerces de Détail Non Alimentaires (CDNA) ont engagé une négociation sur ce thème dans l'objectif de conclure un accord de branche qui facilite et sécurise la mise en place d'un tel dispositif.

L'accord d'intéressement annexé au présent accord de branche (Annexe1) pourra ainsi être mis en place par décision unilatérale de l'employeur dans les entreprises de moins de 50 salariés (Annexe2), ou par accord d'entreprise dans celles de 50 salariés et plus, après appropriation de la formule de calcul adaptée à la structure et aux projets de l'entreprise parmi les options proposées.

Il n'emporte pas d'obligation de mise en place pour les entreprises, qui conservent la possibilité de conclure un accord d'intéressement dans les conditions prévues par la loi si elles n'adoptent pas l'accord en annexe.

Le versement d'un intéressement ne peut avoir d'effet sur la politique salariale et le déroulement de carrière des salariés.

Les parties signataires ont convenu ce qui suit :

Article 1er

Champ d'application du présent accord

Le présent accord a pour champ d'application celui défini par l'article 1er du chapitre I «Clauses générales» de la convention collective nationale des Commerces de Détail Non Alimentaires (IDCC 1517).

Article 2

Objet du présent accord

Le présent accord de branche permet à l'employeur qui le souhaite de mettre en place l'accord d'intéressement annexé (Annexe1) dans les conditions détaillées à l'article 3 ci-après.

Les formules de calcul qu'il propose ouvrent droit aux exonérations légales de cotisations sociales.

Article 3

Mise en œuvre de l'accord d'intéressement

Le présent accord permet, du seul fait de sa mise en application, aux entreprises de moins de 50 salariés de mettre en application un régime d'intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise, d'accéder à l'intéressement sans avoir à conclure elles-mêmes un accord d'intéressement qui leur soit propre.

S'agissant d'un dispositif «clés en main», en deçà d'un effectif de 50 salariés, l'employeur peut mettre en place le présent accord d'intéressement par décision unilatérale (Annexe2). À partir de 50 salariés, un accord d'entreprise est nécessaire.

Article 4

Dispositions de suivi

Les parties signataires conviennent que les employeurs qui feront une application de cet accord d'intéressement par décision unilatérale ou par accord d'entreprise devront transmettre une copie de la décision ou de l'accord au secrétariat de la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) de la branche professionnelle du CDNA (adresse : contact@cdna.pro).

Un bilan des décisions unilatérales et des accords d'entreprise conclus sur la base de cet accord sera effectué une fois par an en CPPNI. Ceci permettra aux partenaires sociaux de suivre la mise en œuvre de cet accord dans la branche et de formuler d'éventuelles propositions d'adaptation du présent accord.

Article 5 **Dispositions particulières pour les TPE**

Les parties signataires du présent accord conviennent que cet accord est principalement destiné aux entreprises de moins de 50 salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail et ce, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, et ne nécessite pas de dispositions particulières pour elles.

Article 6 **Dispositions diverses : entrée en vigueur de l'accord, durée, notification, dépôt, révision**

Le présent accord d'intéressement de branche est institué pour une durée indéterminée. Il prend effet à l'issue de la procédure de notification et de dépôt.

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera ensuite déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

L'accord pourra être révisé dans les conditions prévues par les articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail en respectant un délai de préavis de 3 mois.

(Al. exclu de l'extension par arr. 4 févr. 2022, JO 11 févr.) En cas de dénonciation de l'accord d'intéressement de branche, ses dispositions continuent de s'appliquer au sein des entreprises ayant adhéré, jusqu'au terme de leur période triennale d'application respective.

Annexe 1 : Accord-type de mise en place d'un régime d'intéressement

Article 1er **Préambule**

Conformément aux articles L. 3312-1 et suivants du code du travail, il est institué un régime d'intéressement du personnel régi :

- par les dispositions susvisées et par les textes ultérieurs les complétant ou les modifiant ;
- par les stipulations du présent accord qui s'applique à l'ensemble des établissements de l'entreprise.

Ayant pour objectif d'associer par un intéressement le personnel de l'entreprise à son développement et à l'amélioration de ses performances, d'où la référence à l'augmentation du chiffre d'affaires, du résultat ou de la marge commerciale et la référence à une répartition proportionnelle au salaire afin de rémunérer la contribution de chaque salarié, cet accord définit les principes et modalités de cet intéressement.

En application de l'article L. 3312-2 du code du travail, les entreprises qui emploient moins de 50 salariés peuvent décider de se soumettre par voie unilatérale au présent accord d'intéressement, «clés en main».

L'intéressement versé aux salariés n'a pas le caractère de salaire pour l'application de la législation du travail. Il n'a pas le caractère d'une rémunération, au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale définissant l'assiette des cotisations de sécurité sociale, et ne peut se substituer à aucun élément de rémunération. Il est cependant assujéti à la CSG et à la CRDS, et, sous réserve de l'article 4.3, à l'impôt sur le revenu.

Eu égard à son caractère par nature aléatoire, l'intéressement est variable et peut être nul.

Les signataires s'engagent à accepter le résultat tel qu'il ressort des calculs. En conséquence, les parties signataires ne considèrent pas l'intéressement versé à chaque intéressé comme un avantage acquis.

L'entreprise atteste par ailleurs qu'elle satisfait aux obligations lui incombant en matière de représentation des salariés.

Article 2 **Calcul de l'intéressement**

2.1 **Conditions de calcul de la prime d'intéressement**

Pour un exercice annuel donné, la prime globale d'intéressement ne se déclenche que si l'entreprise atteint un résultat d'exploitation positif (ci-dessous bénéfice d'exploitation) pour l'exercice concerné (ligne GG de la liasse fiscale DGFIP n° 2052-SD pour une entreprise ou une société relevant du régime normal BIC ; ligne 270 de la liasse fiscale DGFIP n° 2033-B-SD pour une entreprise ou une société relevant du régime simplifié BIC).

2.2

Calcul de la prime globale d'intéressement

La prime globale d'intéressement sera versée en fonction de l'une des 6 options suivantes :

Option 1 : l'évolution du chiffre d'affaires hors taxe par rapport à l'année précédente avec une assiette de prime calculée sur les salaires bruts

La prime globale d'intéressement est déterminée en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires hors taxe de l'entreprise au cours de l'exercice N par rapport à l'exercice précédent N - 1.

La prime d'intéressement est versée à partir d'une évolution minimale de 2 % du chiffre d'affaires hors taxe de l'année N par rapport à l'année précédente N - 1, dès lors que le résultat d'exploitation est positif.

L'assiette de calcul de la prime globale d'intéressement brute est constituée par la masse des salaires bruts versés aux personnes concernées.

CA HT N/N - 1	Total prime globale d'intéressement à répartir
+ 2 % et +	2 % de la masse salariale brute des personnes concernées
+ 5 % et +	3 % de la masse salariale brute des personnes concernées
+ 10 % et +	4 % de la masse salariale brute des personnes concernées

Option 2 : l'évolution du chiffre d'affaires hors taxe par rapport à l'année précédente avec une assiette de prime calculée sur le bénéfice d'exploitation

La prime globale d'intéressement est déterminée en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires hors taxe de l'entreprise au cours de l'exercice N par rapport à l'exercice précédent N - 1.

La prime d'intéressement est versée à partir d'une évolution minimale de 2 % du chiffre d'affaires hors taxe de l'année N par rapport à l'année précédente N - 1, dès lors que le résultat d'exploitation est positif.

L'assiette de calcul de la prime globale d'intéressement brute est constituée par le bénéfice d'exploitation.

CA HT N/N - 1	Total prime globale d'intéressement à répartir
+ 2 % et +	5 % du bénéfice d'exploitation
+ 5 % et +	10 % du bénéfice d'exploitation
+ 10 % et +	15 % du bénéfice d'exploitation

Option 3 : l'évolution du bénéfice d'exploitation en valeur par rapport à l'année précédente avec une assiette de prime calculée sur les salaires bruts

La prime globale d'intéressement est déterminée en fonction de l'évolution du bénéfice d'exploitation de l'entreprise en valeur au cours de l'exercice N par rapport à l'exercice précédent N - 1.

Le bénéfice d'exploitation correspond à la ligne GG de la liasse fiscale DGFIP n° 2052-SD pour une entreprise ou une société relevant du régime normal BIC ; à la ligne 270 de la liasse fiscale DGFIP n° 2033-B-SD pour une entreprise ou une société relevant du régime simplifié BIC.

La prime d'intéressement est versée à partir d'une évolution minimale de 5 % du bénéfice d'exploitation en valeur de l'année N par rapport à l'année précédente N - 1, dès lors que le résultat d'exploitation est positif.

L'assiette de calcul de la prime globale d'intéressement brute est constituée par la masse des salaires bruts versés aux personnes concernées.

Bénéfice N/N - 1	Total prime globale d'intéressement à répartir
+ 5 % et +	2 % de la masse salariale brute des personnes concernées
+ 10 % et +	3 % de la masse salariale brute des personnes concernées
+ 20 % et +	4 % de la masse salariale brute des personnes concernées

Option 4 : l'évolution du bénéfice d'exploitation en valeur par rapport à l'année précédente avec une assiette

de prime calculée sur le bénéfice d'exploitation

La prime globale d'intéressement est déterminée en fonction de l'évolution du bénéfice d'exploitation de l'entreprise en valeur au cours de l'exercice N par rapport à l'exercice précédent N – 1.

Le bénéfice d'exploitation correspond à la ligne GG de la liasse fiscale DGFIP n° 2052-SD pour une entreprise ou une société relevant du régime normal BIC ; à la ligne 270 de la liasse fiscale DGFIP n° 2033-B-SD pour une entreprise ou une société relevant du régime simplifié BIC.

La prime d'intéressement est versée à partir d'une évolution minimale de 5 % du bénéfice d'exploitation en valeur de l'année N par rapport à l'année précédente N – 1, dès lors que le résultat d'exploitation est positif.

L'assiette de calcul de la prime globale d'intéressement brute est constituée par le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice N/N – 1	Total prime globale d'intéressement à répartir
+ 5 % et +	5 % du bénéfice d'exploitation
+ 10 % et +	10 % du bénéfice d'exploitation
+ 20 % et +	15 % du bénéfice d'exploitation

Option 5 : l'évolution de la marge commerciale en valeur par rapport à l'année précédente avec une assiette de prime calculée sur les salaires bruts

La prime globale d'intéressement est déterminée en fonction de l'évolution de la marge commerciale en valeur de l'entreprise au cours de l'exercice N par rapport à l'exercice précédent N – 1.

La marge commerciale est calculée par la différence entre le chiffre d'affaires hors taxe et les achats consommés (à savoir achats + ou – variation de stock).

La prime d'intéressement est versée à partir d'une évolution minimale de 5 % de la marge commerciale en valeur de l'année N par rapport à l'année précédente N – 1, dès lors que le résultat d'exploitation est positif.

L'assiette de calcul de la prime globale d'intéressement brute est constituée par la masse des salaires bruts versés aux personnes concernées.

Marge N/N – 1	Total prime globale d'intéressement à répartir
+ 5 % et +	2 % de la masse salariale brute des personnes concernées
+ 10 % et +	3 % de la masse salariale brute des personnes concernées
+ 20 % et +	4 % de la masse salariale brute des personnes concernées

Option 6 : l'évolution de la marge commerciale en valeur par rapport à l'année précédente avec une assiette de prime calculée sur le bénéfice d'exploitation

La prime globale d'intéressement est déterminée en fonction de l'évolution de la marge commerciale en valeur de l'entreprise au cours de l'exercice N par rapport à l'exercice précédent N – 1.

La marge commerciale est calculée par la différence entre le chiffre d'affaires hors taxe et les achats consommés (à savoir achats + ou – variation de stock).

La prime d'intéressement est versée à partir d'une évolution minimale de 5 % de la marge commerciale en valeur de l'année N par rapport à l'année précédente N – 1, dès lors que le résultat d'exploitation est positif.

L'assiette de calcul de la prime globale d'intéressement brute est constituée par le bénéfice d'exploitation.

Marge N/N – 1	Total prime globale d'intéressement à répartir
+ 5 % et +	5 % du bénéfice d'exploitation
+ 10 % et +	10 % du bénéfice d'exploitation
+ 20 % et +	15 % du bénéfice d'exploitation

S'agissant d'un dispositif «clés en main», en deçà d'un effectif de 50 salariés, l'employeur devra préciser dans l'acte de décision unilatérale, laquelle des 6 options a été choisie. Le choix de l'option s'appliquera en principe pour les

3 années d'application du dispositif.

Toutefois, au cours du premier semestre de la deuxième et/ou de la troisième année d'application de l'accord d'intéressement, le chef d'entreprise pourra choisir d'appliquer une autre option parmi celles proposées par le présent accord. Il modifiera en conséquence le document unilatéral. La modification sera déposée à la DIRECCTE et communiquée au personnel.

Selon l'option choisie, le chiffre d'affaires hors taxe de l'exercice N – 1, le résultat d'exploitation de l'exercice N – 1 ou le montant de la marge commerciale de l'exercice N – 1 est indiqué dans le document unilatéral afin de pouvoir apprécier le respect de l'augmentation, l'exercice N – 1 étant celui précédant le premier exercice d'application de l'accord d'intéressement.

Article 3

Bénéficiaires individuels

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux bénéficiaires suivants ayant au minimum 2 mois d'ancienneté dans l'entreprise (art.L. 3342-1 du code du travail) :

- les salariés de l'entreprise quel que soit le type de contrat de travail (CDI ; CDD...) ;
- les chefs d'entreprise et les présidents, directeurs généraux, gérants ou membres du directoire, des entreprises ;
- le conjoint ou le partenaire du chef d'entreprise lié par un pacte civil de solidarité, s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ;
- les dirigeants d'entreprise et mandataires sociaux d'entreprises, s'ils sont titulaires d'un contrat de travail écrit, cotisent aux Assedic, exercent une fonction qui les place en état de subordination à l'égard de l'entreprise et reçoivent à ce titre une rémunération distincte.

Les stagiaires sont exclus du bénéfice de l'intéressement. En cas d'embauche d'un stagiaire à l'issue d'un stage en entreprise de plus de 2 mois, la durée de ce dernier est prise en compte pour l'ouverture et le calcul des droits liés à l'ancienneté et pour bénéficier des dispositifs d'épargne salariale. Cette disposition concerne exclusivement les stages en entreprise effectués par des étudiants et ne s'applique ni aux stagiaires de la formation professionnelle continue, ni aux stages des jeunes de moins de 16 ans.

Les titulaires d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation bénéficient de l'intéressement. Pour la détermination de l'ancienneté éventuellement requise sont pris en compte tous les contrats de travail exécutés au cours de la période de calcul et des 12 mois qui la précèdent. Les périodes de simple suspension du contrat de travail ne sont pas déduites pour le calcul de l'ancienneté.

Article 4

Répartition entre les bénéficiaires

4.1

Critères

L'intéressement entre les bénéficiaires sera réparti :

- Pour 2/3, proportionnellement à la rémunération brute perçue par chaque bénéficiaire pendant l'exercice au titre duquel l'intéressement est attribué,

Il est entendu par rémunération brute, le salaire brut fiscal perçu par chaque bénéficiaire pendant l'exercice de référence. Pour les congés de maternité ou d'adoption, les congés de deuil, les périodes de mise en quarantaine, ainsi que les périodes de suspension du contrat de travail consécutives à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, la répartition se fait sur la base du salaire qui aurait été versé si le salarié concerné avait travaillé.

Pour les salariés en activité partielle, les salaires pris en compte sont ceux que le salarié aurait perçus s'il n'avait pas été placé en activité partielle.

Pour les dirigeants et conjoints dans l'entreprise, la répartition les concernant est calculée, conformément à l'article L. 3314-6 du code du travail, proportionnellement à la rémunération annuelle ou au revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, plafonnés au niveau du salaire le plus élevé versé dans l'entreprise.

- Pour 1/3, proportionnellement à la durée de présence de chaque bénéficiaire pendant l'exercice au titre duquel l'intéressement est attribué.

Les périodes de congé de maternité, de congé d'adoption et de congé de deuil, les périodes de suspension du contrat de travail consécutives à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, ainsi que les périodes de mise en quarantaine, sont assimilées à des périodes de présence du salarié.

Pour les salariés placés en activité partielle, la totalité des heures chômées doit être prise en compte et considérée comme du temps de travail.

4.2

Plafonnement des droits

Le montant des droits susceptibles d'être attribués à un salarié ne peut, pour un exercice, excéder une somme égale aux trois quarts du plafond annuel retenu pour la détermination des cotisations de sécurité sociale.

Ce plafond est calculé au prorata de la durée de présence pour les salariés n'ayant travaillé dans l'entreprise que pendant une partie de l'exercice.

Selon l'article L. 3314-8 du code du travail, le montant global des primes d'intéressement distribuées aux bénéficiaires ne doit pas dépasser annuellement 20 % du total des salaires bruts versés aux salariés compris dans le champ de l'accord en ajoutant, le cas échéant, la rémunération annuelle ou le revenu professionnel des bénéficiaires mentionnés à l'article L. 3312-3 imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente versés aux personnes concernées.

4.3

Versement de l'intéressement

4.3.1

Date de versement

La prime individuelle d'intéressement sera versée dès qu'elle aura pu être calculée et vérifiée dans les conditions prévues par l'accord, et en tout état de cause avant le premier jour du sixième mois qui suit l'arrêté des comptes servant aux calculs. Au-delà de cette échéance, les sommes non versées produiront un intérêt de retard égal à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministre chargé de l'économie. Ces intérêts, à la charge de l'entreprise, seront versés en même temps que le principal. Ces intérêts ne sont pas assujettis à la CSG et la CRDS, sous réserve de l'évolution de la réglementation.

4.3.2

Affectation de la prime

Le bénéficiaire de la prime individuelle d'intéressement pourra opter :

- pour un règlement partiel ou total de sa prime individuelle d'intéressement ; les sommes reçues seront alors imposables au titre de l'IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques) dans la catégorie des traitements et salaires ;
- pour un versement partiel ou total sur le plan d'épargne salariale.

Si cette affectation à un plan d'épargne intervient dans le délai de 15 jours fixé ci-dessous, la somme correspondante est exonérée d'impôt sur le revenu dans la limite d'un montant égal à la moitié du plafond annuel moyen de la sécurité sociale. Chaque salarié doit faire connaître son choix en retournant à l'entreprise un questionnaire que celui-ci lui adresse avant chaque versement.

Conformément aux articles L. 3315-2 et D. 3313-9 du code du travail, chaque bénéficiaire reçoit une information portant notamment sur les sommes qui lui sont attribuées au titre de l'intéressement et dont il peut demander, en tout ou partie, soit le versement, soit l'affectation à un plan, et sur le délai dans lequel il peut formuler sa demande. La demande du bénéficiaire est formulée dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle il a été informé du montant qui lui est attribué.

Cinq jours après l'envoi de ce courrier, les bénéficiaires sont présumés informés.

À défaut de réponse et d'option du salarié dans le délai prévu, l'intéressement sera affecté d'office sur le placement prévu par défaut dans le règlement du plan d'épargne entreprise (PEE), du plan d'épargne de groupe (PEG) ou du plan d'épargne interentreprises (PEI) applicable ainsi que du plan d'épargne retraite d'entreprise interentreprises (PERE-CO-I).

Les sommes ne sont négociables ou exigibles qu'à l'expiration du délai d'indisponibilité prévu dans le règlement dudit plan.

4.4

Information des bénéficiaires

L'entreprise s'engage à informer l'ensemble du personnel de la mise en place de l'accord, de son contenu et de toutes modifications ultérieures par tout moyen (note d'information, copie de l'accord, etc.) ou à défaut par voie d'affichage.

Selon l'article L. 3341-6 du code du travail, tout salarié d'une entreprise proposant un des dispositifs d'épargne salariale (accord d'intéressement, accord de participation, plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises et plan d'épargne retraite d'entreprise collectif interentreprises) reçoit, lors de la conclusion de son contrat de travail, un livret d'épargne salariale présentant les dispositifs mis en place dans l'entreprise.

La somme attribuée à un salarié en application de l'accord d'intéressement fait l'objet d'une fiche distincte du bulletin de paie. Cette fiche mentionne :

1^o Le montant global de l'intéressement ;

2^o Le montant moyen perçu par les bénéficiaires ;

3^o Le montant des droits attribués à l'intéressé ;

4^o La retenue opérée au titre de la contribution sociale généralisée et de la contribution au remboursement de la dette sociale ;

5^o Lorsque l'intéressement est investi sur un plan d'épargne salariale, le délai à partir duquel les droits nés de cet investissement sont négociables ou exigibles et les cas dans lesquels les droits nés de cet investissement peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration de ce délai ;

6^o Les modalités d'affectation par défaut au plan d'épargne entreprise (PEE) ou d'un plan d'épargne de groupe (PEG) ou d'un plan d'épargne interentreprises (PEI) des sommes attribuées au titre de l'intéressement, conformément aux dispositions de l'article L. 3315-2 du code du travail ainsi qu'au plan d'épargne retraite d'entreprise interentreprises (PERE-CO-I).

La fiche comporte également, en annexe, une note rappelant les règles essentielles de calcul et de répartition prévues par l'accord d'intéressement. Avec l'accord du salarié concerné, la remise de cette fiche distincte peut être effectuée par voie électronique, dans des conditions de nature à garantir l'intégrité des données.

Article 5

Droits des bénéficiaires quittant l'entreprise

Selon l'article L. 3341-7 du code du travail, lorsqu'un épargnant quitte l'entreprise, l'épargnant reçoit un état récapitulatif de l'ensemble de ses avoirs comportant les informations et mentions suivantes :

- l'identification du bénéficiaire ;
- la description de ses avoirs acquis ou transférés dans le plan d'épargne ;
- les dates de disponibilité des avoirs en compte ;
- la mention sur tout élément utile à l'épargnant pour en obtenir la liquidation ou le transfert ;
- l'identité et adresse des teneurs de compte auprès desquels le bénéficiaire a un compte d'épargne salariale ;
- la mention selon laquelle les frais de tenue de compte sont à la charge, soit de l'épargnant, soit de l'entreprise.

L'état récapitulatif, qui s'insère dans le livret d'épargne salariale, doit être remis à l'épargnant par l'entreprise qu'il quitte ou le cas échéant par l'intermédiaire du teneur de compte sur demande expresse de l'entreprise.

Selon la réglementation en vigueur, le bénéficiaire qui quitte l'entreprise a la possibilité de :

- conserver l'épargne au sein du plan d'épargne de son ancienne entreprise ;
- demander la liquidation totale ou partielle de ses avoirs ;
- obtenir le transfert de ses avoirs sur le plan d'épargne auquel il a accès le cas échéant au titre de son nouvel emploi.

En cas de changement d'adresse, il appartient à l'adhérent d'en aviser le teneur de compte conservateur de parts.

Lorsqu'un salarié susceptible de bénéficier de l'intéressement quitte l'entreprise avant que celle-ci ait été en mesure de calculer les droits dont il est titulaire, l'entreprise prend note de l'adresse à laquelle il pourra être informé de ses droits et lui demande de l'avertir de ses changements d'adresse éventuels.

En l'absence de plan d'épargne entreprise et conformément à l'article D. 3313-11 du code du travail, lorsque le salarié ne peut pas être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, les sommes auxquelles il peut prétendre sont tenues à sa disposition par l'entreprise pendant une durée de 1 an courant à compter de la date limite de versement de l'intéressement, telle que définie à l'article L. 3314-9 du code du travail.

Passé ce délai, les sommes sont remises à la Caisse des dépôts et consignations, où l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme des délais prévus au III de l'article L. 312-20 du code monétaire et financier.

Article 6

Prise d'effet et durée

L'adhésion au présent accord est valable pour une durée totale de 3 ans ou de trois exercices, le premier de ces exercices étant celui désigné au sein du bulletin d'adhésion au présent accord de branche.

En tout état de cause, l'adhésion doit avoir lieu au plus tard le dernier jour du 6^e mois qui suit l'ouverture du 1^{er} exercice concerné. En cas de dépôt hors délai, les exonérations s'appliquent pour les exercices ouverts postérieurement à l'adhésion.

Article 7 **Application de l'accord d'intéressement - Différends et litiges**

7.1 **Application de l'accord d'intéressement**

Le comité social et économique (CSE) ou, à défaut, une commission ad hoc créée et composée de représentants des salariés spécialement désignés à cet effet, sera informé chaque année des simulations effectuées sur les modalités de calcul et les critères de répartition de l'intéressement pour l'année complète avant distribution de l'intéressement. Il se verra remettre tous les documents utiles à sa compréhension et pourra, le cas échéant, solliciter toute précision. Un procès-verbal de la réunion sera établi à cet effet.

7.2 **Différends et litiges**

Les différends qui pourraient surgir dans l'application du présent accord ou de ses avenants sont examinés aux fins de règlement par la direction et la représentation des salariés définie ci-dessus.

Pendant toute la durée du différend, l'application de l'accord se poursuit conformément aux règles qu'il a énoncées. À défaut de règlement amiable dans un délai de 1 mois, le différend sera soumis aux juridictions compétentes par la partie la plus diligente.

Article 8 **Supplément d'intéressement**

Dans le cadre et les limites de l'article L. 3314-10 du code du travail, l'employeur peut décider de verser un supplément d'intéressement au titre du dernier exercice clos, ce supplément venant s'ajouter à la prime versée en application du présent accord d'intéressement.

Article 9 **Dispositions finales**

L'entreprise indique dans un document unilatéral le calcul de l'intéressement qu'elle a retenu parmi les 6 options proposées, après en avoir informé le comité social et économique (CSE), s'il existe, et l'ensemble des salariés.

L'adhésion au présent accord donnera lieu à une simple notification à la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) compétente, par dépôt à la diligence de l'entreprise, en un exemplaire au format électronique (version intégrale du texte signée en PDF), via la plateforme de téléprocédure Télé-Accords (adresse : <https://www.teleaccords.travail-emploi.gouv.fr/Teleprocedures/>) pour transmission automatique du dossier à la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) compétente.

Conformément aux dispositions de l'article 4.4, le présent accord fera l'objet, à la diligence de l'employeur, d'une communication à tous les salariés de l'entreprise.

L'employeur transmettra une copie de la décision unilatérale au secrétariat de la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) de la branche professionnelle du CDNA (adresse : contact@cdna.pro).

Annexe 2 : Modèle de décision unilatérale d'adhésion au régime d'intéressement de la branche du CDNA

La présente décision unilatérale est prise en vue de faire adhérer notre entreprise au régime d'intéressement facultatif mis en place par les partenaires sociaux de la branche des Commerces de Détail Non Alimentaires (CDNA). Ce régime est issu de l'accord de branche instituant un intéressement dans les Commerces de Détail Non Alimentaires en date du 10 juin 2021.

À la date du ..., l'entreprise adhère ainsi au régime d'intéressement. Cette adhésion est valable pour une durée de 3 ans. Elle couvre les exercices suivants : ... (l'adhésion doit avoir lieu au plus tard le dernier jour du 6^e mois qui suit l'ouverture du 1^{er} exercice concerné).

Les conditions pour bénéficier du régime d'intéressement, le mode de calcul et de distribution de l'intéressement ainsi que les modalités d'utilisation des droits distribués sont ceux prévus au sein de l'accord de branche du 10 juin 2021.

En conformité avec l'accord de branche, la prime globale d'intéressement sera versée en fonction de l'option suivante : ... (précisez parmi les 6 options, le numéro et le titre de l'option choisie).

Le chiffre d'affaires hors taxe de l'exercice N – 1 est le suivant : ... ou Le résultat d'exploitation de l'exercice N – 1 est le suivant : ... ou Le montant de la marge commerciale de l'exercice N – 1 est le suivant : ... (Selon l'option choisie, Le chiffre d'affaires hors taxe de l'exercice N – 1, le résultat d'exploitation de l'exercice N – 1 ou le montant de la marge commerciale de l'exercice N – 1 est indiqué dans le document unilatéral afin de pouvoir apprécier le respect de l'augmentation, l'exercice N – 1 étant celui précédant le premier exercice d'application de

l'accord d'intéressement.)

Les plafonnements légaux liés aux droits distribués seront appliqués pour permettre l'application du régime social et fiscal spécifique à l'intéressement.

Cette présente décision fait l'objet d'une mesure de publicité auprès de la DREETS par dépôt sur le site TéléAccords (adresse : <https://www.teleaccords.travail-emploi.gouv.fr/Teleprocedures/>)

(En cas de CSE mis en place dans l'entreprise) Le comité social et économique a été informé de la décision le ...
Les salariés ont été informés de la décision le ...

La présente décision est portée à la connaissance des salariés de l'entreprise par le biais des mesures suivantes : ... (décrivez les moyens d'information utilisés).

Une copie de la décision est transmise à la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) de la branche professionnelle du CDNA (adresse : contact@cdna.pro).

Fait à ..., le ...

M^{me}/M. ... (précisez la nature du mandat)

Signature

Participation dérogatoire

Accord du 5 septembre 2024

[Agréé par arr. 3 juin 2025, JO 5 juin et étendu par arr. 21 juill. 2025, JO 1^{er} août, applicable à compter de sa signature sous réserve des dispositions législatives relatives au droit d'opposition et sous réserve de son agrément ministériel dans les conditions définies par la réglementation]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Mod. par Avenant 19 mars 2025, agréé par arr. 3 juin 2025, JO 5 juin et étendu par arr. 21 juill. 2025, JO 1^{er} août, applicable à compter de sa signature et sous réserve de son agrément⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT.

Préambule

La participation a pour objet de garantir collectivement aux salariés le droit de participer aux résultats de l'entreprise. Elle prend la forme d'une participation financière à effet différé, calculée en fonction du bénéfice net de l'entreprise, constituant la réserve spéciale de participation. Elle est obligatoire dans les entreprises dont l'effectif de 50 salariés a été atteint ou dépassé pendant cinq années consécutives.

L'accord national interprofessionnel (ANI) conclu le 23 février 2023 et la loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023 portant transposition de cet accord sont venus donner une nouvelle impulsion à ce dispositif auprès des TPE-PME. À titre expérimental, pendant une durée de cinq ans (jusqu'au 29 novembre 2028), le recours à la participation volontaire est facilité pour les entreprises non soumises à l'obligation de mettre en place la réserve spéciale de participation par la possibilité de déroger, y compris dans un sens moins favorable, à la formule légale de participation.

Cette expérimentation a vocation à s'appliquer aux entreprises et aux unités économiques et sociales de moins de 50 salariés. Elle peut aussi s'appliquer aux entreprises d'au moins 50 salariés qui n'ont pas atteint cet effectif supérieur à 50 salariés pendant cinq exercices consécutifs. Elle peut également s'appliquer aux entreprises d'au moins 50 salariés dont le bénéfice fiscal est inexistant ou insuffisant pour générer une réserve spéciale de participation selon la formule légale.

À cet effet, les branches professionnelles étaient tenues d'ouvrir, d'ici le 30 juin 2024, une négociation visant à mettre à disposition de ces entreprises un dispositif de participation volontaire qui peut prévoir une formule de participation dérogatoire pouvant donner un résultat supérieur comme inférieur à la formule légale.

La branche des commerces de détail non alimentaires est composée à 95 % de TPE-PME.

C'est dans ce cadre qu'est conclu le présent accord.

Article 1er **Objet**

Les parties conviennent du présent accord destiné à permettre aux entreprises souhaitant mettre en place un dispositif de participation dérogatoire de disposer d'un texte applicable en l'état.

Le présent accord contient en annexe l'accord type permettant la mise en place d'un tel dispositif.

Article 2 **Principes directeurs**

Caractère facultatif : le présent accord proposé par la branche revêt un caractère facultatif pour les entreprises visées et est sans effet sur les accords de groupe, les accords interentreprises ou d'entreprise déjà conclus et ayant le même objet.

Adaptation : le présent accord peut s'adresser aux entreprises bénéficiaires visées au préambule. Les parties, conscientes que ce dispositif s'adresse à un grand nombre d'entreprises et de salariés de la branche, ont souhaité laisser aux entreprises la possibilité de choisir entre les différentes options proposées afin de retenir celles qui leur conviennent le mieux au regard de leur activité et de leur situation.

Simplicité : Le dispositif proposé peut être déployé dans les entreprises selon des modalités simplifiées explicitées à l'article 3.

Article 3 **Mise en place dans l'entreprise**

Le dispositif de participation dérogatoire issu du présent accord est mis en place dans l'entreprise par l'adoption du document figurant en annexe B.

Cette annexe peut être adoptée selon l'une des formalités suivantes :

— Par décision unilatérale de l'employeur pour les entreprises de moins de 50 salariés, après information du CSE le cas échéant ainsi que des salariés ;

— Par accord d'entreprise selon les modalités de mise en place d'un accord de participation dans les autres cas (accord avec les délégués syndicaux, accord avec les représentants d'organisations syndicales représentatives, accord avec le CSE, ou par ratification à la majorité des deux tiers du personnel en cas de demande conjointe de l'employeur et si elles existent des organisations syndicales représentatives ou du CSE.

L'accord ou le document unilatéral sont déposés sur la plateforme de téléprocédure du ministère du Travail.

Un modèle de courrier d'accompagnement est proposé en annexe.

Article 4 **Champ d'application**

Les entreprises susceptibles d'être concernées sont celles qui relèvent du champ d'application de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires.

Article 5 **Suivi**

Les parties signataires conviennent que les employeurs qui feront application de cet accord de participation dérogatoire par décision unilatérale ou par accord d'entreprise devront transmettre une copie de la décision ou de l'accord au secrétariat de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) de la branche professionnelle des commerces de détail non alimentaires (adresse : contact@cdna.pro).

Le présent accord fait l'objet d'un suivi une fois par an par la CPPNI.

Article 6 **Entrée en vigueur, durée, formalités de dépôt**

Le présent accord de branche est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par la réglementation.

Le présent accord est applicable à compter de sa signature sous réserve des dispositions législatives relatives au droit d'opposition et sous réserve de son agrément ministériel dans les conditions définies par la réglementation.

Il est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs.

À ce titre et conformément à cette réglementation, il comporte des clauses spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés, leur permettant notamment d'adhérer au dispositif de la branche par voie de décision unilatérale.

Toute évolution de la réglementation applicable, notamment en matière d'épargne salariale, s'intégrera automatiquement et de plein droit au présent accord. Ainsi, dans l'hypothèse où les dispositions issues de l'article 4 de la loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023 cesseraient de s'appliquer sans être remplacées par des dispositions équivalentes, le présent accord prendrait fin de plein droit.

Le présent accord signé par voie dématérialisée sera notifié à chacune des organisations représentatives pour permettre, le cas échéant, l'exercice du droit d'opposition.

Le présent accord est déposé au ministère en charge du Travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension et l'agrément du présent accord et de ses annexes le plus rapidement possible aux services centraux du ministère en charge du Travail.

Il appartiendra à l'entreprise, si elle décide de faire application du présent accord et de ses annexes, de les diffuser à l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, aux représentants du personnel, selon les modalités habituelles.

Annexe A

Modèle de courrier d'accompagnement pour le dépôt

Plateforme de téléprocédure

Fait à ... , le ...

Madame, Monsieur le Directeur,

Notre entreprise applique la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires (IDCC 1517).

Au sein de celle-ci figure un accord collectif relatif à la mise en place d'un régime de participation comprenant une formule de calcul dérogatoire, et ce conformément aux dispositions issues de l'article 4 de la loi n° 2023- 1107 du 29 novembre 2023.

Nous avons décidé d'adhérer et d'appliquer cet accord collectif.

En conséquence, nous vous notifions, ci-joint, le dispositif de participation applicable à notre entreprise à compter du ____.

Nous vous remercions de bien vouloir nous en accuser réception.

Dans cette attente, soyez assuré, Madame, Monsieur, de notre respectueuse considération.

Annexe B

Participation dérogatoire

Mod. par Avenant 19 mars 2025, agréé par arr. 3 juin 2025, JO 5 juin et étendu par arr. 21 juill. 2025, JO 1^{er} août, applicable à compter de sa signature et sous réserve de son agrément⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CDNA.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT.

L'entreprise ____, dont le siège social est situé ____, représentée par ____ agissant en vertu des pouvoirs dont il/elle dispose,

Ci-après dénommée la Société ou l'Entreprise,

D'une part,

Et :

(Sélectionner l'option retenue)

— Les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise ____, représentées respectivement par leur délégué syndical, M^{me}/M. ____, M^{me}/M. ____,

— Le comité social et économique ayant voté à la majorité des membres présents, dont le procès-verbal est annexé au présent accord, représenté par M^{me}/M. ____ en vertu du mandat reçu à cet effet au cours de la réunion du ____,

— L'ensemble du personnel de l'entreprise ayant ratifié l'accord à la suite d'un vote (dont le procès-verbal est joint au présent accord) qui a recueilli la majorité des deux tiers, ladite ratification intervenant, le cas échéant, suite à une demande conjointe effectuée par la direction de l'entreprise et le comité social et économique ou les organisations syndicales représentatives,

— Par décision unilatérale de l'employeur dans les entreprises de moins de 50 salariés.

Préambule

Le personnel, par son engagement, est un acteur déterminant de la réussite de l'entreprise.

Le présent dispositif de participation est adopté sur le fondement de l'accord de branche du 5 septembre 2024 relatif à la participation dérogatoire dans la branche des commerces de détail non alimentaires (IDCC 1517°, agréé par arrêté en date du ____ (date). Il est rappelé que cet accord a été conclu sur le fondement des dispositions issues de l'article 4 de la loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023, portant transposition de l'ANI relatif au partage de la valeur.

Le montant de la réserve spéciale de participation qui en résulte peut ainsi être moins favorable que celui résultant de l'application de la formule légale.

Il est rappelé que la participation présente un caractère aléatoire.

Article 1er **Objet**

Le présent accord a pour objet de fixer notamment :

- Les bénéficiaires ;
- La formule servant de base au calcul de la réserve de participation;
- Les modalités et plafonds de répartition de la réserve entre les bénéficiaires ;
- La nature et les modalités de gestion des droits des salariés;
- La durée d'indisponibilité des droits des salariés;
- La nature et la procédure suivant laquelle seront réglés les différends qui pourraient survenir entre les parties ;
- Les modalités d'information individuelle et collective.

Tout ce qui ne serait pas prévu par le présent accord est régi par les textes en vigueur relatifs à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et, s'il y a lieu, par tous les avenants qui pourraient être ultérieurement conclus.

Article 2 **Bénéficiaires**

Peuvent bénéficier des droits nés du présent accord, les salariés comptant au moins trois mois d'ancienneté continue ou discontinue dans l'entreprise.

L'ancienneté s'apprécie à la date de clôture de l'exercice concerné ou à la date de départ en cas de rupture de contrat en cours d'exercice.

Pour la détermination de l'ancienneté requise, sont pris en compte tous les contrats de travail exécutés au cours de la période de calcul et des douze mois qui la précèdent. Les périodes de suspension du contrat de travail, pour quelque motif que cela soit, ne sont pas déduites du calcul de l'ancienneté. S'agissant de l'ancienneté, il s'agit bien d'une ancienneté dans l'entreprise et non d'une ancienneté dans l'exercice fiscal considéré, aucune condition de présence du salarié à une date donnée ne pouvant être ajoutée. Il convient donc de distinguer l'ancienneté juridique d'un salarié qui lui permet de bénéficier de la participation et son temps de présence qui, selon la formule de répartition retenue, pourra avoir des conséquences sur le montant de sa prime.

Le présent accord bénéficiera également, s'il y en a, aux mandataires sociaux, au dirigeant non-salarié, à son conjoint ou à son partenaire lié par un PACS dès lors qu'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé.

En cas d'embauche d'un stagiaire à l'issue d'un stage en entreprise de plus de deux mois, la durée de ce dernier est prise en compte pour l'ouverture et le calcul des droits liés à l'ancienneté et pour bénéficier des dispositifs d'épargne salariale, conformément aux règles légales en vigueur.

Les titulaires d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation bénéficient de la participation.

Article 3 **Détermination de la réserve spéciale**

Le présent accord propose plusieurs formules de calcul de la réserve spéciale de participation définies en modifiant les éléments qui composent la formule de droit commun.

L'entreprise sélectionne, parmi les trois propositions possibles, la proposition de formule de son choix en cochant la case correspondante.

3.1

Première proposition

Le montant de la réserve spéciale de participation est calculé pour chaque exercice sur la base d'une formule dérogatoire définie comme suit : (sélectionner l'option retenue)

—
$$\text{RSP} = 1/4 (B - 5 \% C) \times S/VA$$

—
$$\text{RSP} = 1/6 (B - 5 \% C) \times S/VA$$

—
$$\text{RSP} = 1/8 (B - 5 \% C) \times S/VA$$

Formule dans laquelle :

— B représente le bénéfice net, c'est-à-dire le bénéfice net réalisé en France métropolitaine et en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, tel qu'il est retenu pour être imposé au taux de l'impôt sur les sociétés. Ce bénéfice est diminué de l'impôt correspondant et augmenté du montant de la provision pour investissement dans les conditions prévues par la réglementation ;

— C représente les capitaux propres, comprenant le capital, les primes liées au capital social, les réserves, le report à nouveau, les provisions ayant supporté l'impôt, les provisions réglementées constituées en franchise d'impôt. Leur montant est retenu d'après les valeurs figurant au bilan de clôture de l'exercice. Toutefois, en cas de variation du capital au cours de l'exercice, le montant du capital et des primes est pris en compte prorata temporis ;

— S représente les salaires, correspondant aux revenus d'activité tels qu'ils sont pris en compte pour la détermination de l'assiette des cotisations définie à l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale ;

— VA représente la valeur ajoutée, c'est-à-dire la somme des postes suivants du compte de résultat : charges de personnel + impôts et taxes, à l'exclusion de la taxe sur le chiffre d'affaires + charges financières + dotations de l'exercice aux provisions, à l'exclusion des dotations figurant dans les charges exceptionnelles + résultat courant avant impôts.

Le calcul de la réserve spéciale de participation est effectué au début de chaque exercice sur la base du bilan de l'année précédente.

3.2

Deuxième proposition

Le montant de la réserve spéciale de participation est calculé pour chaque exercice sur la base d'une formule dérogatoire définie comme suit :

-
$$\text{RSP} = 1/2 (B - 2 \% C) \times S/VA$$

Les éléments composant le C, le S et la VA sont ceux définis au 3.1.

3.3

Troisième proposition

Le montant de la réserve spéciale de participation est égal à 5 % du bénéfice net comptable tel qu'il apparaît dans les comptes de l'entreprise.

Le montant de la réserve spéciale est, en tout état de cause, quelle que soit la proposition de formule retenue, plafonné au montant suivant (cocher la limite de l'un des plafonds suivants) :

- La moitié du bénéfice net comptable ;
- Le bénéfice net comptable diminué de 5 % des capitaux propres ;
- Le bénéfice net fiscal diminué de 5 % des capitaux propres ;
- La moitié du bénéfice net fiscal.

Article 4

Droits individuels

4.1

Formules de répartition

La réserve spéciale de participation est répartie entre les bénéficiaires selon la formule retenue ci-dessous :
(Sélectionner l'option retenue en cochant la case correspondante)

1^{re} formule

La répartition de la réserve entre les bénéficiaires est effectuée proportionnellement aux salaires bruts perçus au cours de l'exercice considéré, dans les conditions suivantes :

Le salaire s'entend du total des revenus d'activité tels qu'ils sont pris en compte pour la détermination de l'assiette des cotisations définies à l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale ;

Le salaire à prendre en considération ne peut, pour un même exercice, excéder une somme égale à 3 fois le plafond annuel de sécurité sociale. Ce plafond est réduit prorata temporis en cas d'entrée ou de sortie des effectifs en cours d'exercice ;

Il est rappelé que s'agissant des périodes de congé maternité, de congé de paternité et d'accueil de l'enfant, de congé d'adoption, de congé de deuil, de suspension du contrat de travail consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle (à l'exception des accidents de trajet et des rechutes dues à un accident du travail intervenu chez un précédent employeur), des périodes d'activité partielle ou de mise en quarantaine au sens du 2° du I de l'article L. 3131-1 du code de la santé publique, des congés annuels payés, des jours de réduction du temps de travail, des congés conventionnels individuels et collectifs comme les congés pour ancienneté et les congés de développement des compétences, les salaires pris en compte sont ceux qu'auraient perçus les salariés concernés pendant les mêmes périodes s'ils avaient travaillé. Il en va de même de toute autre période d'absence ultérieurement prévue par la réglementation.

Le cas échéant, pour les mandataires sociaux de la société (ou le chef d'entreprise ainsi que son conjoint ou son partenaire de PACS dès lors qu'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé), la répartition tient compte de la rémunération annuelle ou du revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu de l'année précédente plafonné au niveau du salaire le plus élevé versé dans l'entreprise et dans la limite du plafond visé au paragraphe précédent.

2° formule

La répartition de la réserve entre les bénéficiaires est effectuée en fonction de la durée de présence correspondant aux périodes de travail effectif et aux périodes assimilées comme telles dans l'entreprise au cours de l'exercice.

Il est rappelé que sont notamment assimilées à des périodes de présence les périodes de congé de maternité, de congé de paternité et d'accueil de l'enfant, de congé d'adoption, de congé de deuil, de suspension du contrat de travail consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle (à l'exception des accidents de trajet et des rechutes dues à un accident du travail intervenu chez un précédent employeur), les périodes d'activité partielle ou de mise en quarantaine au sens du 2° du I de l'article L. 3131-1 du code de la santé publique, les congés annuels payés, les jours de réduction du temps de travail, les congés conventionnels individuels et collectifs comme les congés pour ancienneté et les congés pour événements familiaux, les absences pour formation dans le cadre du plan de développement des compétences, ainsi que toute nouvelle absence ultérieurement prévue par la réglementation.

En cas de travail à temps partiel, la durée de présence prend en compte le taux d'activité du salarié concerné.

Ainsi, la répartition de la réserve spéciale de participation est effectuée au prorata des heures travaillées par le salarié selon le rapport suivant :

Droit individuel = $RSP \times \text{Total des heures de travail effectif ou assimilées du salarié} / \text{Total des heures de travail effectif ou assimilées de l'entreprise}$

3° formule

La répartition de la réserve entre les bénéficiaires est effectuée dans les conditions suivantes :

(Sélectionner l'option retenue)

Option 1

- Pour 50 % en fonction de la durée de présence effective ou assimilée au cours de l'exercice de référence selon les modalités définies précédemment ;
- Pour 50 % proportionnellement aux salaires bruts perçus au cours de l'exercice selon les modalités définies précédemment.

Option 2

- Pour 60 % en fonction de la durée de présence effective ou assimilée au cours de l'exercice de référence selon les modalités définies précédemment ;
- Pour 40 % proportionnellement aux salaires bruts perçus au cours de l'exercice selon les modalités définies précédemment.

Option 3

- Pour 40 % en fonction de la durée de présence effective ou assimilée au cours de l'exercice de référence selon les modalités définies précédemment ;

-
- Pour 60 % proportionnellement aux salaires bruts perçus au cours de l'exercice selon les modalités définies précédemment.

4.2 Plafonnement

Le montant des droits susceptibles d'être attribués à un bénéficiaire ne peut, pour un même exercice, excéder une somme égale aux trois quarts du plafond annuel de la sécurité sociale. Ce plafond est calculé au prorata du temps de présence en cas d'entrée ou de sortie des effectifs au cours de l'exercice.

Les sommes qui n'auraient pu être distribuées en raison des règles de répartition ou de plafonnement seront réparties entre les salariés n'atteignant pas ledit plafond, et ce selon les mêmes modalités de répartition. Les sommes ayant fait l'objet d'une nouvelle répartition qui, en raison du plafond individuel, n'auraient pu être mises en distribution demeurent dans la réserve spéciale de participation des salariés pour être réparties au cours des exercices ultérieurs.

Article 5 Perception immédiate des fonds

La participation est attribuée aux bénéficiaires au plus tard à la fin du cinquième mois suivant l'exercice de calcul. Lorsque le versement au salarié ou l'affectation de ses droits à participation à un plan d'épargne salarial est effectué au-delà du cinquième mois suivant l'exercice de calcul, les articles D. 3324-21-2 et D. 3324-25 du code du travail disposent respectivement du versement d'un intérêt de retard égal à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées.

Les bénéficiaires de droits au titre du présent accord peuvent demander le versement immédiat de tout ou partie des sommes correspondantes, ou décider de les affecter sur le plan d'épargne existant au niveau de l'entreprise.

Chaque année, les salariés seront informés :

- du montant des sommes attribuées au titre de la participation,
- du montant dont ils peuvent demander, en tout ou partie, le versement immédiat,
- des modalités d'affectation par défaut de la prime en l'absence de choix,
- et du délai de quinze jours dont ils bénéficient pour formuler leur demande.

À défaut de retour de la demande de paiement immédiat dans les quinze jours ou d'un choix d'affectation explicite du bénéficiaire, la quote-part de participation dans la limite de celle calculée à l'article L. 3324-1 du code du travail est affectée :

- pour moitié à un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) ou à un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif (PERECO) s'il a été mis en place dans l'entreprise,
- et pour l'autre moitié dans les conditions prévues par l'accord.

Article 6 Indisponibilité

Sauf pour les salariés qui demandent le versement immédiat de tout ou partie des sommes correspondantes, les droits constitués au profit des bénéficiaires ne seront négociables ou exigibles qu'à l'expiration d'un délai d'indisponibilité de cinq ans à compter du premier jour du sixième mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel ils sont calculés.

Ces droits s'agissant d'un plan d'épargne d'entreprise peuvent faire l'objet d'un déblocage anticipé, lors de la survenance de l'un des cas suivants (article R. 3324-22 du code du travail) :

- Mariage de l'intéressé ou conclusion d'un PACS ;
- Naissance ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption dès lors que le foyer compte déjà au moins deux enfants à charge ;
- Divorce, séparation ou dissolution d'un PACS lorsqu'ils sont assortis d'une convention ou d'une décision judiciaire prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins un enfant au domicile de l'intéressé ;
- Violences commises contre l'intéressé par son conjoint, son concubin ou son partenaire lié par un PACS, ou son ancien conjoint, concubin ou partenaire :
 - a) soit lorsqu'une ordonnance de protection est délivrée au profit de l'intéressé par le juge aux affaires familiales en application de l'article 515-9 du code civil ;
 - b) soit lorsque les faits relèvent de l'article 132-80 du code pénal et donnent lieu à une alternative aux poursuites, à une composition pénale, à l'ouverture d'une information par le procureur de la République, à la saisine du tribunal correctionnel par le procureur de la République ou le juge d'instruction, à une mise en examen à une condamnation pénale, même non définitive ;

— Invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un PACS, l'invalidité s'appréciant au sens des 2^o et 3^o de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou étant reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ou du président du conseil départemental, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;

— Décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne liée par un PACS ;

— Cessation du contrat de travail ainsi que, le cas échéant, cessation de son activité par l'entrepreneur individuel ; fin du mandat social ; perte du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ;

— Affectation des sommes épargnées à la création ou reprise par le bénéficiaire, ses enfants, son conjoint ou la personne liée par un PACS, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R. 5141-2 du code du travail, ou installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une SCOP ;

— Affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R. 156-1 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;

— Affectation des sommes épargnées aux travaux de rénovation énergétique de la résidence principale mentionnés aux articles D. 319-16 et D. 319-17 du code de la construction et de l'habitation ;

— Situation de surendettement du salarié définie à l'article L. 711-1 du code de la consommation sur demande adressée à l'organisation gestionnaire des fonds ou à l'employeur par le président de la commission de surendettement des particuliers ou par le juge lorsqu'il estime que le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

— L'activité de proche aidant exercée par l'intéressé, son conjoint ou son partenaire lié par un PACS auprès d'un proche, telle que définie aux articles L. 3142-16 et L. 3142-17 du code du travail ;

— L'achat d'un véhicule qui réponde à l'une des deux conditions suivantes :

a) Il appartient, au sens de l'article R. 311-1 du code de la route, à la catégorie M1, à la catégorie des camionnettes ou à la catégorie des véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur, et il utilise l'électricité, l'hydrogène ou une combinaison des deux comme source exclusive d'énergie ;

b) Il est un cycle à pédalage assisté, neuf, au sens du point 6.11 de l'article R. 311-1 du code de la route.

En outre, les sommes n'atteignant pas un montant fixé par arrêté (80 € à la date de signature du présent accord) sont payées directement.

Sauf dans les cas de cessation du contrat de travail, de décès du conjoint ou de la personne liée par un PACS, d'invalidité, de violences conjugales, de surendettement et d'activité de proche aidant, pour lesquels le salarié peut demander à tout moment la liquidation de ses droits, les demandes doivent être présentées dans le délai de six mois à compter du fait générateur. En cas de décès, il appartient aux ayants droit de demander la liquidation des droits. Ces droits s'agissant d'un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) peuvent faire l'objet d'un déblocage anticipé, lors de la survenance de l'un des cas suivants (article R 3334-4 du code du travail) :

— Invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2^o et 3^o de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, ou est reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées prévue à l'article L. 241-5 du code de l'aide sociale et des familles, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle. Le déblocage pour chacun de ces motifs ne peut intervenir qu'une seule fois ;

— Décès de l'intéressé, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. En cas de décès de l'intéressé, il appartient à ses ayants droit de demander la liquidation de ses droits, et les dispositions du 4 du III de l'article 150-0-A du code général des impôts cessent d'être applicables à l'expiration des délais fixés par l'article 641 du même code ;

— Affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagées à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté interministériel ;

— Situation de surendettement du participant définie à l'article L. 711-1 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé ;

— Expiration des droits à l'assurance chômage de l'intéressé.

Il est précisé que la demande de liquidation anticipée peut ici intervenir à tout moment, sauf dans le cas d'affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou sa remise en état à la suite d'une catastrophe naturelle où dans cas elle doit intervenir dans un délai de six mois à compter de la survenance du fait générateur

Ces droits s'agissant d'un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif (PERECO) peuvent faire l'objet d'un déblocage anticipé, lors de la survenance de l'un des cas suivants (article L 224-4 du code monétaire et financier) :

- Décès du conjoint du titulaire ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;
- Invalidité du titulaire, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L 341-4 du code de la sécurité sociale ;
- Situation de surendettement du titulaire, au sens de l'article L 711-1 du code de la consommation ;
- Expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire, ou le fait pour le titulaire d'un plan qui a exercé des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance et n'a pas liquidé sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse de ne pas être titulaire d'un contrat de travail ou d'un mandat social depuis deux ans au moins à compter du non-renouvellement de son mandat ou de sa révocation ;
- Cessation d'activité non salariée du titulaire à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire en application du titre IV du livre VI du code de commerce ou toute situation justifiant ce retrait ou ce rachat selon le président du tribunal de commerce auprès duquel est instituée une procédure de conciliation mentionnée à l'article L 611-4 du même code, qui en effectue la demande avec l'accord du titulaire ;
- Affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale. Les droits correspondant aux sommes mentionnées au 3° de l'article L 224-2 du code monétaire et financier ne peuvent être liquidées ou rachetées pour ce motif ;
- Lorsque, à la date de la demande de liquidation ou de rachat, le titulaire du plan est âgé de moins de dix-huit ans ;

Le décès du titulaire avant l'échéance mentionnée à l'article L 224-1 du code monétaire et financier entraîne la clôture du plan.

Article 7 **Gestion des fonds**

Les sommes correspondant aux droits issus de la réserve spéciale de participation au profit des bénéficiaires, dont ils ne demandent pas le versement en tout ou partie, sont versés sur des comptes ouverts au nom des intéressés dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise (PEE) mis en place par l'entreprise.

Les sommes recueillies dans le plan d'épargne sont affectées conformément au règlement de ce plan.

Pour les salariés qui ne décident pas de l'affectation, la somme est affectée dans le fonds par défaut désigné dans le règlement du plan d'épargne applicable.

Le cas échéant, la quote-part de participation est affectée pour moitié dans un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) ou dans un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif (PERECO), s'il a été mis en place dans l'entreprise, et pour l'autre moitié dans les conditions prévues ci-dessus.

Article 8 **Information collective**

L'application du présent dispositif est suivie par le CSE ou par une commission spécialisée créée par lui ou, à défaut de CSE, par une commission ad hoc comprenant au moins un salarié.

Dans les cinq mois qui suivent la clôture de chaque exercice, la direction présente un rapport comportant notamment :

- les éléments servant de base au calcul du montant de la réserve spéciale de participation des salariés pour l'exercice écoulé ;
- des indications précises sur la gestion et l'utilisation des sommes affectées à cette réserve.

Lorsque le CSE est appelé à siéger pour examiner le rapport, les questions ainsi examinées font l'objet d'une mention spéciale à son ordre du jour.

Lorsqu'il n'existe pas de CSE, le rapport relatif à l'accord de participation est adressé à chaque salarié présent dans l'entreprise à l'expiration du délai de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Article 9 **Information individuelle**

Tout salarié reçoit lors de son embauche un livret d'épargne salariale présentant le dispositif d'épargne salariale mis en place au sein de l'entreprise.

Conformément à la loi, la société établit tous les documents nécessaires pour l'information des salariés, tant sur le plan du calcul de la réserve spéciale de participation que sur le plan de leurs créances individuelles.

Pour les salariés présents à la date de signature du présent accord, et pour ceux embauchés ultérieurement, le texte intégral de l'accord est communiqué au personnel par voie d'affichage ou par voie de transmission électronique.

Lors de la répartition entre bénéficiaires, il est remis à chacun d'eux une fiche distincte du bulletin de paye indiquant notamment :

- Le montant total de la RSP pour l'exercice écoulé ;
- Le montant des droits attribués à l'intéressé ;
- Le montant du précompte effectué au titre de la CSG et de la CRDS ;
- L'organisme auquel est confiée la gestion des droits ;
- La date à partir de laquelle les droits seront négociables ou exigibles ;
- Les cas dans lesquels ils peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration du délai d'indisponibilité ;
- Les modalités d'affectation par défaut au plan d'épargne pour la retraite collectif, ou dans un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif lorsqu'un tel plan a été mis en place, des sommes attribuées au titre de la participation, conformément aux dispositions de l'article L. 3324-12 du code du travail.

À cette fiche est annexée une note rappelant les règles de calcul et de répartition prévues par le présent accord. Sauf opposition du salarié, la remise de cette fiche peut être faite par voie électronique à l'adresse communiquée.

Dans les cinq mois qui suivent la clôture de l'exercice, chaque salarié est informé des sommes et valeurs qu'il détient au titre de la participation.

Lorsqu'un salarié quitte l'entreprise, il lui est remis un état récapitulatif de ses avoirs, ainsi qu'un avis lui indiquant qu'il devra faire connaître à la Direction l'adresse à laquelle il pourra être contacté.

En cas de changement d'adresse, il appartient au bénéficiaire d'en aviser la Direction en temps utile.

Enfin, il est rappelé que si lors de son départ, le salarié souhaite transférer les sommes qu'il détient au titre de la participation dans un plan d'épargne de son nouvel employeur, il doit indiquer à la société les avoirs acquis qu'il souhaite voir transférer ainsi que le nom et l'adresse du nouvel employeur.

À défaut de retour de la demande de paiement immédiat dans les quinze jours ou d'un choix d'affectation explicite du bénéficiaire, la quote-part de participation est affectée pour moitié à un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) ou à un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif (PERECO) s'il a été mis en place dans l'entreprise, et pour l'autre moitié dans les conditions prévues par l'accord.

Il est rappelé que les sommes versées sur un plan d'épargne d'entreprise sont bloquées pendant au moins 5 ans alors que celles versées sur un plan d'épargne retraite le sont jusqu'à la retraite.

Article 10

Règlement des différends

Les contestations pouvant naître de l'application du présent dispositif et d'une manière générale tous les problèmes relatifs à la participation sont réglés suivant des procédures appropriées à la nature du litige.

— Bénéfices nets et capitaux propres : ces montants font l'objet d'une attestation de l'inspecteur des impôts ou du commissaire aux comptes, qui ne peut être remise en cause ; si cependant, il apparaissait qu'une erreur matérielle a été commise dans son établissement, les parties pourraient en demander une nouvelle à l'inspecteur concerné ou au commissaire aux comptes.

— Salaires et valeur ajoutée : les litiges portant sur les salaires et la valeur ajoutée relèvent des juridictions compétentes en matière d'impôts directs, à savoir le tribunal administratif en premier ressort et le Conseil d'État en appel.

— Autres litiges individuels ou collectifs : tous les autres litiges, qu'ils soient d'ordre individuel ou collectif, sont de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toutefois, afin d'éviter le recours aux tribunaux, les parties conviennent, en cas de désaccord constaté sur ces éléments lors de la réunion prévue à l'article 8 du présent accord, de mettre en œuvre une tentative de règlement amiable. Ainsi, le différend concernant l'application du présent dispositif est d'abord soumis à l'examen des parties en vue de rechercher une solution amiable. Si le différend porte sur une question d'interprétation de l'accord, la CPPNI de la branche des commerces de détail non alimentaires pourra être saisie.

Article 11

Durée et dénonciation

La présente décision unilatérale, ou le cas échéant le présent accord, est mis(e) en place pour une durée déterminée

de ____ exercices sociaux (un, deux ou trois) et s'appliquera pour la première fois à compter de celui ouvert le ____.

Le dernier exercice d'application devra se clôturer au plus tard le 29 novembre 2028. La réserve de participation ne se calculant que par exercice entier, il en résulte que pour une entreprise clôturant son exercice le 31 décembre, le dernier exercice d'application de l'expérimentation s'achèvera au 31 décembre 2027.

Article 12 **Révision**

Le présent dispositif ayant été conclu en application des dispositions de droit commun, toutes modifications de ces dispositions ultérieures à la signature du présent dispositif se substitueront de plein droit à celles du présent accord devenues non conformes.

En outre, chaque partie peut demander, par écrit, la révision de tout ou partie du présent dispositif, en indiquant les points de révision souhaités.

Le texte révisé ne peut concerner l'exercice en cours que si l'acte de révision est signé avant le premier jour du septième mois de l'exercice. À défaut, il prend effet pour l'exercice suivant. L'acte de révision ainsi conclu doit faire l'objet d'un dépôt dans les mêmes conditions que celles prévues dans le cadre de l'acte initial, sauf en cas de modification des dispositions législatives et/ou réglementaires en la matière.

Article 13 **Dépôt. Publicité**

Le présent dispositif est déposé sur la plateforme de téléprocédure dans des conditions prévues par la réglementation.

Le présent dispositif est également adressé par l'entreprise au greffe du conseil de prud'hommes du ressort du lieu de conclusion.

Il est établi en nombre suffisant pour remise à chacune des parties.

Son existence figurera aux emplacements réservés à la communication avec le personnel.

Une copie de la décision unilatérale ou de l'accord d'entreprise est transmise à la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) de la branche professionnelle des commerces de détail non alimentaires (adresse : contact@cdna.pro).

(En cas de décision unilatérale de l'employeur dans les entreprises de moins de 50 salariés.)

Fait à ____, le

Le chef d'entreprise

(En cas d'accord d'entreprise.)

Fait à ____, le

— Pour l'organisation syndicale Le chef d'entreprise

— Pour le CSE Le chef d'entreprise

— Pour le personnel en cas de référendum Le chef d'entreprise

En ____ exemplaires»